PARTI SOCIALISTE – SFIO
54ème Congrès national des 30, 31 mai, 1er et 2 juin 1963
Issy-les-Moulineaux

Sommaire

Le président (Gérard Jaquet) 3
Leca 3
Ernest Cazelles 7
Parpais (Indre-et-Loire) 9
René Naegelen 13
Guy Mollet 21
Roger Souton (Jeunesses Socialistes) 23
André Bidet 28
Fleury (Etudiants Socialistes) 28
Le président (Jules Moch) 32
Allainmat 32
Humberdo 34
Pierre Mauroy 38
Jeanne Brutelle 47
Bonnemaison 57
Augustin Laurent 58
Guy Mollet 63
Gaston Defferre 66
Max Lejeune 67
Augustin Laurent 69
Chandernagor 69
Guy Mollet 70
Léon Boutbien 71
Francis Leenhardt 79
Darius Le Corre 84
Rougeron 91
Le président (Georges Guille) 96
Weil-Raynal 96
Garnier-Thonon 101
Ladel 105
Thieblot (Puy-de-Dôme) 109
Gagey (Doubs) 113
Courtovoy (Marne) 116
Georges Guille 121
Battaglini 132
Delmas (Tarn-et-Garonne) 134
Le président (Gaston Deferre) 137
Cluzeau 137

Fondation Jean-Jaurès

Cassagne(Gironde) 144
Gérard Jaquet 153
Max Lejeune 163
Guy Mollet 171
Denis 174
Georges Brutelle 178
Gaston Defferre 185
Christian Pineau 195
Mao 201
Gino 203
Le président (Albert Gazier) 204
Guinot (Marne) 204
Piffard (Nièvre) 206
Arthur Notebart 209
Muller 213
Fajardie 217
Quillot 222
Thibaud 227
Albert Gazier 233
Claude Fuzier 239
André Bidet 250
Van Natters 254
Mongi Kooli 255
Le président (Christian Pineau) 258
René Sicard 258
Mirande 260
Peyrassol 267
Guy Mollet 270
Georges Brutelle 308
Le président (René Schmitt) 311
Claude Fuzier 316
Gérard Jaquet 319
Léon Boutbien 320
Gérard Jaquet 322
Georges Brutelle 327
Chandernagor 330
Georges Guille 334
Georges Brutelle 335
Albert Gazier 337
Darius Le Corre 339
Georges Brutelle 341
Guimard (Nièvre) 341

Fondation Jean Jaurès

Séance du jeudi 30 mai 1963 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Gérard Jaquet, assisté de :
Leca, maire d'Issy-les-Moulineaux, Ey, Secrétaire de la section d'Issy-les-Moulineaux, Rigaut, (Moselle).

Le président (Gérard Jaquet)

Camarades, je déclare ouvert le 54ème Congrès du Parti Socialiste SFIO et je donne tout de suite la parole à notre camarade Leca, maire d'Issy-les-Moulineaux.

Leca

Chers camarades, c'est pour moi une grande satisfaction, et aussi un honneur pour notre ville, d'accueillir en ces lieux nos camarades délégués, venus de toutes les régions de France, afin de confronter leur point de vue sur les problèmes doctrinaux, nés de la conjoncture politique actuelle, et dégager, en conséquence, les lignes principales de l'orientation politique du Parti, durant les mois à venir.
Je souhaite donc à tous la bienvenue à Issy-les-Moulineaux, en mon nom et au nom de la section, et forme le vœu que les travaux de ce 54ème Congrès national, que j'ai l'honneur d'ouvrir, restent dans les annales de notre Parti comme le Congrès du renouveau du mouvement Socialiste dans notre Pays.
Je suis moi-même un vieux militant Socialiste et ai participé aux luttes engagées, au début du siècle, par notre Parti, pour imposer, dans de nombreux domaines, des idées aujourd'hui admises par tous.
Aussi, ai-je pris un grand intérêt à la lecture de l'ordre du jour de vos travaux qui s'avère, il est vrai, très chargé.
Je n’insisterai pas sur la gravité de vos délibérations, qui vont influer sur l'orientation de notre Parti et définir sa ligne de conduite, afin de regrouper et d'inclure, dans ses rangs, tous ceux que l'injustice sociale révolte et qui veulent, par conséquent, travailler solidairement à libérer la Personne Humaine de toutes les servitudes qui l'accablent encore actuellement.
C'est ainsi que vos débats vont porter, en premier lieu, sur le grave problème des institutions publiques, qui préoccupe présentement de très nombreux républicains. Il est vrai que le régime actuel se caractérise par des violations répétées de la Constitution de 1958 et l'omnipotence du Pouvoir.
Il est donc urgent, pour notre Parti, de prendre très nettement position sur le régime présidentiel, que semble accepter l'opinion publique, en tranchant la controverse qui pourrait diviser nos camarades. Il faut, par conséquent, s'accorder sur le mécanisme à proposer, le moment venu, pour réaliser un équilibre durable des Pouvoirs.
Mais, dans le débat qui ne manquera pas de s'instaurer à propose de l'étude de cette question, chacun d'entre vous devra se rappeler que l'objectif principal doit

Fondation Jean Jaurès

rester, comme le précise notre camarade Guy Mollet, "la démocratie Politique", c'est-à-dire le gouvernement du Peuple, pour le Peuple et exercé par le Peuple.
Il ne faut pas se cacher que le but est difficile à atteindre, du fait que ce Peuple est souvent insuffisamment averti des questions qui lui sont posées, en raison, notamment, des problèmes nouveaux que fait naître l'évolution de la Politique.
Il faut donc diffuser largement notre programme dans les masses ouvrières, adapter notre tactique aux circonstances, et modifier, pour les besoins du moment, les structures du Parti.
Je suis heureux de constater, à la lecture de l'Ordre du Jour de vos travaux, que le 54ème Congrès national est axé principalement sur l'étude de ces questions, dont la solution est primordiale pour l'évolution de notre Parti, qui devra puiser, dans ces décisions, le renouveau et la vigueur dont il a besoin, pour faire rayonner dans notre Pays le Mouvement Socialiste, né de l'évolution du monde ouvrier.
Je ne m'étendrai pas sur les objectifs du programme, ni sur la tactique et les structures à adopter, pour parvenir à rallier à notre cause la masse ouvrière, car ils sont clairement exposés dans les documents qui vous ont été remis.
Par contre, je veux profiter de l'occasion, qui m'est donnée aujourd'hui, pour vous demander de vous associer à la faveur de ce Congrès, aux graves préoccupations, que constitue pour les Municipalités, l'amenuisement continuel des libertés communales, insidieusement et opportunément remises en cause par le pouvoir actuel.
Il ne faut pas oublier que les Municipalités sont autant de plates-formes politiques, dont l'action constitue très souvent la plus éclatante des propagandes politiques.
Aussi, permettes à un maire Socialiste, en contact chaque jour avec une population en majorité ouvrière, d'affirmer combien, dans le cadre de cette propagande en faveur de nos idées, l'action municipale est importante et doit être mise au premier plan des préoccupations du Parti.
S'il est reconnu, en effet, qu'une certaine et regrettable désaffection pour les problèmes politiques se fait sentir dans le Pays, il est, non moins certain, que les populations des villes et Communes de France sont extrêmement sensibles aux efforts accomplis par les Municipalités, pour améliorer leurs conditions d'existence et faciliter la vie quotidienne.
Le Parti devrait donc, à mon sens, se préoccuper de dénoncer énergiquement, et en toutes circonstances opportunes, les atteintes portées actuellement à l'autonomie communale, à faire en sorte que le corps électoral soit informé des menaces qui pèsent sur la vie municipale, afin que, pour sa défense, il désigne toujours plus d'administrateurs Socialistes, qui seront des éléments déterminants et précieux pour notre Politique, auprès du grand public.
Camarades, pendant ces quatre jours, vous allez mettre en commun vos idées, vos suggestions, afin de rechercher les solutions raisonnables et constructibles, aux grands problèmes de l'heure. Pendant quatre jours, la classe ouvrière et les

autres formations politiques vont se tourner vers Issy-les-Moulineaux, guettant le résultat de vos délibérations.
Pour ma part, je suis persuadé que ce 54ème Congrès national fera date dans l'histoire de notre Parti, car il affirmera la ferme volonté d'œuvrer pour la rénovation et l'adaptation, aux profondes transformations de notre temps, du Mouvement Socialiste, qui doit permettre à l'Homme de se libérer de toutes les formes d'oppression dont il souffre actuellement.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie notre ami Leca. Mes chers Amis, avant d'ouvrir réellement nos travaux, je tiens à évoquer la mémoire des camarades qui nous ont quittés depuis le dernier Conseil national.
La liste de nos disparus est hélas bien longue et nous ressentons durement les vides qui se sont ainsi créés dans nos rangs.
René Auffray, visage familier de notre fédération de la Seine, est mort à 49 ans, d'un mal qui ne pardonne pas. Très jeune Auffray avait été un militant de notre Parti ? Depuis la libération, il animait le journal "Le Prolétaire de Clichy" dont il était le directeur. Depuis 1949, il était auprès de notre ami Levillain, maire adjoint de la ville, et comme son père qui fut si longtemps premier magistrat de cette cité ouvrière, il manifestait ses très réelles qualités d'administrateur.
Pierre Bonnel décédé à 47 ans, à la suite d'une longue et cruelle maladie.
Pierre Bonnel était membre de la fédération de la Seine. Il était professeur de philosophie au Lycée Janson-de-Sailly et il avait apporté toutes ses compétences au groupe d'études doctrinales dont il était l'un des membres les plus actifs. Jusqu'au bout, il a tenu à montrer son attachement au Parti et quelques jours avant sa mort, il écrivait encore des articles et des études pour nos journaux, nos revues.
Roland Bellet, Secrétaire de la fédération de la Savoie ; lui aussi, il fut enlevé en pleine force, à 37 ans, atteint par un mal implacable.
Roland Bellet, délégué départemental de l'Enseignement technique était entré dans la résistance dès l'âge de 16 ans ; il avait pris le maquis et participé à de nombreuses opérations au cours desquelles il fut blessé une première fois en juin 1944 à l'âge de 18 ans.
Engagé volontaire pour poursuivre la libération du territoire, Roland Bellet participa dans les rangs de la première armée à l'attaque de Belfort où il fut blessé une seconde fois. Il était titulaire de la Croix de Guerre, de la Médaille Militaire et de la Médaille de la résistance.
Après la libération, Roland Bellet se consacra au combat pour ses conceptions Socialistes. Il fut le collaborateur et l'ami personnel de notre regretté camarade, Louis Dibué et lui succéda comme secrétaire fédéral en 1957.
Antoine Brugière, député du Puy de Dome, nous a quitté lui aussi, à l'issue d'une longue maladie.

Contribution Jean-Jaurès

Antoine Brugière, Docteur en médecine, a eu dans la résistance une conduite courageuse. Dès la libération, il a été élu conseiller municipal de Clermont-Ferrand, et conseiller général du Puy de Dôme. maire adjoint de Clermont, il s'est consacré plus particulièrement et avec efficacité au développement des installations et activités sportives de la ville.
Aux élections dernières, Antoine Brugière battant le parlementaire UNR sortant, était élu député du Puy de Dôme.
Eugène Cazottes, âgé de 82 ans était un ancien collaborateur du Secrétariat général du Parti. Il était le beau-père de notre camarade Jacques Jemet à qui nous exprimons nos condoléances.
Ezio Collaveri nous a quitté il y a quelques semaines à l'âge de 86 ans. Toute son existence fut consacrée au Socialisme.
Conseiller général de Pantin avant la guerre, maire de cette ville après la libération, il fut un administrateur courageux, intègre et efficace. Il avait créé voilà bien longtemps dans cette banlieue est où il s'était fixé après avoir quitté sa Corse natale, une des premières universités populaires qui a été un modèle du genre, car l'ambition de toute sa vie a été de participer dans la mesure de ses possibilités à la formation de l'éducation des plus défavorisés. Son souvenir reste très vivant dans toute notre banlieue parisienne.
Michel Cordeviola, ancien chargé de mission du cabinet de Guy Mollet, maire adjoint de Joigny, membre de la nationale agricole, est mort après une douloureuse maladie, à l'âge de 60 ans.
Cordeviola s'était consacré depuis de nombreuses années au syndicalisme, et à la législation sociale en agriculture. Il était aussi un administrateur municipal particulièrement compétent, et je sais combien sa perte a été ressentie par nos camarades de l'Yonne.
René Hug, ancien secrétaire administratif du Parti, ancien membre du cabinet de Léon Blum, puis de différents ministres Socialistes après la libération, s'est éteint à l'âge de 74 ans.
Il était né en 1884, était entré au Parti en 1906. Il fut un actif collaborateur du secrétariat général avant la guerre et au lendemain de la libération ; organisateur infatigable et militant actif de la fédération de la Seine, il a participé activement à la reconstitution des sections aprés la session de 1920.
Il était trésorier de l'association des Amis de Léon Blum. J'ai eu l'occasion de travailler avec René Hug pendant quelques années, au lendemain de la guerre au secrétariat général du Parti, et je sais combien il était un collaborateur précieux et attachant et combien il était avec un incroyable dévouement, attaché au Parti, qui a été longtemps toute sa vie.
Pierre Trille est mort brusquement d'une crise cardiaque à 52 ans. Il était membre de la Commission nationale d'Etudes, je l'ai aussi bien connu, lorsque dans le gouvernement Guy Mollet, j'ai eu la responsabilité du ministère de l'Information, Pierre Trille qui occupait un poste de direction à la RTF, a fait partie de mon cabinet. C'était un ami intelligent, consciencieux, et dévoué. En

toutes circonstances même les plus difficiles, et notamment au cours de ces derniers mois, il a toujours défendu avec courage, je dirais même avec emportement, le Parti auquel il était si profondément attaché.
Voilà donc la longue liste de nos morts.
Vous me permettrez également d'exprimer nos bien sincères condoléances à nos amis !
Taillade, Secrétaire du Gard.
Levinsky, maire de Laon.
Klystein, membre de la Commission Exécutive de la fédération de la Seine, qui ont récemment eu la douleur de perdre leurs épouses.
Dans l'International également des disparitions ont été cruelles
- Madame Saragat, épouse de notre Ami, Saragat, Secrétaire Général du Parti Socialiste démocratique italien
- Hug Dalton, Parti Travailliste britannique
- Indalecio Pietro - Parti Socialiste ouvrier espagnol,
- Dr Ezra Hayut (Israël)
- Peter Strasser, (Autriche)
- Margaret Rissel-Drutsthy (Suisse)
- André Renard (Belgique)
- Joseph Van Roostroepk (Belgique)
- Gloria Josephthal (Israël)
- Herzl Berger (Israël)
- Middleton (Angleterre)
- Alsing Andersen (Danemark)
- Christofer Hornrud (Norvège)
- Morgan Phillips (Angleterre)
- Hugh Gaitskell (Angleterre)
Camarades, je vous demande à la mémoire de nos disparus d'observer une minute de silence.
(L'assemblée, debout, observe une minute de silence)
Je vous remercie.
Nous allons maintenant commencer réellement nos travaux et je donne la parole à Cazelles Secrétaire Adjoint du Parti.

Ernest Cazelles

Camarades, dans vos dossiers vous avez trouvé un fascicule qui s'appelle le Programme des Travaux ; à la page 3 vous avez le règlement intérieur du Congrès, et à la page 4 des instructions pour l'élection des membres au Comité directeur.
En ce qui concerne le programme des travaux de ce Congrès, nous vous proposons la méthode suivante :
Ce matin, rapport statutaire et vote sur l'ensemble des rapports statutaires. Cet après-midi, institutions publiques. Vendredi matin, débat sur l'orientation

Collection Jean-Jaurès

politique, action du Parti. L'après-midi suite de la discussion. Samedi matin, 1er juin, suite de la discussion, et l'après-midi à partir de 15 heures, audition des Partis Frères, vote indicatif pour la désignation de la Commission des Résolutions et constitutions de ladite Commission. Le soir, la Commission des Résolutions se réunira. Dimanche matin, réunion de la Commission des résolutions et scrutin pour l'élection du Comité directeur et des autres organismes centraux. Dimanche après-midi, rapport des Commissions, proclamation des résultats de l'élection des organismes centraux.

Le président - Camarades, vous avez entendu les propositions de Cazelles. Je dois vous apporter une information.
Notre camarade Augustin Laurent a déposé une proposition préjudicielle tendant à modifier sur un point l'ordre du jour de ce Congrès. Mais, en accord avec le Bureau du Parti, l'auteur de la proposition et le bureau du Congrès, je vous propose que nous ne discutions pas maintenant cette motion préjudicielle, mais après la discussion et le vote sur les rapports statutaires, c'est-à-dire vraisemblablement en début d'après-midi.
Est-ce que vous êtes d'accord ?
Alors, la motion sera discutée après les rapports statutaires.
Je peux donc considérer - sous réserve bien entendu de modifications qui pourraient être apportées par le vote de la proposition d'Augustin Laurent - que l'ordre du jour est accepté ?
Pas d'objection ?
Il est adopté.

Ernest Cazelles - Je vais vous donner la composition de la Commission qui doit examiner les demandes de réintégration.
Je vous propose pour faire partie de cette Commission, nos camarades, Cazin (Haute-Garonne), Brusse (Aveyron), Pierre Martel (Haut-Rhin), Wool (Loire), Carreau (Charente Maritime), Muzelle (Cher), Genes (Basses-Pyrénées) et notre camarade René Sicart, membre de la Commission nationale des conflits.

Le président - Pas d'opposition ?
Acceptés.

Ernest Cazelles - Maintenant, une Commission formée au début du Congrès qui doit être chargée de vérifier les mandats. Je vous propose la composition suivante : Laddois (Seine-et-Oise), Barbet (Indre-et-Loire).
Cette Commission doit se réunir immédiatement avec le Secrétaire Administratif notre camarade Cailleret.

Le président - Pas d'opposition ?
Accepté.

Confédération des Cadres

Ernest Cazelles - Enfin, je vous propose le Bureau de vote pour l'élection du Comité directeur et des organismes centraux :
Alain Matte (Morbihan), Georges Ducas (Pas-de-Calais), Francesci (Seine), Roger Laurent (Nord), Rossi (Bouches du Rhône).

Le président - Pas d'objection ?
Adopté.
Nous commençons donc maintenant la discussion sur le rapport d'activités et je passe la parole à Parpais de l'Indre-et-Loire.

Parpais (Indre-et-Loire)

Camarades, je tiens d'abord à préciser que la fédération de l'Indre & Loire a voté à l'unanimité les rapports d'activités ; donc, mon intervention ne se veut pas critique, elle se veut surtout constructive.
J'ai été mandaté pour intervenir par la fédération, s'il y a des écarts de langage ils me seront personnels.
Eh bien, je veux parler du rapport du secrétariat international, plus particulièrement du nouveau règlement du Bureau de liaison des Partis Socialistes de la Communauté européenne.
Vous trouverez les textes à la page l51 et l52, je m'excuse de vous inviter à vous y reporter.
Si vous lisez attentivement ces textes, vous verrez le rapport étroit qu'ils ont avec l'ensemble de la politique du Parti et vous verrez qu'ils 'engagent cette politique du Parti notamment en ce qui concerne le problème de l'intégration européenne.
Vous savez ce qu'est une politique d'intégration. Une politique d'intégration européenne se manifeste à deux niveaux : au niveau de l'exécutif et au niveau du législatif.
Qu'est-ce qu'un exécutif intégré ? C'est un exécutif où des décisions prises en commun s'imposent impérativement, du moins en certains domaines, au Parti membre de cet exécutif.
Or, je lis à la page 52 paragraphe 6 le règlement du bureau de liaison :
"Le Bureau de Liaison peut publier des avis sur des problèmes d'activités relevant de sa compétence? Ces avis sont transmis aux partis affiliés, ils ne lient les partis affiliés qu'après avoir été approuvés par eux."
Je ne sais pas si vous voyez l'importance de cette formule, mais elle exclue en ce qui concerne le Bureau de Liaison des partis Socialistes européens, une formule d'intégration.
Je passe maintenant au niveau du législatif, c'est-à-dire du Congrès des partis Socialistes européens, toujours page 152 ;
Ce Congrès comprend : 10 délégués des partis affiliés de la République fédérale d'Allemagne, de la France et de l'Italie, 6 délégués des partis affiliés de la

Fondation Jean Jaurès

Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas, vous voyez donc que la répartition au sein de ce Congrès ne tient aucunement compte, tout du moins, fort peu compte, des forces relatives des Partis représentés.
Si nous poussions jusqu'au bout notre politique d'intégration, eh bien soyons francs, camarades, nous devrions réunir un Congrès où chacun des partis serait représenté au prorata du nombre de ses adhérents.
Vous sentez bien ici ce que cette proposition aurait d'extraordinaire ! et on pourrait, tout au moins, s'en tenir à cette formule de repli, qui tiendrait compte déjà des mœurs politiques différentes des pays, à savoir qu'on pourrait concevoir un Congrès où les partis Socialistes européens seraient représentés par exemple, en proportion du nombre des voix obtenus dans leur pays.
Vous comprenez bien, camarades, que même si l'on s'en tenait à cette formule rectifiée d'intégration européenne, la disproportion serait grande ! Il n'y aurait pas à la fois dans une même salle, 10 délégués du Parti Socialiste Français et 10 délégués du Parti Socialiste allemand !
Eh bien, camarades, je voudrais attirer votre attention sur l'importance de ces remarques, elles ont des conséquences politiques importantes, parce que si nous sommes logiques avec nous-mêmes, pouvons-nous dans nos interventions au Parlement nous réclamer avec tant de fermeté, avant tant d'ardeur, d'une politique d'intégration, si nous ne la pratiquons pas nous-mêmes dans le domaine où nous sommes responsables.
Pour nous, eh bien, je crois que cela impose un certain nombre d'attitudes.
Je crois pour ma part et cette vue m'est personnelle, que cela impliquerait une beaucoup plus grande prudence, dans les critiques faites au gouvernement français, à propos de sa politique européenne.
Mais, je ne vois pas borner à cette remarque mon intervention. Je crois franchement qu'il faut aller de l'avant, car si nous voulons l'Europe - et c'est absolument nécessaire - il faut préparer une intégration politique européenne.
Eh bien, je vous dis, l'intégration politique européenne sera nulle, le jour où nous accepterons, le jour où nous aurons accepté une intégration politique différente des partis Socialistes européens, c'est-à-dire le jour où sur une question quelconque, on pourra débattre dans le Parti Socialiste d'une motion qui sera signée par des Italiens, des Allemands, ou des Belges, et sur laquelle les votes des Français ne se partageront pas nationalement, mais selon l'opinion de chacun.
Il y a donc là un travail préparatoire qui doit être fait ; vous allez me dire c'est pure utopie, c'est très dangereux ; nous allons risquer notre Parti ; et ici je m'étonnerai de voir là des arguments que de Gaulle comprendrait fort bien parce que de Gaulle, lui, ne veut pas risquer un état dans une intégration européenne trop précipitée ; et en effet, la machine d'un état est tellement compliquée et tellement importante qu'il est difficile de la mettre en panne pour quelques mois ou quelques années, ou même bien davantage jusqu'à ce que la machine européenne fonctionne sans à-coup.

Un Parti c'est moins important qu'un Etat.
La SFIO, est moins importante que la France, et nous pouvons la risquer avec beaucoup moins de prudence, avec beaucoup moins d'attente, et je crois en fait que nous ne la risquerons pas.
Je crois que nous ne la risquerons pas en allant plus avant dans le domaine de l'intégration des partis Socialistes européens. Nous y trouverons d'énormes avantages, outre celui de travailler effectivement et non plus seulement en paroles pour l'intégration européenne. Nous donnerons au Parti un attrait nouveau ; nous lui donnerons des thèmes de discussions tout nouveaux ; nous rassemblerons autour de nous des isolés qui jusqu'à maintenant ne savent pas justement ou exprimer leur foi européenne.
Nous avons ce privilège qui est peut-être unique, en France, d'avoir une formation politique qui a des correspondants exacts dans tous les pays de l'Europe des Six.
Je ne sais pas si vous voyez quelle importance cela donne à notre action, quelles possibilités de retentissement cela lui donne ?
De même les problèmes d'unité du mouvement Socialiste en France même, ne seront-ils pas beaucoup mieux résolus dans ce cadre européen, du moins à un échelon intermédiaire ?
Eh bien, je voudrais présenter une conclusion en trois points :
Tout d'abord, que le Secrétariat du Parti nous rende compte des efforts faits au sujet du Bureau de Liaison, qu'il nous dise qui a freiné cette affaire, pourquoi le Bureau de liaison est si timoré, si prudent, et qu'il dise d'autre part ce qu'il compte faire pour augmenter à ce niveau l'intégration.
Deuxièmement, mesure d'application qui peut être immédiate ; je demande que les délégués des Partis Frères et non pas seulement ceux de la Petite Europe, mais aussi par exemple les anglais et les Scandinaves, interviennent dans notre Congrès autrement qu'ils ne le font d'habitude.
Vous savez que d'ordinaire, on écoute très poliment les délégués des partis étrangers, qu'on les applaudie beaucoup, mais que l'on n'écoute pas tellement ce qu'ils disent. Aussi ils se bornent à des politesses diplomatiques pour ne pas nous vexer, pour ne pas marquer d'intrusion dans les affaires intérieures de nos Partis ; ils font bien attention à vider de leurs discours tout ce qui peut intéresser nos propres débats, eh bien cela doit cesser dès cette année.
Je voudrais que le Congrès demande aux représentants des Partis européens d'intervenir carrément au fond des choses sur des questions politiques qui nous sont communes. Par exemple, je voudrais que le délégué allemand nous explique avec précision quelles ont été les raisons du vote positif émis par son Parti à propos au décret Franco-allemand.
Je crois qu'il est là nécessaire d'entrer dès maintenant au fond du débat, et dans le débat de politique générale qui interviendra demain, au moment de conclure des alliances, au moment de parler de ces alliances en France, je voudrais que dès maintenant on se préoccupe de la future intégration de l'Europe et que l'on

Collection Jean-Jaurès

n'aille pas conclure des alliances et des rapprochements qui nous interdisent plus tard le rapprochement avec d'importants partis Socialistes de l'Europe, et je dois dire que nos alliances politiques devraient être conçues de telle façon qu'elles puissent être acceptées par Hollenower, par Saragat et j'ajoute même par Nenni.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je voudrais répondre d'un mot à Parpais car il a mis en cause le bureau de liaison des Six partis Socialistes que précisément je préside.
Dans les observations de Parlais, il y a certainement beaucoup de bonnes choses et je crois cependant qu'il a été un peu injuste à l'égard du bureau de liaison.
Le Bureau de Liaison existe depuis un certain nombre d'années, et progressivement, je le crois, il s'est développé. Son autorité s'est accrue car au départ le Bureau de Liaison se réunissait fort peu, n'avait même pas d'autorité d'émettre des avis sur les problèmes européens et par conséquent son existence avait une importance très secondaire.
Mais progressivement, le Bureau de Liaison a pris conscience de son influence qu'il pourrait exercer, a pris conscience de l'importance de sa mission, et par cela même a manifesté des activités qui sont devenues de plus en plus importantes.
Je voudrais vous citer deux faits récents et qui me paraissent à cet égard très caractéristiques.
Il y a quelques semaines, ou quelques mois à peine, nous avons pu, au nom du Bureau de Liaison, organiser une réunion qui groupait les principaux leaders des Six Partis Socialistes, réunion qui a examiné dans une atmosphère très franche, très cordiale, même très amicale, l'ensemble des problèmes européens qui se posent devant nous, notamment le problème du traité franco-allemand, et je suis persuadé que cette réunion nous a permis de mieux comprendre les quelques divergences qui peuvent encore séparer les différents partis Socialistes de la Communauté.
Par ailleurs, à la fin de l'an dernier, plus précisément, nous avons eu un Congrès du Bureau de Liaison des Six Partis Socialistes et nous avons pu adopter un projet de programme commun, et je sais que ce programme n'a donné vraiment totalement satisfaction à personne car cela a été un effort de conciliation entré des thèses qui ne sont pas toutes les mêmes, mais il représente pourtant une base sérieuse d'action, qui certainement servira les six partis Socialistes de la Communauté ; de sorte qu'ainsi, progressivement, le Bureau de Liaison se renforce et que par cela même se renforce la cohésion du Socialisme européen.
C'est insuffisant nous dit Parpais, et j'en conviens très volontiers, mais si nous voulons être efficaces, si nous voulons aller dans la voie qu'il a tracée, c'est-à-dire une intégration Socialiste comme s'opère l'intégration à l'échelle de l'Europe, c'est-à-dire la création progressive d'un mouvement Socialiste commun à l'échelle européenne, si nous pensons qu'il faut aller dans cette voie, eh bien, je

dis que pour y aller d'une manière efficace, il faut y aller par étapes, et c'est précisément ce que nous nous efforçons de faire au sein du Bureau de Liaison.
Ceci dit Parpais a fait un certain nombre de propositions pratiques et concrètes ; je suis convaincu que le Secrétariat du Parti les étudiera avec beaucoup d'attention.
Je passe maintenant la parole à René Naegelen.

René Naegelen

Mes camarades, je ne monte pas à cette tribune pour mettre en cause les rapports du Parti pour le 54ème Congrès national, mais vous avez pu lire, à la page 49 de ce rapport, l'alinéa suivant, concernant le Populaire de Paris : "La Presse d'opinion connaît des heures difficiles, si difficiles que le Populaire, afin d'éviter la disparition, s'est replié sur une périodicité réduite, quatre jours seulement par semaine en 1963, sauf pendant la période électorale, et, depuis quelques semaines, il se retranche sur une parution trihebdomadaire. C'est un trihebdomadaire articulé en quotidien, avec éventuellement une fréquence exceptionnelle de parution dictée par les impératifs de l'actualité politique.
"Cette décision froidement prise, nous l'avons appliquée sans jeter un cri d'alarme, sans lancer des appels à l'aide.
En liaison avec le secrétariat général du Parti, nous étudions une refonte totale de la presse centrale du Parti, refonte qui sera certainement réalisée lors de la tenue du Congrès national de la Pentecôte."
Or, ceux qui ont lu le Populaire ce matin, ont pu lire, sous ma signature, un article qui les a surpris, dont ils n'ont certainement pas compris le sens véritable, et, comme tous les adhérents du Parti ne lisent pas le Populaire - sans quoi il n'y aurait pas le problème de la presse centrale du Parti ! - je vais vous imposer la courte lecture du papier qui a été publié dans le Populaire de Paris de ce matin, sous ma signature.
"Le numéro de ce Populaire est le dernier qui paraît sous ma responsabilité effective. Sous la rubrique "Directeur de la Publication", mon nom ne correspond plus qu'à une responsabilité légale et juridique.
C'est en avril 1948 que Léon Blum, en une heure dramatique pour le journal de la SFIO, m'a confié cette charge. Cette charge, je la détiens à la fois du Comité directeur du Parti, qui depuis quinze ans d'année en année m'a renouvelé sa confiance, et de l'assemblée Générale des actionnaires de la société anonyme du Populaire de Paris.
La confiance dont m'honorait Léon Blum, son fils, quoique s'éloignant de moi, quoique s'éloignant de nous sur les conceptions politiques, me l'a gardée. Je rendrai compte de ma gestion et des motifs de ma décision devant le Comité directeur du Parti, auquel j'appartiendrai demain comme hier, si les congressistes estiment désirable ma présence en cette instance suprême du Parti. Dans le cas contraire, je m'expliquerai au titre de simple auditeur."

Je crois que je vous dois, à cela, quelques explications, et peut-être aussi, après quinze années, ai-je le droit de prendre un peu de votre temps pour rendre compte de ma gestion.
Des explications sur cet article, parce que je détiens mes pouvoirs d'administrateur de la confiance du Comité directeur, mais que je détiens les pouvoirs du titre un peu ronflant de Président Directeur Général de l'assemblée Général des actionnaires, dont les actions étaient détenues dans leur quasi totalité par Léon Blum, et aujourd'hui sont détenues, dans leur quasi totalité, par Robert et Renée Blum.
C'est pourquoi vous trouverez toujours ma signature et pendant quelques semaines, je l'espère, au bas du Populaire de Paris.
Je crois que Guy Mollet ne trouvera pas à redire si j'annonce la décision qui a été prise à l'unanimité par le Comité directeur hier soir, Comité directeur qui a désigné, pour prendre le gouvernail, la barre du Populaire, à partir de ce soir, mon camarade et ami Gérard Jaquet.
C'est une tâche assez difficile, et il peut être assuré de mon concours absolu.
J'aurai besoin de remonter assez haut, et je tâcherai d'être bref.
Besoin de remonter assez haut, parce qu'a plusieurs reprises un membre du Comité directeur m'a jeté à la figure - bien sur, je suis rémunéré, et plus rémunéré qu'un ouvrier qualifié - m'a jeté à la figure : "moi, je ne coûte rien au Parti." J'ai trouvé cela injurieux pour ma personne, et j'y ai déjà fait allusion ici à propos d'un autre militant, car nous sommes un certain nombre a qui le Parti demande leur temps, et qui doivent être rémunérés.
Mais, quoiqu'il en soit, je repartirai de loin, car je veux tout de même que le Parti sache que je n'ai pas demandé, moi, journaliste professionnel, à entrer au Populaire.
Au début de 1945, j'étais au journal France-Soir, au titre, à la fonction, et au traitement de grand reporter. Aussitôt, le Populaire m'a demandé des collaborations épisodiques, que je ne pouvais pas lui refuser, avec l'autorisation que m'accordait, avec sa bienveillance coutumière, mon vieil ami Pierre Lazareff.
Et puis, dans le courant de l'année 1945, je crois en fin d'année 1945, Léon Blum a voulu me voir ; il y avait dans son bureau Pierre Verrier et Oreste Rosenfeld, et Léon Blum m'a dit : "René, il faut maintenant entrer au Populaire à plein temps." C'était un ordre, je n'ai pas hésité.
Le Populaire ne pouvait pas m'accorder le traitement que je recevais à, France-Soir. Bah, j'avais d'autres activités à coté, littéraires, un bouquin qui était sorti et qui avait eu un certain succès de librairie, de nombreuses émissions artistiques et, disons plus modestement, dans le domaine des variétés, à la Radiodiffusion nationale.
Le "Populaire" m'a envoyé en 1945-1946 à peu près aux quatre coins du monde, et vers la fin de 1946, l'ensemble du personnel, rédacteurs, administrateurs, et encore peut-être qu'il y a quelques témoins ici, en tout cas je vois Roger Laron et

puis Parpais, n'avait pas reçu la totalité du traitement du mois de mars. Ce personnel a convoqué l'Administrateur de l'époque, notre camarade Dedecker dont je veux tout de suite dire non pas, certes, qu'il n'était pas à la hauteur, mais qu'il a été un Administrateur propre, désintéressé et qu'il n'a commis aucune indignité. J'ai commis l'imprudence devant cet Administrateur qui disait : "Mais je n'ai plus un sou en poche pour vous payer", de lui exposer quelles devaient être à mon avis les activités d'un Directeur, d'un Administrateur du journal de l'Organe central du Parti, imprudence parce que le lendemain Léon Blum me convoquait à Jouy-en-Josas et demandait au littéraire que je suis, au fantaisiste que je suis, au vieil anarchiste attardé que je suis comme beaucoup d'entre vous, pas fait du tout pour des fonctions d'Administrateur, de prendre le relais, de prendre le gouvernail.

Je lui ai demandé vingt-quatre heures, non pas de réflexion (mais à peine vingt-quatre heures car le temps pressait... quelques heures), mais pour me rendre compte de la situation financière du Journal, et Roger Laron m'a ouvert les livres de l'espèce de comptabilité qui était tenue. J'y ai trouvé des dettes d'imprimeurs, de marchands de papier, d'autres dettes, du Trésor, d'autres dettes que je ne veux pas citer, qui se montaient à 70 millions de francs de l'époque. L'actif était représenté par six voitures plus ou moins délabrées ; l'immeuble de la rue Victor Massé qui est toujours à l'actif de la société anonyme du "Populaire" de Paris et l'immeuble de la Cité Malesherbes qu'occupait et qu'occupe encore le secrétariat général du Parti.

Avec des notes à payer, nous étions en face d'un déficit qui, compte tenu de la réalisation de l'actif, dépassait 50 millions, et le lendemain j'ai dit à Léon Blum à Jouy-en-Josas : "Il faut arrêter le "Populaire", le "Populaire" qui depuis plus d'une année est en état de faillite grave, de faillite dangereuse ; le montant de la dette est colossal et le déficit mensuel (que Laron avait calculé et dont je ne peux pas vous dire le chiffre en francs d'époque) était lui aussi colossal. Par conséquent, il faut renoncer à faire paraître le "Populaire", l'Organe central du Parti et il faut trouver l'appoint pour payer les collaborateurs !

Léon Blum m'a dit : "On ne peut pas faire autrement". Et puis, il a été un instant pensif et au bout de moins d'une minute il m'a dit : "René, il faut continuer, il faut tenter de s'en tirer". Et je suis parti comme cela.

Ce sont des choses qui doivent être sues, que je n'aurais jamais dites mais qu'un homme doit dire quand il s'en va.

Ni l'imprimeur ni le marchand de papier ne consentait à donner du papier ou à tirer le Journal sans recevoir d'avance l'argent nécessaire... et il n'y avait pas 10 000 Fr en caisse. Dans les quelques heures dont je disposais dans l'après-midi, avec Roger Laron, Robert Verdier et quelques autres aussi, j'ai réalisé tout ce que je pouvais réaliser, une somme très importante en francs actuels, que j'ai jeté à fonds perdus dans le gouffre du "Populaire" et dont tout le monde m'a dit que j'avais tort et que j'étais bien fou de commettre ce geste.

Cet argent, voyez-vous, je l'ai récupéré parce qu'il s'est produit une sorte de miracle. Il y avait une souscription en cours depuis trois semaines. Des membres du Comité directeur y avaient participé. Elle traînait et n'atteignait pas, mes souvenirs ne sont pas extrêmement précis, elle ne dépassait pas le chiffre de 300.000 francs.
J'ai lancé l'appel dont certains se souviennent, un SOS, avec le ton qui convenait. Le Journal a paru le matin. Je suis arrivé à mon bureau à neuf heures... C'est un incident... et j'ai trouvé un pneu avec 500 francs dedans qui provenait de deux prêtres humanistes qui ne voulaient pas voir disparaître le Journal. Un grand bonhomme de la presse bourgeoise nous a, le lendemain, envoyé un chèque de 100 000 francs qui a ému beaucoup Léon Blum. Mais cela ce n'est rien... Ce qu'il y a c'est que le matin à tous les compte-chèques postaux, l'argent nous arrivait de tous les coins de France et en moins de trois semaines le Parti alerté nous a apporté plus de 20 millions de francs, ce qui m'a permis de faire face à la situation.
J'ai évidemment et dans les quarante-huit heures vendu les voitures au plus offrant, licencié les six chauffeurs qu'il y avait dans cette Maison, licencié une cinquantaine de camarades sur cent (je ne me suis pas fait que des amis...). Je dois dire que beaucoup de journalistes ont trouvé dans la presse bourgeoise une situation meilleure que celle que leur réservait le "Populaire" et j'en suis heureux pour eux.
Georges Aguet (?), lui, était au commencement de ses soucis. Moi j'y arrivais. J'ai pensé tout de suite qu'il était impossible de faire vivre un Journal d'opinion et qui plus est un Journal assujetti à toutes les servitudes qu'un parti lui impose. Dans la presse, n'importe qui peut faire le budget de l'Humanité, établir ses recettes et ses dépenses, approximativement, à quelques millions d'anciens francs près, on verra que cela se solde par un déficit considérable, et Guy Mollet m'a dit souvent : "Ah ! Tu nous coûtes cher !"
"Je ne peux plus faire de souscription pour le Parti, c'est toi qui les fais". Je lui réponds à l'avance : Tous les ans, dans l'Humanité, il y a une souscription vigoureusement organisée pour faire vivre le journal l'Humanité et non pas pour faire vivre le Parti.
Je ne veux pas insister sur les difficultés que rencontre la presse d'opinion, mais j'ai pensé que l'avenir du Journal n'était pas assuré, que s'il allait disparaître il fallait créer autre chose.
Alors, dès le mois de juin, c'est-à-dire quelques semaines avant mon arrivée, je demandais au Comité directeur l'autorisation de créer un hebdomadaire qui s'appellerait le "Populaire-Dimanche". Victor Provo n'est pas là ?

Victor Provo - Si... si.

René Naegelen - Tu es un de ceux qui disaient : "Tu es complètement fou ! Tu n'as pas un sou en caisse et tu veux encore lancer un Journal." Je crois que si tu

n'as plus de cheveux c'est que tu les as beaucoup arrachés, que tu as vu mes efforts, mes premiers efforts au début des premiers mois que j'étais au "Populaire".
Eh bien, cette autorisation je l'ai obtenue, et puis, j'ai lancé un appel en juin, juillet, août. Au mois de novembre, avant que le premier numéro du "Populaire-Dimanche" n'ait paru, nous avions 35 000 abonnés. Un an après, nous comptions 70 000 abonnés que nous avons fait contrôler par l'OJD et j'avais fait remettre en ordre la comptabilité qui est une comptabilité rigoureuse, car quand on n'aime pas les chiffres on aime bien s'entourer de gens qui connaissent les chiffres et mes commissaires aux comptes, j'en ai deux, un qui représente le Parti un qui représente les intérêts de Robert et de René Blum, sont obligés de faire des compliments, non pas à moi mais à ma comptable.
Eh bien, ce "Populaire-Dimanche" il rapportait 1 500 000 francs par mois qui servaient à combler, qui participaient ou qui comblaient, je ne sais plus très bien, le déficit du "Populaire" quotidien. Mais vous savez, en ces années 1948, 1949, 1950, les chiffres montaient, la vie montait à une vitesse vertigineuse et ces bénéfices se sont réduits à 1 million, à 500 000 francs, à quelques centaines de mille francs, et nous sommes toujours arrivés avec l'hebdomadaire à un équilibre assez précaire, mais enfin, à ce que l'on appelle un équilibre financier.
Je me disais que si le "Populaire" disparaît, si le quotidien disparaît, il lui restera l'hebdomadaire.
Et puis, j'avais encore un autre souci. Si la société anonyme du "Populaire" avait été mise en faillite - je ne veux pas commettre de péché d'orgueil, un autre aurait pu faire ce que j'ai fait - mais si elle avait été en état de faillite l'immeuble de la rue Victor Massé que nous possédons toujours et l'immeuble de la Cité Malesherbes qu'occupe le secrétariat général, auraient été vendus à la bougie aux enchères.
Une première chose que j'ai faite et Victor Provo s'en souvient, j'ai commencé par vous accorder un bail de vingt ans en disant : "Comme cela on ne pourra pas le mettre à la porte avant...". Et puis, au fur et à mesure que je rétablissais la situation (je m'excuse si je suis long) que je rétablissais la situation financière de la société, nous nous acheminions avec la société des Amis du Parti, nous entrions dans un processus tel qu'il y a maintenant quatre ans que le secrétariat général du Parti est dans ses murs Cité Malesherbes sans avoir déboursé un franc.
Ce n'était pas tout. Pour faire vivre ce "Populaire" je me suis déguisé parfois en marchand de vaisselle, je vous l'ai raconté à la tribune d'un Congrès, pour recruter des abonnés ; en marchand de moulin à café, en faisant des concours pour recruter des abonnés, mais je me suis aussi déguisé en courtier de publicité. Notre publicité est affermée à la Régie publicitaire dirigée par notre ami Gossard (?) qui fait ce qu'il peut et sa tâche est difficile. Je dois dire que je prospecte de la publicité personnelle et que le chiffre que j'obtiens est plus du double de celui qu'obtient notre ami Gossard malgré tous ses efforts.

Mais le Parti a subi des crises. Vous savez, chaque fois qu'un problème se pose, chaque fois que l'on n'est pas entièrement d'accord, il y a toujours des camarades qui le manifestent par l'abonnement. Pendant que j'y pense car je pourrais l'oublier, je veux dire qu'au Journal, à l'hebdomadaire ou au quotidien - je veux dire cela à Gérard Jaquet - il arrive que des camarades aient l'occasion d'écrire ce qu'ils pensent en s'abonnant ou en se désabonnant. Ils ont des problèmes de conscience. Je ne parle pas des malheureux qui se sont désabonnés au moment de l'affaire Poujade, après tout, vous me direz... c'étaient de petites pertes, mais de ceux qui ont souffert beaucoup au moment de la guerre d'Algérie. Alors, ils nous disent leur cas de conscience et leurs problèmes et il faut savoir leur répondre. C'est au Journal que l'on sent battre, je crois, le pouls du Parti. C'est comme l'artère, comme l'une des artères du Parti, et il faut savoir établir entre les lecteurs et les abonnés une espèce de contact charnel.

Il y a, dans les dossiers que l'on garde, sur dix camarades qui se désabonnent (parce qu'ils ne sont pas d'accord avec Guy Mollet, parce que Guy Mollet pense comme ceci, ou parce qu'ils ne sont pas d'accord avec les thèmes, parce qu'il pense comme cela, ils trouvent que l'on est maintenant trop près des Communistes ou que l'on est trop éloigné) il y a eu des problèmes et sur les dix désabonnements, bien sûr j'en rattrape sept, et souvent je ne dicte pas de lettre, j'écris personnellement.

Alors la, je vais commettre le péché d'orgueil, laissez-moi avant de partir cette satisfaction. J'ai reçu le 22 mars d'un camarade qui s'était désabonné, qui se réabonne, une lettre qui dit : "Je réalise que ma lettre était en effet directe et qu'elle aurait pu vous blesser involontairement..." (il m'eng...). "C'est en toute candeur que je vous ai développé mes idées, ou plutôt, mes rêves". Et, en se réabonnant, il ajoute : "J'ai votre lettre sur mon bureau et je n'arrive pas, en la relisant, à réaliser ce qu'elle m'apporte car c'est cette marque de sympathie que vous m'offrez spontanément qui est pour moi un bien plus précieux que le reste...".

Je dis cela pour toi, Gérard, car il faudra que tu maintiennes ce contact permanent avec les copains du Parti qui sont mécontents… car ils ne sont jamais contents, car ils ont toujours, ce sont des êtres humains aux prises avec les difficultés de la vie, car ils ont toujours des raisons d'être mécontents.

Mais maintenant,... On vous avait promis, et Guy Mollet l'a dit un jour, (moi je croyais pouvoir le dire au Congrès : "Eh bien voilà, on a remis sur pied la presse centrale du Parti), "Eh bien, avec toi, ce n'est pas possible, il n'y a pas moyen d'être d'accord".

Le 20 décembre, cela fait plus de cinq mois, le 20 décembre j'envoyais un court rapport à Guy Mollet et à Georges Brutelle. Je leur disais : "Comment allons-nous faire face à ceci et à cela... Il faudra prendre un ensemble de mesures rigoureuses, toutes les mesures, mais pas 25%, 50% ou 75% des mesures", et comme dans la meilleure des hypothèses je sais que vous n'en prendrez que 75% notez que je demanderai au Comité directeur de me relever de mes fonctions.

Nous avons été d'accord Guy Mollet et moi. Je ne sais pas qui a pensé le premier à cela de moi ou de Georges Brutelle, mais il s'agit d'un triptyque pour nos deux publications qui vivaient séparément ; une seule équipe avec un traitement unique dans un local unique. Nous étions d'accord sur cela, mais il y a eu un désaccord que je ne veux pas passer sous silence car il est fondamental et il a provoqué entre Guy Mollet et moi une séance dure, orageuse, pendant laquelle Guy Mollet m'a dit : "Mais nous allons te chasser du Parti !... Tu partiras avec la caisse".
Moi, je suis sûr que ces mots-là (je ne veux pas dire qu'ils dépassaient la pensée de Guy Mollet) ils ne reflétaient pas la pensée de Guy Mollet.
Ils étaient lancés dans le feu de la discussion, et je dois dire que je lui en ai lancé d'autres !
Je suis néanmoins certain que personne, de toi ou de moi, ne retiendra ces violences verbales, ces violences inutiles !
Quel était notre désaccord ? Et pourquoi Guy Mollet me disait-il "nous te chasserons" ?
Eh bien, parce que j'avais dit, tout d'abord, à Gérard Jacquet, qui est directeur politique du journal : "Vois tu, pour sauver le Populaire, il faut l'ouvrir". Non pas ouvrir cette tribune libre dont on a une fois discuté longuement et inutilement ici, contre laquelle je me suis opposé, cette tribune qui consistait à donner des colonnes à d'excellents militants qui, sur des points plus particuliers de notre doctrine, de notre tactique, de ceci ou de cela, ne sont pas d'accord sur des qualificatifs ou sur l'emplacement d'une virgule, ou à certains qui veulent surtout avoir leur signature dans le journal du Parti.
Donc, pour cette tribune là, je ne suis pas d'accord, mais je voudrais voir le journal du Parti ouvert à ceux qui ne sont pas Socialistes, et j'avais trouvé cette formule, à ceux qui vont des radicaux nuance Président Monerville ou Maroselli, à l'électeur Communiste.
Et je dis bien "l'électeur Communiste", car comme Guy Mollet dit : nous pourrons nous entendre avec eux lorsqu'ils ne seront plus inconditionnellement soumis à Moscou, à ce moment-là il n'y aura pas de raison de s'entendre avec eux, car ils n'existeront plus, ils ne seront plus au Parti Communiste.
Mon opposition aux Communistes, elle n'est que spirituelle, mais pour n'être que spirituelle, elle n'est que plus formelle.
Et je pense que parmi les millions de suffrages Communistes, de suffrages portés aux candidats du Parti Communiste, il y a une proportion infime de suffrages Communistes. Par conséquent, ces électeurs Communistes ne les écartons pas.
Et, je rapporte cela au hasard, Brutelle, puis, Jacquet, les deux, m'ont dit : va proposer cela au Comité directeur, tu auras du mal à l'obtenir !
Je me suis dit : je vais toujours en parler à Guy Mollet, avant d'aller plus loin, et quand j'ai dit à Guy Mollet quelle était mon intention et que j'ai vu qu'il était contre, j'ai dit tout de suite au Président directeur de la Société - car je tiens mes

pouvoirs non pas du Parti, mais de la Société anonyme - je vais commettre un acte d'indiscipline et je vais ouvrir le Populaire à tous ceux qui ont le respect de la dignité humaine, à tous ceux qui veulent venir à nous.
C'est là que nous avons échangé avec Guy des propos un peu vifs. Alors, je lui ai donné à lire, - tu te rappelles Guy - ma lettre de démission au Comité directeur, disant : je viens de commettre un acte d'indiscipline, vous allez me blâmer, j'accepte votre blâme, je crois faire mon devoir et je vous donne ma démission du Comité directeur".
Mais, évidemment, si j'avais essayé, c'était de ce la tactique, et tu sais ce que c'est que la tactique, toi, Guy Mollet, on n'est pas homme politique, on n'est pas Socialiste si on ne sait pas user de la tactique ! Cela n'a pas réussi. Alors, je me suis dit : si tu fais cela, tu vas te mettre tout le Parti à dos, tu ne seras pas compris et tu vas échouer dans tes efforts.
J'allais m'en aller, quand, je crois, tu m'as rappelé, on a discuté et on était arrivé à se mettre d'accord, presque, sur l'équipe unique, le salaire unique.
Guy Mollet m'a offert de prendre l'administration de l'hebdomadaire démocratie 63. C'était donc une nouvelle marque de confiance qu'il m'apportait, j'allais être à la fois l'administrateur du Populaire et l'administrateur de l'hebdomadaire que nous allions réunir très rapidement en une société commune. Mais nous n'avons pas pu nous mettre d'accord sur certaines questions pratiques, sur des questions de détail. Je n'ai pas à en parler ici, mais je considère que si j'avais accepté les propositions de Guy Mollet, avec le personnel qui restait sous la tutelle, je n'aurais pas été capable d'administrer rigoureusement et correctement ces deux publications.
Par conséquent je n'avais pas le droit d'accepter, et c'est pourquoi je vous ai apporté ma démission.
Elle pose un problème : je suis un peu en sandwich entre le Parti et Robert et Renée Blum, qui sont, vous le savez, au PSU. Je tiens à dire publiquement que je leur ai écrit pour qu'ils le sachent, et aussi parce que ce sera rendu public, que je considère que si légalement le titre Populaire leur appartient, par l'usage, politiquement et moralement, le titre du Populaire de Paris appartient à la SFIO, et que, si un procès devait intervenir, je témoignerais pour dire que le Populaire de Paris, malgré la majorité des actions appartenant à Robert et Renée Blum, du PSU, appartient au Parti SFIO.
Et maintenant, j'en ai presque fini, encore deux minutes. J'en viens à ma proposition. Moi, ce que je voudrais voyez-vous, dans ce Parti, sa bonne santé, bien sûr, il n'est pas atteint du cancer, mais enfin, je le voudrais ouvert, je voudrais que les portes du Parti soient ouvertes.
Vous me répondrez, mais les portes du Parti sont ouvertes, tout le monde peut y entrer !
Je demande d'abord si l'on fait l'effort de recrutement nécessaire, si, vraiment, on ne s'occupe pas trop de questions doctrinales qui ne passent plus, qui nous ont passionnés, qui nous ont bouleversés, qui nous ont déchirés, nous nous sommes

engueulés jadis, mais elles ne passent plus ni par le cœur, ni par l'esprit des générations nouvelles.
Pourquoi demander à ceux qui veulent entrer au Parti d'être Socialistes ? Vous savez, nous recueillons un gros chiffre de voix, et quoiqu'on en dise, je ne fais pas de démagogie, c'est une victoire que d'avoir gardé ce nombre de voix dont nous pouvons être fiers, mais il ne suffit pas d'ouvrir les portes d'une maison, il faut en ouvrir les fenêtres, moi, je vous demande d'ouvrir grand les fenêtres du Parti !
Nous avons des quantités considérables de sympathisants ; on les rencontre dans nos relations personnelles, on les rencontre au hasard de conversations. J'ai rencontré hier un employé des Postes qui n'est pas du Parti, qui n'est pas Socialiste, je l'ai bien senti, il ne me l'a pas dit, mais qui vote Socialiste.
Il faut ouvrir toute grandes les fenêtres pour que puissent venir à nous des gens qui aient le droit de nous poser des questions, des gens à qui nous pourrons poser des questions.
Voilà, mes camarades, ce que je vous dis en militant qui ne participe pas souvent aux débats de doctrines.
J'ai quinze ans de ma vie derrière moi, j'ai des soucis, c'est ce qui est passionnant, je m'en vais en gardant la tête haute, vous ne pouvez pas applaudir un homme qui quitte ses fonctions, peut-être vous est-il possible de le saluer.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades, je dois dire d'un mot que je regrette que ce débat soit venu ici sous cette forme, mais je ne vais certainement pas le dramatiser ni l'aggraver. Je regrette qu'il soit venu ici, parce qu'hier après-midi le Comité directeur était convoqué, et avait à son Ordre du Jour le problème du Populaire pour nommer un administrateur, qui n'est qu'administrateur et pas directeur gérant, cela vient de vous être expliqué, à la place de notre ami René Naegelen qui, malgré notre insistance à tous, avait décidé de renoncer à ses fonctions.
René Naegelen est venu et nous a demandé de ne pas avoir, hier, au Comité directeur, d'explications, de ne pas fournir ses raisons, autrement dit de ne pas dire ce qu'il vient de dire ici, nous demandant qu'il soit attendu quinze jours ou trois semaines pour le faire, devant le nouveau Comité directeur qui serait élu.
Et, à, l'unanimité, le Comité directeur lui a donné satisfaction, et a dit qu'en tout état de cause dans trois semaines, quand serait mise à jour la comptabilité, prêts les moyens de passer la succession, etc., il y aurait devant le Comité directeur ces explications qu'il souhaitait.
Alors, à la fois je regrette qu'il l'ait fait ici, ce n'est pas très conforme à l'engagement d'hier, et je l'en remercie pourtant, car la manière dont il l'a fait a exprimé la vérité. Je ne vais pas m'inscrire en faux, je ne vais pas polémiquer.

Fondation Jean Jaurès

Oui, il y a eu des incidents, ils sont bien arrivés comme il l'a dit. Oui, il est vrai que le jour où il m'a annoncé qu'il allait renoncer à être le représentant du Parti et prendre à son compte la rédaction d'un journal, il m'a même cité certains collaborateurs, dont j'aime mieux ne pas parler ici, qu'il avait déjà retenus, et avec lesquels il allait faire un journal neuf qui cesserait d'être l'organe de la SFIO, et que pour le faire, eh bien il utiliserait les ressources du Populaire, y compris les ressources émanant de la dernière souscription nationale, il est vrai que ce jour-là je me suis très fâché, et que je lui ai dit qu'alors nous serions condamnés à lui refuser ce droit.
J'apprends aujourd'hui, et je suis heureux, et cela ne m'étonne pas, que ce n'était que de la tactique.
Alors, je vais regretter ma colère, mais je l'ai déjà dit, dès l'instant où il renonçait à ce projet, ma colère tombait, et j'étais allé jusqu'à lui demander d'être dans l'organisation le grand patron, l'unique patron, celui qui allait, sur le plan administratif, et là était le débat je crois, être le responsable des deux avec une organisation unique, pas deux Directeurs, pas deux rédacteurs en chef, une comptable de chaque côté, des distributeurs de chaque coté, enfin une administration unique.
Nous ne nous sommes pas mis d'accord, mais moi je vais vous demander une chose : même de la manière dont se termine, puisqu'il le veut, le rôle de René Naegelen, même s'il a pu y avoir une bagarre assez difficile, même en regrettant qu'il maintienne sa décision, je vous demande de ne pas oublier qu'il a été un serviteur absolument dévoué pour le Parti, pour le journal, pendant quinze ans, et je ne voudrais pas que ce que je continue à considérer comme une erreur de conception de sa part, nous fasse oublier, les uns et les autres, qu'il a été longtemps et qu'au fond il restera sûrement... (applaudissements)… aussi dévoué.
C'est parce qu'il a en lui une foi absolue qu'il est convaincu que si c'était lui qui était chargé non seulement de l'administration, mais qu'il puisse faire le journal à, sa manière, selon son rêve, tout changerait ; moi, je suis obligé de lui répondre, à moins que vous en décidiez autrement, que ce journal est l'organe de la SFIO, et qu'il faut absolument qu'il le reste. Tu as le droit de faire bénéficier le directeur politique que la SFIO désigne de tes conseils, tu as le droit d'influencer sur la composition du journal, tu ne peux pas te substituer à la responsabilité.

René Naegelen - Gérard Jaquet et Brutelle peuvent témoigner que j'ai dit que le Populaire de Paris resterait l'organe officiel de la SFIO.

Guy Mollet - Tu voulais bien, à condition que çà cesse de l'être dans les faits.
Alors, je termine là-dessus. Il y a une décision prise par le Comité directeur unanimement, c'est d'attendre quinze jours ou trois semaines la passation des pouvoirs par René Naegelen.

Fondation Jean Jaurès

Il n'est pas possible que vous reveniez sur cette décision, vous devez donner le mandat au prochain Comité directeur, voilà quant aux faits. Et quant à la personne, je vous demande, après lui, de manifester non pas par des applaudissements s'adressant à moi, mais à lui, que vous lui gardez votre reconnaissance pour le travail qu'il a fait jusqu'à maintenant.
(Applaudissements)

Roger Souton (Jeunesses Socialistes)

Camarades, depuis quelques mois il est souvent question dans le passé, de rénovation et de rajeunissement. Depuis quelques mois aussi on parle beaucoup des problèmes politiques, que va poser l'irruption sur la scène politique des jeunes générations.
Or, il se trouve que les Jeunesses Socialistes depuis des années, souhaitaient et militaient en faveur de ce rajeunissement. Il se trouve également que les Jeunesses Socialistes depuis quelques années, soulevaient aussi les problèmes qui nécessairement allaient se poser au moment de l'arrivée des classes pleines.
C'est donc pour nous une singulière satisfaction que de constater aujourd'hui, que les préoccupations de l'ensemble du Parti rejoignent les préoccupations qui étaient les nôtres depuis longtemps déjà. Et vous comprendrez aussi que dans ces circonstances, et compte tenu du fait que les Jeunesses Socialistes représentent l'élément le plus jeune du Parti, vous comprendrez que nous ayons aussi notre mot à dire sur ce rajeunissement et sur cette rénovation.
Cependant, je ne vous dirai pas tout ce que nous avons à dire, parce que nous nous sommes répartis la tâche. C'est ainsi que pour l'ensemble des problèmes de la jeunesse, une Commission a été créée avec le Comité directeur, et c'est mon camarade Pierre Maurois qui tout à l'heure vous présentera le rapport issu des travaux de cette Commission.
Nous avons aussi notre mot à dire en matière d'organisation car à notre avis, la rénovation et le rajeunissement doivent passer par une réorganisation, mais nous savons que cette réorganisation sera de peu d'effet, s'il n'y a pas un véritable changement de mentalité qui intervient dans de nombreuses fédérations et de nombreuses sections.
Je ne développerai pas longuement les problèmes d'organisation, étant donné qu'ils se situent à un autre endroit de l'Ordre du Jour.
Je veux simplement vous dire que nous nous sommes réunis à quelques élus des Jeunesses Socialistes, et à quelques camarades ayant exercé, il y a quelques années, les mêmes responsabilités.
Nous avons abouti à quelques solutions communes que vous trouverez dans la motion qui porte la signature de notre camarade Roger Fajardy et Pierre Maurois.
Cependant, ce qui nous a beaucoup frappé c'est que le Parti semblait avoir ignoré un phénomène sociologique important, je veux dire une certaine socialisation.

Oui, je sais qu'il peut paraître paradoxal de dire que le Parti Socialiste ignore la socialisation, je précise donc que c'est uniquement de socialisation sur le plan sociologique qu'il s'agit, c'est-à-dire la création de nombreux groupes, de groupes intermédiaires.
Nous le savons bien. Le citoyen n'est plus aujourd'hui face au Pouvoir et seul, pas plus que le citoyen n'est seul face au Parti.
Il y a eu la création de nombreux groupes auxquels l'individu a fait une attribution de compétence dans tel ou tel secteur déterminé. Il suffit de voir ce qui se produit dans les grands ensembles, où on voit éclore une multitude de petits clubs, petits comités, depuis les mycologues, jusqu'aux pêcheurs à la ligne, en passant par toutes sortes d'organisations sportives, par toutes les organisations de loisirs.
Je sais bien que les grands ensembles, ce n'est pas le cadre de vie de toute la population, mais n'oubliez pas, camarades, qu'il y a malgré tout une évolution qui existe, qu'on la regrette ou non et qui nous pousse nécessairement vers la généralisation des grands ensembles, qui selon les enquêtes qui ont été faites, regrouperont environ 40% de la population dans une dizaine d'années.
Alors, mieux vaut raisonner sur cette société future que de rester sur une conception aujourd'hui dépassée.
Ces groupes intermédiaires, est-ce à dire qu'ils vont supplanter le Parti politique ? Certains ont conclu très vite en ce sens, mais nous pensons quant à nous que nous ne serions pas aux Jeunesses Socialistes si nous ne pensions pas que même dans cette optique le Parti politique a un rôle essentiel à jouer. Le Parti Socialiste a tout d'abord un rôle de synthèse pour coordonner l'ensemble de ses actions spécialisées dans tel ou tel domaine, et le Parti politique doit avoir également, ce qu'il n'a pas actuellement, et nous le regrettons, un rôle d'animation au niveau, de tous ces groupes intermédiaires dans lesquels il doit pénétrer.
Autrement dit, il ne faut plus à notre avis, croire outre mesure, tout au moins dans des circonstances normales, à la possibilité d'un vaste regroupement de masse, il faut en prendre notre Parti et nous orienter dans une certaine mesure vers la formation de cadres.
Or, former des cadres, cela veut dire d'abord informer les militants, et il est certain qu'actuellement nos militants ne sont pas assez informés. J'ai participé récemment a un Congrès fédéral et le Secrétaire fédéral avait mis aux voix les motions, vous savez, les motions A et B, et c'est à ce moment qu'un camarade a demandé la parole et a dit "mais qu'est-ce que disent ces motions". Il n'avait pas reçu la documentation intérieure, parce que nous ne connaissons même pas le fichier exact de l'ensemble des militants et il est difficile dans ces conditions de leur donner de la documentation.
Pour les Jeunesses Socialistes nous avons tenté l'expérience. A partir de cette année, nous essayons de constituer un fichier d'ensemble qui permettra à chaque

militant de recevoir en même temps que la revue, la documentation intérieure du Parti.
Il est encore trop tôt pour porter un jugement sur les effets de cette réforme, mais en tout cas, nous plaçons beaucoup d'espoir en elle.
Il serait donc possible, à notre avis, de prévoir une formule permettant de servir à chaque militant du Parti, non seulement un journal qui serait un grand journal, parce que compte tenu de la masse de gens qu'il est possible de toucher si l'on touche tous les militants, on pourrait réduire le prix et peut-être, commercialiser ce journal dans de meilleures conditions, mais il faudrait aussi donner toute la documentation intérieure à tous les militants, de façon à leur permettre de vraiment être informés, et leur permettre d'agir avec efficacité dans tous les secteurs.
Formation des cadres veut dire également qu'il faudrait généraliser les sessions de formation et les écoles de cadres.
Les JS sont une école de cadres ouverte à tous les militants du Parti âgés de moins de trente-cinq ans. Beaucoup viennent à notre école chaque année, mais c'est encore insuffisant et c'est une formation générale qu'il faudrait mettre sur pied, de façon à ce que tout militant, quel que soit le secteur dans lequel il milite, puisse avoir au moins les éléments de base de la doctrine Socialiste et même de la position politique du Parti.
Là encore, un effort essentiel est à faire et les jeunes Socialistes pousseront en ce sens. Enfin, il serait nécessaire d'accroître l'action spécialisée. Car, voyez-vous, on prétend encore parler à l'ensemble des citoyens, alors que la plupart des citoyens n'ont qu'une optique très précise sur la politique.
C'est ainsi, que si vous parlez de libéralisation individuelle ou de libération collective aux jeunes agriculteurs, vous ne les aurez jamais avec vous ; tandis que si vous les accrochez par le biais de la motorisation, vous pouvez engager le dialogue avec eux et faire pénétrer peu à peu les idées Socialistes.
Il faut donc accroître la propagande spécialisée, mais donner plus de liberté d'action en même temps aux organes spécialisés du Parti. Je pense que les Jeunesses Socialistes ont fait preuve depuis quelques années d'assez de loyalisme politique pour que cette proposition n'apparaisse pas comme urne velléité d'indépendance abusive.
Mais nous disons qu'il serait souhaitable par exemple que nous puissions constituer des cellules de plein exercice qui seraient plus adaptées au travail de formation et de propagande que nos actuelles sections, souvent beaucoup trop vastes.
Il serait également souhaitable que nous participions davantage à la vie du Parti à l'échelon national, par exemple en nous accordant une représentation au Comité directeur.
Je précise tout de suite que je ne suis pas candidat au Comité directeur, et qu'il est de tradition que les élus du Mouvement des Jeunesses Socialistes ne soient pas candidats pendant qu'ils sont encore en exercice, précisément afin de

conserver notre originalité de mouvement à côté du Parti et dans un domaine spécialisé. Néanmoins, il serait plus que souhaitable que nous puissions participer aux réunions à titre consultatif, afin de faire entendre notre voix lorsqu'on parle des problèmes de la jeunesse, afin aussi que nous soyons informés exactement des décisions qui sont prises à l'échelon supérieur du Parti.
(Applaudissements)
Il y a donc un travail de réorganisation à faire, mais ne nous faisons pas d'illusion, ce travail de réorganisation s'il ne se combine pas avec un changement de mentalité de beaucoup de camarades, ce travail de réorganisation sera sans effet.
Je voudrais d'abord, et ce n'est pas une simple précaution oratoire, remercier tous mes camarades ayant des postes de responsabilité dans le Parti, ou élus du Parti, qui nous ont permis d'intensifier la propagande en milieu jeune, qui nous ont permis de créer des sections de Jeunesses Socialistes, qui nous ont permis aussi de créer des groupes Léo Lagrange. Mais hélas ! Ces camarades ne forment pas l'ensemble du Parti ! Et trop souvent, je peux en appeler au témoignage de mes camarades des Jeunesses Socialistes, nous nous sommes heurtés à un véritable sabotage de la part de certains élus, peut-être que ce que je vais dire ne plaira pas à tout le monde, mais je crois que ça doit être dit, ne serait-ce qu'à l'occasion du Congrès.
En effet, on a craint quelquefois l'implantation de groupes JS. Certaines communes qui avaient pourtant une longue tradition Socialiste derrière elles, on refusé de nous permettre de constituer des groupes de jeunes, ont refusé de permettre au Parti d'assurer la relève. Dans certains cas on craignait paraît-il, les ambitions personnelles des jeunes.
Dans d'autres cas, on craignait tout simplement la discussion et on avait peur de la critique.
Oui, je sais qu'il n'est pas toujours facile d'avoir un groupe de Jeunesses Socialistes, parce que les jeunes, et c'est naturel, sont enclins à critiquer, à secouer le cocotier. Mais enfin, est-ce que ce n'est pas plus profitable que de vivre dans une atmosphère confinée où on a l'impression que tout va bien, alors que les adversaires pendant ce temps, agissent en sous-main et placent leurs hommes.
(Applaudissements)
C'est ainsi que récemment un groupe de Jeunesses Socialistes avait tenu une réunion qui avait été animée, et à l'issue de laquelle, des propos peut-être excessifs bien sûr, avaient été ténus, les camarades avaient dit que notre secrétaire de section ne faisait pas assez d'action politique.
Le Secrétaire de section a appris la chose et s'est mis dans une colère noire, a fait appeler le bureau du groupe JS, leur a "passé un savon" et une explication orageuse a eu lieu pendant au moins une demi-heure. Mais après, le Secrétaire de section s'est tu, il a regardé les jeunes et a dit "après tout, heureusement que vous avez réagi, comme ça, ça prouve au moins que vous avez du courage". Il a

d'ailleurs employé une expression plus énergique, mais ça prouve que ce camarade avait compris quel doit être l'objectif d'un groupe de Jeunesses Socialistes, c'est de remuer un peu la poussière là où il y en a, de secouer les sections, et beaucoup de sections, disons-le, trop souvent en ont besoin.
(Applaudissements)
Il y a aussi un autre domaine où l'action spécialisée du Parti aurait intérêt à se développer, je veux parler du problème des loisirs. C'est peut-être l'un des secteurs où le Parti a fait l'effort le plus grand.
En effet, le Parti a permis la création puis le développement de la fédération Léo Lagrange. Vous savez que la fédération Léo Lagrange au début, n'avait pour tout patrimoine qu'une vieille machine a écrire, que parait-il il avait fallu faire réparer, mais depuis, la fédération Léo Lagrange atteint près de quarante mille jeunes. C'est donc un des premiers mouvements de jeunesse à caractère éducatif et culturel, et il serait souhaitable que la fédération Léo Lagrange reçoive toute l'aide qu'elle est en droit d'attendre des Municipalités Socialistes en particulier.
Vous savez également qu'une loi d'équipement socio-éducatif permet désormais à chaque municipalité de créer des Maisons de Jeunes et des Foyers de Jeunes Travailleurs. Et parfois, hélas, nos camarades ne sont pas encore assez informés, et confient la gestion de ces organismes à des associations qui n'ont rien à voir avec le Parti, alors qu'il serait beaucoup plus facile et beaucoup plus profitable de confier la gestion à la fédération Léo Lagrange qui est malgré tout l'organisme de jeunes le plus proche de nous, et qui a exactement la même vocation que les autres organisations de jeunes à contrôler et à gérer les foyers de Jeunes Travailleurs ou les Maisons de Jeunes.
Aussi camarades, l'idéal serait bien sûr de donner la gestion à la fédération Léo Lagrange, et nous admettons que quand c'est vraiment impossible, on face une gestion de type municipal, et alors, ce qui est une catastrophe, c'est quand on confie la gestion par exemple a la fédération des Maisons de Jeunes et de la Culture, qui est gouvernementale, ou à toute autre association, dans laquelle nous n'avons absolument rien à voir. Des maires qui s'étaient trompés au départ ont reconnu leur erreur et ont eu le courage, parce qu'il fallait du courage pour détruire ce qui avait déjà été fait, de faire machine arrière et d'éviter, par un mode de gestion plus approprié que nos adversaires, cléricaux et Communistes qui sont très forts pour ce travail, de noyautage, ne noyautent davantage ces organismes de jeunes. Mais d'autres maires ont refusé de se rendre à l'évidence. Ils ont continué dans cette voie funeste qui, si cela continue, mettra tous les organismes de jeunes à la disposition de nos adversaires, si nous n'y prenons garde, alors qu'en ce point précis, nous avons vraiment tous les éléments pour réussir. Ces maires, sous prétexte d'être les élus de tous ont oublié qu'ils étaient avant tout les élus du Parti, qui avait permis leur élection.
(Applaudissements)
Aussi, camarades, et je terminerai sur ce point, je crois que ce Congrès amènera du nouveau, que nous ferons une réorganisation valable, mais je dis que cette

réorganisation ne sera suivie d'effet que s'il se produit un changement de mentalité profonde dans le Parti et que si tous nos camarades, à quelque échelon qu'ils soient placés, soient convaincus que dans leur action quotidienne, avant toute chose, il faut faire preuve de courage et de foi dans notre idéal Socialiste.

Le président - Je donne la parole à Bidet, rapporteur de la Commission de vérification des mandats.

André Bidet

Camarades, la Commission de vérification des mandats que vous avez désignée tout à l'heure s'est donc réunie pour remplir sa mission.
Cette Commission, après s'est assurée que le calcul du nombre des mandats et des délégués de nos assises nationales en 1963 a été fait conformément aux articles 23, 23, 25 de nos Statuts, à, la décision du 53ème Congrès national de retenir la base de 25 cotisants à 12 timbres, aux dispositions arrêtées par le Comité directeur du 30 janvier 1963, la Commission ayant, au surplus, constaté que toutes les fédérations ont été avisées en temps utile de leur représentation, et qu'elles ont eu la possibilité de faire entendre leurs réclamations.
La Commission ayant entendu les explications du Trésorier national, du secrétaire chargé de l'administration, vous demande de valider pour 1963 les chiffres ci-après :
Mandats : 3 150
Délégués : 314

Le président - Pas d'observation sur le rapport ?
Accepté.
Je passe la parole à Fleury, au nom des Etudiants Socialistes.

Fleury (Etudiants Socialistes)

Eh bien, camarades, je crois qu'avant toutes choses, je puis affirmer que les étudiants, comme toutes les jeunesses Socialistes, partagent les opinions que vient d'exprimer Roger Souton.
Le rapport sur les activités des étudiants sera court et, croyez-le bien, je le déplore, mais nous ne sommes malheureusement pas assez nombreux pour que nos activités puissent atteindre le niveau nécessaire à une véritable efficacité.
Je m'étendrai plus longuement sur la situation de notre mouvement à, l'intérieur du monde Etudiant, s'il est vrai que nous puissions prétendre être à l'intérieur de ce monde Etudiant.
Je ne veux pas brosser un tableau sombre pour le plaisir, mais je crois qu'il est nécessaire que nous acceptions la vérité. C'est au nom de quelques poignées d'étudiants Socialistes - une espèce en voie de disparition - que je vous lance cet avertissement, que je voudrais le plus solennel possible.

Fondation Jean Jaurès

Un Parti sans jeunes, un parti sans étudiants, n'a pas d'avenir, vous le savez ; or, nous n'avons presque pas d'étudiants ! A l'époque où la grande majorité des étudiants est animée d'une volonté progressiste Socialiste, le Parti SFIO est coupé de cette masse d'étudiants !
On peut s'étonner que notre Parti, dont le but essentiel est d'améliorer la situation des travailleurs, c'est vrai, mais dont la doctrine est d'essence intellectuelle - le Capital, ce n'est quand même pas à la portée de tout le monde, c'est quelque chose qui a une origine intellectuelle - on peut s'étonner qu'un tel Parti n'attire qu'un nombre très réduit de jeunes étudiants, pourtant ouverts aux doctrines généreuses comme le Socialisme.
Si jusqu'à maintenant personne ne s'est étonné, si jusqu'à maintenant les camarades qui déploraient la situation se consolaient en regardant le passé - qui, paraît-il dans ce domaine, n'était pas beaucoup plus brillant - il est temps de se réveiller, il est temps de tirer des conclusions, non pas en cherchant les causes dans la doctrine - qui serait, paraît-il, à réviser, non, ce n'est pas vrai - mais en cherchant les causée dans une politique, dans le programme, et surtout dans l'esprit qui anime les militants Socialistes.
Il y a quelques années, c'est vrai, le Parti n'avait pas beaucoup plus d'étudiants que maintenant, mais aujourd'hui, camarades, c'est bien pire encore. Notre Parti est détesté, souvent méprisé - ce qui est pire, en milieu étudiant - et ceux de nos camarades qui militent dans les Facs ont un sacré courage, je vous l'assure, pour ne pas succomber devant la risée générale !
Ne parlons pas de tous ceux qui sont entrés au Parti parce qu'il n'existait rien de mieux ou de moins mal, ce qui diminue les enthousiasmes !
Je sais que ce n'est pas facile à entendre, que ce n'est pas agréable, mais il faut pourtant que ce soit dit.
Et, que les camarades ne viennent pas dire, surtout, que tous les étudiants qu'ils rencontrent sont avec nous, je les soupçonnerais fort ceux-là de ne pas en rencontrer beaucoup !
C'est vrai que les idées Socialistes sont fréquentes en milieu étudiant, mais comme par hasard les étudiants n'entrent pas à notre Parti. Pourtant, et je tiens à insister là-dessus, nous gardons nos chances en milieu étudiant, un grand nombre d'étudiants, de l'UNEF en particulier, tournent vers nous leurs regards et leurs espoirs. Ils attendent beaucoup de ce Congrès, beaucoup plus encore que vous ne semblez l'imaginer dans nos textes.
(Applaudissements)
Attention de ne pas les décevoir ! Par exemple, il ne faudrait plus qu'on entende, comme c'est encore le cas dans certaines fédérations, que l'attribution d'un salaire étudiant à, ces inactifs intellectuels - qu'on se fait fort de méprise - qui fait partie du programme de l'UNEF, qui est une revendication étudiants, essentiellement étudiants, qui fait partie de cette démocratisation de l'enseignement dont vous êtes tous partisans, du moins je l'espère, ne fasse pas

l'objet d'un accord, que le Parti ne prenne pas position nettement, catégoriquement, à, ce sujet.
Mais, à l'intérieur même de notre Parti, les étudiants dont l'amertume grandissante ne diminue pas le courage, attendent, eux aussi, car ce n'est pas une tape sur la joue dont ils ont besoin, ce n'est pas le souvenir de 1936 ni de 1956 qui les réconforte, nous sommes en 1963 maintenant, leur enthousiasme a besoin de quelque chose de concret à se mettre sous la dent, et vous ne leur donnerez jamais suffisamment d'armes, car le terrain sera long à reconquérir.
Nous aurons l'occasion de discuter des solutions, mais, camarades, n'oubliez pas surtout que dans la jeunesse dont le Parti a besoin, les étudiants, grâce à la démocratisation progressive de l'enseignement, sont appelés à devenir petit à petit de plus en plus nombreux et que le Parti qui n'aura pas les jeunes en 1970 aura forcément tort.
Malgré les difficultés, la ténacité, le courage de nos camarades étudiants, ont réussi à, maintenir nos effectifs et à lancer quelques initiatives. A Paris, les groupes de sciences politiques, les groupes de Droit, les groupes de Sciences se maintiennent, les effectifs demeurent, ils multiplient leurs activités. A la résidence Antony, centre intéressant puisque c'est un centre d'accueil des étudiants, les camarades ont lancé en deux mois un groupe qui, s'il est bien soutenu, est appelé à devenir important.
En province, les groupes de Marseille, Toulouse, Bordeaux, Nantes, se développent ou se maintiennent. Montpellier a fait un progrès spectaculaire, et d'autres correspondants s'établissent à Clermont, Orléans, Reims, Strasbourg.
Il convient de rappeler que notre action en milieu étudiants doit reposer sur une connaissance complète des effectifs étudiants dispersés dans le Parti, et qu'un bon fichier comportant les étudiants des Facultés des Ecoles Normales, des classes préparatoires au Bac, permettrait d'intensifier le travail à l'échelon national.
Cette année, on a fait un fichier à peu près correct pour les étudiants Socialistes, mais il doit être constamment mis à jour, et je demande à tous les camarades des fédérations adultes de communiquer au Secrétariat national les changements, les nouveaux étudiants, les collégiens avec lesquels nous pourrons travailler à l'avenir.
Quelle fût l'action des étudiants Socialistes au cours des deux années précédentes ?
Nous avons créé à l'échelon parisien une école Socialiste qui nous a permis, qui a permis à, un certain nombre d'orateurs du Parti de donner des cours sur les grands problèmes du Parti Socialiste. Cette année, nous avons constaté malheureusement que, dans les dernières conférences, l'assiduité était en diminution.
Nous en voyons la cause, d'abord, dans les dates de ces conférences, qui se rapprochaient assez souvent des examens, mais je crois aussi que c'est dans les

sujets traités qu'il faut chercher une des causes principales de cette absence de participation.
En effet, je suis certain que les étudiants, comme tous les jeunesses Socialistes qui veulent vraiment travailler, vraiment militer, ont besoin beaucoup plus que de conférences sur Jean Jaurès, de conférences même générales sur un problème comme la paix, l'humanisme, etc., de données concrètes, de détails et d'arguments véritablement concrets pour militer dans les rangs des jeunes ou des étudiants.
Une initiative a été lancée par les étudiants de Marseille et de Montpellier, qui ont ouvert des cours gratuits pour la préparation des examens du Secondaire. C'est une initiative à développer, et que nous espérons encourager au cours des années qui viennent.
Au cours de la campagne électorale, nos camarades étudiants comme les JS se sont dévoués. Il faut noter à Lille une édition du Nord Populaire spéciale qui a fait du bruit, et dont je félicite les étudiants Socialistes de Lille.
Le Bureau national a participé à cette campagne, par la diffusion des arguments utilisés, et la diffusion d'articles dans le Populaire, ou dans Luttes.
En ce qui concerne le syndicalisme étudiant, nous avons essayé de participer, dans la mesure du possible, à la vie syndicale. Le Bureau national s'est efforcé d'accentuer la propagande par la presse, sur la démocratisation de l'enseignement, le problème du logement, etc. Luttes, le Populaire, ont publié des articles sur le sujet ; quant aux journaux de province, ils ont repris les articles publiés dans la presse sur le syndicalisme étudiant.
En province, les camarades ont fait de grands efforts.
A Toulouse, Bordeaux, Strasbourg, les camarades pénètrent dans les associations générales d'étudiants. Le groupe de Science Pô, a trois représentants dans le Conseil d'Administration de la JS. Peut-être ces chiffres vous semblent-ils réduits ; en effet, j'attire votre attention sur ce nombre effectivement réduit de syndicalistes étudiants, et j'espère que nous ferons tout, et le Parti tout entier, pour que ce chiffre soit dans la suite beaucoup plus important.
Nos camarades continuent à soutenir l'union nationale des étudiants de France. Ils n'ont pas cessé de dénoncer les manœuvres gouvernementales qui ont abouti à constituer un syndicat fantôme mais ils souhaitent que tous les membres du Parti sans exception condamnent ce Syndicat,… (applaudissements)… parce que nous avons dû déplorer que certaine élus Socialistes aient soutenu et distribué des subventions à ce syndicat, dont nous nous sommes totalement séparés.
De tels faits ne doivent plus se reproduire à l'avenir.
Nous avons pensé en septembre former un week-end d'études sur les problèmes syndicat étudiants, auquel nous convierons un membre de l'UNEF de façon à ce qu'il nous éclaire sur le programme de cette organisation, et que nous puissions envisager une quelconque collaboration.
Un tel week-end d'études sur ces problèmes n'a pas été fait depuis plus de six ans !

En ce qui concerne les questions internationales, les relations entre l'Union Internationale des Jeunesses Socialistes et nous restent mauvaises. L'action est poursuivie dans le sens de l'indispensable transformation des méthodes d'organisation et de l'état d'esprit de cette Union Internationale.
Par contre, les contacts avec les mouvements de jeunesses Socialistes du Marché Commun se multiplient, et nous avons été représentés à Bruxelles lors d'une prise de contacts visant à resserrer les liens.
Camarades, il faut que tous les responsables du Parti, à tous les échelons, aident nos camarades étudiants à défendre leurs problèmes. Il faut en particulier que les secrétaires de fédérations, de sections, communiquent régulièrement au Bureau national le nom des étudiants membres du Parti ou membre du JS ou sympathisants.
L'extension de notre rayonnement en milieu universitaire est l'une des conditions premières de nos succès futurs.
(Applaudissements)

Le président - Notre ami Leca nous informe qu'un apéritif sera servi dans le Hall dans un instant. Il est offert par la maison Ricard, que je tiens à remercier.
Avant de lever la séance, je vous informe que nos débats reprendront cet après-midi à 15 heures sous la présidence de Jules Moch.
La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
54ème congrès national des 30, 31 mai, 1er et 2 juin 1963, Issy-les-Moulineaux

Séance du jeudi 30 mai 1963 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Jules Moch, assisté de :
Léon Fatous (Pas-de-Calais), Duthil (Dordogne), Gautier (Vaucluse), Grillon (Haute-Savoie).

Le président (Jules Moch)
Je déclare ouverte la séance de cet après-midi et je donne immédiatement la parole à Allainmat.

Allainmat
S'agissant des rapports statutaires, la fédération du Morbihan m'a demandé d'exposer devant le Congrès les répercussions que peut avoir, pour les petites et les moyennes fédérations, l'éparpillement dans l'année des assemblées régionales, des assemblées nationales, surtout lorsqu'elles se situent l'année où il y a également un Congrès. Les petites et moyennes fédérations ne disposent pas

Fondation Jean-Jaurès

toujours du nombre d'homme ayant des loisirs suffisants pour se déplacer fréquemment dans l'année et pour assister à toutes les assemblées.
Par ailleurs, ce n'est un secret pour personne que si nous avons l'activité, si nous avons la foi, si nous avons aussi l'enthousiasme, nous n'avons pas, hélas ! comme d'autres beaucoup de ressources et ces déplacements fréquents de nombreux délégués souvent renouvelés coûtent très cher à des fédérations dont les ressources sont modestes.
Aussi, la fédération du Morbihan a-t-elle pensé que ce serait peut-être ménager leurs moyens matériels, que ce serait peut-être aussi ménager leurs hommes que d'essayer de grouper les assemblées régionales et les assemblées nationales, de les jumeler au besoin, en fin de semaine, de manière à permettre aux délégués de ne se déplacer qu'une fois pour plusieurs assemblées, certains délégués étant, d'ailleurs, représentants de la fédération aussi bien aux assemblées ouvrières qu'aux assemblées agricoles.
Par ailleurs, la fédération du Morbihan a pensé que s'il n'était pas possible aux mêmes hommes de se déplacer pour les différentes assemblées, il ne leur est pas possible non plus de suivre avec tout l'intérêt qu'il conviendrait les travaux à l'échelon national. Aussi, propose-t-elle :
Premièrement, le jumelage à l'échelon régional et à plus forte raison à l'échelon national des assemblées annuelles ;
Deuxièmement, que ces assemblées ne soient pas organisées l'année où il y a également un Congrès ;
Troisièmement, que pour que les hommes puissent assister à la fois aux assemblées régionales et aux assemblées nationales et tirer ainsi le meilleur parti des enseignements que l'on peut en tirer, il serait souhaitable que les délégués des assemblées nationales soient choisis et désignés à l'assemblée régionale. Il y aurait ainsi continuité dans l'étude, il y aurait ainsi continuité dans les forces, il y aurait ainsi continuité dans les enseignements que l'on retirerait du travail en commun.
Par ailleurs, il est bien évident que si des fédérations qui ont des moyens matériels et financiers supérieur désirent se faire représenter, elles auraient tout loisir, en plus des délégués désignés à l'échelon régional, de se faire représenter directement par leurs propres délégués mais on aurait la certitude si ces suggestions étaient retenues que les mêmes hommes ayant préparé les assemblées régionales, que les mêmes hommes ayant assisté aux assemblées régionales, ayant tiré le fruit du travail en commun, représenteraient les fédérations ou les groupes de fédérations avec beaucoup plus de sûreté et beaucoup plus de fruit. La fédération du Morbihan souhaiterait que ses suggestions soient étudiées et elle pense que si le jumelage des assemblées permettait aux mêmes hommes de se déplacer un peu moins souvent qu'ils ne l'ont fait cette année, on en tirerait bénéfice, on en tirerait un bénéfice évidemment financier, ce qui est énorme pour nos petites fédérations, on en tirerait également un bénéfice certain par le fruit beaucoup plus mûr, beaucoup

plus solide, qui se recueillerait à la suite de ces travaux. Et ainsi, tout en ménageant nos finances, tout en facilitant notre action, tout en assurant la continuité dans les efforts des quelques hommes qui essaient de travailler au mieux pour le Parti, nous pourrions par voie de conséquence augmenter l'efficacité de notre travail et l'efficacité de notre action.
(Quelques applaudissements)

Le président - Je remercie le camarade Aleman de sa brièveté. Ses suggestions seront renvoyées au Comité directeur conformément à l'usage.
La parole est à Humberdo (Seine). L'orateur suivant est Pierre Maurois, pour le rapport sur les jeunes. Je lui demande d'approcher.

Humberdo

Mes chers camarades, c'est avec une certaine amertume que je viens évoquer devant vous un problème que j'aurais préféré ne pas voir se poser.
A la page 55 des rapports, sous le sigle "Commission nationale d'Etude Anciens Combattants", nous lisons ceci :
"Les responsables de la section prennent actuellement des contacts en vue du re-dépôt de la proposition de loi sur l'appellation des personnes victimes de la déportation du travail".
Nous sommes un certain nombre de camarades résistants ou déportés qui ne comprenons pas que notre Parti prenne ainsi officiellement position sur cette douloureuse question.
Avant le retour des premiers déportés, des concentrationnaires, les travailleurs contraints ont pris le titre de "déportés du travail" sans soulever de protestations. Cela cependant ne saurait signifier un droit. Comme on ne connaissait pas alors ce qu'était l'horreur des camps, on ne savait pas que les mots "déporté" et "déportation" avaient un autre sens qu'à l'époque de la Révolution et de la Commune. A ces époques, "déportation" signifiait "exil dans un lieu déterminé, infligé aux condamnés politiques". Je ne cache pas que les déportés du travail aient été condamnés, aient été politiques.
En 1959, une nouvelle notion sémantique s'inscrivait au dictionnaire : "Internement dans un camp de concentration situé à l'étranger ou dans un bagne". Ainsi, l'idée concentrationnaire était incluse dans la signification du mot et le mot génocide faisait aussi son apparition au dictionnaire, et la déportation nazie, c'était la destruction systématique, soit d'une race, soit des combattants de la résistance.
Dès le départ pour l'exil, le transport commençait le génocide, de ceux que l'on déportait vers les camps de la mort. Le départ et le transport des STO seraient-ils comparables ? Leur logement et leur travail payé à eux-mêmes étaient pour le STO des moyens de vie. Pour les déportés, ils étaient les moyens de leur mort.

Collection Jean-Jaurès

C'est ainsi que nos camarades de la fédération des Persécutés par le Régime Nazi ont publié dans leur journal "Liberté et Droit", imprimé à Düsseldorf, une explication qu'ils donnaient des camps de la mort.
Que disaient-ils ?
"A l'arrivée des Alliés, les portes des camps s'ouvrirent. Les responsables avaient détruit au dernier moment ce qui aurait pu nous montrer en chiffres et en noms, à nous et au monde, quelles sommes de barbarie et de cruauté ont été commises en ces lieux de criminels et du crime par l'impitoyable régime nazi.
Je n'ai pas l'impression que l'opinion de nos camarades allemands puisse s'appliquer à la lettre aux travailleurs transférés.
Je voudrais vous lire quelques lignes d'un papier passé dans le "Réveil de l'Yonne", journal de la fédération Socialiste concernant le Struthof :
"Comme ils n'étaient pas déportés dans un pays étranger, on ne les considérerait pas comme déportés si on ne faisait que de la grammaire ou de l'étymologie. Or, plus de 40 000 déportés connurent les horreurs des 17 baraques du Struthof où s'entassaient souvent plus de 8 000 âmes infortunées alors qu'elles étaient faites pour contenir 3 000 internés.
Pour ceux qui rentrèrent de la déportation, le Struthof représente le plus atroce souvenir. C'était un camp d'extermination. Chaque matin, les Français désignés comme NN (Nuit et Brouillard) étaient promis à la mort. Ils rampaient dans la boue, la neige ou la poussière avant leur départ pour le travail : la construction de la route menant au camp, sous la garde et la rage des SS et de leurs chiens policiers, à ce travail conçu comme un moyen de meurtre.
Les tortionnaires nazis assumaient les malades à coup de pelle et de pioche ; les chiens mordaient les épuisés, les gardiens dansaient sur les mourants.
En trois ans, à ce travail, plus de 15 000 personnes déportées sont mortes, tuées par le froid, fusillées dans la sablière, pendues au crochet du crématoire, livrées aux chiens, étranglées à terre souvent après avoir été torturées.
Chaque pierre du chemin qui monte au camp représente du travail, dans le sang, la souffrance et la mort. Ces pierres virent passer les hommes et les femmes déportés des 36 séries d'expériences sur le typhus et la résistance aux gaz, qui finirent leur vie à l'extérieur du camp, dans la chambre à gaz, dans la grande et définitive nuit de la mort et dans le brouillard du crématorium."
Le Mémorial de la déportation fut inauguré, donnant ainsi son sens réel à ce mot. Sans méconnaître les peines et les souffrances morales et matérielles des personnes contraintes au travail en pays nazi, on ne voit pas comment leur exil et leur travail pourraient être confondus maintenant et plus tard dans l'histoire avec le travail et la déportation que représente ce Mémorial à la face du monde.
Ce capital de gloire, de souffrance et d'horreur, personne n'a le droit d'y toucher. C'est le bien sacré des déportés, de leur famille, de leurs enfants. C'est celui de tous les résistants dont l'impérieux devoir est d'empêcher quiconque de s'approprier l'honneur en voulant partager le mot, et que l'on ne vienne pas en cette matière parler étymologie ou sémantique, car nous dirions que la nature

elle-même réprouve les accouplements malsains, et nous avons trouvé dans ce journal, des victimes du nazisme en Allemagne, quelque chose qui donne la valeur exacte de ce qu'était le travail des déportés et de ce qu'était la déportation.
Je veux vous citer ces chiffres sataniques. On a trouvé récemment un calcul de rentabilité provenant du secrétariat SS de l'ancien camp de concentration de Dachau où le régime nazi humiliait et détruisait ses adversaires (le commentaire est superflu, le décompte est suffisamment éloquent).
Ce sont les Allemands qui écrivent cela ;
Calcul de la rentabilité établie par les SS et concernant l'exploitation des détenus des camps de concentration :
Montant journalier de location : 6 ranten marks ; à déduire, nourriture : 0,60 ; amortissement du vêtement : 0,10.
Puis, durée de vie moyenne : 9 mois.
Produit de l'exploitation rationnelle du cadavre : dents en or, objets de valeur, argent...
... et on continue : les bénéfices nets de l'exploitation après 9 mois de travail de déporté : 200 ranten marks, perçus par les nazis. À ajouter, le produit de l'utilisation des os et des cendres.
Mes chers camarades, permettez-moi de dire que la déportation était bien un châtiment mortel. La réquisition du travail n'était qu'une servitude. Chaque déporté représentait au bénéfice des nazis 200 ranten marks d'économie, plus le produit de l'utilisation des os et des cendres !
Quand les "rayés" revinrent en 1945, ils étaient 38 000 sur 220 000 déportés, soit 83% de morts. Ils sont aujourd'hui à peine 12 000, et leurs poches étaient vides quand ils sont rentrés.
Quand en 1944 revinrent les STO, sur 600 000, 60 000 étaient morts en Allemagne, soit 10% de morts, (il y en avait 83% pour les autres), mais ils rapatriaient 9 600 000 000, valeur 1945, d'économies de salaires et, durant leur éloignement, leur travailleur avait déjà permis d'adresser à leurs familles ou de leur apporter au cours de leurs permissions, 9 814 000 000 de marks.
Qu'ont-ils donc de commun arec les autres ? Venaient-ils en permission, envoyaient-ils des économies, rapportaient-ils des économies ? Qu'ont-ils donc ainsi de comparable ?
Il est tellement indiscutable qu'il n'y a aucun rapport entre les deux cas que, cessant d'épiloguer sur ces douloureuses sémantiques, une motion commune fut votée unanimement par les déportés et les STO de Haute-Savoie réunis en commun. Que dit-elle ? "Mais s'il est vrai que les travailleurs du STO ont effectivement été déportés de France, il est également vrai qu'avec la connaissance de la vie de Buchenwald, Dachau et Auschwitz le titre de déporté a pris un sens tel qu'il veut désigner par là un concentrationnaire voué inéluctablement à la mort, et c'est parce que c'est bien cela que, pour la mémoire des camarades disparus, pour leurs familles, pour les concentrationnaires rescapés et pour toute la résistance dont c'est la gloire constante, nous défendons

de toute notre raison et de toute notre âme la valeur naturelle et normale de ces mots."
Au Congrès national de 1960, on nous avait dit, pour éviter une motion que j'avais l'intention de déposer - et c'est Eugène Thomas qui me l'a dit - "Sois tranquille, le Parti aura la liberté d'action et les élus auront leur liberté de vote".
Or, en 1960, notre Ami Burou (?), député de l'Ariège, avait signé la proposition Vander Mersch qui, sur la demande de la fédération des Réseaux, appuyée par le comité d'Action de la résistance, avait été déposée ; la signature a été enlevée du texte sur la demande du groupe faite auprès de la présidence de l'Assemblée nationale.
Ainsi, on ne respectait pas ce qu'on nous avait promis.
Aujourd'hui, le texte incriminé nous oblige à intervenir. Notre camarade Darchicourt a déposé un projet ; il ne l'a pas déposé au nom du Parti ; il l'a déposé assorti d'un certain nombre de signatures qui n'ont rien à voir avec les membres du groupe et je le félicite d'avoir respecté ce qui avait été convenu, mais cela ne nous suffit pas. Nous ne voulons pas que, demain recommencent les mêmes choses. Si le Secrétaire Général du Parti me dit : "Eh bien, c'est entendu, il n'y aura pas d'ordre, les parlementaires seront libres de signer les textes qu'ils voudront signer, le Parti ne sera pas tenu de suivre d'autres camarades dans la défense des STO, les membres du Parti auront le droit, s'ils le veulent, de défendre leurs camarades déportés", alors pas de question, pas de motion. Mais, s'il n'en était pas ainsi, je serais dans l'obligation de déposer une motion et de demander au Parti de la voter dans la politique générale.
Voyez-vous, mes chers camarades, nous sommes dans une situation très particulière et, moi, personnellement. Le projet Van der Mersch, qui a été déposé sur la demande de la fédération des Réseaux, eh bien, son texte est d'écriture Socialiste. Les signatures récoltées l'ont été par moi et c'est sur ma demande que Guillon (?) FFL, Compagnon de la libération, a accepté de le rapporter ; son rapport, c'est en partie sur des documents que nous lui avons fournis qu'il a été fait et, au dernier Congrès de la Confédération des Réseaux, comme dans les dernières assemblées de la résistance, tous les Résistants ont été unanimes pour demander que soit repris le rapport Van der Mersch, c'est-à-dire le projet Van der Mersch et le rapport Guillo.
J'ai eu l'honneur, à la Confédération des Réseaux, d'être le rapporteur du texte que j'ai été chargé de communiquer au ministre des Anciens Combattants.
Nous n'avons pas le droit, ceux qui, comme moi, ont eu l'honneur d'être Chefs de réseau et chefs de mission, d'avoir envoyé des camarades, sur notre ordre, accomplir des missions dans lesquelles ils se sont fait prendre et déportés et qui sont morts, nous n'avons pas le droit de les laisser tomber, ce serait une lâcheté de notre part. On n'a pas le droit, par discipline, de vouloir nous imposer d'être lâches car il n'y a aucune discipline qui pourrait nous permettre de l'être.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Mauroy, pour son rapport sur les Jeunes.

Pierre Mauroy

Chers camarades, je voudrais tout d'abord m'adresser à l'orateur qui vient de me précéder - puisque je dois vous faire un rapport sur les Jeunes - pour vous dire que lorsqu'on aborde un rapport tel que celui des Jeunes, ce n'est pas, dans le Parti, pour essayer de se livrer à une querelle stupide entre générations. Il n'y a pas les jeunes, il n'y a pas les vieux, il y a le Parti… (applaudissements)… et, en particulier, il est bien clair, que quelles que soient les difficultés que nous rencontrions en ce moment, les Jeunes, pour mieux construire le monde qu'ils ont devant eux, ne devront pas oublier les leçons et l'exemple qu'ont donnés les générations précédentes et, en particulier, la génération de celui qui m'a précédé à cette tribune.

Je voudrais tout d'abord préciser le caractère de mon intervention : il s'agit d'un rapport qui a été demandé par le Comité directeur. Une Commission a été désignée ; elle comprenait les camarades, Herbaud, Bidet, Fuzier, Palmero, pour le Comité directeur, et les camarades Fajardie, Fleury, Souton et moi-même pour les JS et les ES.

Dans des moments d'inquiétude ou dans des moments d'adaptation quelquefois difficiles nombreux sont ceux qui se sont penchés sur les problèmes de jeunesse et je dois à la vérité de dire que le Secrétariat Général, que les Organismes centraux du Parti ne se penchent pas sur ces problèmes depuis quelques semaines seulement, mais depuis dix ans, que nous menons des expériences quelquefois singulières, quelquefois marginales, au milieu de pas mal d'indifférence et de beaucoup de difficultés ; nous avons toujours été soutenus, nous avons toujours été encouragés par les Organismes directeurs du Parti, et je tenais à le dire.

Je tiens à ajouter également que ce n'est pas une clause de forme que de parler des jeunes ici, au Parti Socialiste, à la SFIO, que personne ne peut s'en étonner parce qu'il y a un mois et demi, dans cette même salle, à l'occasion du Congrès national de la fédération des Foyers Léo Lagrange, il y avait 540 délégués jeunes, des jeunes de vingt ans, des jeunes de vingt cinq ans, qui étaient rassemblés et qui la remplissaient comme vous la remplissez aujourd'hui.

Par conséquent, vous le voyez - je sais bien, et je le dis tout de suite, que ce n'étaient pas tous, loin de là, et tant s'en faut, des jeunes de la SFIO - c'étaient des jeunes qui avaient été happés, qui avaient été conquis par l'idéal Socialiste et par la communauté Socialiste. Cela est très important parce que cela montre que des jeunes éprouvent de la joie à travailler, à militer et à réussir à l'intérieur de la communauté Socialiste.

Pour tous ceux qui, à l'extérieur, prennent leurs désirs pour des réalités, je dis bien qu'à l'intérieur Socialiste, dans un milieu aussi difficile quelquefois que le milieu des jeunes, il est possible de réussir et je le dis non par complaisance parce que, tout à l'heure, sur un certain nombre de points - et ce sera la

responsabilité sans doute de tous ou ce sera nécessaire à tous de faire quelque chose - il faudra envisager un certain nombre de décisions.
Un exposé sur les problèmes sociaux et éducatifs avait été fait devant le Comité directeur. Des jeunes sont intervenus et je crois qu'un tiers ordre s'est ouvert à l'occasion des journées d'information du Parti.
Je vous présente maintenant ce rapport pour essayer de dominer l'ensemble des problèmes posés par la jeunesse.
La mode est aux analyses dans ce secteur ; ce n'est pas pour cela que je suis monté à cette tribune et mon angle de travail sera uniquement de voir la relation entre ce secteur jeune, entre la jeunesse et le Parti. Cela me permettra par conséquent un certain nombre de raccourcis.
Je voudrais d'abord faire quelques observations. Il faut se méfier des brillantes synthèses ; il faudrait beaucoup d'audace pour affirmer aujourd'hui que 1a jeunesse est un phénomène global. En fait, il n'y a pas une jeunesse, il y a des jeunesses et aujourd'hui, comme il y a dix ans, comme il y a trente ans, vous avez les jeunes agriculteurs, vous avez les jeunes ouvriers, vous avez les jeunes du tertiaire et, enfin, vous avez les étudiants.
Mais, d'un autre côté, il faut se méfier des analyses sentimentales. Il est toujours possible, pour les optimistes, pour les vertueux, de se rassurer et de penser que la France a de la chance d'avoir la jeunesse qu'elle a, car c'est vrai qu'il est toujours facile de trouver des dizaines de jeunes qui travaillent sérieusement, qui se dévouent, qui militent dans nos Organisations. D'un autre côté, il est dangereux de dire que la jeunesse de maintenant ne vaut rien ; a vrai dire, il est courant d'entrevoir dans sa rêverie, à travers son cas particulier, ce qui n'est déjà plus la jeunesse d'hier et ce qui n'est certainement pas la jeunesse d'aujourd'hui.
Il est évident que chaque personne, que chaque jeune est une aventure singulière, mais il est aussi évident que chaque génération présente un certain nombre de caractères qui lui sont particuliers, qui lui sont propres et qu'un parti comme le nôtre a d'abord, avant de prendre des décisions, le devoir de connaître ces caractères particuliers et ces caractères propres de la jeune génération.
Le Parti, camarades, doit se préoccuper des problèmes de la jeunesse. J'imagine que vous êtes impatients de participer aux débats qui auront lieu tout à l'heure sur la politique générale et qui engageront le Parti dans les prochains mois et les prochaines années, mais le problème de la jeunesse, pour le Parti, c'est un problème d'avenir. Or, sur ce point - et je crois qu'il faut le constater - il faut que le Parti arrive à conquérir la jeunesse pour un certain nombre de raisons.
D'abord, la première - et je m'excuse de le dire - pour assurer sa pérennité, tout simplement. Le Parti à la coquetterie de savoir quelle est la moyenne d'âge de ceux qui le fréquentent et il ne doit pas être tranquille car c'est vrai que nous rencontrons, pour l'entrée dans nos sections, énormément de difficultés sur le plan des jeunes et c'est vrai qu'en milieu étudiants, en ce qui concerne les étudiants, je n'exagère pas en disant que la situation est actuellement

catastrophique depuis un certain nombre de mois et depuis un certain nombre d'années déjà et que, par conséquent, il faudra y travailler.
Il ne servirait à rien de préparer un monde nouveau, il ne servirait à rien d'aller vers de nouvelles victoires si le Parti, si ce moyen qu'est le Parti, si cet appareil risquait d'être frappé à mort parce que les jeunes ne viennent pas et ce problème est d'autant plus grave, il doit d'autant plus requérir des solutions, ce vieillissement risque d'être d'autant plus accablant que jamais la jeunesse n'a été aussi nombreuse, que sous la pression de la poussée démographique que tout le monde connaît - et sur laquelle je ne veux pas insister - le Parti aura, si les jeunes ne viennent pas dans ses rangs, si les jeunes ne viennent pas autour de lui, si nous ne faisons pas un effort pour cela, énormément de difficultés pour être véritablement un mandataire auprès du corps électoral car, en 1970, les jeunes de moins de 35 ans représenteront 40% des citoyens et des citoyennes.
La difficulté est encore aggravée, camarades, parce que cette jeune génération - il faut le voir froidement, posément - c'est la génération des enfants de la guerre, de ceux qui ont été durement marqués par le conflit mondial qu'ils n'ont pas connu.
Le pourcentage des familles perturbées passe de 7% pour les enfants nés en 1937, à 26 pour ceux qui sont nés en 1941, et sans doute y a-t-il là une explication dans cette course au confort que l'on rencontre actuellement de la part de la jeunesse dans le sens des choses concrètes, des réalités, lorsqu'on rapproche ces deux dates. Elle a, en plus, pour elle, l'irruption d'une civilisation technique qui rend difficiles les problèmes d'adaptation et, par conséquent, il n'est pas étonnant que les relations entre générations n'aient jamais été aussi peut-être difficiles, n'aient jamais été aussi aiguës.
Enfin, dernière raison, l'épisode gaulliste n'a rien arrangé du tout. A longueur de journée, à longueur de semaine, on attaque les Partis, on attaque les idéologies et j'ai pu même entendre un des personnages qui représente la jeunesse officielle, qui représente la jeunesse française, nous dire que la jeunesse était gaulliste sans le savoir, comme M. Jourdain faisait de la prose, ce qui, entre parenthèses, n'est pas très gentil pour la jeunesse à moins que l'intéressé n'ait jamais vu Le Bourgeois Gentilhomme !
Par conséquent, la conjoncture est tout de même à ce point critique qu'il faut nous préoccuper des problèmes de jeunesse, qu'il nous faut arrêter des plans et je dis que c'est possible et qu'actuellement nous pouvons prendre un certain nombre de défaisions et nous pouvons réussir seulement, cette jeunesse, il faut d'abord la connaître.
Rapidement, je voudrais essayer, très objectivement - et je crois que c'est le reflet de ce qu'a pensé la Commission - de vous dire comment elle se présente.
D'abord, pour ceux qui fréquentent les jeunes, il faut savoir qu'il y a deux groupes.
Il y a d'abord une élite, le 10% traditionnel de tous ceux qui acceptent un engagement, de tous ceux qui ont décidé, à 16 ans, à 17 ans, de ne pas vivre

dans le ghetto de leurs problèmes familiaux, de leurs problèmes professionnels, de leurs problèmes de leurs études et qui acceptent de s'occuper des autres.
Eh bien, camarades, pour ces 10%, pour cette élite, - elle est exceptionnelle cette élite - vous auriez tort de penser qu'elle se dépolitise.
Aviez-vous déjà vu 80 000 étudiants se hisser au niveau de grandes centrales syndicales d'un million d'Adhérents sur des problèmes politiques tels que celui de la guerre d'Algérie ? Aviez-vous déjà vu dans le passé des jeunes catholiques qui préféraient chanter à la messe et en rester là, les aviez-vous vus prendre en charge les problèmes agricoles comme ils le font actuellement au CNCIA (?) ou ailleurs ?
En fait, cette élite est extrêmement politisée ; elle fait de la politique partout, mais elle ne le fait pas dans les partis traditionnels et elle ne le fait pas obligatoirement chez nous, c'est là qu'est le problème.
Deuxième caractère de cette élite, de ces jeunes qui s'engagent : elle aborde les problèmes avec un souci du concret et rejette, à tendance à rejeter les idéologies et, de plus, - et je crois que nous devons tirer un certain nombre de conséquences en ce qui concerne notre propagande, - elle aborde les problèmes avec une technicité remarquable.
Ceux qui suivent les Congrès de l'UNEF, ceux qui suivent des assemblées de jeunes sont frappés, sur des problèmes comme celui du logement et de bien d'autres, de la technicité avec laquelle les jeunes de 20 à 25 ans abordent ces problèmes, ce qui signifie que, sur le plan de la propagande, il y a toute une adaptation à faire et, quelquefois, à pousser beaucoup plus loin les mots d'ordre que l'on peut donner.
Enfin, et ceci m'apparaît capital, cette jeunesse est rétive à toute autorité.
Pour elle, être libre c'est participer aux décisions, aux hiérarchies de commandement. Elle préfère la responsabilité des équipages et ces jeunes on n'arrivera pas à les encadrer.
Le problème qui est le nôtre, c'est de les animer. Je crois que ce sera le problème de la Société de demain.
A côté de cette élite, une masse. Une masse qui consacre peu de place à l'originalité et peu de place à l'aventure, une masse qui essaie de s'en tirer personnellement le mieux possible, c'est incontestable et c'est pourquoi je crois que plutôt que de reprendre des entités qui étaient reprises naguère à l'intérieur du Parti, il est préférable de s'adresser à elle en parlant d'égalité de chance comme on le voit partout dans les abords de ce Congrès.
Ils ont de la Sécurité Sociale un petit peu hérité de cette mentalité de bénéficiaires, d'assujettis, et puis, surtout, ils recherchent la sécurité et d'une enquête qui a été faite par l'IFOB, on retrouve ce souci très net, ce souci de recherche de la sécurité, et cela se traduit - et sur ce plan-là, les Socialistes sont obligés aussi de faire une certaine adaptation - par le repli sur le foyer, le repli sur la famille dont les jeunes attendent les plus grandes satisfactions, par l'importance de l'argent et davantage encore par l'importance du confort.

Et un examen plus attentif de la jeunesse révèle en ce qui concerne les différentes jeunesses que les jeunes agriculteurs que j'ai évoqués tout à l'heure - mais cela nous devons le savoir - ne représentent toutefois qu'une faible avant-garde et qu'une faible minorité.
Lorsque le Parti se penchera demain ou cet après-midi, sur les problèmes de liaison avec d'autres formations, eh bien, le drame en particulier avec tous ces jeunes chrétiens qui ont une avant-garde remarquable avec laquelle nous pouvons discuter, avec laquelle sur de nombreux problèmes nous nous sentons d'accord, c'est que cette avant-garde n'est qu'une petite avant-garde, et surtout elle n'est pas suivie par la masse derrière, et le dernier référendum, les scrutins l'ont suffisamment démontré.
Enfin, en ce qui concerne les jeunes ouvriers, les enquêtes ont montré qu'ils ne réagissent pas autrement que les jeunes, et c'est pourquoi cette constatation qui ira en s'accentuant, pourra porter une solution aux problèmes que l'on se pose ; SFIO pour les uns, et non SFIO pour les autres ; incontestablement les jeunes ne réagissent pas autrement que les jeunes du tertiaire.
Mais les préoccupations de ces jeunes du tertiaire et de ces jeunes ouvriers, c'est d'échapper aux tâches qui déshumanisent et de se plonger dans la lecture, dans les loisirs, d'où l'importance des loisirs.
Enfin, la dernière catégorie - et elle vous montre, camarades, la place et l'influence de l'école, l'école qui est au fond une grande force, une grande puissance, qui produit une élite de contestation - eh bien, c'est, dans le monde étudiant, dans le monde des élèves que l'on voit, les jeunes qui sont le plus ouverts à l'extérieur, les jeunes qui manifestent le plus de l'intérêt pour la politique, qui manifestent un sens international développé, c'est chez les étudiants et chez les élèves une plus grande volonté d'engagement et une plus large ouverture vers les valeurs spirituelles. Cela, il faut le savoir, et ces différents points, les sondages, les enquêtes l'ont montré.
Alors, en face de cela, et j'en arrive maintenant à proposer un certain nombre de décisions, que faut-il faire ?
Eh bien, d'abord, il faut maintenir, il faut développer, auprès de la masse des jeunes, cette grande ambassade qu'est la fédération des Foyers Léon Lagrange.
Nous avons pu, en quelques années, au milieu d'innombrables difficultés - mais cela a été authentiquement une entreprise des jeunes et une entreprise de vos JS, qui ont essayé de dépasser leurs expériences politiques à l'intérieur du Parti pour créer à la frontière une communauté beaucoup plus vaste, beaucoup plus large ; ils y ont réussi, et à travers nos foyers, à travers nos clubs, à travers nos grandes activités, des dizaines de milliers de jeunes maintenant se rassemblent, et étaient rassemblés il y a 1 1/2 mois dans cette salle.
Et surtout, camarades, je vous demande de considérer cette grande ambassade Socialiste auprès de la jeunesse, pas du tout comme une entreprise d'amusement, pas du tout comme une entreprise de troubadours, pour essayer de faire passer le temps à la jeunesse.

A vrai dire, cette fédération des Foyers Léo Lagrange, sur un certain nombre de points, répond à des préoccupations bien précises.
D'abord, l'expérience de ces quelques années à démontré que si des transformations essentielles étaient indispensables au niveau des structures de l'économie et de la société, rien ne se ferait ou tout serait rapidement vidé de sa substance si nous ne faisions pas un effort comparable au niveau des hommes et au niveau de l'éducation populaire.
Et je crois que c'est une des caractéristiques de l'action Socialiste que de se lancer vers cette action auprès des hommes, vers cette action personnaliste, cette action d'un certain humanisme, pour les amener à nous ; eh bien, c'est le travail de cette fédération. Ensuite, sur un autre plan, nous évoluons, qu'on le veuille ou non, et chaque jour davantage, vers une civilisation des loisirs.
On peut dire que cette civilisation des loisirs sera la création de la Gauche française, sera due à l'action qu'en particulier le Parti Socialiste a menée.
Mais il est vrai que le Parti Socialiste est né d'une civilisation du travail et des conditions infernales faites à des hommes dans le cadre de cette civilisation du Travail, et le passage de cette civilisation vers une civilisation des loisirs ne sera pas simple. Il est donc nécessaire qu'une organisation de jeunes en particulier essaie de voir comment on pourra assurer ce passage et surtout - et sur ce point, je me permets d'insister - en 1936, vous avez connu les puissances d'argent qui refusaient les congés payés et qui vous disaient que davantage de congés payés, c'était davantage de paresse et de bistrots. Que font-elles maintenant ? Elles achètent des vallées complètes dans les Alpes et ailleurs, elles trustent complètement tout ce qui est du loisir, si bien que nous risquons de voir cette civilisation des loisirs que nous avons préparée, que nous souhaitons, devenir cette avilissante industrie du temps libre qu'est actuellement l'exploitation éhontée du loisir… (applaudissements)… et j'estime que s'il y a un scandale permanent, c'est bien ces jeunes gens et ces jeunes filles qui sont exploités pendant l'année, qui ont des traitements de 40 000 et 50 000 Fr par mois et quelquefois moins, et qui, lorsqu'arrive la période bénie des vacances, ont oublié à l'action de qui ils la devaient - il y a toujours une action d'éducation à mener sur ce plan là - et s'en vont tout simplement passer leurs vacances au Club Méditerranée en particulier, pour ajouter une dime supplémentaire à ceux qui les ont exploités pendant toute l'année.
Les loisirs doivent être pris en charge par les travailleurs eux-mêmes… (applaudissements)…, et c'est toute une éducation qu'il faudra entreprendre sur ce plan auprès de la jeunesse.
Voilà l'importance de la fédération des Foyers Léo Lagrange sur ce point.
Enfin, tout est à faire sur le plan de la jeunesse, on ne dira jamais assez combien la tâche entreprise a été réussie par les associations laïques en ce qui concerne l'enfant, mais on ne dira jamais assez également les difficultés que l'on rencontre en ce qui concerne l'adolescence et en ce qui concerne les jeunes.

Tout est à peu près parfait en ce qui concerne le gosse, mais tout est à faire en ce qui concerne le jeune, et je me permets de dire qu'il y a une certaine forme de laïcité, que nous partageons pleinement, qui s'applique totalement, qui s'applique pleinement, en ce qui concerne l'enfant quand il est au stade des connaissances, au stade des acquisitions, et c'est là que la lettre de Jules Ferry a tout son sens, mais c'est une fausse laïcité à mon sens que d'imaginer que l'on doit réagir de la même façon avec les Jeunes qui ont 17, 18, 19 et 20 ans.
Vous n'avez pas le droit sans doute de parler de Socialisme à un gosse, mais vous avez le droit de lui parler de Socialisme quand il a 16 ans et 17 ans, et la démocratie française si elle se porte mal, si elle risque de crever, si nous n'y prenons pas garde, c'est bien d'une certaine façon parce qu'on a toujours considéré un peu comme des pestiférés - mais cela ne date pas de la 5ème, c'était vrai sous la 4ème) les partis politiques, ceux que je considère comme des citoyens d'une élite supérieure, qui acceptent de s'engager, qui acceptent de construire la démocratie, de faire marcher une République, et je pense qu'au niveau d'une éducation populaire, vous ne pourrez pas la faire si c'est une éducation populaire d'hôpital. Vous ne pourrez pas faire partout de l'antisepsie. Il faudra que cette éducation populaire soit liée aux grands engagements ; elle est la chose fondamentale qu'il faut respecter chez le jeune, c'est le choix souverain, et la chose à laquelle aucun jeune n'échappe quand il a 17, 18 ans, d'opter pour le Communisme, d'opter pour le Socialisme, ou si c'est la foi qui l'emporte, d'opter pour une église, pour sa confession.
Et par conséquent, nous devons dans les structures nous devons sur le plan de l'éducation populaire, nous devons sur le plan des mouvements de jeunesse, tenir compte de cette réalité ; si nous ne le faisons pas, c'est la confusion, et je me demande comment on assurera le passage entre une école unique où là il y a une éducation unique pour tous les enfants de France, à une démocratie qui nécessairement doit s'appuyer sur la diversité et sur plusieurs courants. Je crois très modestement que dans toutes ces tâches d'avenir, dont quelques unes vous le voyez bien, remettent en cause l'optique avec laquelle on voyait un certain nombre de problèmes l'année passée, la fédération des Foyers Léo Lagrange peut être d'un grand intérêt, et je profite de l'occasion pour m'adresser ici aux municipalités.
Un Parti qui est fortement représenté dans les municipalités peut faire des choses remarquable sur le plan de la jeunesse et de l'Education Populaire mais je voudrais dire qu'à côté d'élus qui nous rendent chaque jour des services plus manifestes, il y a encore l'élu Socialiste, traditionnel, qui pense avoir fait la révolution parce qu'il a construit le groupe Scolaire ; eh bien camarades, le groupe Scolaire, c'était une révolution, c'était une révolution en 1900, en 1910, alors que la France était analphabète, mais je me permets de vous dire que la France sait lire et écrire, maintenant, et qu'il faut aller plus loin.
De toute façon si les Socialistes sont révolutionnaires quand ils font uniquement des groupes scolaires - qu'il faut continuer à faire - ils ne sont plus les seuls.

Mais là où ils seront d'avant-garde, c'est si, au delà du groupe scolaire, ils mettent en place des équipements sociaux, éducatifs, ces maisons de jeunes, ces foyers de jeunes qui, ceux qui fréquentent les jeunes le sentent bien, auront dans la France de demain, dans la France des prochaines années, la même place que les Cafés de la République et du Commerce.
(Applaudissements)
Par conséquent il faut constituer ces foyers, créer ces foyers, et voyez-vous, dimanche, - je me permets de citer des exemples - nous participions avec Deixonne à la création d'un foyer Léo Lagrange à Graulhet, eh bien, je puis vous assurer que ce n'était pas seulement un problème de jeunes, que c'était vraiment toute une ville qui participait autour de l'Education Populaire, autour de toutes les activités de ce foyer Léo Lagrange, et je souhaite et je suis persuadé que la tache des municipalités en sera facilitée, que derrière le foyer construit, il y en ait beaucoup d'autres qui soient créés et construits par les nombreuses municipalités Socialistes.
(Applaudissements)
Et enfin, il n'y a pas que le foyer Léo Lagrange ; il y a aussi nos JS, nos ES qui se sont exprimés tout à l'heure avec vigueur ; ils ont eu certainement raison.
Il y en a encore quelques uns qui pensent qu1 il faudrait supprimer ES, JS. Voyons dans une période aussi difficile ou le contact avec la jeunesse est vraiment laborieux, comment envisager de supprimer ces ES, JS ?
Il faut les faire travailler autrement, il faut laisser à la fédération des Foyers Léo Lagrange le soin d'une grande ambassade auprès de la jeunesse, en dehors du Parti, et les jeunes Socialistes doivent travailler différemment. Ils doivent se spécialiser beaucoup plus et c'est vrai pour le JS, et je crois que c'est vrai aussi pour le Parti.
On ne pourra pas travailler indéfiniment dans le cadre d'un parti qui n'a pas de fichier.
(Applaudissements)
L'ABC maintenant pour travailler vers une action spécialisée, pour toucher les gens, pour leur dire quelque chose qui les intéresse, c'est d'avoir un fichier.
Or, le Parti n'en a pas, et les JS, parce qu'ils ont sur ce point sans doute toujours suivi les conseils des adultes en ont un, mais il y a toujours des difficultés pour le tenir, il n'y a pas de tradition ; on n'aime pas cela eh bien, je crois qu'il faut créer.
Il vaut mieux - je me permets de le dire - un millier de jeunes dont on a le fichier, que l'on fait travailler sur des choses concrètes, sur des choses positives que trois milles jeunes dans la nature qui font tout et n'importe quoi, où l'on n'a avec eux que de vagues contrôles.
Et je me permets de dire que ce qui est vrai pour les JS, je vois bien les difficultés que cela peut poser sur le plan du Parti, mais je crois que c'est comme cela que nous devons travailler, est vrai pour le Parti. Alors moi, je vois des sections spécialisées de jeunes ouvriers, de jeunes enseignants, de jeunes

agriculteurs, mais des Commissions qui soient des Commissions qui travaillent, des Commissions qui publient leurs résultats, et enfin il faut créer des stages d'éducation.
Le Parti depuis la libération n'a pas pu - je sais bien que cela demande beaucoup de moyens financiers - créer d'école de cadres. La seule école de cadres, de cadres c'est beaucoup dire, c'est les JS qui ont lancé en 1950 leur stage national et ils ont le mérite qu'il y ait depuis un stage où une cinquantaine de jeunes sont rassemblés tous les ans. C'est insuffisant ! et on a pris l'habitude de se rassembler... mais il vaudrait mieux voyager.
Le stage de formation de base pour des jeunes Socialistes devrait sans doute passer par la Suède, par Israël, devrait peut-être les amener en Algérie.
Tout cela est beaucoup plus facile qu'hier et en particulier avec la fédération des Foyers Léo Lagrange qui pourra vous aider sur ce plan.
Et puis parallèlement à cela, il faut des stages spécialisés ; il faut qu'il y ait une élite de jeunes qui se sont engagés, qui veulent travailler pour le Parti, il faut les former, les former durement, les former véritablement avec des normes qui soient des normes impératives.
Et enfin, chaque fois que c'est nécessaire, nous avons été quelques uns à penser qu'à côté de la structure horizontale du Parti, il faudrait une structure verticale. Je sais bien tous les problèmes que cela pose, je sais bien que ce n'est pas du jour au lendemain que l'on pourra mettre sur pied une structure verticale, mais je pense que dans un certain nombre de domaines, nous pourrions dès maintenant prendre la décision de la mettre en place, et je prends un exemple :
Il n'est pas possible que nous n'essayions pas de monter à l'assaut de ce quartier Latin, et je crois que nous pourrons le faire en nous organisant. Mais si vous voulez rassembler les étudiants qui sont au Quartier Latin, il ne faut pas leur dire d'aller dans les sections du Parti, de se répartir dans les sections de leur domicile, etc. ce qui n'a pas de sens. Il faut créer un Paris Latin ou les jeunes Socialistes étudiants viendront se rassembler et il faut surtout, parce que cela paraît primordial, en faire des sections de plein exercice, des sections à part entière… (applaudissements)… qui en particulier prendront la responsabilité de discuter du texte A, et du texte B, et de tous les problèmes qui se posent au Parti.
Eh bien, je crois, si je pense qu'une structure verticale est impossible à faire du jour au lendemain, que le prochain Comité directeur, le Secrétariat Général pourraient donner le feu vert pour la mise en place d'un certain nombre de sections de jeunes de plein exercice, et en particulier dans le milieu étudiant bien localisé, bien particulier, et cela nous permettrait de travailler.
Et enfin, sur le plan des méthodes, c'est là je crois que nous avons le plus à faire. Je sais bien les innombrables difficultés, mais bien souvent nous faisons des réunions, un orateur parle, il y a des questions, très peu de questions, eh bien, cela ça ne plait pas aux jeunes, Les jeunes sont habitués davantage maintenant à un espèce de coude à coude, tout le monde autour d'une table, chacun expose ses

problèmes, et celui qui est venu de Paris fait la somme des problèmes et répond concrètement aux problèmes posés, aux questions précisées.
Voilà ce que je voulais vous dire en ce qui concerne la jeunesse. Alors vous me direz, il n'y a pas qu'un problème de structure ; il y a également un problème de programme. Eh bien, vous me permettrez de ne pas aborder ici ce problème de programme parce que à vrai dire, il n'y a pas un programme pour la jeunesse et un programme pour les moins jeunes ; il y a le programme du Parti, un point c'est tout, et j'estime que rapporteur de cette Commission, je n'ai point à rapporter sur ce problème de programme, mais nous avons des idées, nous les avons dites dans les bulletins intérieurs du Parti et si vous voulez bien, je me permettrai de revenir à cette tribune dans le débat politique générale comme cela m'apparaît tout à fait normal.
Et je voudrais terminer en disant bien sûr, il n'y a pas de magie ; faites de la politique, vous aurez une belle jeunesse, c'est sûr, mais c'est vrai qu'en 1963, il y a des problèmes spécifiques de jeunes, il y a des façons particulières de prendre les jeunes, il y a toute une infrastructure qu'il faut créer et c'est là qu'il y a nécessité d'une organisation de jeunesse, c'est là qu'il y a nécessité de se pencher sur ces problèmes particuliers.
En tous les cas, malgré les difficultés de la tâche et surtout l'immensité de cette tâche, nous en avons les éléments, ce qu'une poignée de jeunes avec des adultes qui nous ont sans cesse apporté leur appui - et je voudrais saluer Malacrida, Deixonne, Caillieret - ont réussi en partant de la Cité Malesherbes avec une machine à écrire, pour créer une association d'éducation populaire dont le budget est de 300 millions d'anciens francs, qui draine des jeunes, qui a des liaisons avec l'Afrique, qui en Algérie a reçu au moment de la guerre 800 jeunes tous les ans avec qui nous sommes en contact, ce que ces jeunes ont réussi à faire, si tout le Parti veut bien se préoccuper de ce problème, si les municipalités veulent bien nous apporter leur appui, nous pouvons le faire et je suis sûr que c'est une immense jeunesse qui se groupera autour de nous.
En fait, nous n'avons pas le choix, ou bien pour le Parti il s'agira d'entrer dans l'histoire - ce que je ne lui souhaite pas - ou bien il lui appartiendra de préparer l'an 2000.
En ce qui nous concerne, nous voulons préparer l'an 2000.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jeanne Brutelle au nom de la Commission nationale Féminine.

Jeanne Brutelle

Nous avions rompu avec la coutume que la Secrétaire des Femmes intervienne à la tribune du Parti. Il y a deux ans, nous n'avons pas jugé utile de prendre dans les débats quelques minutes pour faire entendre notre voix.

Cette année, la conjoncture récente fait que non seulement notre intervention est nécessaire mais indispensable.
C'est donc au nom du comité national des Femmes et au nom de la fédération que je prends la parole aujourd'hui.
Plus que par le passé, camarades, il me faut d'abord votre compréhension.
Dans nos tournées, au sein de la fédération, pendant les deux années qui viennent de s'écouler, je me suis aperçue que trop souvent encore les camarades se font une idée fausse du rôle du comité national des Femmes et ne comprennent pas à cause de cela, les raisons que nous avons de le maintenir de l'élargir, de développer chaque jour davantage son action.
Je m'excuse de me répéter, il faut qu'une première chose soit claire entre nous. Il ne peut être question d'organiser un mouvement de Femmes Socialistes, un parti dans le Parti. Il n'y a pas de femmes Socialistes, de jeunes Socialistes, il y a des Socialistes, il y a le Parti tout simplement.
(Applaudissements)
Une seconde chose, camarades, a besoin d'être précisée, jamais, à mesure que se développent et se développeront nos activités, nous ne réclamerons que soient prises dans le Parti, pour les femmes, des dispositions de faveur.
Il fut un temps, après la libération, où l'on recommandait spécialement de mettre les femmes en bonne place sur les listes électorales. Nous ne vous demanderons jamais autre chose que de leur faire leur juste place en fonction de leurs qualités individuelles et de leur dévouement au Parti. C'est à égalité de droits et de devoirs que doivent être considérés dans le Parti la militante et le militant.
(Applaudissements)
Mais, pourquoi alors, me direz-vous, éprouvez-vous le besoin d'un comité national de Femmes, de Commissions fédérales, de Commissions à l'échelon des grandes sections ? Ne croyez surtout pas, camarades que cela correspond à un quelconque besoin de nous grouper entre femmes. Si c'était cela, je vous l'avoue, je n'en verrais pas l'intérêt. Le Socialisme plaçant sur un même pied d'égalité de droits les hommes et les femmes, il ne peut être question de séparer l'action politique des hommes de l'action politique des femmes.
Mais des différences de nature, de réaction, de comportement, de position sociale, bien évidentes entre l'homme et la femme, il résulte que pour être efficace la propagande du Parti doit prendre des formes différentes et recourir à des méthodes ou procédés différents, selon qu'elle s'adresse aux militants ou aux militantes, aux hommes ou aux femmes.
C'est donc pour répondre tout particulièrement à ce besoin et quelquefois pour offrir au dévouement des femmes des tâches auxquelles elles sont mieux préparées que les hommes, que s'est constituée à l'intérieur même du Parti, une organisation spécialisée, composée parfois uniquement de femmes, parfois de femmes mais auxquelles des camarades hommes acceptent très souvent de bon gré d'apporter leur collaboration.

Certes, notre comité national comprend vingt-et-une femmes directement élues, non pas par la conférence des Femmes, mais par le Congrès du Parti lui-même. Le comité national, tout comme les autres organismes spécialisés du Parti, et tout comme les groupes parlementaires eux-mêmes, est placé sous le contrôle du Comité directeur, seul responsable devant les militants de l'ensemble des activités du Parti.
Dans le cadre de ce contrôle et dans le cadre de nos attributions, le comité national définit lui-même ses thèmes de propagande, d'éducation et d'action. Quelques-uns de ces thèmes peuvent être retenus, et beaucoup de camarades hommes parmi ceux que le Comité directeur nous a délégués, travaillent avec nous.
Ces délégués du Comité directeur participent à nos discussions, veillent à ce que nos activités se développent conformément au cadre fixé par le Parti, mais ne participent au vote lorsqu'il s'agit de prendre des décisions.
Il vous arrive encore, camarades de faire des réflexions un peu trop faciles, un peu exagérées, sur la façon dont les femmes, les "bonnes femmes" comme vous dites, travaillent entre elles. Je concède que tout n'est pas faux dans vos propos, mais ce n'est pas particulier au sexe dit faible que d'avoir des éléments plus ou moins valables et d'ailleurs au fond, cela est tout à fait secondaire.
Je ne vois même pas pourquoi dans les Commissions fédérales ou dans les groupes auprès des sections, des camarades hommes ne s'associeraient pas aux femmes pour tenter de réaliser les tâches que nous nous sommes fixées.
Quelles sont ces tâches, camarades ? Elles tiennent dans une simple phrase : notre souci, notre seul souci, est de travailler au renforcement du Parti et au développement de son rayonnement.
Vous le savez, nos Commissions peuvent jouer un grand rôle d'étude dans les matières qui intéressent la défense morale et matérielle du foyer. C'est certes là une grande tâche. C'est aussi croyez-moi, une tâche délicate. Une idée autrefois était entrée dans les esprits, elle reste d'ailleurs encore dans le cœur de quelques camarades, sous prétexte de goût, de compétence, les femmes étaient reléguées uniquement dans des activités spécifiquement féminines, des activités sociales, des activités de Petites Sœurs des Pauvres, de dames patronnesses.
Nous ne sommes en aucun cas une association familiale, mais cela ne nous empêche pas de travailler fraternellement avec Germaine Vauthier et la Commission Familiale du Parti. Nous ne sommes pas non plus une Commission d'entraide. Mais cela ne nous empêche pas de marcher aussi la main dans la main avec Roger Parmelan et l'Entraide Française, et de leur apporter régulièrement notre aide dans tous les cas douloureux, Fréjus, les grévistes Belges, les mineurs, et j'en passe.
Depuis 1948 d'ailleurs, le Parti a bien pris soin par décision du Comité directeur, de préciser quelles étaient les activités de ces différentes Commissions et de séparer ces activités, Commissions Familiales, entraide ouvrière, comité national des Femmes.

Comment donc, comité national des Femmes, travaillons-nous au renforcement et au rayonnement du Parti ?
Par la propagande auprès des femmes bien sûr, par le recrutement chez les femmes, par l'éducation politique des femmes.
Vous savez, camarades, les Femmes votent. Vous le savez...

Dans la salle - Malheureusement !

Jeanne Brutelle - Malheureusement dit un camarade. Moi, je ne le pense personnellement pas, mais le Parti Socialiste, que je sache, a été celui, et c'est normal, qui a demandé le vote pour les femmes. A ce moment-là le camarade avait peut-être une attitude différente.
(Applaudissements)
Les femmes votent, camarades, heureusement ! au nom de la Liberté, au nom du Socialisme. Et elles représentent plus de la majorité du corps électoral. Elles représentent 53,8% du corps électoral. Ça, c'est un fait.
On nous dit "qu'est-ce que ça peut faire ? La femme vote comme le mari".
D'abord, on n'en est pas sûr. Et puis, on n'est pas sûr non plus, on n'ose pas le dire, du nombre de femmes qui influencent, et c'est le contraire, leur mari.
Combien de femmes, et ça c'est malheureux, la veille du scrutin, ne savant pas le bulletin que le lendemain elles mettront dans l'urne. Je ne parle pas des femmes Socialistes bien sûr, qui savent très bien ce qu'elles vont voter, connaissent la position du Parti la veille d'un scrutin, mais je parle des autres, des femmes en général.
Et, si vous ajoutez à cela que le corps électoral compte 27% de femmes seules, 53% de femmes dans le corps électoral disais-je, sont inscrites sur les listes électorales et le Parti ne compte que 16% de femmes dans ses rangs.
Pensez-vous aussi à ce que représentent les associations paroissiales, les curés, les associations de Ligues féminines, Catholiques de tous ordres, les associations Communistes de tous ordres aussi, et l'Union des Femmes Françaises.
Savez-vous, camarades, que pendant les années qui vont venir, à partir de 64, chaque année 800 000 jeunes seront inscrits sur les listes électorales, et sur ces 800 000 jeunes il y a 420 000 femmes.
Où en serons-nous d'ici quelques années en pourcentage féminin dans le corps électoral ?
Pensez-vous aussi que dans le domaine de l'Internationale, en Autriche par exemple, le Parti Socialiste compte 45% de femmes dans ses rangs ? En Allemagne, 35%. D'ailleurs, l'Italie mise à part, tous les autres Partis Européens nous dépassent sur ce terrain.
Je sais bien qu'à ce que je viens de vous énoncer, beaucoup de camarades hommes en particulier, répondent quand je leur dis ce que je viens de vous dire

"mais tu ne vas pas comparer la réaction des femmes de France a la réaction de la femme autrichienne ou de la femme allemande !"
C'est vrai, il y a des habitudes différentes. C'est vrai, en France nous avons moins de discipline librement consentie. Surtout nous les femmes, c'et vrai. Mais comment expliquez-vous alors le nombre de femmes de France dans les rangs du MRP, dans les rangs du Parti Communiste, comment expliquez-vous que le MRP ou le PC aient plus que nous des femmes dans leurs rangs ? Ce sont pourtant des femmes de France, qui réagissent avec la même mentalité que nous et avec aussi peu de discipline que nous.
Non, camarades, il y a un problème. Que les conditions ne soient pas les mêmes, c'est certain, qu'il y ait mentalité différente c'est sûr, mais que l'effort d'organisation et de propagande de notre Parti en direction des femmes soit insuffisant c'est évident. C'est pourquoi depuis plusieurs années notre objectif, notre premier objectif a été d'engager une campagne pour le recrutement féminin. Nous n'ignorons pas, nous nous heurtons à cela chaque jour, que le recrutement est plus difficile encore auprès des femmes que des hommes. Vous savez tous par expérience combien il est difficile actuellement d'augmenter les effectifs d'une section. Vous le savez parce que vous avez des sections en main, nous le savons parce que nous en avons aussi, et croyez-moi, c'est encore plus difficile de faire entrer au Parti une militante qu'un militant. Nous savons aussi que la femme française manque plus que l'homme de maturité politique. C'est un retard qu'il faut combler, mais en aucun cas nous ne pouvons généraliser car il nous arrive de rencontrer des éléments féminins moins bien que la moyenne des éléments masculins.
Le Parti nous aide-t-il dans ce domaine comme il le devrait ? Honnêtement je ne le pense pas. Certes, grâce aux secrétaires fédéraux de plus de soixante fédérations, je les remercie tout particulièrement, déjà depuis plus de trois ans nous avons réussi à constituer un fichier qui nous sert et qui est notre instrument de travail. Ce résultat n'avait jamais été atteint et nous continuons à espérer, à lutter, pour que les trente fédérations en sommeil se réveillent et nous aident à compléter ce fichier.
Certes, et c'est beaucoup plus grave encore, nous avons les préjugés à démolir. Ces préjugés sont enracinés, vous le savez, vous le dites vous-mêmes dans les esprits par 2 000 ans de civilisation chrétienne. Les femmes sont prises à la maison, les femmes ont leur rôle de ménagères, d'épouses, de mères à assurer. Tout cela est vrai. Mais à cause de l'augmentation du coût de la vie, de plus en plus, à cause de l'accroissement des besoins et aussi par une mentalité nouvelle dans la jeunesse, chez la jeune femme en particulier, la femme travaille, la femme sort de la maison, travaille au bureau, à l'usine, dans les champs, dans les professions libérales même. Quoi de plus logique d'ailleurs, pour un jeune ménage qui n'a plus à lutter comme vous l'avez fait pour la plupart d'entre vous, comme l'ont fait ceux d'avant 36, que de travailler a deux actuellement, pour acquérir ce qui est leur but, quelquefois le frigidaire, le scooter, la machine à

laver ? Quoi de plus logique aussi pour les jeunes femmes que de se sentir plus libres si elles travaillent à l'extérieur, en apportant par leur salaire leur pierre à la maison commune ? Penserez-vous que cela vient en contradiction avec ce que j'ai dit tout à l'heure ? Non, vous direz "ça ajoute aux travaux de la femme au foyer, les travaux de la femme à l'extérieur". Ce serait vrai et je le concède, si l'on compare à il y a seulement dix ans, quand on parlait de ménages de militants. Je me souviens dans les premiers Congrès nationaux où j'étais déléguée de la fédération de l'Aude, on citait en exemple un ménage Routier ou Gauthier. Ils étaient de rares ménages où le mari savait rester à la maison, garder les gosses quelquefois, en laissant sa femme militer à la fédération. Mais le problème n'est plus le même. La mentalité a évolué, Maurois le disait tout à l'heure, et il existe de plus en plus un état d'esprit chez les jeunes ménages en particulier, qui veut que le mari seconde la femme aussi bien dans les travaux de la maison que dans les gardes des gosses quand il y en a. Vous n'avez qu'à ouvrir les yeux autour de vous. Vous n'avez qu'à seulement un jour de marché, sortir, aller faire vos courses et vous me direz si vous ne rencontrez pas en attente chez le laitier ou le boucher, autant d'hommes avec leur sac à provision au bras, que de femmes.

Quels sont les Secrétaires de section, les Secrétaires fédéraux, même les membres du Comité directeur qui ont vu qu'il y avait là quelque chose de changé et qu'il fallait travailler, battre le fer quand il est chaud. Ils sont rares je vous assure ceux qui ne se sont pas contentés de ne rien voir ou de faire semblant. Ils sont nombreux ceux qui continuent à penser que les femmes les ennuient, en politique entendons-nous, pas ailleurs. Ils sont nombreux ceux qui continuent à nous critiquer parce qu'ils en sont restés à il y a quinze ans, quand il fallait automatiquement une femme en seconde position sur les listes électorales. Nous le répétons, nous ne cessons de le répéter, c'est une erreur, nous l'avons corrigée, mais croyez-moi, on ne le sait pas encore assez.

Je sais bien hélas que trop souvent aussi il y a une part de paresse chez nous. Et cette paresse nuit au Parti tout entier. Je sais bien encore que les femmes n'osent pas assez par une sorte de fausse pudeur, je dis fausse parce qu'il ne doit pas y avoir de pudeur quand le Parti est en cause, prendre la parole aux discussions dans les sections et les fédérations, lorsqu'il s'agit de domaines et de débats politiques. Elles ont peur d'être ridicules. Nous avons peur de prendre la parole il faut dire les choses comme elles sont, mais sommes-nous toujours encouragées et mises dans un climat de confiance et de fraternité qui peut seul nous faire sortir de notre coquille ? Ça, camarades, je vous laisse le soin d'y répondre. Je sais aussi que dans cette difficulté de recrutement auprès des femmes, la femme autant d'ailleurs que l'homme, a peur de violer les consciences et je m'explique : nous avons peur de faire voir notre point de vue à l'extérieur, nous avons peur de dire "nous sommes Socialistes" et pourquoi. Nous le sommes au fond de nous, nous le sommes à l'intérieur de nos assises, mais nous ne le proclamons pas assez et c'est de cela que vient la supériorité numérique des femmes dans le

MRP ou le PC car elles n'ont pas peur de dire qu'elles sont pratiquantes catholiques ou Communistes.
(Applaudissements)
Voilà pour le recrutement et la propagande. Il y a un point que je ne saurais oublier, qui est essentiel, c'est le problème de l'éducation des femmes. C'est le rôle de notre comité national de donner au Parti sur des sujets que nous sentons plus que les hommes notre point de vue. Je voudrais simplement citer quelques-uns de ces sujets. La réforme des régimes matrimoniaux, l'adoption, le planning familial en tout premier lieu, le divorce par consentement mutuel qui va faire l'objet à partir d'octobre d'un projet que les camarades belges ont soumis, que le Parlement Belge a adopté et sur lequel déjà Betty Brunswig travaille. C'est elle qui est chargée des problèmes juridiques, pour que la Commission puisse travailler à partir d'octobre. Comment pouvons-nous faire cette éducation ? Cette éducation auprès des femmes, camarades, elle se fait d'abord grâce à vous tous.
Il ne sert de rien à Paris de parlotter en bureau national, si nous n'avons pas la possibilité de faire entendre notre voix et d'en faire profiter nos camarades et pour faire profiter les camarades de nos travaux, quels sont les outils dont nous disposons ?
D'abord, notre revue. Notre revue, "Femmes", aidée par le Parti à son lancement, elle a fait partie des publications du Parti, qui en 62 ont presque bouclé seules, et cette année elle boucle.
J'entends souvent dans des fédérations des camarades me dire "mais cessez avec toutes vos petites publications, mettez tout en commun, faites un grand journal du Parti, un quotidien, un hebdomadaire, faites ça et puis vous aurez là-dedans une page ou urne demi page suivant l'importance du journal, et ça fera choc, et ça fera mieux." Bien sûr, ça serait mieux, mes camarades, d'additionner les budgets des petites publications et voyez si l'on arriverait aux 100 ou 200 millions qu'il faudrait pour lancer un hebdomadaire du Parti, un grand journal du Parti.
Actuellement puisque je vous ai dit que "Femmes" boucle supprimer "Femmes" servirait à quoi ? Ca servirait à rien pour le Parti puisque ça lui coûte rien et ça nous priverait d'un outil de travail, d'un moyen de liaison et de propagande.
Un deuxième souci de travail sont les circulaires auprès des sections et là aussi beaucoup de circulaires ne passent pas l'écran du Secrétariat fédéral.
Un troisième souci, ce sont nos réunions en province.
Là, je souhaite vivement que pendant l'exercice 1963-1965 qui arrive, nous soyons nombreuses à tourner et que nombreuses soient les fédérations qui nous ouvrent leurs portes ; je remercie celles qui l'ont déjà fait, je le sais, parce qu'elles nous l'ont dit et écrit, elles n'ont pas eu à le regretter et nous non plus, nous demandons aux autres d'en faire autant.
Enfin, l'outil le plus efficace à notre avis serait la présence des femmes dans les assemblées locales, dans les assemblées cantonales ou dans les assemblées nationales.

Qui mieux qu'une femme, parce qu'elle est femme, parce qu'elle est souvent mère, sait si elle est conseillère municipale s'occuper du problème de l'enfance, de la vieillesse, en un mot secourir la misère ?
Je connais, je vous assure, des conseillères municipales qui n'hésitent pas à aller souvent manger à la cantine des gosses à l'école, ou au foyer des vieux, pour savoir si la nourriture qu'on donne aux enfants ou aux vieux est saine et bonne.
Qui mieux qu'une femme sait, sur le plan cantonal s'occuper du développement des colonies de vacances, de l'aide sociale, de la salubrité, de la coquetterie même du canton ?
Qui, enfin, mieux qu'une femme sait, au Parlement, attirer l'attention de ses collègues masculins sur des projets de loi intéressant l'enseignement, la jeunesse, les loisirs, la famille, etc. ?
Le passé nous l'a prouvé, et je ne citerai pour mémoire que quelques noms : Suzanne Laccore, en 1936, plus tard Rachel Lempereur, Madeleine Lesague (?) Germaine Degrond, que celles que j'oublie, et j'en oublie certainement, m'excusent,
Le passé, je viens de vous dire, camarades, oui, c'est du passé, car actuellement, le groupe Socialiste à l'assemblée n'a aucune femme dans ses rangs ! Seule Irma Rapuzzi siège au sénat !
Je sais bien que l'UNR n'a pas laissé beaucoup de place aux autres partis, je sais bien que nous n'avons que 66 députés, mais, une fois de plus, ouvrons les yeux, les autres partis ont des femmes élues, l'UNR, bien sûr, s'est taillée la grosse part du gâteau, mais le MRP, le Parti Communiste ont des femmes !
Notre parti veut être à l'avant-garde de toutes choses, mais il ne l'est pas dans ce domaine ; on a trop méconnu à l'intérieur du Parti un élément qui pourtant pèse lourd dans la balance électorale, un élément essentiel à cause du pourcentage : les femmes.
Pas à l'avant-garde, oui, et si je reprends un exemple que je site en réunion fédérale, certains d'entre vous vont sourire, je dirai que tandis que le leader de charme de l'UNR, Chaban-Delmas s'est adressée, bien mal, d'ailleurs, à la télévision, au corps électoral féminin, nous n'avons rien fait !
Je voulais attirer votre attention là-dessus et vous parler longuement des assemblées élues par les électeurs du pays.
Je sais que c'est un argument de poids dans le domaine politique, mais je n'oublie pas de vous parler d'assemblée plus importante à nos yeux de militantes, je veux parler du nombre de femmes au Comité directeur.
Jean-Jacques Piette, en 7ème section d'abord, puis dans les amendements parus dans le cadre des textes élaborés en préparation au 54ème Congrès national dans le Bulletin intérieur 128 dit, je cite :
"Le Congrès national désigne à chaque renouvellement du Comité directeur, et obligatoirement, au moins deux membres des Jeunesses et deux membres des organisations féminines, le nombre de membres du Comité directeur serait augmenté d'autant".

Fondation Jean Jaurès

Nous sommes nombreuses, camarades, à ne pas être d'accord. Nous ne sommes pas d'accord, parce que nous sommes choqués par le mot "obligatoirement". J'ai longuement discuté avec Jean-Jacques Piette, avec Piette aussi et j'en reviens à ce que je vous disais tout à l'heure : au même titre qu'il serait stupide de mettre automatiquement des femmes, parce que femmes, en deuxième position sur les listes électorales, il serait stupide de commettre la même erreur au Comité directeur.
Mais, par contre, après avoir discuté avec Jean-Jacques Piette et avec Piette et avoir vu le chemin qu'ils avaient fait pour en arriver là et surtout celui qu'ils avaient fait pour en arriver à l'article "Egalité des chances" paru dans le n° du bulletin intérieur 128 de Points de vue et Controverses, nous devons dire que nous sommes toutes d'accord et que nous considérons avec eux qu'il est anormal que les femmes soient aussi peu représentées au Comité directeur, et, avec eux, nous pensons, je cite leurs propres phrases : "qu'elles ont leur mot à dire dans la délibération et la décision".
Il va vous être facile de me dire que la liste des candidats au Comité directeur ne comporte pas de femmes ; c'est vrai, mais si vous vous souvenez qu'il y a quelques années, et pendant une bonne dizaine d'années de suite, notre Secrétaire nationale, chaque année, était automatiquement candidate et automatiquement battue, vous comprendrez que, chat échaudé craint l'eau froide !
Il va vous être facile de penser que je suis venue à la tribune pour revendiquer la place des femmes au Comité directeur, ne le croyez pas, mon but n'est pas celui-là, il n'a jamais été question, camarades, pour nous d'assurer la présence de femmes aux représentations du Parti, ni d'exiger qu'automatiquement leur soit réservé, dans les diverses assemblées un pourcentage de sièges.
Une telle exigence serait contraire au principe de l'égalité des droits, mais nous sommes sures que dans un prochain Congrès, nous aurons plusieurs candidates à soumettre à vos suffrages.
Nous savons, camarades, que si les femmes, et ce sera notre conclusion sur ce point, étaient respectées et leur action comprise, elles ne réclameraient pas de faveurs.
Elles doivent par un effort constant d'éducation et par leur dévouement au Parti se signaler à l'attention des militants au même titre que les hommes et se placer sur un même plan d'égalité et de mérite si elles veulent être désignées pour occuper des postes de responsabilité. Toute autre méthode doit être repoussée comme contraire au principe d'égalité et aussi, et c'est important, comme contraire à notre dignité.
J'ai été longue, camarades, je m'en excuse, mais à l'heure où les idées Socialistes attirent un nombre croissant d'hommes et de femmes, il était de notre devoir de vous poser le problème.
Rares sont les orateurs qui l'abordent dans nos assises nationales. Parmi les camarades qui ont écrit dans Point de vue et Controverses peu en ont parlé, j'ai

cité Piette, je ne dois pas oublier Lavergne (?) et surtout une mention spéciale à Maurois et Fajardy.
Nous ne cessons, depuis des années, de répéter le problème de la jeunesse est intimement lié à celui des femmes ; à la maison, la mère a plus qu'on ne croit d'influence sur les enfants, surtout sur les garçons.
Nous sommes donc heureuses de lire, sous la plume des spécialistes de la jeunesse "le renouveau de notre Parti passe par l'adhésion d'un plus grand nombre de femmes" et de voir par eux posé le problème, pas d'encouragement dans la mentalité suffragette, mais l'établissement d'une réelle politique d'émancipation féminine.
(Applaudissements)
Il faut, camarades, pour en arriver là lutter contre une sorte de routine, de conformisme, de paresse même qui nous empêchent d'ouvrir les fenêtres et de regarder le monde extérieur. Pourtant nos grands penseurs nous ont ouvert la voie. C'est leur rester fidèles que de lutter dans ce domaine.
Je pourrais citer Guesde, Jaurès, mais plus près de nous Léon Blum n'a t-il pas dit :
"Vous avez peur de la nouveauté, vous n'en voulez pas dans la confection d'élites, dans le choix des candidats, vous n'en voulez pas quand elles se présentent comme un apport de forces fraiches que vous avez accueillies au lendemain de la libération avec réticence, avec méfiance".
"Vous avez cette même nostalgie du passé, cette méfiance et presque ce dédain vis-à-vis des femmes et des jeunes, vous ne faites pas de place aux femmes sur les listes électorales, vous ne considérez les jeunes que comme des recrues".
Combien ce passage malheureusement est encore d'une brûlante actualité !
Voyez, camarades, avant de conclure, combien j'avais besoin de votre amitié, de votre compréhension. Je vous remercie de m'avoir écoutée avec autant d'attention ; vous savez, la tribune du Congrès national est une tribune terrible et grâce à vous, sans trop trembler, j'ai pu arriver à la fin de mon exposé !
Je ne vous surprendrai pas en vous disant en concluant que les militantes souhaitent que sorte de ce 54ème Congrès national un texte qui, mieux que les trois lignes du Bulletin intérieur, pose les problèmes, et trace d'une façon concrète les tâches du Parti dans leur domaine.
C'est pourquoi je dépose, au nom de nous toutes, sur le Bureau du Président un amendement au programme intitulé "les tâches de la démocratisation".
Camarades, continuez ou commencez à nous faire confiance. Si vous voulez travailler au renforcement du Parti, à l'augmentation de ses effectifs, ne nous faites pas un sort à part, aidez-nous.
Ensemble, nous renforcerons le Parti, ensemble, nous assurerons la victoire de la République démocratique et Socialiste, et je terminerai en livrant à votre méditation cette pansée adorable de Sekou Touré :
"Lorsque dans le domaine éducatif, vous formez une femme, vous ne formez pas un individu, vous formez une famille.

(Applaudissements)

Le président - Quelqu'un demande t-il encore la parole sur le rapport général d'activité ?
La parole est à Bonnemaison, Seine.
Je demande à ceux qui prendront la parole maintenant de vouloir bien être le plus bref possible.

Bonnemaison

Camarades, je répondrai à l'appel du Président en étant bref.
Je veux simplement apporter une observation au rapport qu'a fait Maurois tout à l'heure et vous signaler que quand on souhaite que l'intérêt porté aux réalisations culturelles, et j'ajouterai aux réalisations sportives, soit le même que l'intérêt porté aux réalisations scolaires, notamment par les municipalités, il serait souhaitable, et je pense que le Congrès devrait se préoccuper de cela, de demander que le taux de part subventionnable qui est de 50% pour les réalisations scolaires soit portée au même taux en ce qui concerne les réalisations culturelles et les réalisations sportives.
A l'heure actuelle, dans le meilleur des cas, on peut obtenir pour la construction d'un stade ou pour la construction d'une maison de jeunes 50% de subvention, et bien souvent ce n'est que 40. Si vous parlez d'un stade, on vous supprimera, par exemple, tout ce qui est tribune, tout ce qui partie considérée comme spectacle ; alors que l'on accepte de subventionner un stade de 100 000 places, on refusera à une ville de 20 000 habitants d'avoir 2 à 300 places pour faire asseoir les spectateurs, ne serait-ce que les parents des jeunes sportifs qui viennent assister à une représentation, à un match sportif ou autre !
Alors, camarades, moi je suis bien convaincu qu'aujourd'hui le combat pour les maisons de jeunes, le combat pour la création de stades est aussi important qu'il y a trente ou quarante ans le combat pour les créations scolaires.
Demandons donc que là aussi il y ait égalité des chances, demandons la parité entre la réalisation culturelle ou sportive et la réalisation scolaire ; c'est la seule chose que je voulais vous dire, camarades.
(Applaudissements)

Le président - D'autres camarades demandent-ils la parole ?
Personne ? Alors, je mets aux voix le rapport général d'activité. Que ceux qui sont partisans de l'adopter veuillent bien lever la main avec la carte rouge ?
Avis contraires ?
Il n'y en a pas.
Abstentions ?
Il n'y en a pas.
Adopté à l'unanimité.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Nous passons au rapport de la Commission nationale des conflits qui figure à la page 169 de la brochure sur le 54ème Congrès.
Quelqu'un demande t-il la parole sur le rapport ?
Personne ? Je le mets aux voix, que ceux qui sont partisans de l'adopter veuillent bien le manifester en levant la main ?
Avis contraires ?
Abstentions ?
Il n'y en a pas.
Adopté à l'unanimité.
L'ordre du jour appelle le rapport de la Commission nationale de contrôle, imprimé à la page 165 de la même brochure.
Personne ne demande la parole ?
Je ferai remarquer simplement qu'un des camarades est extrêmement fort, puisque pour 6 réunions, il a été 4 fois présent … et 3 fois excusé !
(Rires)
Erreur d'impression, me dit-on !
Personne ne demande la parole ?
Je mets ce rapport aux voix ; que ceux qui sont partisans de l'adopter le manifestent en levant la main ?
Avis contraires ?
Il n'y en a pas.
Abstentions ?
Il n'y en a pas.
Adopté à l'unanimité.
L'ordre du jour appelle le débat sur les institutions publiques, mais je suis saisi par la fédération du Nord d'une motion préjudicielle demandant le retrait de l'ordre du jour de cette question et c'est pourquoi vous serez tous d'accord pour donner par priorité la parole à l'auteur de la motion, notre ami Augustin Laurent.

Augustin Laurent

Je vais essayer de répondre à l'appel du Président, c'est-à-dire de faire l'effort indispensable pour limiter au maximum ma présence à cette tribune. Au demeurant, le Congrès sait bien que je ne suis pas un utilisateur abusif de sa tribune.
Camarades, je viens au nom de ma fédération demander le retrait de l'ordre du jour du problème des institutions publiques et nous proposons que cela soit fait tout de suite, et avant même qu'on engage la discussion sur le problème.
A cet effet, comme vient de vous l'indiquer notre camarade Président, nous avons déposé une motion dont le caractère préalable ne fait aucun doute et la recevabilité n'est pas non plus contestée.
Dans ces conditions, il devrait être entendu entre nous que pour la combattre cette proposition, ou même l'appuyer, on n'entrera pas dans le fond de la discussion du problème en question.

Fondation Jean Jaurès

Vouloir aborder le fond par le biais d'une discussion sur une motion préalable, serait à la fois illogique, paradoxal, et assurément une très mauvaise méthode.
Sous le libellé "institutions publiques", le problème constitutionnel est posé, si j'ose dire, et on demande au Congrès de se prononcer sur deux thèses qui s'affrontent. L'une a pour promoteur et rédacteur notre camarade André Chandernagor, et s'intitule "Pour un régime présidentiel", l'autre, par opposition au régime présidentiel, préconise un régime parlementaire réformé, et elle a pour auteur, chacun le sait, notre camarade Guy Mollet.
Pour André Chandernagor, il s'agit, bien entendu, de se prononcer en faveur d'un régime présidentiel reposant sur les dispositions constitutionnelles, qui réaliserait un réel équilibre des pouvoirs, en même temps qu'il assurerait la stabilité gouvernementale.
Pour notre ami Guy Mollet, il s'agit d'instaurer un système assurant la stabilité par des clauses constitutionnelles, comme le dissolution automatique, le contrat de législature notamment, tout en redonnant au Parlement sa mission de contrôle.
Je dois vous dire tout de suite, camarades, que ma fédération, unanime, s'est refusée à, aborder la discussion de ces textes en présence. Elle les a écartés tous les deux, et elle n'a même pas accepté le vote indicatif que proposait un camarade pour le cas où la motion préalable déposée serait rejetée par le Congrès.
Voyez-vous, camarades, notre préoccupation dominante était et reste d'écarter toute discussion et tout vote qui, à notre avis, serait absolument inopportun et intempestif.
Je voudrais maintenant vous dire, vous énumérer, sans les analyser trop longuement, bien sûr, les motifs qui ont dicté notre position.
Oh, bien sûr, est-il besoin de le dire, loin de nous l'idée de considérer le problème comme mineur ou négligeable.
Non. Maie, est-ce que le Congrès a vraiment l'impression qu'il s'agit ici d'une affaire si pressante qu'il faille la régler, la trancher dans l'immédiat, et de la manière que l'on sait ?
Par quoi, par quelle nécessité politique impérieuse serions-nous ainsi acculés, contraints de prendre, nous Parti Socialiste, une initiative en matière de constitution ? Est-il de l'intérêt du Parti de prendre la vedette et de s'offrir en cible dans ce domaine ? Est-il absolument nécessaire de consacrer une très large partie du Congrès à une telle discussion, et je dis très large car elle le serait si nous abordions la discussion sur cette affaire ? Est-il opportun, et surtout sage, que nous nous comptions là-dessus... je ne dis pas que nous nous divisions ? Allons-nous aujourd'hui, par un vote spectaculaire, fracassant, nous classer en parti sans doute adversaire du régime présidentiel, ou adversaire ou partisan du régime parlementaire réformé, modifié ?
Camarades, en demandant le retrait de cette question, je n'ai pas le sentiment que nous demandions au Parti de se soustraire à un devoir quelconque. Non.

Fondation Jean Jaurès

Pour l'heure, selon moi, selon nous fédération du Nord, dans ce domaine notre devoir me paraît tout de même assez simple, et je dis bien dans ce domaine.
Il y a des problèmes à l'Ordre du Jour sur lesquels nous allons délibérer pendant plusieurs jours, il y en a eu d'importants qui ont été évoqués, et même à propos des rapports statutaires ; je dis que, dans ce domaine particulier des choses institutionnelles, notre devoir me paraît simple, et il ne me paraît pas opportun de le compliquer. Nous devons confirmer nos critiques et notre attitude protestataire contre les violations qu'a subi la Constitution, contre l'abaissement du Parlement, du régime représentatif, Parlement et autres, et, aussi, contre le gaullisme et la forme que l'on essaie de donner à ce que l'on appelle maintenant, dans les chroniques de la presse, l'après-gaullisme, qui me paraît être plutôt, cette préparation, la préface à une sorte de néo National-Socialisme.
Cela, voyez-vous, camarades, correspondrait davantage à la conjoncture politique, et serait certainement plus conforme, croyez-nous, à l'intérêt du Parti dans l'état actuel des choses.
Au contraire, en ouvrant un débat et en faisant dès maintenant, aujourd'hui, un choix d'une portée politique considérable, dans un sens ou dans l'autre, nous allons nous prêter, prêter le flanc à toutes sortes d'incompréhensions et d'interprétations les plus extraordinaires.
On peut le regretter - ceci dit sans m'indigner - et l'on peut être sûr, camarades, que dans l'hypothèse où le Congrès vote le texte de Chandernagor pour un régime présidentiel, à l'extérieur on va traduire : "eh bien, les Socialistes se rallient à la conception qui, après tout, est la conception du Pouvoir, qui se rapproche très sensiblement de celle de De Gaulle".
(Quelques applaudissements)
Je dis "traduire", je dis "traduction"...
Si nous votons le texte de Guy Mollet, on traduira : "les Socialistes n'ont rien appris, ils nous proposent de revenir au régime d'hier, au régime d'assemblée."
(Quelques applaudissements)
Camarades, est-ce que, sur ce point, vous avez le sentiment que j'exagère ? Y a-t-il dans mon propos quelque exagération que ce soit ?
Non, camarades, et la preuve, la voici, et c'est le plus important, comme "vespéral", du pays, qui nous la donne à la minute même ; voici la présentation du problème dont nous voudrions éviter la discussion et le vote. Voici ce que dit, appelons-le par son nom, France-Soir, aujourd'hui : "Querelle des anciens et des modernes au Congrès SFIO". Il ne s'agit plus des "mous" et des "durs", il s'agit des anciens et des modernes, et je ne sais pas où je vais me placer, moi qui viens justement demander au Congrès de ne choisir ni l'une ni l'autre des thèses !
Voici, après le titre qui accroche déjà : "les premiers - c'est-à-dire les anciens - veulent revenir au régime parlementaire de 1958. Les seconds sont pour un régime présidentiel", et l'on veut bien ajouter, entre guillemets, le mot équilibré.

Collection Jean Lajus

Camarades, je sais bien qu'il s'agit ici, qu'il s'agit en ce moment, d'interprétations abusives, de déformation malhonnête de la pensée, des intentions de mes deux camarades et du Parti lui-même...
(Applaudissements)
J'insiste sur le mot "interprétation malhonnête", car il est vraiment inconcevable qu'un organe qui se prétend être le plus important de France s'abaisse à présenter les conceptions qui s'affrontent dans un parti démocratique de cette manière ; vraiment, au Congrès - si nous avions la chance de pouvoir le faire admettre - nous pourrions élever une protestation contre cette façon vraiment condamnable de présenter aux lecteurs les idées qui sont défendues dans notre Congrès !
Encore une fois, je sais bien que ce sont là des déformations de notre pensée, de nos intentions, de nos objectifs, mais personne ne peut nier que dans l'état d'esprit qui est celui de l'opinion publique actuellement il y ait là un sérieux danger, et nous commençons par en avoir la preuve…
Camarades, vous constaterez que je n'ai pas critiqué l'un ou l'autre des textes que je n'ai pris parti ni pour l'un ni pour l'autre ; j'ai essayé, objectivement, de faire apparaître que, selon moi, on commettrait une erreur, oh, je dis le mot, une erreur énorme en ouvrant un débat public sur ce problème, et je répète ma formule du début, en nous classifiant par un vote en partisans ou en adversaires du régime présidentiel, ou en partisans ou adversaires du régime parlementaire.
Bien sûr, nous ne disons pas qu'il faille classer cette affaire dans un tiroir et n'en pas parler. Bien entendu, il faudra qu'on s'en occupe ; une circonstance, un événement peut nous obliger, un jour, on ne sait pas lequel. Mais nous disons simplement : ce n'est pas l'heure ! Comme l'a reconnu du reste notre ami Chandernagor, un peu tard bien sûr, lorsqu'il dit : ce n'est pas mûr !
Si vous voulez toute ma pensés là-dessus, je vous dirai que non seulement ce n'est pas mûr dans le pays, où l'on est en train de constater une sorte d'incubation, et on ne sait pas trop ce qui sortira de cette réflexion, si tant est qu'il y ait de la méditation et de la réflexion dans ce pays, mais que ce n'est pas davantage mûr à l'intérieur du Parti, c'est-à-dire dans nos sections.
Je conteste que l'on ait vraiment, mais alors là, sérieusement, sur des problèmes de cet ordre, eu vraiment le temps, étant donné le volume des affaires sur lesquelles nous avions à délibérer pour ce Congrès, de les étudier, en tout cas je ne crois pas qu'on ait été vraiment au fond des choses dans nos sections, dans ce domaine.
Par ailleurs, a-t-on suffisamment réfléchi à la situation que pourrait créer l'adoption de l'un ou de l'autre système, par rapport à la préparation de la prochaine élection présidentielle ? Elle est peut-être plus proche qu'on ne le pense...
Je ne développerai pas cet argument, j'ai promis au Président d'être aussi bref que possible.
Je pense, toutefois, qu'en prévision de cette bataille, et dans l'ignorance où nous sommes encore de savoir comment et avec qui on va la livrer, je pense - je le

répète - qu'il est peut-être prématuré de faire un choix qui pourrait nous gêner dans la tactique que nous aurons à déterminer.
Or, camarades, nous ne devons pas être gênés dans cette affaire, de décider le retrait, car, dans la partie commune, qui était en tête des textes sur les problèmes constitutionnels, qu'est-ce que vous avez lu, qu'est-ce que nous lisons ?
Dans la partie commune - oui, il y a une partie commune, et entre parenthèses elle se termine par un paragraphe où l'on dit : au fond, nous sommes d'accord pour dire qu'on ne l'est pas ! - on invite le Parti à, se prononcer ou pour l'un ou pour l'autre texte. Mais enfin, les premiers paragraphes de cette partie commune sont tout de même assez significatifs. Voici ce qu'on dit :
"Le Parti s'est toujours gardé de s'attacher doctrinalement à telle ou telle forme constitutionnelle ou particulière, et le critère essentiel de son appréciation est en cette matière le caractère démocratique des institutions proposées. Pas plus aujourd'hui qu'hier il ne s'agit d'opérer un choix doctrinal qui nous lierait absolument pour l'avenir, et nous devons, dès lors, nous prononcer en fonction de considérations essentiellement tactiques.
Eh bien, c'est de tactique qu'il s'agit, camarades.
J'en arrive à ma conclusion, dont on sait déjà le contenu, mais auparavant, je voudrais répondre à l'objection qui nous a été faite, et qui nous sera probablement refaite, mais je n'en sais rien.
On nous dit s si l'on vous suit, si l'on suit la fédération du Nord, on écarte de l'Ordre du Jour la discussion et le vote, on ne tranche pas la question, mais alors, quelles consignes donnera-t-on au groupe parlementaire dans le cas où une proposition du genre de celle de M. Coste Floret viendrait en discussion à l'Assemblée nationale ?
Voici notre réponse. Nous donnons au groupe parlementaire la consigne :
1°) de faire respecter les dispositions de la Constitution. C'est tout de même une constitution que nous avons votée, et qu'il a fallu violer pour ouvrir la voie au pouvoir personnel, ne l'oublions jamais.
3°) de faire savoir que toute proposition qui amoindrirait le pouvoir discrétionnaire du Chef de l'Etat recevrait notre approbation, c'est-à-dire recevrait l'approbation du groupe parlementaire.
Pour le reste, eh bien c'est l'affaire du groupe parlementaire, c'est bel et bien une question de tactique parlementaire d'arrêter sa stratégie en fonction précisément du contexte politique et des conditions dans lesquelles se déroule le débat.
Camarades, telles sont, encore une fois très sommairement, les raisons que nous invoquons à l'appui de notre motion préalable qui va être soumise au vote du Congrès.
Pour ma part, je souhaite que ce soit par un vote largement majoritaire que le Congrès se prononce, car j'ai la profonde conviction que c'est l'intérêt du Parti.
Etant donné la position que nous prenons dans cette discussion, dans ce domaine, dans ce débat, le Congrès ne sera pas étonné d'apprendre qu'en cas de rejet de la motion préalable que nous avons déposés, la fédération du Nord

Fondation Jean Jaurès

s'abstiendra dans le vote qui interviendra, qui pourrait intervenir, sur les textes restés en présence.
Mais j'ai confiance en la sagesse du Congrès, j'ai le sentiment très net que le Parti se rend compte que nous commettrions une lourde erreur en ouvrant un débat qui serait, à tout le moins, inopportun et dangereux.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades, c'est exceptionnellement au nom de ma fédération, de la fédération du Pas-de-Calais, que j'interviens.
Je vais encore moins qu'Augustin Laurent aborder le problème au fond, en tout cas à ce moment de mon propos, et limiter ce que j'ai à dire maintenant strictement au problème qu'il a posé, à savoir retirer le problème institutionnel de l'Ordre du Jour.
La fédération du Pas-de-Calais, elle aussi unanime - cela nous arrive aussi - sur ma proposition, je veux bien le confesser, a décidé de proposer un amendement à la proposition d'Augustin Laurent.
Si, en effet, cette proposition était acceptée, et qu'en conséquence le problème soit retiré de l'Ordre du Jour, qu'il ne donnât lieu a aucun débat, à aucun vote - et cela sans m'interroger sur qui avait demandé son inscription a l'Ordre du jour et qui en avait apprécié l'urgence - je dis que dans un tel cas, il deviendrait absolument nécessaire qu'une Commission spéciale travaillât à, préparer les travaux de l'assemblée, du Conseil national ultérieur, qui, obligatoirement, un jour ou l'autre, aura à prendre la décision définitive.
Première partie de la proposition, il faudrait donc qu'il y ait une Commission spéciale de créée.
Pour composer cette Commission, la fédération du Pas-de-Calais demande qu'il soit décidé maintenant de faire distribuer sur les tables une feuille semblable à celle que l'on distribue avant la réunion de la Commission des Résolutions, et qui porte "vote indicatif des fédérations" ; reportez-vous à l'article 9 du règlement intérieur que vous avez voté ce matin, qui le prévoit pour la Commission des Résolutions, c'est le même système. Les fédérations auraient à indiquer si, en l'état actuel des choses, aujourd'hui, elles ont une préférence, soit pour le régime présidentiel, dans le sens présenté, dans l'orientation générale, présenté par le rapport Chandernagor, soit pour un régime parlementaire basé sur un contrat de majorité, dans le sens présenté par moi-même, ou encore - car il n'y a pas que deux options - si elles se refusent à prendre maintenant position, ou que sais-je encore, si elles ont une préférence pour toute autre position.
La Commission spéciale, consacrée alors à l'étude de ce projet, serait ainsi proportionnellement constituée. Sa constitution même comporterait une indication, une simple indication, mais une indication précieuse pour les

Fondation Jean-Jaurès

organismes directeurs du Parti, groupe parlementaire et Comité directeur, sur l'orientation présente des militants.
Quel serait son rôle ?
On lui transmettrait tous les rapports établis, la partie commune et les deux parties controversées, avec tous amendements qui seraient susceptibles d'être présentés par des camarades ; elle n'aurait pas à présenter un seul rapport, correspondant à une éventuelle majorité qui se serait dégagée aujourd'hui - s'il y en avait une - mais deux, trois, même plus peut-être, c'est-à-dire que ceux qui sont - je prends des exemples précis - pour le régime présidentiel bénéficieraient pour l'établissement de leur projet de la collaboration de ceux qui sont contre, qui essaieraient de faire prévaloir, auprès d'eux, un certain nombre d'arguments pour faire que le texte soit le meilleur possible, que ceux qui sont pour ce régime parlementaire basé sur un contrat de majorité bénéficieraient de l'expérience des autres, enfin que le tout serait de valeur indicative et présenté ensuite à un Congrès ou un Conseil national, seul habilité à prendre la décision.
Je dois dire que si le Congrès était d'accord avec cette proposition, plus particulièrement si Augustin Laurent et la fédération du Nord, au nom de laquelle il a parlé, pouvaient accepter cet amendement à leur proposition, alors nous serions, nous Pas-de-Calais, d'accord pour voir le problème retiré de l'Ordre du Jour.

Augustin Laurent - Si la constitution de la Commission qui nous est proposée par Guy Mollet a le caractère qu'il lui donne, dans sa composition et dans son objectif c'est-à-dire composition d'une Commission qui serait composée des représentants des fédérations ou des militants qui ont pris une position en faveur du texte Chandernagor, ceux qui, au contraire, ont pris une position sur le texte de Guy Mollet, et aussi la représentation au sein de cette Commission des fédérations qui se sont refusées à se prononcer pour l'un ou pour l'autre texte, autrement dit, si cette Commission a un caractère disons tripartite puisqu'il semble y avoir trois positions, c'est bien ainsi que les choses se présentent, et si les indications (cela c'est important, je crois de mon devoir d'insister là-dessus) si les indications qui seront demandées aux fédérations, à l'usage interne, si elles ne sont pas destinées à la publication, alors, j'accepte l'amendement qui vous est proposé, dans la mesure, et je crois que la mesure est large, où elle rejoint notre préoccupation d'écarter aujourd'hui toute discussion et tout différend sur le problème des Institutions.
J'ai répondu à la question qui m'a été posée.
(Applaudissements)

Le président - Je voudrais faire remarquer à Augustin Laurent avant qu'il ne quitte la tribune que la presse est présente. Par conséquent, il est difficile de ne pas donner les résultats de la consultation.

Augustin Laurent - Il n'y a pas de consultation. C'est un questionnaire qui est remis au secrétariat.

Guy Mollet - Je m'excuse... Il y a ici un malentendu qui est consécutif à la non observation parfois des règles de notre Congrès.
Dans son Article 9 que j'ai tout à l'heure invoqué, le règlement intérieur du Congrès que vous avez adopté depuis des années et auquel vous avez renouvelé ce matin votre approbation, dit, par exemple : "...que pour créer la Commission des Résolutions, il est procédé à un vote indicatif."
Ce vote indicatif, vous savez en quoi il consiste. On fait passer des feuilles ; une par fédération ; vous fournissez des indications, cela permet la constitution de la Commission des Résolutions et le résultat du vote indicatif n'est pas proclamé en séance. On vous dit seulement : "Il y a tant de membres... il y a tant de membres...".
Ici, comme on ne va pas constituer la Commission des Résolutions aujourd'hui, il n'y aura pas lieu de proclamer même de résultat. Vous direz : "C'est le Comité directeur qui créera la Commission en question en vertu des résultats ainsi obtenus". Et en plus, j'ajoute, l'exemple de la Commission des Résolutions est clair et parfait ; c'est que vous savez tous que les votes indicatifs pour la composition de la Commission des Résolutions n'ont jamais empêché une Commission des Résolutions d'aboutir, après, à des résultats totalement différents de soi-disant votes indicatifs. Donc, je peux apporter, moi, à Augustin Laurent, la réponse positive qu'il m'a demandé. Je suis d'accord.

Le président - Par conséquent, camarades, ce que je vais mettre aux voix c'est la motion d'Augustin Laurent amendée par Guy Mollet comme il vient d'être dit, et il est donc entendu...

Gaston Defferre - Je voudrais une précision...
On va faire circuler des feuilles pour un vote indicatif. Sur ces feuilles nous avons la possibilité de mettre une seule réponse...

Guy Mollet - Non.

Gaston Defferre - Si... Mais oui...

Guy Mollet - Non, je peux vous le dire... car je l'ai préparé ! (Rires dans la salle).

Le président - Tout finit par se savoir !

Guy Mollet - Dans l'hypothèse où nous nous serions mis d'accord...
Il y sera dit :

Fondation Jean-Jaurès

"Constitution de la Commission d'Etude des problème institutionnels".
"fédération de.... (Bouches-du-Rhône).
"Tant de mandats 1963.
"La fédération répartit ainsi ses mandats pour la constitution de cette Commission d'Etude :
"Orientation Chandernagor.... (tant de mandats),
"Orientation Guy Mollet... (tant de mandats),
"Refus de prendre position actuellement... (tant de mandats).
"Toute autre prise de position :... (il y a trois lignes, abstention... tout ce que vous pouvez rêver) - tant de mandats -.
"Total... (Le total doit correspondre au montant des mandats de la fédération).

Le président - Je pense que vous avez satisfaction. Alors, vous avez satisfaction ?

Gaston Defferre

Camarades, je crois que, en fait, nous sommes d'accord mais je crois qu'il est bon de le préciser pour qu'il n'y ait pas de malentendu dans le vote.
J'ai sous les yeux la feuille que l'on vient d'apporter à la table de la fédération des Bouches-du-Rhône et qui est exactement conforme à ce que vient d'indiquer Guy Mollet. Nous aurons droit, nous, fédération des Bouches-du-Rhône, comme n'importe quelle autre fédération en ce qui concerne le nombre de mandats d'inscrire, si cela correspond au résultat des votes de la fédération des Bouches-du-Rhône, la totalité de nos mandats a la ligne : "Refus de prendre position...", ce qui signifie que les fédérations qui ont voté la motion préjudicielle mais qui, à titre subsidiaire et pour le cas où la motion préjudicielle ne serait pas adoptée s'étaient prononcées en faveur des thèses présidentielle ou parlementaire, n'ont pas à inscrire sur la feuille, à reporter sur la feuille les mandats en faveur du système parlementaire ou présidentiel, mais peuvent inscrire seulement leurs mandats si elles le désirent.
(Dans la salle : Cela regarde chaque fédération !).
Mais ce qui est important c'est de savoir si le vote est valable si une fédération inscrit seulement son désir du renvoi de la question.
C'est extrêmement important car ce qui aurait pu arriver c'est qu'étant mal informés, les Secrétaires des fédérations inscrivent sur la feuille qui nous sera soumise, à la ligne "Refus de prendre position...", par exemple, la totalité de leurs mandats ; et puis, subsidiairement, l'orientation en faveur de la thèse Chandernagor ou de la thèse Guy Mollet, alors que ce n'est pas du tout obligatoire : On peut se contenter d'inscrire le nombre de mandats en face de la ligne : "Refus de prendre position..."... pour une autre, bien sûr.

Le président - Alors, Guy Mollet, je pense que nous sommes d'accord ?

Fondation Jean-Jaurès

Guy Mollet - C'est simple... Il n'y a pas de malentendu, il peut ne pas y en avoir sur la méthode. Il y a des quantités de fédérations qui ont pris position pour dire : "On aimerait mieux que le débat n'ait pas lieu", puis, qui ont ajouté : "Si le débat a lieu, en tout état de cause, voici notre préférence". Ces fédérations ont la possibilité, - et cela les regarde seules - ont la possibilité de dire : "Eh bien, puisqu'il s'agit de la composition de la Commission des Résolutions, moi j'estime qu'il est trop tôt pour prendre position".
Je vous demande de faire attention : "Refus de prendre position actuellement", donc, elles disent : "On ne veut pas maintenant prendre position" et elles mettent tout ou partie de leurs mandats sur cette ligne-là
D'autres vont dire : "Il s'agit de créer une Commission. Nous, notre position est admise, nous sommes pour la motion Chandernagor" (on est présidentialiste ou on ne l'est pas). Eh bien, elles peuvent compter tout ou partie de leurs mandats sur la première ligne ou bien sur la seconde, l'essentiel étant que le total des mandats à la première ligne, plus la deuxième ligne, plus la troisième ligne et plus éventuellement la quatrième ligne, cela fasse le total de leurs mandats. Sur la manière de voter, nul parmi nous n'a le droit de vous donner de conseils.

Le président - Nous sommes bien d'accord maintenant ?

Max Lejeune

Camarades, j'ai demandé la parole parce que, en qualité de représentant de la fédération de la Somme et étant seul aujourd'hui au début du Congrès, je ne m'attendais pas à voir le problème dévier sur le plan de la procédure.
Si à l'unanimité de la fédération de la Somme nous avons voté la motion préalable de la fédération du Nord, c'est parce que nous avons estimé qu'il y avait un grand danger politique à nous séparer, comme l'a si bien dit Augustin Laurent tout à l'heure, et à permettre que de l'extérieur on nous attribue aux uns et aux autres telle adhésion tacite au régime présent ou telle volonté de revenir au régime d'assemblées de la IVe République.
Et maintenant que la question semblait très claire par la façon dont la motion préalable avait été posée, l'amendement très habile de notre camarade Guy Mollet remet tout en cause et, en fait, recrée, chez nous, l'indécision et pour certains l'impossibilité à se prononcer.
En effet, il faut que nous nous rendions compte que ce Congrès s'est ouvert après un travail préparatoire qui nous a surpris nombre d'entre nous. Nous avions l'habitude des Congrès du Parti, précédés du dépôt de motions diverses où n'importe quel camarade, même s'il se sentait isolé dans le Parti, avait la possibilité de déposer un texte soumis au vote des sections et des fédérations. Or, cette fois-ci, par l'éclusage préalable par le Comité directeur, on est arrivé à ce résultat paradoxal que voulant, en fait, informer davantage le Parti, avoir, en fait, une expression plus sûre de la pensée Socialiste, on est arrivé par l'accumulation des papiers, des feuilles rosés, des feuilles vertes, des feuilles

mauves, à obliger les camarades dans les réunions de section à se prononcer sur des noms et, en fait, c'est ce qu'ont fait la plupart des camarades dans ma fédération.
Quand ils ont eu, après leur journée de travail, à compulser tous ces textes et que le Secrétaire de la section et quelques camarades ont bien voulu faire un travail préparatoire avant ces deux ou trois heures de discussion et de vote, nous sommes arrivés à la conclusion que certainement nous n'avions pas voulu et que le secrétariat j'en suis sûr, n'avait pas voulu que l'on se prononce sur des noms et non pas sur des idées.
C'est cela que je me permets de dire en habitué des Congrès du Parti et j'ai le sentiment qu'aujourd'hui en reprenant, par l'amendement qu'il propose et qui peut rationnellement s'expliquer, le problème, notre camarade Guy Mollet fait rebondir la question en nous mettant tous en difficulté. A mon sens, il serait de beaucoup préférable de dire que le Comité directeur nouveau mettra à l'étude des sections avec une information que lui fourniraient les militants qui ont pris des positions en ce domaine, et que, les questions ayant été soumises aux sections avec largement de temps devant soi, celles-ci seraient consultées ne serait-ce que par une réunion exceptionnelle des Secrétaires fédéraux si l'évolution de la situation politique était telle qu'il nous fallût très rapidement prendre une décision en la matière.
Je crois que ce serait de beaucoup préférable. Cela permettrait d'ailleurs à des camarades d'avoir peut-être des suggestions intéressantes à faire, à partir de la base fédérale, alors qu'actuellement j'ai bien peur que l'on n'offre, au fond, aux camarades du Parti, qu'une discussion d'école de droit constitutionnel entre différentes thèses dont nous n'avons eu aujourd'hui qu'un aperçu très fragmentaire.
J'estime pour ma part, parlant au nom de ma fédération, que, aujourd'hui, je serais obligé de la faire s'abstenir dans son ensemble ou de lui faire dire, par exemple, que je suis pour l'observation stricte de la Constitution de 1958. Cela, je le peux, mais ce que je ne peux pas c'est lui faire dire qu'elle n'accepte pas de modification à la Constitution de 1958 qui comportait elle-même son mécanisme de révision, et je préférerais quant à moi que l'on votât d'abord sur la motion préalable de notre camarade Augustin Laurent, et ensuite, que mandat soit donné au Comité directeur d'interroger les fédérations, de les questionner sur ce problème de façon que le cas échéant, si le bonheur voulait que nous ayons à le faire, nous ayons à prendre une décision rapide en matière constitutionnelle qu'un Conseil national ou qu'un Congrès national prenne, ayant toute valeur de décision, la décision ultime.

Le président - La parole est à Augustin Laurent.

Augustin Laurent

Je vais demander à notre ami Max Lejeune de n'être pas plus nordique que le Nord !... et de comprendre qu'en acceptant l'amendement qu'a proposé Guy Mollet, nous avons le souci, non seulement d'écouter ce que nous avons tout à l'heure dit les uns et les autres lorsque certains ont fait remarquer que certaines discussions étaient inopportunes et qu'un vote pouvait être dangereux, mais aussi de faire en sorte qu'il y ait un vote qui ne fasse pas apparaître la moindre petite division entre nous sur ce problème et c'est pourquoi je demande à Max Lejeune de vouloir bien se rallier à la motion préalable que nous avons votée, oui, et nous vous demandons que le vote ait lieu accompagné de l'amendement de Guy Mollet qui a été explicité de telle manière que nous avons toute satisfaction quant au but que nous nous sommes proposé dans cette affaire.

Le président - La parole est à Chandernagor.

Chandernagor

Camarades, je ne comptais pas intervenir dans ce débat, mais je voudrais quand même que la procédure suivie soit claire.
Vous avez été saisis d'une motion préjudicielle qui avait été présentée par Piette. Elle a été reprise, pratiquement, dans les mêmes termes, par Augustin Laurent ; c'est la motion aux termes de laquelle il n'y à pas lieu à débattre aussi et, par conséquent, pas lieu à vote ici, à la fin du débat.
Cela me paraît devoir faire l'objet d'un premier vote, cette motion préjudicielle, qu'elle s'appelle Piette ou Augustin Laurent.
(Applaudissements)
Ensuite, on nous propose de renvoyer le problème à l'étude, devant une Commission, et j'en suis d'accord, et de composer cette Commission - et j'en suis également d'accord - à la proportionnelle des différentes positions : position pour un régime présidentielle véritable, position pour un régime parlementaire rénové et, enfin, puisque c'est bien ce que j'ai cru comprendre - et je veux bien l'admettre - troisième position qui consisterait à dire : "Eh bien, pour l'instant, nous sommes dans l'expectative, nous voulons bien participer, assister à vos travaux, mais nous ne prenons position ni dans un sens ni dans l'autre". Seulement, cela fait deux choses distinctes. Il y a d'abord à voter, à mon sens, le renvoi du problème, et ce vote indicatif, alors, simplement, que vous ferez, que chaque Secrétaire fédéral pourra faire, pour la composition de la Commission.
Autrement, si on mêle le tout ensemble, il n'y aura aucune espèce de clarté dans le débat.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Max Lejeune.

Max Lejeune - Après ce que vient de dire Chandernagor, je n'ai rien à ajouter.

Fondation Jean-Jaurès

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

L'accord semblait bien fait et paraissait simple : c'est que s'il y avait l'accord - et il a été donné - de nos camarades du Nord sur la motion préalable, s'il y avait l'accord sur notre amendement, à savoir qu'il disait qu'après - car ça ne va pas se faire maintenant - au cours du Congrès, à un moment quelconque de l'après-midi, car il faudrait établir le nombre de mandats de chaque fédération et la Commission des mandats y travaille, on fera passer les feuilles et elles sont recollées, que s'il y a cet accord pour qu'ensuite le vote intervienne, alors nous aussi nous allons voter la motion préalable. Mais il n'y aura même pas vote, le deuxième stade ce sera le recollement des votes.
Si c'est ça, alors, si c'est ça l'accord et si c'est ça l'interprétation que je dois donner à l'intervention de Chandernagor, eh bien tout le Pas-de-Calais va voter pour, mais il ne faut pas qu'on dise qu'on va commencer par voter, qu'on commencerait maintenant par voter la motion préalable et puis qu'ensuite on voterait pour savoir s'il va y avoir diffusion des feuilles...

Dans la salle - Non, non !

Guy Mollet - Merci du non. Alors, nous sommes d'accord, cela veut bien dire que si le Congrès vote la motion préalable, il accepte par la même, avec l'accord d'Augustin Laurent, de Chandernagor, de Gaston Defferre et de la fédération du Pas-de-Calais, il accepte par la même que les feuilles vont être ensuite distribuées. Voilà le sens que je demande au Président de donner au vote.

Le président - Alors, nous sommes bien d'accord, tous, n'est-ce pas, sur le retrait de l'ordre du jour qui entraîne la distribution, à un moment ultérieur, des feuilles permettant de composer la Commission d'étude.
Est-ce que, dans ces conditions, des camarades demandent le vote par mandats ?
Il faut qu'il y ait le dixième du Congrès qui le demande.
Que ceux qui demandent le vote par mandats le manifestent avec la carte rouge à la main ?
J'en vois 3, ce qui ne fait pas le dixième. Le vote par mandats n'aura donc pas lieu.
Je mets aux voix le renvoi dans les conditions qui viennent d'être indiquées.
Que ceux qui en sont partisans le manifestent en levant la main ?
Merci. Baissez les mains.
Avis contraires ?
7 voix.
Abstentions ?
3 voix.

Alors, à l'unanimité moins 7 voix contre et 3 abstentions, la procédure sur laquelle l'accord s'est fait est votée.
On va vous distribuer les feuilles. Remplissez-les tranquillement et remettez-les à la table du Secrétariat, en dessous de la tribune.
On me propose une suspension de 5 minutes. Pas d'objection ? Je vais donc suspendre.
Ensuite, nous prendrons la grande question de l'orientation de la politique et de l'action du Parti.
Le premier orateur inscrit est Léon Boutbien. Pendant la suspension, que les orateurs désirant intervenir se fassent inscrire au bureau.
La séance est suspendue.
La séance, suspendue à 17 h. 45 est reprise à 18 h. 10.

Le président - La parole, dans le débat général, est à Léon Boutbien, pour une demi-heure. Orateur suivant : Leenhardt, des Bouches-du-Rhône, pour également une demi-heure.
Je rappelle que les orateurs doivent se faire inscrire maintenant ; la liste sera close ce soir.
Je rappelle que la clôture pour déposer les candidatures au Comité directeur est également ce soir, à la fin de cette séance.
La parole est à Boutbien.

Léon Boutbien

Camarades, j'ai souvent abordé la tribune de nos Congrès nationaux avec joie, avec espérance. Je crois que cette tribune était pour nous l'occasion annuelle de dire ce que nous avions pu constater, ce que nous avions pu voir, les réflexions qui avaient été les nôtres, et de traduire ainsi devant l'ensemble du Parti, dans une contribution affectueuse et collective, le résultat de nos investigations.
Aujourd'hui, sans préparation aucune puisque le débat arrive plus tôt, j'arrive à cette tribune avec un sentiment profond d'angoisse. Un sentiment profond d'angoisse parce que ce Parti, qui est le nôtre, que j'ai servi depuis trente trois ans, sans discontinuer, me place maintenant devant un problème d'opinion et de conscience que je voudrais exprimer devant le Congrès.
Je le fais sans animosité contre quiconque car je n'oublie pas, moi, contrairement à ceux qui ont pu quitter le Parti en certaines circonstances, ce que le Parti a pu m'apporter et a pu apporter à chacun d'entre nous, je n'oublie pas cette jeunesse magnifique et heureuse que fut la nôtre au sein du Parti, ses enthousiasmes, je n'oublie pas le dévouement des militants, je n'oublie pas cette générosité d'âme qui est celle de tous nos militants et de tous nos camarades, je n'oublie pas ces lattes auxquelles nous avons été engagerais j'ai l'impression, quand nous parlons aujourd'hui avec un peu de tristesse, que j'ai tout de même malgré tous les sentiments d'affection qui me lient à tous, le devoir de parler clair et net.

Collection Jean Jaurès

Je crois que nous traversons et que le Parti traverse actuellement une des crises les plus dures de son existence politique.
Je crois que le répit qui nous est offert, le répit qui nous est offert par le régime actuel est un répit relativement cours et qu'il ne faudra pas attendre un prochain Congrès national du Parti pour décider des tactiques.
Si je n'ai pas participé d'une manière directe à l'élaboration du premier plan, c'est-à-dire à notre discussion sur les institutions, je m'en réjouis presque aujourd'hui, a posteriori, compte tenu du débat et de la clôture du débat qui vient d'avoir lieu tout à l'heure. Je savais pertinemment que ce qui intrigue davantage les militants, ce qui préoccupe l'opinion publique, ce n'est pas tellement de savoir quelle est la position doctrinale que nous allons avoir sur tel ou tel problème posé, mais c'est d'essayer de situer la tactique du Mouvement Socialiste dans la conjoncture actuelle, en face des difficultés innombrables qui sont les nôtres, tactique qui, elle, ne supporte pas de répit.
Or, voyez-vous, je dois dire avec beaucoup de tristesse que j'ai l'impression que nous nous enfermons sur nous-mêmes de plus en plus et que pour vouloir un parti pur et dur, nous avons fini par regrouper autour de nous ceux d'entre nos camarades qui sont quelquefois les plus sectaires et les plus fermés aux tactiques politiques.
Je crois en effet que dans l'état actuel des choses, il ne faut pas commettre l'erreur que les Républicains espagnols ont commise immédiatement après la fin de la Deuxième guerre mondiale où leurs divisions n'ont pas permis de constituer le front uni des Républicains susceptibles d'assurer la relève.
Je crois qu'aujourd'hui le Parti s'engage dans une voie dangereuse et opportuniste et qu'au lieu d'un parti pur et dur, nous allons vers un parti de plus en plus opportuniste, de plus en plus tenté par les additions électorales et moins par les préoccupations d'ensemble qui sont celles de la nation.
Je crois et je pense qu'aujourd'hui, le Parti a tort lorsqu'il croit pouvoir trouver dans une conjonction passagère motivée par une transformation discutable du régime interne russe, des raisons nouvelles de contracter alliance avec ceux qui sont, qui restent et qui resteront nos adversaires irréductible. Je crois que l'opportunisme politique se retourne contre un parti comme le nôtre à partir du moment où les alliances qu'il contracte sur le plan électoral, sur le plan politique, sur le plan télévisé, aboutissent à donner à notre Mouvement une image déformée.
(Applaudissements)
Or, je suis de ceux qui pensent, pour avoir lutté contre les Communistes d'une façon irréductible pendant toute ma vie et en avoir subi les méfaits pendant toute ma vie, que le Communisme n'appartient pas à l'avenir, qu'il appartient au passé et je reste en cela fidèle à une démonstration que Guy Mollet donnait lui-même du Communisme lorsqu'il disait : il n'est ni à gauche ni à droite, il est à l'est.
Eh bien, mes chers camarades, quels que soient les calculs ou les additions auxquels vous puissiez vous livrer, le Parti Communiste reste à l'est et si, par

malheur, le Parti devait s'engager dans des compromissions politiques avec le Parti Communiste, que ces compromissions soient actives eu passives, qu'elles soient souhaitées ou subies, nous risquerions de transformer d'une manière radicale la tactique générale du mouvement démocratique dans ce pays et elle se retournerait contre nous car nous nous désignerions d'avance comme les victimes d'une telle opération. Je dois dire que, sur ce point, j'ai été profondément choqué par les propos qui ont été tenus à la radiodiffusion-télévision française par notre camarade Jaquet dans lesquels, tout en parlant en son nom personnel, je tiens à le préciser, il a indiqué qu'après tout si les Communistes voulaient voter pour nous on ne les en empêcherait pas.

Eh bien, c'est au moins une parole de trop car dans l'éventualité où des Communistes voteraient pour nous, où ils voudraient voter pour nous, il n'est pas utile de l'indiquer, c'est leur affaire, mais ce qu'il y a de certain c'est qu'il ne faut pas avoir l'air de tendre indirectement la main sans la tendre, sous le couvert d'une tactique politique dans laquelle nous sommes discrédités car, finalement, j'ai dit un jour un mot qui a choqué lorsque j'ai dit qu'il y avait une cartellisation du Parti parce qu'on se rappelle quand même quelque Congrès national où l'unanimité du Parti s'était indignée sous le prétexte qu'un de nos camarades ait pu être désigné à la présidence d'un Conseil général avec des voix Communistes, mais je crois qu'il a fait beaucoup école depuis ce temps-là et qu'en dépit des difficultés politiques que nous avons traversées, beaucoup de camarades ont été tentés d'additionner des voix Communistes avec les nôtres et, dans une situation paradoxale, une fraction de ces élus ont été élus avec des voix Communistes d'appoint, une autre fraction a été élue avec des voix modérées, quand il n'arrive pas que ces mêmes élus soient élus dans un autre domaine, comme maires par exemple, de leur ville, avec les voix modérées ou MRP.

Ce qui fait que, finalement, il s'agit de savoir exactement quelle est la tactique que nous allons définir ?

Il faut tout de même essayer de savoir si, dans cette conjoncture politique, nous allons retrouver notre visage qui est, au fond, le visage de la France réelle, d'une France profondément démocratique dans son essence, Socialiste dans ses aspirations mais que le Parti, jusqu'alors, n'a pas été capable de rallier sous son signe.

Et aujourd'hui, je suis frappé d'un certain nombre d'attitudes politiques du Parti dans cette tactique.

Je ne dirai pas pour plaire, mais pour ne pas déplaire à certaines attitudes politiques, on en arrive à des positions extrêmement étonnantes, presque trop rigides.

Prenons quelques exemples :

- Si vous prenez la question du Traité franco-allemand, voilà une question qui mérite intérêt.

C'est, au fond, la liquidation d'un contentieux napoléonien que nous sommes en train de faire car le problème du différend franco-allemand remonte à Napoléon,

et je pense que c'est une affaire qui intéresse directement la France et l'Allemagne. Or, je ne peux pas concevoir, après toute l'action que le Parti Socialiste a menée pour se rapprochement, tous les efforts que nous avons faits, toutes les initiatives les plus audacieuses que nous avons entreprises, y compris pendant la période hitlérienne pour montrer que notre combat contre Hitler n'était pas le combat contre le peuple allemand, je ne peux pas concevoir aujourd'hui, quelles que soient les modalités que je conteste dans la forme, comme vous tous, de l'élaboration du traité, qu'il n'y ait pas un geste solennel qui unisse totalement et unanimement les Socialistes à tous ceux qui ratifieront ce Traité, simplement pour démontrer que les Socialistes, en cette matière, n'ont pas à rougir de leur action passée et que ce n'est pas parce qu'ils ont un différend particulier avec les effectifs de leur temps qu'ils doivent pour autant se soustraire à l'impératif de leur politique ! D'ailleurs, on nous avait annoncé que les partis Socialistes européens voteraient contre cette ratification ; on nous l'avait présentée comme un arche, ou comme la reconstitution d'un arche et le préambule qui a été voté parle Bundestag a montré d'une manière très nette qu'il n'en était rien, et quoi qu'il en soit, je considère que c'est un devoir, un devoir politique, un devoir clairvoyant pour les Socialistes, de ratifier ledit Traité plutôt que de s'abstenir, que de voter contre.

Deuxième exemple : on a fait beaucoup de bruit sur la question de la position de l'Angleterre par rapport à l'Europe, et de l'attitude qui a été prise par le gouvernement en cette matière.

Eh bien, si les Anglais d'abord avaient bien voulu être coopératifs en matière européenne, si leur direction politique ne s'était pas opposée dès le départ à la construction européenne, ils auraient pu prendre place à la conférence de Rome et discuter contractuellement des clauses du Traité. Ils ont voulu y entrer avec des clauses particulières et il était normal tout de même que la question soit soulevée.

Mais, qu'il y ait de Gaulle ou qu'il n'y ait pas de Gaulle, le problème des rapports entre l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique se serait posé inéluctablement et il ne faut tout de même pas que les Américains s'imaginent, quelle que soit la reconnaissance qu'on puisse leur porter pour les services apportés à l'Europe, qu'au moment même où la France décolonialise, ils doivent être pour autant prêts, eux, à faire du colonialisme. Je crois que, sur ce point, il y a des réflexions salutaires et sages qui sont nécessaires.

Et ces remous, ces annonces de protestations de la part de notre camarade Spaak, en Belgique, ont fait beaucoup de bruit mais, finalement, tout rentrera dans l'ordre, ce qui ne veut pas dire que notre combat, pour une Europe unie, dans le sens où nous la concevons, c'est-à-dire pour une Europe véritablement intégrée, supranationale, avec tous ses organismes, ne doive pas être poursuivi, mais je vous en prie, pas d'erreur de tactique inutile.

Prenons maintenant une question comme celle de la force de frappe atomique.

La force de frappe atomique, sur cela on s'est beaucoup excité. Bien sûr, dans l'hypothèse où la force de frappe atomique devrait effectivement entrer en action, il y aurait incontestablement des circonstances internationales telles que, véritablement, nous serions devant un conflit généralisé et universel dont personne ne peut prévoir l'issue, mais ce qu'il y a de vrai aussi, c'est que lorsque le gouvernement Gaillard et lorsque les membres Socialistes au gouvernement ont pris l'initiative, pour le compte de la France, et au nom de la France, de rattraper dans le domaine scientifique et industriel, le retard en matière thermonucléaire qu'elle avait pris ils avaient raison et, peut-être, contrairement à ce que l'on peut croire, c'est précisément d'avoir poussé dans cette direction que le régime gaulliste aura apporté des choses positives au pays et aux générations qui montent.

Bien sûr, si on limite la question à une interprétation militaire, stratégique, si on essaie de savoir comment on utilisera la bombe et quels avions la portera, bien sûr on a toute matière à faire toutes réserves, mais vous n'êtes pas sans savoir que le développement de l'énergie thermonucléaire du type de celle qui nous est proposée n'intéresse pas seulement la guerre mais elle a des répercussions sur l'ensemble de l'économie et il n'est pas concevable de penser qu'un pays, sous le prétexte qu'il a un certain retard, l'aggrave encore davantage par un refus systématique.

Enfin, autre question, nous avons porté et nous porterons, dans notre majorité, le drame algérien.

J'ai été frappé, j'ai été ému, j'ai été bouleversé par le fait que, dans une Commission des résolutions d'un précédent Congrès national, nous n'ayons pas pu obtenir un vote de protestation, au nom simplement de l'humanité élémentaire, contre les crimes qui avaient été commis contre des Musulmans français et contre des citoyens français dont le tort avait été d'avoir fait confiance à la France et qui ont connu une fin tragique.

Je sais bien que toute solution au problème peut être envisagée en démocratie, je sais très bien qu'on peut envisager telle ou telle solution sur la question algérienne, mais ce que je conteste d'une manière formelle c'est que l'on ait le droit de se taire lorsque les moyens employés pour atteindre une solution déterminée sont contraires à l'humanisme, sont contraires à l'honneur et sont contraires au fond au droit des gens, et j'aurais souhaité qu'un parti comme le nôtre qui, pourtant, dans ses assises, avait eu un tel souci, un tel scrupule de définir la personnalité algérienne, se soit tu comme si, en liquidant l'affaire algérienne, il était maître de la destinée et qu'étant maître de la destinée il serait capable d'établir la succession de De Gaulle après que l'affaire algérienne eut été réglée. Cette illusion s'est retournée d'une façon tragique contre nous car en fait c'est la démocratie française qui a supporté le contre coup de l'opération et je dois dire d'une manière très fondamentale qu'il faudra une révision, non pas une marche en arrière, mais une révision de l'attitude actuelle de ce gouvernement rendu à l'indépendance dont la première manifestation, sur le plan international,

Contribution Jean Lafay

consiste à faire une alliance avec Nasser, que notre propre gouvernement, à direction Socialiste, avait combattu, les armes à la main, à Suez, pour engager une opération offensive contre la Palestine et par là même créer dans le Moyen Orient un conflit tragique. Il faudra quand même que nous ayons le courage de dire que, pour un peuple indépendant, la première qualité consiste d'abord à nourrir ses habitants avant de commencer à les engager dans des actions extérieures belliqueuses.

Je crois que tout cela sont des réflexions qui nous sont chères et qui vous sont communes. Encore faut-il que le Parti le dise avec netteté.

Et puis, nous pourrions peut-être, compte tenu du drame qui nous a éprouvés, compte tenu du drame que nous avons vécu, montrer que nous sommes capables, unanimement, sans restriction mentale, de protester contre les exécutions de Franco en même temps que nous sommes capables de protester sans réserve d'esprit à l'exécution d'un Communiste espagnol 17 ou 20 ans après la guerre - et j'en parle tout de même avec quelques souvenirs personnels - et je peux aussi dire que nous aurions peut-être pu, et nous en aurions été honorés, protester contre les exécutions pour mobile politique, quels qu'en soient les auteurs, quelles qu'en soient les raisons car, finalement, ce pays ne retrouvera la concorde que dans l'amnistie générale ; cette amnistie est nécessaire à la fortification même de la démocratie et si des hommes se sont trompés sur un grand mensonge, ce n'est pas aux Socialistes de se révéler plus royaliste que le roi.

Et enfin, j'en arrive à un problème qui m'est personnel et douloureux.

J'ai milité pendant trente trois ans parmi nous avec fidélité et j'en suis aujourd'hui arrivé, à travers beaucoup d'hésitations, d'hésitations de conscience - je sais que ça n'est pas très bien porté de parler de sa conscience dans le Parti mais je pense que, pour la mienne, on ne puisse la discuter en ce qui concerne mes intentions - j'en suis venu à mettre en cause le lien de parti.

Le lien de Parti, c'est à la fois quelque chose de sacré et de sublime car nous sommes entrés dans ce Parti par un acte libre et nous sommes capables d'en sortir également par un acte libre, non pas avec je ne sais quelle espèce de méchanceté ou de férocité comme ceux qui nous ont quittés avec des arguments terribles alors qu'ils avaient été les bénéficiaires de l'appui constant et affectueux de ce parti. Moi, je dois dire que je n'ai pas eu ces fonctions, je ne le regrette pas, mais si je remets en cause le lien de Parti aujourd'hui, je ne le remets pas en cause en fonction de considérations strictement personnelles ou individuelles, je ne le fais pas en anarchiste, je ne le fais pas en homme qui voudrait en quelque sorte se singulariser par une publicité malsaine, mais le choix qui nous est posé est le suivant : si l'instrument qu'est le nôtre, si l'instrument qui est notre maison à tous, notre vieille maison à tous, où chacun a apporté sa pierre et où chacun a aussi apporté sa fleur, devait être demain l'objet d'une opération opportuniste qui nous bloquerait dans une minorité que le Pouvoir prépare, alors je dis : Non, je

ne jouerai pas le jeu. Je ne serai pas le "rubachovitz"(?) du Mouvement Socialiste.
Je crois qu'il faut, en effet, que le Congrès sache que les préoccupations actuelles du Pouvoir sont la préparation de cette période transitoire qui doit suivre normalement la fin du règne de Charles de Gaulle, et comme la Constitution prévoit que le Président du Sénat en serait le porte-parole, il est bien évident qu'on s'empresse de trouver une solution. On a, parait-il, trouvé qu'on pourrait désigner un chef de la majorité, pour assurer cette période transitoire, et qu'en même temps on désignerait un chef de la minorité, qu'il y aurait ainsi dans ce pays un régime bipartisan et qu'au fond on essaierait d'aller vers une forme de libéralisme parlementaire de type anglo-saxon, mais savez-vous ce que représenterait, pour nous, aujourd'hui, l'adhésion à une telle thèse : la préparation d'un référendum qui nous lierait une fois de plus par un vote "oui", alors qu'il éliminerait de la responsabilité transitionnelle les hommes les plus régulièrement valables pour la collectivité !
Eh bien, c'est cette angoisse qui est en moi. Si demain nous appartenions à cette minorité dont le chef serait tel ou tel, désigné également par le Pouvoir, ne vous y trompez pas, vous assisteriez à cette espèce d'impossibilité de vous dégager de cette expérience dans laquelle vous seriez enfermés au nom de critères et de mobiles qui exalteraient à la fois tout ce qu'il y a de plus mauvais dans le gauchisme intellectuel et tout ce qu'il y a de plus pervers dans l'opportunisme stalinien, et vous seriez ainsi engagés et, à ce moment-là, les camarades qui, comme nous, ont mené toute leur vie une lutte contre cette forme d'oppression, se trouveraient engagés à nous suivre, par discipline, ou à suivre la majorité par discipline. Eh bien, je dois dire que, de ceux-là, je ne veux pas être.
Si le Parti doit se renouveler - on a beaucoup parlé des travaux préparatoires du Congrès pour rendre hommage, sans restriction mentale, à nos camarades qui ont préparé ce Congrès : la méthode employée était nouvelle ; elle est peut-être un peu lourde, on finissait un peu par voter, dans les fédérations, comme on pouvait voter avec une machine spéciale électronique, pour faire le collectage des votes, puisqu'on avait compartimenté les questions par phrase et qu'on pourrait peut-être se retrouver d'accord demain pour discuter sur telle ou telle phrase - aujourd'hui le problème est un peu différent et, aussi douloureuse que la chose me paraisse, c'est vers Guy Mollet que je vais me tourner pour lui dire qu'il sait et qu'il ne doute pas, qu'il n'a pas le droit de douter d'ailleurs des sentiments d'amitié personnelle que je lui porte et du respect que j'ai pour sa personne, et pour son comportement, mais il arrive un moment, dans la vie d'un Mouvement et d'une Organisation, où il faut qu'il y ait un renouvellement incontestable et incontesté des directions.
Guy Mollet pouvait choisir entre la fonction de Secrétaire Général et la fonction d'homme d'Etat. Je reste convaincu que la fonction d'Homme d'Etat, après les services éminents qu'il avait rendus au Parti, lui eut été certainement plus adaptée. Je pense que si l'on parle actuellement de la sclérose du Parti, il arrive

ce phénomène étonnant et extraordinaire qu'ayant assisté à un colloque de jeunes j'ai pu entendre dire qu'il y parait le Parti Communiste, le Parti Guy Mollet, le Parti radical et puis les autres, UNR, si vous voulez. Or, la personnalisation d'un homme sur le Parti, quels que soient ses mérites, m'oblige à dire aujourd'hui que vous ne dépasserez pas actuellement le rayonnement du Mouvement si, sur cette question, il n'y a pas une décision qui s'impose et cette décision c'est le retrait de notre camarade Guy Mollet du Secrétariat Général. Je ne dis pas cela pour l'affliger parce qu'il aime tellement son Parti qu'il doit comprendre qu'actuellement on ne peut pas être à la tête d'un parti indéfiniment et, d'autre part, les conditions particulières des différentes élections auxquelles il a été soumis le mettent dans une situation délicate pour représenter en totalité la volonté du Parti. Je le dis sans méchanceté, croyez-moi, je le dis parce que je crois devoir le dire ; je le dis sans animosité personnelle et je pense que Guy, malgré que je lui fasse de la peine maintenant, doit comprendre que si je le dis c'est parce que j'ai senti qu'il y avait véritablement tout autour de lui une véritable obstruction fondamentale et un élargissement.

Enfin, je vous dirai aussi, puisqu'au fond j'ai le droit tout de même de vous dire ma pensée, qu'il y a actuellement de grandes possibilités qui sont offertes au Parti, de grandes possibilités de regroupement. Je n'exclus personne, parce qu'on peut être modéré sans être Républicain modéré. Il y a des hommes de bonne volonté qui nous cherchent, il y a des hommes avec lesquels je me sens très près, même si, politiquement, nous avons été en désaccord, je me sens très près d'eux parce qu'ils ont été à la fois des camarades de résistance ou des Républicains pendant toute leur vie d'une façon très continue et assidue et, au moment où il faut faire des rassemblements, il ne faut pas commencer par les exclusives. La seule exclusive que je formule, celle que je souhaite que le Parti partage, c'est celle de ceux qui ont été, qui sont les adversaires résolus de la liberté en toutes circonstances que sont les Communistes. Quant aux autres, eh bien, croyez-moi, dans toutes nos villes, dans toutes nos campagnes, dans toutes nos professions, il y a d'immenses possibilités de contacts, d'échos. Quand on cherche, actuellement, à renouveler le Socialisme, à le renouveler dans ses structures, peut-être sous une forme un peu moins schématique, un peu moins dogmatique que celle que nous avons vécue, je souhaite que nous ne laissions pas passer l'heure car le répit est court et je ne voudrais pas que, demain, nous soyons, les uns et les autres, devant un affrontement qui nous amènerait à choisir, pour éviter le pire, à rallier telle formation et nous verrions alors la meurtrissure, nous verrions alors se briser en fait toute cette sympathie qui nous entoure.

Je vous le dis aujourd'hui, dans ce Congrès ultime, important, décisif, les conditions de lien de Parti sont en cause. Nous sommes solidaires pour l'action comme nous avons été fidèles. Nous avons servi ; je pense que nous avons honoré ce Parti, que nous avons servi et honoré, mais il arrive des moments où se taire ne serait pas digne précisément de l'exemple de nos anciens et peut-être

pas non plus digne de l'humanisme fondamental que le Socialisme exprime pour nous, dans sa totalité, c'est-à-dire la dignité de l'homme.
(Applaudissements)

Francis Leenhardt

Camarades, j'interviens sur le texte vert et j'évoquerai d'abord les rapports avec le Parti Communiste et puis l'effort de modernisation de notre Parti.
En ce qui concerne les rapports avec le Parti Communiste, je ne m'appesantirai pas sur le passé, j'ai déjà dit dans deux conseils nationaux ma conviction que la tactique qui avait été improvisée pour le deuxième tour des législatives avait eu deux conséquences : la première, de nous faire perdre pas mal de voix au premier tour, la seconde de faire gagner beaucoup de voix à l'UNR au second tour, car en provoquant le déclenchement du réflexe anti-Communiste, on a fait reculer vers les candidats du pouvoirs un contingent important des partisans du non.
Mais ceci est le passé, il a été jugé par le Conseil national le 16 décembre ; j'ai accepté dans ma propre fédération de ne plus en parler, à condition que soit laissé de côté le § 34.
L'intérêt du Parti serait de ne pas projeter sur l'avenir cette tactique circonstancielle, mais de réserver sa décision en ce qui concerne les élections cantonales et municipales futures.
Je pense, pour l'avenir, que la thèse du Comité directeur qui tend à spéculer sur un appoint de voix Communistes pour réaliser un programme qui serait élaboré par la Gauche démocratique peut se justifier par trois raisons :
- la première, en décidant, malgré notre opposition que le Président de la République serait élu au suffrage universel, le dernier référendum a rendu obligatoire l'utilisation des voix Communistes et même la Droite cherchera à les utiliser. Il n'est pas exclu qu'un candidat de droite se rende un jour à Moscou, quelques mois avant les élections.
- d'autre part, la pratique du référendum a dégelé les voix Communistes. Elles ne sont plus au frigidaire, elles sont "dans le coup" et on ne voit donc pas pourquoi leur utilisation serait escomptée pour l'élection présidentielle et dans les référendum et prohibée quand il s'agit de faire voter des lois !
- la troisième raison, c'est qu'il y a quand même beaucoup d'hypocrisie à n'admettre l'utilisation des voix Communistes que quand il s'agit de renverser des gouvernements comme l'a fait le RPF jusqu'à ce que la IVème République en crève !
Mais ce qui me parait capital, c'est que cette utilisation des voix Communistes ne fasse l'objet d'aucun pourparler, d'aucune négociation, d'aucun pacte avec le Parti Communiste.
C'est ce que j'ai exprimé à la fin de mon amendement sur la tactique en ces termes :

"si le Parti Communiste considère que son intérêt pour éliminer le régime autoritaire actuel est de soutenir une expérience appuyée par la Gauche démocratique, il doit le décider seul, et tout contact avec lui, n'aurait pour l'instant nulle autre conséquence que celle d'éloigner de nous un certain nombre de démocrates".
C'est bien l'esprit du texte du Comité directeur, mais la question que je pose est la suivante : pourquoi la majorité du Comité directeur a-t-elle refusé d'écarter expressément les négociations ? Pourquoi ? Et j'en suis d'autant plus surpris que j'ai entendu Jacquet dire qu'il ne voulait ni pacte, ni négociation, et qu'il l'a répété en toutes lettres le 21 mai dans le Populaire en disant : nous devons nous refuser à engager une négociation !
J'ai entendu aussi, au Comité directeur, Fuzier déclarer qu'un pacte aurait le grave inconvénient de consolider la direction stalinienne du Parti Communiste.
J'ai entendu Brutelle affirmer au Comité directeur qu'il ne fallait pas consulter le Parti Communiste, qu'il devait décider seul de sa réponse et prendre la responsabilité, soit de soutenir, soit de déterminer l'échec.
Alors, pourquoi le texte du § 35 ne le précise t-il pas ?
Pourquoi laisse t-il sur un point aussi important planer l'équivoque ? Est-ce que vous ne pensez pas que le respect des militants exige que le texte soit clair, exempt de sous entendus, de clauses secrètes ?
La seule explication que j'ai trouvée, d'ailleurs, c'est que cette grave omission constitue en quelque sorte une concession à notre camarade Gazier pour qu'il rallie la majorité après cinq ans passés dans l'opposition.
Gazier a, je crois, une conception assez différente de nos rapports avec le Parti Communiste et parait partisan de pour parlers avec lui. Ne nous a-t-il pas déclaré au dernier Conseil national que par ses indisciplines, notre camarade Dardel avait été, il y a un an ou deux, un précurseur.
On lit dans une circulaire qu'il a signée avec Dardel le 4 février : "qu'après avoir établi son programme la Gauche démocratique devra exiger du Parti Communiste qu'il déclare nettement s'il apporte ou non son soutien, et dans l'affirmative, discuter avec lui des nécessaires garanties de sa sincérité."
J'espère que notre Congrès écartera toute négociation.
Le fond de notre débat, aujourd'hui, sur la tactique, c'est le problème de l'action commune. Sur ce point aussi, il semble que le texte du Comité directeur masque des désaccords sérieux entre les signataires de la majorité, car, enfin, comment comprendre que notre camarade Guy Mollet dans son discours du 4 mars a Puteaux devant les élus municipaux ait déclaré : "il faut que les dirigeants Communistes sachent qu'aucun accord avec eux, aucun pacte n'est possible si longtemps qu'ils n'auront pas répondu à nos questions", et que le texte du Comité directeur n'écarte l'action commune qu'au stade gouvernemental ?
Ainsi, toutes les actions communes seraient autorisées, à la seule exception de l'action gouvernementale commune ?

Pour sa part, la fédération des Bouches-du-Rhône, a voté le § 33 en supprimant ce mot "gouvernemental".
Je crois qu'il nous faut voir lucidement que l'action commune et la négociation, c'est l'alliance, et l'alliance c'est une impasse.
Nous ne sommes plus en 1938, les radicaux ne représentent plus que pas tout à fait 4% des suffrages, les voix Socialistes et Communistes additionnées atteignent à peu près 34%. Par conséquent, pour atteindre la majorité, nous sommes obligés, soit d'avoir l'appui de la Gauche des MRP, soit de récupérer des voix sur l'UNR qui, incontestablement, en a pris à la Gauche dans le bond étonnant qu'elle a fait de 17,50 en 1958 à 31,90 en 1962.
Il est exclu qu'une alliance avec le Parti Communiste nous permette de trouver le renfort nécessaire et il est probable, au contraire, qu'elle fera le jeu du pouvoir, qu'elle l'aidera à se consolider, car les classes moyennes ont toujours éprouvé plus de craintes pour le Communiste que pour le fascisme !
Il faut prévoir aussi un déchet du côté de nos électeurs. Dans la plupart des régions, ils ont assez bien accepté en novembre, dans l'ardeur de la bataille du NON, une tactique défensive, parée du nom de légitime défense, mais ils se montreront beaucoup plus réticents en face d'une véritable alliance. Déjà, méditez ce fait, les duels du deuxième tour de 1962 ont donné les résultats désastreux chaque fois qu'ils ont été joués entre l'UNR et le Parti Communiste, puisque sur 103 duels de l'espèce, 90 ont été gagnés par l'UNR ! Et 13 seulement par le Parti Communiste !
Ces alliances seraient donc une impasse, mais elles seraient aussi une duperie. Nous serions bien naïfs de penser que la réalisation d'un programme de la Gauche démocratique sera la préoccupation dominante du Parti Communiste ; nous savons bien qu'il est opposé à la planification démocratique, que par ses surenchères, il s'efforcerait de nous pousser vers l'inflation ; nous savons que sa démocratie rénovée, c'est le retour à l'instabilité ministérielle, l'alliance ce serait la consolidation du vieil appareil stalinien, alors même que la jeune génération Communiste cherche à secouer le joug et à évoluer vers la démocratisation.
Ne lit-on pas à cet égard dans le livre de Jendru des passages significatifs ?
L'alliance serait aussi l'éloignement d'une partie des démocrates que nous avons pour tâche de rassembler, ce serait la condamnation de l'autonomie si chèrement acquise par Force Ouvrière, ce serait, pour notre Parti lui-même, la certitude d'un grignotage, d'un plumage progressif par suite des pressions à la base, des manœuvres d'enveloppement qui aurait une efficacité nouvelle dans l'état de désarmement et de démobilisation de nos militants.
Ce serait, enfin, au terme de l'épisode gaulliste, un parti Communiste gonflé de nos dépouilles, redevenant menaçant et dangereux pour les institutions démocratiques en face d'un parti Socialiste qui serait affaibli et aurait cessé d'être la force de réserve de la République.
Si nous allons bien au fond des choses, croyez-vous que nous soyons divisés sur cette façon de juger le Parti Communiste ?

Contribution Jean-Jaurès

Alors, ne pratiquons pas la politique du bandeau sur les yeux, n'exagérons pas l'importance de l'évolution du Parti Communiste. Comme l'avait souligné à Rome, en 1961, le Congrès de l'Internationale Socialiste, il s'agit d'un changement de tactique beaucoup plus que d'un changement de principes ; gardons nous de la négociation, des pactes, gardons nous de l'action commune aussi longtemps que le Parti Communiste se comportera comme une secte étrangère, suivant l'expression de Léon Blum, et restera un parti de dictature. Gardons-nous d'engager le processus de la démocratie populaire et préservons notre vocation et notre force en exposant publiquement et fermement ce qui nous différencie du bolchevisme, comme nous y invite justement le § 32 du texte vert.

J'en viens à l'effort de modernisation auquel le Parti est convié.

Dans un papier que j'ai copié au Bulletin intérieur, j'ai longuement l'incompréhension, les résistances que la minorité a rencontrées dans ce débat au Comité directeur, je l'avais déjà fait au Bureau le 23 mars, je n'y reviens pas.

Quel est le problème ?

Allons nous continuer sans rien changer en trouvant de bonnes raisons, à nos reculs, "c'est la faute de De Gaulle, c'est la faute de la presse, de la télévision, on est injuste..." en restant bien tranquilles entre nous et en fermant la porte ?

Ou bien, allons-nous prendre conscience de la valeur de nos idées, de la nécessité de les présenter, autrement dit de casser l'image d'un parti usé, vieux et d'en donner une image attrayante et dynamique ?

D'où viennent les hésitations, les résistances ?

Est-ce de la résignation ? Est-ce une perception différente de la conjoncture ? Peut-être que certains ne sentent pas ce bouillonnement d'idées, cette attente, ces virtualités qui sont à notre portée ! Est-ce la peur du changement ? Je ne peux pas le croire de la part de Socialistes. Nous sommes à une époque où tout change, où l'immobilisme ne pardonne pas.

Est-ce la peur d'ouvrir la porte à des hommes qui attirés par des idées Socialistes sont restés à l'écart de notre grande famille ? Mais c'est peut-être notre faute s'ils n'ont pas été attirés par le Parti ! Je suis convaincu, pour ma part, que si nous engageons le processus de la révision des statuts, nous entrerons dans une période très intéressante, fructueuse pour le Parti et je suis heureux que la majorité ait accepté qu'avant la révision un dialogue s'ouvre entre organismes nationaux du Parti et hommes de gauche appartenant aux organisations voisines, PSU, radicaux, indépendants de gauche, minorité du MRP, syndicats, coopérateurs, UNEF, etc. et je suis convaincu aussi que les sections et les fédérations peuvent apporter beaucoup de suggestions, beaucoup de projets de réformes si on les entraine à le faire ; elles ont d'ailleurs commencé.

Je pense que nous devrions renoncer à l'élaboration au sommet de textes qui sont ensuite envoyés à la base, mais adopter une autre méthode qui serait plus légère, plus vivante, qui constituerait à établir des questionnaires, détaillés qui

provoqueraient la réaction des militants à la base sans fausser le caractère démocratique de la consultation.
Le rapport vert ne donne qu'une faible idée des réformes que le Parti aura intérêt à mettre à l'étude ; il faudra approfondir le moyen donné à nos techniciens de la Commission d'étude, une audience plus grande au sein du Parti, il faudra augmenter leur recrutement, développer leurs travaux, leurs recherches, car c'est la condition de l'efficacité et de la technicien qui font prime, vous le savez bien, aujourd'hui.
Il nous faudra trouver le moyen de pousser la formation des cadres, nous pencher sur un problème dont Blum avait bien mesuré la portée, celui de l'organisation de la propagande à l'échelon de la région, et à cet égard, il y a de très bonnes choses dans le document proposé par Ladel.
Il faudra repenser le Bureau du Parti, en faire un Centre permanent de direction collégiale à compétence politique administrative, ce qui n'est pas le cas actuellement, rechercher les moyens de multiplier, au sein du Parti, les confrontations d'idées dans un climat de grande liberté, afin de manifester que notre Parti est le grand carrefour où peuvent s'unifier tous les courants de la pensée Socialiste.
Deux propositions énoncées dans le texte B. ont suscité beaucoup de controverses que nous aurons tout loisir d'approfondir en vue du Congrès de révision, celle concernant les mesures de transition à offrir à ceux qui viendront à nous et celle relative à une modification du titre du Parti.
Au sein du Parti, l'accoutumance et l'attachement au sigle SFIO est très grand, mais il n'est pas douteux non plus que ce sigle a vieilli, il n'existe pas de section française, il n'existe pas d'internationale ouvrière.
Au début du siècle, le mot ouvrier désignait l'ensemble des travailleurs, il a aujourd'hui une portée restrictive les employés, par exemple, ne se sentent pas concernés par le terme "ouvrier", et s'estiment, à juste titre, plus malheureux que certains ouvriers qualifiés.
Les mots "section française" donnent à penser que l'Internationale Socialiste est une sorte de Kominform et que nous prenons nos mots d'ordre à l'étranger, alors que c'est une association fonctionnant suivant la règle de l'unanimité et ne formulant que des recommandations.
Observons ce qu'a fait le Parti Communiste. Il s'est appelé section française de l'internationale Communiste longtemps, puis il a cessé, comme il a supprimé le mot "bolchevik" à partir du 19ème Congrès.
Une modification du titre ne saurait constituer un reniement de notre internationale, et de plus le problème sera dépassé assez vite le jour où nous serons Parti Socialiste européen.
La question est de savoir si nous voulons nous faire plaisir ou faire un sacrifice pour élargir le recrutement et constituer une grande force de transformation sociale ? La question du sigle est l'intérêt de matérialiser à l'extérieur l'effort de modernisation qui aurait été réalisé à l'intérieur.

Et j'en arrive à ma conclusion :
La recherche de réformes à apporter à nos structures, je pense qu'elle témoignera de notre vitalité, de la Confiance que nous avons dans la valeur de notre doctrine, de l'ambition que nous avons pour notre Parti. Nous ne pouvons pas nous contenter de passer quelques mois au pouvoir tous les vingt ans, dans un cabinet de coalition.
Si nous ne saisissons pas qu'à l'époque actuelle, les qualificatifs de vieux, d'ancien, de jadis, sont plus péjoratifs qu'attractifs, alors, c'est que nous ne comprenons rien à la psychologie des foules contemporaines.
Les textes A et B correspondent l'un à un peu de rénovation, l'autre à beaucoup de rénovation.
Croyez-moi, si vous voulez faire plaisir au pouvoir, à l'UNR, prononcez vous pour celui qui prévoit le moins de rénovation.
Lors de la révision des statuts de 1945, Léon Blum a prononcé devant nous un grand discours, le fameux discours intitulé "le Socialisme maitre de l'heure" au cours duquel il a évoqué l'enseignement de Jaurès sur ce qu'est une tradition. "Une tradition, ce n'est pas l'attachement à la lettre, c'est à l'attachement à une idée qui vit, la tradition, cela ne consiste pas à marcher dans la trace exacte de nos ainés, cela consiste à marcher dans leur direction en avançant, si nous pouvons, plus loin qu'ils ne s'étaient avancés eux-mêmes. Cela ne consiste pas à refaire automatiquement ce qu'ils ont fait dans leur temps, mais à faire, ou à essayer de faire, ce qu'ils feraient s'ils étaient à notre place". Et Léon Blum terminait :
"Vous vous rappelez l'image admirable de Jaurès : il ne s'agit pas de conserver une cendre, il s'agit d'entretenir une flamme, et c'est cela la véritable fidélité à une tradition".
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Darius Le Corre.

Darius Le Corre

Mes Chers camarades, Ce sont nos objectifs Socialistes qui, compte tenu des réalités concrètes, doivent déterminer notre orientation.
Aussi ai-je demandé que dans nos projets de résolutions, on nous invite à rappeler sans cesse les buts fondamentaux vers lesquels tend notre action, et qui nous distinguent de toutes les autres formations.
Je demande que l'on introduise la formule suivante : ce qui distingue le Parti Socialiste de toutes les autres formations politiques, c'est sa volonté de réaliser dans l'égalité des droits et des moyens la démocratie politique, économique, et sociale, libérant l'individu de toutes les servitudes qui pèsent encore sur lui.
Les autres formations démocratiques en effet, n'acceptent la démocratie politique que sous un régime de domination économique et sociale, (c'est le cas de la Droite) ou si elles acceptent la démocratie économique et sociale, c'est

Fondation Jean Jaurès

dans l'inégalité des droits et des moyens - c'est le cas de certains radicaux, de certains MRP - quant aux fascistes et bolcheviks, ils sont contre toute démocratie.
Ceci étant posé pour avancer vers notre objectif, il nous faut tout d'abord analyser le régime avec lequel nous sommes confrontés.
La première question à nous poser est la suivante : qu'est-ce que le gaullisme au point de vue économique ?
Je réponds dans mon amendement au projet de résolutions, sur le plan économique le gaullisme est un capitalisme semi étatique et planificateur dominé par les monopoles et orienté particulièrement vers l'industrie de guerre.
C'est bien un capitalisme et non un Socialisme comme voudrait nous le faire croire les gaullistes Neuwir et Christian Foucher, puisque le prélèvement opéré sur le travail au niveau de l'entreprise ou de l'état est le fait d'une minorité sociale et s'accomplit sous la forme de la plus-value.
Il s'agit bien d'un néo-capitalisme dominé par les trusts puisque d'après la revue patronale "Entreprises" du 22 septembre 1962, sur 755 000 entreprises industrielles et commerciales françaises, 4 500 sociétés réalisent annuellement chacune plus d'un milliard d'anciens francs de chiffre d'affaires, distribuent 54% des salaires versés en espèces, possèdent 71% des immobilisations, 58,1/10eme des stocks, et cumulent 67,3/10èmes % des amortissements. Les 500 plus importantes de ces entreprises possèdent l/7ème de la fortune industrielle et commerciale privée de notre pays et disposent d'un tiers du produit national brut.
Il s'agit bien d'un néo-capitalisme dominé par les banques puisque 12 grandes banques d'affaires seulement possèdent 127 liaisons financières avec les 100 plus grandes entreprises sur les 677 liaisons que ces banques ont avec d'autres firmes.
Ces 100 entreprises industrielles et commerciales possèdent elles-mêmes 895 participations financières dans d'autres entreprises.
En outre, 975 administrateurs de ces 100 firmes occupent 3 120 sièges de Conseils d'administration, dont 473 dans les conseils des 100 grands.
Ce capitalisme est semi étatique et planificateur.
En effet, à côté d'un secteur économique plus ou moins concurrentiel, se développe un secteur étatisé très important, et par le truchement d'une planification indicative, l'Etat s'efforce de coordonner toutes les activités de la nation où l'industrie des armements, 25% des crédits budgétaires, occupe une place particulièrement importante.
D'ici 1970, il sera dépensé environ 4.000 milliards d'anciens francs pour notre force nucléaire, et chacun sait que le député UNR, Dassault, fabriquant de Mirages IV, est un des meilleurs clients de l'état gaulliste !
Ce qui fait la force du néo-capitalisme, se sont les moyens qu'il peut se donner grâce à la concentration industrielle et commerciale, et grâce à la centralisation des pouvoirs et à la planification, de développer une certaine expansion, et de prévenir ou d'atténuer les crises économiques.

Mais, ce régime trouve sa faiblesse dans l'existence d'une économie européenne et mondiale maintenue dans l'instabilité par un libéralisme encore puissant, et avec lequel il lui faut composer.
A l'heure actuelle, par exemple, le gaullisme connaît des difficultés avec l'Allemagne fédérale, sur le plan agricole, et avec les Etats-Unis dans le domaine des importations et des exportations. Ce régime trouve également sa faiblesse dans la loi du profit, qui provoque des déséquilibres dans les investissements, les équipements et l'accroissement des entreprises des différents secteurs industriels, agricoles et régionaux.
On connaît les protestations des populations des régions sous-développées de Bretagne, du centre, du sud-ouest, et d'ailleurs.
Le néo-capitalisme trouve enfin sa faiblesse dans l'obligation qui lui est faite, pour pallier ses difficultés, d'intervenir dans l'économie, de planifier, c'est-à-dire de nier partiellement ou totalement, pour des couches entières de capitalistes, des attributs attachés au droit de propriété.
Dans notre propagande, nous devons certes dénoncer les lacunes, les carences, les gaspillages, les malthusianismes, et les insuffisances de ce régime, et en exploiter toutes les contradictions - nous devrions par exemple nous mettre plus que nous le faisons à la tête des mouvements populaires des régions sous-développées - mais cela ne saurait suffire. Si nous voulons être suivis, il nous faut opposer à ce régime un régime supérieur, développant au profit des travailleurs, et d'une manière équilibrée, harmonieuse et rapide, l'économie de toute la nation.
Puisque le néo-capitalisme est un régime de plus-value, c'est-à-dire de vol dissimulé, nous devons revendiquer la mise en œuvre, par l'Institut national des Statistiques, de toutes les techniques permettant de rentre les profits et les revenus capitalistes aussi publics que les salaires et les traitements des travailleurs, notamment en soumettant toutes les entreprises à l'obligation de publier des bilans rédigés selon des formules officielles type.
Il est inadmissible qu'au moment où il a laissé croire qu'il allait pratiquer une politique de revenus, le gouvernement ait pu invoquer son manque d'information sur les profits capitalistes !
Puisque le néo-capitalisme est dominé par les banques et les trusts, nous avons bien fait de demander la nationalisation des banques d'affaires et des sociétés de crédit, mais nous devons demander également la nationalisation des industries du pétrole, de la sidérurgie, des produits chimiques, et des firmes travaillant presque exclusivement pour la Défense nationale.
Enfin, puisque le néo-capitalisme est semi étatique et planificateur, il faut que nous lui opposions une planification démocratique, fondée sur deux principes :
Premier principe : les travailleurs doivent être représentés dans les institutions du plan au prorata de leur importance dans le pays et dans la production. Il est scandaleux, en effet, que le Conseil national Economique ne comprenne en son sein qu'un dixième de délégués syndicalistes, et que dans les Commissions du

plan ceux-ci soient noyés dans une masse d'agents du patronat, de représentants des pouvoirs publics, et qu'aucun d'entre eux ne se voit jamais présider une des Commissions ou chargé de présenter un rapport important !
Deuxième principe : le plan social ne doit pas être au service du plan économique, mais bien au contraire celui-ci au service du premier. Compte tenu des richesses et possibilités du pays, connaissant la consommation des différentes couches sociales, selon leurs revenus, les auteurs du 4ème plan économique auraient dû envisager le développement de la production de manière que les besoins des deux millions de vieux, qui touchent 500 anciens francs par jour, soient satisfaits pour une valeur au moins égale à celle du SMIG, ou encore pour que soient satisfaits les besoins des travailleurs, dont aucun ne devrait gagner moins de 50 000 francs par mois.
Jusqu'à présent, le plan économique a été établi en fonction de la rentabilité des entreprises, c'est-à-dire des intérêts capitalistes. Or, l'économie doit être au service de l'homme, et non l'homme au service de l'économie, ou plus précisément des privilégiés qui la dominent !
Si l'on examine maintenant le régime gaulliste sous l'angle social, on peut dire que celui-ci réalise la domination de la bourgeoisie des banques et des trusts liés à la haute technocratie de l'Etat et du capitalisme privé.
Il suffit, pour s'en convaincre, de considérer la composition des Commissions du plan, la présence de 49 administrateurs de Sociétés dans le groupe UNR, présidé par l'administrateur André Rey, et conseillé par l'ex Secrétaire Général et banquier Challandon, de remarquer que, dans le gouvernement, les ministres Jacquinot, au département d'Outremer, Couve de Murville, aux Affaires Etrangères, Giscard d'Estaing aux Finances, et Pompidou, Premier Ministre, sont notoirement liés à, la banque Lazare, à la banque de l'Union Parisienne, à la banque de Paris et des Pays-Bas, à la Banque Rothschild, ainsi qu'à d'autres banques, et que les profits capitalistes n'ont jamais connu un essor aussi grand qu'à notre époque.
Ce qui fait la force sociale du gaullisme, c'est le ralliement, derrière le pouvoir, de larges couches bourgeoises et technocratiques. C'est aussi la division du mouvement ouvrier, et la possibilité que procure l'économie concertée d'utiliser une partie des bénéfices pour tenter de réduire l'action de classe des salariés.
Mais la faiblesse sociale du gaullisme découle des faits suivants :
Le pouvoir gaulliste s'appuie sur une base sociale hétérogène et instable, la direction de l'économie étant assurée non pas par l'ensemble de la bourgeoisie, comme au 19ème siècle, mais seulement par une minorité, celle des banques et des trusts, et la haute technobureaucratie.
Le pouvoir gaulliste est impuissant à implanter dans le mouvement ouvrier un syndicalisme de masse, qui lui serait entièrement dévoué. A cause du profit capitaliste, le pouvoir gaulliste ne peut faire bénéficier au maximum les travailleurs des progrès de la science et de la technique. Le pouvoir gaulliste, enfin, est incapable de localiser les effets d'une action revendicatrice des salariés

dans une économie où toutes les activités sont plus ou moins coordonnées. On l'a bien vu à propos de la 4ème semaine de congés accordée maintenant à plus de 70% des travailleurs, contre la volonté du pouvoir. On l'a vu également à propos de la grève des mineurs, qui fut le signal de nombreuses autres grèves.
Si les faiblesses sociales du gaullisme sont bien celles que j'ai indiquées, notre Parti se doit de les exploiter pour isoler la grande bourgeoisie de toutes les autres classes de la société. Nous devons proclamer que sous n'importe quel régime, le prélèvement sur le travail, pour couvrir les amortissements et les investissements, s'avère nécessaire, mais que la minorité capitaliste propriétaire des moyens de production et d'échange n'a aucun droit moral d'opérer ce prélèvement, d'en déterminer le taux, et de l'utiliser comme son bien propre. Seule l'activité démocratique doit posséder ce droit, en vertu du principe selon lequel le travail de tous doit appartenir et profiter à tous.
Nous devons dénoncer l'écart sans cesse grandissant entre le niveau de vie des salariés - même quand celui-ci augmente - et l'enrichissement en biens de consommation et en capital de la classe capitaliste. Par exemple, d'après leur bilan, les bénéfices avoués des 500 plus grandes sociétés françaises, dont je vous parlais tout à l'heure, sont passés de 1958 à 1961, de 135 à 304 milliards, soit 51,4% de progression ; mais, si l'on tient compte des bénéfices camouflés, en réserve et en provision, on s'aperçoit que ces bénéfices ont augmenté de 85% pour l'ensemble des 500 sociétés, et de 103% pour les 15 les plus importantes ! Les salaires des travailleurs sont fort loin d'avoir augmenté dans une telle proportion !
Enfin, à l'exploitation concertée de la grande bourgeoisie, nous devons opposer la lutte concertée de toutes les forces démocratiques, et, dans ce domaine, notre Parti peut jouer un rôle très important.
Sur le plan politique, le gaullisme est, selon moi, une manière de bonapartisme cherchant à arbitrer entre les différentes couches de la bourgeoisie d'une part, et d'autre part entre l'ensemble de la classe bourgeoise et celle des salariés. C'est pour pouvoir être arbitre entre les différentes classes sociales, mais au profit de la grande bourgeoisie, que le régime de pouvoir personnel réserve au Président chef de l'Exécutif le monopole du droit référendaire et du droit de dissolution.
Contrairement à ce que pensent certains camarades, le régime le plus démocratique à opposer au pouvoir personnel n'est pas le régime du contrat de majorité, chargeant une assemblée bourgeoise instable et impuissante, dans l'état actuel de l'opinion publique et des partis, d'arbitrer entre les classes sociales, mais bien le régime de démocratie présidentielle, allant chercher sa majorité, sa stabilité, son efficacité, dans le peuple, et chargeant l'Assemblée nationale et le peuple, dotés du droit référendaire et du droit de dissolution, d'arbitrer entre les classes et entre les pouvoirs.
Seul, selon moi, le régime de démocratie présidentielle, tel que je le conçois, équilibre les pouvoirs, parce qu'il donne les mêmes droits permanents à ces trois forces que sont l'Exécutif, le Législatif, et le Peuple.

Pour vaincre, notre Parti doit savoir ce qu'il veut, et le savoir dans tous les domaines, qu'il s'agisse des institutions ou des réformes de structure économique et sociale.
Un projet de résolution nous est soumis, mais ce projet est un assemblage d'idées générales imprécises, et ne dégageant pas notre personnalité. C'est un projet qui ne définit pas notre adversaire, alors que, ne serait-ce que pour nous défendre, nous devons le dénoncer à l'opinion publique, et lui arracher le masque pseudo Socialiste dont il entend se parer.
C'est un projet où nous ne nous définissons pas nous-mêmes, alors que nous avons pour premier devoir d'attirer à nous tous ceux qui, inconsciemment, partagent notre idéal.
J'ai comparé notre projet de résolution avec la motion économique et sociale du MRP ; or, si l'on s'en tient au vague des formules, je ne vois pas en quoi, dans le domaine économique et social, les deux textes diffèrent tellement l'un de l'autre ? Dans le texte MRP, pas plus que dans notre projet, on ne définit l'économie gaulliste ; on se contente seulement de critiquer certains aspects de la politique économique et sociale du gouvernement, les hausses de prix, le ralentissement des investissements...
Le MRP se dit partisan de la démocratie économique, mais il ne dit rien sur la démocratie sociale, il ne précise pas - comme je le demande pour nous, dans notre résolution - que pour être réelle, cette démocratie doit s'exercer dans l'égalité des droits et des moyens.
Le MRP, tout comme nous, se prononce en faveur de la démocratisation de l'enseignement, mais qui ne la réclame pas à l'heure actuelle ? Cependant, il ne précise pas, comme je le demande, que cette démocratisation de l'enseignement doit se donner pour objectif l'égalité culturelle des citoyens au niveau de la culture générale.
L'UNR a, elle aussi, voté une motion sociale à son dernier Congrès. On y parle d'un taux minimum et d'un taux maximum pour les salaires, mais il n'y est pas proposé un taux maximum pour les profits, certes, on envisage un certain prélèvement sur les profits, mais on oublie de signaler que celui-ci, par rapport au prélèvement sur le travail, s'accomplirait selon la fameuse recette du délabre pâté d'alouette : une alouette pour un cheval !
Si nous voulons être pris au sérieux, et ne pas être confondus avec d'autres formations, il nous faut élaborer un programme suffisamment précis et complet, montrant aux travailleurs ce que nous réaliserions si, nous accordant leur confiance, ils nous portaient au Pouvoir.
En dehors de notre programme fondamental, nous devons donc avoir un programme Socialiste pour le temps présent, ces programmes que, probablement, M. Maurice Faure nous reproche de vouloir élaborer !
Certes, nous ne devons repousser a priori aucune alliance, ni aucun programme minimum, mais nous saurions accepter de cesser d'être d'abord nous-mêmes,

afin d'être un centre d'attraction et de rassembler d'abord tous ceux qui se sentent Socialistes.
Dans les circonstances actuelles, je vois mal comment nous pourrions élaborer un programme avec certains, dont les conceptions sociales sont fort éloignées des nôtres et je vois mal, également, comment nous pourrions obtenir le soutien parlementaire d'un parti Communiste pour qui une alliance ouverte ou tacite n'est possible que sur la base d'un programme anti-Atlantique, anti-Américain, et anti-Marché Commun !
Etant donné que le combat parlementaire a beaucoup perdu de son efficacité, sans l'abandonner nous devons moins rechercher des alliances décevantes de partis que des alliances sociales dans le pays. Notre programme doit être un instrument de combat et de propagande, et c'est par rapport à ce programme que tous les actes du Pouvoir doivent être jugés.
Mais, en outre, il doit être un moyen d'unir des démocrates de toutes tendances, pour faire aboutir certaines de ses dispositions.
Souton avait raison, ce matin, de parler d'une certaine socialisation de l'action anticapitaliste. Pourquoi ne participerions-nous pas à ce mouvement ?
Une association pour la démocratisation des services d'information de la RTF et la diffusion d'une presse nationale gratuite serait bien utile à l'heure actuelle, et ainsi de suite pour les différentes revendications, tout en menant notre combat global contre le gaullisme.
Si notre action doit être tournée désormais davantage vers les masses, afin de modifier dans le pays le rapport des forces dont dépend toute la superstructure politique, il faut en tenir compte pour la réorganisation de notre Parti. Si nous voulons contacter les salariés là où ils travaillent et là où ils habitent, il nous faut donner plus d'importance aux groupes Socialistes d'entreprise et aux groupes Socialistes des HLM, si nous voulons être les champions des revendications régionales légitimes, surtout dans les régions sous-développées, il nous faut organiser notre Parti dans le cadre des régions économiques, si nous voulons mener une politique de masse aux multiples aspects, il faut qu'à tous les échelons de notre Parti on voit siéger à côté d'hommes qui veulent vraiment lutter dans la masse des hommes liés aux travailleurs et à leur Organisation. A cette condition, nous verrons s'accroître notre force, revenir à nous des Socialistes égarés et se rapprocher de nous les hommes et les Organisations de gauche.
Le Gaullisme ne peut être vaincu que par des forces supérieures aux siennes. Pour le rassemblement de toutes les forces orientées vers l'avenir Socialiste, notre Parti doit savoir prendre toutes ses responsabilités.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Rougeron (Allier).

Rougeron

Camarades, ce n'est ni l'homme d'une motion ni l'homme d'une tendance ni celui d'une ambition dans le Parti qui est à cette tribune, mais beaucoup plus simplement un militant durant, profondément convaincu mais aussi profondément ravagé d'angoisse. Je me suis fait depuis des années une certaine idée du Parti. Le Parti c'est la maison, c'est la maison et lorsqu'on se sépare de lui ou lorsqu'il nous sépare de lui, ce doit être un bien grand drame intime ! Mais c'est aussi, croyez-le, un drame intime, douloureux et permanent lorsque l'on a le sentiment, demeurant dans le Parti, jusqu'au bout fidèle, qu'il se sépare, lui, des principes sans lesquels il ne serait pas et nous ne serions point ce que nous sommes.

Quand on a pendant tant d'années porté par la parole et par l'écrit le témoignage du Socialisme, on porte aussi en soi la passion du Socialisme. Lorsque voilà 35 ans je militais aux Jeunesses Socialistes, j'avais appris, je savais que l'essentiel du bagage Socialiste reposait sur trois postulats fondamentaux : la concentration du capital, la prolétarisation croissante, l'internationalisme prolétarien, et aujourd'hui, à en croire certains, dans le Parti comme en dehors du Parti (mais c'est plus grave dans le Parti), il se serait passé dans le monde capitaliste des phénomènes tellement bouleversants que tout ce que nous avons appris, tout ce que nos Anciens ont dit, tout ce que nous avons répandu, ne serait plus aujourd'hui qu'une espèce de vieille chanson dérisoire et désuète qui n'intéresserait plus personne même pas ceux auxquels elle est destinée.

Mais alors, cela, camarades, cela pose une grave question, à laquelle il faut que nous réfléchissions tous ensemble et c'est pourquoi, moi, qui depuis, je crois, cinq ou six ans n'avais rien dit dans les assemblées du Parti, je suis venu ici pour la penser de vive voix, pour la parler avec vous et il faut aussi que tous ensemble nous lui apportions une réponse.

Qu'est-ce donc qui, aujourd'hui, dans notre bagage Socialiste n'est plus vrai ? Est-ce que ce serait la concentration du capital ? Mais Darius Le Corre vient avec des chiffres particulièrement démonstratifs de répondre lui-même le contraire. Est-ce que la vision des choses de chaque jour ne manifeste pas la véracité profonde de la concentration du capital ? Chaque jour en dépouillant les journaux financiers l'on voit des grandes entreprises capitalistes qui fusionnent, des moyennes et des petites entreprises qui sont absorbées, chaque jour, de plus en plus, à la place du capitalisme que l'on aurait pu appeler le capitalisme de travail, c'est le capitalisme de finances qui domine l'économie française ; et il se développe, en outre, un autre phénomène, que, celui-là, nous n’avions pas prévu voici quelques dizaines d'années, c'est que dans le même temps se précise et s'accentue la colonisation de l'économie française par le super capitalisme étranger et se précise et s'accentue dans la mesure même que se précise et s'accentue le développement du Marché Commun.

Alors, qu'est-ce qu'il y a de pas vrai dans cette contestation fondamentale qui est la concentration du capitalisme sans cesse accéléré ? J'attends encore que là soit apportée la démonstration du contraire.
Et puis, serait-il vrai aussi que la prolétarisation croissante n'est plus qu'un vieux mythe ? Et je veux dire ici qu'il ne faut pas confondre (il faut se garder là de toute conclusion d'esprit) prolétarisation et paupérisation. La prolétarisation n'est pas forcément la paupérisation, c'est autre chose, c'est d'être en dépendance, c'est d'être au lieu d'un homme libre un client, un instrument, c'est transposer dans la société moderne ce qui était la clientèle romaine, et est-ce que vous ne voyez pas de plus en plus dans tous les secteurs de la vie sociale cette forme de prolétarisation s'accroître, se développer ? À la mesure où se développe ce confort matériel avec la vente à crédit d'un frigidaire ou d'une automobile ? Il est possible que ceux là qui sont l'objet de cette prolétarisation ne s'en rendent pas compte, mais ils ne s'en rendent pas compte, qui donc la leur explique ? Cela n'est même plus nous qui le leur expliquons, cela n'est même plus nous qui apportons la conscience de classe à ces consciences dévoyées par le confort matériel d'un capitalisme qui a besoin de consommateurs. Si nous n'y croyons plus nous-mêmes, comment en rendrions-nous les autres convaincus ? Et nous assistons également à un autre phénomène dangereux qui est le compartimentement des individus en groupe, des individualités même. Cela de plus en plus et c'est une habileté du grand capitalisme et de l'état capitaliste. On s'emploie à persuader des couches de la population de plus en plus nombreuses qu'elles ont des intérêts distincts, séparés les uns des autres.
On essaie de faire croire aux paysans que leurs problèmes peuvent se régler tout seuls ; aux Anciens Combattants que leurs revendications peuvent être satisfaites à part ; on fait croire à d'autres catégories qu'elles peuvent avoir certaines satisfactions et ce faisant on fait perdre aux individus le sens de la généralité. De plus en plus il semble que ce sens de la généralité s'en aille, mais à partir du moment où le sens de la généralité fait défaut, là encore on se trouve en présence non plus de citoyens mais de clients du système, et n'est-ce pas à nous, Socialistes, d'essayer cet effort de clarification qui consiste à redonner aux producteurs le sens de leur qualité de citoyen ?
Et puis, le troisième terme, c'était celui de l'internationalisme. J'ai entendu dire tout à l'heure, et malheureusement c'est vrai, qu'il est aujourd'hui bien dépassé chez nous ; mais, tout de même, est-ce que, à l'heure où les progrès techniques de l'information, du transport des personnes, des matières, des matériaux, ont rapproché les continents, où pas un événement sur un point quelconque de la planète ne peut laisser une autre partie indifférente, est-ce que maintenant où les peuples courent le risque d'être entraînés un jour dans une troisième guerre mondiale quiconque pourrait-il nier la nécessité au contraire de recréer, de resserrer, de raffermir la notion de l'internationalisme ? Que ce soient les peuples ensemble qui essaient de peser sur le destin à la fois de leur propre pays

et du concert des nations, en quoi donc l'internationalisme n'est-il plus d'actualité ?
Il est, au contraire, plus que jamais la notion indispensable et qu'il faut recréer.
Alors, camarades, quand on a fait quelques-unes de ces réflexions et que l'on a essayé de comprendre, ce qui n'est pas toujours facile, on se trouve amené à se demander si ce n'est pas en réalité un autre problème qui est posé.
Ce Congrès, croyez-le, sera pour le Parti aussi important que le Congrès de Tours. Le Parti devra choisir entre croire et ne plus croire au Socialisme et c'est cela qui est le fond du débat, cela n'est ni la réforme des Statuts, ni la controverse des motions. Il s'agit de voir si à la SFIO il y a encore suffisamment de camarades qui croient au Socialisme.
(Applaudissements)
L'on oppose aujourd'hui, par un jeu facile mais curieux, le Socialisme démocratique au Socialisme tout court, et je me demande si le Socialisme démocratique n'a pas été inventé pour se donner un alibi à ne plus vouloir le Socialisme.
(Applaudissements)
Comme je me demande si le social n'a pas été inventé pour éviter le Socialisme et c'est peut-être, là aussi, des questions qu'il faudrait que se pose le Parti car, voyez-vous, penser construire le Socialisme avec les normes de la démocratie capitaliste, c'est, qu'on le veuille ou non, se condamner à ne pas construire le Socialisme. (Applaudissements)
Les mêmes mots, camarades, ne veulent pas dire les mêmes choses selon qu'ils sont prononcés et les choses auxquelles ils se réfèrent se situent dans le contexte d'un Etat Socialiste ou dans un Etat capitaliste.
- Vacance de la légalité, dictature du prolétariat, parti unique ou pluralisme, pluripartisme, seraient à réfléchir non pas en fonction du système politique et économique dans lequel nous vivons, mais du système politique et économique du Socialisme et de la légitime défense de l'Etat Socialiste car ils pourraient ne pas vouloir, dans un Etat Socialiste, recouvrir les mêmes formes que dans l'Etat capitaliste.
Dans l'état actuel des choses, par exemple, le pluripartisme est un progrès, il est une forme du fonctionnement démocratique de la constitution, mais a-t-il jamais été dit que dans l'Etat Socialiste, le pluripartisme serait nécessaire ? Qu'est-ce qu'aurait à faire l'Union pour la nouvelle République dans un Etat Socialiste en France et quelle serait l'utilité d'un Parti Radical-Socialiste dans un Etat Socialiste?
Alors, il faut se garder de laisser les mêmes mots dire les mêmes choses dans un Etat totalement différent.
Et puis cela pose aussi un autre aspect et je prends là un des aspects les plus importants du problème : il s'agit de savoir, et tout est là, de savoir qui appréhende l'Etat, qui détient le pouvoir politique de l'Etat, qui conserve le pouvoir politique d'un Etat, car l'on pourra toujours bavarder longuement sur les

socialisations nécessaires, sur le concours ouvrier indispensable, sur d'autres mesures auxquelles nous croyons, dans une certaine forme de pensée, pouvoir apporter au moulin du Parti, une eau nouvelle, l'on n'aura, en réalité, rien réglé tant qu'on n'aura pas, d'une manière incisive mais complète posé le problème de l'Etat et du pouvoir politique de l'Etat.
Dans le système actuel, tel qu'il existe, qu'il soit démocratie formelle ou réelle, il y a un état de chose tel que ce n'est point la volonté populaire qui dirige l'Etat, mais la toute petite minorité des grands privilégiés monopolistes, ces fameuses 200 familles d'autrefois, aujourd'hui moins nombreuses mais beaucoup plus gourmandes et beaucoup plus dominantes qu'elles ne le furent jamais. Dans l'Etat de la Ve République gaulliste, c'est la République des grands monopoles capitalistes et c'est pourquoi la question de l'Etat, la question du Pouvoir doit être posée et elle doit être posée dans toute son ampleur, si l'on veut que la réflexion du Parti soit profitable au Socialisme.
Elle aurait une importance car, en la posant en toute clarté, non seulement pour que nous fassions nous mêmes la clarification de ce que nous voulons, mais en la posant aussi en toute clarté devant l'opinion, nous déplacerions la ligne de classe, et cet apport que nous souhaitons, de forces nouvelles vers le Parti, vers les idées du Socialisme, nous le trouverions en faisant en sorte que, dans cette clarification, la ligne ne passerait plus entre employeurs et employés, selon la définition classique, mais entre la toute petite minorité des privilégiés et l'ensemble du peuple français abusé.
Nous recherchons des forces nouvelles, nous recherchons une audience nouvelle, mais elle se trouve partout disponible !
Quelle ne serait pas cette audience et cette force si les Socialistes, eux, croyaient de toutes leurs forces au Socialisme !
J'ai fait, camarades, quelques expériences personnelles de tout cela et c'est pourquoi je me permets d'en parler.
Il me souvient, voilà déjà longtemps, après la libération, que j'accueillais à la mairie de Commentry un vieil homme fatigué, qui venait de Vichy, qui s'était fait conduire et qui m'a dit : "Je suis venu exprès pour vous voir ; je ne vous connais pas, je suis venu pour parler du Socialisme avec vous". Nous en avons parlé longuement et lorsqu'il m'a quitté, il m'a dit : "Eh bien, Monsieur, je suis royaliste, je n'avais jamais entendu parler du Socialisme comme cela. Maintenant, je crois que vous avez raison".
Il me souvient encore, c'était il y a trois ans, à un cercle d'études chrétien, dans l'Allier, où j'avais parlé du Socialisme et où, par conséquent, j'avais été tout naturellement appelé à parler de ses préceptes fondamentaux devant une centaine de personnes dont je ne connaissais pas 10%, qui étaient des milieux apparemment les plus hostiles et qui, pourtant, ont été passionné et qui, après, sont venus à moi et m'ont dit : "C'est la première fois qu'on parle du Socialisme de cette façon" et lorsque, il y a deux mois, dans ce même groupe d'études, je conversais sur l'avenir de la démocratie, on m'a dit : "Mais il n'y a plus de

solution de rechange aujourd'hui et c'est ce qui fait le drame de la vie politique française contemporaine", j'ai répondu : "Mais si, il y a une autre solution, c'est le Socialisme" et dans la salle j'ai entendu une voix faire écho en répondant : "Et pourquoi pas ?". Cette voix, c'était celle d'un militant chrétien connu, qui avait fait, lui aussi, le cheminement de pensée nécessaire.
Seulement, camarades, bien sûr : "Pourquoi pas ?", mais si les Socialistes n'y croient plus eux-mêmes, comment est-ce qu'ils auront la force pour y faire croire aux autres, car on ne défend bien les choses que lorsqu'on y croit soi-même et non pas celles à propos desquelles le doute s'est insinué dans sa propre pensée.
Or, c'est ce qui ronge aujourd'hui le Parti, c'est le doute, c'est l'inquiétude même du Socialisme. Il ne sait pas très bien s'il veut encore le faire et c'est cela qui est la question fondamentale qui se pose.
(Applaudissements)
C'est à cette question qu'il faut que le Parti réponde.
Je vous le dis amicalement, fraternellement ; je suis dans la Maison depuis près de quarante ans, je n'y ai jamais joué de rôle, je n'aspire à n'y en jouer aucun, mais je vous dis, camarades : faites attention et prenez garde.
On a dit l'Histoire jugera : Je ne voudrais pas qu'elle puisse dire un jour : "Il était une fois un grand parti, fondé au prix de beaucoup de dévouements, de sacrifices, qui a tant coûté qui a tant apporté déjà, et puis ce Parti, il avait pour mission de conduire au Socialisme, de faire le Socialisme ; les temps ont passé ; dans la vie politique, avec les remous de chaque jour, l'obscurcissement s'est produit ; le Socialisme, malgré tout, est venu, il est venu sans lui". Heureux encore si, les choses s'aggravant, on ne dise aussi un jour : "Il est venu contre lui !"
Quant à moi, je ne le voudrais pas parce que je crois de toute mon âme au Socialisme. Il y a des camarades qui me disent : "Mais comment, tu as 50 et quelques années, tu es parlementaire et tu crois encore à cela !" Mais oui, camarades, je crois à cela, j'y crois plus que jamais !
Il me souvient qu'un jour, dans son Cabinet, Marx Dormoy - avec qui j'ai eu l'honneur de travailler pendant six ans - qui, lui, était ministre, me disait : "Plus je vois de près le monde actuel et plus je crois au Socialisme". Eh bien, moi aussi.
(Applaudissements)
Plus je le vois de près et plus je crois au Socialisme ; plus je fréquente, par la nécessité des mandats, ces autres mondes qui gravitent à nos côtés et plus je crois au Socialisme, à la nécessité, à la dignité du Socialisme.
Il ne faut pas, camarades, laisser gaspiller cela, je vous en prie !
Imaginez-vous ce qu'il restera si le Parti Socialiste ne croit plus lui-même au Socialisme, s'il n'est plus résolu à faire le Socialisme ? Ce drame effroyable que je pressens, il se produira, il se produira et alors, ce que nous aurions pu, nous, apporter, sur le plan de l'humanisme, de notre pensée propre, nous ne serons

plus là pour militer et le Socialisme qui se fera sans nous ce ne sera pas celui que nous aurions voulu.
Quand vous êtes effrayés de certaines alliances, ce n'est pas sur le moment qu'elles ont de l'importance, c'est pour le moment où il faudra faire le Socialisme qu'elles auront de l'importance et j'aimerais mieux qu'il se fasse avec nous que sans nous ou contre nous.
J'espère, camarades, - je ne suis quand même pas au terme de ma vie, quoiqu'on ne puisse jamais prévoir ce que sont les destins individuels, - j'espère qu'avant que soit venu ce terme, j'aurai encore assez de force physique, assez d'intelligence pour la mettre au service du poste le plus humble qu'on voudra me confier dans la République Socialiste française.
Pour moi, je vous le redis, je ne reparlerai peut-être pas avant longtemps dans les assises du Parti, je vous le redis, camarades, de toute mon âme, de toutes mes forces, je crois au Socialisme et faites que le Parti, lui aussi, continue de croire au Socialisme.
(Vifs applaudissements)

Le président - Camarades, le premier orateur, demain matin, sera notre camarade Weil-Raynal.
La séance sera ouverte à 9 h 30, aussi exactement que possible.
La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE –SFIO
54ème congrès national des 30, 31 mai, 1er et 2 juin 1963, Issy-les-Moulineaux

Séance du vendredi 31 mai 1963 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Georges Guille, assisté de :
Constant (Var), Fajardie (Cher), Bance (Yonne), Bétaillon (Corrèze).

Le président (Georges Guille)
Camarades, la séance est ouverte. Cette séance est consacrée à l'action politique du Parti, avec discussion générale.
La parole est à Weil-Raynal, elle sera ensuite à Garnier-Thonon.

Weil-Raynal
Camarades, parmi les partis qui ont posé récemment des questions au Parti Socialiste, il y a le Mouvement Républicain Populaire. Dans son dernier Congrès, il n'a pas toujours été aimable pour nous, tantôt il a sorti ses griffes, tantôt il a fait patte de velours, mais nous ne nous attarderons pas aux égratignures et nous considérerons la question qu'il nous a posée : quelles sont,

Fondation Jean Jaurès

nous a demandé Lecanuet, les réserves que vous formulez à l'égard de notre proposition d'une grande union ? Se trouvent-elles dans la vieille querelle de l'anticléricalisme ?
Cette question a été éclairée par une déclaration de Pierre-Henri Teitgen. Il a dit :"Si nous étions Américains, nous formerions une tendance organisée, dynamique, au sein du Parti démocrate. Si nous étions Allemands ou Italiens, nous serions à la démocratie chrétienne." Et il déclarait, déclaration savoureuse dans un Congrès de Mouvement Républicain Populaire, "Nous ne sommes pas des enfants de cœur, et si demain, ajoutait-il, nous réalisions ce grand parti que nous voulons, nous serons une tendance particulièrement dure et dynamique et nous l'emporterons de toutes façons".
Ainsi, pour le Mouvement Républicain Populaire, le christianisme n'est pas seulement une source d'inspiration. Si cela était, nous n'aurions aucune objection. Nous avons chez nous des protestants et des catholiques et nous reconnaissons volontiers le souffle social généreux de la dernière Encyclique de Jean XXIII, la Paix sur la Terre, et nous nous souvenons de l'aide efficace que, comme Cardinal, contre les instructions du Pape Pie XII, il a donné au Mouvement de la résistance.
Mais ce que réclame aujourd'hui Teitgen, c'est le but qu'il assigne au christianisme ; en effet, ce qu'il veut, c'est fonder une société chrétienne, ou disons plus précisément une société catholique, étroitement rattachée à l'Eglise romaine. Or, cette Eglise est dirigée par les évêques successeurs des apôtres et notamment par le Pape, successeur de Saint Pierre. Les uns et les autres ont été institués par Jésus-Christ, c'est de là qu'ils tirent leur autorité et ainsi l'Eglise et le MRP infirment la vérité historique de la personne de Jésus. En faisant cela, ils ne tiennent aucun compte de l'effort accompli par la pensée rationaliste française depuis un siècle et c'est en fonction de cet effort que nous pensons qu'un parti comme le nôtre doit répondre au MRP.
En effet, ses travaux se poursuivent depuis un siècle et c'est le dimanche 9 juin que le cercle Ernest Renan célèbrera le Centenaire de la Vie de Jésus de Renan.
Renan voyait en Jésus un homme, un homme exceptionnel plus encore par la douceur de son âme et le charme de sa personne que par la profondeur de sa doctrine. Le retentissement de l'ouvrage de Renan a été considérable. Tous ceux qui n'ont pas la foi catholique, ou ceux chez qui elle s'est atténuée, conçoivent, avec plus ou moins de précision, Jésus tel que l'a figuré Renan.
Cinquante ans après lui, Loisy et Guignebert sont venus. Ils ont analysé les Evangiles. Ils en ont montré toutes les incertitudes. Leur conclusion est que de Jésus on ne sait que très peu de choses. Après leur travail critique, il ne reste plus, comme on l'a dit, qu'un Jésus très mince, un Jésus historique dessiné en pointillé.
Or, que font les catholiques ? Ils remplissent le vide de la réalité avec leur croyance ; ensuite, ils appuient leur foi sur cette réalité ainsi supposée. Il est permis de relever à la base de cette construction une pétition de principe.

Une nouvelle génération de chercheurs a succédé à Loisy et à Guignebert, après avoir enseigné trente années en isolés à l'Université de Strasbourg. Paris a fondé le cercle Ernest Renan. Les travaux de cette école de mythistes se sont poursuivis depuis plus de dix ans. Ils aboutissent à montrer qu'aux origines du christianisme la Passion de Jésus a été conçue comme un mythe, que Jésus a été figuré comme un dieu et qu'il a été ensuite progressivement humanisé pour devenir le Jésus des Evangiles, crucifié par ordre du Procurateur romain Ponce Pilate.
Le Christianisme est ainsi issu d'une croyance illustrée pax une œuvre littéraire géniale, sans l'intervention d'aucun drame historique.
Personnellement, je pense que par cette conception le christianisme primitif apparaît grandi et non diminué mais alors c'est la base de l'Eglise catholique, et par conséquent du MRP, qui s'écroule.
(Quelques applaudissements)
Quel accueil à ce résultat des recherches a-t-il été fait dans la France ? L'accueil de l'Eglise est tout naturel ; autrefois, elle aurait fait brûler les livres de cette école mythique et peut-être même leurs auteurs. Aujourd'hui, elle répond par le silence. Ce qui est grave, c'est que l'Université officielle, l'Université laïque, adopte la même attitude. Elle ne discute pas les études des mythiques, elle les ignore, elle les dissimule.
Brièvement, un seul exemple très simple : parmi les preuves de la non historicité de la Passion de Jésus, il y a l'examen des chapitres des Actes des Apôtres relatifs à l'emprisonnement de Paul. Il comparaît devant un tribunal religieux et ensuite devant deux procurateurs romains. Ceux-ci n'aperçoivent dans tout cela que des discussions religieuses entre les juifs et Paul et je cite textuellement les Actes des Apôtres "au sujet d'un certain Jésus qui est mort et que Paul déclare être vivant".
Ni l'apôtre, ni les accusateurs, ne rappellent, ne mentionnent la crucifixion de Jésus, par ordre de Ponce Pilate, comme ennemi de l'ordre public et de l'ordre romain.
Ce silence ne s'explique que par l'inexistence de cette crucifixion en tant qu'événement historique. Or, dans les deux comptes-rendus qui ont été faits par des Revues scientifiques du livre où cette preuve est apportée, eh bien cette preuve n'est pas discutée. Elle est purement et simplement passée sous silence. Il y a là le signe d'une situation grave, qu'il faut signaler.
Depuis la libération, une sorte d'entente tacite s'est établie entre l'Eglise et les professeurs de l'Université spécialistes d'histoire religieuse. La base de cette entente est d'admettre comme un axiome l'existence historique de Jésus, que chacun ensuite interprète à sa façon. Ainsi, tous trouvant leur compte à cette entente, tous sauf la vérité.
L'Eglise dispose aujourd'hui, non seulement des professeurs des Facultés catholiques, mais aussi des professeurs catholiques qui sont dans l'Université officielle. Lorsqu'au début du 20ème siècle, l'Abbé Loisy fut chassé de l'Eglise

pour ses analyses trop libres du nouveau Testament, la République, bonne fille, l'a recueilli et lui a donné la chair d'Ernest Renan. S'il y avait aujourd'hui un nouvel Abbé Loisy, on douta qu'une chaire lui serait offerte par le régime de Gaulle, Pompidou, Fouchet.

Cette situation en elle-même est grave, mais elle s'aggrave encore par l'apparition d'un fait nouveau qu'il faut connaître, la position prise à cet égard par la science soviétique. Il faut signaler le livre de Lennsman, ouvrage de vulgarisation sur les origines du christianisme, dont la traduction française a paru à Moscou en 1961. Oh sans doute, ce livre, comme on le dit à propos du marxisme "à la sauce tartare" présente une liaison artificielle de l'évolution du christianisme et de l'évolution économique et sociale de l'Empire romain.

D'autre part, alors que le livre mentionne la création à Paris il y a dix ans du cercle Ernest Renan, il ignore systématiquement les travaux de ce Cercle, qui auraient pu lui fournir quelques résultats utiles et il renforce ainsi la conspiration du silence qui a été organisée en France par l'Eglise et l'Université.

Il reste que ce livre est bien composé et, dans l'ensemble, solide et qu'il apporte sur la théorie mythique les arguments qui avaient été déjà présentés par Loisy (?). On peut compter que ce livre se répandra dans les milieux Communistes français et quand ceux-ci demanderont à nos professeurs, à nos instituteurs laïques :"qu'en pense l'Université française" ? Suffira-t-il de répondre : "elle n'en pense rien ?", "Elle pense que le problème ne se pose pas" ?

Ainsi les travaux des chercheurs libres en France ont apporté à cet important problème une réponse qui n'est ni celle de l'obscurantisme officiel, clérical, ou universitaire, ni celle trop systématique des savants soviétiques. Encore faudrait-il qu'elle fût connue et qu'elle ne fut pas étouffée par le silence.

Est-ce que ces considérations sur l'opposition fondamentale entre la doctrine de l'Eglise et la pensée laïque sont le produit d'une fantaisie individuelle ? On les a trouvées expressément énoncées par Jaurès dès 1891, alors que Loisy et Guignebert n'ont pas encore apparu. Jaurès notait la conclusion qu'il tirait du libre du Père Didon sur Jésus-Christ. Il disait que "c'est un livre terrible pour les croyants, toutes les lacunes de l'existence de Jésus qui sont noyées dans les Evangiles apparaissent terriblement dans la Biographie du Père Didon" et l'on sort de son livre, disait Jaurès, en se disant "il est bien vrai pourtant que de la vie du Christ on ne sait presque rien".

Jaurès soulignait en 1892 les reculs successifs de l'Eglise devant la science, obligée d'admettre les théories scientifiques qu'elle avait tout d'abord condamnées, la rotation de la terre démontrée par Galilée, la série des ères géologiques au cours de millions d'années, l'évolution des êtres vivants proposée par Darwin et Jaurès poursuivait au sujet des Evangiles : il restera à l'Eglise à franchir un dernier pas. De même qu'elle considère maintenant bien des récits de la Bible comme allégoriques et mythiques, elle n'attribuera plus qu'une valeur symbolique à bien des récits des Evangiles qui touchent la personne du Christ. Elle sera obligée de s'incliner devant l'histoire et la critique comme elle s'est

inclinée devant l'astronomie, la géologie et elle affirmera la mission divine du Christ indépendamment de toutes les hypothèses physiologiques sur son origine qui n'ont aucun intérêt religieux.
Mais en outre Jaurès tirait d ces observations en 1892 une conclusion pratique qui était singulièrement hardie. Il réclamait l'introduction de l'histoire des religions dans l'enseignement publique et il écrivait :
"L'Histoire, impartialement enseignée, montrera à l'enfant que les formes religieuses se succèdent dans le développement humain comme les formes politiques et sociales et il apprend ainsi que les formes particulières du sentiment religieux peuvent être caduques, sans que l'âme humaine cesse de se tourner vers l'infini".
Voilà ce que Jaurès écrivait en 1892. Or, on retrouvera les mêmes idées vingt ans plus tard, dans le grand discours de janvier 1910 qui a été édité à l'époque sous la forme d'une brochure "Pour la laïque, que nous voudrions bien voir rééditée.
On trouve dans ce discours le même développement sur la résistance de l'Eglise, puis sur sa résignation, à l'égard des sciences modernes sur l'astronomie, la géologie et l'évolution des espèces. On y trouve la même prévision optimiste au sujet des progrès de l'histoire religieuse.
Il disait "dans l'application aux Livres sacrés des règles de l'exégèse, une révolution aussi silencieuse s'accomplit dans l'Eglise même."
Cette prévision a été à peu près réalisée pour l'Ancien Testament, Jéhovah en tant vu qu'il peut supporter ce travail d'analyse, mais pour le livre de son Fils, le Nouveau Testament, nous avons vu qu'il y a beaucoup plus de difficultés.
Enfin, il y a la conclusion de Jaurès en 1910 à l'égard de l'école, et elle constitue aujourd'hui notre réponse au MRP. Elle n'exclut pas, bien au contraire, les contacts et les ententes pour des actions communes limitées, mais elle maintient notre position à l'égard d'un problème fondamental. D'autre part, cette réponse de 1910 n'est pas périmée, elle est, au contraire, en avance sur la situation actuelle.
Voici comment Jaurès écartait la position de M, Pierre Scelle (?) du MRP : suivrons-nous disait-il le conseil que nous donnait M. Piou (?), dirons-nous que désormais dans ce pays trop profondément divisé, tout enseignement commun est impossible, qu'il faut prendre notre Parti définitif de cet antagonisme, qu'il y aura d'un côté les écoles de l'Etat et les écoles laïques, qu'il y aura de l'autre côté des écoles privées, des écoles catholiques et que les générations françaises seront indéfiniment divisées non pas entre ces deux écoles, mais entre ces deux camps.
J'admirais, dit Jaurès, avec quelle facilité, c'était presque provocant, M. Piou acceptait cette scission définitive. Ce serait la plus grave qui put se produire dans une société et Jaurès apportait sa propre solution :
"Je ne cherche pas, disait-il, à ranimer des controverses éteintes, mais je vous dis, quoique vous fassiez, ou vous périrez, ou vous ferez à la science, à la

démocratie, à la liberté, de nouvelles et si fortes concessions que tous les enfants de la patrie pourront se réunir dans une école commune".
Telle était la réponse et la position de Jaurès en 1910. Cinquante ans après, elle est encore la nôtre.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Garnier-Thonon.

Garnier-Thonon

Mes chers camarades, vous venez longuement d'entendre parler de notre sainte mère l'Eglise ; je regrette de quitter le ciel pour vous ramener sur terre, c'est-à-dire de parler d'une autre église, qui est l'église Communiste.
Je voudrais exprimer ici les préoccupations qui sont celles peut-être d'un grand nombre d'entre vous, au moment où à l'issue du Congrès notre orientation va se déterminer, en ce qui concerne un dialogue éventuel ou un soutien éventuel du Parti Communiste. Il est certain et c'est le cas de beaucoup d'entre nous que nous sommes d'accord pour constater que les erreurs du pouvoir et sa volonté en grande partie totalitaire, ont provoqué dans le pays un regain d'activité du PC et ont contribué à rejeter, par une sorte de réflexe de défense, un certain nombre de son côté.
Il n'est pas question ici de remettre en cause les tactiques défensives qui, entre le premier et le second tour, ont pu faire élire un certain nombre de Socialistes par des voix Communistes, et vice-versa.
Ces pratiques ont été tolérées officiellement, ou officieusement, et semblaient se justifier par le désir de limiter le danger gaulliste, considéré à juste titre d'ailleurs, après le référendum, comme le danger principal pour la démocratie.
Bien entendu, les Communistes, eux, n'ont pas donné à cette tactique temporaire et occasionnelle la même interprétation que le Parti et ont voulu lui donner un prolongement organique. Il est certain que les erreurs majeures du pouvoir, dans la grève des mineurs, et notamment l'abus du droit de réquisition, le refus prolongé de prendre une décision, ont par le truchement de l'action unique, nécessité l'appui des syndicats, ont obtenu au Parti Communiste une nouvelle approche vers un soutien, un contact, et des accords organiques.
De récentes déclarations interprétées par la presse d'une façon tendancieuse, bien sûr, ont souligné les questions graves que pose l'éventualité d'une coalition démocratique dont nous aurions la direction et dont nous serions les animateurs d'un éventuel colloque avec les Communistes.
Certains de nos camarades, certes, ne conçoivent pas - il y en avait un qui le concevait, c'était notre camarade Weil-Curiel, il a adhéré au gaullisme - un Front Populaire à la façon de 1936, car nous sommes tous conscients que les conditions ne sont pas du tout les mêmes. En 1936, nous avions plus de voix que les Communistes, les radicaux étaient un tiers important et valable au point de vue parlementaire et représentation dans le pays. Les Communistes étaient

Fondation Jean Jaurès

moins nombreux et moins forts peut-être. D'autre part, la Russie soviétique n'était pas la menace de maintenant.
Il est certain, qu'en face toutes ces considérations, pas un camarade ici ne préconise un pacte avec les Communistes à la manière du Front Populaire.
Mais nous tenons à ajouter que nous n'avons pas renié le Front Populaire, qui nous a procuré des avantages et permis de réaliser des progrès sociaux. Ce que nous réalisons, c'est que certains camarades préconisent des contacts conduisant à un soutien électoral et un soutien parlementaire, c'est-à-dire un soutien gouvernemental.
C'est ici que la question doit être posée, à mon sens, dans une résolution finale, dans une motion séparée, notre texte ne fait qu'y faire allusion. De quoi s'agit-il, et dans quelle hypothèse le contact dont nous avons parlé doit-il être pris, s'il doit être pris ?
Il s'agirait soit de renouveler, en l'étendant, la tactique du second tour de scrutin, dans l'éventualité d'une élection présidentielle et législative brusquée, ce qui est une hypothèse et ici peut-être la question devrait elle être étudiée de très près, avec tous les inconvénients qu'elle comporte. On peut se poser la question d'un contact d'un front démocratique et Socialiste, dont nous serions les animateurs, en vue d'une succession brusquée, à plus ou moins long terme, de De Gaulle et ici je dois dire que cette idée de la succession est dans les cerveaux de l'UNR, de, du distingué M, Terre-Noire, de M. Baumel, de l'inoubliable M. Fouchet, de M. Debray. Suivant les méthodes Couet, ils disent tous les jours "Il n'y aura pas d'après gaullisme, le gaullisme survivra à lui-même", ce qui marque leur crainte d'une succession, et leur préoccupation du remplacement.
Eh bien, l'hypothèse de cette succession, c'est celle là, mais le problème de nos contacts avec les Communistes serait plus important, ce qui pose la question de savoir si le Parti doit accepter un soutien, ou le solliciter tout simplement.
Il y a une question grave qui sera de savoir, si nous l'acceptons, quelle sera l'attitude de ces masses votantes et flottantes dont on parlait hier, et qui seraient capables de nous quitter pour refluer vers une droite rénovée ou un centre gauche reconstitué.
Nous lier avec le PC par un soutien, cela pose deux sortes de questions :
D'abord, des questions de politique intérieur, politique sociale, politique financière, politique fiscale, et également des questions sur cette partie de notre programme, qui est presque intangible, de politique internationale.
Ici, je voudrais essayer de poser ce qui me semble être la vraie question. Imaginons, une fois la succession du gaullisme ouverte, à la suite d'élections législatives, un gouvernement animé, dirigé par le Parti, se présentant devant l'Assemblée nationale, et sollicitant, à la suite d'accords tacites ou non de soutien, les suffrages nécessaires à sa survie et même à son investiture aux 150 députés Communistes.
Il l'obtiendra, ce soutien, certainement et sans péril pour notre programme et pour l'intégrité de la doctrine, quand il s'agira de nationaliser les banques

d'affaires, quand il s'agira de politique fiscale, quand il s'agira de défendre l'école publique, mais dès que se posera un problème de politique internationale - et c'est cela la question, que ce soit Berlin, que ce soit la question du Marché Commun, celle de la planification européenne, celle de l'Alliance Atlantique, celle de la défense du monde libre - nous devons choisir entre le maintien de notre programme éprouvé, et des concessions.
Si nous choisissons dans un sens, nous serons prisonniers des Communistes, et si nous choisissons dans un autre sens, ce sera la chute du gouvernement !
Dans ce cas, le gouvernement à direction Socialiste sera soutenu par les Communistes, et obligé, je le dis, soit de se maintenir en sacrifiant son programme - c'est-à-dire au fond la liberté et l'indépendance du pays, soit de se retirer, soit d'accepter les Suffrages d'une droite qui serait, elle, enchantée de les monnayer !
Dans tous les cas, nous nous trouverions, quelle que soit l'hypothèse, dans une situation impossible, qui sacrifierait complètement l'avenir, en nous discréditant aux yeux du pays et des électeurs. Qu'on ne vienne pas me dire, suivant une procédure déjà entendue, qu'à ce moment-là, nous dénoncerions au pays le manque d'honnêteté de nos partenaires, car on sait déjà que ces arguments sont absolument sans prise sur l'opinion...
Cette argumentation nous amène à une conclusion, qui sera en même temps, je crois, une question posée.
Accepter éventuellement le soutien des Communistes, cela implique que l'on soit d'accord sur quelque chose, et également que l'on sacrifie quelque chose. S'imagine-t-on que le PC, avec sa masse électorale, sa puissance politique, va offrir son soutien au Parti pour le ramener au Pouvoir, par une coalition, sans exiger une contre partie ? Ce serait, de sa part, une très grande naïveté, et ce serait, de notre part, de le croire, une très grande naïveté aussi, ou alors un extraordinaire machiavélisme !
Une discussion politique avec le PC ne peut, à, mon sens, être envisagée que dans deux hypothèses :
Ou bien le PC - on le disait hier, et Guy Mollet l'affirmait - est détaché de son allégeance vis-à-vis de Moscou, il accepte de soutenir les points de vue fondamentaux de la politique extérieure, ou bien Moscou a changé, et si profondément changé que l'URSS et le PC, et les PC dominés par l'URSS ont modifié leurs objectifs de politique internationale.
Certains esprits, dont je suis, pensent que cette évolution de l'URSS n'est pas niable, mais elle se réfléchit beaucoup plus probablement sur le régime intérieur de l'URSS, sur ses structures, que sur la politique internationale. Dans les directives données aux PC, le conflit doctrinal avec la Chine - autour duquel on fait si grand bruit - doit-il faire oublier la grande supériorité qu'a conservée l'URSS au sein de la coalition ? L'effroyable faiblesse du régime Chinois, son dénuement économique, son retard technique, indiquent qu'au cours des années l'URSS peut imprimer au monde Communiste l'orientation qu'elle veut.

Nous disons, encore, que la sagesse apparente de K après Cuba vient beaucoup plus, à mon sens, de l'exemplaire fermeté américaine que d'une volonté réelle de coexistence et de paix.
Pour qu'un dialogue, camarades, soit possible, en dehors des vœux pieux, des colloques - d'où il ne sort rien, des séminaires, des symposiums, des contacts, des phrases édifiantes, il faudrait que nous ayons un certain nombre de certitudes.
1°) il faudrait que le Parti Communiste renonçât à sa centralisation démocratique, à son monolithisme, qu'il acceptât, ce qui est essentiel pour nous, le dialogue démocratique.
2°) il faudrait que le Parti Communiste admit dans le pays l'existence d'une proposition, condition essentielle du fonctionnement d'une démocratie véritable.
Il faudrait aussi qu'il acceptât la nécessaire construction européenne, le fédéralisme européen, et même s'intègre quelque peu dans un pacte de défense atlantique.
Il faudrait aussi que, d'une façon ou d'une autre, qu'il marquât sa désadhésion, si j'ose dire, avec l'oppression - je ne peux pas l'oublier quand je parle des Communistes - que subissent, à 350 kilomètres de nos frontières, 100 millions de Polonais, d'Allemands de l'Est, de Baltes, de Roumains, de Tchèques et de Hongrois ; je voudrais bien, en passant, que certains de nos camarades et certains éléments de l'opinion française, qui sont si justement sensibles aux survies condamnées du colonialisme européen, fussent sensibles aussi à l'oppression colonialiste exercée à quelques kilomètres de Strasbourg sur les Allemands de l'Est, sur les Tchèques, sur les Roumains et sur les Hongrois !
Il n'est pas possible, quand on veut composer avec le PC, d'oublier qu'ils sont solidaires de cette oppression dont tous les jours - et je voyais hier des camarades Allemands présents au Congrès - la présence de camarades, dont les pays subissent cette oppression - plutôt dont une partie du pays les subit - nous rappelle, comme une sorte de conscience permanente, que là-bas aussi elle existe !
Ou bien alors, je l'ai dit, autre terme de la condition, c'est Moscou qui change, et ce n'est pas impossible, nous le souhaitons ; c'est la politique soviétique qui s'est tellement changée qu'elle permet aux Partis qui acceptent son influence d'adhérer à différents points... qui constituent nos divergences avec eux.
Je m'excuse de vouloir essayer de poser ainsi ce que je considère comme les vraies questions, ce qui, à mon avis, commande pour le Parti une prise de position précise à l'égard d'un soutien éventuel des Communistes.
Bien sûr, camarades, il ne faudrait pas biaiser avec les conversations que chacun d'entre nous peut avoir, dans sa fédération, sur le plan municipal du quartier, de l'arrondissement, de la commune, avec quelques responsables Communistes ou tel ouvrier Communiste, dont nous savons bien qu'ils sont d'authentiques républicains, et parfois même d'authentiques Socialistes. Il s'agit bien sûr d'un rapprochement, d'un contact éventuel, en vue d'un soutien avec la direction du

Parti qui, jusqu'à, nouvel ordre - et Guy Mollet le disait, je crois, l'autre jour au Congrès de la fédération du Pas-de-Calais - est toujours "comme un bâton, comme un esclave, comme un cadavre attaché à Moscou".
Je considère que cette question est fondamentale pour l'avenir du Parti, pour l'avenir même de la démocratie française et de la liberté du monde libre, et je précise qu'il me semble qu'une résolution devrait être déposée au cours même de ce Congrès - si elle est recevable dans la législature du Congrès - pour qu'une instance, Comité directeur ou instance séparée, examine la question du soutien Communiste, autrement que dans la phrase presque finale qu'à peu près tous nous avons votée, parce qu'elle n'était ni trop explicite, ni assez explicite !
Mon vœu est donc que la question du soutien éventuel soit examinée, en posant les 30 questions, et non en se contentant d'allusions que déjà, je dois dire, la Presse interprète différemment, suivant ses tendances et ses désirs.
(Applaudissements)

Le président - Je passe la parole à Ladel, du Tarn.

Ladel

Camarades, je consacrerai mon intervention au problème des structures, problème au sujet duquel le texte qui a été présenté par le Comité directeur dit qu'il s'agit d'un problème essentiel, un problème d'ailleurs posé depuis longtemps, et au sujet duquel à Puteaux, j'avais formulé des propositions et des solutions concrètes qui semblaient alors avoir recueilli l'approbation d'un grand nombre de délégués de la conférence Préparatoire.
Depuis Puteaux, j'ai eu de nombreux contacts avec des militants des diverses fédérations, et je puis affirmer qu'effectivement, on considère généralement comme essentiel ce problème des structures de notre Parti.
Sans doute n'allons-nous pas nous trouver en présence de textes, de motions à voter, préconisant telle ou telle solution ! D'ailleurs le Comité directeur dans ses feuillets verts s'est borné à jeter en bloc - je reprends ses propres termes pour notre usage - quelques idées, quelques suggestions.
Nous savons que le présent Congrès aussi, ne peut modifier le règlement du Parti, mais je déposerai tout à l'heure en application des dispositions de l'Article 76 de notre règlement, un projet de résolutions tendant à réviser nos statuts et je souhaite que ce soit suivant l'orientation et compte tenu des précisions que je vais développer.
Je ne prétends pas épuiser le sujet ni traiter de toutes les questions soulevées par de nombreux camarades, je voudrais seulement, simplement, dans cette gerbe d'idées qui nous est présentée, dégager le ton général et faire des propositions concrètes qui, portées à la connaissance des sections, serviraient de base de discussion ; encore que je considère que mon projet est un tout, car lorsque l'on parle d'organisation, il est indispensable de respecter certaines articulations sous peine de mettre l'édifice par terre.

Collection Jean-Jaurès

Il me paraît inutile de revenir sur les justifications de cette réforme de structures que désire la quasi-unanimité de nos camarades.
Je rappelle simplement le but poursuivi, but que définissent parfaitement Maurois et Fejardy dans "Points de vue et controverses" ; je cite : "il convient de doter le Parti de structures nouvelles, fonctionnelles, adaptées aux exigences de la meilleure efficacité".
Je suis heureux, pour ma part, de me trouver une fois de plus d'accord avec nos jeunes, entre les mains de qui nous devons remettre aujourd'hui même cet outil rénové et efficace que sera demain notre appareil.
C'est donc avec le souci de l'efficacité que je propose des solutions concrètes, c'est-à-dire des modifications à nos statuts, touchant l'échelon local, l'échelon régional et l'échelon central.
C'est à l'échelon local que commence la vie politique, qui se traduit par des actes concrets des militants et des élus.
La section n'existe pas dans toutes les communes et ne peut souvent exister.
Il nous faut pourtant, sur place, dans cette petite cellule essentielle, un correspondant local qui sera membre du Parti et qui pourra s'inscrire à la section voisine.
Mais c'est au canton qui devient de plus en plus le noyau actif des collectivités locales, qu'il faut créer l'action cantonale, qui coordonnera l'action et la propagande des correspondants locaux et des sections locales.
Nous sommes aujourd'hui tous persuadés que l'action du Parti ne peut se borner à la vie de la section, et un jeune camarade étudiant, Fleury, disait très bien cela, hier, à la tribune, comme le déclarait aussi mon ami Spénal député du Tarn : Une bagarre au quartier latin entre étudiants Socialistes et camelots du roi, est plus profitable à la cause étudiante qu'un laïus devant une section Socialiste du Quartier Latin ; et cela est vrai partout, c'est pourquoi nous devons penser au moyen de toucher hors de la section ceux qui ne sont pas encore au Parti.
On a parlé d'action spécialisée, de formation spécialisée, j'accepte le terme, et je propose qu'on l'applique à cet échelon du Parti existant dans quelques fédérations comme la mienne, c'est-à-dire à l'échelon Secteur.
Le secteur - dont on doit la création dans la fédération du Tarn à notre Ami Rost, député d'Albi - correspond à une circonscription électorale ; je parle du mien, Castres-Mazamet que j'ai mis en place et qui est doté d'un comité exécutif élu par un Congrès de Secteur. A lui, à ce secteur, revient notamment la création et la mise en place des Commissions spécialisées.
Je vous invite, si vous êtes de passage dans le Tarn samedi prochain, à venir voir la mise en place de la Commission Agricole, commerce, artisanat, la section féminine - Jeanne Brutelle est venue nous aider il y a quelques mois, - loisirs, etc.
Dans un tel cadre, celui du secteur, c'est-à-dire de la circonscription électorale législative, il est possible et rentable d'organiser des actions spécialisées.

Contribution Jean-Jaurès

Croyez-moi, je parle d'expérience dans ce domaine, et les résultats sont vraiment très importants.
Voilà trois modifications proposées sur le plan local : correspondant local, section cantonale, secteur.
Voyons à l'étage au-dessus, je veux parler de la région.
Ici, trop de camarades ne semblent pas réaliser le vide que constitue pour le Parti l'absence d'un échelon régional, et pourtant le problème n'est pas nouveau !
Le 15 mai 1945 - il y a dix huit ans - Léon Blum à une tribune de Congrès disait sa pensée à ce sujet -, comme le faisait hier Leenhardt, je cite : "Pour ma part, je le dis en passant, je suis régionaliste, en ce sens que je crois nécessaire de créer dans ce pays un certain nombre de centres vivants, une activité de vie régionale, qui deviendraient par la force des choses les centres de notre propagande du Parti, et de notre Presse du Parti" - il y a 18 ans de cela,- 18 ans perdus à cet égard, mais pendant ce temps, l'organisation administrative, régionale, a été mise en place.
Depuis quelques années, c'est l'organisation économique qui s'est décentralisée et régionalisée. Vous savez bien qu'il existe des comités d'expansion régionale, des plans régionaux dans le cadre des plans nationaux, des conférences interdépartementales d'équipements où les chefs de service se bagarrent très souvent, - je peux vous parler aussi d'expérience - un IGAME coordonnateur dans chaque région.
Et nous, sur le plan politique, qu'avons-nous ? Rien. Mais l'UNR, elle, ne perd pas son temps ! nous allons voir son activité se régionaliser autour de journaux régionaux. N'est-il pas question de créer à Toulouse, justement, un quotidien UNR pour faire pièce au quotidien de "La Dépêche" !
Croyez-moi, camarades, il est temps de coller au réel et d'organiser ces centres de propagande, d'information et d'action que préconisait Léon Blum.
Créons cette région Socialiste qui coordonnera les actions départementales, rassemblera en un faisceau puissant et efficace les militants et élus de toute la région, qui par ailleurs pourront étudier et promouvoir l'expansion économique dans le sang Socialiste, alors qu'aujourd'hui les camarades d'une région s'ignorent, et souvent ne s'entraident pas.
A ce sujet, d'ailleurs, vous serez contents de savoir que sur le plan matériel les dispositions de nos Congrès soient modifiées et que l'on groupe par région les camarades ou les délégués des fédérations de façon à ce que l'on puisse faire un noyau, et se rencontrer, se connaitre davantage.
J'en arrive à l'étage supérieur : l'échelon national.
Vous avez trouvé dans "Points de Vue et Controverses" un projet, sous ma signature, détaillé et complet, de la réorganisation du Parti à l'échelon central.
De nombreuses fédérations ont réservé un accueil favorable à ce texte et je les en remercie.
Il peut être amendé, certes, mais ce qui me paraît essentiel dans ces propositions, c'est d'une part, la séparation des tâches administratives, des tâches politiques du

Parti, et la création ci 'un secrétariat général administratif avec, à côté, et au-dessus bien entendu, le Bureau Politique du Parti - je tiens beaucoup à la dénomination Bureau Politique du Parti - et d'autre part, ce qui est également essentiel dans ces propositions, c'est l'efficacité de l'appareil du Parti qui suppose une articulation parfaite des rouages et une organisation des actions pour permettre une formation rapide et complète à tous les échelons.
Je rappelle rapidement mes propositions : D'abord composition du Comité directeur, en fonction des régions Socialistes - représentation territoriale du Parti, c'est-à-dire 23 membres pour les 23 régions Socialistes (ces 23 membres élus à raison de 8 par région par les Congrès régionaux, 23 membres élus librement, candidature libre au Congrès national) - puis un Secrétariat administratif du Parti qui administre le Parti - je ne reviens pas sur le texte que vous avez entre les mains.
Guy Mollet, à Puteaux, me répondait : "cela coûtera cher de mettre à la tête du Secrétariat administratif un fonctionnaire, un administratif, qui serait de la classe d'un directeur de ministère", mais Guy Mollet doit savoir que les directeurs de ministère gagnent moins que les députés, que nos secrétaires généraux adjoints ont été rétribués sur cette base, il y a peu de temps.
Il faut voir les choses telles qu'elles sont ; n'importe quel contremaître, partout, gagne autant qu'un directeur départemental des PTT par exemple.
Voyons maintenant le Bureau Politique, eh bien, le Bureau politique, je l'ai dit, c'est l'organisme permanent de décisions du Parti, et il s'adjoint des secrétaires généraux bien entendu, adjoints ; information, éducation, propagande, presse, pour l'un, questions intérieures, extérieures, et surtout la représentation des organismes spécialisés, c'est-à-dire, la remontée verticale des Commissions spécialisées que vous avez trouvées au secteur, agriculture, jeunesse, etc. pour l'autre.
Enfin, une Commission nationale d'Etudes qui serait le véritable Parlement du Parti, et cette Commission nationale d'Etudes aurait à sa tête peut-être les membres du cabinet fantôme - dont Guy Mollet disait avec beaucoup d'à-propos que cela serait un match de catch, il parlait de la désignation des candidats du cabinet fantôme - mais je pense tout de même qu'entre camarades, si nous sommes sérieux, nous pourrons certainement trouver dans chaque secteur le camarade le plus valable, et nous incliner devant la compétence de ce camarade sans autre formule de procès.
Il faut donc au Parti un appareil fonctionnel à tous les échelons, un appareil dont l'articulation soit parfaite et dont le fonctionnement et l'efficacité soient garantis par une organisation - qui manque aujourd'hui - entre les différents organismes du Parti.
Camarades, mettez cet outil entre les mains des jeunes, qui devraient entrer en masse au Comité directeur. A ce sujet, je suis étonné que les jeunes ne soient pas plus nombreux comme candidats au Comité directeur. Je fais un appel à ceux

qui ont moins de 30 ans pour qu'ils s'inscrivent - ce qui est encore possible - et nous voterons volontiers pour eux à la place de ceux qui ont plus de 60 ans.
(Applaudissements)
Quand nous aurons fait cela, voyez-vous, que nous aurons mis cet appareil entre les mains des jeunes, allez, laissez voguer la galère, la victoire est sûrement au bout.
Mais ces propositions que je fais aujourd'hui ne sont encore qu'espoirs et projets, il me faut revenir au règlement qui prévoit à son article 76 que le Congrès après s'être prononcé sur la résolution que je vais déposer, doit porter la question à l'ordre du jour d'un Congrès national suivant, ou Congrès extraordinaire ou d'un Conseil national ayant pouvoir de Congrès.
Nous ne pouvons attendre deux ans pour modifier les structures du Parti, le prochain Congrès national pour forger un outil dont nous avons besoin aujourd'hui, pour une politique définie aujourd'hui.
C'est pourquoi ce Congrès serait bien inspiré, à mon avis, de décider d'un Conseil national ayant pouvoir de Congrès, et qui se réunirait avant la fin de cette année pour décider de la réorganisation du Parti et des modifications à apporter au règlement du Parti.
Je voudrais en terminant appeler encore l'attention des camarades sur l'importance primordiale que nous devons attacher dans une société où les techniques elles-mêmes évoluent rapidement, à ces problèmes d'organisation.
Les solutions que nous apportons doivent être assez souples pour s'adapter rapidement, mais prévoir dans tous les cas - j'y insiste - une articulation simple entre la base et le sommet.
Alors, les militants à tous les échelons seront informés et sauront informer et éduquer autour d'eux. Ils constateront d'ailleurs rapidement l'efficacité de leur action.
Il faut le dire : le Parti n'a pas le droit d'être en retard d'une génération, car celle-ci monte - la vôtre, camarades Jeunes, ne nous pardonnerait pas et s'orienterait alors vers d'autres formations politiques plus dynamiques.
Mais le Parti ne gagnera démocratiquement cette bataille contre le système capitaliste que lorsqu'il aura décidé que l'on ne se bat plus en 1963 avec les boulets de la guerre de cent ans.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Thieblot.

Thieblot (Puy-de-Dôme)

Mes chers camarades, le thème même de nos débats prouve la gravité de la situation, non seulement de la démocratie française, mais également de notre Parti.

Aussi, je crois qu'il est intéressant de voir ensemble l'analyse de la situation actuelle, de façon à en tirer un certain nombre de conclusions qui nous permettent de repartir au combat dans de bonnes conditions.
L'analyse, qui est présentée dans les feuillets verts que l'on nous a donnés, présente un certain nombre d'arguments qui me semblent valables et intéressants ; certes, si l'on peut accuser le gaullisme, en particulier, de nous avoir fait beaucoup de mal, également nous pouvons penser que le Parti s'est battu courageusement et a pu maintenir relativement la situation, il n'en reste pas moins vrai qu'il me paraît assez puéril de penser qu'il n'y a que l'attitude des partis extérieurs qui peut expliquer la régression des voies et du nombre des adhérents au Parti.
Je crois que c'est un bon argument en réunion publique, mais ceci n'est pas suffisant dans un Congrès pour pouvoir modifier les conditions.
Il est certain que notre vie actuelle de Parti ne prédispose pas à avoir un outil valable, et je crois qu'un certain nombre de camarades ont, tout à l'heure, développé ce thème, et en particulier notre camarade Ladel qui vient de quitter cette tribune.
Je pense, en effet, que la structure actuelle du Parti ne permet pas de dégagements suffisants à l'extérieur, et que notre problème principal doit être, non pas seulement de raisonner en fonction de notre comportement vis-à-vis des différentes formations existant actuellement, mais principalement d'essayer de s'adresser aux inorganisés.
En effet, la vie politique en France a progressivement réduit le nombre des Partis ; nous ne sommes pas les seuls à subir cette régression, et la masse importante de jeunes, en particulier, tend à prouver que c'est à ces inorganisés qu'il faut principalement s'adresser.
En ce qui concerne ces inorganisés, il est certain que l'élément principal est l'élément jeune, et un certain nombre de nos camarades jeunes, en particulier Souton et Maurois, sont venus attirer l'attention sur le comportement du Parti vis-à-vis des jeunes.
Eh bien, cette jeunesse que je fréquente habituellement, tout au moins la partie qui représente, si l'on peut dire, l'élite de cette jeunesse - et Maurois a bien voulu dire qu'elle représentait 10% - je crois que c'est à celle-là, qu'il faut s'adresser, et pour s'adresser à, cette jeunesse il ne faut pas cacher notre marque Socialiste ; je ne crois pas que ce soit une bonne tactique, une bonne solution, car si les jeunes sont actuellement préoccupés de leur condition matérielle immédiate, ils ont également des préoccupations philosophiques, auxquelles il faut répondre.
Pour les toucher, il est incontestable qu'il faut essayer d'aller porter la bonne parole là où ils sont, c'est-à-dire dans les organisations professionnelles ou dans les organismes spécialisés ; c'est là où nous pourrons les atteindre.
C'est à l'occasion des problèmes matériels posés d'une manière précise - je pense, par exemple, aux militants de l'UNEF - que nous pouvons, je crois, essayer de recruter des jeunes en allant porter la parole Socialiste.

Fondation Jean Jaurès

En ce qui concerne les étudiants, il est certain qu'habituellement ils ne considèrent pas le Parti Socialiste SFIO avec beaucoup de sérieux il est certain que les moqueries sont fréquentes, et ceci est dû en grande partie, non pas aux attaques contre le Parti Socialiste, mais à la sensation, pour eux, que nous sommes une vieille formation, et que cette vieille formation doit se changer, ou disparaître.
Eh bien, nous avons l'intention - un certain nombre de militants ici - de ne pas disparaître, et c'est pourquoi je pense qu'il faut nous réformer profondément dans nos méthodes.
Il y a les jeunes, qui sont peu atteints, mais qui ne demandent qu'à venir vers nous, si nous avons la possibilité de leur présenter un programme valable, il y a aussi les femmes, dont a parlé avec beaucoup de talent J. Brutelle.
Il y a également une partie de la population, dont on a peu parlé, ce sont les paysans. Il est certain que dans un certain nombre d'endroits, en tout cas dans notre fédération, les paysans représentent actuellement un élément particulièrement sensible et valable pour l'opposition, car ce sont les prolétaires d'aujourd'hui, et ces prolétaires peuvent se réclamer de notre position, si nous savons la leur présenter comme il faut.
Je crois que le problème principal, est précisément de s'adresser à ces inorganisés et c'est la où nous devons puiser nos futurs militants et peut-être nos futures troupes électorales.
A ce point de vue, je voudrais dire que l'un des défauts actuels du Parti c'est peut-être de faire jusqu'à un certain point - tout au moins de tolérer - de l'électoralisme. L'électoralisme, incontestablement, nous fait beaucoup de mal, car il s'agit souvent de ne pas blesser les électeurs influents, et de ne pas montrer le vrai visage du Socialisme.
J'en viens maintenant à un problème difficile, qui est le rapport avec les autres formations politiques, dont on a beaucoup parlé, peut-être beaucoup trop parlé.
Néanmoins, je voudrais insister sur l'état d'esprit des camarades de nos fédérations qui pensent, en ce qui concerne le Parti Communiste - dont l'analyse, des rapports actuels que nous avons avec eux a été faite remarquablement tout à l'heure par Garnier Thenon, et nous partageons jusqu'à un certain point les préoccupations de Garnier Thenon - qu'il faut non pas seulement attendre que le Parti Communiste se détermine, mais également lui poser des questions que tous ont aux lèvres, à savoir leur position sur un certain nombre de questions, tant sur le plan fondamental que sur le plan des préoccupations tactiques immédiates, et l'on a rappelé tout à l'heure les oppositions assez fréquentes que nous avions avec cette formation.
Pour attirer les uns et les autres, pour que les autres formations se déterminent, je crois qu'il est nécessaire d'avoir un programme précis, programme dont nous avons quelques exemples dans le papier rosé distribué, mais auquel il faut peut-être ajouter un certain nombre de choses.

A ce programme, nous demandons qu'il soit ajouté la reforme des circuits de distribution. Ce problème est extrêmement important du point de vue pratique et immédiat ; nous demandons qu'on rappelle également les différents programmes pouvant toucher la baisse de la vie, et peut-être dire un mot des Anciens Combattants.

Ceci nous amène maintenant à voir quelles sont les réformes de structure.

Eh bien, comme un certain nombre de camarades l'ont déjà dit, il faut absolument essayer de modifier la structure qui ne doit pas, constamment, tourner autour de la section.

Les sections sont réduites, et d'autre part la vie des sections est difficile, mais elle est difficile parce que nous ne cherchons pas l'ouverture vers l'extérieur ; il est beaucoup plus simple de discuter entre simples militants, et de ne pas provoquer de discussions violentes, mais ceci n'est pas le problème. Le problème, c'est d'aller - nous l'avons dit tout à l'heure au sujet des étudiants, mais c'est valable pour un certain nombre d'autres formations - chercher les gens là où ils sont, c'est-à-dire soit dans leurs préoccupations professionnelles, soit dans leurs formations, philosophique ou culturelle.

Il est certain que nous devons déléguer des camarades dans ces formations, de façon à essayer de faire, là aussi, un noyau Socialiste, noyau Socialiste autour duquel se grouperont probablement un certain nombre d'individus, qui pourront nous apporter, c'est certain, le rajeunissement que nous cherchons depuis longtemps.

De plus, cette organisation doit être complète et nous pensons aujourd’hui à ce qu'a dit, tout à l'heure, Ladel, et en tout cas nous pensons que ceci est peut-être un moyen certain et efficace, c'est d'essayer de faire une structure solide au Parti.

Je voudrais dire un mot, avant de terminer, sur le changement de sigle du Parti.

Il est certain que notre désir de nous renouveler est valable, mais nous ne pensons pas que le simple fait de changer, de modifier le titre du Parti puisse nous attirer beaucoup d'adhérents nouveaux.

Nous pensons que ce sigle reste valable et il reste valable également en indiquant notre vocation internationale, vocation internationale qui doit être apparente aux yeux des individus et, en particulier, pour montrer que nous sommes liés aux autres partis européens ; c'est actuellement une plateforme tactique qui me paraît très valable et susceptible de nous amener un certain nombre de camarades ou de gens, ou de sympathisants qui, depuis longtemps, ne sont pas rentrés dans le Parti pour des raisons très diverses et, en particulier, parce qu'ils ont peur d'être embrigadés dans une formation qu'ils accusent d'un certain sectarisme. Je dis simplement ceci, non pas pour en accuser le Parti, mais c'est souvent la position d'un certain nombre de camarades et je pense que si nous adoptons cette transformation et que nous gardons, malgré tout, notre sigle, nous aurons fait un renouveau du Parti qui nous permettra de gagner de nouvelles batailles.

Je voudrais surtout dire avec Rougeron, qui l'a dit hier avec beaucoup plus de talent, que si nous avons foi dans le Parti, nous gagnerons la bataille.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gagey, du Doubs.

Gagey (Doubs)

Camarades, je ne viens pas ici disserter sur le lien de Parti, ni jeter le cri d'angoisse d'une conscience torturée, mais plus modestement et, je crois, plus efficacement, je viens tenter d'apporter une modeste contribution à l'élucidation de notre problème qui est de définir les moyens d'une adaptation du Parti Socialiste aux conditions actuelles du combat politique.
Cette contribution, que je vous propose, tiendra tout entière dans une très brève remarque, remarque d'allure plus théorique, assez théorique sans doute, et qui n'est, à tout prendre, que le rappel d'une vérité connue, archie connue même, mais qui n'en est pas moins assez souvent oubliée.
Cette vérité, la voici :
- Le Socialisme n'est pas, d'abord, un idéal ou une idéologie, dont un petit groupe d'hommes, le nôtre, organisé en Parti, serait le témoin et le prophète. Le Socialisme est une réalité, la vérité d'un processus historique irréversible, largement amorcé, dont les partisans sont légion et dont notre Parti tente seulement d'être l'expression au niveau des structures politiques de la démocratie bourgeoise.
Vous voyez, c'est très banal. D'aucuns penseront même que c'est terriblement abstrait et tout à fait éloigné de la portée, si peu que ce soit, de la lumière dont nous avons besoin.
Eh bien, réfléchissons ici de plus près et nous verrons que c'est tout le contraire qui est vrai.
Et tout d'abord, nous comprendrons qu'il est non seulement vain mais faux et anti-Socialiste de s'angoisser des prétendus reculs de l'idéal Socialiste ou de la dépolitisation des citoyens.
Oui, certes, la place qu'occupe actuellement le Parti sur l'échiquier complexe du jeu parlementaire n'est pas satisfaisante, mais il ne s'ensuit ni qu'il faille le repeindre à neuf pour attirer de nouveaux électeurs, ainsi qu'une marque de savon qui change d'emballage, ni qu'il suffise d'ailleurs qu'il se replie dans l'intransigeance des formules vieilles.
La vérité, c'est que nous avons à retrouver le contact avec la réalité d'un processus de socialisation qui est encore autour de nous et dont nous voulons être l'expression politique.
La question n'est pas de croire ou de ne pas croire à un idéal, elle est de voir une réalité car, enfin, qui donc peut douter de l'irrésistible montée d'un homme nouveau lorsqu'il a vu le regard ouvert des enfants sur les banc de nos écoles, lorsqu'il a rencontré le sourire heureux des campeurs vivant pleinement les

Fondation Jean Jaurès

loisirs neufs, lorsqu'il a éprouvé la ténacité des travailleurs dans l'effort pour améliorer leur qualification, oui qui peut douter que l'homme soit partout au travail pour réaliser, sur tous les chantiers, cette transformation inimaginable dont les grands penseurs du Socialisme ont été les premiers à percer la possibilité et à annoncer la venue ?

Certes, sur le visage de l'homme d'aujourd'hui se rencontrent les nombreux stigmates d'une vie qui n'échappe encore que trop partiellement à la misère et à l'oppression, stigmates d'une culture faussée, d'un habitat trop entassé, d'une économie dirigée loin des préoccupations suffisamment humaines d'une vieillesse abandonnée, mais déjà ce qui a été fait est une garantie pour l'avenir et le Socialisme, comme espérance, est profondément enraciné derrière ces rides elles-mêmes. Ainsi, notre tâche ne consiste pas à créer de toutes pièces le Socialisme, mais de rencontrer cette espérance déjà en mouvement.

Nous avons sans doute à être le lieu où elle s'organise, Cette espérance, en vouloir politique, mais il faut pour cela déjà que nous nous laissions largement traversés par elle, que nous nous décidions enfin, passez-moi l'expression, à reconnaître notre enfant.

Sans doute, cette rencontre à renouveler présente-t-elle quelques aspérités.

De notre côté, d'abord. Il est vrai que nous portons, nous aussi, quelques stigmates. Le combat mené sur le plan politique, pour l'avancement du Socialisme, dans des conditions souvent ingrates, face à de rudes adversaires et trop souvent sur leur terrain, avec le sentiment parfois d'être seuls, nous a façonné une manière de pensée où les problèmes de tactiques ou de conjoncture immédiate prennent une importance trop grande.

Il faut réapprendre à penser stratégie d'ensemble, tirer du gaullisme cette leçon : combattre l'adversaire en l'attirant sur son propre terrain, non en allant le suivre sur le sien.

Notre erreur a été d'accorder au politique, à l'Etat, une importance qu'il n'a pas dans la perspective Socialiste.

Laissons au monarque paranoïaque la douce illusion de se croire l'Etat tout puissant et omnipotent dans le même temps où l'on peut voir chaque jour son pouvoir reculer devant l'événement.

Sachons clairement que l'Etat est un moyen d'action limitée, qui peut canaliser, aider, multiplier les efforts et les initiatives mais ne peut pas créer, à partir de rien. Il ne peut donc pas y avoir d'Etat Socialiste s'il n'y a pas un mouvement préalable et puissant, dans le sens du Socialisme, qui nous entoure.

Et je crois que c'est autour de ce thème qu'existent profondément les malentendus de notre Parti et de la réalité sociale en mouvement autour de nous.

Nous nous croyons trop profondément les responsables uniques, chargés de l'instauration du Socialisme, alors que nous avons à aider ce lieu où il prend une meilleure conscience de lui même.

Si nous savons croire la masse des hommes qui travaillent autour de nous, dans des mouvements spécialisés, sur des problèmes précis, techniques, concrets, où

l'avenir et la promotion de homme sont en cause, si nous savons renouer avec ces hommes, non en nous présentant comme leur conscience, non en nous présentant comme les uniques responsables de cette montée humaine qui doit se réaliser, alors, n'en doutons pas, la possibilité nous est offerte de retrouver une vie et un souffle qui, en fait, ne manque pas et qui ne semble manquer qu'à cause de ce malentendu essentiel.

Sans doute, il existe également, pour que cette rencontre puisse se réaliser, des malentendus qui tiennent à la manière dont une classe bourgeoise nous présente à l'opinion. A la croire, nos assises, depuis des années, ne sont que combat de X contre Y, avec l'appui de Z ou de Z'. A l'en croire, la personnalisation et la concurrence petite bourgeoise, qui sont la loi de la politique dans les partis non Socialistes, se seraient introduises dans nos rangs.

Il y a là une caricature profonde de la réalité que nous vivons.

Mais, cette caricature, il importe de la démentir courageusement, fut-ce au prix de mesures qui pourront nous paraître injustes, à nous qui sommes à l'intérieur de cette aventure vivante, mais nous devons assumer la responsabilité de ces changements, ce façon à ce que cette caricature soit définitivement démentie car elle ne correspond nullement à la réalité de l'espérance qui nous anime.

D'une certaine façon, camarades, la fédération du Doubs, que je représente ici, a considéré que les textes "A" et "B", qui sont proposés à nos votes, diffèrent trop peu pour qu'elle ait à se prononcer sur une majorité ou sur une minorité. Elle pense que les résultats de ce Congrès risquent, en raison de la procédure suivie, d'être largement insuffisants par rapport à ce qu'on attend de nous.

En effet, au mieux nous déciderons que des contacts devront être pris, alors que nous devrions être déjà présents, en mesure de prendre un certain nombre de dispositions pour faire face aux exigences de la situation présente.

C'est pourquoi la fédération du Doubs, sans prendre parti sur les textes "A" et "B", m'a demandé de représenter ici une seule suggestion, mais qu'elle croit importante : s'il est nécessaire que, dans la période de négociations qui va s'ouvrir après ce Congrès, nous ne jetions pas prématurément notre Parti dans une aventure par des décisions précipitées, s'il était sage, par conséquent, que ce Congrès arrive, après de larges discussions, et ne se trouve pas devant la nécessité de conclure par des décisions impératives qui aboutiraient à des changements trop radicaux, il est néanmoins nécessaire que, dans la phase exploratoire qui va s'ouvrir, les contacts soient pris dans un esprit réellement jeune et nouveau, et c'est pourquoi la fédération du Doubs demande que les contacts qui seront pris à partir de ce Congrès, et sur la base des indications qui seront données par ce Congrès, le soient pas une seconde équipe et non par le Comité directeur qui va être élu.

Il est en effet nécessaire qu'une telle continuité existe dans l'Organisation du Parti et il est peu vraisemblable que les modifications qui interviendront dans la composition du Comité directeur soient considérables et puissent l'être à la suite de ce Congrès, mais il est néanmoins nécessaire que les contacts puissent être

pris sans aucune équivoque et c'est pourquoi nous demandons instamment qu'à côté de la Direction et de la marche du Parti, surveillé et dirigé par le Comité directeur qui va être élu, nous chargions, nous Congrès, une autre équipe susceptible d'assurer ultérieurement une certaine relève, de prendre en main les négociations exploratoires dont, en définitive, le Congrès a essentiellement à décider de l'opportunité et de la manière dont elle se réalisera.
(Applaudissements)

Le président - J'informe le Congrès que la Commission constituée pour examiner les demandes de réintégration se réunira à 15 h 30 dans la même salle qu'hier, sous la tribune.
Je donne la parole à Courtovoy, de la Marne.

Courtovoy (Marne)

Camarades, étant congressiste délégué de la fédération de la Marne, mais également étudiant ayant à passer un examen, vous voudrez bien m'excuser si mon exposé est un peu confus car je ne pensais pas intervenir ce matin.
Je voudrais tout d'abord tous faire part de certaines réflexions :
- Je pense que ce Congrès du Parti Socialiste SFIO revêt une importance particulière dont nous devons tous être conscients ; importance parce qu'à l'extérieur du Parti, bien sûr, on nous observe, on présente le Congrès comme l'événement politique du jour, mais surtout parce que c'est une occasion pour les militants du Parti, les militants de province de se rencontrer et cette occasion ne se présente que deux fois par an, et je crois que si, à l'heure actuelle, étant donnée la situation de notre pays, la situation de notre Parti surtout, de ce Congrès ne sort pas quelque chose de nouveau, tant sur le plan de nos structures, de nos méthodes, de notre tactique, je crois que nous n'aurons plus rien à faire.
Ce Congrès doit ouvrir un processus. S'il ne le fait pas, il décevra, d'abord les militants et, ensuite, l'extérieur, bien sûr, tous ceux qui nous attendent, tous ceux dont on parle, qui sont des Socialistes à l'extérieur du Parti.
J'aurais aimé, avant d'aborder le problème des structures et de la tactique du Parti, reprendre certaines interventions qui m'ont frappé hier, notamment celle de notre camarade Boutbien.
Je suis vraiment étonné d'avoir entendu notre Camarade Léon Boutbien faire le procès de Gérard Jaquet et rentrer dans les rangs de ceux qui, à l'extérieur, ont déformé sa pensée sciemment, de façon à lui faire dire ce qu'il n'a pas voulu dire.
(Applaudissements)
Et je suis étonné d'autant plus que cela vienne de la part de notre camarade Boutbien dont on a bien souvent déformé la pensée et qui s'est expliqué beaucoup moins clairement que Gérard Jaquet sur certaines de ses positions, par le passé.

Fondation Jean-Jaurès

J'ai également regretté qu'il demande le départ du Secrétaire Général du Parti. S'il y a quelqu'un qui n'avait pas à le faire, c'est bien lui car s'il y a des gens dont nous devons souhaiter le départ des instances du Parti, je crois que c'est de Léon Boutbien, et je le dis sincèrement de la part de jeunes militants du Parti. (Applaudissements)

Je regrette de devoir personnaliser ce débat, mais cela a été fait et je voudrais bien que Léon Boutbien ne le fasse plus, ni d'autres camarades.

Ensuite, j'ai noté, dans l'intervention de Francis Leenhardt un certain nombre de points relatifs à la dernière expérience électorale.

Francis Leenhardt a déploré nos accords électoraux avec le Parti Communiste et il nous a dit que ces accords électoraux nous avaient amené une perte substantielle de voix de la part des électeurs MRP et Indépendants.

Sincèrement, camarades, je ne le crois pas ! Jamais vous ne ferez voter les électeurs MRP ou Indépendants pour la SFIO ! Vous les ferez voter UNR, ils ont voté UNR, mais pas SFIO

(Applaudissements)

Le corps électoral Communiste, beaucoup plus facilement, et cela a été démontré, votera Socialiste. De même, nous avons remarqué, dans nos départements, que lorsque nous avons demandé à un Candidat un retrait pur et simple et qu'il y avait choix pour eux entre un MRP, et un Communiste, ou entre un UNR et un Communiste, nos camarades, nos Electeurs votaient, aux deux tiers ou aux trois quarts Communistes. Donc il y a une volonté de notre corps électoral pour certaines alliances, si alliances il y a besoin, mais refus d'autres alliances.

Maintenant, en ce qui concerne les jeunes, on a hier beaucoup parlé des jeunes. J'ai la prétention d'être jeune ; n'ayant que 23 ans, je me considère encore comme jeune. Je suis entré au Parti à une époque qui n'était pas rosé, début 1958 ; j'ai connu les défaites électorales ; je suis néanmoins encore militant du Parti et je peux me flatter de dire que j'ai amené de nombreux jeunes au Parti.

(Applaudissements)

Dans notre département, dans la fédération de la Marne, nous avons amené un certain nombre de jeunes, grâce notamment et au travers des Foyers Léo Lagrange, c'est certain. Nous avons, à l'heure actuelle, sur 150 Foyers, une cinquantaine de jeunes qui sont UJS, mais dans ces derniers mois nous avons une recrudescence de la part d'étudiants et d'étudiants qui étaient militants PSU dans les années passées. Donc, il est bien évident, c'est manifeste, que notre Parti représente un certain attrait pour ceux-ci, et qu'ils attendent les résultats de ce Congrès pour décider de l'attitude qu'ils adopteront à notre égard.

(Applaudissements)

Maintenant, appeler les jeunes, toutes les formations politiques le font, toutes les formations disent : "Les jeunes ne font plus de politique, sont dépolitisés". Je ne le crois pas ! Je crois que les jeunes se retranchent dans des formations, des organisations culturelles ou d'éducation populaire et, dans ces organisations

culturelles ou d'éducation populaire, et encore plus dans des syndicats de jeunes, tels le CNJA ou l'UNEF, ces jeunes discutent, à tous les échelons, des problèmes dont nous discutons dans nos Congrès. Donc, ils ne sont pas dépolitisés, mais ils refusent l'engagement politique dans nos formations du passé.
Donc, se pose le problème de rénover notre Parti de façon à le rendre attrayant pour les jeunes et, là, nous trouverons des jeunes en quantité, autant que par le passé.
Rénover le Parti, c'est un fait. Egalement l'ouvrir, le transformer, en faire une grande formation Socialiste de gauche. Mais je crois que pour ouvrir le Parti, pour en faire une formation Socialiste, une grande formation de gauche en France, il faut que nous commencions par faire une révolution sur nous-mêmes, une révolution de nos structures, et là je voudrais reprendre le projet du camarade Ladel qui nous a beaucoup plu, qui a représenté pour nous beaucoup d'attrait.
En effet, nous sommes à l'heure de la régionalisation et il est impensable qu'un parti comme le nôtre refuse de se régionaliser. Quand nous voyons, dans un ensemble de départements, les moyens que nous utilisons, qui sont faibles - nous avons, dans 3 ou 4 départements voisins, un Bulletin, un Journal mensuel du Parti, à 5 000, 6 000, 10 000 exemplaires, nous voyons un permanent fédéral pour chacune de ces fédérations, - ne croyez-vous pas qu'il serait beaucoup plus efficace, sur le plan de la propagande, de centraliser, dans le centre régional, basé sur les régions économiques telles qu'elles existent maintenant, l'organisation du Parti, la propagande du Parti.
Nous avons fait une expérience, la semaine dernière, nous avons réuni un Congrès régional. Nous nous sommes réunis séparément pour les votes, mais pour les débats nous étions réunis ensemble, à 4 fédérations ; nous étions 150 camarades réunis, et je crois que nous avons tous éprouvé une satisfaction immense de nous trouver à 150 dans une salle, à entendre des gens nouveaux, à entendre ce que pensent les camarades des départements voisins, leurs problèmes qui sont les nôtres, étant donné que nous sommes groupés autour de la même académie bien souvent, étant donné que nous avons les mêmes problèmes de transport, les mêmes problèmes économiques.
Nous avons pu discuter de toute une quantité de problèmes semblables et nous avons vu combien il était regrettable d'avoir fait le travail séparément autrefois, pour discuter des problèmes du Parti, des problèmes politiques, des problèmes économiques.
Donc, je ne pourrai que défendre ce projet de régionalisation, mais en dehors de cela, pour que la base soit représentée efficacement au sein du Comité directeur du Parti, il ne s'agit pas de ne pas voter - Ladel, je m'excuse il parait que tu l'as dit - pour les gens qui avaient plus de 60 ans, car là je ne suis pas d'accord, je crois que ce qui compte, c'est la représentation de la base du Parti à ses instances directrices, à son Comité directeur et la régionalisation nous le permet, si nous

avons une part de représentants des régions et une part élue directement par le Congrès au Comité directeur.
Et, dans un avenir futur, je vais un peu plus loin, je dirai que si nous voulons créer cette force de gauche qui soit un parti travailliste à l'image du Parti travailliste anglais, nous serons obligés d'admettre des tendances au sein du Parti. Le Parti travailliste anglais a un certain nombre de tendances et ne s'en porte pas plus mal, avec ses 6 millions d'adhérents !
Si nous avons des tendances, cette moitié du Comité directeur élue par le Congrès peut l'être proportionnellement aux tendances qui se font jour dans le Congrès, et nous avons là une formule démocratique pour la direction du Parti.
Maintenant, pour rendre plus fonctionnelle la direction à l'échelon national, nous devons envisager la formule du shadow cabinet, le Président du Bureau politique étant le Président futur de la République ou du Conseil, ayant autour de lui un Bureau du Parti qui est composé de gens pouvant assurer diverses responsabilités ministérielles fixées à l'avance et qu'ils n'inter changeront pas, comme ce fut le cas sous la IVème République.
Autour de ces gens une Commission nationale d'étude composée de techniciens qui seront peut-être les membres de cabinets ministériels de ce gouvernement homogène Socialiste ou simplement des conseillers pour les camarades qui seront responsables dé certains portefeuilles ministériels.
Maintenant, si sur la formule des structures il y a rénovation, si nous devons voir une rénovation, je crois également que nous devons être clairs quant à notre tactique, clairs, nets, ne louvoyons plus, si nous devons choisir des alliés, faisons-le, mais n'en changeons pas du jour au lendemain.
Jaquet a dit non à la Droite, il n'a pas dit oui au Parti Communiste.
Si nous reprenons les termes de Gérard Jaquet tant dans le Populaire, qu'à la radio, qu'à la télévision, il a dit textuellement : "que la formation de gauche qui se constituera avec notre Parti, autour de lui, ou à l'intérieur de notre Parti, ne saurait certainement pas, dans un premier temps être majoritaire, elle regroupera 30, 35% des voix, mais il ne faut pas avoir peur d'être minoritaire ou d'être dans l'opposition, cela n'a jamais tué personne d'être dix ans dans l'opposition, au contraire !
(Applaudissements)
Cette formation de gauche, étant minoritaire, ne prétendra pas avoir le pouvoir en composant des ministères avec n'importe qui. Elle acceptera cependant un soutien sur le programme qu'elle aura élaboré, un soutien de la part des gens qui sont les plus proches les plus susceptibles de soutenir le programme quelles que soient les divergences, quel que soit le fossé, c'est-à-dire le Parti Communiste.
A l'heure actuelle, je crois qu'il faut regarder les choses en face. Aucun de nous n'est partisan des formules adoptées par le Parti Communiste. Aucun de nous, dans cette salle, je pense, Francis Leenhardt, Boutbien, Guy Mollet, Jaquet, n'a un sentiment différent sur les démocraties populaires, sur les régimes

totalitaires, sur le centralisme "démocratique" adopté par le Parti Communiste, mais il y a divergence sur des problèmes tactiques, sur des problèmes de mots.
Certains disent négociation, d'autres disent dialogue, d'autres encore disent pas de contacts.
Or, je crois qu'il serait aberrant pour nous de nous diviser sur ces problèmes, comme le désire, la presse. Mes camarades, comme le désire le régime gaulliste.
(Applaudissements)
Hier soir, aux informations, on a dit que le Congrès se partagerait sur l'attitude à prendre vis-à-vis du Parti Communiste, qu'il y avait les pro-Communistes, qu'il y avait ceux qui étaient contre. Mais c'est faux, nous devons montrer que ce n'est pas le problème, nous avons tous les mêmes sentiments à l'égard du Parti Communiste, mais il y a un problème de tactique sur lequel nous sommes divisés.
Jaquet a dit très clairement : nous accepterons le soutien s'il est inconditionnel, nous n'acceptons pas la discussion sur le programme, un dialogue en vue d'un soutien pour le programme que nous désirons voir appliquer.
C'est tout, cela ne va pas plus loin.
Je crois, camarades, que si nous nous engageons sur une réforme des structures du Parti, réforme complète, si nous nous engageons vers une réforme également complète de notre tactique...

Garnier Thenon - Je m'excuse de t'interrompre, comment peux tu penser que le Parti Communiste va nous offrir inconditionnellement son soutien sans contrepartie ?
C'est cela le sens exact de ma question !

Courtovoy - Je crois qu'il faut analyser ce qui se passe dans le monde Communiste...

Garnier Thenon - Comment peut-il donner ses voix sans contre partie ?

Courtovoy - sur le plan international, il y a une évolution que nous n'analyserons pas ; sur le plan national, il y a des remous que nous connaissons, le livre publié sous le pseudonyme de Jendru, c'est tout de même quelque chose. Nous savons quels sont les gens du Parti Communiste qui signent sous ce pseudonyme. C'est quelque chose, c'est un progrès.
L'attitude de l'Union des étudiants Communistes, qui regroupe 5 000 étudiants Communistes, l'ensemble des étudiants Communistes, la plus forte organisation politique en milieu étudiant est une attitude de controverse à l'égard de la direction.
Ces gens-là, si nous refusons de comprendre leur attitude, si nous ne disons pas que nous l'approuvons, seront déçus et nous ferons le jeu des totalitaristes de Moscou et des dogmatiques du Parti Communiste français qui diront : "Voyez-

vous, vous ne les comprendrez jamais, il y a un fossé entre vous et eux, alors qu'entre nous, au fond, il n'y a que des divergences !
(Applaudissements)
Donc, nous devons dire que nous apprécions l'évolution, nous devons le dire sincèrement, comme l'a fait Guy Mollet, comme l'ont fait Gérard Jaquet et d'autres.
Nous devons dire : nous apprécions l'évolution, continuez, quand vous serez arrivés à une évolution totale, quand vous serez redevenus Socialistes, nous pourrons faire l'unité, mais pas maintenant !
Maintenant, camarades, je crois que si nous avons une attitude nette sur le programme, sur la tactique, nous verrons revivre dans notre pays le Socialisme, une force de gauche.
Je voudrais déplorer dans le programme qui nous a été présenté certaines lacunes, non pas des lacunes, mais un manque d'insistance sur des points très importants, je crois, essentiellement la démocratisation de l'enseignement, le logement, etc. qui ont une part minime sur le programme présenté.
Evidemment, notre Parti a toujours été partisan du présalaire étudiant qu'on appelle maintenant l'allocation d'étude, mais il faut le dire, le préciser ; cela vaut la peine de faire une page là-dessus sur 25 pages du programme présenté. Or, il y a trois lignes sur ces problèmes parmi lesquels je citerai : la démocratisation de l'enseignement, le logement, la cogestion universitaire, le problème des parents, des professeurs, de l'administration, le rapport Wallon-Langevin, etc.
Pourquoi ne pas parler aussi de la socialisation du sol ? Les gens du CNJA acceptent la socialisation du sol, ils nous l'ont dit, pourquoi ne pouvons-nous pas écrire cela ? Pourquoi aussi ne pas parler du logement des jeunes travailleurs, des étudiants, d'un urbanisme démocratique ?
Tout cela n'est pas assez précisé. Nous aurions dû insister beaucoup plus et les camarades qui se pencheront sur les problèmes devront faire de véritables rapports sur ces problèmes à présenter au Congrès.
Si nous nous engageons dans cette voie, des problèmes essentiels pour la jeunesse, la démocratisation de l'enseignement, le logement, les structures et la tactique du Parti, nous ferons un grand Parti Socialiste et une force de gauche importante en France !
(Applaudissements).

Georges Guille

Mes chers camarades, puisque avec beaucoup d'inconscience, j'ai pris le risque de faire a ce Congrès figure de Burgrave ou de revenant d'un passé révolu, en face de tant de disciples de Voronoff dont je vais affronter l'ardente, impétueuse, impitoyable et sémillante jeunesse, sans doute aurais-je du m'affubler d'une de ces vieilles barbes fluviales, tant appréciées au début du siècle, mais j'y penserai la prochaine fois.

Nous touchons au terme de la nouvelle procédure inaugurée à l'occasion de ce Congrès. Elle m'est apparue à la fois lente, lourde et confuse. Je ne pense pas qu'à cet effort obstiné de synthèse préalable, qu'à cette recherche à tout prix d'un accord avant le Congrès, nos travaux et nos débats aient gagné en clarté, ni dans nos sections, dans nos fédérations ou ici même. Et je ne crois pas qu'il y ait intérêt à retenir cette méthode pour l'avenir. Nous aurons d'ailleurs l'occasion d'en reparler.

Pour l'instant, comme avant la Conférence nationale de Puteaux les 23 et 24 mars, j'avais au Comité directeur donné ma signature à certains textes et j'ai été amené à la retirer par la suite. Je voudrais, si le Congrès me le permet, lui en exposer les raisons. Car, le moment étant venu pour le Parti de trancher, je souhaite qu'il le fasse sans aucune équivoque dans des domaines aussi importants.

Or, je crains que dans certains esprits tout au moins, on ait laissé s'établir des confusions regrettables.

Confusion par exemple entre le programme immédiat et le programme fondamental. En quoi le fait d'annoncer des mesures immédiates comme par exemple la nationalisation des banques ou de certaines grandes industries, est-il incompatible avec le rappel que notre but final est la destruction totale, la disparition du capitalisme ? Confusion encore, entre les problèmes aussi distincts que les regroupements politiques en général, la coalition des démocrates de gauche, le revirement des Socialistes, ou les structures du Parti.

Je suis pour ma part, autant que quiconque, convaincu de la nocivité pour la démocratie d'un excessif endettement des partis. Je souhaite autant que quiconque que des regroupements aussi larges que possible puissent s'opérer.

Si un grand parti modéré se constituait en dehors de l'inconditionnalité gaulliste, groupant les Indépendants, les MRP et une bonne partie des radicaux, dont on voit mal ce qui les sépare et les distingue les uns des autres, et s'il en résultait une sorte de parti conservateur à la manière anglaise, je n'y verrais pour ma part que des avantages.

Si même, ceci étant réalisé, l'opinion gaulliste nous amenait à prendre avec eux, à un moment donné, sur des points précis, une attitude commune ou plutôt une attitude identique, je n'y verrais aucun inconvénient.

J'irai même à ce sujet plus loin que certains d'entre vous. Pour la présidence de la République par exemple, je serai personnellement disposé à voter contre le gaullisme, pour n'importe qui me donnerait des garanties d'un retour de la fonction présidentielle à une fonction authentiquement démocratique.

(Applaudissements)

Mais de toute façon, il est bien évident qu'un tel regroupement ne nous concerne pas directement, qu'il ne peut se faire éventuellement qu'en dehors de nous, et, pour reprendre une expression de De Gaulle à propos de l'Europe, nous ne pouvons envisager de nous y dissoudre.

Autre chose est la coalition des démocrates de gauche que nous pourrions former éventuellement, nous, démocrates Socialistes, avec des démocrates de nuance Socialiste, en vue d'assumer dans certaines circonstances et dans certaines conditions, les responsabilités en commun, à partir d'un programme commun préalablement arrêté en commun, limité dans ses objectifs comme dans le temps, et qui comporterait un certain nombre de réformes de structures, jugées par nous possibles et souhaitables, et par les autres acceptables.

Ah ! il y a les Communistes. Mais vous ne pouvez pas ignorer l'existence des Communistes dans l'échiquier politique de ce pays. Et vous ne pouvez pas ignorer qu'il dépend d'eux de permettre ou d'empêcher toute expérience politique de gauche. Alors dans ce cas, dans l'hypothèse que j'examine, eh bien les Communistes seraient informés, placés devant le choix et la responsabilité, soit de permettre une telle expérience par leur soutien, soit de la rendre impossible par leur opposition. Mais ceci n'est pas nouveau, et ceci ne met pas en cause leurs structures propres.

Reste le vrai regroupement, celui qui nous intéresse directement, je veux dire celui des Socialistes, des gens de formation de pensée Socialiste, de conviction Socialiste. Car, aussi longtemps, et cela viendra peut-être, mais aussi longtemps que le Parti Communiste n'aura pas évolué dans ses rapports avec Moscou et dans sa conception de la démocratie, aussi longtemps que ne sera pas effacé le Congrès de Tours, la mission essentielle du Parti est d'assurer la permanence du Socialisme, du Socialisme démocratique, révolutionnaire, internationaliste et nationale et j'en viens par là à l'objet même de mes observations.

J'avais donc initialement avec une trentaine de camarades du Comité directeur, signé dans sa rédaction première, le texte A de structure et tactique, auquel s'opposait un texte B signé par six ou sept camarades du Comité directeur. Je ne le trouvais pas parfait, certes, mais un texte commun ne saurait satisfaire pleinement chacun de ses auteurs.

Et puis, il y a eu la Conférence nationale de Puteaux, les 13 et 24 mars, les discours et les commentaires que j'y ai entendus, et puis, il y a eu le 3 avril une ultime réunion du Comité directeur, consacrée à un nouvel et laborieux effort de synthèse. Celui-ci eut pour résultat de modifier encore le texte majoritaire dans le sens souhaité par les auteurs du texte B, sans pour autant d'ailleurs aboutir à l'unanimité escomptée. Mais ces modifications m'apparurent pourtant suffisantes pour me faire retirer mon accord antérieur.

N'ayant nullement l'intention de livrer ici une fastidieuse et d'ailleurs vaine bataille d'amendements, dans la position assez isolée où je me trouve, je voudrais du moins livrer au Congrès quelques réflexions et j'aurai besoin de toute l'indulgence des camarades dont je peux, chemin faisant heurter les sentiments.

Je le ferai sobrement, et assez brièvement puisque dans une remarquable intervention que j'ai applaudie et approuvée sans réserve, mon ami Rougeron, hier en fin d'après-midi a dit beaucoup de choses que je pense.

Je confesse humblement mais tout net, que je ne participe en effet que très imparfaitement à la fureur novatrice qui semble, à des degrés divers s'être emparée brusquement de certains camarades.
En mars, à Puteaux, et vous en retrouverez l'écho dans les textes qui vous seront soumis, on a beaucoup parlé de rénovation, de rajeunissement, de transformation profonde et même de résurrection.
Je croyais par moment entendre les accents de Michel Debré en 53 saluant le renouveau, et je me demandais si plus ou moins consciemment nous ne nous étions pas laissés imprimer par le style gaulliste et sa condamnation sans cesse répétée de tout ce qui peut relever de jadis.
Mais pour De Gaulle les choses sont simples. Quand il réprouve un jadis relativement récent, c'est pour faire retour à un jadis infiniment plus lointain. S'il écrase la troisième, la quatrième Républiques de son mépris, c'est pour revenir à l'Empire ou à la Monarchie.
(Applaudissements)
Ce n'est pas un progrès, c'est une régression. Et quand Debré parlait de renouveau, il savait parfaitement ce qu'il entendait par là. Il s'agissait uniquement pour lui du retour de De Gaulle au Pouvoir. Et ça, c'est clair, mais pour nous, pour le Parti, ce renouveau qu'est-ce qu'il signifie exactement ?
Il faudra le dire, camarades. Il faudra le définir avec précision.
Certaines formules m'ont parue bien vagues souvent. Et parfois, lorsqu'à travers leur imprécision, j'ai cherché et essayé de percer les intentions et les pensées, eh bien ! je l'avoue, je me suis pas senti rassuré du tout.
Un camarade, à Puteaux, a parlé de la nécessité de repeindre la maison ou la façade. Ah ! S'il s'agissait d'en raviver la couleur, je n'y verrais pour ma part aucune objection. Par contre, s'il devait être question d'en changer la couleur ou d'en atténuer la teinte, alors, notre accord n'irait pas loin.
(Applaudissements)
Je crains qu'on manque d'objectivité dans l'analyse de la situation présente. A ce sujet par exemple, le texte A de tactique et de structures initialement disait :
"La raison essentielle, la raison au singulier (on a mis un pluriel depuis), la raison essentielle tient évidemment à la situation politique française." J'en ai, pour ma part, la conviction profonde, et le nier d'ailleurs serait admettre que nous vivons dans les conditions d'une démocratie normale.
Mais le texte B disait : "nos reculs électoraux ne sont imputables que partiellement à l'influence du gaullisme."
Honnêtement, il n'y a pas entre les deux formules seulement une différence d'accent, de tonalité, il ya en réalité contradiction.
Mais le goût de la synthèse est tel actuellement, que le 2 avril on a trouvé le moyen d'introduire les deux formules à peine modifiées dans le nouveau paragraphe 6 commun. C'est à mon avis, méconnaître gravement l'importance du phénomène politique que représente le gaullisme et ses effets. Cette importance est déterminante, autant que provisoire d'ailleurs.

Certes, il est tentant et habile, comme un camarade l'a fait pour les besoins de sa cause, de comparer les voix obtenues en 45 dans un climat exceptionnel à celles de 1962 dans des conditions autrement anormales. C'est tentant, c'est habile, mais ce n'est pas probant. Car il faudrait expliquer alors comment nous avons pu gagner 50 000 voix entre la consultation de 51 et celle de 56. Et chacun sait que si l'on avait voté en juin 1957, le gain eut été plus important encore. La comparaison vraiment significative, ça n'est pas celle-là La comparaison vraiment significative, il faut la faire entre janvier 1956, dernières élections avant De Gaulle, et novembre 1962, dernières élections après De Gaulle.
On passe en gros, c'est vrai de 3 300 000 voix à 2 300 000...

Charles Lamarque Cando - On n'avait pas de candidats partout.

Georges Guille - J'y viens et d'ailleurs ce n'est pas la première fois que nous nous rejoignons... sur des constatations intelligentes… (rires)... mais n'oublions pas que sont apparus deux éléments nouveaux,: d'une part quatre années de pouvoir gaulliste - et cela compte ! - quatre années de dénigrement officiel des partis, de dépolitisation de l'opinion par les moyens très puissants que vous savez, et d'autre part le scrutin d'arrondissement, et le fait, comme le souligne Lamarque Cando qu'en novembre 1962, nous présentions 124 candidats de moins qu'en novembre 1958, et je ne sais combien de candidats de moins qu'en janvier 1956.
Or, les effets de ces deux éléments nouveaux, simultanés et conjugués ont été ressentis par tous les partis, le nôtre et les autres.
Le nôtre moins que les autres. Il est clair, au surplus, que c'est là où l'influence gaulliste a le moins mordu, et ou le Parti est le mieux organisé, sous la forme de jadis d'ailleurs, que la démocratie a tenu.
Et on peut même noter une différence sensible entre les élections générales faites dans le courant, dans la foulée d'un plébiscite, et les élections partielles moins directement influencées par le "guide".
Alors, je vous en supplie, ne cherchons pas toujours à l'intérieur du Parti, contre toute logique, des raisons et des explications qui lui sont extérieures souvent.
Ou bien alors, cherchons-les toutes. Et je pense que nous avons mieux à faire que de ressasser éternellement nos griefs passés ou nos divergences.
Mais puisqu'il est question de renouveau, pour être au goût du jour, essayons au moins de distinguer ce qu'il convient de renouveler. Moi, je veux bien. Et peut-être chacun d'entre nous ferait-il bien de commencer par regarder en lui-même et de se demander si élu ou non, il ne devrait pas d'abord renouveler son ardeur militante.
(Applaudissements)
Mais sans doute convient-il aussi de renouveler nos méthodes, les formes de notre propagande, et de notre action pour les mieux adapter pratiquement aux

Contribution Jean-Jaurès

conditions de la vie moderne et pour organiser le Parti en fonction de ces nécessités du moment.
Je crois que les suggestions, comme celles de Ladel méritent d'être étudiées. Je pense que tout le monde est d'accord là-dessus. Et personnellement quand par delà les vœux pieux et les formules générales des textes, on en viendra à l'examen des moyens concrets, j'en serai un partisan.
Car il s'agit bien des moyens matériels, et par conséquent, hélas, aussi des moyens financiers.
C'est tout le problème de la diffusion, de la presse, de la radio, de la télévision, scandaleusement monopolisées par le pouvoir, bref le problème de la propagande. Mais je ne vois pas qu'il puisse y avoir là matière à la moindre divergence entre nous, et si certains camarades ont, à ce sujet, des idées intéressantes et pratiques, je ne pense pas qu'elles puissent donner lieu à des textes opposés entre lesquels nous aurions à choisir.
S'il s'agit de renouveler notre vocabulaire et de répudier je ne sais quelle terminologie devenue soudain désuète, c'est déjà autre chose.
J'espère qu'on n'éprouvera pas le besoin de récrire la Déclaration des principes ou le programme fondamental, car la rédaction m'en parait excellente ! Il parait pourtant et je cite, certaines formules n'ont plus de signification précise pour la génération présente.
Je m'en excuse auprès de vous.. je ne m'en étais pas aperçu !
J'ai, ces derniers temps, parce que cela m'intéresse et que je le recherche, à différentes reprises parlé devant des jeunes, des ouvriers, des étudiants, les uns et les autres mêlés, je n'ai pas changé mon vocabulaire, et l'ancien Secrétaire Général des Jeunesses, l'ancien délégué à la propagande des Jeunesse que je suis n'a pas trouvé ceux d'aujourd'hui moins réceptifs que ceux d'il y a trente ans.
Ah ! ils sont moins nombreux, c'est que le phénomène de dépolitisation, de désaffection, de désintéressement de la politique constaté chez les adultes - on ne fait que le répéter depuis hier - est proportionnellement plus sensible chez les jeunes, et c'est tout à fait normal. Mais ce n'est pas une question de vocabulaire, croyez-moi.
Les jeunes sont, naturellement, excessifs, c'est de leur âge, et quand ils ne le sont pas, c'est que ce sont de faux jeunes.
Vous ne les intéressez pas avec des combinaisons politiques, électorales, parlementaires, mais vous pouvez les attirer par une opposition vigoureuse, sans compromis et sans fioriture au régime.
(Applaudissements)
Les jeunes sont plus volontiers contre que pour quelque chose.
Ceux de mon âge, dans le temps, venaient au Parti horrifiés par la guerre, révoltés par l'injustice sociale, sensibilisés par les outrances du fascisme, dont ils vivaient le drame et quelquefois la tragédie par delà le Rhin, les Alpes ou les Pyrénées.

Ils y venaient contre cela, beaucoup plus que séduits par la démocratie Socialiste.
Aujourd'hui, appelons-les donc à se battre carrément contre le pouvoir personnel et ses conséquences prévisibles pour demain. Mais pour cela, commençons par nous battre nous-mêmes.
Mais enfin, cette parenthèse refermée sur les jeunes, j'ajouterai seulement qu'il m'a plu d'entendre, à propos de la jeunesse, exprimer avant moi la confiance et l'optimiste par un jeune authentique de 23 ans, alors qu'il m'a semblé parfois qu'à propos de la jeunesse, le scepticisme et le doute venaient de camarades qui sont infiniment moins jeunes.
Cette fois, je ferme vraiment la parenthèse, et je suis tout prêt pour ma part à abandonner ces formules dites anachroniques, ce langage ancien qui ne trouve plus d'écho ; je suis prêt à les abandonner pour peu qu'on veuille bien me les faire connaître de façon plus précise et me les désigner clairement.
A vrai dire, je crois que cette rénovation là présenterait encore plus de difficultés que d'inconvénients, car il ne suffit pas de changer les mots pour changer les choses et la langue française, si elle est riche, elle est aussi précise et il n'y a pas tellement de façons de désigner exactement les choses dont on parle.
Etant bien entendu que pour aucun d'entre nous, j'imagine, et je le dis sans ironie, un éventuel changement de vocabulaire ne saurait être un acheminement vers une modification de nos idées, de nos principes, de notre doctrine.
Ce serait chose étrange, en effet, au moment où beaucoup plus sûrement que par leurs idées généreuses les philosophes du 18ème siècle préparèrent la grande révolution, les savants actuels par les progrès vertigineux de l'électronique, de l'automation, préparent pour demain une révolution infiniment plus profonde, bouleversant les productions, que le capitalisme n'y pourra survivre, et que le Socialisme sera imposé par la force même des choses, à défaut de la volonté des hommes.
Dans ce cas, je vois assez mal comment nous pourrions modifier notre langage et si je comprends bien, parce que nous l'avons toujours fait, comment nous devons adapter notre programme d'action aux conditions du moment, je ne vois pas du tout comment nous pourrions modifier notre doctrine.
Alors, le renouveau, sur quoi peut-il porter ? Nous devons, nous dit-on, devenir le grand parti de la démocratie Socialiste. C'est donc que nous ne le sommes pas. Dans ce cas, peut-être n'en existe-il aucun, peut-être en existe-t-il que j'ignore. De toute façon, pour devenir comme disent les uns ce parti de la démocratie Socialiste, ou pour nous affirmer comme tel selon les autres, que devrions-nous faire ?
Eh bien, rien moins qu'une réforme profonde, "un renouvellement profond de notre Parti dans tous les domaines". Vous avez bien entendu, dans tous les domaines. Il est trop vieux, paraît-il, il ne répond plus aux exigences de l'heure. Il n'est plus branché sur les réalités du jour, il est une chapelle trop étroite, fermée, qu'il faut ouvrir largement sur l'extérieur.

Camarades, je ne veux offenser personne, ce n'est pas là ma manière, je supplie qu'on ne voit pas dans ce que je vais dire aucune assimilation dans mon esprit injurieuse pour quiconque, mais c'est un fait que ces propos-là, je les ai entendus en 1933-1934, au Congrès d'Avignon notamment.
(Applaudissements)
On sait ce que vécurent ces forces neuves. Le vieux parti, lui, le vieux parti fini, dépassé, deux ans après prenait, pour la première fois, la direction du gouvernement en France.
Les mêmes propos, je les ai entendus jusque dans ma fédération. Les camarades m'ont expliqué, alors que les vieux partis avaient sombré dans le désastre de 1940, qu'il fallait y renoncer et que la grande idée du moment était de faire du neuf, à partir des organisations de résistance, du MLN, du FLN, ou de la fusion des deux, mais ces mouvements là se sont évanouis en fumée, pour des raisons trop évidentes et notre vieille Maison est restée debout.
Quant aux nouveaux partis issus de la résistance, comme l'UDSR par exemple, il n'a jamais rien représenté ; en dehors de M. Pléven, unique vestige, qu'en reste-t-il aujourd'hui ?
Je me méfie des modes passagères et des nouveautés saisonnières, en dehors des toilettes féminines.
(Applaudissements)
Dans la voie de ce renouvellement profond, il faudrait aussi adopter un sigle nouveau, nous disent les uns, et les autres paraissent en accepter l'hypothèse, j'y suis résolument hostile, car j'en vois les inconvénients et sincèrement, je n'en vois pas les avantages. Il importe peu que, changeant d'étiquette comme de chemise, les troupes gaullistes prennent successivement celles de RPF, de Républicains sociaux, d'UNR, d'UDT, ou demain une autre, les formations ne représentent rien par elles-mêmes, elles n'existent qu'en fonction du chef qui, lui, ne change pas de nom.
Pour nous, il en va autrement, mais je m'interroge sur les raisons qui pourraient me convaincre de changer de sigle, de changer notre sigle et aussi nos drapeaux en même temps. S'agit-il de marquer uns rupture spectaculaire avec le passé ? Alors, il nous faudra aussi ranger dans les greniers les portraits de nos maîtres et si je regards la décoration de cette salle, j’ me demande si ça n'est pas déjà commencé.
(Applaudissements)
Il faudra aussi ranger dans les greniers les portraits de nos maîtres, leurs œuvres, en faire un autodafé et tirer un voile pudique sur le passé, grâce à quoi sans doute nous deviendrons plus attrayants !
Je ne vois pas ce qu'il y a de choquant dans cette vieille SFIO, non pas qu'elle soit française sans doute, alors internationale et ouvrière. Mais, camarades, le jour où le Parti perdra son caractère ouvrier ou international, qu'est-ce qu'il représentera ?

Peut-être est-elle seulement trop vieille, mais j'ai vu aussi à des époques différentes apparaître des étiquettes nouvelles qui se voulaient sans doute attrayantes elles aussi. J'ai connu le PUB, j'ai connu le PSQB et plus tard j'ai connu le néo Socialisme qui se parait du nom prestigieux de Jean Jaurès, et plus récemment j'ai connu le PSA et le PSU. Je n'ai pas l'impression que ces étiquettes nouvelles aient jamais fait accourir les foules, ni qu'elles aient joui d'un grand pouvoir d'attraction, avant de sombrer très rapidement dans l'oubli.
Regardez par contre dans le monde du syndicalisme, les mouvements dissidents ont pourtant toujours conservé les toilettes initiales, tantôt la CGTU, tantôt la CGT-FO avec Jouhaux ou Frachon les trois seules lettres du vieux sigle GGT ont toujours gardé sur la masse leur attrait et leur influence.
(Applaudissements)
Tous mésestimez peut-être, mes camarades, la valeur sentimentale que les militants éprouvés accordent au vieux sigle ; si vous en changez, craignez que l'effet soit surtout négatif et perdant, sans être sûrs que d'autres soient positifs et bénéfiques.
Ces autres d'ailleurs auxquels on pense, qui sont-ils exactement ? Sont-ils engagés ? S'agit-il de membres de partis politiques voisins ou d'organisations syndicales, ou coopératives ? S'agit-il de radicaux de gauche, de PSU ? De Syndicalistes, de Coopérateurs ? Dans ce cas-là, la négociation et la discussion seront plus aisées, ce sont des militants, ils connaissent les exigences de l'organisation, les nécessités d'une règle, d'une discipline ! Il ne leur manque, au fond, compte tenu de la situation politique actuelle, que de prendre conscience de la stérilité des décisions et de la dispersion des forces, que de prendre conscience de ce que l'efficacité commande l'union de tous ceux qui se réclament de la pensée Socialiste.
Mais il y a aussi, en plus de cela, ces personnalités dont on parle et qui me paraissent moins faciles à situer, car elles sont en dehors de toute organisation, dit-on. Qu'elles soient restées jusqu'ici en dehors de toute organisation me paraît une chose déjà inquiétante en soit. Elles doivent, nous dit-on, être d'accord sur l'essentiel de nos préoccupations.
Bien, alors la vérification est aisée, soumettez-leur donc le texte de la Déclaration de principe et du programme fondamental, et vous verrez si elles sont d'accord avec nous sur l'essentiel de nos préoccupations. Car l'essentiel, pour nous, c'est cela, la déclaration de principe et le programme fondamental.
(Applaudissements)
Si elles ne sont pas d'accord, vous perdez votre temps en conversations et si elles le sont, sur l'essentiel, je me demande ce qui a bien pu les tenir jusqu'ici éloignées de nous. Le vocabulaire, le sigle ? Ce n'est quand même pas sérieux, camarades !
Mais si l'on pense à certains intellectuels, et je veux le dire clairement, je crains que l'on ne se fasse des illusions. Il fut un temps où les grands intellectuels, les plus grands, de ce pays, Anatole France et Jaurès, Paul Langevin, Bracke et

Fondation Jean Jaurès

Léon Blum, adhéraient aux partis ouvriers, où ils n'éprouvaient pas le besoin de faire modifier, pour y adhérer, les statuts de ces partis. On se donne des airs d'homme de gauche, on s'offre le luxe d'allure progressiste dans les salons distingués du l6ème arrondissement, mais on reste à l'écart de la classe ouvrière, on trouve l'indépendance plus commode... (nombreux applaudissements)... et plus confortable que l'engagement et l'on se met en paix avec sa conscience en signant une ou deux fois l'an quelques manifestes ou quelques pétitions entre gens de qualité.

Il m'a semblé, que c'est en pensant à ces personnalités, que l'on veut rechercher les transformations souhaitées. Souhaitées par qui ?

Que c'est pour elles aussi qu'il faut, paraît-il, permettre à tous les éléments qui viendront à nous de participer pleinement à la vie du Parti, ou de devenir des militants à part entière.

Qu'est-ce encore que cette histoire-là ? C'est peut-être cela le langage nouveau, mais qu'est-ce que cela veut dire ? Est-ce que jusqu'ici ceux qui sont venus au Parti depuis qu'il existe n'ont pas pu participer pleinement à celui-ci ? Est-ce qu'ils n'ont pas pu devenir des militants à part entière, comme dit l'autre ? Ils ont toujours été égaux tous, - dès l'instant qu'ils étaient au Parti.

Egaux en droits, droit à la liberté d'expression, droit à la confiance de nos camarades si cette confiance était méritée et accordée.

Egaux en devoirs aussi, devoirs envers le Parti, envers sa loi, ses règles et sa discipline. Ils ont toujours eu l'égalité des droits, ils ont toujours été ses militants à part entière.

Alors, quoi ? Alors, l'explication nous est donnée clairement cette fois par certaine Tribune libre, car il y a une Tribune libre maintenant, que j'ai eue en main. Avant il y avait une tribune libre dans le Parti, dans le bulletin intérieur et dans le Congrès, une tribune où l'on annonçait son nom et son visage. Maintenant, il y a une tribune libre qui n'est plus dans le Parti, qui est purement anonyme et dont aucun article n'est signé. C'est peut-être une autre nouveauté. Et dans ce Bulletin édité par le groupe d'Etudes pour la rénovation du Parti Socialiste, on nous annonce clairement que la procédure de révision des Statuts, je cite "doit supprimer les trop fameuses conditions d'ancienneté requise pour l'accès aux responsabilités".

Là, cela devient clair. Est-ce qu'il y aurait, par hasard, des personnalités si pressées ?

(Applaudissements)

Est-ce que leur adhésion éventuelle dépendrait de ces règles statutaires, ou de leur suppression ? Ces règles, camarades, étaient et elles sont une précaution, une garantie, elles n'ont pas toujours suffi d'ailleurs, qu'on l'on ait ou non strictement appliquées. A mon avis, on ne les a pas toujours suffisamment appliquées correctement. Elles n'ont pas toujours suffi à nous éviter les gymnastiques des Georges Conte et autres.

Mais supprimez-les et vous verrez se multiplier les abandons, pour un revenir quand l'orage sera passé, et le Parti n'en sera pas renforcé, croyez-moi.
Regardez l'expérience de certains partis voisins qui sont arrivés à l'inexistence totale, de relâchement en relâchement, de leur discipline intérieure. Prenez bien garde à ne pas substituer à la vieille maison construite en dur, bâtiment en bonne pierre taillée, je ne sais quel pavillon moderne en préfabriqué, léger, que le premier coup de vent emportera.
Les inquiétudes que j'exprime sont celles de la fédération unanime. Nous voterons donc contre les deux textes A et B, ce qui équivaut pratiquement à une abstention, mais retenez la signification que nous donnons à ce vote. Nous donnons à ce vote le sens d'un refus, d'une protestation et d'un avertissement. Puisque l'article 38 prévoit l'ouverture de la procédure de révision de nos statuts, ce vote signifie que le moment venu, nous veillerons, et nous nous battrons pour éviter les transformations qui nous paraîtraient dangereuses pour l'avenir du Parti.
Peut-être voudra-t-on voir dans notre attitude la manifestation d'un sectarisme étroit. On aura tort, je vous l'assure. Peut-être jugera-t-on nos craintes excessives ?
Je souhaite alors qu'on ait raison. Seul nous détermine l'attachement au Parti, nous pensons que dans la situation politique actuelle du pays, c'est lui la meilleure garantie et la meilleure chance de salut pour la démocratie et nous craignons que certains camarades soient tentés, dans une intention louable certes nous n'en doutons pas, de lâcher la proie pour l'ombre, qu'ils soient enclins par une fausse appréciation des choses à sacrifier la réalité concrète du Parti à l'illusion de je ne sais quel rêve, de l'inconsistance de je ne sais quelle bulle de savon.
Nous craignons, et nous le disons, que ces modifications de forme d'aujourd'hui ne nous acheminent insensiblement vers des modifications de fond demain, que la réforme des Statuts n'amorce une révolution doctrinale, qu'à la fin les structures, les principes, les idées ne soient atteints.
G..... (?) rappelait hier l'admirable image de Jaurès. Lorsqu'on opposait à la jeune vigueur du Socialisme les principes de 1789 et de la tradition révolutionnaire, Jaurès rétorquait dans une riposte spontanée ; nous en conservons la flamme, nous en avons laissé le centre.
C'est bien ainsi que, pour notre part, nous concevons la tradition. C'est bien la flamme que nous entendons conserver et entretenir, et cette flamme, elle n'est pas dans les sigles anciens ou nouveaux, elle n'est pas dans les articles de statut renouvelés ou non. Celle flamme, elle est dans la forme de notre conviction, dans notre volonté de nous battre, dans l'ardeur et la vigueur que nous sommes capables d'apporter au service des idées auxquelles nous croyons et que les faits confirment chaque jour davantage, avec une extraordinaire justesse. Tout le reste est de la vaine controverse et peut-être recherche d'une impossible excuse de nos insuffisances d'homme et de militant.

C'est demain qu'il faudra prendre des décisions définitives. Ou bien vous mesurerez le danger de certaines transformations profondes et vous y renoncerez, et votre montagne aura accouché d'une souris et toute l'orchestration sur le thème de la rénovation apparaîtra bien vaine, ou bien vous poursuivrez et vous dénaturerez gravement le Parti et les conséquences en seront incalculables.
Nous estimons qu'il n'y a pas lieu de changer l'outil, ni d'en modifier la construction. La lame en est de bon acier, il suffit d'un coup de mule pour lui rendre son tranchant et son mordant. Le seul rajeunissement souhaitable pour le Parti est dans le retour à son intransigeance, dans son durcissement à l'égard du régime politique, économique, dans la vigueur de son combat. Tout le reste viendra par surcroît, par voie de conséquence. Tel est notre sentiment. Et puisque nous pensons ainsi, il fallait mieux que nous le disions franchement.
Je vous remercie, camarades, de me l'avoir permis, je vous remercie surtout de m'avoir apporté votre bienveillante, votre indulgente attention.
(Nombreux applaudissements)

Le président - Nous devons maintenant entendre notre camarade Tzarevean.
Il n'est pas là ?
La parole est à Battaglini, Seine-et-Oise.

Battaglini

Mes chers camarades, un des faits les plus marquants de la vie politique française qui se manifeste depuis quelques années est indiscutablement la volonté de rajeunissement des structures et des méthodes que l'on rencontre au sein de toutes les forces vives et actives de la nation : partis, syndicats, mouvements
Il en est, plus pressés et surtout plus intéressés que tout le monde, pour qui le rajeunissement passe par l'anéantissement pur et simple des partis de malheur et des syndicats de jadis. Or, ne leur en déplaise, les syndicats ne se portent pas trop mal, et si les partis ont, à l'occasion des événements de ces dernières années, subi une perte d'influence certaine auprès de l'opinion publique, ils sont encore bien loin, fort heureusement, d'avoir atteint le degré de décrépitude auquel la presse et la radio féales se plaisent à nous affirmer qu'ils ont atteint !
C'est heureux, car si les partis, trop souvent, sont apparus comme des chapelles, comme des syndicats de défense d'intérêts électoraux, ils n'en constituent pas moins et c'est particulièrement et essentiellement vrai pour la Parti Socialiste, un irremplaçable instrument d'éducation politique du citoyen.
Seulement, il faut bien constater qu'à l'heure actuelle - et c'est un des phénomènes les plus troublants de la pensée contemporaine - l'action politique, la chose politique n'accroche plus l'attention du citoyen. L'intoxication permanente de l'opinion menée par le pouvoir gaulliste n'est certes pas étrangère à cet état de choses, mais j'inclinerais volontiers à croire qu'il a beaucoup plus profité du courant qu'il ne l'a suscité.

Fondation Jean Jaurès

Les causes en sont bien plus profondes, et bien plus nombreuses et je ne m'attacherai qu'à en évoquer brièvement deux qui me paraissent évidentes, et qui reviennent à dire que le message Socialiste n'a pas été compris et que, paradoxalement, le Socialisme souffre actuellement de l'excès de ses propres victoires !

Que le message du Socialisme n'ait pas été compris ne fait aucun doute quand on constate l'inertie de ces masses qui doivent tout au Socialisme de leur relative aisance matérielle et qui répugnent aujourd'hui à s'entendre qualifier de prolétaires, confondant ainsi Socialisme et nationalisme anti bourgeois. De sorte que les conquêtes même du Socialisme, en transformait les prolétaires de jadis en autant de petits possédants ont émoussé jusqu'à, le faire disparaître le réflexe anti-bourgeois sans pour autant entamer, si peu que ce soit, le réflexe nationale.

Cela, De Gaulle, habile à jouer de toutes les vieilles ficelles, le sait bien.

Il sait bien qu'il a pour lui l'assentiment populaire quand au nom de la France il tient tête à, tel ou tel de nos partenaires européens ou atlantique et je gage qu'il en est plus d'un qui se sente intimement flatté - au moins jusqu'au moment où il recevra la facture du percepteur - à, l'idée que nous possédions un jour notre force de frappe capable d'assurer seule notre défense.

De sorte que la question capitale que je me pose est celle de savoir si l'indifférence dont nous sommes victimes ne vient pas de ce que le peuple ne comprend plus notre langage. Si tel est vraiment le cas, il nous faut savoir en prendre acte, d'une façon réaliste et abandonner un certain nombre de vieilles formules au vestiaire.

Cet examen de conscience me paraît d'autant plus indispensable que notre pays connaît, actuellement, une poussée démographique sans précédent. Or, l'avenir d'un pays appartient aux générations montantes. Lorsque les structures de la nation éclatent sous la poussée des événements, les jeunes générations prennent conscience d'elles-mêmes et s'interrogent.

Actuellement, on assiste à une véritable floraison d'initiatives "jeunes" : Jeunes patrons, jeunes cadres, jeunes agriculteurs, mouvements de jeunesse, jeunesses des partis politiques et des syndicats, syndicalisme étudiant. Mais, chacun de ces groupements poursuit un but particulier et la synthèse qui peut être une synthèse Socialiste si nous savons nous y prendre, reste actuellement à faire.

Car aujourd'hui, ce qui importe au plus haut point, c'est de savoir comment vont se comporter, face aux problèmes politiques, économiques et sociaux, qui sont et seront de plus en plus le lot quotidien de nos préoccupations de citoyens, les générations de jeunes.

Les bouleversements de cette dernière décennie et, en particulier, la guerre d'Algérie à laquelle a participé la presque totalité de la jeunesse française à l'époque, constituent un accident de l'Histoire d'où peut et doit sortir un style nouveau, une manière nouvelle, pour les jeunes, d'approcher et d'analyser les problèmes de la vie courante.

Il ne s'agit nullement d'une condamnation des méthodes du passé, car il est trop facile d'opposer les jeunes aux anciens et d'inciter les uns à reprocher aux autres de n'avoir pas su leur préparer des lendemains qui chantent.
La jeunesse sait, parce qu'un jour viendra où de plus jeunes risqueront de venir lui demander des comptes, que les générations qui l'ont précédée ont eu leurs problèmes à résoudre et qu'elles les ont résolus dans les termes qui étaient à la mesure directe de l'intelligence politique de leur temps. Mais, cette jeunesse, beaucoup plus pragmatique que l'étaient ses ainés, sait aussi, elle sent en tout cas, que les problèmes qui se posent à elle ont changé de dimensions.
Elle ne réclame plus le pain et la liberté, puisqu'elle les a et elle ne s'intéresse plus à la sempiternelle querelle de l'instituteur et du curé ; par contre, elle a conscience de ce que ses propres difficultés pourront, de moins en moins, être résolues par des slogans et des mots d'ordre souvent contradictoires.
Pour affronter les problèmes qui constituent son lot, répartition du revenu national, promotion sociale, développement de l'instruction et démocratisation de l'enseignement, désarmement, recherche spatiale, il faut à la jeunesse des objectifs précis, et non plus des formules qui ne résonnent qu'aux oreilles de quelques initiés.
Ces objectifs, mieux que personne le Socialisme qui a déjà tant donné est capable de les fournir. Il faut pour cela un parti qui ait lui-même une claire notion de ses objectifs.
C'est notre devoir de militants de l'aider, de toutes nos forces, à y parvenir.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Delmas, Tarn-et-Garonne.

Delmas (Tarn-et-Garonne)

Camarades, l'intervention de Guille me permet de raccourcir considérablement la mienne, car je suis pleinement d'accord sur la plupart des choses qu'il a dites. Après la journée d'hier, profondément marquée par le signe de la mélancolie, Guille a fait résonner aujourd'hui, dans cette salle, les vrais accents du Socialisme.
Les choses sont ce qu'elles sont, comme on dit. Lorsqu'on doit prendre une détermination, il convient tout d'abord d'examiner l'état des choses. Cela appelle d'être réalistes, et je voudrais que nous le soyons.
Quelle est donc la détermination que nous avons à, prendre aujourd'hui ?
1°) il s'agit de savoir si notre doctrine est toujours valable, ou bien si elle est périmée, et doit être revue et corrigée selon les goûts de notre époque. si notre maison est encore décente, ou s'il est convenable de la "rafistoler" et d'en changer l'enseigne.
3°) il s'agit de savoir si le régime gaulliste, coulant sans doute vers sa fin, les partis de démocratie vont être, oui ou non, capables de s'entendre pour gouverner le pays.

Ce que la France attend aujourd'hui de la SFIO, c'est une réponse à ces questions.
Bien sûr, ce n'est pas de nous seuls que dépend la réponse, mais l'importance de notre Parti, de son groupe parlementaire, l'influence dont il dispose dans le pays le placent évidemment au premier rang des responsabilités. Il est donc nécessaire que nous apportions une réponse, et que, si possible, elle ne soit pas décevante.
Nous prenons d'abord la première question : la doctrine est-elle toujours valable ?
Pour aller vite, je vous lis seulement quelques lignes de ce que j'avais écrit dans "Points de vue et controverses".
"Les faits continuent à prouver que notre doctrine est toujours valable. Pourquoi d'ailleurs cesserait-elle de l'être, tant que le Socialisme n'a pas atteint son but, que le capitalisme continue à exploiter la classe ouvrière, et étend aujourd'hui, en particulier, au monde agricole les méfaits de la concentration des capitaux ?
"Tout le monde constate aujourd'hui que l'expansion économique provoque dans l'industrie un accroissement des bénéfices, mais que le capital s'en réserve la belle part. Chacun peut voir dans nos campagnes se constituer au profit de sociétés ou de riches particuliers, les grands domaines, qui se substituent à la petite propriété, de moins en moins rentable, et personne ne discute plus la valeur de nos théories ; le syndicalisme ouvrier est d'essence Socialiste, les organisations politiques empruntent notre appellation et exploitent nos idées, les jeunes agriculteurs découvrent en partie notre doctrine, pourquoi donc voudrions-nous en changer, ou la modifier ?
"Ce qu'il faut, plutôt, c'est amplifier notre propagande, de façon à mieux la faire connaître, et éviter à l'avenir de la discréditer en participant au pouvoir dans des conditions insuffisantes d'efficacité…"
C'est sans doute ce que nous avons trop souvent fait dans le passé et c'est une des raisons qui ont valu à notre Parti une certaine "dégringolade" !
"... Chaque fois, donc, que les Socialistes participeront à l'action gouvernementale, que ce soit avec la certitude qu'ils seront en mesure de réaliser certaines réformes, certaines améliorations sociales, dans le sens de notre doctrine."
Deuxième question : les partis de démocratie sont-ils capables de s'entendre ?
Evidemment, si nous considérons, avec Guy Mollet, que nous ne pouvons tirer que peu de choses de ce rassemblement hybride qu'est le MRP, que les Radicaux sont en voie de disparition, et que les Communistes sont inapprochables tant qu'ils n'ont pas renié les 21 Conditions de Moscou, alors, il n'y a plus guère de problèmes ! Il n'y a plus d'entente possible de la Gauche, où nous restons seuls, portes et fenêtres fermées...
Mais il est peut-être possible de voir les choses sous un aspect un peu différent.
Nous pouvons constater que les Radicaux existent encore, ne serait-ce que dans mon département où c'est par une entente entre eux et nous que nous avons

réussi à débarrasser totalement le Tarn & Garonne de ses députés UNR ! Peut-être, d'ailleurs, cet exemple mériterait-il d'être médité et suivi dans quelques autres départements...
Le MRP, vous savez bien qu'il se plaît en notre compagnie, qu'il ferait volontiers avec nous un peu de politique sociale.
Il y a bien sûr la question scolaire. Elle n'est pas facile à résoudre, et ce n'est pas moi qui, là-dessus, ferais preuve de facilité, mais peut-être cela peut-il tout de même se discuter dans le cadre d'une nationalisation de l'enseignement, avec gestion tripartite des services.
Quant aux Communistes, ils sont à prendre ou à laisser, mais la réalité, il faut bien le dire et le répéter - et ce sera encore dit d'ailleurs - est que, sans eux, vous ne ferez pas une majorité de gauche ! Vous arriverez peut-être à faire une majorité, mais en compensant largement la Gauche par la Droite, et alors, qu'arrivera-t-il ?
C'est ici que je voudrais, bien qu'il ne soit plus l'heure de vouloir prétendre à attirer l'attention du Congrès, attirer votre attention tout de marne. Qu'arrivera-t-il ?
Le Parti Socialiste serait perdu dans une coalition inopérante - j'entends par inopérante une coalition qui ne pourrait rien apporter de ce que la classe ouvrière attend de nous - et le Parti Communiste, restant seul dans l'opposition, en tirerait seul les bénéfices, et c'est extrêmement dangereux, cela vaut la peine qu'on y pense !
Le jour où vous laisserez le Parti Communiste seul dans l'opposition, le jour où le Socialisme, la SFIO n'assurera plus la permanence du Socialisme, alors le Parti Communiste sera tout prêt de triompher, et c'est cela qu'il faut éviter !
De politique possible, donc, à notre avis, il n'y en a qu'une : c'est la formule du contrat sur un programme précis, proposé par nous, discuté avec les autres, et accepté par tous.
(Quelques applaudissements)
Par son importance, par sa position centriste, notre Parti est le carrefour - et j'ai trouvé le mot d'ailleurs dans un organe de presse ces temps derniers, qui n'était pas Socialiste - où doivent se rencontrer les partis de la Gauche.
"Notre Parti peut être le pivot - c'est aussi une chose que j'écrivais - l'élément dominant d'une coalition des forces démocratiques ; il se doit donc d'établir un programme, axé sur la doctrine Socialiste, mais ne comportant que des articles qui puissent être acceptés par le plus grand nombre possible de formations."
A notre avis, nous ne devrions formuler aucune exclusive en vue d'une telle coalition, ni en ce qui concerne le Parti Communiste, ni en ce qui concerne la fraction modérée des démocrates.
Ce programme, que doit-il être ? Je voudrais encore ajouter quelques mots là-dessus.
Le programme, nous aimerions qu'il soit précis, détaillé, et intelligible non seulement aux techniciens de la politique, des finances ou de la sociologie, mais

Fondation Jean-Jaurès

aux masses électorales. Quand vous parlez de politique sociale, parlez donc de minimum vital, de la semaine de 40 heures, de la 4ème semaine de congés payés, de l'avancement de l'âge de la retraite ; quand vous parlez de politique agricole, parlez donc de la caisse nationale d'indemnités, des investissements pour la transformation des coopératives, des offices régulateurs ; promettez la réduction à an du service militaire…
C'est ce vocabulaire qu'il nous faut employer, si nous voulons être compris de la masse électorale.
(Quelques applaudissements)
En résumé, nous demandons que le Parti continue sa marche en avant, les yeux fixés sur cette doctrine qui est notre idéal permanent, mais, qu'avec réalisme, il ait, quand il le faut, l'audace des initiatives nécessaires pour franchir un obstacle ou pour éviter un danger.
Ce que je vous dis là n'est pas autre chose, en somme, que le mot de Jaurès, sur lequel a l'heure actuelle nous aurions intérêt à nous pencher pour bâtir notre politique : "il faut aller vers l'idéal et comprendre le réel."
(Applaudissements)

Le président - Camarades, à l'heure qu'il est, je pense que vous êtes d'accord pour suspendre nos travaux, et les reprendre au début de l'après-midi. Tout le monde est d'accord ?
Bien.
La séance de cet après-midi sera reprise à 15 heures, elle sera présidée par Gaston Defferre.
La séance est suspendue.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
54ème congrès national des 30, 31 mai, 1er et 2 juin 1963, Issy-les-Moulineaux

Séance du vendredi 31 mai 1963 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Gaston Deferre, assisté de :
Azémia (Eure), Mao (Finistère), Martin (Haut-Rhin).

Le président (Gaston Deferre)
La parole est à Cluzeau (Haute-Vienne).

Cluzeau
Camarades, j'apporte ici le témoignage de la fédération de la Haute-Vienne qui, à l'unanimité de ses sections, a défini ses positions par rapport aux textes qui lui étaient soumis.

Fondation Jean Jaurès

Elle a approuvé la méthode de travail adoptée par le Comité directeur et même si la quantité de documents reste importante - et comment en serait-il autrement ? - il n'y a pas eu, comme par le passé des motions qui, trop souvent, même si elles intéressaient certains, ne représentaient que des opinions personnelles et submergeaient nos sections. Les sections ont eu un document de travail où il se reflétait, sans doute, les divergences, mais où apparaissait également, dans de larges fractions, l'opinion unanime des camarades du Comité directeur. D'ailleurs, dans toutes les instances du Parti il était possible de modifier telle ou telle Partie du texte soumis, par un amendement, et même si cette procédure n'apparaît pas toujours suffisamment rodée dans ses rouages, la fédération, contrairement à ce qui a pu être avancé parfois, n'a pas le sentiment que la démocratie a été violée dans le Parti par le processus qui a permis d'apporter de la clarté, et nous en sommes certains, de l'efficacité quant aux décisions prises par les sections. Telle est, du moins, l'opinion de ma fédération. D'ailleurs, cette méthode de travail a pénétré tous nos camarades de l'importance que revêt le 54e Congrès, non seulement dans la conjoncture politique actuelle, mais encore, parce que sa tenue désormais bisannuelle oblige les militants à se dégager des problèmes quotidiens pour aller à la doctrine, et le Parti en avait bien besoin !

Ma fédération a donc longuement étudié et discuté du programme et de la structure étatiques du Parti.

En ce qui concerne le programme, elle approuve le thème général des tâches prioritaires de la démocratisation, mais elle pense que la référence à la Déclaration de Principes de 1946 et au Programme fondamental de 1962 n'a pas été suffisamment soulignée, car non seulement les buts poursuivis par le Socialisme doivent être affirmés avec force, en toute occasion, mais encore l'originalité de notre Parti doit être affirmée face aux formations politiques différentes et particulièrement face au Parti Communiste.

Sur les différents points du programme, ma fédération souhaiterait, afin que ce programme apparaisse suffisamment percutant, que quelques exemples concrets soient insérés dans le texte général : nationalisation des banques, les banques d'affaires ; nationalisation des industries de l'acier et du ciment, bases essentielles de toute l'économie moderne. Elle tient à souligner que parmi lesdits paragraphes énumérés, quatre lui apparaissent d'une importance primordiale par le retentissement qu'ils risquent d'avoir hors du Parti : démocratisation de la planification, avec insertion du plan social ; problème des loisirs, de la jeunesse, des personnes âgées.

Il n'est pas possible, camarades, que continue à se dérouler le drame souvent secret mais navrant des personnes âgées, de la vieillesse malheureuse. Nous ne dénonçons pas avec assez de force l'infâme escroquerie qui a permis de transférer au Budget Général les ressources financières de la vignette, privant les vieux travailleurs d'un transfert de richesses.

Il nous faut mettre au point un plan financier et toute une infrastructure de maisons de retraite permettant à des vieux, rivés à des logements vétustés et sans

confort faute de ressources suffisantes, d'avoir un intérieur décent. Si l'allongement de la vie devait aboutir à créer d'odieuses conditions de vie, ce serait la négation de la valeur humaine, des progrès de la science médicale, et nous estimons que les Socialistes doivent en ce domaine être à la pointe du combat pour des réalisations apportant aux vieux d'aujourd'hui comme à ceux de demain un bonheur et une sécurité matérielle correspondant à l'idéal de solidarité qui nous anime tous.

À l'autre extrémité de l'échelle de la vie, la question de la jeunesse est apparue aussi importante à la fédération de la Haute-Vienne. Maurois a magnifiquement évoqué hier le problème posé par les 800 000 jeunes électeurs de demain et par les 40% du corps électoral de moins de 35 ans en 1970. Or, si la jeunesse est moins politique qu'il y a trente ans, elle a des préoccupations qui rejoignent la politique. Pour qui a assisté au dernier Congrès des Foyers Leo Lagrange, on se rend compte que la jeunesse a d'autres sujets de passion en 1963 qu'en 1930. Or, parmi ceux-ci, les loisirs sont un objectif majeur. Maurois l'a rappelé. Nous sommes dans une civilisation des loisirs. Il n'y a pas tellement longtemps que le Parti en a pris une claire conscience.

Evolution de la technique qui libère l'homme, ce qui n'a pas toujours été vrai mais ce pourquoi le Socialisme a lutté avec ténacité.

Organisation des loisirs ; idée Socialiste concrétisée par les deux semaines de congés payés en 1936.

Et Maurois m'a simplifié la démonstration dont j'avais été chargé par ma fédération en définissant ce que doit être une politique de loisirs mise en place par les travailleurs eux-mêmes.

Or, il ne s'agit pas seulement des séjours à la mer et à la montagne, mais d'une éducation permanente qui doit passer par les maisons des jeunes, les foyers Léo Lagrange, par les foyers ruraux.

Que nos camarades s'en convainquent ! Les centres culturels urbains ou ruraux sont à la jeunesse d'aujourd'hui et de demain, ce que l'école a été pour nous et nos Pères.

Parallèlement, la jeunesse est particulièrement préoccupée de la démocratisation de l'enseignement. Que soit donc mis au point le plus rapidement possible notre nouveau projet de réforme démocratique de l'enseignement qui permettra, enfin, de supprimer ce scandale de la proportion infime des fils de ruraux ou d'ouvriers accédant à l'enseignement supérieur.

Inutile d'insister sur les réformes à envisager. Que les cercles Jean Jaurès se saisissent du problème. Et pourquoi ne pas lancer un emprunt national destiné aux constructions scolaires ?

De même, la jeunesse doit être associée à l'élaboration des plans économiques et sociaux. Ignorer la jeunesse dans l'élaboration du 4e plan, particulièrement dans les parties qui pouvaient l'intéressé directement, a été une erreur monumentale.

En revanche, la fédération considère que rabaisser l'électorat à 18 ans est une maladresse politique qui ne tient pas compte de l'imprécation civique et de

l'insuffisance de la maturité politique de l'adolescent, car n'oublions pas, camarades, 18 ans, c'est dans notre projet de réforme de l'enseignement, la fin de la scolarité obligatoire ! L'adolescent a encore à ce stade l'âge scolaire, avec une conception particulière de la vie très différente de celle qu'il aura lorsqu'il atteindra l'âge politique.
Ma fédération estime donc que rabaisser l'âge de l'adolescent à 20 ans, ce n'est pas sous-estimer la jeunesse c'est, au contraire, lui donner toutes les chances sur le plan politique, car cette restriction n'est pas une mesure de défiance ou de méfiance envers elle (nous ne pouvons nous, Socialistes, avoir quelque méfiance envers la jeunesse, nous qui voulons libérer l'homme de toute servitude, qui voulons offrir à tous les possibilités du plein épanouissement de la personnalité, nous devons apparaître et être le Parti qui apporte à la jeunesse des raisons d'enthousiasme).
C'est pourquoi dans nos Organismes structuraux et à tous les échelons devront figurer les représentants de nos jeunes. Le monde qui s'organise sera celui du collectivisme et sera aussi celui de la jeunesse. Nous devons donc mettre l'accent sur l'effort sans précédent que le Parti doit entreprendre pour révéler aux jeunes notre visage : celui de l'espérance, de la liberté et de la dignité humaines.
Enfin, ma fédération regrette que le programme ne tienne compte que de la politique intérieure et ne fasse aucun sort spécial à l'Europe, car l'idée européenne doit et est déjà pour toute la jeunesse une raison d'enthousiasme en raison même et par les perspectives encore imprévisibles dans leur immense conséquence, qui s'offre aux jeunes générations.
De la solution du problème de l'Europe dépend dans une large mesure celle conditionnant la vie profonde de notre pays.
Et enfin, l'absence de cette question risque de laisser planer l'idée fausse que le Socialisme ne serait pas engagé dans l'Europe, alors qu'ils la veulent non seulement économique, cette Europe, mais politique.
Quelles sont, camarades, les observations exprimant l'opinion de ma fédération ?
Sur le programme : Il reste, bien entendu, que ce programme est un programme minimum, base de notre tactique face au gaullisme monarchique, aux partis inconditionnels au chef de l'Etat, mais face aussi au Communisme totalitaire.
En ce qui concerne la tactique et la structure du Parti, la fédération de la Haute-Vienne est d'accord sur l'analyse contenue dans le texte du document 20. Cette tactique comme la structure du Parti doivent, en effet, tenir compte non seulement des conditions nouvelles de la vie des nations et des hommes, mais aussi de la conjoncture politique actuelle. Le gaullisme aurait-il eu cette conséquence bénéfique pour notre Parti de l'obliger à se repenser et à se réorganiser afin de mieux l'attaquer et finalement de le vaincre, car c'est nous qui finalement vaincrons ?
Mais, dans la tactique à observer, la fédération de la Haute Vienne a un souci majeur : ne pas faire perdre au Parti ce qui le rend différent des autres, ce qui en fait l'originalité profonde. Si nous sommes d'accord sur ce qui est la raison d'être

du Socialisme, de créer demain une société démocratique adaptée à l'évolution économique et technique, une société sans guerre, avec la création de vastes ensemble internationaux entraînant des limitations de souveraineté, une société sans classe où l'homme sera le but et non le moyen, où par conséquent l'oppression sous toutes ses formes doit disparaître, si donc nous sommes d'accord sur ces idées-forces, alors la fédération n'accepte pas que notre sigle de 1904 : SFIO disparaisse.
En quoi être une section française de l'Internationale Ouvrière serait-il désormais une tare ?
Le titre a-t-il tellement démérité ?
Est-ce que le monde ouvrier ne recouvre pas aujourd'hui, malgré l'interprétation de notre camarade Leenhardt tout le monde du travail ?
Est-ce que certains auraient peur du mot Internationale ?
Si nous avons du regret à exprimer dans ma fédération, c'est que l'Internationale Socialiste n'ait pas plus d'efficacité. En fait, rien n'empêche d'employer ainsi que le fait le texte auquel s'est ralliée la fédération, le mot "démocratie Socialiste", mais elle repousse l'abandon de ce titre qui est non seulement le rappel de luttes d'hier, mais aussi l'espoir d'une Internationale Socialiste créant la fraternité et la solidarité agissante des peuples quelles que soit en leur race, leur croyance, leur conception philosophique ou leur nationalité. Vieux rêve de l'humanité, et surtout, rêve permanent de nous tous Socialistes !...
Et si demain, ainsi que l'évoquait Leenhardt se créait le Parti Socialiste européen, ce ne sera qu'une section plus large de l'Internationale Socialiste ouvrière du monde. Nous ne voyons pas, en effet, comment un changement d'appellation pourrait permettre d'intégrer dans nos rangs des éléments étrangers. Le titre les effraierait-il ? Alors, à quel recrutement serions-nous donc contraints ?
Nous ne pouvons admettre également que notre structure intérieure dépende en partie des exigences que proposeraient nos futurs adhérents quelle que soit leur personnalité. De même qu'il n'a jamais été question de dénier à qui que ce soit d'être un Socialiste à part entière dès l'adhésion au Parti. Mais il n'en est pas moins vrai que, au même titre que les autres, l'adhérent est d'abord un militant et n'aura sa place dans le Parti qu'en fonction de la confiance que lui manifesteront ses camarades.
Où irions-nous, camarades, si nous procédions autrement ?
Mais cette considération ne doit en rien affaiblir les efforts qu'il nous faut entreprendre pour moderniser nos structures, adapter notre Parti aux conditions de la vie contemporaine, créer dans toutes les fédérations des Commissions techniques spécialisées, repenser les sections, les Organismes nationaux, surtout, la presse du Parti, celle des adultes, celle des jeunes et créer peut-être une presse pour les tout jeunes, modifier certaines de nos formules, mais surtout, n'apporter au fond même de notre doctrine collectiviste aucune transformation qui viderait le Socialisme de son essence. Quant au regroupement des forces de gauche, la

fédération de la Haute-Vienne ne veut pas plus de la nébuleuse démocratie dont parlait Guy Mollet que des contacts permanents avec le Parti Communiste.
Sans doute, il faut penser à rassembler toutes les forces Socialistes dispersées, mais aux forces démocratiques de gauche, syndicalistes, coopérateurs ou politiques, nous devons leur soumettre des questions claires, précises, sans rien dissimuler de nos préoccupations et de nos buts. A elles de savoir en totalité ou en partie, et de juger si nous sommes vraiment pour elles la force démocratique organisée la mieux structurée et la plus sûre dans le combat qui doit être engagé contre le fascisme gaulliste en voie d'organisation.
Les difficultés sont considérables et les contacts qui ont été pris à l'échelon fédéral et Haute-Vienne le révèlent tous les jours. Mais, sans être optimiste, il est nécessaire et facile de poser tous ces problèmes avec suffisamment de clarté et de précision pour que chacun se décide en connaissance de cause.
Le problème est tout différent dans les rapports avec le Parti Communiste. La fédération de la Haute-Vienne est intransigeante sur ce point. Elle a depuis quinze ans mené un combat sans relâche pour dénoncer l'ambiguïté politique des Communistes. Elle n'a jamais demandé ni accepté un compromis quelconque avec le Parti Communiste. La fédération compte, vous le savez, camarades, cinq parlementaires et cinq Socialistes. Si aux dernières élections les Communistes ont décidé de voter pour deux d'entre eux, ils l'ont fait de leur propre chef sans qu'aucun contact ni officieux ni officiel, sans qu'aucune demande n'ait été formulée, puisque la fédération publia aux lendemains du premier tour un communiqué affirmant qu'elle ne sollicitait aucun désistement.
Nous sommes très à l'aise pour affirmer que nous considérons les Communistes, comme l'a dit Guy Mollet, comme un parti non pas à l'extrême gauche, mais un parti à l'est !
Il est encore trop tôt pour juger si l'URSS évolue fondamentalement, ou s'il ne s'agit que d'une tactique à l'échelle mondiale si l'URSS et la Chine, d'accord sur le fond du problème Communiste ne vont pas - et comment feraient-elles autrement ? - trouver ce terrain d'entente, donnant un nouvel élan au Communisme international. Ce ne sont pas les déclarations nouvelles prononcées à la réunion du dernier comité Central qui modifient en quoi que ce soit les 31 conditions du Congrès de Tours, nous n'avons pas à avoir plus de sollicitude pour les inconditionnels de Moscou que pour ceux du régime !
Il ne nous est pas possible d'admettre que la libération de l'homme passe par la dictature du Parti sur le prolétariat, et les récentes aventures des camarades poètes soviétiques, de même que celles des artistes et écrivains nous prouvent que le changement est fort superficiel.
Or, camarades, où nous conduirait le chemin que nous essaierions de faire ensemble ?
A une impasse, dont nous ne pourrions sortir ! L'expérience n'est-elle pas d'hier pour tous nos camarades qui, dans l'Europe de l'est, ont eu aussi des illusions, vite transformées en amères désillusions ?

D'ailleurs, toute autre attitude serait en contradiction formelle avec l'analyse du programme fondamental sur le système soviétique, affirmant que s'il a supprimé les capitalistes il n'a pas supprimé l'exploitation des travailleurs !
Si ma fédération m'a demandé d'insister sur ce point capital, c'est qu'elle craint que par opportunisme politique ou électoral, certains de nos camarades ne se laissent entraîner à des écarts qui risqueraient de compromettre le Parti tout entier, et feraient, en définitive, le jeu du gaullisme.
Avez-vous remarqué, camarades, comment ont été mis en vedette, en valeur, les rapports, les discours prononcés par le MRP contre notre Parti, et les déclarations tronquées de Guy Mollet, ou celles plus ou moins déformées de Gérard Jaquet ?
Ce sont là les grandes manœuvres gaullistes, pour empêcher qu'aboutisse le regroupement des forces démocratiques.
En revanche - et là nous l'acceptons - si le Parti Communiste se rallie de lui-même à un programme élaboré par les forces démocratiques, nous ne pouvons l'en empêcher, mais c'est à lui, et à lui seul de précéder aux options politiques.
Bien sûr, le chemin est difficile et semé d'embûches, parce que le gaullisme a brouillé les données traditionnelles de la politique, et parce que l'ambiguïté constante de sa politique, ses moyens de propagande et de persuasion troublent les consciences, et en corrompent beaucoup d'autres.
Mais nos adversaires le savent bien, et ceux qui sont proches de nous aussi, nous sommes les plus fervents défenseurs de la, démocratie politique et sociale. Partout ou une dictature réactionnaire ou Communiste s'est installée, le Socialisme démocratique a disparu...
Restons fidèles à nous-mêmes, camarades, avec la volonté de réformer ce qui doit être réformé. Ne fermons pas les portes à ceux qui veulent entrer dans le Parti, mais, camarades, gardons-nous de ces adhésions personnelles et intéressées, à court terme et à long terme.
C'est par l'affirmation de notre doctrine, de notre idéal, que nous gagnerons, car aucun groupement, aucune personnalité n'a place parmi nous, s'il n'est pas d'accord avec la liberté et la dignité de l'homme - ce qui est relativement simple et facile - mais surtout, s'il n'est pas d'accord sur la transformation des structures de la société, ce qui est beaucoup plus difficile.
Si notre dureté rend le regroupement plus lent que nous ne le pensions, il sera certainement plus durable ; nous ne cesserons de lutter, en attendant, contre les formes fascisantes du pouvoir, mais, parce qu'il est l'idée force de la société moderne, le Socialisme reste vivant, même si l'on abat les hommes !
Après tout, est-ce que la lutte à l'échelle mondiale ne serait-elle pas celle de la démocratie Socialiste contre le Communisme totalitaire ? Ne pensez-vous pas, camarades, que la réalisation d'une démocratie Socialiste serait la condamnation sans appel du Communisme totalitaire ?
Ainsi, ma fédération, forte de son expérience et de ses réussites, n'est pas pessimiste, parce qu'elle est imprégnée, comme l'immense majorité du Congrès,

Collection Jean Jaurès

comme tout le Congrès unanime, que seul le Socialisme démocratique peut réaliser l'égalité des chances pour tous les individus, et qu'il représente vraiment l'espoir du monde de demain.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Cassagne, de la Gironde.

Cassagne(Gironde)

Camarades, dans un Congrès du Parti Socialiste, qui se tient toujours en présence des représentants d'une presse qui, cependant, n'est pas à nous, mais de laquelle nous devons toujours attendre la plus grande objectivité, il est, paraît-il, nécessaire de s'exprimer avec la plus grande sincérité.
Je ne faillirai pas à cette tradition, et en montant à cette tribune, je veux dire combien j'ai été frappé - peiné serait sans doute le terme le plus exact - du temps qui a été employé quelquefois par certains camarades pour faire montre d'un pessimisme qui me paraît bien lourd à, porter, surchargé qu'il est encore par cette tendance au "prêchi prêcha" du maître d'école qui, pour avoir le plaisir de faire une leçon, n'hésite pas à laisser se noyer l'enfant qui s'est trop approché du bord !
J'appartiens, camarades, aux optimistes du Parti, à ceux qui croient au Socialisme autant que quiconque, et qui ne sentent pas le besoin de l'exprimer ici, dans un Congrès, mais qui pensent aussi que cette foi, pour aussi nécessaire qu'elle soit, n'est pas suffisante si elle ne s'accompagne pas d'une action permanente, d'une adaptation de tous les instants, d'une compréhension intelligente des faits et des gens, et d'un dévouement qui s'exprime beaucoup plus par des actes que par des paroles.
Voilà, à, mon avis, le seul débat qui pourrait s'ouvrir à ce Congrès. Que déciderons-nous ? Quels sont les moyens que nous avons ou qui nous restent à découvrir, et quelle tactique allons-nous utiliser pour aller vers le but que nous nous sommes fixés ?
Voilà, à mon sens, les questions que nous devons trancher.
Que voulons-nous ?
Oh, camarades, simplement - et c'est déjà fantastique - réaliser une société ou, suivant la formule à, laquelle se référait Georges Quille ce matin "l'homme sera libéré de toutes les servitudes qui l'oppriment".
Pour cela, que faut-il faire ? Quels moyens se donner ? Quelle tactique adopter ?
Eh bien, camarades, il faut se donner un outil solide, bien adapté, capable d'être employé avec intelligence et efficacité, c'est-à-dire le Parti moderne au sein duquel il n'existe qu'un désir : celui de servir avec le maximum d'utilité.
Je le répète ce sont les seuls questions vraiment intéressantes que devraient aborder le Congrès.
Or, il semble que si nous sommes bien convaincus de la grandeur de notre idéal, si nous ne discutons même pas la nécessité historique de notre civilisation d'aller

Fondation Jean Jaurès

vers une forme supérieure, certains mettent en doute la solidité de notre organisation, la valeur des cadres, l'enthousiasme des militants, l'esprit de décision, d'initiative des responsables, la capacité même d'adaptation aux problèmes modernes.
Je comprends fort bien que les adversaires tiennent de semblables propos, ils ne nous gênent pas beaucoup, puisque nous pouvons très facilement démontrer le contraire, mais même dans un Congrès comme celui-ci, une telle discussion m'enchante, et elle arrive d'ailleurs à son heure. Commencée en décembre dernier, elle était trop proche des élections, du succès des uns, des échecs des autres, pour qu'elle puisse se dérouler dans le calme, la sérénité, l'objectivité nécessaires. Son report à aujourd'hui est déjà une preuve de sagesse, et si nous pouvons cerner cette discussion par des décisions importantes, en évitant toutes les mesquines questions de personnes, eh bien nous allons prouver, camarades, notre beau souci d'efficacité.
Alors, allons-y sans réticence et sans parti pris. Je voudrais, en commençant, dire combien les doutes que j'ai rencontrés chez certains camarades, qui supportent mal l'insuccès, me semblent exagérée ; pour peu que l'échec se renouvelle, le désarroi s'installe, les critiques fusent, un peu à la manière de ces bouillants supporters des équipes de football ou de rugby qui sautent de joie à, chaque victoire, mais insultent les joueurs et dirigeants à chaque défaite !
Or, camarades, si le Parti a connu des échecs, et ce n'est pas vrai partout, le Socialisme, lui, demeure l'espoir du monde. Une foule de travailleurs, de cadres, font du Socialisme un peu sans s'en apercevoir. Les faits, les hommes, les expériences parfois chèrement payées ont fini par imposer à l'individualisme forcené et égoïste, la solution de l'entraide, de la mutualité, de la coopération, de la collectivité. Il y a un immense succès de l'idée, nous devrions en être fiers, et nous devrions savoir remercier ceux qui, nous précédant, ont réalisé cette victoire magnifique justifiant toujours et encore tous les espoirs.
Il appartient à notre génération de la consolider, de préparer de grandes réalisations, et c'est pour cela que la vieille et glorieuse organisation a besoin peut-être de s'adapter aux circonstances actuelles.
Certains camarades s'interrogent : faut-il entièrement rénover la SFIO, aller même jusqu'à lui enlever son nom, changer les hommes, non plus - on nous y invite déjà, ceux qui nous veulent du bien ! - parler de la vieille maison, mais de l'immeuble moderne, à étages multiples, avec la gaine pour recevoir sans, doute les antennes de Télévision, et le vide-ordures automatique ?
N'y a-t-il pas là quelque chose d'excessif, en même temps que de très maladroit ? N'est-on pas un peu victime d'une espèce de frénésie moderne, où sur le rythme "hâtons-nous, jouissons", on perd des occasions magnifiques, en même temps que d'avoir le droit à une personnalité originale et attirante ?
Faut-il encore, pour suivre une expression qui a fait fortune, et qui d'ailleurs, à mon avis, a été mal comprise et peut-être mal utilisée, dire "notre dureté, notre

pureté" ? N'y a-t-il pas, là aussi, au un désir d'une excessive décision en sens contraire ? Comme toujours, la décision ne se trouve-t-elle pas au milieu ?
Le Parti doit être, à notre sens, ni une arche de Noé, où l'on embarque tout le monde, ni une église froide où les prêtres seraient à la fois l'officiant et le fidèle.
Notre fédération m'a donné comme mission de demander au Congrès de ne tomber dans aucune de ces propositions excessives, de ne pas se disputer sur les notions de parti rénové, d'organisation entièrement nouvelle, de dureté et de pureté.
On sent, au fond, que personne n'est satisfait de ces noms, de ces adjectifs, de ces épithètes, de ces formules.
Ce qu'il faut, à notre avis, c'est un parti vivant, et cette expression vaut bien, à mon sens, toutes les autres, c'est-à-dire un parti qui colle à la réalité, qui, allant vers son idéal, comprendra assez le réel pour promouvoir les modernisations indispensables, sans rien abandonner de son originalité et en restant fidèle à sa longue et prestigieuse histoire.
Ce n'est attentatoire à personne, camarades, que de comprendre que plus nous irons, plus il nous faudra enrichir notre organisation d'un certain nombre de réalisations et de dispositions, permettant à tous les militants, quels qu'ils soient, quelles que soient les missions qui leur seront confiées, de faire beaucoup mieux que les autres, en montrant leur action éclairée d'une foi ardente et convaincante.
Il ne faut pas toucher à, notre section traditionnelle, et, pour avoir vu dans une section de ma bonne ville de Bordeaux, un professeur de Faculté mis en difficulté par un simple chauffeur de taxi, je trouve que cela est bien, et que cela est normal ; il faut que l'un et l'autre, que les uns et les autres puissent se comprendre, travailler ensemble, mieux, arriver à pénétrer les conceptions des uns et des autres.
Alors, ne touchons pas à notre section.
Il faut ajouter un certain nombre d'autres choses. On dit bien sûr : "mais, cela existe déjà…" c'est vrai, mais malheureusement, il faudrait que le Congrès puisse démontrer que, si cela existe sur le papier, il y a vraiment beaucoup trop de fédérations où cela n'existe pas ailleurs !
Nous avons des groupes Socialistes d'entreprises ; ces groupés se sont réunis en conférence nationale, il y a quelque temps de cela. Ils ont fait des propositions, et ces propositions méritent d'être étudiées par la Commission spéciale, dont nous demandons la constitution, pour devenir la règle du Partit
Les résultats, j'en suis convaincu, seront remarquables, et, il faut bien le dire, ils défendront beaucoup plus le travail fait dans nos fédérations que les instructions qui seront données par le secrétariat général...
Nos Commissions d'études fonctionnent ; mises sur pied elles font un travail considérable, et combien y a-t-il de camarades qui le savent ? J'ai, pour ma part, l'honneur d'en présider deux, celle du Travail et celle de la Sécurité Sociale. J'ai trouvé, dans ces Commissions, des camarades d'une activité et d'un dévouement, d'une technicité absolument remarquables. Nous avons, dans ces Commissions,

l'exemple le plus typique et le plus valable de ce que doit être l'organisation technique du Parti ; elles ne travaillent pas seulement à l'avènement d'une société idéale, mais, chaque fois que cela est nécessaire, elles savent remplir leur mission de premier défenseur du monde du travail !

Que le Parti soit au pouvoir, qu'il soit dans l'opposition, il n'a pas le droit de ne pas avoir ses propres techniciens et ses propres études. Nous avons la bonne fortune d'avoir bénévolement des concours inestimables ; nous devons parfaitement les utiliser, en leur donnant toujours l'assurance que leurs travaux, quels qu'ils soient, serviront au Parti, qui devra les étudier pour les approuver ou pour les rejeter, car c'est cela la démocratie, mais en aucune circonstance il ne pourra les ignorer.

J'insiste, camarades, sur ce dernier point, car de mes contacts avec nos amis techniciens, j'ai recueilli la certitude suivante : ils veulent bien travailler, mais ils veulent avoir l'assurance que leur travail servira à quelque chose, et servira au Parti.

Enfin, il faudrait doter le Parti de ce que j'appelle "des antennes psychologique", permettant de recevoir ces techniciens, de détecter tous les courants d'opinion que traversent parfois certaines catégories sociales.

J'ai toujours été surpris de la résonnance que, soudain, des slogans très simples ont eu chez les artisans et les commerçants, préludant la fortune politique invraisemblable, bien qu'éphémère, d'un homme comme Poujade ! J'ai été encore surpris de la méconnaissance quasi complète qu'avaient un certain nombre d'hommes politiques, parfois blanchis sous le harnois, de la vague antiparlementaire, qui en définitive a permis, le 13 mai, le gaullisme, et nous a imposée la situation actuelle.

Ces faits, nous pourrions les multiplier ; ils démontrent, d'une manière éclatante, comment à, certains moments nous avons ignoré certaines tendances de l'opinion publique, ou, les ayant connues, nous avons commis l'erreur de ne pas leur donner l'importance réelle qu'elles avaient.

Or, les conséquences furent désastreuses.

Sommes-nous mieux outillés aujourd'hui, pour résister aux sautes d'humeur d'une opinion toujours versatile ? Certains camarades ne sont-ils pas, au contraire, touchés par la mode, au point, les uns, cédant à la facilité, d'emboucher la trompette dans un concert qui leur apparaît universel, de nous parler de l'opinion publique et peut-être même de la nécessité pour le Parti de suivre l'opinion publique, cependant que, dans un même temps, les autres révisent leurs convictions, dans l'orgueilleuse certitude qu'ils ont raison, et prétendent faire front courageusement et nager à contre courant !

Ne vous apparaît-il pas, camarades, surtout dans un régime où l'on façonne si bien l'opinion, que la meilleure solution c'est, sans doute, de percevoir assez tôt ces courants, leur danger, pour préparer le terrain et élever des digues avant que l'inondation irrésistible emporte tout sur son passage ?

Contribution Jean Jaurès

Allons-nous nous laisser entraîner au courant de l'opinion publique ? Allons-nous résister avec des moyens ridicules, très insuffisants quelquefois, ou, au contraire, nous apprêter à lutter avec des armes égales, en démystifiant quelquefois avant - car après c'est toujours trop tard - au lieu de subir, en passant hardiment à l'offensive ?
C'est ce que je voudrais proposer au Parti, c'est ce que nous souhaitons voir étudié par la Commission qui sera constituée certainement.
La liaison avec les travailleurs doit pouvoir se faire par l'intermédiaire de toutes les organisations, et, si nous devons parfois trier, faire les discriminations nécessaires, pourquoi laisser à coté de nous de vastes mouvements, sans savoir exactement ce qu'ils feront ?
Pourquoi ne pas avoir des contacts réguliers et établis avec les fédérations de sports, la fédération du Loisir, avec les Unions d'Etudiants, avec les Associations Familiales, avec les organisations européennes, etc. ?
Camarades, que l'on m'entende bien, je souhaite que tout ce que le Parti a organisé - et qui reste valable - demeure, soit renforcé, mais je souhaite aussi que pour notre meilleure information, nous ne restions pas toujours repliés sur nous-mêmes, et que forts de nos solides convictions, nous n'hésitions pas à engager le débat, même à le provoquer, avec les organisations dans lesquelles nous ne trouvons pas forcément que des amis, mais où le peuple de France, avec ses diversités, ses problèmes, se trouve bien représenté et que sur ce plan, comme sur les autres d'ailleurs, nous passions résolument à l'offensive et à l'action.
Je voudrais parler, camarades, de la propagande du Parti, il y a beaucoup de choses à dire !
Je ne crois pas à une propagande trop rêche ; il ne faut pas présenter le Socialisme sous une forme tellement rébarbative que vous épouvantez les gens : Le Socialisme, c'est la joie de vivre, il appelle à une civilisation supérieure et pas à une civilisation corsetée, enfermée dans trop de règlements, il appelle à l’expression de pensée, il demande à chacun de faire le maximum et, par conséquent, je crois que chaque fois qu'on fait de la propagande à ceux qui se déplacent pour nous écouter, ou qui achètent un journal pour nous lire, il faut leur faire comprendre que c'est çà le Socialisme et pas autre chose.
Je dirai, et vous m'en excuserez, qu'il y a trop dans nos journaux de ce que j'appelle les articles massepain.
Le massepain, c'est un pain de chez moi qui est très agréable à avaler, mais très lourd à la digestion !
Je préfèrerais que l'on fasse une différence extraordinaire entre l'article de propagande très court, très ramassé et l'article d'étude auquel on pourrait renvoyer ceux dont l'intention est de connaître ce qu'est la doctrine du Parti Socialiste.
C'est vrai pour l'article, c'est frai pour le discours, c'est vrai pour toutes les manifestations de la vie du Parti.

Je souhaiterais, camarades, - je ne veux pas m'appesantir là-dessus - que tous nos camarades soient bien convaincus de cela, car je n'arrive pas à comprendre comment des gens aussi convaincus les uns que les autres finissent les uns par attirer, les autres par rejeter des gens dont la bonne volonté était évidente et l'esprit tel qu'ils devaient venir vers nous !

Et maintenant, camarades, si nous faisons ces réformes, - non pas la rénovation, non pas rénover la vieille maison, - qui sont dans l'air, qui sont proposées, d'ailleurs, qui doit diriger le Parti Socialiste : Voilà une question qui se pose !

Eh bien, notre position est catégorique là-dessus, nous pensons que le Comité directeur peut remplir sa mission, nous croyons que les réunions communes groupe parlementaire et Comité directeur sont très utiles, et nous estimons que de telles réunions rendent les plus grands services.

Nous nous tournons vers les autres grands partis et organisations, nous ne voyons nulle part une formule d'organisation aussi complète, aussi utile, aussi souple, aussi efficace.

Un mot sur le Secrétariat général du Parti.

Je suis de ceux qui pensent souvent à la tâche écrasante confiée au Secrétaire Général du Parti, même si cela lui plait et même s'il est fier de remplir cette mission.

Il est là à un poste de combat, chaque déclaration, chaque attitude est montée en épingle, fait l'objet d'un certain nombre de commentaires favorables quand ce sont des amis, défavorables quand ce sont des adversaires, mensongers très souvent, parce qu'on ignore, neuf fois sur dix, quelles sont les circonstances qui ont permis au Secrétaire Général de faire telle ou telle déclaration, alors on ne veut pas être en arrière, on invente et le résultat, c'est qu'il ne se passe pas de jour depuis deux mois surtout sans que dans un journal, à la radio, à la télévision, on nous annonce que le Secrétaire Général du Parti a fait telle ou telle déclaration.

Mais ce n'est pas à moi à faire les rectifications, Guy Mollet les fera certainement lui-même, ce que je souhaite, je le dis comme je le pense, c'est qu'il n'y ait pas un homme qui puisse continuer constamment à recevoir tous les coups au nom du Parti ; je souhaite que nous soyons plusieurs, qu'il y ait un grand nombre de camarades du Parti qui puissent à côté de lui, à côté du Secrétaire, quel qu'il soit demain, prendre part aux responsabilités.

Je ne souhaite pas que le Parti se fige dans cette espèce de lâcheté qui consiste à dire : il y a un camarade au poste de responsable, c'est à lui de prendre les responsabilités et à prendre tous les coups.

Je préférerais qu'il y ait un certain nombre de camarades qui, dans une direction collégiale, administrant le Parti, puissent prendre la parole au nom du Parti, prendre position au nom du Parti, de telle manière qu'on ne puisse pas individualiser les responsabilités, mais les faire prendre par tout le Parti.

Fondation Jean Jaurès

Je suis contre le pouvoir présidentiel en ce qui concerne l'administration de notre pays, je suis pour la direction collégiale, en conséquence, en ce qui concerne l'administration du Parti.
Voilà, camarades, quelques points sur lesquels je voulais attirer votre attention et maintenant il me restera pour terminer à parler, si vous voulez bien, un peu de tactique.
Sur le rassemblement des Socialistes autour du Parti, je n'ajouterai rien à ce qu'a dit notre ami Guille ce matin, parce que je partage profondément ce qu'il a dit en des termes excellents et qui a été approuvé par l'immense majorité du Congrès.
Il faut que de cette manifestation de la SFIO parte un appel vers tous ceux qui se disent Socialistes.
Il faut que nous leur fassions comprendre qu'il ne suffit pas de faire des déclarations pour être un militant Socialiste, il faut encore, jour après jour, heure après heure, dans sa vie publique, peut-être quelquefois dans sa vie syndicale et quelquefois dans sa vie professionnelle, être véritablement un digne militant du Parti Socialiste et ne pas accepter de leçons de gens qui viennent vous expliquer ce qu'il aurait fallu faire dans le même temps où ils préparent leurs congés payés !
Camarades, je crois qu'il est absolument indispensable qu'un appel sorte de cette réunion.
Et maintenant, nos rapports avec le Parti Communiste.
Alors, là, je voudrais que nous n'oubliions jamais malgré tout ce que le Parti Communiste a pu faire, que notre rêve, c'est l'unité politique de la classe ouvrière et sans doute, comme conséquence, son unité syndicale.
Sommes-nous dans une situation nouvelle ?
Certains disent oui, d'autres non, moi je n'en sais rien, mais ce que je crois, c'est que nous devons suivre avec attention le comportement des Communistes.
Sont-ils sincères ou, au contraire, sont-ils en train d'utiliser les moyens de leur dialectique leur permettant d'user du stratagème de la ruse ou du mensonge ? Nous n'en savons rien.
Mais, camarades, s'il y avait une occasion favorable pour déceler, ou leur sincérité, ou leur duplicité, avons-nous le droit de la laisser passer ?
A mon avis, le problème est là, alors quelle solution ?
Certains posent un problème du programme comme si dans quelque temps le Parti Socialiste allait pouvoir faire entrer dans les faits son propre programme ; nous n'en sommes malheureusement pas là, camarades, mais je crois qu'avec les Communistes, comme avec les autres, il faut passer à l'action, à l'offensive, dire bien haut le désir profond que nous avons de voir un jour l'unité organique politique, syndicale, se faire.
Personne ne pourrait plus se faire d'illusion si dans un premier temps nous obtenions le rassemblement de tous les Socialistes, mais il faut dire aux Communistes au niveau de la section, au niveau de la fédération, de même qu'au niveau des organismes nationaux, que leur attitude nouvelle ne nous est pas

indifférente, que nous avons toujours rêvé d'un grand Parti de travailleurs et que, par conséquent, nous sommes attentifs à leur nouveau langage, au désir qu'ils manifestent de se rapprocher de nous, seulement nous ne pouvons accepter de faire cause commune avec eux que si eux-mêmes révisent un certain nombre de raisons qui visent la scission, et répondent complètement à quelques questions comme celles-ci :
Etes-vous toujours pour le Parti unique dans les pays où les Communistes ont la majorité ?
Quels sont vos rapports avec l'URSS ? Est-ce que c'est toujours inconditionnel ?
Etes-vous toujours pour que les syndicats soient aux ordres du Parti Communiste ?
Vous pourrez apprécier leur réponse.
Il y a encore d'autres questions à leur poser et nous verrons à ce moment là quelle est la décision qu'il sera possible de prendre.
Et quels sont maintenant les rapports avec les autres partis ?
La franchise aussi bien à l'intérieur du Parti qu'à l'extérieur est ici plus que jamais nécessaire.
Etudions la situation froidement, franchement.
Je m'excuse, camarades, mais j'ai toujours un peu l'impression que lorsqu'on prend telle ou telle position par rapport aux autres partis, le camarade qui parle, ou les camarades qui prennent une position, pensent presque uniquement à leur position personnelle ou à leur position départementale.
Eh bien, voulez-vous me permettre, moi aussi, alors, de vous parler d'une expérience ?
Vous avez à l'heure actuelle au pouvoir un adversaire résolu, déterminé, puissant qui a dit, qui a répété et qui agit en conséquence, qu'il fallait détruire tous les partis, le nôtre comme les autres bien entendu et peut-être encore plus le nôtre que les autres, parce que c'est le seul qui peut lui résister.
Le résultat ? Un parti Communiste qui a des voix encore, beaucoup, mais dont l'influence a bien diminué, et c'est peut-être d'ailleurs, une des raisons de sa nouvelle attitude. Un parti radical réduit, obligé à l'Assemblée nationale, comme au Sénat, de créer une entente démocratique, d'un côté, une gauche démocratique de l'autre pour faire un groupe.
Un MRP encore puissant dans certaines régions de France, dont la moitié des élus l'a été grâce à l'étiquette 5ème République, qui a fait le rassemblement démocratique, qui prend des décisions fracassantes dans son Congrès, mais beaucoup moins sévères et plus embarrassées quand il a à prendre position à l'Assemblée nationale. Un parti indépendant et paysan divisé, avec une partie gaullisante, une autre antigaulliste, dont les membres sont disséminés, soit dans le Rassemblement soit dans l'entente démocratique.
Qui ne comprend, camarades, que dans une telle situation, il appartient à notre Parti de jouer le rôle de leader de l'opposition qui, bien que minoritaire, peut jouer un rôle important quand même et sauver ce qui peut être sauvé.

Contribution Jean-Jaurès

Pour cela, il doit rassembler tous les opposants, nous sommes en pleine bataille, camarades, et trop souvent, les camarades l'oublient ; le gouvernement peut tout faire, il est toujours suivi, il peut tout proposer, il aura la majorité ; quant à l'UNR/UDT, son groupe, elle peut tout faire, elle a la force, elle a les moyens et surtout le désir.
Elle peut agir de manières différentes et j'ai eu l'occasion, pour ceux qui ont vu le Populaire, de le démontrer il y a quelques jours.
Devant une situation semblable, nous ferions preuve d'une méconnaissance totale des moyens d'action qui nous restent ?
Regardons autour de nous, soyons pratiques : la Russie et l'Amérique se disputent l'hégémonie mondiale, mais une histoire récente nous prouve qu'ils eurent à lutter ensemble contre l'Allemagne hitlérienne ! C'est pour nous une leçon, et ce qui est curieux, c'est que nos camarades ne sentent pas la force qu'une alliance semblable peut représenter pour la défense de la République ; nos adversaires, eux, l'apprécient et la redoutent.
Les Communistes l'ont compris qui sont venus appuyer discrètement, avec une efficacité remarquable, l'élection d'un certain nombre de personnes comme M. Fourgas (?) dans notre département, représentant de la Droite classique.
Monsieur Chaban Delmas est loin de traiter par le mépris une telle alliance.
Monsieur Pompidou, se moquant de moi il y a quelques mois, disait : M. Cassagne avait promis qu'on reviendrait moins nombreux... je ne pouvais lui dire que dans le département de la Gironde, 3 député UNR ont mordu la carreau !
Eh bien, camarades, je vous demande de faire attention. Il faut, avec rapidité, tout de suite, faire un appel aux Socialistes isolés, aux gens du PSU. Avec le Parti Communiste, c'est un travail long, nous devrons y procéder, mais la réponse dépend d'eux, pas de nous. C'est cela surtout qu'il faut dire et répéter.
Quant aux autres, l'alliance est sans doute nécessaire et il dépend presque exclusivement de nous qu'elle soit fructueuse.
Camarades, je vous demande de comprendre ceci : mon opinion, c'est que l'avenir sera à celui qui saura le préparer et le prendre.
Il n'appartiendra pas à des hommes qui viennent pleurer à un Congrès préparant quelquefois leur départ ; il n'appartiendra pas à des hommes du passé, car nous allons vers bouleversements économiques et sociaux dans le sens du Socialisme d'ailleurs ; il n'appartiendra pas aux timides, à ceux qui arrivent trop tard dans un monde qui va vite ; il n'appartiendra pas à des dogmatiques, des intransigeants, à des masochistes pour qui toute défaite est glorieuse et toute victoire est entachée d'irrégularité ; il appartiendra à ceux qui colleront à la réalité, toujours présents et jamais fatigués. Sachant surmonter déceptions, acceptant d'un cœur égal succès comme défaites, sachant toujours trouver la solution.
C'est cela que fraternellement, unie par l'amitié, la conviction et le travail, je vous demande de comprendre, camarades.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gérard Jaquet.

Gérard Jaquet

Je voudrais vous faire part de quelques réflexions, vous dire pourquoi à mon avis l'enjeu de ce Congrès est mauvais.
Sur la plupart des problèmes, nous présentons des résolutions unanimes, et cette unanimité a été obtenue sans effort, car elle était la consécration d'un accord très réel et très réconfortant.
Par contre, à propos des problèmes de tactique et de structures, nous avons eu des discussions très sévères et les camarades qui participaient à la dernière Assemblée nationale d'information ont pu s'en rendre compte.
Ces discussions ont été parfois passionnées - je vous avoue que je ne le regrette pas, car la passion est une preuve de vigueur - et finalement, au bout de ces discussions, au bout de ces controverses, nous avons élaboré une formule de synthèse, une formule de large accord.
Je regrette que l'accord n'ait pas été total, je regrette que sur ce point, le comité...
(Murmures et vagues protestations dans la salle)

Le président - Si la fédération des Bouches-du-Rhône a 29 délégués dans la salle, c'est probablement parce que la fédération a fait un certain travail, que cela te plaise ou non !
La parole est à Jaquet.

Gérard Jaquet - Je regrette donc que l'accord qui a pu être établi au Comité directeur n'ait pas été un accord unanime, car sur le texte que nous avons élaboré, je pense que l'unanimité aurait pu se faire relativement facilement.
C'est en tout cas sur ce problème que porteront mes réflexions au cours de cette intervention. Je ne reviendrai pas longuement sur les confrontations que nous avons été amenés à faire au cours des assemblées précédentes.
Un régime autoritaire est maintenant installé très solidement en France ; l'opposition est dans une large mesure, réduite à l'impuissance, les partis démocratiques sont loin d'avoir l'audience qu'ils avaient autrefois.
Le Parti Socialiste a sans doute mieux résisté que d'autres, mais il sort affaibli des batailles récentes, et il ne peut certainement pas se satisfaire de son état présent.
"Certes, nous disent certains camarades, la situation n'est pas réconfortante, mais c'est parce que nous avons pris nettement position contre De Gaulle, que nous avons ainsi été ainsi tenus en échec" ; bien sur, c'est exact, c'est parce que nous avons pris position contre le Général de Gaulle que nous avons été tenus en échec, mais ce n'est pas là une explication véritable. Pourquoi le général De Gaulle a-t-il dans les circonstances présentes, une telle audience dans le pays,

Collection Jean Jaurès

alors qu'il y a une dizaine d'années, personne ou presque personne ne songeait plus à lui ?
Voilà quel est le véritable problème.
Est-ce que l'on a tout d'un coup découvert en de Gaulle des qualités exceptionnelles ignorées ?
Très franchement, je ne le pense pas, et je crois que parmi ceux qui votaient "oui" au dernier référendum, il y avait un très grand nombre d'hommes qui ne votaient pas d'ailleurs essentiellement pour de Gaulle, mais qui voulaient d'abord voter contre la quatrième République. Cela, je crois que nous avons tous le devoir de le comprendre.
C'est profondément injuste, je le sais, nous l'avons dit, et nous devons aussi l'admettre dans la mesure où il faut que nous soyons réalistes.
Le ressentiment à l'égard des régimes précédents, si injuste soit-il, est aujourd'hui très fort, et si nous laissions entendre que nous voulons plus ou moins revenir vers le passé, si nous laissions entendre que notre action est tournée vers le régime précédent, nous subirions - j'en suis persuadé - un échec retentissant.
Il faut comprendre cette sorte de hantise lorsque l'on fait resurgir devant l'opinion publique l'instabilité d'autrefois, marquée par ces crises successives dont la durée l'intensité et la complexité s'accroissaient sans cesse.
Ces crises étaient dues aux alliances des extrêmes - c'est vrai - ceux qui aujourd'hui les critiquent, feraient mieux de se taire, c'est vrai ! mais croyez bien que le passé est mort, et que quoiqu'il arrive, on ne le fera pas ressusciter ; il faut que nous montrions nettement que pour nous les notions de renouveau démocratique et de stabilité, d'efficacité, sont intimement liées ; il faut que nous comprenions que nos partis multiples transformés en petites chapelles ont pu avoir leur raison d'être autrefois, mais qu'à notre époque, cette pulvérisation des courants politiques est une dangereuse stupidité.
Mais alors comment simplifier ?
Il y a beaucoup d'efforts qui ont été faits au cours de ces dernières semaines. Certains ont créé ou ont voulu créer un comité de Liaison des démocrates rassemblant des indépendants, des MRP, des centristes, des radicaux. Les Socialistes avaient été invités, mais ont refusé de s'y rendre.
Je crois que l'ambition de ceux qui étaient à l'origine de cette initiative était claire ; il s'agissait pour eux de créer un parti nouveau rassemblant tous les démocrates, toutes les familles démocratiques françaises, c'est-à-dire tous ceux qui en France ne sont ni Communistes, ni UNR et à mon sens, le MRP, dans son dernier Congrès, est allé également dans la même voie. Oh, certes, un grand parti démocratique rassemblant toutes les familles politiques françaises serait une singulière simplification, mais une simplification dans l'incohérence.
Comment imaginer en effet que nous pouvions mettre d'accord des hommes aussi différents que les indépendants d'un côté, les Socialistes de l'autre, alors

qu'ils sont en divergence, nous le savons, sur les problèmes essentiels, en particulier sur le plan économique et social.
Dans la résolution du MRP, on donne un certain nombre de thèmes qui devraient être - parait-il - les thèmes permettant à un parti nouveau, à une formation nouvelle de se constituer ; c'est : démocratie politique, économique, sociale, et unification de l'Europe.
Aucun Socialiste n'est en désaccord avec des idées de ce genre mais il est bien évident que ces idées sont infiniment trop vagues ; il est bien évident que l'on ne peut pas les accepter telles quelles, sans précision, car cela nous rappelle un peu trop les programmes des gouvernements de coalition que nous avons connus sous la quatrième République, et nous savions fort bien que les mêmes formules recouvraient à cette époque des réalités différentes.
Cela serait donc en fait l'impuissance. Il faut simplifier, mais il faut simplifier dans la clarté.
L'idée d'un parti fourre-tout où se retrouveraient pêle-mêle des Socialistes, des radicaux, des MRP, des indépendants, c'est-à-dire un parti flou, inconsistant, sans perspective, sans doctrine, sans programme, est à rejeter catégoriquement.
Si, par extraordinaire, l'opinion se laissait prendre à une formule de cet ordre, ce serait de nouveau l'impuissance et, par conséquent, une déception nouvelle et le renouveau démocratique devrait alors être rangé dans la longue série des occasions manquées.
Par contre, si les mêmes hommes, ceux qui ont pris des initiatives récentes, au lieu d'essayer de concilier l'inconciliable, s'efforçaient de faire quelque chose de clair et d'être précis, de regrouper les éléments centristes et modérés dans une même organisation, s'efforçaient, en d'autres termes, de constituer une organisation nouvelle attachée à la fois à la démocratie et au libéralisme économique, alors je pense que ce serait un effort de simplification intéressant et que nous devrions approuver.
Mais, de toute manière, je l'ai écrit, je le répète ici même, ceci n'est pas notre affaire.
Notre affaire, qu'est-ce donc ?
Mais notre affaire, c'est de regrouper les démocrates de gauche, c'est de regrouper les démocrates sincèrement attachés à nos conceptions, car, tout naturellement, quand on parle maintenant d'un démocrate de gauche, il faut poser des questions préalables : qu'est un démocrate de gauche à notre époque ? Est-ce que vous avez vraiment le sentiment que dans notre temps un homme de gauche, conscient de ses responsabilités, conscient de l'importance de sa mission, peut se détourner d'une perspective Socialiste ?
Pour ma part, je ne le pense pas.
Il fut un temps où on pouvait être de gauche sans être Socialiste ; il fut un temps où l'on pouvait faire accepter faire entrer dans les faits un certain nombre de réformes sociales importantes sans pour cela s'attaquer aux structures mêmes du régime économique.

C'était vrai au début du siècle, c'était vrai en 1936 encore, où toutes les réformes sociales si importantes qui ont été réalisées à cette époque n'ont cependant pas atteint vraiment le système économique au sein duquel nous vivons.
Mais aujourd'hui, avec l'évolution, avec l'évolution si importante qui a été accomplie au cours des vingt dernières années, pensez-vous qu'il soit possible de faire entrer encore dans les faits des réformes sociales, des réformes sociales importantes sans s'attaquer directement aux structures du régime capitaliste ?
Personnellement, je ne le pense pas et c'est pourquoi je dis qu'un homme de gauche, s'il veut vraiment être conscient de ses responsabilités, un homme de gauche, s'il veut aller jusqu'au bout de sa pensée réelle, n'a pas le droit de se détourner d'une perspective Socialiste.
Eh bien, ce sont tous ces hommes là que nous avons le devoir de regrouper au sein d'une même organisation, et ces hommes où sont-ils ?
Ils sont à la SFI0, bien sûr, mais ils sont aussi ailleurs.
Ils sont au PSU, il y en a à la Gauche du Parti radical, mais il y en a tout de même dans certaines régions, il y en a à la Gauche du MRP, et je voudrais m'arrêter quelques instants sur ce problème qui me semble important.
Un des leaders du MRP, je crois que c'est M. Fontanet, a déclaré au Congrès de la Baule, que les notions de droite et de gauche étaient des notions périmées, que la manière réaliste de voir les problèmes devrait aujourd'hui nous réunir.
La formule est peut-être frappante, mais elle est fausse !
Certes, il faut être réaliste, mais il y a un réalisme de droite et il y a un réalisme de gauche. Et, croyez-moi, ils ne se comportent pas de la même manière devant les mêmes problèmes ! Notamment à l'égard des privilèges capitalistes.
Mais je comprends bien les raisons qui animent M. Fontanet.
Monsieur Fontanet sait que la ligne de partage entre la Gauche et la Droite passe au sein de son Parti et il ne peut sauver l'unité du MRP qu'en niant cette distinction.
C'est ainsi qu'on entretient l'équivoque, Le MRP ne s'est il pas, d'ailleurs, créé sur une équivoque ? Il ne s’est pas construit sur la base de conceptions réelles et précises, le lien entre tous ses membres est constitué essentiellement par l'appartenance à une même religion. Il faut dire que c'est tout de même là un critère insuffisant pour apprécier l'ensemble des événements de notre époque ! Et il me parait difficile de prétendre qu'un ouvrier catholique et son chef d'entreprise appartenant à cette même religion ont, par le seul fait qu'ils partagent une croyance commune, des conceptions identiques sur les batailles sociales qui viennent de se dérouler ou sur les batailles sociales qui se préparent !
L’unité du MRP a été maintenue tant bien que mal, parce que certaines options fondamentales n'ont pas été encore posées nettement, mais nous arrivons au moment où il faut trancher et ce sera bientôt pour tous, pour nous tous, pour le MRP comme pour les autres, la minute de vérité.

Ce que, pour notre part, nous devons en tout cas, très clairement affirmer, c'est que le démocrate chrétien ou non, qui accepte une perspective Socialiste a tout naturellement sa place dans le regroupement que nous envisageons. Mais les Socialistes ne sont pas seulement dans des organisations politiques ; les Socialistes sont aussi ailleurs, ils sont dans les syndicats, ils sont dans les clubs, ils sont dans les cercles qui, à l'heure présente, se multiplient, ils sont dans les organisations agricoles, ils sont dans les organisations de jeunesse, comme le SNIC ou l'UNEF, et puis, il y en a de très nombreux encore sûrement qui ne sont aujourd'hui nulle part et qui, cependant, seraient très près de s'engager dans une organisation Socialiste véritable, car nous avons l'impression que l'idée Socialiste en France n'est nullement en régression. Nous avons le sentiment que le système capitaliste est condamné par beaucoup. Nous avons le sentiment que les notions de transformation profonde sont aujourd'hui très volontiers acceptées, et pourtant les organisations qui reflètent cet état d'esprit sont affaiblies et impuissantes.

Alors, il faut d'abord essayer de comprendre les raisons de ce paradoxe au moins apparent, et il faut faire une recherche très sérieuse et très attentive.

Certains camarades nous disent : vous vous complaisez dans les lamentations ; vous recherchez, avec une sorte dé volupté morose, toutes les erreurs que le Parti a pu commettre au cours de des dernières années et vous lui faites beaucoup de mal.

Non, camarades, très franchement, je ne le pense pas. Je crois que quand on constate qu'une situation est mauvaise et elle est mauvaise, personne, raisonnablement, ne peut affirmer qu'elle est bonne, il faut avoir le courage pour la redresser d'abord de bien connaître les causes.

Et, pour bien connaître les causes, il faut d'abord les rechercher, c'est le seul moyen de surmonter les obstacles, c'est le seul moyen d'aboutir à des résultats importants à des résultats efficaces.

Oui, l'opinion serait sévère à notre égard, elle serait sévère à notre égard dans deux hypothèses : elle serait sévère si nous donnions aujourd'hui l'impression que nous refusons de voir la vérité en face, que nous restons d'un optimisme satisfait devant l'évolution des événements, mais elle nous serait aussi sévère si nous étions tout juste bons à gémir devant le mur des lamentations.

Il faut donc recherches les causes de nos faiblesses, non pas pour nous lamenter, mais pour surmonter ces faiblesses, pour trouver des remèdes efficaces, une thérapeutique efficace.

Or, c'est précisément ce que nous avons aujourd'hui le devoir de faire et c'est précisément, d'ailleurs, ce que nous avons commencé à faire dans cette résolution de synthèse qui dans ce domaine me semble tout à fait excellente, car elle recherche avec un très grand souci d'objectivité les raisons de nos faiblesses actuelles, et je tiens à dire, pour qu'il n'y ait pas d'équivoque, pour qu'il n'y ait aucune espèce d'équivoque là-dessus que ce texte de synthèse a été rédigé par

des camarades qui, unanimement, sont solidaires et totalement solidaires de l'action du Parti dans le passé.
A ce propos, d'ailleurs, je ne reviendrai que sur un seul point. Nous devons aussi comprendre que nous sommes à une époque où la notion d'efficacité prend une valeur exceptionnelle et c'est presque toujours en fonction de cette notion que sont jugées les organisations, que sont jugés les hommes.
Cette réaction est particulièrement vive chez les jeunes ; on parle beaucoup des jeunes dans ce Congrès, on a raison, je voudrais en parler moi-même.
Notre temps est caractérisé par des transformations gigantesques, qui prennent parfois des allures hallucinantes.
Mais pour les jeunes générations, ce sont là des phénomènes tout à fait nouveaux qui sont impressionnants.
Les jeunes sont ainsi arrivés à cette constatation que les espoirs qu'il y a vingt ou trente ans avaient semblé chimériques peuvent aujourd'hui rapidement devenir des réalités.
Ce besoin de concret, d'ailleurs, n'a nullement supprimé le besoin d'idéal qui existe aujourd'hui, comme il a existé, chez les jeunes de toutes les époques. Mais ce besoin d'idéal s'exprime de nos jours différemment, lui aussi prend une allure plus concrète. Les jeunes éprouvent toujours le désir de se dévouer entièrement à une cause qui leur semble juste, ils éprouvent toujours le désir de se lancer avec un total dévouement dans une entreprise généreuse ; ils ne demandent qu'une seule chose, c'est que cette entreprise ne soit pas une simple vue de l'esprit, mais que, tout au contraire, elle leur semble réalisable dans des délais raisonnables.
Nous devons tenir compte de cet état d'esprit et c'est en fonction de cet état d'esprit que nous devons juger le passé récent et envisager l'avenir.
C'est ainsi que notre programme doit être concret, réaliste, efficace. Il doit montrer les étapes, clairement montrer les étapes de la marche vers le Socialisme et il doit aussi clairement définir la première.
Ce programme, il ne s'agit pas, pour nous, d'en faire un panneau réclame qu'on montre sans cesse mais qu'on n'applique jamais. Il doit être clair pour tous qu'il est constitué par l'ensemble des mesures que nous avons la volonté et la volonté farouche de réaliser.
Mais, les adaptations doivent atteindre bien d'autres domaines. Non, Georges Guille, il n'est pas question de renoncer au Socialisme ! Toute ma vie lui a été passionnément fidèle et je n'ai nullement l'intention de le renier aujourd'hui, mais c'est parce que je souhaite que le Socialisme soit enfin réalisé un jour prochain que je voudrais le voir coller mieux encore à la réalité de notre époque.
Adapter notre style et notre vocabulaire ? Oui, si nous voulons être mieux compris. Adapter nos structures qui étaient sans doute bonnes en 1905, lorsqu'elles ont été créées, au moment de la naissance du Parti mais qui semblent un peu vieillies aujourd'hui ? Cela est nécessaire.

Mais pourquoi, nous disent certains, ce qui était bon hier n'est-il pas bon aujourd'hui ? Je n'ai pas de réponse à faire, les faits sont suffisamment éloquents par eux-mêmes !
Si nous répondions pleinement aux besoins de notre époque, pourquoi serions-nous en régression ? Pourquoi nos effectifs seraient-ils en baisse ? Pourquoi la comparaison avec les pays voisins serait-elle si défavorable à la France ? Regardez ce qui se passe dans les pays voisins ! Partout, les partis Socialistes dépassent 35%, 40%, parfois 50% des voix. Partout le chiffre des Adhérents dépasse la centaine de milliers dans les plus petits pays et, parfois, le million, dans les plus grands.
Alors pourquoi ce qui existe ailleurs n'existerait-il pas chez nous ?
Je sais bien qu'il y a, en France, le problème Communiste, mais le problème Communiste n'est pas suffisant à expliquer notre faiblesse.
Alors, ce qui a été fait, ce qui se fait dans les pays voisins, eh bien il faut essayer de le réussir en France.
Mais, pour le réussir, il faut le vouloir. Pour que le Parti puisse devenir le regroupement de tous les Socialistes, il faut avoir conscience de cette nécessité, il faut le vouloir vraiment, totalement, farouchement et il faut qu'au cours de ce Congrès nous disions tous, sans équivoque, très clairement, notre pensée à ce sujet car les équivoques seraient probablement extrêmement sérieuses de conséquences.
Ce qui veut dire aussi qu'il faut accepter les moyens de cette politique.
Certains proposent une formule, proposent une méthode ; on propose le dialogue, un dialogue sous forme de colloque avec un certain nombre d'hommes de gauche de tendance Socialiste, des hommes de gauche, des organisations voisines ou même des hommes de gauche qui n'appartiennent à aucune organisation mais qui partagent nos préoccupations.
Alors, pourquoi ce dialogue ? Mais pour une raison bien simple : pour mieux connaître les transformations qu'il nous faut accomplir pour devenir ce grand Parti de la démocratie Socialiste, ce grand Parti du regroupement Socialiste et lorsqu'ainsi, grâce à un dialogue franc, un dialogue qui, j'en suis persuadé, peut être particulièrement fécond et efficace, nous connaîtrons mieux ce problème, alors il faudra que nous ayons, dans des délais rapprochés, un Congrès extraordinaire, ou un Conseil national ayant pouvoir de Congrès pour prendre les décisions et il serait bon que nous fixions dès aujourd'hui la date de ces assises nationales.
(Applaudissements)
Certains camarades me diront peut-être : "Mais pourquoi ce dialogue ? Pourquoi ces confrontations, ces controverses ? Si des hommes qui ne se sont pas engagés maintenant le désirent, ils n'ont qu'à entrer, ils n'ont qu'à adhérer purement et simplement au Parti Socialiste !" Eh bien, oui, bien sûr, il le faudrait, il le faudrait mais ils ne le font pas !

Et j'ai l'impression que si nous ne faisons rien de nouveau, que si nous continuons sur la voie actuelle, ils ne le feront pas plus ! Alors, n'est-il pas utile, n'est-il pas nécessaire d'engager précisément avec ces hommes qui, pourtant, sont Socialistes, n'est-il pas nécessaire d'engager un dialogue pour savoir qu'il y a des préjugés que nous devons combattre, qui les empêchent de s'engager, mais pour savoir aussi s'il n'y a pas des préoccupations qui sont légitimes qu'il faudrait connaître et sur lesquelles, probablement, nous pourrions essayer de nous mettre d'accord.

Voilà donc quel est le sens du dialogue que nous proposons.

Si une telle entreprise réussit, je crois que nous aurons profondément transformé la vie politique française, mais tout ne sera pas réglé. Ce regroupement des Socialistes sera-t-il la véritable alternative au régime actuel ? C'est notre ambition et c'est notre perspective, mais je crois même que ce dialogue, je crois même que ce regroupement des Socialistes n'aura de succès réel dans le pays que s'il apparaît comme le successeur probable ou presque inévitable du gaullisme.

Là-dessus, je voudrais dire en quelques mots, et je sais, que je ne suis pas tout à fait d'accord avec ce que Gaston Defferre a écrit dans un article, que j'approuve d'ailleurs presque entièrement, et qui a paru dans "Point de vue et Controverses", lorsque Gaston Defferre nous dit : "Il faut que nous montrions que nous sommes décidés, s'il le faut, à attendre vingt ans pour arriver au pouvoir". Oh ! bien sûr, ne montrons sur ce plan aucune précipitation qui serait dangereuse, mais considérons aussi que nous sommes à une époque, je le répète, où il y a un très vif besoin de rentabilité rapide, ce qui veut dire que si nous donnions l'impression qu'il faudra attendre vingt ans avant que nous arrivions au pouvoir, je crois que nous risquerions alors, précisément, en fonction de l'état d'esprit de notre époque, de voir se détacher de nous un certain nombre d'hommes qui, cependant, devraient nous rejoindre. Il faut donc que nous montrions que nous avons la possibilité de réussir, je ne dis pas demain ou après-demain, mais dans des délais relativement rapprochés.

Et, pour réussir, il faut une majorité. Alors, majorité avec qui ?

Oh ! Nous pouvons bien sûr essayer de regrouper autour de nous un certain nombre de fractions de la Gauche démocratique qui ne nous auraient pas rejoints dans une première étape dans la mesure où notre entreprise serait un succès, nous aurions un certain nombre de ralliements, c'est vrai, mais je crois que ces ralliements ne seraient pas extrêmement importants et, là encore, nous n'aurions pas une majorité suffisante.

Alors, nous disent certains : "Eh bien, vous serez bien forcés de discuter avec les modérés, avec la Droite pour tenter d'arriver à un programme commun, pour tenter d'arriver à un accord de gouvernement".

Eh bien, je réponds catégoriquement : "Non".

Négocier avec le Centre et la Droite sur un compromis, mais c'est tout le passé qui resurgit avec ses faiblesses, ses incertitudes et ses impuissances !

Ne recommençons pas les erreurs d'autrefois, celles que nous avons tous commises de bonne foi, mais que nous devons être aujourd'hui unanimes à condamner.
La clarté, l'efficacité, la moralité politique impose l'application d'un programme cohérent n'autorisant aucune équivoque et cela, pour ma part, exclut tout accord de gouvernement avec la Droite.
(Applaudissements)
Alors, nous dira-t-on, d'un autre côté, c'est avec le Parti Communiste qu'il faut négocier cette alliance et un programme commun.
Je réponds également par la négative et vous me permettrez d'expliquer clairement ma pensée sur ce point.
On a beaucoup parlé, au cours de ces derniers jours, de la déclaration que j'ai faite à ce sujet au Congrès de la Gauche européenne. Cette déclaration a été souvent mal reproduite, mal comprise et je voudrais redire ici clairement ce que je disais ce jour-là.
Où en est le monde Communiste ? Nous devons reconnaître que, tout d'abord, une certaine évolution n'est pas niable et la querelle entre l'URSS, et la Chine la met en évidence d'une manière plus spectaculaire encore. Les dirigeants soviétiques ont abandonné l'idée de l'inévitabilité de la guerre. La notion d'une guerre inévitable permettant au bolchevisme de sortir triomphant des décombres a été une des divergences essentielles au moment de la scission, en 1920.
Certes, la conception soviétique de la coexistence pacifique, qui représente pour Moscou une autre forme de combat, n'est sûrement pas rassurante ; elle est tout de même moins inquiétante que la perspective d'un conflit mondial.
Par ailleurs, le besoin de sécurité, de liberté que ressentent les Russes, comme tous les autres humains a pris maintenant une telle consistance qu'il ne peut plus être rejeté aussi brutalement que naguère. Cela commence à se sentir en Union Soviétique et, dans une mesure réduite, en France même.
Deux faits sont, à ce propos, significatifs : l'équipe minoritaire connue sous le nom de Jean Dru, a pu faire éditer un ouvrage : "Le pari démocratique", sans être frappé de sanction.
Un des membres de l'équipe a même pu, aux élections législatives dernières, se présenter très officiellement au nom du Parti Communiste, alors même que l'ouvrage qu'il avait contribué à rédiger se vendait dans toutes les librairies de France.
Le fait mérite d'être signalé.
Par ailleurs, l'Union des Etudiants Communistes a pris, récemment, des positions qui n'étaient pas conformes à la ligne du Bureau politique, et celui-ci jusqu'à présent, n'a pas sanctionné des actes qui auraient naguère encore provoqué des mesures immédiates et brutales.
On ne peut donc pas nier qu'il se passe quelque chose au sein du Communisme mondial. Mais, cependant, nous aurions tort d'entretenir des espoirs exagérés. Les divergences sont encore sérieuses, l'attachement inconditionnel du Parti

Communiste français à l'égard de Moscou est toujours aussi réel. Sur les problèmes du Parti unique, du fonctionnement de l'Etat Socialiste, du centralisme démocratique, les désaccords sont évidents et une discussion en ce moment avec le Parti Communiste n'aurait aucune chance car elle serait sans issue.
Nous devons d'ailleurs très clairement montrer ce qui séparé du Socialisme le bolchevisme et, dans ce domaine aussi, il faut dissiper les équivoques.
Mon opposition au bolchevisme est, sur bien des points, très différente de celle d'un homme de droite. L'homme de droite reproche sans doute au système bolchevik son caractère autoritaire, mais il lui reproche surtout de s'attaquer aux structures du régime capitaliste.
Si nous condamnons, nous aussi, les méthodes autoritaires, nous ne reprochons par contre nullement au bolchevisme d'être anticapitaliste ; ce que nous lui reprochons, ce sont les méthodes employées pour atteindre l'objectif, c'est la caricature de la transformation Socialiste qu'il nous propose et si parfois notre colère est aussi forte c'est parce que nous avons conscience que le bolchevisme a finalement éloigné du Socialisme vrai des hommes qui devraient être aujourd'hui parmi nous.
Mais, je reviens à mon propos : une négociation avec le Parti Communiste sur l'établissement d'un programme commun et la conclusion d'une alliance gouvernementale me semble donc impossible. Par contre, j'ai dit effectivement, et je le redis ici même : si le Parti Communiste comprend que son opposition systématique risque de permettre la poursuite de l'expérience actuelle et s'il considère que son intérêt est de soutenir une formation de gauche d'inspiration Socialiste pour éliminer le régime gaulliste, je répète que nous devrions, selon moi, dans une telle hypothèse, accepter le soutien Communiste pour appliquer notre programme.
(Applaudissements)
Et ceci n'est nullement en opposition avec les appréciations que je porte à l'égard du système bolchevik.
Tel est l'ensemble des réflexions que je tenais à présenter devant vous.
On est souvent tenté, dans un Congrès Socialiste, de dire que le moment est historique ; c'est en général faux, mais il arrive tout de même, parfois, que ce soit vrai et je crois que c'est le cas aujourd'hui.
Parce que le pouvoir commence à se discréditer, parce que nous apparaissons, malgré nos faiblesses, comme la seule force de gauche valable, parce que l'idée se répand, l'idée Socialiste se répand au sein d'une opinion qui devient plus réceptive, nos chances deviennent tout à coup considérables. Mais, la partie n'est pas gagnée, nous pouvons encore maintenant la perdre totalement et si nous la perdons, ce sera pour longtemps.
Il est ainsi des heures, dans l'existence, où la chance passe et où il faut savoir la saisir lorsqu'elle est près de soi.
Ne la laissons pas s'éloigner.

Contribution Léon Blum

La fidélité à nous-mêmes, la fidélité aux hommes qui, patiemment, ont construit le Socialisme, la fidélité aux luttes qui ont enthousiasmé notre jeunesse, la vraie fidélité, en somme, cela signifie aujourd'hui : aller de l'avant, s'ouvrir largement, comprendre notre époque. En d'autres termes, cela signifie rester dignes du Socialisme !
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Max Lejeune.

Max Lejeune

Citoyennes, Citoyens, mes chers camarades, c'est avec une certaine tristesse que je monte à la tribune du Congrès. Ayant l'habitude de suivre nos assises depuis une trentaine d'années, j'ai senti hier combien les propos qui étaient tenus étaient graves et étaient aptes à soulever de l'inquiétude en nous.
Les propos de Naegelen, le matin, d'abord, quand on songe combien il a fallu d'efforts pour maintenir "Le Populaire" et si longtemps ; ensuite, la nouvelle qu'il y a quelques jours un de mes camarades, de nos camarades a expliqué, dans une lettre dont le ton restait digne, pourquoi il rompait ce lien qui le liait au Parti, et également hier, les propos de Boutbien.
Je dois dire que les propos de Boutbien ont, en moi, ravivé bien des souvenirs car c'est aux alentours de 1930 et 1932 que nous étions ensemble aux Etudiants Socialistes, quand ce groupement dans Paris comptait 600 adhérents actifs, et je ne voudrais pas heurter la sentimentalité des camarades, leur attachement à la vieille maison, aux vieilles formules, aux vieilles habitudes, mais je veux dire, moi aussi, ce que je pense, étant Socialiste au même titre que Rougeron, ou au même titre que Guillle, pourquoi la fédération Socialiste de la Somme s'était exprimée, dans son unanimité, pour cette motion Augustin Laurent, motion préalable qui a disparu dans une de ces trappes, si familières si souvent à nos Congrès. Pourquoi également la fédération Socialiste d. la Somme pense qu'il est habituellement...

Augustin Laurent - Comment peux-tu dire, Max, que la motion préalable que nous avons déposée, qui tendait à ne pas discuter et à ne pas voter sur le problème des institutions publiques a été retirée ? A partir de ce moment-là, comment peux-tu dire qu'il y a eu une chausse-trappe quelconque ?

Max Lejeune - Si, Augustin Laurent !

Augustin Laurent - Non, non. On n'a pas discuté, on n'a pas voté sur la motion des institutions, donc elle a été votée !

Max Lejeune - Si, parce qu'en fait on a obligé une partie du Parti à mettre sur un bulletin, qui était d'ailleurs préparé, et éminemment préparé, qu'on était contre

Confédération Jean-Jaurès

la discussion immédiate et par là même s'engager dans je ne sais quel travail de Commission où il y aurait, d'une part, ceux qui étaient pour le régime présidentiel, ceux qui étaient pour le gouvernement de législature et puis les autres qui, paraît-il, n'avaient aucune opinion mais qui en avaient bien une, c'est que cela devrait être discuté dans les sections d'abord, dans les fédérations et que ce n'était qu'ensuite qu'une Commission devait s'en saisir, car les camarades de la fédération da la Somme, s'ils avaient été acculés à choisir, se seraient tout de même déterminés alors que, là, en fait, ils ne seront pas représentés dans votre Commission.

Augustin Laurent - Mais si, mais. C'est extraordinaire !

Max Lejeune - Non, ils ne le seront pas et on interprètera leur pensée, on en interprétera une ; cela permettra peut-être de faire un texte qui obtiendra une majorité dans un Congrès suivant du Parti, mais cela manque de netteté et nous n'avons rien à perdre à la netteté, à ce qu'il y ait même une majorité et une minorité.
Et je vous dis également pourquoi la fédération Socialiste de la Somme se prononce pour le regroupement indispensable de tous les Socialistes dès maintenant.
Nous avons en effet l'impression aujourd'hui que certains camarades seraient prêts à accrocher le Parti Socialiste au train Communiste. Ils sont encore peu nombreux, mais que l'adversaire, que l'adversité politique pèse sur nous, eh bien ils seront plus nombreux demain. Or, nous sommes un certain nombre à penser qu'accrocher les Socialistes au train Communiste, c'est faire de la SFIO, le fourgon de queue du train Communiste qui est déjà passé par Berlin, par Prague et par Budapest, et cela nous ne voulons pas le faire, nous ne voulons pas nous y embarquer à l'aveuglette.
(Applaudissements)
Nous avons aussi l'impression que certains camarades, sous le feu des critiques, quelle que soit la hauteur d'esprit, l'énergie, la hauteur de vue qu'ils ont prises aux responsabilités publiques, font quelque peu leur mea culpa et eux qui se sont révélés au rang des hommes d'Etat, capables, au Pouvoir, de transformer les choses, sont en train, aujourd'hui, de s'excuser, sont enclins à se justifier auprès de leurs mandants en retournant purement et simplement à ce qu'ils croient, la vieille et immuable doctrine, comme s'ils avaient péché en assumant un jour des responsabilités premières que leur avait tout de même confiées le Parti !
Et c'est pourquoi il est absolument nécessaire que le débat soit poursuivi jusqu'au bout. La réunification Socialiste s'impose dès maintenant.
Pour les Socialistes organisés ou non, pour les Socialistes de toutes tendances, la SFIO ne peut pas avoir la prétention de réunir dans son sein tous les Socialistes.
Des Socialistes, il s'en trouve - la majorité chez nous, c'est sûr, - il s'en trouve au PSU, il s'en trouve autour de certains organes, comme "l'Express' ou comme

Fondation Jean Jaurès

"France-Observateur", il s'en trouva également, avec leur chagrin, dans des foyers parce qu'un jour, au lendemain de la libération, en 1944,on a voulu, ici, certains, jouer les procureurs et parce qu'on les a chassés du Parti. Certains sont morts de chagrin ; certains ont été éloignés alors que le Parti Communiste savait, lui, blanchir les siens et reprendre même Cachin, malgré ses propos qui avaient été repris par la propagande officielle du gouvernement de fait et qui en avait couvert les murs de Paris.

Nous avons, nous, à cette époque-là, été véritablement très durs, mais nous avons fait ce qu'on a appelé une lessive, une lessive dont nous ne nous sommes pas relevés car le grand mouvement de la libération passé, il nous a manqué dans bien des provinces ces hommes qui, quelquefois, malgré tout, sont revenus au dernier scrutin,

Il nous en est revenu un de Saint-Nazaire, qu'on est allé rechercher parce qu'il fallait tout de même que, dans les cantons, le candidat du Parti ne se contente pas de 100 voix.

Voyez-vous, nous avons actuellement, dans le pays, énormément d'hommes qui sont Socialistes, et qui ne sont plus à l'intérieur du Parti. Ils n'y sont plus, pourquoi ? Parce que, dans le Parti, on a trop joué les procureurs, parce que, dans le Parti, quelquefois, on a découragé des camarades, même quand ils étaient de la même tendance, parce que quelquefois, comme on a pu me le dire : "Eh bien, pourquoi nous mets-tu dans l'embarras ? Nous t'aimons bien, mais véritablement crois-tu que ta place est encore à l'intérieur du Parti ?" et j'ai été tout de même amené à répondre que j'y étais entré il y a longtemps et quand j'en avais vu venir d'autres après moi, eh bien, je dis de toute ma conviction, que si l'on veut véritablement, dans ce pays, faire quelque chose, il faut d'abord rassembler tous ceux qui sont Socialistes, qui acceptent la transformation de la Société présenté par des méthodes plus ou moins rapides, plus ou moins énergiques, pour aller à la Société Socialiste et qui veulent avant tout, plus que jamais, aujourd'hui, faire respecter les libertés publiques et les libertés individuelles, et c'est pour cela que nous pensons, à la fédération de la Somme qu'il est absolument indispensable que le sigle SFIO ne soit pas imposé à ceux qui pourraient rentrer ; il ne faut pas obliger ceux qui pourraient rentrer, d'aller si l'on peut dire à Canossa : la réunification Socialiste ne doit faire ni vainqueurs ni vaincus, elle ne doit pas comporter de pénitents, et c'est ma conviction propre que je donne. Je respecte celle de Guy, je respecte celle de Rougeron, mais le sigle SFIO, comme l'indiquait Leenhardt, ne correspond même pas à une réalité politique sur le plan international Socialiste ; mais permettez-moi de dire également que le sigle SFIO, qu'est-ce qu'il représente aujourd'hui ?

Demain, les délégués de l'Internationale parleront à cette tribune, demain nous chanterons l'Internationale, après le discours du délégué de la Social-démocratie allemande et, quand nous aurons chanté cette Internationale, cela n'empêchera pas le groupe parlementaire, comme notre camarade Guy Mollet, Secrétaire Général du Parti, nous l'a annoncé, de ne pas voter le traité franco-allemand, de

voter contre ou de s'abstenir alors que la Social-démocratie allemande a voté pour !
(Applaudissements)
Eh bien, voilà. Il y a tout de même quelque chose qui nous heurte, qui est en dehors de la logique, et je dis aujourd'hui que le sigle SFIO ne couvre pas la réalité politique Socialiste de maintenant et qu'il est absolument indispensable que nous révisions sur ce point notre position, si nous voulons faire véritablement la réconciliation Socialiste, la réunification Socialiste, et je me permets d'employer ces mots, sachant fort bien que je serai peut-être, dans le Parti, demain, plus minoritaire que je ne le suis aujourd'hui, parce que si on veut la chose, il faut en vouloir les moyens, il faut enlever les obstacles.
Mais, par contre, j'estime que le mot "Socialisme" doit demeurer dans le titre même, car c'est le pavillon qui indique le cap que nous avons choisi, le cap vers lequel nous voulons voguer, et que nous, dans la Somme, nous ne sommes pas favorables à l'appellation "travailliste" dont le contenu et la consonance sont étrangers à nos comportements, et aussi, parce que la structure du Parti français n'est pas telle, ses liens avec les Syndicats ne sont pas tels, ses liens avec la coopération ne sont pas tels que le mot "travailliste" puisse être utilisé chez nous comme il l'est de l'autre côté de la Manche.
"Rassemblement"... "Mouvement"... "Parti de la République Socialiste"... Le choix est vaste et vous savez fort bien trouver les mots qui conviennent, mais il faut à tout prix que nous fassions quelque chose. Ce rassemblement du Parti, cette réunification, nous les considérons comme un préalable indispensable à tout accord avec d'autres formations politiques. Si nous allons vers les autres formations politiques sans avoir fait ce rassemblement préalable nous y allons en posture affaiblie, nous y allons sans notre propre force, nous y allons sans avoir réuni toutes les virtualités qui sont autour de nous, mais ce qui est encore plus grave, ce qui est essentiel - cela a été dit par les jeunes qui siègent au bout de cette salle comme nous y siégions il y a trente ans - eh bien, cela a été dit par Fleury hier, il importe que nous attirions les jeunes. Or, excusez-moi, il nous l'a dit crûment, avec la brutalité de la jeunesse, par nos allures nous faisons vieux jeu. Or, c'est cette jeunesse qui, en fait pourra faire demain notre victoire. La jeunesse à l'ère de la télévision, à l'ère des cosmonautes, réagit diversement de la jeunesse au temps de l'Affaire Dreyfus ou de la jeunesse de 1930, 1932. Nous devons en tenir compte et nous devons la rendre plus accessible et vigilante aux valeurs humaines qui sont de tous les temps et que nous, nous avons toujours défendues. Encore faut-il que cette jeunesse vienne vers nous, et pour cela, pour ma part, pour notre part, nous estimons que c'est en renouvelant le Parti dans sa formule, dans ses moyens de propagande, dans son accent avec davantage de chaleur humaine que nous parviendrons à l'attirer vers nous.
Certains disent : "Faisons le Front Populaire pour la mobiliser". Cela, c'est de la paresse intellectuelle. Pourquoi ? Parce que le Front Populaire que nous avons vécu, le Front Populaire c'était une coalition politique, certes, - un parti

Communiste qui avait 62 députés à l'Assemblée nationale, un parti Socialiste qui en avait 155 exactement, un parti radical qui en avait une centaine et des Socialistes indépendants qui étaient 25 à 30 - mais c'était une coalition, surtout, politique appuyée par un mouvement syndical uni ; la CGT était unie et c'est cela qui a fait la force de la victoire du Front Populaire, c'est cela qui a fait que l'on n'a pas pu enlever à la victoire politique son aboutissement normal, législatif, parce que la force ouvrière était mobilisée derrière la victoire politique. Et cela, ce n'est pas la réalité aujourd'hui.

Comment ? Vous parlez Front Populaire aujourd'hui ?

Mais, le Parti radical s'est affaibli, le Parti Socialiste dans sa représentation parlementaire, si elle se faisait d'une façon normale, équitable, serait inférieur au Parti Communiste ! Et FO, la Centrale syndicale sur laquelle nous appuyons tous quand nous voulons faire prévaloir des thèses de dignité humaine et des thèses de progrès social dans nos régions ? La CGT-FO a répondu "Non" à la CGT ces derniers jours, la dernière interview de Botheraut est là pour en porter témoignage. Et nous avons également des éléments nouveaux, nous avons ce mouvement qui saisit les agriculteurs, ces agriculteurs dont les Pères étaient contre nous quand nous demandions du blé, qui nous chahutaient nos réunions, nous empêchaient de les tenir. Aujourd'hui, les petits-fils sont là, ils sont dans les cercles de jeunes agriculteurs et ils mettent en question même le principe de l'appropriation individuelle de la terre. Ils en sont venus à l'idée que nous avions toujours défendue après Combert-Morel (?) de la terre "outil de travail", "outil de production", la conception Socialiste de la terre instrument de travail. Et vous croyez que l'on peut négliger cela ?

C'est la force qui monte. Cette force, elle n'est pas dans je ne sais quelle nostalgie de formules politiques qui sont le passé, elle est dans le fait qu'aujourd'hui des formules nouvelles montent, des formules nouvelles montent sur le plan économique, sur le plan social, et nous devons, à notre sens, faire d'abord l'alliance, le rassemblement, faire le contact avec toutes ces forces qui, elles, raisonnent "1963" et ne se contentent pas de se souvenir de 1936.

Et nous avons également à sentir que nous avons beaucoup à faire encore car depuis 1945, eh bien, les idées que nous avions toujours défendues ont triomphé sous d'autres drapeaux que les nôtres. C'est donc que notre expression politique était limitée, qu'elle n'était pas assez vaste. Si en 1944 le programme du Conseil national de la résistance a repris tout simplement le programme du premier tour des Socialistes aux élections de 1936, nous nous sommes trouvés avec à côté de nous des partis, comme le Parti MRP, qui se sont dits aussi sociaux que nous et qui, aujourd'hui, que nous le voulions ou non, rassemblent des bourgeois et des ouvriers, comme nous, d'ailleurs, nous rassemblons toutes sortes de catégories sociales, le Parti MRP a su prendre l'allure d'un parti moderne, et quand on voit les résolutions qui sont prises dans ses Congrès, que l'on voit les mutations des hommes, on s'aperçoit qu'ils n'ont pas peur de faire peau neuve pour essayer d'être à l'heure qui sonne... au clocher, c'est le cas de le dire !...

Eh bien, voyez-vous, nous avons, nous, le sentiment que cela nous ne l'avons pas fait suffisamment, nous n'avons pas senti cela, et voilà ! Les victoires qui devaient être les nôtres, nous avons été obligés de les partager avec d'autres, et c'est peut-être pour cela que nous sommes allés au tripartisme et c'est peut-être pour cela aussi que le bolchévisme a grandi, à un tel point, d'ailleurs, qu'il a pu voir des hommes contester sa doctrine et que les purges successives, manifestes surtout vis à vis des intellectuels, ont fait que le Parti Communiste a eu des adhésions d'hommes qui avaient la volonté de penser librement. Mais ces hommes exclus du Parti Socialiste ne sont pas encore revenus chez nous, et pourtant, normalement, ils devraient y avoir place.
Et maintenant, nous assistons au superbe du superbe ! C'est l'UNR qui nous déclare maintenant que l'UNR sera plus Socialiste que les Socialistes !
Nous ne sommes pas arrivés au bout de l'année sociale, mais en tout cas, nous avons cette affirmation et la Radio Télévision nationale aidant, les augmentations des pensions des vieux travailleurs, des économiquement faibles, le relèvement des allocations familiales jouant pour le mois de juin juillet, on nous prépare un référendum vers l'automne qui montrera peut-être que les 46% de "oui" des inscrits ont fait des petits, si nous ne savons pas, nous, d'ici là avoir les réactions indispensables.
Et c'est pour cela que j'estime, que nous estimons qu'il est indispensable d'aménager le Parti pour qu'il soit apte à drainer l'enthousiasme de la jeunesse, car pour le Parti, pour des hommes politiques, pour les hommes politiques que vous êtes fatalement dans vos fédérations, vos départements, le Parti ce n'est pas une fin, le Parti c'est un moyen ! C'est un outil pour la lutte, pour le travail que nous voulons faire
(Applaudissements)
Ce n'est pas une fin en lui-même et quand nous aurons rempli cette condition préalable il nous sera ensuite possible d'envisager des alliances efficaces pour le jour inévitable où se dissipera le mirage gaulliste. Mais pour y parvenir, il faut également regarder notre structure, et là, je sais que mes propos paraîtront amers, mais je suis amené à dire ce qu'a pensé ma fédération depuis 1945.
Depuis 1945, ma fédération, qui à ce moment-là s'était élevée contre la grande lessive que l'on faisait a l'intérieur du Parti Socialiste, depuis 1945 la fédération Socialiste de la Somme a demandé que les tendances soient toutes représentées au Comité directeur. Or, les tendances ne sont pas représentées au Comité directeur. Pour rentrer au Comité directeur, vous le savez bien, camarades, il faut avoir le feu vert de deux grosses fédérations du Parti, ou de trois - c'est meilleur - et alors là, vous pouvez devenir un membre de la minorité, le cas échéant, à l'intérieur du Comité directeur.
Eh bien, cela c'est une notion qui, véritablement, n'est pas adaptée à ce que nous voulons faire du Parti Socialiste : un grand Parti de rassemblement et d'action pour tous ceux qui souscrivent à la pensée Socialiste. D'autre part, on nous fait grief à un certain nombre d'entre nous d'être parlementaires, et je comprends très

bien qu'on limite le nombre des parlementaires à l'intérieur du Comité directeur, mais peut-être faudrait-il limiter également le nombre des fonctionnaires du Parti à l'intérieur du Comité directeur, parce qu'il est évident que l'on pourrait également en sentir le besoin...

Maintenant, nous pensons que régionalement le Comité directeur ne représente pas suffisamment le Parti, et comme le disait un camarade de la Marne ce matin dont j'ai oublié le nom, mais comme l'a dit également Ladel dans une motion, il est absolument indispensable que l'on tienne compte de la nécessité d'action régionale sur le plan du Parti. Au moment où vont se dessiner les régions économiques à l'intérieur de la métropole, de l'hexagone, eh bien, il est absolument indispensable, je crois, d'adapter notre structure au devenir administratif.

Maintenant, je voudrais également indiquer que la procédure du Parti nous est connue. On nous a dit : "Commission des Résolutions". Oui... Commission des Résolutions... Quand on veut à tout prix faire la motion de synthèse, vous savez à quoi cela aboutit. La motion de synthèse : "Passe-moi un mot... je te passerai une virgule...", cela aboutit à un texte qui naturellement peut donner la sensation aux camarades que tout s'est bien passé, mais qui laisse, en fait, bien des problèmes posés, pour... pour ? Pour le prochain Congrès. Et alors, je dis qu'il est absolument indispensable de repenser tout cela.

Un homme, il y a bien des années, avait voulu le faire. Cet homme s'appelait Léon Blum. Léon Blum, nous, nous l'avons suivi, nous l'avons aimé. Je me souviens de 1937, 1938, 1939... Nous étions sur les travées du Parlement derrière lui, après 1937, après que le Sénat l'ait renversé, toujours présent à son banc, nous étions 154 derrière lui et quand l'escarmouche politique venait d'en face, des bancs de ceux que l'on appelait à l'époque "les croix de feu", alors Léon Blum se levait et ayant attendu que le silence se fasse dans l'hémicycle -il n'y avait pas de micros à l'époque ou de haut-parleurs - eh bien, il parlait et il parlait en nous engageant tous, sachant fort bien quelle était notre pensée car il assistait à toutes les réunions de notre groupe, et nous étions tous derrière lui à l'unisson parce que nous le savions engagé dans la bataille quotidienne et parce que son prestigieux savoir, ses antennes, nous donnaient l'impression que là où il n'y avait pas eu de délibération du Parti, eh bien, il fallait, en bloc derrière lui, faire front.

Ce n'est faire outrage à personne que de dire cela. Un Léon Blum c'est exceptionnel dans une génération de Parti.

Aujourd'hui, nous avons le sentiment que quelquefois des improvisations ont été faites hâtivement, qui nous ont mis dans l'embarras. Je me souviens de 1956 quand la fédération de la Somme avait déjà imprimé ses affiches, les professions de foi de ses candidats, et que nous avons appris subitement qu'il y avait un Front Républicain, quelques dix jours, quinze jours, avant le scrutin et qu'il a fallu essayer de raturer tout cela pour être dans le goût du jour. Et puis, il y a quelque temps, nous avons appris qu'il y avait un cartel des nons qui réunissait

les Socialistes, les radicaux, les MRP et les Indépendants, là, à la veille des élections, et deux jours après que peut-être, peut-être il pourrait accepter les voix Communistes pour le second tour.
Ces improvisations successives, eh bien, cela marque bien que notre délibération n'est pas complète à l'intérieur du Comité directeur et que toutes les tendances ne sont pas suffisamment écoutées, et que, même les vieilles leçons de tactique du vieux Parti sont aussi oubliées, car on n'est pas obligé de partir trop tôt pour dire ce que l'on a l'intention de faire. Mais Blum, que je viens d'évoquer, en 1944, 1945, avait senti le besoin de renouveler le Parti. Il avait écrit en captivité un livre "A l'échelle humaine", un livre qui a fait sensation dans le Parti, mais une sensation gênée. Je me souviens, quand je suis rentré, on m'a dit : "Il y aura une deuxième édition parce que l'on a publié des choses qu'il faudrait peut-être revoir".
Daniel, qui avait posé ses lunettes noires de la résistance, ayant pris la tête du Parti, ayant fait la lessive que l'on sait, a amené la grand Léon Blum à abandonner quelque peu, à répudier le contenu de ce qu'il y avait dans "A l'échelle humaine", alors que vous pourrez relire "A l'échelle humaine" aujourd'hui, les pages sont encore d'actualité. Et c'est pourquoi j'estime que l'on a toujours trop la crainte de faire un petit peu de novation à l'intérieur du Parti.
Oh... Je sais ce que l'on me répondra, et on me répondra au nom des principes, au nom...

Dans la salle - On te répondra quand le mal sera fait, quand il sera trop tard.

Max Lejeune - On me répondra au nom des volontés du Parti, mais ce n'est pas parce qu'il y a eu des majorités successives dans le Parti avec l'addition des voix de deux ou trois grosses fédérations que l'on est toujours unanimes et toujours bloqués, que l'on a par là même exprimé constamment la pensée de tous les Socialistes ! Et c'est cela qu'il y a en nous, c'est parce que nous pensons que l'on peut encore laisser passer l'heure propice, que nous sommes un certain nombre à dire : "Il est absolument nécessaire de repenser ces choses-là ; de ne pas dire au nom de votre force, au nom de votre monolithisme quelquefois : Cela n'a pas à être posé... Le Parti va se prononcer, tant de mandats... La minorité n'est que de tant... Parce que nous avons la victoire nous avons raison !".
Non... Parce que je vais vous dire autre chose, et je vais vous dire autre chose parce que j'ai l'habitude des Congrès, je vais vous dire qu'il y a dans cette salle des absences, qu'il y a des vides. Pour quelqu'un qui connaît les Congrès du Parti, il y a des vides et il y a des vides, - des camarades qui ont dit : "Ce n'est pas la peine d'y aller... excusez-moi l'expression... Nous serons une nouvelle fois, une fois de plus "fabriqués" et l'appareil...
(Vives protestations dans la salle - sifflets -)
Mais, écoutez, camarades, c'est ma pensée que je dis, ce n'est pas la vôtre. Je le dis parce que je sais, et je pourrais mettre des noms, qu'il y a des camarades qui

disent : "Le regroupement dont on ne veut pas sur le plan national, eh bien, nous le ferons régionalement, nous le ferons départementalement". Cela, c'est excessivement grave. Je l'ai dit hier à mon vieux camarade Victor Provo car je sais que c'est la réalité, je sais que cela se prépare et je suis trop bon camarade pour donner des noms à la tribune, mais cela, ça ne m'enchante guère, parce que ces rassemblements épisodiques qui se feront localement, au gré des amitiés, au gré des circonstances, eh bien, c'est un magma dans lequel pourra glisser le Parti Socialiste et cela, véritablement, ce serait pour l'avenir de la République un danger des plus périlleux. Ce danger périlleux, je n'y souscris pas et c'est pour cela que je préfère me faire siffler à la tribune du Congrès mais venir dire carrément, comme toujours, ce que je pense.
Et maintenant, nous avons été très heureux de nous retrouver parce que les Congrès du Parti c'est comme des réunions de famille où on se retrouve régulièrement. Maintenant on se retrouve tous les deux ans, eh bien, nous nous retrouverons dans deux ans encore plus nombreux et j'espère que les événements seront tels qu'ils auront amené la majorité du Parti, la majorité des mandats, à comprendre ce qu'il faut faire si l'on veut qu'en France le Socialisme cesse d'être minoritaire, alors que lorsque l'on interroge tous les gens dans ce pays ils disent : "Le Socialisme, on est étonné tout de même qu'à l'heure des scrutins l'affirmation politique, que nous apportons soit si peu suivie ou soit trop souvent désertée". C'est cela ce que je voulais vous dire très simplement. Je vous remercie de votre attention et je crois avoir rempli mon devoir en vous disant ce que pense la fédération de la Somme qui, par les trois-quarts des mandats, a demandé qu'il y ait un souffle de rénovation qui passe à l'intérieur du Parti, non pas pour supprimer le Socialisme mais pour faire en sorte qu'un parti socialisée puisse rassembler tous les Socialistes de la nation.

Le président - Je passe la parole à Guy Mollet.

Guy Mollet

Je m'excuse, je ne vais pas répondre sur le fond - je me réserve pour l'intervention de demain - mais je ne crois pas possible de laisser passer certaines affirmations sans réponse. Je ne le crois pas possible car, demain soir, bien sûr, j'aurais pu y répondre tout aussi bien, mais demain soir, nous serons samedi, il n'y a pas de presse le dimanche, et je ne voudrais pas que les journalistes présents puissent faire aux propos de Max Lejeune le sort qu'ils ne méritent pas !
Je veux répondre sans passion... encore qu'il y aurait de quoi se passionner !
Nous venons d'apprendre l'attitude particulièrement dure de la fédération de la Somme depuis 1945 ; je suis convaincu que c'aura été pour beaucoup des vieux militants du Parti une information qui les aura réjouis !
Nous avons appris aussi que la minorité au nom de laquelle la Somme parle n'avait jamais pu être représentée au Comité directeur. Tous les membres du

Comité directeur présents dans cette salle savent qu'il en a toujours été autrement, si cela n'a jamais été pour Max Lejeune qui n'a jamais été candidat, et qu'il y a toujours eu, sans qu'il y ait respect de proportionnalité ou autres, des camarades représentant le courant de pensée auquel ils croyaient.
Il y a eu une offensive méchante contre les fonctionnaires du Parti, dont certains agissent au nom du Comité directeur. Camarades, il y a effectivement un certain nombre de camarades qui travaillent pour le Parti - qui sont plus mal payés que ceux qui travaillent ailleurs - qui ont assumé des responsabilité - qu'ils ont quelquefois sollicitées - mais s'il fallait faire la somme de tous ceux qui, ici ou là, dans la presse Socialiste, au Parlement, ont leur situation assurée parce qu'ils sont des Socialistes, vous vous apercevriez qu'il deviendrait bientôt très difficile d'avoir des membres du Comité directeur au Parti Socialiste !
Il y a eu quelque chose de très dur, sur Léon Blum, qui aurait accepté de modifier son livre.
Je ne sais pas, je n'ai pas connu l'incident, je n'étais pas Secrétaire Général du Parti à ce moment-là, mais j'ai encore assez d'estime pour Daniel Mayer, même s'il n'est pas des nôtres, et en tout cas assez d'admiration pour la mémoire de Léon Blum pour être certain que ce n'est pas possible, que la seule chose qui ait pu se produire - si jamais il y a eu un incident de cet ordre - c'est qu'on ait fait remarquer que telle phrase ou telle pensée pouvait être mal interprétée par l'adversaire, et que Léon Blum, qui avait, lui, pour la maison qu'il dirigeait, un si grand amour, peut avoir modifié une formule. C'est le maximum, et encore, je ne voudrais pas m'en porter garant !
J'ai appris aussi que Léon Blum, lui, improvisait à la tribune de l'assemblée, et engageait le total du groupe.
C'est, hélas, une joie qui n'est pas toujours donnée aux présidents des groupes parlementaires à l'Assemblée nationale depuis quelques années, ou au Secrétaire Général du Parti ;
1°) c'est rare qu'ils improvisent, et je prendrai des cas tout à l'heure,
3°) lorsqu'il leur arrive de parler, même après une délibération du groupe, ils ne sont pas certains, eux, de pouvoir compter sur la solidarité de tous les membres du groupe ! Il s'est trop souvent produit, le fait qu'on a vu des initiatives curieuses, et parfois dangereuses, pour le crédit du Parti.
(Applaudissements)
Des problèmes précis ont été évoqués.
Le Front Républicain serait né d'une innovation… C'est vrai que çà a été vite ; M. Edgar Faure ayant fait "le coup du 3 décembre" - çà lui a moins bien réussi qu'à d'autres, mais enfin... - réussi la dissolution, fixé les élections au 3 janvier, il a fallu aller vite, mais il y a eu, dans cette salle même, un Congrès national où il en fut délibéré !
Cartel des Non. C'est la plus belle des trouvailles, celle-là... puisqu'on va finir par ne plus trouver personne dans le Parti qui y ait été favorable ! On se demande comment il a pu se faire qu'un Conseil national en ait, ici, délibéré et

l'ai adopté, et pour donner des détails précis, qui vont, réveiller les souvenirs pour ceux chez qui ils sont courts, nous avons vu un camarade d'une fédération, celle du Nord, venir au Congrès expliquer pourquoi, et dans quel esprit, pour une fois - même si le pays, ensuite, ne nous a pas suivis - des hommes qui sont et restent nos adversaires ne doivent pas être sanctionnés pour avoir eu le courage de se dresser contre le pouvoir personnel.
Un Conseil national en a, ici, délibéré...
En ce qui concerne la décision prise par le Secrétariat concernant le désistement, j'en parlerai demain, c'est un des problèmes d'ensemble.
Il n'est pas admissible non plus qu'il soit affirmé que des camarades, qui sont absents, auraient dit : "on ne veut pas y aller, ce n'est pas la peine, il y a des combines, on va être une nouvelle fois sacrifiés..." On n'a pas le droit de tenir ce langage, vous n'avez pas le droit de laisser croire à la presse présente que le droit de la minorité n'est pas respecté.
Ah, oui, il y a des majorités qui finissent par se trouver, mais vous pouvez constater que dans la majorité rien n'est aussi solide, organisé, et automatique que vous voudriez bien le prétendre, puisque Max Lejeune a pu constater que la fédération du Nord avait pris une initiative avec laquelle la fédération du Pas de Calais n'était pas tout à fait d'accord, puisqu'à l'intérieur même de l'exécutif, du Secrétariat, nous voyons en toute liberté des camarades prendre des positions différentes de celles que prend le Secrétaire général.
Pourquoi soutenir ce langage, puisqu'enfin vous savez qu'en ce qui concerne l'élection au Comité directeur, à, l'organisme qui, en fin de comptes, décide dans le Parti, il a été donné à l'ensemble des petites et moyennes fédérations une présentation très supérieure à ce que vaudrait la proportionnelle, puisqu'elles ont toutes un mandat supplémentaire, aux fédérations du Nord, des Bouches du Rhône, du Pas de Calais, et que la fédération qui n'a que 4 mandats s'en voit ajouter un.
Pourquoi faire cela ? Cela ne peut pas tromper, cela ne peut pas tromper les copains qui savent, mais ceux qui ne savent pas pourraient faire, je le répète, à la proposition de Max Lejeune, un sort qu'elle ne mérite pas.
Et j'ai un mot personnel à dire à Max Lejeune.
Il a eu un mot qui me visait, même si lui n'a pas employé mon nom, comme Boutbien, j'ai cru me reconnaître dans la définition de "certains hommes qui ont prouvé, à, certaines heures, qu'ils étaient capables de faire des hommes d'Etat, et qui semblent aujourd'hui s'en excuser..."
J'interviendrai sur le fond demain, mais là, Max Lejeune, il ne faudrait pas que ce soit toi qui tienne ce langage !
(Applaudissements)

Dans la salle - Très bien !

Guy Mollet - Et je vais dire pourquoi. C'est la fonction au monde à laquelle je tiens le moins, homme d'Etat ; je déteste les palais ministériels et présidentiels, et je préfère de beaucoup les réunions publiques et de sections, mais cela m'est arrivé par votre volonté.
Alors, je voudrais que tous ceux qui furent mes ministres parmi les Socialistes, ceux qui aujourd'hui ne vont pas voter avec moi, ou demain plus exactement, portent témoignage que nous avons formé une équipe, que dans cette équipe j'ai été solidaire de tous, même quand certains d'entre eux manquaient un peu à la solidarité générale. J'ai été solidaire de tous, j'ai couvert toutes les initiatives, toutes les actions, tous les propos, et je ne suis pas prêt encore à changer d'attitude !
Mais je ne voudrais pas que ceux qui pensent qu'il y a une coulpe à battre la battent sur ma poitrine !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Denis.

Denis

Camarades, ce n'est pas sans une certaine hésitation, surtout après les brillants orateurs qui viennent de me précéder, que je me suis décidé à prendre aujourd'hui la parole devant vous.
Si je m'y suis résolu, c'est parce que j'ai la profonde conviction d'exprimer l'opinion non seulement d'un grand nombre de mes camarades jeunes étudiants Socialistes ou jeunes Socialistes, mais, ce qui est plus important encore, l'opinion profonde de cette grande majorité de jeunes qui sont dans ce pays, et auxquels il a été si souvent fait allusion, soit à cette tribune, soit à celle du comité national.
Car, si je suis d'accord avec Pierre Mauroy pour dire qu'il n'y a pas un problème jeunes, par contre il y a un esprit jeune, c'est celui du prochain électorat, qui aura 35 ans de moyenne d'âge. C'est à cet électorat, camarades, que vous serez confrontés, et on ne peut pas toujours dire que la moyenne d'âge soit de l'électorat du Parti, soit même, hélas, des membres du Parti, soit en rapport !
Je n'ai pas l'intention, ici, à cette tribune, de traiter tous les problèmes, mais bien de m'attacher essentiellement à ceux qui ont tirait à l'avenir, car, pour ce qui est du passé, nous en portons tous la responsabilité, pour les bonnes comme pour les mauvaises choses, quelle que puisse être notre position personnelle sur ces problèmes.
Camarades, je tiens en commençant ici, à rappeler l'importance de ce 54ème Congrès. Ce n'est pas, comme certains semblent le penser, le Congrès qui précède le suivant, et ainsi de suite... C'est un Congrès historique, qui marquera notre entrée dans l'armoire aux souvenirs, dans le passé et l'histoire, ou bien, et vous ne devez pas douter du choix que nous devons faire, notre irruption dans l'avenir.

Fondation Jean-Jaurès

On a beaucoup fait allusion, hier, aux institutions du pays. J'ose dire que c'est un problème mineur, à côté du seul sur lequel ce Congrès devrait se pencher et se déterminer, celui de l'avenir du Parti, et par là même, camarades, de l'avenir du Socialisme dans le pays.
Il ne sert à rien de se lamenter sur le passé, aussi héroïque fut-il, ou de passer la brosse à reluire ; il est certaines constatations qui s'imposent.
Cet avenir, camarades, il se situe autour de la nouvelle présentation du Socialisme, cette nouvelle présentation ayant d'immédiates conséquences sur les structures, le programme, les méthodes, et aussi, car il ne sert à rien de se voiler la face, celui des hommes. Je ne traiterais qu'un seul de ces sujets, le premier, celui de la nouvelle présentation du Socialisme.
Cet avenir a déjà fait couler beaucoup d'encre ; on a parlé, notamment lors du Conseil national, d'un parti dur, pur et agressif ; d'autres ont parlé de parti démocratique. Camarades, je crois qu'il s'agit là, essentiellement d'une querelle de mots, car si nous sommes sûrs, dans un tel parti démocratique - on a dit "une nébuleuse démocratique - de nous fondre dans un corps sans âme, qu'est-ce qu'un parti pur, dur et agressif - même avec un coup de ravalement comme c'est actuellement la saison - qui resterait au fond tel quel et qui aurait pour conséquences immédiates que dans quelques années le Congrès du Parti ne se tiendra pas dans cette magnifique salle, mais pourra, sans être à l'étroit, se réunir dans la salle du Comité directeur ?
Ce n'est pas par un esprit critique particulièrement développé qui me fait dire cela, mais bien une simple analyse de l'évolution démographique dans le pays et dans le Parti, que les chiffres viennent d'ailleurs vérifier, mais je vous en passe la citation.
Alors, on nous a dit, hier : il nous faut prendre d'assaut le Quartier Latin, il faut attirer les jeunes.
Certes, mais avec quoi ? C'est un désir louable, nécessaire, voilà des années que nous nous y efforçons tous, mais les paroles ne suffisent pas ; ce sont essentiellement les actes qui décident, les actes du Parti au Pouvoir.
Comment voulez-vous convaincre les étudiants quand le Parti n'a jamais fait passer de projet de loi sur l'allocation d'études, et qu'aujourd'hui dans le programme présenté dans le document, au chapitre 5, "Démocratisation de l'Enseignement", on ne parle toujours pas de l'allocation d'études, on ne parle pas de la gratuité de l'enseignement supérieur, on ne parle par de la réforme de l'enseignement, on ne parle pas de la cogestion de l'Université ?
Qui, au Parlement, a proposé les droits civiques à 19 ans ?
Qui est-ce qui a proposé la réduction du service militaire à six mois ? C'est L'UNR, non pas nous, comme nous devions le faire, comme il est inscrit dans notre programme.

Arthur Notebart - Tu permets que je t'interrompe ? Je regrette, mon cher camarade, que tu ne suives pas suffisamment les débats du Parlement pour être

informé, car tu aurais vu due lors du débat budgétaire de 1962, au Sénat, c'est à mon initiative et à celle du groupe Socialiste tout entier qu'a été voté un amendement demandant la réduction du même service militaire à 12 mois. Ne dis pas que le Parti est étranger à ce projet.

Denis - Je ne veux pas nier ce qu'a fait le groupe Socialiste au Sénat, mais il aurait du en tous cas le reprendre cette année,

Arthur Notebart - Il va le reprendre.

Denis - C'est déjà trop tard.

Gaston Defferre - Notre ami Notebart a déposé, au nom du groupe Socialiste, une question orale avec débat, à laquelle, évidemment, la Radio d'Etat a donné moins de publicité qu'à la proposition qui a été déposée par l'UNR, tendant à la réduction du service militaire.
Quant à l'allocation logement, aux allocations d'études, aux subventions accordées à l'UNEF, je te demande de te reporter aux débats parlementaires, aussi bien à l'Assemblée nationale qu'au Sénat. Nous avons sans cesse combattu en faveur de l'UNEF, et contre le gouvernement.

Denis - Ce que tu viens de dire, je le savais, et l'UNEF a même adressé un télégramme de félicitations et de remerciements.
Toute notre propagande, camarades, consiste à dire aux ouvriers, comme aux étudiants et aux agricultures : "Vous vous êtes trompés de voie, vous vous êtes trompés sur la SFIO, venez à la SFIO".
Eh bien, non, camarades, ne prenez pas ces jeunes, ne prenez pas ces citoyens pour des sous-développés du bulbe, a fortiori lorsqu'il s'agit de militants d'autres partis ou d'organisations de jeunesse.
L'échec d'une telle politique est patent.
Alors, je reprendrai le problème général du devenir du Parti. Ce problème sur lequel se cristallisent nos esprits et l'esprit de ceux qui attendent à l'extérieur.
Je voudrais vous donner un exemple. Je connais personnellement cinq jeunes, deux ouvriers et trois étudiants, dont deux Polytechniciens, qui, à la fin de ce Congrès, se détermineront, et suivant l'orientation prise par ce Congrès, entreront ou non dans ce Parti. Et je crois que ça en vaut la peine. Or, de ces jeunes, chacun d'entre vous en connait, et chacun d'entre vous doit faire cet effort nécessaire.
Ce problème, je crois qu'il est simple, et il est dramatique à la fois. Simple, parce qu'il découle logiquement des analyses du passé, et aussi de l'évolution de la conjoncture politique. Il est dramatique essentiellement parce qu'il implique un choix que certains, peut-être, voudraient se refuser à faire.

Fondation Jean Jaurès

C'est cette solution que je vais maintenant m'attacher à vous démontrer. Si nous avons connu l'échec des différents appels que nous avions lancé aux différents courants du Socialisme, c'est essentiellement parce que ces hommes se refusaient d'entrer dans ce qui est à l'heure actuelle notre Parti, mais qu'ils sont prêts a entrer dans ce que notre camarade Jacquet appelle "une force Socialiste nouvelle".
D'autre part, et j'insiste, le choc psychologique que devrait provoquer une telle force Socialiste nouvelle exclut par là même les alliances ou même les fusions de morceaux de partis, et, en plus de personnalités qui, aussi valables soient-elles, ne représentent plus à l'heure actuelle, dans l'opinion publique, qu'elles-mêmes.
Ceux qu'il convient d'attirer et qu'attirera certainement ce nouveau Parti Socialiste, c'est cette masse d'hommes et de femmes, de jeunes, qui attendent, et s'ils se sentent Socialistes, hélas, ils ne se sentent pas SFIO, ou du moins d'une SFIO comme on l'a trop souvent montrée à l'extérieur.
Comment envisager cette création ou cette opération chirurgicale qui exige plusieurs phases ?
La première, et ce n'est pas la moins importante, ne nécessite que vous acceptiez ce choix initial, qui ne vous engage certes pas, mais qui permettra d'entamer la procédure.
La deuxième phase consiste à engager le dialogue, le dialogue avec un certain nombre de personnes, représentatives de courants d'idées Socialistes, engagées ou non dans des organisations, dans des partis politiques, dans les syndicats ou ailleurs.,
Cette action, camarades, j'attire votre attention, doit avoir pour base une idéologie, sinon un programme essentiellement Socialiste, car je ne voudrais pas que la confusion se sème, se crée là-dessus. Il n'est pas question pour nous d'abandonner, de renier ou d'édulcorer ce Socialisme auquel nous croyons dur comme fer, ça, il n'en a jamais été question.
(Applaudissements)
A la suite de ce dialogue, donc, approfondi, où, on peut dire, chacun videra son sac, se dégagera un certain nombre de considérations, et la configuration de cette force Socialiste nouvelle. Et alors, c'est là qu'intervient votre choix, et votre choix fondamental, le choix de la SFIO.
Au Congrès - nous demandons un Congrès extraordinaire qui devrait être fixé le plus près possible, pour bien montrer notre détermination d'aboutir, eh bien, les hommes qui auront eu la responsabilité, à qui vous aurez donné la responsabilité de dégager cette synthèse, la présenteront au Congrès de ce Parti.
Cette synthèse, il n'est pas sorcier de deviner qu'elle implique de très profondes modifications de structures, de méthodes et d'hommes (?). Ce Congrès extraordinaire avalisera ou repoussera la solution proposée, et là, vous aurez pris véritablement le tournant, dans un sens ou dans l'autre, et définitivement. S'il l'avalise, comme je l'espère, si cette solution est naturellement conforme à notre

espoir, à nos ambitions essentiellement Socialistes, eh bien, la SFIO fournira le cadre nécessaire à ce nouveau Parti qui verra venir à lui tous ceux qui y étaient jusque-là opposés pour différents motifs.
Mais, et là j'attire votre attention, il faut bien comprendre la subtilité dialectique suivante : il ne faut pas se contenter de dire, comme jusqu'à présent : "Venez à la SFIO" (même une SFIO rénovée), non, mais : "Faisons ensemble le chemin". La SFIO sera un élément, un élément très important, par la force des choses, je dirai même l'élément essentiel, mais pas le seul. Cela, inutile de se le cacher, implique chez chacun d'entre nous, je crois, volonté d'aboutir, et une grande sincérité intellectuelle.
Dans l'intervalle même de ces différentes phases, il est une modalité que nous pouvons envisager : ce serait un sondage d'opinion fait par nos propres militants, sur une grande partie du pays. Le capitalisme a trouvé des moyens nouveaux pour survivre ; il nous a emprunté le plan, nous pouvons lui emprunter le sondage d'opinion.
Enfin, dernier point : notre situation vis-à-vis des autres groupements.
Vers la Droite, c'est clair : pour nous, finis les compromis.
Pour les autres, cette force nouvelle Socialiste les obligera, eux aussi, à faire un choix. S'ils sont Socialistes, ils adhéreront ; s'ils ne le sont pas, nous n'avons rien à faire avec eux.
Alors, me direz-vous, le Parti Communiste, où est-il dans tout cela ? Eh bien, camarades, c'est simple :
Certains d'entre nous ont évoqué d'une manière, louable, certes, les craintes qu'ils ont à toute direction, à toute alliance, ou à tout travail avec les Communistes. Mais il faut bien que nous nous entendions là-dessus - Jacquet l'a bien montré tout à l'heure - il n'est pas question de faire un gouvernement avec les Communistes, il n'est pas question de faire une alliance avec les Communistes, il est question, lorsque cette force Socialiste nouvelle sera créée, de parler sur un pied avec les Communistes, de leur dire : "Est-ce que vous nous soutenez ou non ? " Voilà le problème, avec les Communistes.
Voyez-vous, camarades, si j'espère avoir été clair dans cette démonstration, et si j'ai parfois été brutal et systématique, c'est parce qu'il est nécessaire que vous compreniez pleinement l'importance historique de ce Congrès. Aussi, camarades, je crois qu'à ce rendez-vous de l'histoire, je peux vous dire : soyons exacts, et ne décevons pas.
(Applaudissements)

Le président - La parole est au camarade Brutelle, pour trente minutes.

Georges Brutelle

Les 30 minutes, grâce à Jacquet, vont être raccourcies.
Je n'ai pas l'intention de commenter ni de comparer ici les textes A et B, qu'ils soient nouveaux ou qu'ils soient anciens.

Contribution Jean Jaurès

Nous sommes d'accord, plusieurs des camarades ayant signé l'ancien texte B avec l'actuel texte A, avec la rédaction de synthèse. Cette rédaction couvre toutes nos préoccupations, elle offre à nos yeux toutes les possibilités pour le Parti de préparer le rassemblement, si possible dans une seule organisation, de tous les démocrates Socialistes, c'est-à-dire, pour nous, de la Gauche authentique.

En dépit des intentions qui nous furent prêtées un certain temps, de vouloir fondre le Parti Socialiste dans je ne sais quelle nébuleuse démocratique, c'est bien de cela et uniquement de cela qu'il s'agit pour nous : rassembler les démocrates Socialistes.

Nous pensons en effet qu'à lui seul le Parti Socialiste, qui mieux que tout autre, mieux que tout autre, a résisté aux dures épreuves de ces 15 dernières années, ne représente cependant pas une force organisée suffisante pour faire ressurgir, éclairer et entraîner la démocratie.

Comme Jaurès, à la fin du siècle dernier, nous considérons aujourd'hui encore que l'idée Socialiste n'est point liée à l'organisation actuelle du Parti, qu'elle est beaucoup plus forte, et beaucoup plus vaste que celui-ci.

Il nous apparait nécessaire de préparer et d'ouvrir des conversations, par exemple, avec le PSU, en vue de tenter l'intégration du PSU, de la SFIO, d'autres, dans une organisation unique, de structures nouvelles, constituée sur une base commune de principes Socialistes.

Que le PSU, soit prêt ou non à discuter, qu'il facilite ou non l'issue favorable, quel que soit son état, quelle que soit sa faiblesse, l'appel doit lui être adressé, le dialogue doit être forcé.

Si, par un excessif sectarisme, il s'obstinait à se refermer sur lui-même, les responsabilités, alors, devraient être clairement établies, et devraient être prises par nous les mesures d'accueil indispensables pour tous ceux de ses militants qui nous auraient compris et qui voudraient nous rejoindre.

Croyez bien que ce n'est pas pour exercer un chantage que je précise à ce point ma pensée, c'est par désir d'apporter a tous le maximum de clarté.

Pour plus de clarté encore, je dis un mot de la façon dont on peut concevoir ces conversations :

Echanges de vues sur les principes de base, d'abord, échanges de vues sur les structures, si nécessaire, éventuellement, sur le programme et sur la tactique,

Mais que tous ceux qui auraient vraiment la ferme volonté d'aboutir se persuadent bien qu'une telle volonté suppose à priori le rejet de toute exclusive de part et d'autre concernant les hommes.

Cependant, converser avec le PSU, c'est à l'évidence, bien insuffisant. Il faut s'adresser aux Socialistes indépendants et aux indépendants de gauche.

Il apparaît nécessaire encore d'engager le dialogue avec tous ceux qui, dans le monde chrétien, se sentent ou se disent Socialistes. Oh ! bien sûr, je ne pense pas, et je n'ai jamais pensé au MRP dans son ensemble. Je ne veux pas perdre mon temps à dire de cette formation autant de mal que ses leaders, jeunes ou

anciens, en ont dit récemment de nous. Si une volonté réelle d'opposition au gaullisme s'était manifestée dans la majorité des cadres du MRP, nous pourrions tout simplement passer sur certains excès de Congrès, mais dans ce cas, alors, les leaders en question s'attachant à rassembler un centre possible, auraient eu le souci légitime de faciliter, par leurs attitudes, la conjonction des forces d'opposition au gaullisme, depuis le MRP jusqu'à la Gauche démocratique et Socialiste.
Il n'en a rien été. Après avoir longtemps cherché à faire figure de formation de gauche, tandis que le paralysait une assise électorale essentiellement à droite, le MRP préfère aujourd'hui nier les notions de gauche et de droite.
Désireux de se poser en héritier du gaullisme, il reprend à son compte certains de ses thèmes, et il tolère l'action de Maurice Schumann.
De Gaulle peut, après le Congrès du MRP, se montrer à la fois grincheux et en même temps satisfait, les attaques mordantes et répétées dont nous avons fait l'objet soulignent assez la volonté de ce Parti de poursuivre un double jeu dont le pouvoir sera le seul et réel bénéficiaire.
Où sont donc alors ceux qui, dans le monde chrétien, se disent Socialistes ? Et le sont-ils vraiment ?
Seule l'ouverture des confrontations que nous proposons peut permettre de répondre à la seconde question. Encore nous faudra-t-il engager la discussion sans sectarisme, sans esprit dogmatique.
Mais où trouverons-nous ces hommes ? Je répète ce qui a été dit déjà à ce sujet: peut-être au sein de l'actuel MRP, à plus ou moins bref délai ; sans doute parmi les militants syndicalistes et les jeunes agriculteurs, parmi les étudiants, parmi tous ceux aussi qui, dans de multiples Clubs, ont voulu, bien sûr, fuir les formations traditionnelles, mais qui sont à la recherche d'une foi et déformes d'expression.
Ce genre de dialogue aux formes multiples pourra s'organiser depuis la Direction de notre organisation, mais il devra être aussi l'affaire du Parti tout entier, à tous les échelons, et l'affaire de chaque militant, qui devra individuellement s'y donner.
Il faudra pour cela rappeler sans cesse que notre Parti respecte les croyances, que ses statuts ont toujours assuré le respect des conceptions philosophiques et religieuses des militants.
Nous devrons montrer comment notre lutte pour la laïcité de l'Etat et de l'école vise à assurer un système de tolérance ouvrant les voies de la fraternité entre tous les citoyens.
(Applaudissements)
A propos du combat laïc, il faudra montrer qui divise et qui cherche à nuire...
(Applaudissements)
A celui qui vit uniquement du fruit de son travail, nous montrerons a qui profite cette division que la Droite, y compris le MRP, n'a cessé d'approfondir, profitant de chaque circonstance pour essayer de rejeter sans cesse vers l'un et l'autre

Fondation Jean Jaurès

bords des travailleurs dont les misères, les intérêts et les aspirations sont pourtant identiques.
Il n'est pas, hélas, jusqu'aux Radicaux, qui en décembre dernier, dans leur comité exécutif, n'aient retenue, comme susceptible de favoriser d'éventuels regroupements sans âme, la nécessité pour certains, c'est-à-dire nous, d'abandonner les notions périmées de laïcité et de marxisme.
De laïcité ! Il conviendrait aux héritiers, de ceux dont Jules Guesde disait en son temps que leur laïcisme ne servait qu'à cacher leur absence de programme social, de nous faire la leçon sur ce point.
On sait que nous sommes nombreux dans le Parti à souhaiter une solution définitive du problème scolaire. Cette solution, nous ne cesserons de la rechercher, avec les organisations laïques, et toutes les fois que ce sera possible, en confrontation avec d'autres, pourvu que cela soit tenté loyalement, dans des conditions qui ne laissent place à aucune équivoque.
Mais il ne saurait y avoir de véritable solution tant que le contribuable protestant, Israélite, musulman ou sans Dieu paiera pour faire vivre les écoles d'un culte...
(Applaudissements)
Il n'est pas juste que le Chef de famille catholique, dont les enfants fréquentent l'école laïque, soit contraint de payer pour maintenir des écoles catholiques placées sous contrat dans les conditions que nous savons.
Ceux de nos amis radicaux qui nous ont soutenus sans défaillance dans le combat laïque, ils ne sont pas nombreux, ne tiennent pas heureusement le langage des instances radicales, mais, est-ce pour faire passer la pilule de la condamnation des "formules périmées du Marxisme" (?).
Je ne veux pas injustement accuser ces auteurs d'avoir voulu, comme d'autres, jouer la confusion entre social-démocratie et bolchevisme ; nous aurons ailleurs et souvent l'occasion de revenir sur le sujet,
Marx occupe une place plus ou moins grande dans la formation et dans la pensée de chacun d'entre nous, mais l'adhésion au Parti n'a jamais été liée à une quelconque profession de foi marxiste. Utiliser l'attachement du plus grand nombre d'entre nous à l'œuvre de Marx et à son enseignement, pour nous dénoncer comme passéistes ou dogmatiques, relève de l'affirmation tendancieuse.
Au surplus, à ceux qui utiliseraient, en voulant les atteindre, une image de Marx déformée par les Bolcheviques, je livre ces quelques lignes, à plusieurs reprises déjà produites à nos différentes tribunes :
"Nous ne sommes pas de ceux qui veulent anéantir la liberté personnelle et faire du monde une vaste caserne ou un grand atelier. Il existe à la vérité des Communistes qui en prennent à leur aise et qui nient et veulent supprimer la liberté personnelle qui, à leur avis, barre la route à l'harmonie. Mais nous, nous n'avons pas envie d'acheter l'égalité au prix de la liberté".
Voilà, dit Marx, ce qu'il faut dire.

Mais les auteurs du texte radical de décembre ont mieux à faire, devraient avoir mieux à faire que de nous chercher de telles querelles. Sans doute, aurions-nous pu attendre, dès le début de la législature, une attitude d'opposition sans équivoque au régime et au gouvernement du Général.
Leur récent rappel, dans un article donné à "Combat" du solidarisme, si commode, disent-ils, pour éviter les débats difficiles concernant le régime de la propriété, ne suffit pas pour nous faire envisager avec eux la discussion de formes communes d'organisation.
Hélas, même l'unité d'action que nous avons souhaitée n'a pas été facilitée parleur équivoque. C'est donc, dans ce cas encore, plus à des hommes qu'à la formation qu'il nous faut songer, s'il s'agit d'unification.
Mais enfin, cette gauche qui a perdu confiance en elle-même, c'est bien à nous qu'il incombe de la réveiller. Elle a perdu, Communistes y compris, pas loin de 4 millions de voix, d'élections en élections, dont presque 2 millions 1/2 ont fui le Parti Communiste et la SFIO depuis la libération.
On peut estimer que près des 3/4 de cette perte globale a contribué à renforcer le clan des abstentionnistes. C'est donc en premier lieu de reconquête qu'il s'agit pour nous. Par la succession des dialogues, par le vaste colloque que le Parti devra engager, surmontant incompréhensions et rebuffades, c'est le départ d'une action de masse, d'une propagande sans relâche en direction de tous les milieux, dont nous devons donner le signal.
Je le répète, car c'est essentiel, la cristallisation d'une grande force Socialiste ne saurait être le résultat d'une seule opération d'état-major.
Elle se réalisera ou elle échouera, mais dans ce cas, ce serait l'accélération d'un effritement qui risque de commencer vite, selon que nous mènerons ou non, avec ensemble, avec enthousiasme, franchement, ardemment, la campagne de persuasion et de mobilisation qui s'impose.
Que ceux dont la situation fédérale est stable et solide me pardonnent. Pour certains d'entre eux, j'enfonce des portes ouvertes, et je le sais. Il y a des départements où les radicaux étaient puissants ; ils les ont supplantés, effacés, ou presque. Ils ont les voix catholiques, c'est vrai, et nous ne leur apportons pas, dans le domaine du regroupement, et par nos propositions d'idées bien neuves. Mais nous leur demandons de comprendre ce qui s'est passé ailleurs, dans de petites fédérations, moins bien équipées en moyens et moins fournies en cadres. Les sacrifices tactiques que nous avons consentis, à nos yeux, à juste titre, pendant de nombreuses années, leur ont coûté. Certes, bien des camarades ont été fidèles, solidaires, courageux, puisqu'ils sont là, toujours là Notre programme sans ambigüité sur le plan Socialiste, notre tactique dégagée des contingences passées, vont leur permettre un nouveau départ.
Contraints jusqu'à présent au repliement sur eux-mêmes, soumis au jeu inégal des coalitions locales, ils ont souffert et ne voient plus toujours comment ouvrir des débouchés vers une masse qu'ils sentent toute proche mais qui les boude.

Que l'exemple de vos efforts et de vos succès ne soit pas invoqué dans le but de boucher ce que nous voulons leur offrir, que cet exemple serve au contraire à nous encourager, à les encourager, dans la recherche des voies qui ramèneront les désenchantés et engageront les hésitants vers le mouvement et l'action Socialistes.

Je voulais faire un sort, parmi ces hésitants, aux femmes et aux hommes des générations qui montent. Des voix plus autorisées l'ont fait dès l'ouverture de nos travaux. Je me contenterai de revenir sur un aspect déjà soulevé par Francis Leenhardt, en mettant en garde contre la tendance qui consiste à donner un caractère volontairement restrictif à certaines notions, un caractère que souvent elles n'ont pas, qu'elles n'ont pas eu, mais qu'on a tendance à leur donner dans notre propagande, ou dans nos controverses.

Je pense à la notion de classe ouvrière, par exemple. Nos anciens, en d'autres temps, ont rompu quelques lances déjà à ce sujet. Bien sûr, c'est avant tout pour la classe ouvrière que nous œuvrons, c'est sur elle que nous nous appuyons ; notre prétention est de la représenter, nous nous confondons avec elle. Mais n'y a-t-il pas aujourd'hui de nouvelles couches sociales qui prennent chaque jour conscience d'être peu ou prou directement ou indirectement victimes d'un système basé sur l'exploitation et perpétuant les iniquités.

Hors même des masses salariales, certains perçoivent aujourd'hui les vices et les dangers de ce système.

Mais surtout, dans quelle mesure nombre de cadres - les blouses blanches ou les blouses grises, rejetées auparavant sans bavure comme les suppôts du patronat - ne deviennent-ils pas accessibles aux idées de transformation des structures et de modifications des rapports sociaux ?

Nous est-il interdit de savoir nous faire comprendre de ceux-là ?

Et tant de jeunes, qui seront demain absorbés de plus en plus nombreux par la technique, la recherche, ou les postes de direction, ne peuvent-ils, eux aussi, aspirer à devenir des leviers essentiels de la transformation Socialiste ?

Je pense qu'il n'est sans doute dans l'esprit d'aucun d'entre nous ici de répondre parla négative à ces questions, mais si, en pensant à l'aménagement des structures du Parti, j'ai personnellement une tendance à me méfier des constructions théoriques, si je suis davantage préoccupé de voir tenter d'abord des expériences que de nous voir imprudemment lancés dans des modifications statutaires précipitées, je suis persuadé cependant que l'élargissement de notre recrutement nous imposera des formes nouvelles d'organisation permettant à chacun de trouver son plein emploi dans la maison Socialiste.

Il nous faudra parvenir a ce que chacun participe à des débats, a des études, à des travaux, dans le cadre de ses propres compétences, tout en restant à même, par ailleurs, de se mêler fraternellement aux autres, a tous les autres, dans la conviction qu'il peut apprendre de chacun d'eux.

A propos de ces structures que nous projetons de réexaminer dans leur ensemble, après notre effort de confrontation avec l'extérieur, il est bien entendu

qu'en définitive le Parti tranchera souverainement dans un Congrès extraordinaire ou dans un Conseil extraordinaire, mandaté à cette fin.
Je pense que pour être à l'aise à propos de ces confrontations et de ces dialogues, nos camarades veulent recevoir l'assurance qu'aucune promesse faite par un quelconque des nôtres, à l'égard de tierces personnes, de groupes ou d'organisations, ne sera jamais mis en avant pour leur forcer la main, et qu'aucun engagement ne sera pris sans que nos instances régulières en aient délibéré.
Dans ces conditions, devrait s'éliminer des esprits la pensée que des manœuvres d'hommes ou de groupes pourraient se développer, tendant à créer des situations de fait.
Les intentions que la presse croirait discerner à partir de fausses nouvelles ou de pseudo indiscrétions dirigées, seront ainsi d'emblée accueillies par nous tous, par tous les militants, avec la circonspection désirable.
Quant à nos interlocuteurs, ce qu'ils redouteront le plus de notre part, c'est qu'une telle initiative ne relève d'une sorte de tentative d'absorption, de colonisation.
On a déjà parlé de la volonté de la SFIO de n'envisager de regroupement de la Gauche qu'à son profit exclusif, par simple intégration. Il ne me semble pas possible d'espérer engager avec succès quelque conversation que ce soit si nous n'admettons pas préalablement à toute transformation essentielle d'entendre les autres nous dire quelle peut être leur propre conception de la grande force Socialiste de demain, si nous n'admettons pas dès le départ une libre et totale confrontation de nos vues, et si nous rejetons à priori l'idée que de tels débats, peut naître en définitive une conception commune de l'organisation dans laquelle nous aurions par, la suite à cohabiter et à nous fondre.
Nous ne devons rien engager nous-mêmes avec appréhension et inquiétudes, mais nous ne devons soulever chez les autres ni appréhension, ni inquiétude.
La volonté d'un débat total et loyal, la certitude, pour les uns comme pour les autres, de rester entièrement maîtres de leurs décisions jusqu'à l'ultime moment, qu'il s'agisse d'hommes ou d'organisations, sont les conditions d'une telle entreprise.
Croyez ou non à son succès, elle vaut d'être tentée.
Et la plus grande formation de la Gauche démocratique, celle sans laquelle rien de sérieux n'est possible, quoi qu'on pense ou qu'on ait pu penser d'elle, n'a-t-elle pas le devoir d'en prendre la responsabilité ?
J'ai terminé sur ce sujet, ne traitant volontairement qu'un seul aspect du problème, du regroupement.
Mais je ne veux pas quitter cette tribune sans aborder, même rapidement, le problème de notre attitude à l'égard du Parti Communiste.
Des rapports avec le Parti Communiste, il n'y en a pas l'intention d'en établir n'existe pas davantage. Du moins je pense exprimer ici la pensée de la majorité du Parti, et ce serait pour moi un véritable étonnement si le présent Congrès devait apporter un démenti à mes propos sur ce point.

Collection Jean Jaurès

Les raisons qui rendent à nos yeux impensable et impraticable une action commune, d'ensemble, avec le Parti Communiste, sont bien connues. Elles demeurent, malgré l'avènement de M. Khrouchtchev et malgré l'alignement pénible et tardif, mais toujours obligatoire, du Parti Communiste français sur le PCUS. Même avec les oppositionnels du PC - et je ne sous-estime pas leurs efforts, nos divergences sont les plus profondes.
Nous voulons bien espérer qu'avec ceux-là s'ils l'emportaient pourtant, le rêve d'unité ouvrière qui nous habite tous ne serait pas impossible à réaliser, mais nous en doutons lorsque nous lisons leurs écrits pourtant courageux.
Que pour l'instant, en tout cas, la direction du Parti Communiste n'attende des Socialistes ni lâcheté, ni faiblesse, que dans le même temps ceux qui espèrent, au centre et à droite, nous coller au Parti Communiste et nous confondre avec lui pour mieux nous écraser perdent leurs illusions.
De contrat avec le Parti Communiste, il n'est pas question ; de collaboration gouvernementale, de néo front populaire, de front unique, d'action commune, il n'est pas question.
Comme les autres, le Parti Communiste connaîtra notre programme ; à lui de fixer et de fixer seul, sans possibilité de marchandages, sa propre attitude au regard de la nôtre.
Nous ne prenons aucun engagement le concernant, nous lui laissons l'entière responsabilité d'appuyer, comme il l'entendra, ou de combattre, s'il le juge utile, l'action que nous engageons.
Quant aux 4 millions de travailleurs qui croient à tort exprimer leurs aspirations en votant Communiste, alors là nous nous refusons absolument à décompter leurs suffrages du total des opposants au régime actuel et, par ailleurs, qu'on le veuille ou non, nous savons bien que dans la résistance au gaullisme, des conjonctions s'opéreront avec les Communistes comme avec d'autres ; ces conjonctions peuvent contribuer à abattre le gaullisme comme d'autres conjonctions alors voulues par de Gaulle ont jadis contribué à abattre la 4ème !
Pour autant le bolchevisme ne sera pas triomphant demain plus qu'il ne le fut en 1958.
Au surplus, nous ne sommes pas disposés, comme le fit De Gaulle, à la libération, à ramener Thorez au Pouvoir.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gaston Defferre, pour 45 minutes.

Gaston Defferre

Congrès dramatique, malaise, cassure, scission du Parti Socialiste entre les partisans d'un regroupement et les partisans d'un parti replié sur lui-même, entre les partisans de l'entente avec le Parti Communiste et ceux qui y sont hostiles, on pourrait croire en écoutant ce qui a été dit à la Radio ou à la télévision ou en lisant certains journaux que c'est ce qui nous attendait.

Fondation Jean Jaurès

Or, il faut qu'on sache que ceux qui sont minoritaires, qui l'ont déjà été, qui risquent de l'être encore, savent qu'il y a une loi dans le Parti Socialiste et dans toute démocratie, c'est la loi de la majorité.
(Applaudissements)
Cette loi, nous avons bien entendu l'intention de la respecter et je dirai même mieux, même si nous n'étions pas Socialistes en ce moment - je ne crois pas que l'heure soit aux divisions, à la création de partis supplémentaires ; nous pensons plutôt et je l'expliquerai tout à l'heure qu'elle est au regroupement et au rassemblement. Mais il n'est pas surprenant que la presse, la radio, la télévision, s'intéressent à nos débats, nous sommes, en effet, après l'UNR, sinon du point de vue du nombre des voix obtenues aux élections, en tout cas au point de vue du rôle que nous jouons dans le pays et au Parlement, la formation la plus importante, je crois même pouvoir dire qu'en ce qui concerne l'opposition au gouvernement et au régime, nous sommes les plus actifs.
Mais si nous jouissons d'une liberté d'expression dont ne dispose pas l'UNR, il est incontestable que l'UNR et nous nous avons à certains égards des préoccupations ou des problèmes communs.
Il s'agit de ce que certains appellent l'après-gaullisme. Il est intéressant de jeter un coup d'œil sur ce qui s'est passé au Conseil national de l'UNR et dont aucun camarade n'a, à ma connaissance, encore parlé à cette tribune.
Pendant longtemps, l'UNR, c'était M. Debré qui le disait, l'UNR, disait-il, n'a de valeur, n'a de sens, n'a de légitimité que dans la mesure où son action épouse totalement les directives du Général de Gaulle, et puis, le même Debré, au cours du dernier Congrès de l'UNR, à Asnières, s'adressant à ses compagnons, leur a dit qu'ils ne devaient pas avoir de complexe qu'il fallait préparer l'après-gaullisme et il a ajouté, c'est vrai qu'il n'est pas à une contradiction près, qu'il nous ferait rentrer nos critiques dans la gorge !
C'est plus facile à dire dans un Congrès UNR qu'à faire dans la réalité !
Mais ce qui est intéressant pour nous, car nous devons le savoir pour notre action politique, c'est ce que l'UNR conçoit par "après gaullisme".
Je ne pense pas qu'il s'agisse de la politique économique ou sociale de l'UNR, qui est purement et simplement une politique réactionnaire et paternaliste qui, par dessus le marché, n'a même pas eu le mérite de la réussite, nous en avons la preuve par les débats du Parlement, nous sommes maintenant, personne ne le conteste plus. M. Vallon l'a lui-même dit au ministre des Finances, en période de hausses de prix d'inflation, et l'action du gouvernement gaulliste, au pouvoir depuis cinq ans, est incontestablement dans ce domaine, un échec.
Mais le gaullisme, c'est autre chose. Le gaullisme, dans sa forme actuelle, c'est une certaine forme de gouvernement à caractère dit-on monarchique ou autocratique, en tout cas personnel.
Que sera l'après gaullisme et c'est cela qu'il est intéressant de savoir ?
Est-ce que ces Messieurs de l'UNR pensent qu'ils peuvent sans de Gaulle maintenir en France un régime de cette sorte ?

Voilà la véritable question !
Oh ! bien sûr, l'action gouvernementale est actuellement limitée aux domaines qui ne sont pas réservés au chef de l'Etat, mais même cette action gouvernementale limitée, semble avoir donné aux dirigeants de l'UNR le gout du pouvoir ; ils y sont et ils donnent véritablement l'impression de vouloir y rester.
Pour y rester avec un système tel qu'il fonctionne actuellement sans de Gaulle, étant donné que personne, à l'UNR, n'a l'autorité nécessaire pour imposer ce que de Gaulle impose, il faut appeler les choses par leur nom, il faudra que l'UNR réalise un coup de force, peut-être un coup d'Etat.
On dit que certains de ses dirigeants y pensent, je ne sais pas si c'est vrai, ce que je sais, c'est ce que nous savons tous, l'expérience du 13 mai 1958 nous a montré que ces Messieurs n'avaient pas beaucoup de scrupules quand il s'agissait de respecter la légalité et pas davantage quand il s'agissait de rester au pouvoir en violation de la légalité qu'ils avaient eux-mêmes créée.
Saurons-nous faire face aux dangers qui risquent de nous menacer à ce moment-là ?
Saurons-nous nous y préparer ou au contraire, attendrons-nous la dernière minute pour tenter, en ordre dispersé, de sauver la démocratie ?
C'est une des questions qui est posée à notre Congrès. L'opinion qui suit nos travaux attend notre réponse. Si elle est claire, si elle est positive, si nous donnons l'impression d'être déterminés et efficaces, nous avons une chance de l'emporter. Sinon, nous risquons de subir les événements sans être capables de les dominer.
C'est sans doute parce que nous ne sommes pas tous d'accord sur cette analyse ou que nous tirons pas tous les mêmes leçons de l'expérience qui s'est déroulée depuis cinq ans que nous divergeons, dans une certaine mesure, non pas sur les buts à atteindre, mais sur les moyens d'atteindre ces buts et sur les méthodes nécessaires.
Je crois tout d'abord qu'il faut qu'il soit clair et que l'on sache que, contrairement à ce qu'on dit, nous ne sommes pas des nostalgiques du passé.
La 5ème République, je l'ai dit tout à l'heure, n'a pas réussi sur le plan de la politique intérieure, elle ne semble pas avoir davantage réussi sur le plan de la politique extérieure. La 4ème République, qu'on le veuille ou non, a accompli une œuvre considérable dans le domaine économique, dans le domaine de la reconstruction. C'est elle qui a entrepris l'œuvre de réconciliation franco-allemande, dont d'autres se targuent aujourd'hui !
(Applaudissements)
C'est la 4ème République qui a commencé la construction européenne et, je m'excuse de le dire, qui a aussi dessiné la voie à suivre en Afrique noire.
(Applaudissements)
Mais la 4ème République a laissé à certains un mauvais souvenirs et elle a péri à cause de la guerre d'Algérie, certes, mais aussi à cause de l'instabilité politique et

à cause des mœurs politiques de la 3ème et de la 4ème Républiques, et il faut que nous soyons assez clairvoyants pour comprendre que si, aujourd'hui, la Vème République n'est plus aussi populaire qu'elle l'a été il y a quelques années, quand le Général de Gaulle est arrivé au pouvoir, ce n'est pas pour autant, malgré son œuvre, que la 4ème République est réhabilitée.
Nous devons tirer des leçons de cette expérience et préparer pour l'avenir un régime stable, mais démocratique pour faire une politique de progrès économique et social et pour avancer réellement dans la voie du Socialisme.
Comment y parvenir ?
C'est la question qui se pose, et c'est à ce point de vue que nous ne sommes pas tous d'accord, qu'il y a dans le Parti une majorité et une minorité.
Je voudrais d'abord traiter la question de la façon dont nos propres travaux sont organisés, c'est-à-dire de la méthode nouvelle qui a été employée pour préparer ce Congrès.
J'ai écouté ce matin avec un réel plaisir, car il est difficile de résister à un talent oratoire de la qualité de celui de Georges Guille, le discours qui a été fait par notre ami. Je dois dire que je crois que c'est le seul point sur lequel je sois d'accord avec lui… je crois qu'il a raison quand il dit que nous devons renoncer au système actuel de préparation de nos Congrès.
Nous ne pouvons imputer à personne la responsabilité d'avoir mis ce système en œuvre, nous l'avons tous voté dans un Congrès et je n'en fais le reproche à personne, mais je constate qu'à l'expérience le procédé se révèle anti démocratique, en ce sens que c'est le Comité directeur, élu depuis deux ans, qui délibère avant les sections et qui, incontestablement, pèse par son influence, par les signatures qui sont au bas des textes, sur les camarades des sections.
Or, c'est le contraire qui devrait se produire ; ce sont les sections et les fédérations départementales qui devraient délibérer les premières et qui devraient ensuite donner mandat à leurs délégués pour venir défendre leurs points de vue au Congrès national.
La fédération des Bouches du Rhône vous demandé de renoncer à ce système, il ne faut en aucun cas que dans le Parti Socialiste, comme dans l'UNR, ou le Parti Communiste, ce soit d'en haut que viennent les décisions ; chez nous, elles doivent venir de la base.
(Applaudissements)
Et maintenant, camarades, je voudrais dire quelques mots, d'une part, du programme, d'autre part, de ce qu'on a appelé la tactique et les structures.
En ce qui concerne le programme, je voudrais diviser mes observations en deux parties, d'une part la présentation du programme, d'autre part, son contenu.
En ce qui concerne la présentation, je pense que nous devrions faire un très grand effort de rénovation et de rajeunissement. Il y a, qu'on le veuille ou non, maintenant bientôt cinquante ans et même plus, que nous employons les mêmes méthodes, la même présentation, que nous présentons des programmes dont on a

l'impression qu'ils sont rédigés à l'usage exclusif des militants du Parti Socialiste.
Or, depuis un certain nombre d'années, en particulier depuis la guerre de 1939-45, il s'est produit un phénomène dont on a parlé déjà à cette tribune, mais sur lequel je veux insister encore à mon tour, c'est le reversement complet de la pyramide des âges.
Vois-tu, mon cher Georges Guille, toi pour lequel j'ai tant d'amitié, tant d'estime et dont j'admire tellement le talent oratoire, je crois qu'il y a une chose qui a profondément changé notre pays, c'est l'accession de cette jeunesse qui monte et qui, de plus en plus, jouera dans notre pays un rôle important.
Un sondage récent a démontré que les parents étaient influencés par leurs enfants dans la proportion de 50% et que 30% seulement ne tenaient pas compte de la position de l'avis de leurs enfants.
Or, les enfants nés en 1945 n'ont que 18 ans, ils auront 20 ans bientôt, et après eux, année après année, de nouvelles vagues de jeunesse viendront changer l'aspect démographique de la France.
Il y a là quelque chose de particulièrement important,
Je pense donc que notre programme ne doit pas être un catalogue, indigeste, il faut qu'il puisse être lu par tous ceux que nous voulons convaincre, par tous ceux que nous n'avons pas pu atteindre dans le passé et c'est pourquoi je préférerais personnellement plutôt qu'un programme comme ceux que nous avons toujours rédigés, un programme beaucoup plus sobre, beaucoup plus simple, beaucoup plus clair, beaucoup plus attrayant.
En ce qui concerne le contenu de ce programme, bien entendu aucun de nous ne reniera la doctrine du Parti Socialiste. Nous avons tous la volonté d'arriver un jour à cette société Socialiste dont nous rêvons et pour la réalisation de laquelle nous avons adhéré au Parti.
Mais en attendant, camarades, il faut que nous présentions un programme dont le contenu sera, non pas timide, bien au contraire, car si nous voulons plaire à certains, il ne faut pas craindre d'en inquiéter d'autres.
Un programme qui puisse rappeler les grands principes, mais, voyez-vous, camarades, il ne faut pas nous contenter de tenir un langage révolutionnaire, si admirable soit-il, car ce langage il n'inspire pas confiance aux jeunes. Ils savent que la révolution n'est pas pour demain et nous donnons l'impression en agissant ainsi de chercher un alibi pour ne rien faire dans l'immédiat ou dans le proche avenir. C'est, à mon avis, voyez-vous, exactement le contraire de ce que nous devons faire.
Nous devons tenir un langage qui inquiète et qui séduise, qui inquiète les féodalités financières, qui démontre que nous sommes sincères, décidés à agir et à réaliser quelques grandes réformes.
Un jour, au cours d'un Conseil national, nous avons eu un échange de vues sur les nationalisations ; je pense qu'un problème comme celui que le groupe Socialiste a déposé des nationalisations des banques d'affaires, qu'un langage

clair, ferme pour dénoncer les scandales du régime comme celui, par exemple, des rapports entre le pouvoir, le groupe Dassault et l'UNR sont de nature à être compris par la grande masse des Français et par la jeunesse et à nous attirer, certes, des ennuis, mais aussi beaucoup de sympathies.
Un programme qui comprendrait quelques nationalisations bien définies, la réforme de l'enseignement, l'indication d'un plan conçu et appliqué de façon démocratique, ce programme là aurait certainement un pouvoir attractif que n'ont peut-être pas eu nos programmes dans le passé.
Et, voyez-vous, je crois que ce qu'il faut éviter, à tout prix, c'est que nos programmes puissent revêtir l'allure d'une promesse électorale ; cette expression a pris un sens péjoratif, cette jeunesse dont on parle tellement n'aime pas la démagogie, il ne faut pas que nous promettions des choses que nous ne serions pas capables de faire si nous arrivions au pouvoir ; il faut que nous promettions des choses concrètes et que nous soyons capables de réaliser le jour où nous arriverons au gouvernement.
Ce qui a limité l'audience des partis politiques depuis un certain nombre d'années, c'est qu'ils n'ont pas été crus, ils n'ont pas inspiré confiance quand ils ont présenté des résolutions ou des programmes.
Pour inspirer confiance, je crois qu'il y a un certain nombre de conditions qui doivent être réalisées.
Je l'ai dit au dernier Conseil national, mais je dois le répéter rapidement.
Il faut d'abord qu'il soit clair que nous sommes décidés à pratiquer une véritable politique d'opposition, mais aussi à la pratiquer aussi longtemps qu'il le faudra pour être assez forts pour que le jour où nous arriverons au pouvoir, nous puissions mettre nos solutions en application.
Tout à l'heure Gérard Jaquet me reprochait amicalement d'avoir fixé un délai trop long pour notre retour au pouvoir. Je crois qu'il vaut mieux savoir attendre longtemps plutôt que d'accepter de revenir au pouvoir dans des conditions telles qu'une fois de plus la figure du Parti Socialiste risquerait d'être dénaturée et que nous perdions la confiance de ceux qui nous suivent ou qui sont prêts à nous suivre.
(Applaudissements)
Léon Blum a maintenu le Parti Socialiste dans l'opposition de 1920 à 1936, pendant seize ans, et ce matin quand j'entendais Georges Guille évoquer 1934, je dois dire que je n'ai pas été choqué, je ne me suis pas senti concerné du tout car d'abord en 1934 j'étais contre la scission néo, je suis maintenant pour une opposition vigoureuse et aussi durable que ce sera nécessaire, alors que ceux qui ont quitté le Parti en tout cas la plupart en 1934, Deat et un certain nombre d'autres, l'ont quitté parce qu'ils voulaient participer au gouvernement, ils voulaient accepter l'offre que faisaient les radicaux et que Léon Blum repoussait.
Je suis convaincu qu'en 1936 le gouvernement de Léon Blum n'aurait pas eu l'audience qu'il a eue dans le pays si les Socialistes s'étaient usés au pouvoir avec Herriot ou avec d'autres radicaux entre 1920 et 1936 !

Je pense donc que notre première qualité doit être la patience ; nous n'avons pas comme le dit le général de Gaulle, notre tracassin, nous sommes prêts à attendre aussi longtemps qu'il le faudrait mais le jour où nous serons assez nombreux, alors il faudra que nous soyons capables d'agir.
Enfin, troisième condition, je pense que si nous voulons avoir des chances de renverser le régime capitaliste un jour, il faut d'abord abattre un certain nombre de forteresses capitalistes qui nous barrent la route.
C'est pour cela que j'insiste sur le contenu de notre programme et sa présentation ; il faut mettre au premier plan les grandes réformes qui doivent être entreprises et réalisées.
En ce qui concerne les structures du Parti, mon raisonnement est le même que pour le programme, nous devons tenir compte de la transformation de la démocratie française, du rajeunissement de notre pays.
A ce sujet, et à propos de la structure, je voudrais ajouter un mot encore et je m'excuse, mais il a fait un discours si brillant qu'il est difficile de ne pas être tenté d'essayer de lui répondre, je voudrais dire à mon ami Georges Guille que l'exemple qu'il a cité quand il a parlé de l'occasion qui a été offerte au Parti avant la fin de la guerre n'est pas tout à fait exacte. J'ai à ce sujet des souvenirs très précis.
C'était en 1943, à la fin de l'année, ou au début de l'année 19944, c'est-à-dire dans la clandestinité, avant la libération. Nous avons, au Comité directeur clandestin du Parti, reçu la visite d'un certain nombre de camarades de la résistance qui n'étaient pas du Parti Socialiste mais qui pensaient comme nous et ils nous ont proposé d'adhérer au Parti Socialiste et de créer, de recréer avec nous, à la libération, un parti Socialiste qui n'aurait pas été un parti travailliste, mais qui aurait été un parti Socialiste enrichi par l'apport de tous ces jeunes, de tous ces combattants de la résistance.
Après délibération auxquelles certains camarades ici présents ont assisté, une fois de plus j'ai été minoritaire, j'avais semble t-il une vocation pour cela, et cette offre a été rejetée.
Si bien que quand on veut apprécier les chances du Parti Socialiste, celles qu'aurait pu lui donner la résistance, il ne faut pas se placer au lendemain de la libération au moment où le MLN déjà créé en tant que Mouvement politique ou ex mouvement de résistance participa en tout cas à la vie publique, mais il faut se placer un an et demi avant à une époque où, si nous avions su, il n'y aurait pas eu de MLN dans la vie publique, il y aurait eu un grand Parti Socialiste, animé par des Socialistes dans lequel on aurait trouvé des camarades de la résistance qui auraient apporté, et leur foi, et leur ardeur, et leur courage.
(Applaudissements)
Voyez-vous, si je suis un de ceux qui demandent une modification de la structure, c'est parce que quand on regarde le problème des jeunes, quand on cherche à comprendre ce qu'ils veulent, on s'aperçoit que, contrairement à ce qu'on dit, ils ne sont pas apolitiques.

Fondation Jean Jaurès

Une organisation comme l'UNEF, c'est incontestable, et elle a raison, et c'est d'ailleurs ce que le gouvernement lui a reproché quand il lui a supprimé ses subventions, fait de la politique. Elle en fait sans doute plus que n'en faisaient les organisations d'étudiants il y a quelques années, mais c'est un fait, la plupart de ces jeunes, s'ils ont le goût de la politique, ne sont attirés, ni par le Parti Communiste, vous avez vu quels démêlés il y a eu entre les étudiants et le Parti Communiste, ni par l'UNR, on les comprend, ni, et c'est cela qui est triste et que nous regrettons, par notre Parti dans sa structure actuelle.

Et c'est pourquoi je suis un de ceux qui pensent qu'il faut modifier les structures. J'avais pensé, je crois honnête de le dire, et je l'ai dit devant le Comité directeur, qu'il fallait aller très loin, j'y ai renoncé, car je me suis rendu compte que ce genre d'opération n'avait de chance de succès qu'à condition de recueillir, non pas seulement la majorité, mais la quasi unanimité du Parti, et que si ce n'était pas fait par la quasi unanimité, je dirai même dans l'enthousiasme, cela ne pouvait pas être réussi.

Mais est-ce que, parce que nous n'avons pas pu complètement transformer notre propre parti que nous devons renoncer à changer nos méthodes, nos structures et les adapter à la vie moderne ?

Les différences entre les textes A et B, si on les prend à la lettre sont infimes ; il semble que ce soient des chinoiseries entre camarades trop procéduriers. En réalité, camarades, il y a une grande différence d'état d'esprit entre les signataires du texte A et les signataires du texte B, et je dois dire que je comprends parfaitement la position de notre ami Quille qui, ce matin, a souligné les différences qui pouvaient exister et qui a marqué sa désapprobation à l'égard de ce qui a été fait.

Il est exact que nous ne sommes pas d'accord et que ce désaccord ne porte pas que sur des mots, qu'il porte sur un état d'esprit. Nous serons sans doute minoritaires à la fin de ce Congrès, ce n'est pas très agréable, mais je crois, camarades, qu'il vaut mieux une majorité et une minorité plutôt qu'une situation confuse.

En ce qui concerne la tactique, je voudrais dire un mot des regroupements et un mot de nos rapports avec le Parti Communiste.

En ce qui concerne le regroupement, je ne serai pas de ceux qui accableront qui que ce soit, qui reprocheront quoi que ce soit à ceux qui ont signé les textes, du cartel des NON. Comme l'a dit Guy Mollet, c'est un Conseil national qui l'a approuvé, nous aurions mauvaise grâce à revenir sur le passé, mais nous devons en tirer la leçon.

La leçon c'est qu'un pacte, un regroupement purement négatif, un regroupement qui n'a pour base que l'anti gaullisme, sans que ceux qui en font partie soient d'accord sur un programme d'action pour l'avenir est un regroupement mort-né, sans efficacité, sans portée réelle dans le pays.

Un regroupement n'a chance d'être efficace que s'il est fait entre des hommes qui sont d'accord sur un programme. Sinon, même si ces hommes arrivent ensemble au gouvernement, ils sont condamnés à l'immobilisme.
Or, gouverner pour gouverner, cela ne représente absolument aucun intérêt. Pour des Socialistes, ce qu'il faut, quand on gouverne, c'est apporter des transformations ou alors il vaut mieux ne pas aller au gouvernement.
(Applaudissements)
Si nous faisons un regroupement, il vaut mieux qu'il soit au départ étroit, mais que les hommes qui en font partie soient solidaires $ je suis d'ailleurs convaincu que ce regroupement étroit au départ peut avoir dans le pays un retentissement très grand si dans l'opinion on sent que les hommes qui le composent sont d'accord entre eux et décidés à agir.
Au contraire, un regroupement d'états-majors très large au départ qui masquerait les désaccords, qui serait incapable d'agir, ne réunirait que très peu de troupes dans le pays, ne rassemblerait autour de lui que très peu de monde.
Ceci dit, je me permets de le dire en toute amitié à notre ami Guy Mollet, je crois que même ceux d'entre nous qui ne sont pas partisans de ces larges et vagues regroupements, pensent qu'il vaut quand même mieux éviter les polémiques entre républicains !
Nous avons affaire en ce moment au régime du pouvoir personnel et si nous sommes d'accord, ou plutôt si nous ne sommes pas d'accord, si nous sommes en désaccord avec certaines formations politiques sur un programme de réalisation gouvernementale, je crois que dans la lutte contre le pouvoir, contre le pouvoir personnel, nous devons éviter de lancer des attaques les uns contre les autres quand ce n'est pas indispensables.
Je crains aussi que cela ne provoque dans l'opinion un réflexe dangereux pour nous. Depuis que ces polémiques ont commencé, on entend dire parfois : "on voit qu'ils pensent que la succession est pour bientôt" ou encore : "çà recommence, ils se disputent comme autrefois".
Camarades, je crois qu'il vaut mieux l'éviter, mais que si nous devons faire des regroupements, cela ne peut pas nous en empêcher.
Je voudrais maintenant dire un mot sur la tactique, article 42 du texte, et sur ce qu'on appelle "les Socialistes à part entière".
Une fois de plus, mon cher Georges Guille, je suis obligé de parler de toi, car tu a traité ce sujet avec beaucoup d'humour, d'ironie même, en demandant quels étaient ces hommes pressés qui voulaient pouvoir dès la rentrée accéder à des postes de commande.
Eh bien, j'ai l'impression que parmi ceux qui pourraient venir dans notre Parti, il y a soit parmi les inorganisés, soit parmi les jeunes, des hommes qui aspirent moins à être des élus, des députés, des sénateurs ou des maires, qu'à participer effectivement à la vie du Parti.

Collection Jean Baby

Si nous leur disons : vous pouvez adhérer, mais vous attendrez trois ans ou cinq ans avant de pouvoir être délégué dans un Congrès fédéral ou dans un Congrès national, c'est une façon de leur fermer la porte et de les décourager.
Je pense d'ailleurs que ces dispositions ne présentent absolument aucun danger car même si nous réussissions dans nos tentatives pour attirer à nous beaucoup d'inorganisés, de jeunes, il est absolument évident que les anciens resteraient encore plus nombreux, nous n'aurons pas du jour au lendemain 100.000 adhérents nouveaux et, par conséquent, quand il s'agira de désigner soit le Secrétaire d'une section, soit de déléguer à la Commission exécutive ou à la Commission administrative, selon la terminologie employée dans certaines fédérations, le délégué dans un Congrès départemental ou national, c'est en définitive la majorité des anciens qui décidera si tel ou tel nouveau mérite qu'on lui fasse confiance pour pouvoir nous représenter, soit à un Congrès, soit même le cas échéant à un poste clé.
Enfin, ayant de terminer, je voudrais dire quelques mots de la position de la fédération des Bouches-du-Rhône à l'égard du Parti Communiste.
Nous sommes tous d'accord pour constater qu'actuellement le danger numéro 1 c'est l'UNR et que nous devons éviter de faire le jeu de l'UNR et de l'extrême droite, notamment dans les élections au scrutin majoritaire en maintenant dans tous les cas un Socialiste, un Communiste et un homme de droite au second tour, que cet homme de droite soit UNR ou non. Il est évident que jouer ce jeu, c'est favoriser l'UNR ou la Droite.
0n l'a dit déjà et je ne veux le répéter que rapidement, que certaines évolutions s'étaient produites à l'intérieur du Parti Communiste, que le culte de la personnalité avait été condamné, que les errements de l'époque stalinienne avaient été également condamnés, mais il reste encore entre le Parti Communiste et nous un certain nombre de choses qui nous séparent.
D'abord, il y a le problème des relations avec Moscou. Il y a les moyens que le Parti Communiste préconise pour accéder au Pouvoir, les moyens qu'il préconise, quand il y est, pour conserver le Pouvoir, la dictature du prolétariat et le Parti unique, et le rôle que le Parti Communiste peut faire jouer aux Syndicats, si bien que si, d'un côté, il y a un progrès dans le sens démocratique au Parti Communiste, il reste entre lui et nous des divergences graves.
Quelle doit être notre décision, camarades ? Est-ce que nous devons, dans ce Congrès, et pour deux ans, décider de la tactique du Parti Socialiste à l'égard du Parti Communiste ? Est-ce que vous ne pensez pas que d'ici deux ans, beaucoup de choses peuvent changer ? Nous sommes un certain nombre ici à avoir connu déjà un parti Communiste souriant, la main tendue. Il suffit de rappeler 1935/1936, il suffit de rappeler certaines époques de la résistance ou du lendemain de la Guerre ; nous avons connu aussi d'autres époques où, brusquement, le Parti Communiste changeait de comportement à notre égard, à l'égard de la démocratie.

Alors, je crois, camarades, et nous pensons à la fédération des Bouches-du-Rhône que prendre une décision pour deux ans et jusqu'au prochain Congrès, ce serait sans doute prendre une décision inconsidérée. Nous pensons que ce qu'il faut, c'est décider qu'un Conseil national, ayant au besoin le pouvoir d'un Congrès, décidera lui-même, le moment venu, quelle doit être la tactique du Parti Socialiste dans ses rapports avec le Parti Communiste.
Un certain nombre d'éléments nous permettront d'apprécier : le régime électoral, l'évolution de la politique extérieure de la Russie, la nature des rapports qui existeront entre le Parti Communiste et Moscou, et aussi les regroupements qui pourront être intervenus entre les démocrates.
En prenant cette précaution, camarades, nous démontrerons que nous ne sommes pas des anti-Communistes forcenés, nous montrerons aussi que nous sommes des démocrates qui gardent les yeux ouverts, que nous sommes prêts à utiliser, le cas échéant, l'appoint des forces Communistes, mais que nous ne voulons pas les utiliser dans n'importe quelle condition et que nous nous réservons d'apprécier ce que nous devrons faire quand le moment sera venu.
J'en arrive maintenant, camarades, à ma conclusion.
Je crois qu'il faut éviter, à l'issue de ce Congrès, de décevoir l'espoir d'un renouveau, d'un renouvellement qui a été placé en nous et notamment par les jeunes. Tout à l'heure, un de nos jeunes camarades vous disait qu'un certain nombre de ses Amis attendaient l'issue de notre Congrès pour savoir s'ils adhéreraient à notre Parti. Il y a, dans ce pays, ainsi, un très grand nombre de jeunes ou d'hommes qui, jusqu'à maintenant, ne se sont pas engagés, qui attendent la fin de notre Congrès pour savoir ce qu'ils feront. L'UNR et la Gaullisme ont déçu, le Parti Communiste traverse une crise. Dans la vie, je crois que c'est Jaquet qui l'a dit tout à l'heure, il y a des moments, il y a des occasions.
Pour nous, nous vivons un de ces moments, nous avons à portée de la main, une de ces occasions ; nous pourrions attirer à nous un grand nombre de jeunes, un grand nombre d'hésitants ; nous pourrions ainsi peut-être changer le cours des choses, préparer une nouvelle page de l'histoire du Socialisme. Si nous laissons passer cette occasion, demain il sera peut-être trop tard et si nous ne la saisissons pas, l'avenir, non seulement du Socialisme mais aussi de la démocratie risque d'être compromis pour longtemps.
(Applaudissements)

Le président - Contrairement à ce qui a été annoncé tout à l'heure, c'est notre camarade Pineau, de la Sarthe, qui va venir à la tribune pour 30 minutes.

Christian Pineau

Camarades, je ne rendrai pas une seconde fois hommage au talent de notre Ami Georges Guille, car il croirait que cela devient une clause de style, mais je voudrais répondre, au début de mon exposé, à un certain nombre de points qu'il a développés ce matin.

Après sa très brillante intervention, j'ai eu le sentiment d'une grande confusion, non pas confusion dans l'esprit de Georges Guille, car il a été très clair, mais confusion dans la nature des problèmes qui se trouvent maintenant posés au Congrès Socialiste.

Peut-être cette confusion est-elle due à la méthode que nous avons employée cette année, dont il ne faut pas condamner tous les aspects car il est certain que l'information du Parti a été meilleure au cours de ce Congrès qu'elle ne l'avait été au cours des précédents, mais dans le fait que nous avons tenté une synthèse avant que les sections se soient prononcées, alors qu'il eut peut-être été meilleur de rechercher cette synthèse ensuite ; nous aurions été ainsi plus clairs et je dois reconnaître le premier qu'avec mon Secrétaire fédéral, devant ma propre fédération, il nous a fallu un bon moment pour faire comprendre à nos camarades quelles étaient les différences entre le texte "A" et le texte "B".

Après l'intervention de Georges, ce matin, je crois que c'est encore plus difficile car nous pouvons donner l'impression qu'il y a deux grands courants dans le Parti, l'un qui, pour rester fidèle à notre passé, se méfie, a priori, de toutes les réformes de structure et, l'autre, qui voudrait, de fond en comble, bouleverser le Parti, en particulier changer son sigle - ceci, je le dis en passant, n'est pas du tout mon idée personnelle. Or, je voudrais d'abord vous faire remarquer que le présent Congrès n'a pas mandat d'opérer des réformes de structure au sein du Parti ; c'est la prochaine réunion nationale qui aura à déterminer quelles sont les réformes de structure que nous adopterons ou que nous rejetterons. Ce dont nous parlons aujourd'hui, c'est simplement du principe d'une réforme profonde au sein du Parti.

Or, je crois, Georges, que nous ne pouvons pas nous contenter d'une affirmation comme celle qui fut la tienne, à savoir que nous devons à tout prix démontrer plus d'activité, plus de force, mais nous sommes tous d'accord avec toi seulement c'est une formule que j'ai entendue depuis quarante-cinq ans répéter, dans tous les Congrès, dans tous les Conseils nationaux et lorsque je fais un discours devant une section je ne manque pas de conclure ce discours par cette même affirmation, si bien que si nous terminions ce Congrès en nous contentant de cela, j'ai peur que, de l'extérieur, on dise "ils concluent cette fois-ci comme toujours, ils n'ont en rien changé", et c'est cela qui me fait peur.

Or, les textes "A" et "B", ne t'en déplaise, sont relativement clairs quant à la différence qu'ils comportent dans certains paragraphes, et cette différence tient à un simple préfixe qui est en réalité un "re". Dans un cas, on veut faire quelque chose, dans un autre cas, on veut "re"faire quelque chose.

Evidemment, cela nous paraît peut-être simple, à nous militants avertis, cela peut paraître moins simple à l'égard de l'opinion publique.

Mais enfin, si j'ai bien compris et j'ai écouté Gaston Defferre avec attention, il y a d'un côté ceux qui veulent transformer le Parti actuel et, de l'autre, ceux qui veulent recréer un nouveau Parti, ce qui signifie, à mon avis, en clair, sinon que

l'on supprime les fondations, du moins que l'on abat un certain nombre des superstructures.
Or, dans notre motion "A", le problème est relativement bien posé ; nous demandions, sans que le fond du Parti soit changé, un certain nombre de réformes de structure et, parmi celles que nous proposons, il en est un certain nombre auxquelles Georges Guille n'a pas fait allusion ce matin mais qui me semblent tout à fait importante. Je voudrais citer un certain nombre d'exemples de réformes possibles au sein du Parti :
- Il y a la création de cette structure verticale qui permettrait à un certain nombre de militants, non plus de militer au hasard d'une section locale, mais à l'intérieur de leur entreprise, ou bien à l'intérieur de leur groupe de pensée et, ce matin, un de nos camarades étudiants a souhaité que cela fut réalisé. Ceci, c'est une réforme capitale, car la structure de notre Parti deviendrait plus semblable à celle de la vieille CGT qu'à ce qu'elle est actuellement.
Deuxième point : la décentralisation des tâches au sein du Secrétariat Général, problème sur lequel je crois, d'ailleurs, que Guy Mollet est d'accord, de façon à lui donner plus d'efficacité et, en même temps, à répartir les responsabilités. C'est une réforme, et elle est importante.
Troisième réforme : l'utilisation de méthodes modernes d'information et de propagande. Je sais bien que ces méthodes sont coûteuses et que le Parti n'est pas riche, mais enfin on connaît aujourd'hui des méthodes profondément différentes de celles du passé pour analyser les problèmes d'opinion publique, pour rendre la propagande plus facile, plus attrayante et plus efficace. Toutes ces méthodes-là, est-ce que vous estimez que nous ne devons pas les introduire au sein du Parti.
Je crois qu'au fond nous nous trouvons maintenant en présence d'un état d'esprit : il y a ceux qui pensent à défendre le vieux Parti contre je ne sais quelles attaques dirigées par un certain nombre d'entre nous qui voudrions le transformer au point de le défigurer, et puis il y a ceux qui pensent que, mon Dieu, ça n'est pas changer le Parti, ne pas être fidèle à sa tradition que d'adopter pour lui des méthodes modernes d'action de façon à le rendre plus efficace et aussi plus attrayant pour une jeunesse qui a peut-être moins le souci de la grandeur, heureusement, que celui de l'efficacité.
Mais, peut-être, sera-t-il nécessaire, dans la motion finale, de clarifier un peu notre pensée à tous et de sortir un texte qui soit plus clair et où les oppositions, s'il en reste, se fassent mieux sentir et soient mieux comprises que dans les textes "A" et "B" actuels.
Je voudrais maintenant rappeler la position affirmée par la majorité en ce qui concerne les étapes de notre action politique.
Nous envisageons trois étapes et nous les envisageons dans l'ordre, je précise bien, dans l'ordre, parce que si nous renversions l'ordre des facteurs, nous modifierions totalement notre pensée.

Tout d'abord, réunification des Socialistes, menée conjointement avec les réformes de structure dans une de nos prochaines assemblées délibérantes.
C'est le premier pas.
Il faut, non pas refaire, mais étendre notre Parti Socialiste en agglomérant autour de lui tout ce qui, dans le pays, est Socialiste ou l'a été.
Deuxième étape : appel aux démocrates qui accepteront de franchir avec nous la première étape du programme qui, dans notre esprit, doit préparer une Société Socialiste et, troisième étape, et troisième étape seulement - et ceci est capital lorsque nous posons le problème Communiste - la coalition de gauche étant réalisée sur un programme, mise des Communistes en face de leurs responsabilités à eux. Ou bien, ils feront le jeu de la Droite en pratiquant l'opposition classique, ou bien, dans l'intérêt de la classe ouvrière, ils soutiendront la coalition de gauche ainsi formée.
Je crois que ces tactiques ne prêtent à aucune équivoque et que, pour une fois, les commentaires des journaux de droite ont bien du mal à travestir notre pensée.
Ceci posé, il reste que ce programme rencontre des difficultés d'application.
Tout d'abord, ce n'est un mystère pour personne, nous n'éviterons pas que des questions personnelles se posent ; elles se posent toujours après des déchirements au sein d'un même Parti, elles se reposeront lorsqu'il faudra réaliser une coalition démocratique ; je pense que nous devrons les éviter au maximum.
En second lieu, nous rencontrerons des difficultés avec nos partenaires, et ce point n'a pas encore été soulevé, lorsqu'il s'agira de fixer la partie de notre programme réalisable en commun.
Nous avons indiqué nos objectifs, c'est notre programme fondamental, c'est le programme que nous avons défini pour le présent Congrès, mais lorsque nous irons trouver un certain nombre de membres d'autres partis de gauche ou de personnalités gauche qui ne sont pas Socialistes, qui connaîtront parfaitement nos objectifs, il ne sera pas toujours facile de déterminer avec eux lesquels de ces objectifs sont acceptables pour eux alors qu'ils ne se placent pas du tout dans la même perspective finale que nous.
Ne sous estimons pas cette difficulté qui existe.
Enfin, nous ne savons pas encore, bien que nous puissions être relativement optimistes, ce que seront les réactions, voire les exigences Communistes à l'égard de notre coalition et je ne pense pas que nous puissions essayer de les rechercher aujourd'hui.
Mais, je voudrais maintenant répondre, en particulier à Léon Boutbien.
Ne nous laissons pas intoxiquer par une propagande de droite qui voudrait à tout prix continuer, comme par le passé, à profiter dans les élections de la séparation entre les Communistes et les Socialistes pour faire élire des candidats de droite.
Je rappellerai, d'autre part, que nous avons un précédent récent, car pendant tout le début du gouvernement Guy Mollet, les Communistes ont, au début je dis bien, été pour lui et c'est seulement à partir du moment où la Droite a eu la

certitude que les Communistes ne voteraient plus pour le gouvernement Guy Mollet qu'elle est devenue exigeante, pour ne pas dire insupportable.
Par conséquent, n'oublions pas ce précédent qui, je crois, a quelque signification.
Mais je pense que la phrase capitale de notre texte, à savoir que nous ne devons pas courir le risque de l'institution en France d'une démocratie populaire, marque très bien la limite de notre action.
En ce qui concerne l'Union Soviétique, nous ne pouvons pas prévoir ce que sera, au cours des prochaines années, l'évolution soviétique, mais je ne crois pas que les points importants de cette évolution, les points les plus importants et les plus irréversibles, soient la substitution de M. Khrouchtchev à Staline, encore que la différence soit immense entre les deux hommes, mais il pourrait y avoir une autre révolution de Palais. Je ne crois pas non plus que ce soit certaines discussions théoriques qu'ils ont avec les Chinois sur l'application dans le monde du Marxisme-Léninisme, mais ce qui me paraît beaucoup plus capital c'est que l'Union soviétique évolue peu à peu, par l'augmentation de sa production et de son niveau de vie, vers une substitution aux problèmes d'investissements, des problèmes de consommation et de surconsommation.
L'attitude soviétique originelle a été celle d'un pays sous-développé, ayant à faire face à des problèmes destinés à accroître sa production de manière à lui donner des moyens égaux à ceux des puissances capitalistes.
A partir du moment où ces problèmes se trouveraient relégués au deuxième rang et où il s'agirait pour l'Union Soviétique de problèmes de consommation, alors la mentalité même du pays s'en trouvera changée et, par voie de conséquence, la mentalité des dirigeants, et je crois que nous avons beaucoup plus à surveiller les courbes de la production soviétique que les discours de M. Khrouchtchev.
Enfin, il reste le problème de la coexistence pacifique.
Nous ne pouvons pas nier, et mon Dieu ce problème a eu des échos jusqu'au Vatican, nous ne pouvons pas nier que cette coexistence pacifique soit un progrès considérable par rapport aux vieilles thèses du bolchevisme. Mais, tout cela, c'est la vie et nous ne pouvons pas en préjuger aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle, quelles que soient nos hypothèses futures, nous nous sommes mis d'accord pour le présent et le présent c'est ne pas faire le jeu de la Droite et de l'UNR, en n'acceptant pas, quand cela nous semble nécessaire et dans les conditions qui nous semblent utiles, le soutien possible du Parti Communiste.
Seulement, si nous avons défini une tactique, si nous avons défini un programme, peut-être avons-nous sauté une étape !
Nous avons supposé que nous étions placés dans un système où il nous serait possible de constituer la coalition que nous souhaitons et cela comporte deux préalables : la disparition du régime gaulliste et le règlement de la succession immédiate, et Gaston Defferre a eu raison, tout à l'heure, de rappeler quelles étaient à cet égard les positions de l'UNR.
En ce qui concerne la disparition du Régime gaulliste, pas de difficultés en ce qui concerne notre action : notre position doit être vigoureuse, permanente,

totale ; nous devons lutter au maximum pour la disposition des moyens d'information et je crois que ce sera un élément essentiel de la campagne que nous aurons à mener demain ; nous devons essayer de tout faire pour arriver à une démystification du pays, et je pense que sur tous ces points, c'est au Comité directeur qu'il appartiendra d'adapter son action aux décisions du Congrès.
Mais la succession immédiate, après de Gaulle, nous ne savons pas du tout dans quelles conditions, d'ailleurs, de Gaulle s'en ira, mais depuis que l'OAS a cessé d'être une menace directe, j'ai l'impression que nous pensons moins aux événements qui pourraient se produire en cas de disparition ou de retrait du Chef de l'Etat.
Le jeu des institutions peut être normal. C'est une hypothèse favorable pour ne pas dire optimiste.
Deuxième hypothèse, plus probable : de Gaulle peut avoir organisé sa succession. Comment l'organisera-t-il ? Je n'en sais rien. Je me rappelle, l'année dernière, avoir émis l'hypothèse du Comte de Paris ; j'ai un petit peu fait sourire, mais cette année elle est reprise par des gens qui ont plus d'audience que moi.
Il peut faire élire un vice-Président du Conseil en nous demandant un nouveau référendum, mais il reste la troisième hypothèse, qui est celle où il disparaîtrait sans avoir désigné son successeur et où l'UNR, voulant rester au pouvoir, essaierait de s'y maintenir par la force. Elle dispose de l'Assemblée nationale, d'une majorité, elle dispose d'une machine policière. Je ne dirai pas qu'elle dispose de l'armée parce que maintenant je crois que personne ne dispose plus de l'armée. Et dans ce cas, il faudra nous battre pour un retour à la démocratie, et avec qui ? - je ne dis pas "contre qui ?" - et avec qui nous battrons-nous ?
Et je voudrais réfuter ici une thèse qui a beaucoup d'adeptes et qui a été défendue dans "Le Monde" par M. Duverger. M. Duverger dit :"La division de la France entre gaullistes et antigaullistes n'a aucune espèce d'importance ni d'intérêt, il y a d'un côté la Gauche et de l'autre côté la Droite : la Gauche gaulliste ou antigaulliste, la Droite gaulliste ou antigaulliste". Eh bien, je dis que ce n'est pas vrai, et si l'on me permet de faire une comparaison, et mon Dieu ! je ne la fais pas pour être particulièrement désagréable à M. Duverger, je reviendrai au système de Vichy où l'on nous disait déjà à l'époque qu'il y avait des collaborateurs de gauche et des collaborateurs de droite, des résistants de gauche et des résistants de droite. Eh bien, de même que j'étais en tant que résistant de gauche beaucoup plus près d'un résistant de droite que d'un collaborateur de gauche, je préfère encore aujourd'hui un Indépendant républicain qu'un UDT parlant au nom du pouvoir personnel.
(Applaudissements)
S'il y a donc demain un combat à mener, il doit l'être avec les antigaullistes et jamais sous quelle que forme que ce soit avec l'UNR ou avec des groupes compromis avec l'UNR.
Je pense que du point de vue tactique il est assez imprudent d'attaquer aujourd'hui a priori des partis politiques républicains et d'engager des politiques

inutiles, qui sont d'ailleurs contraires à l'article 21 du texte Vert. En revanche, il faut que nous soyons prêts à dénoncer tous ceux qui, dans les rangs de ces partis, se compromettraient avec le gaullisme et en particulier, nous n'avons peut-être pas assez souligné certaines abstentions dans le vote sur l'investiture au gouvernement Pompidou, car je pense que s'il y avait un vote où les Républicains devaient voter "non" c'était bien celui-là
Ainsi, entre notre Congrès et la réalisation de l'hypothèse prévue par notre motion, peuvent se produire des événements imprévus et à partir du moment où ils sont imprévisibles, il est bien évident que le Congrès ne peut pas les prévoir. J'aimerais néanmoins que notre affirmation antigaulliste qui ne pose pour nous aucune difficulté s'étende sur "l'après gaullisme", dans le cas probable où certains voudraient essayer de perpétuer les méthodes acquises, car avant d'être en mesure de gouverner, c'est-à-dire de prendre l'offensive, il faut se préparer à de difficiles combats défensifs, et je crois que dans ce combat, ce sera le Parti Socialiste, qui entre tous les Républicains non gaullistes d'un côté, et les Communistes de l'autre, sera l'animateur de la lutte pour la défense de la démocratie.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Mao. Ensuite, viendra l'orateur Gino (?).

Mao

Camarades, vous ne serez pas étonnés du langage que je vais tenir devant vous. En effet, la fédération du Finistère continue à défendre les mêmes positions qu'elle préconise depuis des années. Je suis heureux de constater aujourd'hui que nos idées ont fait du chemin, car les récentes déclarations de certains camarades du Comité directeur nous réconfortent et nous prouvent que nous avions raison de préconiser un regroupement des hommes de gauche.
La fédération du Finistère estime que l'éventail politique doit être considérablement réduit. Il y a, en France, dans la conjoncture actuelle, la place pour trois grands courants d'opinion : le Parti Communiste, un parti travailliste et tout le reste à droite. C'est au Parti Socialiste SFIO de prendre l'initiative de la création de ce parti travailliste français qui serait d'essence Socialiste, -je dis bien "d'essence Socialiste". Celui-ci pourrait grouper tous les Socialistes, les syndicalistes, l'UNEF, le Centre national des Jeunes Agriculteurs, les catholiques de gauche - il y en a -, les radicaux bon teint - qui d'ailleurs se font rares dans certaines régions comme la nôtre, par exemple.
Ce parti travailliste dur et pur, enfant de la SFIO qui n'a pas à rougir de ses réalisations, en particulier sur le plan social - car on oublie trop souvent de rappeler les congés payés, la semaine de 40 heures, les conventions collectives, la retraite des vieux et j'en passe...-, eh bien, ne devrait avoir aucun contact, aucun rapport avec tous ceux qui se tiendraient a sa droite. Ceux-ci seraient

Collection Jean Daniès

systématiquement ignorés, tant sur le plan national, départemental que communal.
A ce propos, comment voulez-vous que des hommes de gauche qui ne sont pas Communistes viennent vers nous avec nos tactiques électorales opportunistes ? De nombreux hommes et femmes de gauche ne peuvent aller au Parti Communiste parce que celui, par son rattachement à Moscou, heurte leur sentiment national français, bien qu'ils soient, par ailleurs, internationalistes. C'est pourquoi le Parti Communiste plafonne à 5 millions de voix depuis un certain nombre d'années, avec certaines fluctuations, d'ailleurs. Ils ne viennent pas non plus chez nous car ils ne comprennent pas et n'admettent pas l'anti-Communisme maladroit de certains de nos camarades, qu'ils considèrent comme une raison de division de la Gauche et ils ne comprennent pas non plus les alliances de certains des nôtres avec les éléments de droite. Je prends l'exemple de notre ami de Marseille - et je m'en excuse - Gaston Defferre.
Eh bien, si notre camarade est maire de Marseille - et je comprends, étant moi-même maire depuis bientôt vingt ans, qu'il y tienne, car la fonction de maire est exaltante et on en retire des satisfactions morales qui vous consolent en partie du désarroi politique actuel que connaissent les démocrates de notre pays - eh bien, si Defferre est le premier magistrat de la grande cité phocéenne, c'est grâce à son alliance avec la Droite.
Ceci explique peut-être en partie - je dis "peut-être" et "en partie"...- l'attitude de nos camarades des Bouches-du-Rhône en ce qui concerne leur contact possible avec les Communistes. Eh bien, pour qu'ils se libèrent de leurs complexes vis à vis de l'extrême gauche, une seule solution : qu'ils deviennent plus puissants que les Communistes et s'ils veulent, je leur en donnerai la recette, qui n'est pas celle de la bouillabaisse politique actuelle qui consiste, en de telles circonstances, à faire alliance avec la Droite, et dans telles autres, à faire alliance avec les Communistes.
Dans ce domaine des rapports avec le Parti Communiste, la fédération du Finistère demande que des contacts soient pris en certaines circonstances - je dis bien "en certaines circonstances" - avec lui. Nous, militants Socialistes, nous sommes plus proches de l'ouvrier Communiste que du bourgeois du MRP et du Parti radical, et surtout, des capitalistes que sont les hommes de droite, et pourtant, nombreux ont été les contacts pris avec les différents partis.
Avoir des contacts, discuter les propositions des uns et des autres, pour nous, ce n'est pas être à la remorque de qui que ce soit.
Dans l'hypothèse que ce parti travailliste verrait le jour, il n'aura certainement pas la majorité, mais il constituera une telle masse que celle-ci fera la balance face au Communisme et nous pourrons discuter d'égal à égal avec eux. Le risque que vous craignez, que nous soyons submergés par l'extrême gauche, disparaîtra, et en nous appuyant sur celle-ci, en attendant des temps meilleurs, des rapports plus étroits, eh bien, dans un avenir que je souhaite proche nous pourrons

gouverner la France, assurer la sauvegarde des droits de la Classe ouvrière, de la démocratie, pour l'instauration du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gino (Aisne).

Gino

Camarades, contrairement à ce que peuvent penser certains, il est hors de doute que c'est l'exposé de notre camarade Georges Guille a fait passer sur ce Congrès un souffle de jeunesse. Je tiens à l'en remercier. Cela a rappelé certaines luttes passées, mais là n'est pas mon propos, je voudrais attirer votre attention sur un seul point du programme - vue l'heure tardive -, le point concernant l'enseignement.
J'aimerais à ce sujet que soit d'ailleurs constituée une Commission sérieuse d'étude, et je m'adresserai par-delà ce Congrès à ceux qui, il fut un temps, constituaient l'élite du Parti, formaient des sections, je veux dire, au personnel enseignant de nos campagnes, qui a oublié maintenant le rôle qu'il avait à jouer et qui, malheureusement, s'imagine avoir fait la révolution quand il a "piqué" trois ou quatre adhérents au Parti Socialiste SFIO pour les faire adhérer au PSU.
(Applaudissements)
En ce qui concerne la réforme de l'enseignement, bien sûr, nous sommes tous d'accord sur la démocratisation de l'enseignement, mais je voudrais que figure aussi en même temps la démocratisation des techniques, des méthodes d'enseignement. Encore aujourd'hui, quand nous voyons des écoles neuves et que nous voyons - c'est un enseignant qui parle, je tiens à vous le préciser - que nous voyons les carreaux des fenêtres passés au blanc pour que les enfants soient totalement coupés de la vie, alors que nous enseignons encore avec des moyens d'il y a cinquante ans et que les techniques modernes permettent d'exalter les enfants en leur donnant le goût de la recherche personnelle et surtout le goût de cette recherche de la vérité qui est notre raison d'être ; nous en sommes encore à utiliser des méthodes qui font que nos enfants deviennent automatiquement des robots à qui on veut inculquer des connaissances, un point c'est tout. On les prépare à des examens, mais on ne les prépare pas à devenir des hommes libres… (applaudissements)… et c'est dans ce domaine que je voudrais que le Parti, mais, prenne la tête d'un vaste mouvement concernant ces réformes des techniques d'enseignement !
Nous sommes un certain nombre à avoir défendu à l'époque Presnay. Je pense que dans ce domaine le Parti devrait affirmer :
Premièrement, qu'il ne devrait pas y avoir plus de vingt-cinq élèves par classe, et que, surtout, dans nos classes, on donne d'abord aux enfants le goût de l'organisation ; c'est facile, dans le domaine de la coopérative scolaire, pourquoi ne pas déjà donner le sens de la responsabilité aux enfants en leur confiant la gérance de leur propre coopérative ?

(Applaudissements)
Ainsi nous les préparerions pour les luttes futures, nous les préparerions à ne pas être des hommes qui acceptent tout ce qu'ils entendent sans réfléchir, et croyez-moi, c'est peut-être pour l'avenir de notre jeunesse le plus sûr moyen de faire demain un grand parti Socialiste !
(Applaudissements)

Le président - Séance demain matin à neuf heures : Président, Albert Gazier ; assesseurs : Thibaut, Parmentier, Coha et Geoffroy.
Séance demain à neuf heures. Nous avons plusieurs orateurs à entendre et notre camarade Guy Mollet doit prendre la parole à la fin du débat, le débat devant prendre fin demain matin.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
54ème congrès national des 30, 31 mai, 1er et 2 juin 1963, Issy-les-Moulineaux

Séance du samedi 1er juin 1963 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence d'Albert Gazier, assisté de :
Thibault (Loiret), Parmentier(Meurthe-et-Moselle), Gohard (Maine-et-Loire), Geoffrey (Jura).

Le président (Albert Gazier)
Camarades, la séance est ouverte. Je donne la parole à notre camarade Guinot de la fédération de la Marne.

Guinot (Marne)
Mes chers camarades, tout d'abord, au nom de la fédération de la Marne, je suis heureux de signaler au Congrès qu'une expérience très intéressante de Congrès interfédéral a été faite, en préparation du Congrès national. Nous nous mettons à la disposition des camarades qui seraient intéressés par cette expérience.
Je voudrais ensuite répondre en quelques mots à Goupie (?) : la question n'est pas de savoir s'il est indispensable que la France ait une bombe atomique, une force de dissuasion, pour utiliser les termes consacrés, la question est celle-ci : si la France a cette force de frappe, personne ne pourra empêcher que d'autres nations, y compris l'Egypte de Nasser et l'Algérie de Ben Bella d'avoir aussi une bombe à elles.
Alors qu'en ce moment la paix du monde est entre les mains de deux Grands, qui hésiteront, l'un et l'autre, à appuyer sur le bouton, si plusieurs nations, et particulièrement de ces petites nations belliqueuses qui se cherchent

Collection Fondation Jean-Jaurès

actuellement, disposent de cette force, qui vous dira qu'un jour elles ne déclencheront pas le conflit ?
Et c'est dans ce domaine que nous devons marquer notre opposition la plus formelle et farouche à la force de frappe que prétend nous imposer le Président de la République.
Ce qui a fait notre force dans le Parti, ce qui nous a amenés, nous, de cette génération, au Parti, quelques-uns le rappelaient utilement à cette tribune, c'est notre combat pour la paix. Eh bien ! camarades, il faut le reprendre, et le reprendre avec toute notre énergie, toutes nos forces, il faut refaire des affiches avec les Croix de Bois, avec "Plus jamais ça !", et, croyez-moi, peut-être ainsi pourrons-nous attirer à nous quelques jeunes, en leur donnant la peur d'un conflit monstrueux et nucléaire.
Je voudrais aussi ajouter quelques choses pour certains camarades. Je suis un paysan, c'est pourquoi je vais prendre une référence paysanne : les vaches qui sont dans nos pâtures vont toujours chercher à l'extérieur l'herbe, derrière le grillage, elle leur semble meilleure. Eh bien, camarades, dans notre Parti, il existe des camarades qui veulent aller chercher ailleurs ce qu'ils ont sur place, et qui s'imaginent que parce que des hommes, à l'extérieur du Parti, utilisent ce mot magnifique de "Socialistes", ils sont plus Socialistes que nous. C'est contre cet état d'esprit que je voudrais lutter, et je vous signale également que bien souvent on a personnalisé le Parti en disant : "C'est le Parti de Guy Mollet". Ce n'est pas vrai, c'est le Parti Socialiste qui a à sa tête un camarade que le Parti a désigné pour le représenter et prendre certaines responsabilités. Il faudrait aussi que cela se sache.
Pour terminer, je voudrais vous faire part de quelques réflexions qui ont été approuvées, débattues à ce Congrès régional de la Marne et de l'Aisne.
Camarades, il va falloir poser nettement la question à nos camarades syndicalistes, particulièrement à FO, de savoir s'ils vont continuer à s'enfermer dans leur Charte d'Amiens et refuser de s'intégrer à un parti politique quel qu'il soit. Car, tout de même, nos camarades nous font rire. Je me souviens que lorsqu'il y avait des ministres Socialistes, ils assiégeaient les ministères pour demander quelque chose, et alors, ils savaient bien nous trouver, mais ils refusent maintenant, sous je ne sais quels prétextes plus ou moins fallacieux d'indépendance du syndicalisme, de répondre à nos questions.
Voilà une question qu'il va falloir leur poser nettement, et nous saurons enfin si nous pouvons les rassembler avec nous ou s'ils sont tout simplement indépendants. Je vous livre ces quelques réflexions, et, mes chers camarades, je cède la parole à l'orateur suivant.

Le président - La parole est à Piffard, de la Nièvre et après lui à Notebart.

Piffard (Nièvre)

Mes camarades, je veux profiter de ce Congrès, au moment du débat sur l'action du Parti, pour vous adresser un appel. Je devrais d'ailleurs dire plutôt : réitérer un appel, car, en fait, en novembre 1961, le Secrétariat adressait à tous les Secrétaires fédéraux une circulaire qui commençait par ces termes :

"Votre Parti ne saurait continuer de se désintéresser complètement, ou presque, de l'action familiale et laisser en ce domaine toute l'initiative et tous les postes de responsabilités aux confessionnels".

"Qu'on le veuille ou non, les organismes familiaux jouent un rôle de plus en plus important dans l'élaboration de la politique sociale du Pays, tant sur le plan national que départemental, et les intérêts de la famille sont de plus en plus pris en considération par les pouvoirs publics.

Il faut le dire, cet appel, et les efforts de camarades qui l'ont suivi, n'ont pas rencontré les échos qu'ils méritaient. Est-ce que l'action familiale n'aurait pas sa place dans la marche vers le Socialisme ? C'est pourtant un secteur de vie sociale où notre absence est préjudiciable à notre rayonnement.

Car, voyez-vous, la bourgeoisie détient là l'un de ses derniers bastions, et les cléricaux n'y sont pas absents, mais, vous le savez, ils y pratiquent un esprit d'assistance, de paternalisme, de moralisme, et nous pourrons bien ajouter, de classe et de monopole, car, en fait, ils défendent un type de société bourgeois.

En sommes-nous encore à la conception de la société au moment de la Révolution française, qui disait :

"La Société est un agglomérat d'individus et toutes les forces intermédiaires (dont la famille) qui font écran entre l'Etat et l'individu doivent disparaître".

Non, je ne pense pas que nous en soyons encore là, car j'ai tout de même l'impression que le Parti a dépassé cette conception. Je n'en veux pour preuve qu'on n'a pas oublié la famille dans notre programme fondamental, où nous disons : "A la famille, le droit à l'existence et à l'évolution, dans le respect de la personnalité des individus qui la composent".

Ou encore, au Congrès du Parti de 1961, dans la motion sur l'Ecole, la Famille, la Jeunesse, nous disions : "Persuadé qu'il n'est de personne épanouie et vraiment humaine que si elle plonge ses racines dans le milieu familial, le Parti entend ne sacrifier, ni la famille à l'individu, ni l'individu à la famille".

Oui, nous avons raison de prendre conscience de cette réalité, car, on peut le dire, la première moitié du XXème siècle a redécouvert la famille. Et je suis d'accord avec Chombard de Lauwe qui nous dit :

"Toute conception statique de la famille considérée comme un refuge, une garantie de stabilité ou d'ordre social, est aujourd'hui périmée".

Que de chemin parcouru depuis 1789 !

La déclaration des Droits de l'homme et du Citoyen de 1948 a fait un grand pas par rapport à celle de 1789. Nous avons inscrit la place de la famille dans le préambule de la Constitution de 1946. Nous avons vu l'expérience du Parti

Fondation Jean Jaurès

Communiste, pardon, des pays Communistes, et le chemin parcouru par le Russie depuis 1936 dans ce domaine.
Nous sommes maintenant en présence de toute une législation sociale. La notion de revenu évolue. La famille est devenue une unité consommatrice et usagère de plus en plus importante. Il y a une prise de conscience de plus en plus importante en ce qui la concerne, sur le plan et social et économique.
En effet, que de chemin parcouru depuis la fin du 19ème siècle :
- l'emprise de l'Etat de plus en plus importante,
- l'évolution du social,
- les exigences sociales sur le revenu, la santé, les loisirs.
Dans le monde moderne où nous virons, le foyer reçoit aujourd'hui sa part sociale. Et il faut que nous affirmions qu'il en découle pour lui des responsabilités, une participation nécessaire à la vie en société, des possibilités de plus en plus grandes de participer à la vie collective.
Ainsi, la famille, comme la société, évolue, et son évolution est liée à la montée vers la démocratie.
Mais, pour cela, il ne faut pas qu'elle reste un instrument entre les mains des paternalistes et des cléricaux.
Pourtant, on peut dire que depuis 1939, ils ont été à peu près les seuls à se préoccuper d'elle sur le plan social. En effet, depuis le Code de la famille et la création des Associations familiales, en 1939, il y a eu, par la loi de décembre 1942, sous Pétain, la création d'un Corps familial à caractère unique ; et si l'ordonnance du 3 mars 1945, de MM. Billoux et Prigent, a reconnu le pluralisme à la base, elle a laissé entre les mains de l'UNAF le maintien du caractère unique.
Voyez-vous, nous sommes un certain nombre de militants familiaux, dans ce pays, qui ont participé à l'action familiale, dans le cadre de l'Union nationale des Associations familiales, mais nous représentions plus particulièrement le milieu populaire, et nous n'avons pas pu continuer de rester avec eux, parce qu'en définitive la promotion des plus petits ne pouvait pas se faire. Et nous avons été amenés, en 1949, à les quitter, pour créer un corps familial populaire et ouvrier dans ce pays pour défendre un type de société qui a à faire le Socialisme.
Aujourd'hui, pour nous, l'UNAF ne représente plus grand' chose, bien qu'une certaine ordonnance lui donne 0,3% des prestations familiales pour faire vivre encore quelques petites administrations dans les départements.
Nous voulons, par notre action, changer l'ordonnance de 1945, pour que chaque type d'organisation puisse garder son originalité et son expression sur le plan national.
Voyez-vous, il existe maintenant dans le pays tout un mouvement familial, dans le milieu populaire et ouvrier. Ce mouvement familial a permis la promotion d'un plus grand nombre, et a fait un bout de chemin vers la recherche d'un syndicalisme d'usagers et de consommateurs.
Et nous, aujourd'hui, que faisons-nous ?

Collection Jean-Jaurès

C’est pour moi une grande souffrance de voir peu de camarades engagés dans ce domaine, alors que certains sont encore engagés dans les Unions départementales d'associations familiales.
Je crois que nous rencontrons là une action extrêmement intéressante, qui peut aller vers un mouvement de synthèse sur le plan des usagers et des consommateurs.
Je voudrais simplement citer la Charte qui définit par l'exemple l'action d'une de ces confédérations :
"En tant que représentants d'une communauté naturelle, les organisations familiales distinctes, mais à côté des syndicats, des partis politiques, sont parties composantes de notre nation. Elles ne peuvent ni s'en isoler (pour se contenter d'un rôle mineur), ni en être évincées.
"Ce sont ces diverses organisations, créées et animées par les milieux populaires, qui doivent, chacune à leur place et ensemble, œuvrer à l’avènement d'une économie planifiée au service des besoins, d'une économie qui cesse d'être régentée par la notion de profit, comme c'est actuellement le cas, pour être seulement au service de l'intérêt général, d'une économie qui soit fondée sur la valeur et les droits du travail et de la personnalité humaine, en évinçant totalement le pouvoir de l'argent. Cette économie a un nom : c'est l'ECONOMIE SOCIALISTE.
Et ces camarades concluent en disant :
"Notre Confédération se définit aussi comme laïque. Respectant la liberté de conscience et des religions, elle ne lie pas sa doctrine et son action à une métaphysique." Notre objet est donc de prendre clairement position en faveur de l'économie Socialiste qui s'oppose au capitalisme."
Et il y a encore des camarades qui vont militer dans des organisations bourgeoises, alors que, comme vous venez de le voir, il y a dans ce pays des associations familiales qui militent pour l’avènement du Socialisme !
Voyez-vous, si je suis venu à cette tribune, c’est pour faire une proposition.
Il m'apparait que dans le Parti, avec toutes les Associations de coopération, de consommateurs, d'Orgeco, des Foyers Léo Lagrange, nous pouvons réaliser, nous aussi, un véritable syndicalisme de consommateurs et d'usagers, pour défendre une économie des besoins.
Oui, il faut que, l'occasion nous en est donnée, nous montrions ce que peut être une véritable action familiale vue dans le sens des usagers et consommateurs.
Ce que d'autres ont été capables de faire, j'ai la certitude que nous pouvons le faire.
Voyez-vous, nous pouvons, là, apporter une véritable expérience, car c'est une occasion de former les hommes et les femmes de ce pays à la démocratie. Croyons aux couches réelles, et qu'on leur donne des responsabilités à leur taille. Nous sommes en présence d'une civilisation qui, pour nous, doit être une civilisation de la responsabilité. Et pour la réalisation d'un type de société que nous voulons il faut préparer les hommes et les structures de demain.

Oui, je l'affirme, le foyer est un relai nécessaire à la démocratie. Nous, nous y croyons à la démocratie, et pas seulement au suffrage, à la totalisation de voix le jour de certains votes, mais à la démocratie vraie, dans l'action de tous les jours et pour la promotion des hommes et des femmes.
Je lance un appel particulier, et je me mets à la disposition du Parti pour qu'ensemble nous essayions de voir ce que nous pourrions réaliser sur le plan que je viens de dire. Le Secrétariat vous fixera dans la journée pour une rencontre que nous pourrions avoir avec tous les camarades qui pourraient être intéressés par ce problème. Car, voyez-vous, il faut que nous essayions, une fois pour toutes, de définir notre action dans ce domaine. Il n'est pas tolérable que nous continuions à être la caution d'un certain mouvement familial bourgeois. Si nous le voulons nous pouvons réaliser un puissant mouvement d'action, d'éducation et de promotion des consommateurs et des usagers. Nous donnerons au pays un véritable syndicalisme de foyers consommateurs et usagers, car la vraie démocratie, c'est celle qui permet la promotion du plus grand nombre pour que vive le Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Notebart.

Arthur Notebart

Je ne serai pas très long, ayant envisagé d'intervenir sur trois questions différentes :
- La première question, c'est pour défendre l'amendement que vous avez dans les rapports concernant un programme d'action à proposer à Force Ouvrière et la constitution d'une organisation permanente d'action commune,
Cet amendement n'avait été retenu, dans le Comité directeur, par aucun de ses membres, c'est pourquoi je vous indique au départ que la fédération du Nord, unanime, a bien voulu me faire, non seulement l'honneur, mais a bien voulu accepter de prendre à son compte cet amendement.
Pourquoi cet amendement ?
Parce que l'on parle, au travers du rapport sur la tactique, de "rassemblement de la Gauche démocratique, des centrales syndicales libres"... cela commence à l'article 18 et va jusqu'à 20, qui déclare : "Cependant, les contacts avec ces dirigeants syndicaux et politiques doivent être maintenus et renouvelés pour rechercher les bases d'une action commune de la Gauche, voire un programme commun pour une première étape dans l'action".
Je pense qu'il est plus facile de rassembler d'abord ceux qui nous sont proches, je pense aussi qu'il devrait être plus facile de rassembler, autour du Parti, ceux qui se prétendent souvent des amis - et qui le sont dans leur majorité -, et je crois qu'il serait bon que le Parti Socialiste, d'une part, et que le Mouvement syndical libre, d'autre part, démontrent, devant l'opinion publique, leur volonté de travailler en commun, de collaborer à rassembler les travailleurs sur une plate-

Collection Jean Bruhat

forme d'action tactique, dont les résultats sont plus que connus à l'avance. Il suffirait de prendre l'exemple du Parti Socialiste belge pour s'apercevoir, non seulement de l'utilité, mais des résultats excellents qu'a obtenu leur comité d'action commune, de se rappeler également des positions d'avant-guerre, de constater, d'une façon très simple, que chaque fois qu'il y a un échec de FO, dans la presse en général cela se traduit par des échecs Socialistes, et qu'il serait bon et normal d'appuyer et renforcer nos camarades du Mouvement syndical.

Je n'éprouve pas le besoin de m'étendre plus là-dessus, je crois que la question est assez claire et mériterait d'être retenue par la Commission des résolutions pour figurer dans la résolution finale.

La deuxième observation que je voudrais faire au Congrès, c'est qu'après avoir entendu Francis Leenhardt nous parler de la tactique électorale, je voudrais rappeler ceci au Congrès et demander une précision au Secrétariat général :

Il est exact qu'à l'occasion de chaque consultation électorale, quelle qu'elle soit, le Parti se réunit toujours en Congrès national ou en Conseil national ayant pouvoir de Congrès pour définir sa tactique électorale ; dans l'intervalle de la tactique électorale nouvelle à définie, je pense qu'il est normal d'affirmer que la dernière tactique électorale qui a été décidée au Congrès national de septembre 1962 reste valable, et j'en prends pour preuve que le Conseil national, le 16 décembre, a approuvé l'action des organismes directeurs du Parti depuis la dernière réunion.

Et je pose cette simple question a Guy Mollet : je pense que dans ce domaine la tactique électorale du Parti est à l'heure actuelle celle des dernières élections: assurer partout la défaite des partisans de l'UNR, et en même temps de ses complices.

J'en arrive à quelques remarques :

Approuvant pleinement les articles 29, 30, 31, 32, 34, et notamment 35, il m'est facile de développer, après d'autres, les raisons qui ont fait que, partisan, d'une part, d'un regroupement le plus large possible des démocrates, nous voulons aussi que le problème du Parti Communiste posé, qu'il soit posé, et nous voulons mettre le Parti Communiste devant ses responsabilités, à savoir - pour parler clair - : s'il veut "refaire le coup" du vote contre Guy Mollet dans son gouvernement de 1957, ou s'il a réfléchi, s'il ne considère pas aujourd'hui qu'il vaut mieux maintenant maintenir éventuellement les Socialistes au pouvoir pour nous éviter les opérations de mai 1968.

Je voudrais dire aux camarades qui viennent parfois nous dire qu'il est dommage de voir qu'il appartiendra au PC de se déterminer par rapport à notre propre mouvement sans que nous ayons à son endroit la moindre faiblesse ou timidité, qu'il appartiendra, aussi aux autres, et pas seulement aux Communistes, a ceux qui se targuent d'être des hommes de gauche, à ceux qui se targuent d'être des radicaux Socialistes ou des républicains bon teint, à ceux que quelques-uns veulent faire entrer dans la grande famille Socialiste, il leur appartiendra de savoir s'ils désirent nous laisser dans l'éventualité d'un succès possible de la

Gauche avec comme seul appui le PC ou nous laisser porter seuls les responsabilités d'un échec.
A quelques amis qui viennent nous dire le regret de ces alliances électorales de la fin de 1963, et qui en auraient certainement souhaité d'autres, je leur demande de vouloir se poser cette question : est-ce que cela a été un drame de conscience pour quelques-uns de ces républicains de préférer voter UNR plutôt que Socialistes ? Vous ne croyez pas que quand on parle de ces républicains de gauche, de ces hommes, qu'il faudrait peut-être essayer d'examiner d'un peu plus près quelle a été leur attitude depuis les élections dernières ? Est-ce que vous ne pensez pas qu'il faudrait nous tourner attentivement vers le vote d'investiture de M. Pompidou, vers le Cour de sûreté de l'Etat, vers le budget, vers la dernière attitude du MRP il y a quelque temps, et de considérer que, dans ce domaine, s'il y a des républicains dans le sens du mot, ils ne sont pas dans le sens des faits ?
Je voudrais, pour ma part, préciser - après Guille - que nous devons avoir un seul objectif : battre l'UNR partout, et son chef le Général De Gaulle, tout faire pour en débarrasser le pays, et donner à ce pays une meilleure connaissance de la vie républicaine.
Il est un autre combat qui n'est pas moins important, c'est le combat de l'unité de la classe ouvrière. C'est pourquoi, dans les articles 29 à 35, il en est un qui, à mes yeux, revêt une importance primordiale, c'est le 39, qui déclare que les problèmes de nos rapports avec le PC doivent être pleinement clarifiés.
Ils doivent l'être, parce que de nombreux jeunes ne connaissent pas l'histoire du mouvement ouvrier, parce qu'il y a de nombreuses femmes dans la vie électorale, et qu'il faut préciser ce qui nous différencie des Communistes ; il faut essayer de dégeler l'opinion publique.
Je suis effrayé quand j'entends des camarades dire : c'est fini, c'est terminé, s'il ne sort rien de ce Congrès on n'aura plus qu'à disparaître ; il faut absolument se rénover, et le Parti a besoin d'un sang neuf !
Il aurait besoin d'un sang neuf, et d'un sang démocratique. Si le Parti est malade, eh bien j'ai l'impression qu'il ne manque pas de docteurs, et même de rebouteux, mais l'on me permettra d'être étonné de la médecine qu'on recommande, cette médecine étant le scepticisme !
Il faudrait raviver, ranimer, en ouvrant les fenêtres vers l'extérieur, pour démontrer aux démocrates de gauche qu'ils peuvent venir dans notre Parti, y venir, au départ, avec des droits différents des nôtres, un sort particulier ; j'ai même trouvé, dans les rapports, l'organisation d'un parti de "sympathisants du Parti", qui aurait pour mission de fournir peut-être des subsides supplémentaires, ce qui fait qu'il y aurait, d'une part, les "cochons de payants", portant les affiches et les tracts, et de l'autre, les patentés, à la façon des supporters des clubs de football ; j'ai l'impression que ceux qui ont rêvé cela feraient bien de ranger au magasin leurs décisions qui ne sont pas sérieuses !

Je voudrais vous dire de faire très attention, quand vous pensez aux entrées par les fenêtres pour apporter un peu d'air, que certains camarades ne sortent pas par les portes, estimant que la maison pou rait peut-être changer de figure !
J'ai écouté et applaudi à la fois Rougeron et Guille, et pour ma part j'aurais pu m'abstenir de monter à cette tribune, estimant que l'un et l'autre ont reproduit fidèlement et d'une façon qui, j'en suis sur, donnerait satisfaction à l'ensemble de nos militants étant dans les sections ouvrières et dans nos fédérations, ce que je pense.
L'appel de Rougeron, appel pathétique, qui m'a fait venir la larme à l'œil, ainsi qu'à quelques camarades dans ce Congrès, un appel sur la raison même du Socialisme, et sur les raisons d'espérer par lui, et le réquisitoire implacable de Georges Guille, dont je le félicite, et en qui j'ai retrouvé le mordant et l'allant des jeunesses d'hier, reflètent ma pensée.
Faut-il en vérité, camarades, pour nous rénover, avoir besoin d'aller explorer les couches voisines pour essayer de nous ramener un sang nouveau qui n'a pas encore éprouvé le besoin de rougir ? Ne croyez-vous pas qu'il faut retourner aux sources, purement et simplement, et essayer de continuer le travail accompli par nos anciens, essayer de nous en montrer dignes ?
C'est pourquoi, dans le domaine des structures, je voudrais dire que deux problèmes ont retenu surtout l'attention de la fédération du Nord dans les propos qu'a tenus Georges Guille.
D'abord l'article 46 et ensuite l'article 38, qui dit que notre prochain Congrès devrait décider de l'ouverture d'une procédure à ce sujet, mais ces deux articles n'ont d'autres objectifs que de jeter en bloc à nos camarades quelques idées et suggestions.
Je ne voudrais pas donner trop d'importance à ce problème, car en vérité nous aurons l'occasion de revoir cela au cours d'un examen particulier concernant les structures, mais ne croyez-vous pas, les uns et les autres, qu'il vaudrait mieux que le Parti se livre d'abord un à examen sérieux de lui-même ?
100 000 adhérents, ironisent nos adversaires, mais cela leur permet d'oublier que l'UNR, à ma connaissance, n'a pas annoncé un nombre d'adhérents plus important lors de ses dernières assises !
100 000 adhérents, oui, mais une étude devrait être faite entre aujourd'hui et hier, entre les tableaux de prises de cartes et de timbres d'aujourd'hui et d'il y a dix ans, et je dois dire à ce sujet que je suis stupéfait, pour ne pas dire mécontent, de voir que certaines fédérations, qui comportent cependant dans leur sein des candidats élus municipaux, cantonaux ou nationaux, ont une situation anormale, et je suis étonné que dans ce domaine des camarades passent beaucoup plus de temps à se préoccuper de l'organisation d'un Congrès national, pour y faire certaines interventions, qu'à se préoccuper de l'organisation des sections et de la vie des fédérations, ce qui, en quelques mois, nous permettrait de rectifier sérieusement la position du Parti ! En vérité, c'est par là qu'il faut commencer à œuvrer. Il faut nous battre avec les ouvriers, et éviter que nos

camarades élus deviennent demain des fonctionnaires municipaux, départementaux ou nationaux ; il faut qu'ils restent des militants Socialistes, décidés à se battre et à organiser le Parti.
(Applaudissements)
Etre les meilleurs partout devrait être la règle d'or du Parti.
J'ai entendu un camarade, il y a un instant, nous parler des associations familiales. Camarades, est-il besoin d'une décision de Congrès, d'une résolution, pour rappeler à un membre du Parti que chaque fois qu'il est membre d'une organisation, quelle qu'elle soit, son devoir est de militer et d'essayer de paraître comme étant le meilleur pour en faire profiter sa section, et par là même le Parti ?
C'est la première chose qu'il faudrait faire, et vous me permettrez de faire un rappel du passé du militant que je suis. S'il y a des camarades qui estiment que la vie d'une section n'a pas d'importance, moi je pense le contraire, car j'ai vingt six ans de direction, au poste de secrétaire, de la section Socialiste du Nord, troisième de la fédération depuis cinquante ans. En vingt six ans, j'ai toujours pensé que le meilleur des mandats que j'ai pu obtenir de la confiance de mes camarades, c'était le mandat de secrétaire de section ! Et c'est la raison pour laquelle, dans certains coins, le Parti ne recule pas, mais progresse !
Je voudrais terminer en disant que les innovateurs, les rénovateurs, les révolutionnaires de ce Congrès et des circonstances, croyez-moi, ils sont d'abord avec nous.
Acceptons de nous battre, restons unis, battons-nous car le Parti, n'est-il pas vrai, s'il a perdu de-ci de-là des adhérents ou des électeurs, ce n'est pas à cause d'une maladie générale, c'est plutôt parfois à cause d'une maladie locale !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Muller.

Muller

Camarades, les difficultés que nous éprouvons actuellement à définir l'orientation future de notre Parti découlent aussi paradoxal que cela puisse paraître, du succès de notre action passée !
Je ne ferai donc pas le bilan des réalisations sociales à inscrire à l'actif du Parti Socialiste, et, je souligne, section Française de l'Internationale Ouvrière, terme qui, paraît-il, aux yeux de certains est dépassé. J'aurai l'occasion tout à l'heure d'y revenir.
Nous avons les uns et les autres, depuis toujours, mené un combat, défini une politique, qui, si elle pouvait paraître faite de compromis, n'en était pas moins pour autant marquée du souci constant de l'amélioration de la condition humaine.
Nous avons toujours réussi à faire admettre par toujours plus de citoyens et de citoyennes de ce pays des convictions qu'hier encore ils condamnaient, ils

Fondation Jean Jaurès

combattaient, et c'est parce qu'aujourd'hui on réussit dans notre tâche que nous devrions aller à Canossa ?
Alors, non, camarades, tel ne peut pas être le but de notre discussion d'aujourd'hui. Bien sûr, nous pourrions nous plaindre de ne pas avoir trouvé à travers le pays l'audience que notre Parti méritait au vu de son action passée. Force nous est de constater que les nuances de pensée ont, jusqu'à ce jour, incité plutôt aux scissions qu'aux rassemblement, et que l'instabilité découlant d'une telle situation a failli nous coûter non pas une République, mais la République tout court !
Dire qu'aujourd'hui tout danger est écarté serait méconnaître les réalités, aussi, camarades, devons-nous nous définir en fonction de ce danger.
La lutte pour la défense de la démocratie, de la liberté, peut encore entraîner les masses de ce pays, mais à une seule condition, c'est qu'elle apparaisse sans compromission possible l'enjeu pour l'ensemble des démocrates de ce pays, et que ceux-ci arrivent à s'imposer une certaine discipline, sans laquelle le combat serait vain.
Bien des camarades évoquaient l'action tardive menée en vue de la création d'un Front Républicain ou du Cartel des Non. Action tardive, d'accord, psychologiquement mauvaise puisque se faisant en vue d'élections et n'étant pas, de par ce fait, admise par l'électorat de ce pays, mais ce qui était vrai hier, camarades, avant les élections, ne devrait-il plus l'être aujourd'hui ? Est-ce l'évolution du régime de la politique pratiquée par une majorité parlementaire ne nécessiterait plus l'action unie de tous les démocrates ?
Camarades, je crois que nous sommes tous d'accord pour penser qu'il faut, plus que jamais, préparer la relève, constituer la force capable de vouloir l'assurer, si nous voulons avoir quelque chance de créer le mouvement capable de mettre fin à l'expérience actuelle.
Je l'ai dit à d'autres occasions, et je le redis, la force de ceux qui se trouvent actuellement à la direction des affaires publiques ne veut que par nos propres faiblesses.
Ce que le peuple de France craint, c'est tout d'abord le vide. Il en a peur, et les déclarations d'intention de dernière heure ne peuvent compenser la crainte d'un retour en arrière.
Le problème qui se pose donc à nous, le seul, c'est de savoir comment nous arriverons à combler ce vide, qui est et restera encore longtemps la préoccupation essentielle de la majorité des Français.
C'est là que nos vues deviennent quelque peu divergentes.
Pesons un peu les chances de succès des différentes alternatives qui peuvent être envisagées.
Celle qui aura la préférence du Congrès, j'en suis convaincu, c'est celle qui consisterait à faire de notre Parti la force capable d'appliquer un programme Socialiste. Je ne pense pas que nous puissions rêver une telle possibilité dans les

années à venir, même si nous devions réussir à regrouper tous les démocrates Socialistes, comme le préconisait Brutelle hier.
Engager la discussion avec les hommes représentant les diverses tendances de la Gauche, en vue de les attirer vers le Parti ? Je veux bien, mais ne vous faites pas trop d'illusions, le succès d'une telle action ne peut être que limité dans ses effets, car ce que nous pourrions gagner d'un coté pourrait fort bien être perdu de l'autre, si les autres Partis devaient employer la même tactique que nous, chercher à faire le regroupement autour de leur propre formation.
Le regroupement des démocrates Socialistes, si souhaitable que cela paraisse, ne suffira donc pas à combler le vide auquel je faisais allusion tout à l'heure.
Vient alors à l'idée de rechercher le soutien des Communistes, pour pouvoir appliquer une politique Socialiste. Bien sur, nous dit-on, il ne s'agit pas de contrat, ce serait à eux, le moment venu, de se définir et de prendre leurs responsabilités. D'ailleurs, ceci paraît d'autant plus plausible qu'on assiste actuellement à une évolution au sein du PC qui devrait permettre d'envisager une telle éventualité.
Admettons un moment qu'un gouvernement Socialiste soit possible avec le soutien Communiste ; je pense que notre premier souci serait de déclarer, une fois de plus, notre attachement aux droits de l'homme et du citoyen, à la politique européenne, notre fidélité au pacte atlantique, aux libertés individuelles, sur lesquelles nous n'avons cessé et ne cesserons de nous battre.
Croyez-vous pouvoir compter sur l'appui du Parti Communiste pour appliquer une politique qui n'a fait que susciter les critiques acerbes des dirigeants du monde Communiste ? Ne seriez-vous pas amenés à composer sur des questions qui nous paraissent, à nous, essentielles pour la survie de la démocratie ?
Camarades, et la j'ouvre une parenthèse, je reviens d'un voyage à Berlin, et j'ai visité le mur de partage des deux Berlin, ce mur édifié contre nature qui, s'il fallait apporter la preuve de ce que représente la liberté des peuples disposer d'eux-mêmes aux yeux des Communistes, devrait donner à penser à ceux qui, au nom de je ne sais quel gauchisme, seraient prêts à envisager une action de telle nature !
Que penseraient ceux qui se battent aux avant-postes pour la défense des libertés, d'un parti Socialiste qui se compromettrait avec ceux qui ont accepté Budapest, et qui aujourd'hui approuvent l'inhumain partage d'une ville, semant ainsi le désarroi dans les foyers divisés ?
Pour nous, camarades, la liberté doit être une et indivisible ; elle reste notre préoccupation première, sans elle la vie n'a plus aucun sens, et, si on devait en douter, il n'y aurait qu'à prendre des contacts au-delà, du mur de Berlin !
C'est à ce principe, je pense, qu'en tout premier lieu nous devons rester fidèles, si nous voulons garde notre raison d'être.
Bien sur, ces millions d'hommes et de femmes qui votent Communistes ne sont pas responsables de ces excès, et c'est parce que je le sais que je ne peux m'empêcher de penser qu'un jour ils se détourneront de leurs dirigeants pour

venir grossir les rangs de ceux à qui ils doivent de ne pas partager le sort de ceux qui se lamentent derrière le mur de la désolation de Berlin-Est.
Ayant mis en doute la possibilité de représenter à nous seuls la force nécessaire pour mener une action gouvernementale, ayant rejeté l'alternative d'un soutien Communiste dans les conditions actuelles, je me rends compte que j'aboutirais sur le néant, s'il n'y avait cette dernière alternative d'un regroupement à longue échéance de tous les partis républicains qui sont prêts à envisager une action commune.
Là encore, nous nous heurtons à des divergences, les uns pensant, par un changement de sigle, pouvoir attirer les inorganisés, les indécis, les autres faisant un pas supplémentaire sur la voie de la fusion de certaines formations politiques existantes.
J'ai cru déceler hier, chez certains de nos camarades, une certaine hésitation à conserver le sigle SFIO, soulignant les faiblesses, pour ne pas dire les contradictions de l'Internationale Socialiste, pour chercher à démontrer que l'on pouvait se passer d'une telle dénomination.
Je pense, là encore, que ce n'est pas le moment, à l'heure où l'on parle d'unification européenne, de cacher la vocation universelle du Socialisme.
(Applaudissements)
Je pense, au contraire, qu'il s'agit de donner sa pleine mesure à cette Internationale Socialiste, qui doit jouer un rôle déterminant, j'en suis convaincu, et de tout premier ordre dans la construction européenne à laquelle nous sommes tant attachés.
Mais, me direz-vous, ceci débouche sur quoi, sinon sur un repli sur nous-mêmes que tu paraissais tenté de rejeter comme étant une impasse ? Oui, dans la mesure où c'est un aboutissement, et non un commencement. Je m'explique.
Je pense que la création d'une formation nouvelle, d'un regroupement des forces démocratiques, est moins une question de sigle que d'un état d'esprit.
Dire que les dirigeants des partis en cause soient prêts à l'heure qu'il est de faire le pas décisif pour la formation d'un grand parti de gauche, groupant tous ceux qui sont prêts à mener le combat pour la défense des institutions républicaines, pour l'expansion européenne - indispensable d'ailleurs pour l'équilibre du monde - serait se leurrer. Des controverses récentes, des écarts de langage regrettables en font foi.
Il n'en reste pas moins qu'à, la base se manifeste dans tous les Partis une tendance de plus en plus poussée, et ceci surtout chez les jeunes, à l'unification.
Si nous voulons mener à bien une telle tâche, avec quelques chances de succès, il faut que nous préparions dès maintenant nos adhérents, de part et d'autre des frontières, à partir à l'action commune pour atteindre certains objectifs.
En un mot, il faut que nous cherchions à créer cet état d'esprit d'interdépendance qui nous permettra un jour d'aboutir à une grande formation démocratique et Socialiste, dont la dénomination serait alors à trouver d'un commun accord.
Voilà pour le but, camarades.

Fondation Jean Jaurès

Quant aux moyens, pour l'atteindre, je pense que dans un premier temps un système confédéral permettant à chaque membre de garder sa personnalité propre tout en l'associant à la recherche de solutions communes pour des objectifs bien définis, pourrait provoquer le rapprochement indispensable d'hommes s'ignorant trop souvent, mais connaissent leurs qualités respectives, et bien sûr, quant à leurs défauts, sont plutôt enclins à les exagérer.
Voilà, camarades, la contribution que j'ai tenu à apporter à ce débat. Il doit déboucher sur une position claire, compréhensible pour tout le monde, nous ne devons pas nous cantonner dans l'inaction. Il faut que le Parti Socialiste prenne, une fois de plus, l'initiative de l'action ! De cette action qui, si vous voulez conserver toutes les chances de la démocratie, doit être à même d'entrainer la jeunesse qui monte, et qui ne sait plus quoi faire des subtilités du langage politique.
C'est l'action, camarades, qu'elle attend de nous. Tâchons de ne pas la décevoir. (Applaudissements)

Le président - La parole est à Fajardie ensuite à Quillot.

Fajardie

Camarades, le passé nous a légué un patrimoine Socialiste d'une telle densité que quiconque voudrait l'oublier se renierait lui-même.
C'est ce patrimoine qui nous a amenés à ce Parti, et quand nous parlons de renouveau, croyez bien qu'aucun de nous ne remet un seul instant eu cause cette fidélité. Adapter, voyez-vous, camarades, pour nous cela ne veut pas dire détruire. C'est rendre notre outil plus efficace. Oui, nous voulons nous aussi entretenir la flamme, et nous voulons tâcher de faire en sorte qu'elle éclaire le temps présent !
Eh bien, camarades, il suffit d'ouvrir les journaux, en ce temps des Congrès, pour constater que le thème "jeunesse" s'impose comme une réalité déterminante, à tous les partis, que 800 000 jeunes atteignent leurs 18 ans chaque année ; que deux électeurs sur cinq auront en 1970 moins de 35 ans. Voici deux constatations qui, même dans les formations les plus conservatrices, ne passent pas inaperçues. A plus forte raison justifient-elles une réflexion approfondie de la part de notre Parti Socialiste, qui par excellence est révolutionnaire et donc tourné vers l'avenir.
Il ne saurait évidemment être question, et il convient de le souligner dès l'abord, de sacrifier à une mode ou de participer à la création d'un mythe. Il s'agit d'analyser lucidement la situation, de dire clairement ce que nous voulons, et de nous en donner dans toute la mesure du possible les moyens.
La France a cessé d'être le pays vieux qu'elle fut naguère pour devenir au contraire un pays jeune, en pleine ascension démographique. Les progrès scientifiques et techniques ont créé des besoins nouveaux, et un nouveau type

Fondation Jean Jaurès

d'homme dont le visage a été déjà dessiné à cette tribune est en train de surgir de cette sorte de révolution humaine qui s'accomplit.
Dans ce contexte, notre situation à nous, les Socialistes, n'est pas différente de celle des autres, mais nous devons la voir telle qu'elle est, nous devons avoir clairement conscience du vieillissement de notre Parti, non pas peut-être que la moyenne d'âge de nos adhérents soit beaucoup plus élevée qu'il y a une trentaine d'années, mais il y a depuis un tel rajeunissement, en France, qu'en fin de compte notre pyramide des âges tend à être l'inverse de celle du pays.
Nous n'attirons plus guère la jeunesse, et dans le même temps des options nettement politiques sont prises par des organismes tels que l'UNEF, le CNJA, voire même le Centre des Jeunes Patrons.
Nous voulons restaurer la démocratie en France, bâtir l'Europe, aller vers des transformations de caractère Socialiste en assurant à l'homme la maitrise d'un progrès matériel fulgurant qui doit demeurer son service et non l'asservir.
Eh bien, camarades, rien ne sera possible sans les jeunes générations, et pour les gagner, il faut que nous ayons prise réellement sur cette fraction engagée qui, parmi la jeunesse, comme d'ailleurs parmi l'ensemble des citoyens, ne dépassera sûrement pas les 10% de l'ensemble, mais qui pourtant, par son dynamisme, doit entrainer la masse et par ses choix modeler la société de demain.
Comment y parvenir :
D'abord en transformant nos méthodes. Le Temps n'est plus où nous pouvions présenter ex cathedra notre doctrine. Nous vivons sous le signe du concret, et 1936 qui présentait encore le souvenir d'une sorte de kermesse heureuse pour le gamin que j'étais ne représente plus rien de tangible pour le jeune de 1963 sauf au chapitre de son manuel d'histoire s'il a la chance d'être un lycéen.
Nous vivons aussi sous le signe de l'amélioration du confort matériel et des permanences bourrées de souvenirs, même garnies d'affiches jaunies ou de chaises bancales n'attireront plus jamais des filles et des garçons dont le cadre habituel comporte l'installation moderne, publications luxueuses et poste de télévision.
Nous vivons sous le signe de la revendication, il nous faut offrir du concret aux jeunes générations, leur donner des tâches à remplir, les rendre pour une partie aussi large que possible responsables de leur destin ; leur offrir dans le cadre de la fédération nationale Léo Lagrange les maisons de jeunes qui doivent aujourd'hui, dans l'œuvre des maires Socialistes, prendre le relais des réalisations telles que les HLM ou les bourses scolaires, comme une marque évidente de l'avant-garde du progrès.
Mais cet effort, pour rendre plus efficace notre approche de l'homme de 1963, avec sa mentalité et ses préoccupations, ne saurait se situer en dehors d'un programme qui, par ses enchaînements, par son style, réponde à sa démarche d'investigation des problèmes, à la tonalité selon laquelle il les sent. Autrement dit, ce serait aller à contre courant de la psychologie que de vouloir se borner à réaffirmer de grands principes qu'aucun de nous, bien sûr, n'imagine de remettre

en cause, et à partir desquels seraient tirés des thèmes éventuels d'action. Chez un garçon ou une fille de 20 ans, le mouvement de la pensée est neuf ; on veut de l'immédiat, du solide, passez-moi l'expression, on veut être payé cash !
Pourquoi alors ne pas proposer quelques éléments très concrets de programme, en évitant la terminologie abstraite qui sonne creux à l'oreille des jeunes générations. Au travers du thème général qui figure si heureusement dans cette salle, au moment de notre Congrès, celui de l'égalité des chances, il est aussi possible de se faire entendre par une jeunesse déçue et inquiète, qui ne demande qu'à avoir des raisons d'espérer.
Oui, camarades, c'est autour de l'égalité des chances qu'il faut créer l'enthousiasme parmi les jeunes générations ; qu'il faut les amener à retrouver ce Socialisme auquel nous aussi nous croyons de tout notre cœur, de toute notre raison, comme y ont cru et continuent à y croire nos ainés.
Egalité des chances dans le domaine économique, il n'est pas possible que dure ce scandale d'un immense accroissement de la richesse du capitalisme qui s'efforce de tromper les jeunes travailleurs en leur concédant un mieux-être qui correspond en fait à un appauvrissement. Il n'est plus possible que les jeunes générations acceptent, même sous la forme de l'attrape-nigaud gaulliste de l'association, d'être les producteurs sans être pleinement les gestionnaires, il faut que des perspectives s'ouvrent pour cette jeune génération de paysans qui attachent moins d'importance à la propriété qu'à la gestion responsable.
Il faut que nous sachions répondre à la grande tentation des jeunes générations qui rêvent d'une politique d'aménagement du territoire, brisant nos structures imaginées il y a un siècle et demi, et qui renouvelle ce pays à partir des réalités, des franchises communales et des économies régionales.
Egalité des chances dans le domaine social, il n'est pas d'obstacle sérieux à la généralisation de la quatrième semaine de congé payé, il n'est pas de raison valable de ne pas accorder une cinquième semaine de congé payé et des stages culturels et syndicaux pour les jeunes travailleurs.
Il faut s'attacher à une politique réelle d'émancipation féminine indispensable ; permettre à chacun, par un effort considérablement accru sur le plan de la promotion du travail, non seulement d'améliorer ses connaissances et sa situation personnelle, mais d'accéder aux plus nettes responsabilités en fonction de leur seul mérite.
Egalité des chances dans le domaine de l'enseignement. Rien n'est plus urgent qu'une véritable réforme démocratique de l'enseignement, qui assure la gratuité des études et les ouvre également à tous, quelle que soit la situation de fortune des parents.
Dans cette perspective, il est clair que s'imposent notamment l'extension de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, ainsi que le présalaire aux étudiants.
Égalité des cannes dans le domaine de l'équipement, un plan logement tenant largement compte de l'accroissement du nombre des jeunes ménages, des étudiants qui ne veillent plus être confinés dans des cités universitaires, est l'un

des éléments essentiels d'un programme de progrès. La création d'une caisse nationale de crédit permettrait de venir à bout d'une forme d'exploitation doublement scandaleuse, parce qu'elle contribue à l'enrichissement du capitalisme et parce qu'elle émousse la combativité des jeunes travailleurs esclaves de la traite qu'ils doivent payer à la fin du mois, en échange d'améliorations matérielles de la vie familiale qui leurs sont vendues au prix fort.
Égalité des chances dans le domaine des loisirs. L'importance accrue, et bientôt dominante du problème des loisirs est l'un des traits essentiels de notre époque. Je ne veux pas revenir longuement sur ce problème déjà évoqué par Pierre Mauroy à cette tribune, mais qui dit loisirs dit vacances, et je voudrais souligner qu'il ne suffit pas que le droit aux vacances soit attribué dans des textes, il faut que chacun ait les moyens de l'exercer. Ce droit aujourd'hui encore, la majorité - 52% - des travailleurs ne peut pas l'exercer.
C'est pourquoi s'impose la création d'un fonds national vacances dont le Congrès récent de la fédération Léo Lagrange a eu raison de souligner la nécessaire réalisation. Ce fonds pourrait être alimenté par une cotisation sur les salaires, supportée en grande partie par les employeurs et dans une bien plus faible Partie par les salariés, à l'image de ce qui est pratiqué actuellement par le Fonds national chômeurs, et qui serait géré par les utilisateurs groupés au sein de tous les organismes intéressés par le développement du tourisme social et des loisirs.
Voyez-vous, camarades, mettre à l'étude une réglementation stricte de l'héritage, assurer la réforme démocratique de l'enseignement, et surtout peut-être lancer ces deux idées de caisse nationale de crédit et de fonds national vacances, voilà, je crois, quelques thèmes qui parleraient aux jeunes générations qui montent.
Camarades, il me reste à dire un mot de nos structures qui doivent elles aussi être adaptées à notre temps.
Le parti ne peut pas demeurer figé ; dans un monde dominé par la diversion et par la spécialisation, sa tâche essentielle est sans doute d'être le grand laboratoire d'idées d'où les militants rayonneront, en se retrouvant régulièrement pour faire le point et aller de l'avant.
Il nous faut un journal hebdomadaire qui assure la liaison avec chaque militant.
Il nous faut, dans le cadre de nos moyens hélas réduits, faire une place importante, aussi importante que possible, pour l'éducation. Il faut que soit poursuivie cette expérience des conférences régionales ouvrières et agricoles dont le succès démontre qu'elles sont le cadre à la fois géographique et spécialisé qui correspond aux nécessites présentes.
Et surtout, camarades, il est indispensable que des structures de base plus souples permettent à chaque adhérent la plus grande efficacité. Les exemples sont nombreux des réunions de sections de 20 h 30 désertées, victimes d'un confort familial, que nous avons avec raison voulu, alors que des camarades réunis dans une section d'entreprise accepteraient volontiers de se retrouver un moment à la sortie du travail. Il est notamment en milieu étudiant des jeunes qui hésitent à se joindre à la section du lieu de leur domicile où ils se sentiraient

isolés, mais qui viendraient à une section universitaire où ils se retrouveraient entre eux.
Plus que jamais, camarades, notre organisation de la jeunesse Socialiste est indispensable. Plus que jamais des préoccupations propres aux jeunes générations surgissent, parce qu'elles ont besoin d'un cadre qui leur soit propre pour s'affirmer. Mais pourquoi ces sections de jeunes, en plus de leur appartenance à la jeunesse Socialiste, ne constitueraient-elles pas des sections du Parti ? Je ne sous-estime pas le problème ainsi posé. Mais après mûre réflexion, j'ai la conviction que des jeunes trouveraient ainsi en nous cette confiance dont parlait Léon Blum. "Jeunes gens, disait-il, ayez confiance dans la tâche que le sort vous destine, n'ayez pas peur de la hardiesse, elle vaut mieux aujourd'hui que la prudence timorée; n'ayez pas peur de l'inexpérience, elle vaut mieux que la sagesse routinière, tatillonne. N'ayez pas peur de vous donner aux grandes causes, de vous sacrifier aux grandes causes, vous y trouverez votre satisfaction. Car vous vous apercevrez, à mesure que vous avancerez dans la vie, que les conditions du bonheur personnel coïncident profondément avec l'accomplissement du devoir collectif."
Car il est clair, camarades, que notre problème numéro un, notre souci numéro un, c'est de conquérir la jeunesse. Certes, les regroupements avec des éléments issus des formations existantes sont souhaitables, nécessaires ; certes nous appelons de nos vœux la création de liens entre le syndicalisme libre, la coopération, la mutualité et les démocrates Socialistes que nous sommes.
Mais, camarades, ce qui assurera notre Parti, l'élan indispensable à un grand parti moderne, c'est l'adhésion d'un très grand nombre de jeunes. C'est à cela, camarades, que nous devons travailler en priorité. C'est cela qu'un groupe de camarades tous âgés de moins de 35 ans, tous responsables ou anciens responsables de la jeunesse Socialiste, ont voulu vous dire dans le texte que Pierre Mauroy et moi-même avons remis pour Points de vue et Controverses.
Les éléments engagés ou soucieux d'engagement des jeunes générations ont conscience de ce que l'avenir de la Gauche démocratique passe par le Parti Socialiste. Dans cette jeunesse qui devra demain avoir à 18 ans la plénitude de ses droits civiques, un grand espoir s'est levé à la veille de notre Congrès national. Tandis que la révolte gronde chez les étudiants Communistes, contre l'appareil stalinien de leur Parti, de jeunes militants étudiants qui nous ont naguère quittés pour le PSU s'interrogent, et cherchent un chemin vers le Socialisme qu'ils puissent parcourir avec nous. De jeunes Catholiques disent leur inquiétude devant l'orientation du MRP et tiennent sur les problèmes concrets un langage somme toute proche du nôtre. De jeunes Catholiques disent leur inquiétude au sein des jeunes agriculteurs, et s'affirment sur des thèses économiques qui nous sont familières. Des jeunes encore inorganisés sentent aujourd'hui la nécessité de l'engagement politique, et se tournent vers nous.

Ils pensent Socialiste, ils n'ont qu'un pas à faire pour nous rejoindre, gardons-nous, camarades, de laisser subsister un mur qu'ils ne sauraient pas franchir entre eux et nous !
Ce qui est à craindre, voyez-vous, par dessus tout, c'est la retombée lourde de déception qui suivrait ce Congrès si nous n'affirmions pas clairement une ferme volonté de renouveau, une chance immense s'offre à nous aujourd'hui ; elle est très limitée dans le temps. Il nous appartient de savoir la saisir au vol. Bientôt, camarades, je crains qu'il ne soit trop tard !
J'en ai terminé, et je vais conclure par où j'ai commencé, il ne saurait y avoir entre nous une sorte de querelle des anciens et des modernes. Nous ne serons pas, ni les uns ni les autres, les acteurs de ce jeu là.
Pour aller de l'avant, le Parti a besoin de la sagesse de ses ainés, mais il a aussi besoin de jeunes en prise directe sur une mentalité nouvelle, et ces jeunes là ont besoin aussi de la confiance des ainés.
Alors, camarades, c'est tous ensemble que dès ce Congrès nous allons faire de notre Parti largement ouvert à tous ceux qui se veulent Socialistes, le grand Parti de l'espérance.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Quillot.

Quillot

Que nous le voulions ou non, camarades, ce Congrès est placé sous le signe de la rénovation et du regroupement.
Je de sais bien, et je le comprends, que ce langage peut choquer certains ; et en un sens je comprends Georges Guille s'inquiétant de ce qu'il appelait notre fureur de rénovation.
Sans doute, si toute la France était à l'image heureuse de l'Aude où nos camarades détiennent l'essentiel de la représentation cantonale et la totalité de la représentation parlementaire, le problème du pouvoir serait-il d'ores et déjà résolu. Sans doute, si la France était seulement à l'image de nos bastions du Nord ou du Pas-de-Calais, ou des Bouches-du-Rhône, le problème du regroupement ne se poserait-il plus puisqu'aussi bien il ne resterait plus guère que la Droite aux multiples visages, le Parti Communiste et notre propre Parti.
Hélas, à côté de ces forteresses, il existe ce que j'appellerai des pays sous-développés du Socialisme, à l'Est, à l'Ouest, au Centre, et même dans la région parisienne. Là il n'est pas inutile que les efforts de tous les Socialistes se conjuguent pour briser cette dialectique qui renforce les extrêmes, et qui, si l'on en croyait M. Malraux, ne laisserait en présence que le Parti Communiste et le Néo gaullisme.
J'entends bien que certains nous disent : "Attendons, ceux qui nous ont quittés pour le PSU reviendront !"

Fondation Jean-Jaurès

Je voudrais dire tout de suite que ces retours par petits paquets ne me satisfont guère. Il ne s'agit pas seulement de reconquérir quelques anciens camarades qu'on retrouverait assagis par une expérience amère, il s'agit tout à la fois d'accueillir tous les spécialistes militants, tous les syndicalistes qui ont conscience de l'interférence des problèmes syndicaux et politiques et qui veulent les régler dans une perspective Socialiste, il s'agit enfin de tous ces inorganisés que les divisions de la Gauche découragent et qui voient ainsi une impuissance et, comme le rappelait pas mal de nos camarades, de tous ces jeunes, non parce qu'ils ont 20 ans aujourd'hui mais parce qu'ils en auront 30 dans dix ans et que c'est eux qui continueront notre entreprise et que sans eux, vous en êtes bien d'accord, rien ne sera possible. Or, la jeunesse n'a pas de souvenirs, elle réagit au seul présent et s'il nous faut lui enseigner le passé, nous devons préparer l'avenir à son contact.

Sans doute, faut-il que nous allions à elle pour qu'elle vienne à nous, mais cela ne suffit pas car, à notre expérience quotidienne, Fleury nous le rappelait hier, nous l'appelons et elle ne viendra à nous que si, dans le miroir que nous lui tendons, elle reconnaît son propre visage.

Loin de moi l'idée d'affirmer que la jeunesse manque d'idéal ; elle s'ennuie le plus souvent faute qu'on lui propose un idéal à sa mesure. Mais n'attendez pas qu'elle adopte notre langage, elle ne nous adoptera que si nous nous adaptons à elle, elle ne nous rejoindra sur nos objectifs que si nous la rejoignons dans ses soucis qui sont d'efficacité autant que de justice, car que lui importe un langage révolutionnaire qui ne passe pas dans les faits ! Peu lui importe une pureté qui ne soit pas dans les faits et les mots comptent moins pour elle que les actes et le programme sans la volonté de l'appliquer ? Le programme et la volonté de l'appliquer l'emportent sur les considérations théoriques.

Lorsque nous parlons de la vieille maison qui nous est chère à nous tous qui sommes depuis longtemps chez elle, elle verrait volontiers dans ce langage un sentimentalisme nostalgique. La Maison où il nous faut l'accueillir doit être, sinon celle de 1970, du moins celle de 1965 et l'on n'est pas de son temps sans quelques efforts d'adaptation.

Comme le rappelait Georges Brutelle en s'appuyant sur l'autorité de Jaurès, notre Parti n'est pas une fin, mais un moyen au service du Socialisme. Aussi, nos méthodes peuvent varier, comme notre tactique et nos structures peuvent être modifiées. L'essentiel est que le but demeure et que nous ne mettions jamais au service d'une cause juste des moyens injustes ou du moins équivoques.

Les textes qui vous sont soumis répondent, en gros, à ces préoccupations et je voudrais, pour ma part, cela a déjà été fait assez longuement, laisser le soin à d'autres d'évoquer les questions de programme ou de tactique.

Pour ma part, seule la réforme du Parti et singulièrement de sa direction compte, question qui ne saurait être séparée, à mon avis, du reste et qui, si elle ne peut être formellement résolue dans ce Congrès peut l'être au moins dans les principes, faute de quoi il risquerait d'y avoir maldonne.

Nous avons accru le nombre des membres du Comité directeur ces dernières années, modifié la fréquence de ses réunions, mais nous n'avons pas songé à assurer régulièrement son renouvellement.
Pourquoi ne pas décider, c'est une simple suggestion, qu'au bout de trois mandats, un membre du Comité directeur devrait se retirer, quitte à se représenter après une éclipse de deux ans ? Rien ne lui interdirait de se consacrer, pendant cet entr'acte, à la Commission d'étude, et rien n'empêcherait une continuité dans la Direction même du Parti, puisque celle-ci pourrait être, ou bien élue par le Congrès, ou choisie hors du Comité directeur, comme les ministres ont toujours pu l'être hors des assemblées.
Mais la pièce essentielle de notre réforme doit être la création d'une véritable direction collective ou collégiale, comme on voudra.
Pourquoi ? Pour trois raisons essentielles.
La première, et je pense que nous sommes tous d'accord là-dessus, c'est que les problèmes et les responsabilités du monde moderne ne sont guère qu'à la mesure d'une équipe et non d'un homme. Qu'on ne voit pas la une contradiction entre cette constatation et la tendance à la personnification du pouvoir signalée par les sociologues.
Il est vrai, d'une part, que l'électeur désire, au jour du scrutin, connaître en même temps que les objectifs qu'ils se proposent, les hommes qui les adaptent. Il suffit d'aller dans les pays voisins, en Allemagne par exemple, pour constater que c'est Brandt contre Adenauer ou Erhardt, qu'en Autriche c'était hier Superman (?) ou son successeur, qu'en Angleterre c'était Gaitskell ou Walson (?) contre Mae Millan, ce qui est une manière de dire toute simple : droite contre gauche, ou conservateurs contre Socialistes. En 1936, d'ailleurs, ça n'est pas nouveau, des foules déjà clamaient leur volonté de changement en scandant : "Blum au pouvoir" ou "Blum à l'action".
La personnification, c'est une chose, la personnalisation en est une autre. Aussi bien, avec Blum, toute une équipe accédait au pouvoir et, à côté de Brandt en Allemagne, on retrouve Adenauer.
On dit que nous avons un Bureau, c'est vrai, mais qui le sait en dehors des militants ?
Il faut donc une équipe responsable qui apparaisse au grand jour, autour de son porte drapeau, qu'on l'appelle comme on voudra, avec ses spécialistes politiques, son Secrétaire à l'organisation, son Secrétaire au programme, par exemple.
Mon second argument, c'est d'éviter que le leader ne serve de bouc émissaire pris isolément. Plus la pointe de la pyramide est effilée et plus il est facile de la décapiter ou de l'émousser.
Les campagnes menées contre notre Secrétaire Général ont si bien réussi, dans certains milieux - alors que d'autres, qui avaient parfois partagé les mêmes responsabilités se sont vues épargnées - que les problèmes de personne embarrassent aujourd'hui les chemins du regroupement et les chemins du recrutement. Une direction réellement collégiale prendrait, à mon avis, le

Secrétariat général moins vulnérable, surtout s'il était décidé que les fonctions de direction sont incompatibles avec des fonctions ministérielles.
Enfin, des textes comme ceux que nous allons voter, vous en conviendrez tous, ne valent que par leur application !
C'est ce que j'appellerai le problème de confiance.
Il ne s'agit pas ici de mettre en doute les mérites ou les intentions, mais dans un domaine où la tactique et les objectifs sont si étroitement imbriqués, comment s'assurer que les textes seront appliqués dans leur plénitude, sinon en mettant à leur exécution quelques-uns des hommes qui les ont conçus, et la question est d'autant plus importante qu'il convient de désarmer plus encore les méfiances extérieures, celles de tous ceux qui nous disent : "Bien sûr, nous sommes d'accord, mais ça n'est jamais que des textes et peut-être, demain, ferez-vous tout autre chose".
Il faut en finir, si j'ose dire, avec ce qui, pour nous n'est peut-être que des subtilités mais que l'opinion a tendance à prendre quelquefois pour de la publicité.
Unanimité, camarades, à ces vertus mais elles comportent un grave risque de confusion. Ainsi, nous sommes tous d'accord pour accueillir aujourd'hui tous les Socialistes, mais il me semble - peut-être me trompé-je - que certains pratiqueront plus volontiers ce que j'appellerai - et je suis de ceux-là - la politique des portes et des fenêtres grandes ouvertes, tandis que d'autres réclameront au contraire les portes et fenêtres closes.
Laissons les mauvais, dit-on, et prenons les bons. C'est une formule que j'ai trouvée dans certains journaux mais que "Le Populaire" n'a pas reprise après le discours de notre camarade Guy Mollet et je pense donc qu'elle n'est peut-être pas exacte ou a été transmise d'une manière impropre. Si je la reprends, c'est parce que je pense que cette formule répond au désir de certains de nos camarades, mais qui distinguera les bons et les mauvais et sur quels critères se basera-t-on ? Nous nous sommes portés des coups, immanquablement, et le bon sera-t-il celui qui ne nous aura pas frappé et qui a seulement tiré sur le voisin, ou que sais-je ? La politique de la patte blanche risque bien, en fait, de bloquer tout regroupement. En tout cas, elle a de fortes chances pour être retenue dans l'opinion pour une attitude de méfiance à laquelle seule la méfiance répondra et qu'objecterez-vous d'ailleurs à ceux qui vous disent : "Je veux bien vous rejoindre, mais non cohabiter avec X ou Y" ? Les exclusives appellent ou renforcent les exclusives.
Alors, il vaut mieux être net. Je souhaite l'unanimité, mais je souhaite plus encore la clarté. Accueillir tous les Socialistes, c'est-à-dire tous ceux qui entendent organiser la Société pour que l'intérêt général y prévale sur les intérêts particuliers, ce n'est pas les recevoir chez nous comme les autres, c'est leur dire : "Vous êtes chez vous et nous allons, ensemble, essayer d'aménager la maison commune, nous allons ensemble la repeindre aux couleurs plus vives, l'agrandir pour que la famille des démocrates Socialistes s'étende jusqu'à atteindre la

majorité des Citoyens, comme cela existe en Scandinavie et peut-être demain en Allemagne". "Un parti n'est pas fait pour diviser, mais pour rassembler ceux qui veulent agir ensemble. Nous apportons en héritage une maison qui a son passé, sa grandeur, nous apportons une doctrine exprimée dans un programme fondamental, qu'on connaît trop peu à l'extérieur, nous apportons des hommes. Tout cela n'est pas à prendre ou à laisser, nous acceptons des accommodements, des sacrifices même s'ils doivent faire progresser notre cause et si nous étions convaincus - ce dont je ne suis pas pleinement convaincu - qu'un changement de sigle servirait mieux le Socialisme, nous y consentirions, comme y ont consenti Jaurès ou Jules Guesde en d'autres temps. Nous examinerons tout ce qui peut apporter plus de force et d'efficacité à une entreprise qui, pour nous, se confond avec la liberté".

C'est ce langage que nous voudrions entendre tenir par le Parti tout entier, c'est un langage qui, s'il était inlassablement répété, pourrait être compris de bien des inorganisés ou des jeunes car alors ceux-là qui refuseraient de l'entendre seraient responsables de la désunion de la Gauche démocratique. Alors nous pourrions répondre en toute sérénité à ceux qui, comme M. Lecanuet, nous accusent de ne penser qu'à notre survie : "Vous ne pensez, vous, qu'à la survie de la démocratie, selon vos propres mots, et c'est pourquoi vous n'êtes pas des nôtres car, pour nous, la démocratie est non seulement à restaurer, mais à parfaire ; nous voulons son épanouissement économique, nous voulons que l'homme, libre politiquement, le soit aussi dans son travail et dans ses loisirs, et c'est pourquoi nous combattons toutes les oppressions nées du capitalisme comme celles qui sont nées du totalitarisme".

Mais, cette distinction faite, nous rêvons de rassembler tous ceux - et ils sont nombreux - qui prétendent partager cette volonté, cet espoir. Qu'ils prennent part, qu'ils prennent place parmi nous, au coude à coude car si, demain, nous réussissions, l'Histoire ne ferait pas de différence entre ceux qui seraient venus du PSU, de la CFTC, des Jeunes agriculteurs ou d'ailleurs et ceux qui n'auraient jamais quitté la SFIO, pas plus qu'elle n'en fit, en d'autres temps, entre Jaurès et Guesde.

Et si nous arrivions à cela, vous savez bien qu'alors beaucoup de choses seront possibles. Il faudra bien que le Parti Communiste, mais alors seulement, se rallie à de tels objectifs ou qu'il s'isole de nouveau ; il faudra bien, aux démocrates Socialistes, qu'ils choisissent entre nous ou les néogaullistes.

Aussi, camarades, ce Congrès doit-il être celui de l'espoir. Le printemps aura été, cette année, long à venir, comme s'il attendait que nous nous décidions. A cette France qui somnole et ronronne encore, il est temps, il est grand temps que nous lui assurions les moissons de l'état.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Thibaud (?).

Thibaud

Camarades, "Nous travaillons pour l'an 2000" déclarait Pierre Mauroy, terminant son rapport sur les problèmes de jeunesse.

Et voilà un mois, dans cette même salle, Guy Mollet, s'adressant aux délégués du Congrès Léo Lagrange, affirmait :

"Vous, les jeunes d'aujourd'hui, avez une lourde tâche, c'est de préparer pour vos enfants, dans 25 ans, une nouvelle civilisation : et ce sera celle des robots ou celle des hommes libres".

Oui, dans vingt-cinq ans, vers les années 1985/1990, le rendez-vous des problèmes techniques, le rendez-vous des problèmes démographiques et, je ne peux pas le masquer, ce rendez-vous sera difficile et dès aujourd'hui il faut le préparer.

Rendez-vous difficile parce que tous les problèmes économiques, tous les problèmes techniques sont devenus extrêmement complexes.

Et peut-être, là, tout de suite, il me faut vous faire part d'une première revendication : c'est la mise en place d'une instruction économique dans l'enseignement, à côté de l'enseignement civique qui, elle aussi, est à revoir et à développer.

Comment, en effet, un citoyen, même ayant poussé ses études jusqu'au baccalauréat, pourrait-il suivre tous les problèmes actuels, économiques et financiers ?

L'économie, depuis que l'Etat s'est introduit dans les activités économiques du pays et depuis que le Socialisme a imposé des réformes sociales, est devenue une branche essentielle dans l'actualité.

Il en est de même des questions sociales.

Or, nous en sommes presque restés à un enseignement napoléonien.

Certes, les programmes d'Histoire ont été un peu élagués de batailles et de traités et l'histoire des hommes d'Etat et des généraux est devenue plus une histoire des civilisations, mais c'est encore très insuffisant.

Il en est de même sur le plan de la géographie qui est par trop physique et pas assez économique.

Des cours d'économie, d'aide sociale, dès les cours primaires, devraient être inclus dans les programmes, car comment, en effet, un Citoyen moyen pourrait-il juger de la situation, faire des choix dans les programmes, s'il n'a aucune notion sur des éléments aussi simples, aussi d'actualité qu'on retrouve dans toute la presse, que ceux ayant trait au budget, au système fiscal, au problème des échanges extérieurs et même au fonctionnement de la Sécurité Sociale ?

Les jeunes, préoccupés des questions techniques et scientifiques, seraient intéressés par un tel enseignement de base. La preuve a été le succès des programmes des cours et les débats organisés par les Etudiants Socialistes sur ces problèmes depuis deux ans.

Il y a un problème lié à celui-ci, c'est celui de la gestion de l'Economie à tous les échelons. Il faut aujourd'hui partout des hommes délégués des organisations

Fondation Jean-Jaurès

syndicales ou culturelles pour participer à la gestion de l'économie et il en faudra de plus en plus.
Or, les seuls gens techniquement capables, sont issus des milieux d'affaires ou bourgeois. Comment s'étonner après cela que, malgré les nationalisations, il n'y souvent rien de changé ! A quelques exceptions près, ce sont les anciens responsables qui sont demeurés à l'intérieur, aux postes de commande.
Aussi, la démocratisation de l'enseignement est-elle une condition indispensable à une véritable démocratie économique et sociale. Tant que les fils d'ouvriers, de petits salariés seront pratiquement exclus de l'Enseignement supérieur, les nationalisations seront détournées pour une large part de leur but.
Ce sont là deux préalables à une réelle transformation en profondeur de la Société, à côté de changements dans les structures.
J'en viens à ces transformations qui sont en cours, sous l'action conjuguée des facteurs démographiques et techniques et européens.
La première série de changements provient de la révolution démographique et le mot "révolution" n'est pas excessif ; c'est quelque chose d'essentiel dans l'Histoire de France et peut-être même pourrait-on dire dans l'Histoire du Monde car c'est la première fois dans le monde qu'une nation inverse le cours de son évolution démographique.
Rappelons-nous la situation d'avant-guerre : une population française qui allait en diminuant ; sans l'apport de l'immigration et selon les études qui ont été faites, vers 1980 la France serait tombée à 24 ou 25 millions cohabitant et, avec le vieillissement, c'en était fini de la civilisation français. Je ne veux pas, ici, analyser toutes les conséquences désastreuses de ce vieillissement, mais on peut dire qu'avec le vieillissement de la population, il y avait un vieillissement de l'économie, une sclérose et la routine.
En 1945, changement : 800 000 naissances au lieu de 500 000 ou moins avant guerre et, la mortalité diminuant, en moyenne par an, c'est un excédent de 300 000 individus en plus que nous enregistrons. Et ce qui est à noter, c'est la continuation de ce mouvement ; en effet, qu'il y ait eu ces 800 000 naissances en 1945 ou 1946, cela n'a rien de surprenant, c'est ce qui se produit toujours par une espèce de phénomène de récupération après les guerres, mais nous assistons à la continuation de ce mouvement de 800 000 naissances depuis vingt ans et il continuera encore pendant de nombreuses années, En effet, à partir de 1965/1966, ce sont les jeunes qui sont nés après 1945 qui vont, à leur tour, fonder des familles et comme ils sont plus nombreux, le volume des natalités se maintiendra. Voici donc pendant vingt-cinq ou trente ans minimum cette arrivée de jeunes qui se maintiendra avec tous les problèmes que cela peut poser sur le plan culturel, social et économique aussi bien que sur le plan de l'emploi.
Vont-ils être pour ou contre ce renouveau démographique ? On pourrait en discuter longuement, je veux simplement ici apporter un argument.
En effet, tant que la population française stagnait, avant-guerre, rien de changé. Maintenant, c'est fini et, comme le disait hier Gaston Defferre, les structures

craquent partout et le monde capitaliste ne pourra pas faire face à toutes les contradictions qui s'accumuleront à la fois sur le plan démographique et technique. Les jeunes générations portent en elles un facteur de révolution parce qu'elles remettent en cause systématiquement ce qui existe, peut-être même d'une manière anarchique, mais il faut des changements.
Oui, il faut profiter de ce remue-ménage démographique pour proposer et opérer des changements de structures, car ils vont de pair ; ce sont les jeunes générations, comme on l'a souvent souligné ici, qui demandent en effet ces transformations.
C'est le CNJA qui, empruntant largement aux Socialistes, a réclamé le contrôle des cumuls, le droit de préemption sur les terres incultes, l'organisation des marchés par les groupements de paysans, et même comme on l'a déjà indiqué, l'abandon partiel du droit de propriété.
L'UNEF s'est battue pour le présalaire, la cogestion, et maintenant pour une politique de construction de logements, avec municipalisation du sol.
Dans les syndicats aussi on retrouve des réformes de structures demandées par les jeunes.
Simple coïncidence entre cette montée de jeunes et le souhait de ces réformes d'inspiration Socialiste où prise de conscience de ces jeunes responsables ?
Peu importe, le fait est là. Parler aux jeunes générations de réformes de structure et sociales les séduit, à condition de leur parler de concret et de technique.
Pourquoi l'UNJA et la JOC ont-ils réussi en milieu agricole ? Parce que le travail a été opéré sur des problèmes concrets, à partir de la technique.
Et je veux ici livrer une réflexion sur le succès de la planification en URSS. Il y a eu, bien sûr, une autorité terrible, cruelle, mise en place, mais je ne suis pas sur que le résultat obtenu n'ait pas été dû aussi au fait que les jeunes russes se sont enthousiasmés pour le plan, pour des résultats chiffrés, de même qu'en Israël, les travaux de construction, de mise en valeur du désert enthousiasment les jeunes, de même dans les pays neufs.
L'esprit pionnier, pourvu qu'il y ait aventure technique, demeure chez les jeunes.
C'est pourquoi je suis persuadé qu'il faut proposer un plan de grands travaux.
Parmi ces travaux, il faut mettre au premier plan de notre programme des réformes de structure qui frappent, qui choquent. Je ne veux ici en citer que quelques unes :
- d'abord des nationalisations.
Nous nous battons pour l'égalité des chances, eh bien la condition première est le transfert à la collectivité des moyens de production quand il y a exploitation de l'homme par l'homme. C'est ce que précise le programme fondamental du Parti.
Un choix de nationalisations est, bien sûr, nécessaire, il n'est pas possible de tout faire d'un seul coup. Comme première étape, on peut dire : les banques d'affaires, la chimie, l'acier, le pétrole, la municipalisation du sol, et aussi l'application des lois de 1936 sur les industries de guerre.

Il est inadmissible que les trusts privés entassent une fortune par milliards sur ces activités de guerre.
Tous les jeunes comprendraient si l'on mettait en avant de telles nationalisations !
Qu'il y ait certains regroupements, je crois que cela est nécessaire, il est inutile de maintenir en place toutes les petites activités, il faudra un certain nombre de réformes pour un regroupement des structures, pour un regroupement des petites exploitations, il n'est pas possible, dans le milieu agricole, par exemple, qu'au dessous d'un certain seuil les petites entreprises demeurent en place, et c'est ce que demande le CNJA, à condition que les terres récupérées profitent à ceux qui veulent faire des exploitations viables et qu'elles ne continuent pas à enrichir les grands domaines.
Il y aura un phénomène inévitable de concentration, et il faut donc préparer les moyens d'une aide et d'un reclassement pour éviter les conséquences sociales, du moins pour les pallier.
Il faut aussi lutter contre les trusts qui sont un danger pour les libertés. Les trusts sont des états dans l'Etat et doivent être un Jour ou l'autre détruits.
Deuxième réforme qui séduit les jeunes : le problème de la région qui a été souvent évoqué.
Pourquoi la région ?
D'abord, parce que sur le plan économique elle semble mieux adaptée que le département qui écartèle les régions naturelles. C'est autour de la région, avec une capitale, pôle de développement économique et culturel que doit être mené l'aménagement du territoire.
La décentralisation a échoué parce que menée sans plan d'ensemble, sans cadre réel, sous forme de saupoudrage industriel, mais il y a aussi deux autres raisons en faveur de la région.
D'abord, l'Europe : au moment où l'espace géographique s'agrandit, le département sera trop petit comme circonscription économique ; il faudra peut-être au-delà des frontières créer de nouvelles régions, je pense, par exemple, qu'une région pourrait être faite entre la vallée du Rhin entre les Vosges et la Forêt noire. Ce n'est qu'un exemple.
Raison politique enfin : créer une région gérée démocratiquement, bien sûr, comme les Länder allemands, ce serait le moyen de réaliser une vieille revendication Socialiste, à savoir la fin du centralisme et la disparition des pouvoirs exorbitants des préfets.
(Applaudissements)
D'ailleurs, la région n'est pas obligée d'avoir une grande taille, les régions, il peut y en avoir de toutes les tailles et une région peut être un port avec son arrière pays comme Hambourg, ou cela peut être un département assez peuplé et d'une richesse économique suffisante.
Troisième question qui pourrait intéresser les jeunes, et là je rejoins le problème évoqué hier matin par Jeannette Brutelle, le travail féminin.

Fondation Jean Jaurès

Il faudra s'y intéresser, savoir comment ce problème qui est essentiel, puisque, on l'a souligné, 53% du corps électoral est composé de femmes, peut être résolu.
Un camarade a dit que ce pourcentage le rendait pessimiste. Pourquoi ? Je peux vous citer un fait récent :
À Genève, où l'on vient d'accorder le vote aux femmes, le Parti Socialiste est devenu le premier Parti, ses sièges passant de 17 à 25.
Or, je ne crois pas que la structure sociale, économique d'une ville comme Genève soit très différente d'une ville comme nous en avons en France. Non, il ne faut pas être pessimistes, et on peut, je crois, en faisant un travail de propagande vers le milieu féminin, aboutir à des résultats, comme ceux que nos camarades suisses ont obtenus.
On a un léger retard en France, les femmes s'intègrent moins dans l'économie que dans les pays étrangers, mais c'est parce qu'on n'a pas résolu certaines revendications des femmes.
Il faudrait que les femmes puissent travailler à mi-temps, avoir ainsi un peu plus de liberté et pouvoir participer à la gestion de l'économie.
Autre réforme, il faudrait aussi - car elle intéresse tous les jeunes - résoudre le problème du sport et celui des vacances.
Il faut parler dans nos programmes de ces revendications qui intéressent notre jeunesse ; quand on fait des sondages dans la presse sur ce que les jeunes lisent ou écoutent à la radio ou à la télévision, on est frappé de constater que ce sont les reportages sportifs ou les reportages de plein air, ou les aventures qui viennent au premier plan. Bien sûr, il peut être regrettable que les jeunes s'intéressent d'abord au sport ou à ces activités plutôt qu'à la politique, mais il faut partir de ce qui existe et il y a là une politique Socialiste du sport à mener. Actuellement, on assiste à la politique des vedettes et du prestige, alors que les stades manquent par milliers dans les campagnes, dans les villes et dans les usines.
Les revendications précises, tout à l'heure, Fajardy en a précisé quelques-unes :
C'est le fonds national vacances, c'est l'octroi d'une semaine de vacances supplémentaire aux jeunes de moins de 25 ans, c'est l'octroi d'un deuxième billet de congés payés, comme avait essayer de faire adopter le gouvernement Socialiste avant mai 1958.
On pourrait multiplier ces revendications, trouver d'autres exemples qui pourraient accrocher les jeunes sur ces problèmes économiques.
Mais, ces jeunes qui veulent des réformes, qui veulent du concret, sont prêts à s'intéresser plus encore au Socialisme devant l'échec du Pouvoir et de l'UNR, en face de leurs problèmes. Quelques exemples :
Les logements : 310 000 construits en 1962, moins qu'en 1959, et en 1963, le résultat sera catastrophique : peut-être moins de 300 000, alors qu'il en faudrait 500 000 en 1965 et 700 000 en 1970.
La réforme des circuits de distribution : après les pitreries de Missoffe, tout a été arrêté, on ne parle plus des Halles, de La villette.

Les grands travaux : il n'y en a aucun, ou s'il y en a, ils se font sous forme d'emprunts, ou ce sont des autoroutes mais à péage.
Les industries et les régions en crise se multiplient, rien n'est fait. Pour les constructions navales, les cuirs, les textiles, les mines de charbon ou de fer, et dans tous ces secteurs une grave crise se développe.
Les investissements progressent deux fois moins qu'avant 1958, et en 1963 le total des investissements sera inférieur à celui de 1962.
Enfin, comme le soulignait le rapport de la Cour des comptes, 40% des crédits scolaires sont restés inutilisés l'an dernier, ce qui est un véritable scandale, alors que l'on sait qu'ils ne sont pas suffisants pour la construction indispensable.
Il y a donc une propagande à mener, il faut dénoncer les échecs, les scandales du Pouvoir, en mettant en avant certaines réformes de structures Socialistes.
Oui, le Socialisme est devant nous et nous avons beaucoup à faire, et actuellement on pourrait dire, pour reprendre une formule ancienne, que les jeunes, dans la nation, ne sont pas des citoyens à part entière - je sais que cela va faire frémir Guille -, on pourrait dire que les jeunes sont sur le bord de la route, ils font un peu "du stop", mais malheureusement le Pouvoir ne fait pas attention à eux.
Or, il faut répondre à leur appel, leur parler de réformes précises, de réformes de structures. Il faut leur parler peut-être aussi avec courage et leur dire - c'est peut-être un reproche que je ferai aux jeunes - qu'ils doivent savoir se reposer et savoir se détendre.
Oui, je crois qu'il faut parler aussi aux jeunes de poésie et de retour à la nature. Les jeunes partent sur les routes, veulent battre des records, font le plus possible de kilomètres, mais ne savent plus regarder autour d'eux. Je sais que c'est la civilisation technique qui veut cela, mais il faut que les jeunes aussi, à côté du tumulte de la ville et de toutes ses fatigues, sachent de nouveau vivre dans le calme et retourner à la nature.
Au fond, et je voudrais terminer là-dessus, il faut construire un Socialisme à la taille de l'homme, et reprenant des vers de Giono dans "Que ma joie demeure", je dirai :
"Celui qui n'a pas respiré l'odeur des châtaigniers en fleurs par un jour de printemps, ne sait pas ce que c'est que la vie".
Oui, il faut parler technique, mais aussi sports, plein air et poésie.
Les jeunes sont épris de technique, mais sont toujours, au fond d'eux-mêmes, romantiques. Je crois que ce sera là notre tâche, et je le répète : construire un Socialisme à la taille de l'homme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Albert Gazier.

Albert Gazier

Chers camarades, le 54ème Congrès du Parti suscite, c'est évident, un plus grand intérêt que les précédents, il a soulevé dans beaucoup de milieux beaucoup d'espoir. Tout le monde sait, même ceux qui nous condamnent, même ceux qui nous détestent, qu'il n'y a pas d'union de la Gauche démocratique possible sans le Parti Socialiste SFIO parce qu'il est une force politique importante, parce qu'il détient des postes considérables, parce que son influence électorale est en France du même ordre de grandeur que celle du Parti Nenni en Italie.

Or, cette union de la Gauche démocratique est indispensable, indispensable pour éviter les pires aventures sous de Gaulle et après de Gaulle.

Pourquoi depuis cinq ans aucun progrès notable n'a-t-il été accompli dans cette direction ? Cela tient pour une part à des raisons qui nous sont extérieures, qui ne dépendent pas de nous, mais cela dépend aussi de raisons qui nous sont internes, qui dépendent de nous, et c'est de celles-là que je voudrais surtout parler maintenant.

On l'a dit, on l'a répété, c'est vrai que depuis un demi siècle d'immenses progrès ont été accomplis dans le sens du Socialisme. La propriété capitaliste a subi de nombreuses limitations, pour survivre le capitalisme a dû se résigner à des transformations profondes, subir la Sécurité Sociale, un début de planification, tout en essayant bien entendu de les détourner à son profit, et dans l'ordre des relations humaines il est certain que les discriminations entre classes, sexes ou races ont tendance à diminuer malgré de fortes résistances.

Il est certain aussi que jamais autant de gens ne s'affirment Socialistes, et parmi ceux-là il y en a beaucoup qui le sont réellement.

Pourtant, une grande partie de l'opinion établit une distinction entre le Socialisme et le Parti Socialiste, il n'a pas toujours été construit de liens étroits entre les succès des idées Socialistes et notre action à nous, Socialistes. On se fait de nous - c'est désagréable à constater, mais je crois qu'il faut en avoir conscience - l'idée en grande partie injuste d'une formation à la fois sectaire dans sa doctrine, et opportuniste dans ses actes.

Or, on est toujours un peu responsable de l'idée fausse que l'on se fait de nous.

Ce diagnostic est contenu dans les motions qui vous sont soumises par la quasi totalité du Comité directeur, et les remèdes y sont apportés.

Georges Guille a eu raison de bien distinguer nettement entre les trois phases de l'action qui vous est proposée, et Christian Pineau a bien fait nier de montrer qu'entre ces trois phases, il y a un ordre chronologique, que le méconnaitre est dénaturer totalement notre action.

La première de ces phases, c'est l'effort pour le regroupement des Socialistes, bien sûr, nous devons réaffirmer que nous sommes Socialistes, ne chercher à atténuer en rien ce qui nous sépare vraiment des Communistes, des Centristes ou des Droitiers, nous devons le faire sous la forme la plus claire possible, la plus adaptée possible aux mentalités modernes.

Je vais prendre une comparaison dans un ordre un peu différent, mais le grand succès qu'une religion comme l'islam a remporté et continue de remporter dans le monde vient de ce qu'elle ne comporte pas une métaphysique compliquée ; qu'elle ne prêche pas une morale subtile, que la profession de foi qu'elle demande tient en quelques mots, et que les obligations qu'elle impose sont peu nombreuses et extrêmement simples.

Pour savoir si quelqu'un est vraiment Socialiste, il faut lui poser des questions très simples. Il ne faut pas faire comme dans une section d'autrefois dans laquelle on demandait à un nouvel adhérent ce qu'il pensait de la théorie de la valeur, de Karl Marx. Le Socialisme peut se définir simplement : les hommes naissent libres et égaux en droit. Le Socialisme doit créer les conditions politiques, économiques et sociales de l'égalité des chances et de la liberté des individus. Il veut assurer une protection minimale à ceux qui ne seront pas en mesure de profiter des chances qui leur sont offertes.

Il veut organiser la paix. Il est convaincu que le régime capitaliste, par son existence même, est incompatible avec ces objectifs, et qu'il doit disparaître.

Enfin, le Parti Socialiste repousse tous moyens d'action qui ne soient pas en harmonie avec les buts prévus.

Tous ceux qui répondent par un accord à des formules simples comme celles-ci, nous devons les considérer comme membres de la grande famille Socialiste.

On dira peut-être : c'est déjà trop, c'est encore trop, il y a encore trop de philosophie politique, de vues à long terme. Les hommes et les femmes d'aujourd'hui veulent uniquement du concret, des réalisations immédiates, qu'on leur parle seulement de pouvoir d'achat, d'emploi, de décentralisation régionale, de loisirs.

Dans la mesure où ce sentiment existe, je crois qu'il ne faut pas en exagérer l'importance. Est-il durable ? L'expérience ne cesse de démontrer tous les jours que les revendications immédiates ne peuvent pas être durablement satisfaites sans des vues à long terme, sans des réformes de structures, sans un programme d'avenir, toutes choses qui s'inscrivent nécessairement dans une doctrine commune. Et puis je ne crois pas que ce sentiment soit aussi complètement répandu qu'on le prétend.

Je voudrais livrer à une courte méditation une déclaration qui n'émane pas d'un des nôtres, et loin de là : il s'agit du chef du Parti Communiste italien qui déclarait récemment dans un interview : "nous avons gagné les élections - il exagère un peu - parce que nous avons présenté au peuple à la fois des revendications économiques et sociales, et des revendications concernant son accès à la direction de la société."

En bien je crois qu'il faut réfléchir à cette appréciation de la situation présente.

Il est d'ailleurs facile de montrer que les besoins essentiels ressentis par les populations ne peuvent pas être satisfaits, pour beaucoup d'entre eux, dans le cadre du régime capitaliste, en respectant les règles du profit, de la rentabilité et du jeu du marché. Cela a toujours été vrai dans certains domaines, pour la

défense nationale, pour l'enseignement, cela l'est devenu à l'évidence pour la santé, et cela le deviendra fatalement parce c'est déjà nécessaire pour des secteurs de plus en plus nombreux comme le logement, comme les loisirs. Et jamais le mouvement inverse de besoins satisfaits actuellement dans le domaine public se retournant sur les lois du marché ne pourra être constaté.
Alors il nous faut nous adapter à cela. J'ai un jour écrit un peu rapidement : "adapter notre doctrine"; en réalité il s'agit davantage d'adapter la présentation de notre doctrine. Mais cela, il faut le faire.
Je voudrais donner un exemple. Tout récemment, faisant une réunion d'étudiants dans la région parisienne, j'assistais dans la première partie de la séance à la présentation d'un film du Parti ; je crois qu'il s'appelle "La nouvelle vague". Ce film était excellent au moment où il a été conçu, à l'heure actuelle il ne passe plus. Il ne fait pas de la propagande, il fait de la contre propagande, parce qu'il dépeint le capitalisme sous une forme naïve qui était peut-être vraie il y a 15 ans ; il le dépeint comme entrainant fatalement des crises économiques de plus en plus fortes, un chômage plus étendu ; il en fait une caricature, et il est évident qu'il ne faut pas continuer à répéter un certain nombre d'affirmations qui ne mettent pas en cause l'essentiel de notre doctrine, qui ont été vraies au moment où elles ont été construites, mais dépassées par l'évolution universelle.
(Applaudissements)
Les Socialistes sont nombreux hors du Parti Socialiste. Ils sont prêts à y entrer. Ils existent dans d'autres formes d'organisations politiques ; il y a des Socialistes réels au Parti Communiste, et qui ne sont entraînés par lui que parce qu'ils n'aperçoivent pas encore d'autres formations susceptibles de leur donner davantage de satisfactions. Il y en a dans les organisations professionnelles de toutes sortes, et dans les associations qui ne sont ni professionnelles ni politiques.
Le point le plus important qui puisse sortir de ce Congrès est la décision de contacts systématiquement organisés, de dialogues, de colloques, de discussions, avec tous ceux qui se réclament de la démocratie politique, pour examiner avec ceux-ci quelles sont les dispositions que nous devons prendre pour leur faciliter l'entrée dans notre famille. Et puis ensuite, au vu du résultat de ces enquêtes, du recensement de ces aspirations, alors, nous prendrons en pleine connaissance de cause et avec toute notre responsabilité, nos décisions.
C'est une tâche longue, difficile. Il ne faut pas être trop impatients, il ne faut pas dire, si dans trois mois elle n'aboutit pas : "Alors, il n'y a rien à faire dans cette direction". Pendant 5 ans aucun progrès n'a été enregistré ; il sera long de bouger les masses encore endormies et qui sont hibernées par la propagande gaulliste. Mais de toute manière ce temps ne sera pas perdu.
Néanmoins le succès est conditionné par une condition impérieuse : nous devons convaincre que, ce regroupement, nous le voulons, que nous sommes prêts à consentir à beaucoup d'ajustements et de réformes pour le permettre, et surtout

que ce n'est pas une simple opération tactique pour les attirer et pour finalement leur demander un ralliement pur et simple à un parti totalement inchangé.
Cette condition me paraît tellement importante que j'y reviendrai dans la deuxième partie de mon exposé.
Nous devons dire aussi très fermement et très clairement qu'il n'est pas possible d'exiger de nous des reniements, qu'il n'est pas possible d'exiger de nous que nous condamnions une politique passée, dont la responsabilité est celle du Parti Socialiste tout entier, qu'il n'est pas possible que nous consentions à des sacrifices humains dans des conditions humiliante.
Nous ne pouvons pas laisser condamner des hommes pour des attitudes qui ont été approuvées par le Parti, approuvées par l'unanimité du Parti... (applaudissements)... approuvés même par une majorité du Parti, nous ne pouvons même pas les laisser condamner sur des attitudes approuvées par une majorité dont nous ne faisions pas partie, ce qui est vrai depuis mai 1958.
Bien sûr, nous sommes décidés - et cela est la règle normale de la démocratie - à apprécier les organismes dirigeants sur la manière dont sera remplie la mission qui leur est confiée par nos différents Congrès.
La deuxième étape, qui suit le regroupement - qui le suit, qui ne l'accompagne pas - est la coalition des démocrates sur un programme qui doit remplir cette double condition de marquer un pas important vers notre objectif Socialiste, et en même temps qui puisse être accepté par des réformateurs qui ne sont pas Socialistes. La liste en est très facile à établir, l'important est ce que disait Gaston Defferre, ce programme doit être limité, mais il doit être conçu de telle manière qu'aucune infraction à ses obligations ne peut être admise, il devrait même être accompagné d'un calendrier précis de réalisations et d'un contrôle des réalisations qu'il contient.
La leçon du passé est très claire. L'ère des coalitions purement défensives, ne réalisant rien, mais cherchant uniquement à éviter des dangers, est close, parce que l'expérience montre qu'en ne réalisant pas on n'évite pas les dangers que l'on cherchera combattre.
La troisième phase, Pineau a marqué qu'elle suivait les autres, la troisième phase est la suivante : la coalition - si les deux premières phases réussissent - faite, avec son programme, avec son gouvernement, alors, il se posera pour le Parti Communiste la question que tous savez.
Pour ma part, je suis pleinement d'accord avec Jacquet, il est évident que l'on dénature totalement sa pensée si l'on ne place pas ses déclarations dans la troisième phase de notre action, car c'est cette place qui lui donne tout son sens.
Mais sans l'appui des masses Communistes, camarades, que peut faire la Gauche ? Elle est fatalement vouée à se tourner alors vers des compléments de droite et à défigurer son programme et son action.
Et, d'autre part, la Gauche démocratique ne veut pas de cette sorte d'antichambre à la démocratie populaire.

Je crois que la manière dont la question est résolue, tant par les déclarations de Jacquet (?) que par les textes qui vous sont proposés par la majorité du Comité directeur, évite ce double risque.
Elles ne comportent pas de discussion sur un programme de gouvernement. A mon avis, il serait utile de prévoir, en cas de déclaration positive du Parti Communiste, une négociation sur las carences de son soutien. Si les camarades s'y opposent, ce n'est pas un problème capital, mais je crois que c'est notre intérêt, que notre intérêt ne sera pas de nous laisser à la fantaisie des variations Communistes, mais d'exiger de lui un certain nombre de garanties dont les plus importantes seraient la renonciation, pendant cette période de soutien, à pratiquer des surenchères, à déposer des propositions démagogiques et à refaire, sous une autre forme, ce qui a tant de fois paralysé les coalitions de gauche. (Applaudissements)
Plus tard, camarades, si cette expérience réussissait, si l'évolution actuellement amorcée à l'intérieur du Parti Communiste se poursuivait et prenait une ampleur plus grande, alors, sans doute, d'autres perspectives pourraient s'ouvrir, mais aujourd'hui elles sont en dessous de notre ligne d'horizon.
Voilà, camarades, quelles devraient être à mon avis les décisions du Congrès.
On peut, certes, ne rien faire, ou ne pas faire grand chose, et rester entre nous. Je conçois que cette attitude soit tentante. Franchement, on est bien ensemble, on est habité à nos rites, à nos défauts, à nos polémiques, à notre vocabulaire, et cet attachement se comprend en raison du climat de camaraderie, et souvent d'amitié, qui a été créé à la SFIO. Il est bien naturel que nous hésitions à le remettre en cause par un élargissement trop rapide et trop large de notre cercle de famille. Seulement, si nous cédons à cette tentation, nous resterons en effet entre nous ; ce n'est d'ailleurs pas tout à fait exact, parce que nous serons de moins en moins nombreux, et de plus en plus vieux, et au bout d'un amaigrissement lent mais continu, de nos effectifs, nous disparaîtrons.
Mon ami Guille, hier, a fait vibrer en chacun d'entre nous une corde, qui existe dans chacun des militants du Parti. En chacun d'entre nous vit la fidélité à la tradition, la croyance que ceux qui n'ont pas toujours été avec nous ne nous valent pas complètement.
Je me suis posé la question de savoir pourquoi le magnifique discours de Guille, s'il a fait vibrer en moi, comme en d'autres, une corde sensible, a tout de même apporté beaucoup d'insatisfaction.
(Applaudissements)
Je me suis demande pourquoi un certain nombre de camarades, qui sont très tentés de suivre entièrement Guille, avaient construit et signé, et voté la motion A que notre ami Guille combattait.
Je crois pour ma part que l'explication est celle qu'a amorcée Quillot (?) tout à l'heure. Chacun d'entre nous, nous sommes pour une grande part influencés par notre environnement politique, économique et sociale. Or, ce n'est pas un hasard

que le discours qui a été prononcé émane d'un représentant de la fédération de l'Aude.
La fédération de l'Aude est, à mon avis, la plus magnifique fédération du Parti. La proportion de ses adhérents par rapport au nombre des électeurs de ce département est la plus forte. Au point de vue des succès politiques, deux sénateurs Socialistes sur deux, trois députés Socialistes sur trois. Progression des voix aux élections générales de 1962 par rapport à 1958 : 25%... (applaudissements)… quasi totalité du Conseil général.
Mais, camarades, si cette situation était celle de tous les départements français, il n'y aurait pas le moindre problème d'adaptation.
(Applaudissements)
Et je conçois bien que nos camarades, qui savent bien qu'une grande partie de ces résultats est due à leurs efforts, à leur organisation, à leur travail en propagande, diront : "Mais faites donc comme nous".
Eh bien, camarades, je crois qu'il n'est pas possible de faire la même chose, pour des raisons que je vais vous dire : c'est qu'à côté des chiffres que je vous ai cités, il y en a d'autres. Ils datent de 1958 - ce sont les dernières statistiques que j'ai trouvées - mais, en gros, avec quelques modifications, ils sont toujours vrais :
Département de l'Aude :
Population rurale : 61%
Entreprises de plus de 1 000 salariés: 0
Entreprises entre 200 et 1 000 : 8
Salaire moyen : 30% inférieur au salaire moyen d'un département industriel comme la Meurthe-et-Moselle.
Alors, camarades, je me demande si cette apparente divergence qui existe entre nous ne vient pas, ne peut pas être rapprochée du fait que les difficultés Socialistes s'accroissent dans ceux des départements où l'expansion économique a soufflé avec le plus de force ?
Et il est tout à fait naturel que dans ceux où l'expansion économique s'est moins directement fait sentir, qui en ont moins bénéficié, où la situation interne a moins changé par rapport à autrefois, on hésite à adapter des transformations qui ne sont pas liées aux transformations locales qu'on constate chaque jour.
Mais notre problème est celui-là : il est de savoir si nous devons renoncer aux régions dans lesquelles se posent les problèmes de développement, qui se poseront à nous évidemment avec la même force dans les départements de l'Aude et dans ceux qui sont semblables.
Et c'est pourquoi, camarades, je crois que sans vouloir méconnaître les nécessités économiques et sociales qui sont au fond de certaines positions, nous ne devons pas aussi demander que l'on tienne largement compte des mêmes considérations économiques et sociales lorsqu'elles jouent dans un autre sens.
Il serait mauvais, camarades, de laisser croire à nos interlocuteurs de demain, dans ces contacts, dans ces colloques, dans ces confrontations, qu'au fond ce Congrès est un Congrès comme les autres, qu'il va se terminer par un appel à

Fondation Jean-Jaurès

l'unité de la Gauche démocratique, comme les autres, de laisser croire que nous ne sommes pas décidés à grand' chose, pour permettre aux Socialistes qui ne sont pas chez nous d'entrer dans une maison où ils se sentiront à l'aise.
Ce serait mauvais, camarades. Mais il y a pire. Le pire ne serait pas de s'abstenir, il serait de faire semblant, de faire semblant de prendre une position novatrice, et de ne pas y croire, d'apparaître accepter par tactique des propositions dont on mettrait en cause la valeur et l'opportunité, de laisser faire des expériences dont on prévoit par avance l'échec. Alors, camarades, si on le pense, il vaudrait mieux ne rien faire du tout maintenant et remettre à plus tard cette œuvre de rénovation.
Une action de cette nature ne souffre ni la réserve, ni la méfiance, ni le scepticisme.
(Applaudissements)
Camarades, j'ai confiance en les conclusions de ce Congrès, je crois que nous savons au fond de nous même si cela nous choque, si cela nous gêne, que le déclin est certain si nous ne réagissons pas.
Je crois que nous saurons prendre des risques bien calculés. Notre organisme, à l'évidence, a besoin d'un sang nouveau. Bien sûr, sous peine de catastrophe, il faut prendre des précautions, il ne faut accepter de sang nouveau que celui qui appartient au même groupe sanguin que le nôtre.
(Applaudissements)
Mais, si nous le faisons, nous aurons sans doute à réformer un certain nombre d'habitudes et de méthodes auxquelles nous tenons, mais nous offrirons des chances énormes au Socialisme...
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Claude Fuzier.

Claude Fuzier

Camarades, notre Congrès confirme qu'un des problèmes essentiels qui nous est posé actuellement, et qui est posé actuellement à l'ensemble des formations politiques, et plus spécialement à tous les démocrates, est de savoir comment et avec qui on peut mener la bataille contre le gaullisme, et comment et avec qui assurer la succession du gaullisme.
Les Socialistes ne sont pas les seuls adversaires du gaullisme. Pour autant, ils ne peuvent pas envisager n'importe quelle alliance justifiée uniquement par l'opposition au gaullisme.
D'autres camarades ont soutenu cette thèse avant moi, je voudrais y ajouter un exemple, un exemple qui n'a pas été évoqué parce qu'il ne se pose pas pour nous, mais qui à certains moments s'est trouvé posé pour le Parti, au travers de certaines calomnies.

Fondation Jean-Jaurès

Parmi les opposants au gaullisme, il y a des rescapés de l'OAS, et nous savons pourtant bien que nous n'avons rien à voir avec eux, que nous n'avons jamais eu rien à voir, et que nous n'aurons jamais rien à voir avec eux.
Alors, en dehors de ces rescapés, il y a d'autres organisations.
Un certain nombre de formations politiques, parlementairement parlant, sont entre nous et le gaullisme.
Dans la pratique, les lignes de partage sont moins nettes ; beaucoup de cœurs, dans ces organisations, penchent vers le gaullisme, soit pour nous soutenir dans l'immédiat, soit pour, après De Gaulle, récupérer du gaullisme un certain nombre d'hommes, en leur sacrifiant l'acquit que le gaullisme aurait apporté dans le domaine de la pseudo rénovation qu'il a présentée.
Camarades, du Congrès MRP, ce que j'ai surtout retenu en ce qui me concerne, ce ne sont pas les agressions d'un certain nombre de leaders du MRP, mais c'est le discours de M. Pflimlin, qui prépare les lendemains de la grande réconciliation entre les gaullistes sages, entre guillemets, et une fraction du centre Français.
D'autres, dans ces partis, ne nous proposent rien de plus qu'un retour à des formules de troisième force. Ces formules ont eu leur valeur, elles ont été justifiées, je les ai personnellement soutenues, je les ai défendues dans ma fédération, mais je crois qu'elles sont totalement dépassées aujourd'hui. Elles conduiraient, en réalité, après De Gaulle, à la création d'une majorité dont le centre de gravité se situerait à droite, avec la caution de gauche apportée par le Parti Socialiste, qui supporterait alors, au nom de l'anti-gaullisme, de l'anti-fascisme, de l'anti-Communisme, et de tous les antis dont on s'affuble quand on n'est pas capable de construire du positif, un certain nombre de pieux bavardages sur le progrès social, les indéfectibles sentiments européens des bons capitalistes, et dans la pratique et dans les faits l'immobilisme politique, et pire encore, l'immobilisme économique de la réaction.
D'autres enfin, dans ces partis, sont Socialistes ou croient l'être. Les choses, avec eux, s'éclaireront d'après leurs réactions sur le programme Socialiste immédiat, dont nous ne demandons pas, bien entendu, l'acceptation en bloc et sans discussion, mais qui s'appuie sur un certain nombre de principes essentiels ; je crois que, dans ce domaine, Albert Gazier et Gaston Defferre ont dit ce qu'il fallait dire.
En effet, il ne suffit pas, camarades, d'être démocrate, d'être européen, et de se dire partisans du progrès social pour gouverner avec les Socialistes, encore moins pour faire un parti ou un mouvement nouveau avec eux. La vocation Socialiste n'est pas de gouverner à tout prix, mais de le faire en vue de franchir de nouvelles étapes vers la construction du Socialisme, et les nouvelles étapes, nous le savons aujourd'hui, ne peuvent plus être uniquement celles des congés pays ou des réformes sociales.
La complexité des réalisations sociales et économiques dans un pays hautement industrialisé comme le notre est telle qu'il faut maintenant arriver aux grandes

transformations économiques de fond, ce sont les seuls qui pourront être comprises par l'efficacité qu'elles apporteront à notre action.
Le seul opportunisme que je me sens en devoir de condamner personnellement, consisterait à imaginer que nous serions capables d'introduire des parcelles du Socialisme en gouvernant, nous minoritaires, avec ceux qui ne sont pas des Socialistes, et qui, par conséquent, n'accepteront jamais qu'on puisse toucher à la structure d'une société que nous voulons faire disparaître.
En revanche, avec les démocrates du centre, il est bien évident que le front commun et l'anti-gaullisme sont toujours possibles dans les faits et dans la réalité quotidienne, dans les batailles défensives du Parlement, ou dans les batailles défensives dans le pays, mais à condition encore que ce front commun exclue tous ceux dont l'hostilité au pouvoir gaulliste est douteuse et sujette à caution, et en revanche n'exclue aucun de ceux dont l'hostilité au pouvoir gaulliste est claire, nette, et totale.
Le problème à l'intérieur de la Gauche française se pose différemment, parce que, camarades, nous ne sommes pas un parti politique come les autres, dans la mesure où nous avons l'ambition - j'allais dire la prétention, ce serait méchant à notre égard - d'être un parti exprimant la volonté et les aspirations d'une classe, et dans la mesure où, sans faire du vieux langage, nous savons bien que ces problèmes de classes continuent à se poser.
Au travers de la grève des mineure, nous avons vu, dans une situation économique aussi difficile et aussi complexe, les représentants des classes moyennes que sont les ingénieurs, se solidariser avec les catégories les plus défavorisées, les travailleurs des mines. Nous savons que devant certaines exigences et devant certains problèmes, cette solidarité de classes réapparaît, et, parce qu'elle existe, elle est un des fondements de ce que représente cette gauche française.
La gauche - je ne parle pas des directions de Partis ou de syndicats, je parle de la masse de la population française - comprend, nous le savons aussi, trois courants :
Celui des Socialistes - ceux de la SFIO et ceux qui n'en sont pas encore, les Communistes, et les travailleurs chrétiens.
Pour nous, Socialistes, la notion de gauche est inséparable de deux idées complémentaires qui découlent, d'ailleurs, de la remarquable analyse qu'a faite Albert Gazier tout à l'heure sur ce qu'est le Socialisme ; d'une part la nécessité de maintenir et de perfectionner la démocratie politique, qui est le moyen pour l'individu, au travers d'un certain nombre de règles et de lois, de participer effectivement à la vie politique de son pays, et d'autre part, ce qui est le complément naturel, la nécessité d'organiser l'économie de telle façon qu'elle soit réellement une économie démocratique, car c'est dans ce domaine, comme dans le domaine de l'enseignement, qu'on utilise abusivement le "liberté".
Nous savons bien que la liberté de l'enseignement n'est pas la démocratie, et nous savons également que la liberté économique n'est pas la démocratie

économique, que cela suppose un certain nombre d'organisations, de liens, d'entraves quelquefois, car il n'y a pas de liberté quand cette liberté consiste à, avoir le droit, pour un homme, d'être chômeur !
Etre totalement de gauche, c'est donc vouloir les deux choses à la fois, et ne pas sacrifier l'une au profit de l'autre ; ce doit être, pour nous, le test de ce que peuvent être nos alliances de fond, nos alliances de programmes.
C'est pourquoi il serait absurde de ne pas essayer de réunir dans le même Parti, tous les hommes qui sont d'accord là-dessus, et qui sont favorables, par conséquent, aux solutions pratiques du Socialisme. C'est cela, a, mon avis, le sens de cette unité Socialiste que nous recherchons, et à laquelle le Parti tout entier doit travailler, sans sectarisme et avec enthousiasme.
Pour ce faire, il faudra peut-être que nous consentions un certain nombre de sacrifices.
Moi, j'accepte les sacrifices de forme, j'accepte les sacrifices qui faciliteront les choses, mais je dis que ceux que nous ne pourrons jamais accepter, ce sont les sacrifices qui nous défigureraient et qui, en nous défigurant, feraient de nous autre chose qu'un parti Socialiste.
(Applaudissements)
Camarades, j'en arrive au problème de ces différents courants de la Gauche, et d'abord celui de la Gauche chrétienne.
Il est posé. Il ne s'agit pas d'un phénomène exclusivement français, vous le savez bien, c'est un phénomène qui, dans tous les pays d'Europe occidentale, s'est posé. Même lorsque, dans ces paye, un certain nombre de croyants, chrétiens catholiques ou protestants, appartiennent au Parti Socialiste, vous savez que, dans la plupart de ces pays, il existe sur le plan syndical des organisations d'obédience chrétienne qui sont en rivalité avec les organisations d'obédience démocrate, et dans la plupart de ces pays ce syndicalisme représente l'aile gauche des Partis démocrates chrétiens.
En France, nous avons une situation un peu particulière, d'une part parce que les conflits entre les chrétiens et les non chrétiens passent par l'intermédiaire de l'église catholique, c'est-à-dire d'une église dont la conception repose essentiellement sur une forme totalitaire de la pensée intellectuelle, et aussi parce que ces conflits ont pris un caractère très vif au travers du problème de l'école et de la laïcité, problèmes sur lesquels - je le dis comme je le pense - nous sommes, nous Français, à l'avant-garde et sur des positions d'avenir par rapport aux positions qu'ont la plupart de nos camarades dans les autres pays occidentaux.
D'autre part, parce qu'il n'existe pas, en France, de parti démocrate chrétien digne de ce nom.
Le Mouvement Républicain Populaire avait espéré être ce parti, à un moment, il a fait la démonstration qu'il ne l'était pas, et qu'il ne disposait pas des moyens de l'être.

Alors, la Gauche politique chrétienne, en France, elle est faite de personnalités beaucoup plus que d'organisations politiques, mais en revanche, la Gauche syndicale chrétienne en France est une réalité de masse, tant chez les salariés de l'industrie et du secteur public, que chez les travailleurs de la paysannerie.
Nous savons que ce syndicalisme de masse est un syndicalisme foncièrement attaché à la démocratie, et nous savons aussi que, dans les faits, dans la pratique, la plupart des solutions qu'il préconise sont des solutions fort proches des nôtres, ayant incontestablement un caractère Socialiste.
C'est pourquoi, sur ce point particulier, nous devons être attentifs. Nous pouvons constater que cette gauche syndicale est en train de se chercher politiquement, que ce ne sont que des minorités, les syndicalistes chrétiens, qui appartiennent encore au MRP, ou qui ont, à travers l'expérience du PSU, essayé de se poser des problèmes politiques, - que le plupart d'entre eux ont même tenté - et semblent aujourd'hui faire un pas en arrière - de transformer leur syndicalisme en lui donnent un caractère total, c'est-à-dire à la fois syndical et politique, en créant un nouveau type de syndicalisme, qui se trouve aujourd'hui singulièrement diminué par les opérations d'intégration tentées par le pouvoir gaulliste.
Alors, nous savons cela, et je crois que c'est une des premières choses profondément réaliste que nous pourrions faire ; le reste est sans doute nécessaire, mais cette chose-là me paraît encore plus prioritaire, engager avec eux le débat, la discussion, pour savoir si, réellement, le problème confessionnel est insurmontable, ou si, au contraire, il peut être surmonté par les uns et par les autres, et si, par conséquent, nous pouvons faire passer le Socialisme avant les problèmes de conscience personnels qui sont posés par l'appartenance ou la non appartenance à une religion.
Autant, en ce qui me concerne, je suis hostile à l'ouverture du Parti en direction des représentants, même libéraux, même partisans d'une certaine forme du progrès social, de cette démocratie bourgeoise qui a été la démocratie oppressive et la représentation politique du capitalisme pendant cent cinquante ans, autant je crois nécessaire un immense effort de discussion, de clarification, de compréhension, avec les travailleurs chrétiens des villes et des champs ; à mon sens, ils ont leur place dans un parti Socialiste, et si nous n'arrivions pas à leur donner cette place,, il faudrait au moins qu'ils soient parmi les alliés privilégiés d'une force de la Gauche démocratique.
(Applaudissements)
Reste, camarades, la question Communiste. Je crois que pour l'aborder correctement il faut essayer un peu - et c'est le reproche que je ferai à, beaucoup de ceux qui sont intervenus à cette tribune - de ne pas poser le problème uniquement au travers de considérations circonstancielles d'une tactique, fût-elle une tactique de gouvernement, car c'est au travers d'une telle façon de poser le problème Communiste que nous risquerions de sombrer dans une certaine forme

de l'opportunisme en direction des Communistes, équivalant à d'autres formes que nous avons pu connaître dans d'autres directions.
(Applaudissements)
Camarades, il faut tenir compte de trois faits. Le premier, c'est que les Communistes, pour les socialistes, ne sont pas des hommes que l'on peut mettre sur le même pied que les autres organisations politiques de ce pays. Ils sont, pour nous, une branche hérétique venant d'une même famille, ils sont, si vous préférez, un membre venant d'un tronc commun, et un membre - ils pensent la même chose de nous, d'ailleurs - malade, blessé, gangrené ; la science, jusqu'à ces derniers temps, coupait les membres malades ou gangrenés ; depuis quelque temps, nous savons qu'on les recoud quelquefois, et qu'après tout, ils marchent, une fois recousus !
Le deuxième, c'est que le Communisme, en France, représente authentiquement de larges fractions du monde du travail, et qu'il peut, par conséquent, aussi paradoxal que cela puisse apparaître à certains d'entre vous, bénéficier en Europe occidentale d'une poussée générale vers la Gauche, non pas liée du tout à la doctrine marxiste, mais tenant aux circonstances politiques générales à un moment donné, et, ce qui profitera d'abord aux Socialistes en Angleterre et en Allemagne, nous le voyons en ce moment, peut profiter en France et en Italie aux Communistes, nous l'avons peut-être vu lors des dernières élections italiennes.
Enfin, troisième fait, le Communisme français appartient à une Internationale dirigée, contrôlée, animée par une puissance étrangère, et par conséquent, en tant que Parti, il n'est pas libre de ses choix politiques.
(Quelques applaudissements)
Si vous tenez compte de ces trois faits, vous vous apercevez que vous ne pouvez pas aborder ce problème en se posant simplement la question de savoir à quel moment et dans quelles circonstances il serait rentable ou non rentable de s'associer ou de bénéficier de l'apport Communiste.
Il faut que nous nous dégagions, car nous avons tendance en face de ce problème à réagir en fonction de nos expériences particulières, ou en fonction de certaines habitudes de pensée, d'un certain nombre d'idées qui nous paraissent très fausses.
Déjà maintenant, certains camarades - et je les ai entendus cette tribune - reprennent cette vieille chanson, et cette chanson à laquelle nous tenons tous, de l'unité ouvrière, et préfigurent déjà ce que pourrait être un parti unique de la classe ouvrière ; entre parenthèses, pour que cette unité soit conforme à la réalité de ce pays, il faudrait aujourd'hui la réaliser aussi avec les travailleurs chrétiens, qui sont des travailleurs au même titre que les travailleurs Communistes, mais un tel Parti, une telle unité, même en dehors de la forme du Parti, n'est concevable que des bases démocratiques, c'est-à-dire avec la possibilité d'une expression large des courants de pensée du mouvement ouvrier, avec le respect des droits des minorités.

Or, les conceptions mêmes que le PC, que le Communisme international se fait de la structure du Parti sont telles qu'il n'y a pas de possibilité d'entente !
Le centralisme démocratique, ou cette espace d'unité obligatoire du mouvement Communiste que nous voyons défendre aujourd'hui par les partisans des thèses russes en face des Chinois rendrait la création d'un parti unique en France illusoire, dangereuse et impossible ; discuter d'une unité sous cette forme, c'est inutile !
Je ne crois pas qu'où y pense réellement. Mais j'évoque ce problème parce qu'en 1936 et en 1944, après un courant de réconciliation et d'amitié fraternelle, on l'a posé, mettant ainsi la charrue avant les bœufs ; et comme on n'est pas capable d'aboutir, on crée en échouant une première raison de désorienter quantité de militants du mouvement ouvrier.
La disparition de l'hérésie en réalité n'est pas possible ; je dirai même qu'elle n'est pas souhaitable; qu'elle n'est pas souhaitable parce que dans l'état actuel des choses les différents courants du mouvement ouvrier, en particulier le courant Communiste et le courant que nous représentons, attirent vers chacun d'entre eux plus fortement certaines catégories sociales, et par conséquent permettent de renforcer les forces générales de la Gauche, alors que certaines formes d'unité, cela est vrai, feraient reculer en rejetant vers le Centre et vers la Droite une partie de ces catégories sociales.
Des camarades ont affirmé au cours de ce Congrès qu'en réalité le texte de la majorité conduisait tout droit à cette forme d'unité non pas de partis, mais au moins d'unité ouvrière politique, avec pacte et accord. Je dirai qu'ils cherchent et qu'ils trouvent dans ce texte ce qui n'y est pas et ce qui correspondrait peut-être à ce qu'ils voudraient qui y soit ; ensuite qu'en réalité ils veulent arriver à nous faire nier purement et simplement l'existence pratique du Parti Communiste en l'enfermant, comme cela été concevable et nécessaire sous la période italienne, en l'enfermant dans une sorte de ghetto.
En outre, ces camarades ne veulent voir dans ce qui se passe dans le monde Communiste qu'une tactique. C'est sous-estimer la réalité, ce qui est aussi dangereux d'ailleurs que de la surestimer.
Peut-être que les dirigeants pratiquent une tactique, mais en la pratiquant, ils mettent le doigt dans un engrenage qu'il leur sera de plus en plus difficile de contrôler.
En réalité, Pineau a abordé ce problème hier soir, les Communistes russes, en condamnant le Stalinisme, en renonçant à la thèse de l'inévitabilité de la guerre, en alimentant cette espèce de conflit théorique et mal compréhensible pour des esprits peu habitués au jargon Communiste avec les Chinois, le Communisme russe et les dirigeants Communistes ont exprimé les réalités nouvelles économiques et sociales qui tiennent compte de la situation nouvelle de l'Union soviétique. Ils ont exprimé cette évolution inévitable qui découle de l'élévation générale du niveau de vie, tant sur le plan matériel que sur le plan intellectuel, et ils ont exprimé aussi les inquiétudes qui résultent de la possession de l'arme

atomique dans sa plus grande ampleur. Les Chinois sont décontractés, ils n'ont pas de responsabilité dans ce domaine ; les Russes savent ce que cela représente, l'arme atomique et son utilisation.
Même si les dirigeants Communistes ont suivi le mouvement pour le reprendre en main, ils ont créé une situation qui peut subir des freinages, des retours en arrière, mais qui rencontrerait de plus en plus au fur et à mesure que les années passeront une opposition non pas des opinions publiques qui n'existent pas, mais des masses populaires qui ressentiraient une immense déception s'il leur fallait revenir à la situation antérieure.
Les partis Communistes occidentaux qui vivent dans des sociétés industrialisées sont obligés de suivre le train, parce qu'eux aussi ont conscience que les masses de ces pays ne sont plus sensibles à toute une partie de leurs démonstrations et de leur jargon. En fonction des hommes qui les dirigent, l'alignement plus ou moins rapide se fait avec plus ou moins d'audace, ce qui est sensible en étudiant par exemple le comportement du Parti Communiste italien ou celui du Parti Communiste Français.
Mais cet alignement entraine aussi des attitudes nouvelles, camarades ; les étudiants Communistes à l'heure actuelle resteront pour la plupart des Communistes ; mais devenus des adultes du mouvement ouvrier, ils se souviendront parce que cela les aura marqués terriblement au départ, qu'ils ont dans leur début dans la vie politique participé non pas à la démocratie, mais au moins à un commencement de discussion démocratique.
C'est un progrès. Ce progrès n'est cependant pas suffisant. Il n'est pas complet. D'abord, parce que l'évolution Communiste en France est encore contrôlée par des hommes qui sont les produits de la période stalinienne, et qui, quelle que soit leur bonne volonté - et certains peuvent en avoir - en sont profondément marqués.
C'est pourquoi vous voyez apparaître au sein du Communisme, tant en France qu'en Italie, de véritables conflits de générations qui sont perceptibles par certains comportements personnels beaucoup plus que par des comportements de caractère politique ; ensuite parce que l'évolution Communiste reste sujette aux évolutions de la politique internationale soviétique, et aux évolutions qui dépendront des relations entre l'Est et l'Ouest.
C'est pourquoi à mon sens le pacte politique avec le Parti Communiste Français est impossible, il n'est pas possible d'avoir un accord politique alors que nous n'avons aucune garantie que cet accord pourra être respecté, et je dirai à Albert Gazier que dans ce domaine je crois même inutile d'engager la discussion parce que même si on nous donnait des garanties, dans l'état actuel des choses ceux qui nous les donneraient ne seraient pas capables de nous garantir qu'ils seraient eux-mêmes sûrs de les donner....
(Applaudissements)
Notre intervention est possible, elle est précieuse : elle consiste à montrer aux Communistes ce qui nous sépare, de leur montrer sans sectarisme, de leur

montrer avec réalisme la voie qu'ils devront prendre, dans laquelle ils devront s'engager s'ils veulent que les choses aillent plus loin.
La formule longtemps utilisée par les Communistes, "oublions ce qui nous divise pour ne parler que de ce qui nous unit", n'est pas la nôtre. Cela, c'est de l'opportunisme politique, et l'opportunisme politique ne devrait pas avoir cours entre Communistes et Socialistes, L'aspiration à l'unité des forces ouvrières dans un pays est une chose trop sérieuse pour qu'en escamotant des problèmes, on conduise la classe ouvrière à de nouvelles désillusions lorsque les divergences réapparaitront.
Nous avons connu cela en 1936, et nous l'avons connu encore en 1944, lorsque sur des problèmes de politique étrangère l'immense espoir que l'unité ouvrière pouvait apporter s'est trouvé profondément déçu, nous n'avons pas le droit de prendre le risque d'aboutir à des drames, des drames qui résulteraient de la réapparition dans nos relations des méthodes traditionnelles que le Communisme a utilisées, et qui feraient que les caractères totalitaires dont on ne s'est pas encore débarrassé pèseraient terriblement sur nos relations.
Enfin, camarades, Maurice Thorez ne peut pas s'imaginer qu'il a apaisé les Communistes en France en invoquant l'exemple des démocraties populaires pour assurer que le Communisme n'est pas incompatible avec la pluralité des partis ! Il faut être plus sérieux que cela dans ce genre de dialogue nécessaire !
(Applaudissements)
Mais les conclusions évoquées existent encore sur tous ces problèmes, et je voudrais en souligner une qui est apparue au cours de ce Congrès. On a tendance à confondre en permanence le pacte politique avec le Parti Communiste avec un certain nombre de réalités de situation et de faits qui ne peuvent pas, dans la langue française, s'appeler autrement que des actions communes.
Lorsque le Parti adhère au comité national d'Action Laïque, qu'il accepte de participer aux activités de ce comité national d'Action Laïque, et par conséquent d'être avec le Parti Communiste qui y participe dans des conditions fixées par le comité, il est bien déjà dans une certaine forme d'action commune. Lorsque nous participons à la solidarité aux mineurs en grève, alors que les Communistes s'y trouvent, nous sommes déjà dans une forme d'action commune. Lorsqu'une fédération syndicale de Force Ouvrière ou de la CFTC – et neuf sur dix le font aujourd'hui - participe à des batailles revendicatives avec la CGT les Socialistes qui s'y trouvent - je ne parle pas de ceux qui sont à la CGT bien entendu - participent déjà à une certaine forme d'action commune. Les autres ont déjà franchi une étape supérieure, ils sont déjà dans une certaine forme de participation aux actes politiques, mais je n'insiste pas là dessus.
En réalité, ces actions communes, elles sont imposées non pas par le besoin pour le Parti Communiste et pour le Parti Socialiste de travailler ensemble parce qu'ils s'aiment bien, mais parce que le Parti Socialiste et le Parti Communiste se trouvent, quelles qu'en soient les raisons, sur un problème précis d'accord sur une réponse qui est une réponse commune.

Est-ce cela qu'on voudrait interdire en ce moment ? Mais, camarades, on défigurerait totalement votre Parti en l'interdisant ! Car on exigerait de lui que sa prise de position politique tienne compte d'abord delà présence ou de la non présence du Communisme dans les actions qui découlent d'une telle prise de position Communiste.
Camarades, ce n'est pas nouveau, ce que je dis. Au moment de la bataille contre l'Aures, le Comité directeur unanime a adopté un texte qui reprenait la formule d'un certain nombre de dirigeants de notre Parti, selon laquelle dans certaines batailles on ne demande pas au voisin la carte qu'il a en poche. Et en face du pouvoir gaulliste, de la répression gaulliste, il est tout à fait naturel - et ce serait faire preuve d'une prodigieuse absence de confiance en nous-mêmes que de montrer des complexes à l'égard des Communistes - il est tout à fait naturel que sur un certain nombre de questions tant au Parlement que dans le pays, nous avions à peu près la même position que les Communistes. C'est d'autant plus naturel qu'ils auront tendance à s'aligner de préférence sur la nôtre et à attendre nos décisions pour savoir quelles seront les leurs, en face de certaines réponses concrètes.
Tout cela est naturel, et je ne vois pas en quoi ce serait horrifiant. Mais ce que je veux dire, c'est que ceci étant naturel et le pacte politique ne me paraissant pas pensable, mais exclus, il faut que nous le disions !
Je ne peux pas suivre du tout Gaston Defferre dans sa proposition, parce que la proposition de Gaston Defferre, elle consiste dans la pratique à nous amener à entériner des situations de fait qui permettront demain à n'importe quel camarade du Parti de signer n'importe quel appel du Mouvement de la Paix, et à n'importe quel autre de le refuser !
(Applaudissements)
Cela, camarades, pour le Parti c'est la catastrophe, C'est comme cela que vous conduirez toute une partie de notre organisation à s'embarquer dans n'importe quelle opération de ce type, au détriment de son unité, car l'unité du Parti lorsque les faits lui imposent des contacts avec le Parti Communiste, doit être une chose précieuse, nécessaire, indispensable. Il faut tous dire la même chose, et ne pas permettre que les uns disent une chose, les autres une autre. Il faut donc que le Parti tout entier, le Congrès tout entier montre ce qui est possible et ce qui n'est pas possible.

Gaston Defferre - Je n'ai jamais dit cela !

Claude Fuzier - Tu as quand même, Defferre, demandé hier soir que nous renvoyions à une autre assise le soin de déterminer notre politique en ce qui concerne le Parti Communiste. Et moi je te cite un exemple concret, un rassemblement pour la Paix il y a peu de temps ; tu es bien placé pour savoir, comme je le suis moi aussi, que la position des camarades du Parti en face de ce rassemblement organisé par le Mouvement de la Paix pour la plus grande gloire

de la politique internationale de l'Union Soviétique a entrainé, disons pudiquement quelques tiraillements dans le comportement des camarades du Parti.
Ce sont ces tiraillements qu'il faut éviter, en montrant clairement ce qui est naturel, ce qui est possible et ce qui ne l'est pas ; en mettant des barrières infranchissables pour tout le monde en face de cette pression Communiste.
Voilà pourquoi il nous faut distinguer entre l'action commune gouvernementale et les batailles défensives contre un péril déclaré, qui sont les deux formules que contient le texte majoritaire.
Voilà pourquoi cette distinction doit être faite, et voilà pourquoi nous devons veiller à ce que dans la pratique cette distinction faite soit correctement appliquée. Ce n'est pas le front commun ou le front populaire que nous devrons souhaiter dans ce domaine, et nous ne pouvons pas non plus estimer qu'il nous faut scléroser en permanence les 4 millions de Communistes de ce pays, ce qui dans les circonstances actuelles ne profiterait qu'au pouvoir gaulliste et à la Droite.
C'est dans cette situation claire et difficile, je ne le conteste pas, qu'il faut que nous nous maintenions les uns et les autres. Si nous ne le faisions pas, nous risquerions de voir dans ce domaine le Parti se laisser replacer dans les positions qu'il a eues jadis avec les Communistes, et aussi - je n'insiste pas là dessus mais vous me comprendrez - nous n'aiderions pas du tout à ce que se poursuivent les évolutions au sein du Parti Communiste en donnant le sentiment aux directions actuelles qu'il est bien facile, très facile d'obtenir sous une forme ou une autre l'accord et l'appui de la SFIO!
Voilà, camarades, ce que je voulais dire sur ce problème. Je me résume : rejet formel, total, complet du pacte politique avec le PCM sous quelque forme que ce soit. Le pacte organisé, le pacte structuré, ce n'est pas l'heure. Cela viendra peut-être, et au fond de mon cœur je souhaite que cela vienne parce que cela prouverait d'immenses changements ; mais l'heure n'est pas venue, il faut que nous le sachions et que nous le disions avec réalisme.
Affirmation par le Parti de son programme dans toutes batailles politiques ; affirmation de ses positions, sans se soucier si les Communistes sont là ou ne sont pas là ; ce n'est pas en fonction de ce qu'apportent les Communistes que nous pouvons au départ déterminer nos positions, et ce n'est pas en pensant à eux ou au soutien qu'ils pourraient nous apporter que nous devons imaginer de mettre dans nos programmes quelque chose qui leur ferait plaisir. Là encore, ce serait inimaginable, impensable de notre part.
Enfin, exposé constant, permanent, sans sectarisme, je dirai même, même si ce mot doit vous choquer, fraternellement de ce qui nous sépare des Communistes. Ne jamais cacher ce qui nous sépare. Accepter sur ce point qu'un dialogue public s'ouvre dans le pays, et l'accepter parce que c'est au travers de cette démonstration, si nous avons confiance dans nos arguments - et je pense que nous avons cette confiance puisque nous sommes dans ce Parti - que nous

arriverons à désintoxiquer certains esprits, à faciliter certaines évolutions, à accélérer certaines transformations. Ce n'est pas en nous taisant que nous le ferons, c'est au contraire en parlant.
Je vous ai dit tout cela, camarades, parce que je crois que c'est aussi un des grands problèmes qui va se poser à nous dans les mois à venir, et qu'il est nécessaire que sur ce problème le Parti Socialiste ait une position unie et très claire.
Je dirai en conclusion qu'en ce qui me concerne je ne suis ni un rénovateur excessif, ni attaché à toutes les formules sans exception, Je pense qu'il faut examiner toutes ces questions avec beaucoup de sang-froid, sans passion excessive, avec le sens des réalités. J'ai confiance en ce qui me concerne dans le Parti et dans le Socialisme ; dans le Parti en particulier, dans le Socialisme eu général. J'ai cette confiance parce que je ne crois pas que nous puissions être quand même aussi bêtes que certains de nos amis ont essayé d'en donner l'impression en montant à cette tribune, je ne le crois pas, comme ils ont l'air de le dire et comme ils le disent quelquefois - je le dis en toute franchise - en essayant peut-être au travers de ce qu'ils disent de trop justifier ce qu'ils ont été ou ce qu'ils ont fait.
En ce qui me concerne, évidemment, je peux en parler à l'aise, je n'ai pas eu les responsabilités qu'ils ont eues ; la seule que j'aie acceptée, c'est de défendre la politique du Parti ; de la défendre même dans les périodes où ce que je disais et ce que j'écrivais, je n'y croyais pas personnellement. Mais je croyais que c'était vrai puisque la collectivité que nous représentions l'avait décidé, et qu'être Socialiste, c'est aussi estimer dans un parti ouvrier que l'on appartient à une collectivité qui a raison collectivement contre l'individu.
(Applaudissements)

Guy Mollet - Je demande la parole une seconde. Camarades, j'attire votre attention sur un problème. Deux de nos camarades étrangers des partis frères, le camarade qui représente les Pays-Bas, et le camarade qui représente ici le Néo-Destour, ne pourront être présents cet après-midi et vont prendre la parole ce matin aussitôt après André Bidet. Je vous invite toutes et tous à rester à vos bancs. Vous pouvez encore passer ici trois quarts d'heure, ce n'est pas l'heure des libations, nous sommes au travail !
J'invite ceux qui vont maintenant sortir à le dire à ceux qui sont à l'extérieur.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à André Bidet.

André Bidet

Camarades, j'aborde la Tribune afin de remplir un mandat, qui m'a été imposé par la Commission des affaires africaines et malgaches.

Cette Commission dont le Parti m'a confié la charge a estimé sage de prouver à nos visiteurs étrangers, à nos hôtes africains ex malgaches, qu'au milieu de nos soucis spécifiques nous conservons le sens de nos responsabilités à l'égard de tous nos voisins, proches ou lointains, sur la planète.
Selon nos statuts, notre Parti est à la fois essentiellement national et essentiellement international. A ce second titre, il se doit d'élargir sans cesse son horizon. Il s'intéresse à l'Europe, et c'est très bien - il ne s'en préoccupera jamais trop - mais je veux l'inviter à regarder aussi vers un autre Continent, un Continent dont l'évolution caractérisera dans une large mesure la fin du 20ème Siècle. Oui, l'Afrique s'émancipe ; elle occupe peu à peu et légitimement la place qui lui revient dans la vie mondiale.
La conférence au sommet d'Addis-Abeba vient de le prouver.
Jadis, les puissances coloniales se disputaient les terres africaines, s'en emparaient comme s'il s'était agi de territoires inhabités. 31 chefs d'Etat et de gouvernement africains se sont concertés dans la capitale éthiopienne et le reste du monde a ouvert les yeux et prêté l'oreille.
Les temps sont vraiment changés !
Vous ne paraissez pas en prendre conscience. Sous peu les événements vous démontreront la vérité de mes dires et si je suis encore de ce monde je vous donne rendez-vous !
Dans cette Afrique qui s'éveille à la liberté, qui affirme son indépendance, les peuples neufs souffrent d'un même mal : ils sont économiquement faibles, conséquence de l'exploitation colonialiste.
Tandis que ces peuples doivent, chez eux, organiser l'Etat, créer ou parfaire la nation, il leur faut, demain, assurer d'urgence leur développement. C'est là leur tâche fondamentale. Le développement, c'est l'ensemble du pays prospérant dans le domaine économique et social, si bien que la venue à l'indépendance s'accompagne d'une révolution, d'où presque fatalement une période de crise, d'à-coups, de conduisions.
Les processus d'un développement rationnel sont maintenant mis au point. Des études savantes - et j'en possède une sérieuse collection - les étudient mais, quelle qu'en soit l'origine, une évidence domine : les pays autrefois colonisés ne peuvent pas sortir du sous-développement sans une aide extérieure.
Bien entendu, il convient que celle-ci respecte de façon absolue la souveraineté des peuples intéressés ; pas question de substituer une tutelle économique à une tutelle politique. L'aide relève uniquement de la compréhension du devoir de solidarité des humains.
L'objectif consiste à amener les peuples bénéficiaires à un niveau de développement tel qu'ils puissent consolider l'indépendance de leur économie, assurer la poursuite de leur développement par leurs propres moyens.
On sait qu'actuellement l'aide joue par l'intermédiaire de différents Organismes internationaux, mais il existe aussi des accords bilatéraux et multilatéraux, les seconds tendant de plus en plus à se généraliser.

Les formes de l'aide méritent attention.
Cette aide ne répond pas à son principe en revêtant l'aspect d'un secours charitable.
Ce qui importe, c'est de doter les pays de moyens de production, moyens aptes à développer une agriculture modernisée, aptes à faire naître une industrie, aptes se permettre de former des techniciens, aptes à garantir l'extension du secteur éducatif, etc. etc. Pas de dépenses somptuaires, pas de faste, de l'utile au mieux être populaire. Pour nous, Socialistes, l'aide doit servir exclusivement à assurer une promotion humaine.
(Applaudissements)
La France accomplit un gros effort, c'e st indéniable, il faut le reconnaître, mais la part accordée aux dépenses militaires reste trop forte, et l'assistance technique, je ne veux pas être trop méchant, gagnerait aussi a mieux justifier souvent son appellation : un technicien du stylographe, ce n'est pas un technicien !
Cependant, à considérer le problème dans son ensemble, une question se pose : l'aide présente fournie par la collectivité internationale est-elle suffisante ?
Toutes les enquêtes, je dis bien toutes répondent "non".
L'aide financière et technique, trop souvent conditionnelle et intéressée, se révèle impuissante à développer harmonieusement l'économie des pays bénéficiaires, et à élever de manière sensible le niveau de vie de leurs populations.
La stagnation du prix des matières premières qu'ils exportent, et l'augmentation constante du prix des produits manufacturés qu'ils importent provoquent une réduction du revenu national de ces pays, compromettent la réalisation de leurs plans, et, chose catastrophique, annulent une partie de l'aide accordée par les états industrialisés, si bien que la, différence des revenus entre pays riches et pays pauvres va s'accentuant, que les causes d'antagonisme se perpétuent.
Au surplus, l'aide restera toujours imparfaite aussi longtemps qu'elle ne résoudra pas les problèmes des débouchés.
Je n'insiste pas davantage, je me rends bien compte que c'est assez technique.
Je signale, camarades, que ces sujets préoccupent ceux qui ont participé à la première conférence tarifaire de Genève. Un comité d'action va être constitué, et le GAT - ce n'est pas une organisation philanthropique - sera chargé de faciliter la mise en œuvre d'un programme d'action, et c'est de ce programme que je recommande la lecture. Il indique une orientation susceptible de garantir à l'aide plus d'efficacité ; rien ne doit être négligé dans la lutte contre la misère. Relever la condition de vie matérielle, spirituelle et morale d'un peuple, c'est contribuer à rehausser la dignité de l'Homme.
Que la décolonisation ait entraînée de dures épreuves, c'est une douloureuse vérité, st nous sommes quelques-uns dans cette salle à l'avoir particulièrement ressentie. Du moins, quand cette décolonisation s'opéra pacifiquement, les Socialistes peuvent-ils en revendiquer l'initiative. La loi-cadre Gaston Defferre, votée sous le gouvernement Guy Mollet, en porte témoignage.

La libération africaine annonce la fin de l'ère coloniale ; il semble, hélas, que pour en atteindre le terme, cela n'ira pas sans nouveaux conflits meurtriers. Là aussi, je vous donne rendez-vous.
Alors, surgiront les Christophe Colomb connaissant soudainement à fond ces problèmes !
En Afrique Centrale, et en Afrique du Sud, la fièvre monte de façon inquiétante. Les derniers colonialistes se refusent à se plier à la loi des nouveaux temps ; pire, leur arrogance va crescendo, cette arrogance dont Alan Patton disait "qu'elle a été peut-être pire que le fait de la colonisation elle-même". C'est grave, ces impénitents veulent ignorer le principe de la libre détermination des peuples. En Rhodésie du Sud, par exemple, moins de 250 000 blancs gardent la prétention de maintenir en tutelle près de 4 millions de noirs. Ainsi, la tragédie menace, et aujourd'hui, une tragédie coloniale devient une affaire internationale.
Après Addis-Abeba, il ne sera pas beaucoup plus longtemps possible, d'une part de sourire au cynisme de Salazar, aux détenteurs des pouvoirs en Union Africaine, et d'autre part, de rechercher l'amitié des peuples africains.
Pour nous, Socialistes, la vocation commande, nous devons nous ranger aux cotés des africains contre les fanatiques de la honteuse ségrégation raciale !
(Applaudissements)
Leur racisme assassin est mie immesurable et malfaisante imbécillité !
Un dernier point, j'en aurai fini : voici que de cette Afrique effervescente, dans cette Afrique qui se cherche, dans cette Afrique prétendue mal partie, des pays s'orientent vers le Socialisme. Ils déclarent faire crédit au Socialisme pour assurer leur salut, d'abord, leur épanouissement ensuite. Je sais qu'au nom de famille, ces pays ajoutent un prénom, mais le nom de famille existe. Ces pays tâtonnent, et c'est bien normal ! Nous tâtonnons encore ! Ces pays tâtonnent dans la mise en pratique de la théorie. Je n'ignore pas que les Socialistes européens parlent trop souvent à tort avec une certaine compétence des Socialistes africains, n'empêche que ceux-ci ont eu le mérite de faire un choix, et vite, il sera facile de distinguer parmi eux les authentiques des fantaisistes, de ceux qui usent du frelaté. Les peuples intéressés, d'ailleurs, et singulièrement les jeunes de ces peuples, faciliteront leur distinction. Les gouvernements actuellement en place ne pourront survivre que dans la mesure où ils iront avec audace dans la voie du Socialisme, et déjà, il est permis que des Socialistes authentiques existent. Il faut, c'est indispensable, qu'ils se sentent compris de l'ancienne Europe et d'ailleurs ; il faut qu'ils aient la perception de pouvoir compter sur des aînés affectueux. A ces aînés dont nous sommes de se comporter en entraîneurs, c'est-à-dire de montrer jusqu'à, l'évidence leur conviction d'être dans le vrai, d'affirmer leur foi en eux-mêmes. A ceux-là de déployer jusque dans le concret la volonté de créer cette société Socialiste dans laquelle tous les hommes, enfin libres et égaux, se reconnaîtront comme frères.
Oui, en Socialistes, c'est à l'universel qu'il convient de réserver la suprême pensée, je veux dire la pensée la plus haute.

Les Socialistes doivent être partout des ouvriers du progrès humain. Fonder une humanité tout entière heureuse de vivre, voilà le grand œuvre que le Socialisme propose à la jeunesse du monde.
(Applaudissements)

Le président - Le camarade Guy Mollet vous a exposé les raisons pour lesquelles deux de nos amis étrangers se trouvent dans l'obligation de parler ce matin.
Je vais donc donner la parole au premier d'entre eux, c'est-à-dire à notre Ami Marinus Van Der Goes Van Natters, député, membre de l'Exécutif du Parti du Travail Hollandais, membre du Conseil de l'Europe. C'est un habitué de nos Congrès. Nous allons avoir le grand plaisir de l'entendre à nouveau aujourd'hui. Je lui donne la parole.
(Applaudissements)

Van Natters

Depuis la libération, j'ai assisté à la plupart de vos Congrès. J'ai assisté en observateur, mais en observateur engagé.
Aussi, cette fois, Van Der Stoel et moi, vous assurons que le Parti du Travail, votre ami si proche - 500 kms, ne sont rien - est vivement intéressé par votre ordre du jour et vous souhaite ardemment un résultat positif.
Mais ce n'est pas en qualité de Hollandais que je veux vous dire un mot. Le camarade Gardi, Secrétaire international va parler pour l'ensemble des Partis frères, cet après-midi, Partis frères réunis dans l'Internationale Socialiste. Et c'est plutôt en tant que membre du Comité directeur d'un groupe Socialiste très réel, très uni, que je m'adresse à vous. Je veux parler du groupe Socialiste de la Communauté européenne, du Parlement Européen, représentant entre 15 et 20 millions d'électeurs Socialistes européens.
Ce groupe politique, composé d'un camarade pour chacun des six partis, suit attentivement vos délibérations.
Depuis la libération, le monde s'est posé la question : les Communistes français sont-ils tous des Communistes ? Et sinon, comment les reconquérir pour la démocratie Socialiste, sauf les 5% qui obéissent à la courbe de Quetelet seront toujours les extrémistes de gauche, comme il y aura toujours 5% d'extrémistes de droite.
Mais les 90% des électeurs qui restent ? Combien parmi eux devraient, dans la société actuelle, avec sa fausse prospérité, avec son exploitation du consommateur, combien parmi eux devrait se diriger vers le Socialisme de 1963 ?
Nous avons compris que c'est un peu ce problème là qui vous préoccupe et combien à raison !
Le Socialisme se renouvelle partout. Chacun de nos partis compose un laboratoire vivant où comme du temps de Jaurès on invente, on expérimente. Il y

Fondation Jean-Jaurès

aura, certes, des solutions différentes, des vagues différentes, comme le disait Jaurès. Mais toutes ces vagues, ces courants, vont se réunir, l'heure venue en une grande force mondiale.
Ces courants, chose remarquable, se sont déjà réunis de façon toute naturelle et définitive dans la communauté européenne : la Communauté des six, où il est créé un seul groupe Socialiste très efficace et très uni, ainsi qu'un ensemble de nos six partis qui définit la politique commune à mener : le comité de liaison présidé par Gérard Jaquet.
Notre communauté est beaucoup critiquée et attaquée.
Je crois qu'il est dans l'intérêt du Socialisme, de l'internationale Socialiste, de la défendre, de la défendre partout aussi bien en France qu'en Angleterre. Elle indique la seule route vers notre avenir et notre succès.
Pour le maintien d'une politique vraiment européenne, pour la défense de la démocratie, sur tous les fronts, pour la réalisation de la justice sociale, chers camarades, nous comptons sur vous, nous mettons notre confiance en vous, et dans cette perspective, nous vous souhaitons un Congrès des plus fructueux.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Mongi Kooli, au nom du Néo Destour Tunisien.

Mongi Kooli

Chers camarades, c'est un grand honneur qui m'échoit aujourd'hui de vous transmettre en cette heureuse occasion, le salut du Président Bourguiba, du Parti du Néo Destour, et du peuple tunisien.
C'est avec joie aussi que je voudrais exprimer à la SFIO les sincères remerciements du Néo Destour pour l'aimable invitation qui nous a été adressée et qui nous a permis de suivre les travaux de votre 54ème Congrès, de prendre connaissance avec des problèmes qui vous préoccupent et d'être parmi vous, non seulement en tant qu'invités, mais en tant qu'amis soucieux de renforcer davantage l'amitié et la coopération qui existent entre nos deux partis et nos deux peuples.
(Applaudissements)
Le Néo Destour qui compte de nombreux amis dans les camps des démocrates français, partisans de la liberté et de la démocratie, n'oubliera jamais ceux qui ont fait cause commune avec le peuple tunisien et qui par leurs positions courageuses et clairvoyantes ont contribué à faire triompher la raison et à ouvrir des perspectives de paix et de coopération entre nos deux pays.
L'action que nous avons menée ensemble pour le même idéal de liberté, de justice et de paix ne doit pas s'arrêter avec la libération nationale.
En effet, nous estimons que la lutte pour l'indépendance est intimement liée à la lutte que nous menons contre le sous développement et pour la libération de l'homme de la faim de la misère et de l'obscurantisme : car la véritable liberté est

Fondation Jean Jaurès

là. Nous devons, par conséquent, œuvrer de part et d'autre pour une meilleure compréhension de nos problèmes respectifs et pour une coopération fructueuse entre nos deux peuples.
Le Néo Destour, aux termes de trente années de lutte, d'action militante et éducative des masses a de tout temps considéré que l'indépendance politique ne doit être conçue que comme instrument au bénéfice de la promotion économique et sociale.
Aussi dès que l'indépendance fut réalisée et en même temps qu'il s'employait à la concrétiser, à la parachever, et à la sauvegarder de toutes les menaces qui pesaient sur elle, en raison de l'obstination d'un colonialisme moribond, le Néo Destour a engagé le pays dans la voie de la révolution qui, en liquidant les séquelles économiques du colonialisme, en transformant les structures archaïques et rétrogrades, tend à la réalisation d'une démocratie économique et sociale, à la prospérité et à la promotion de l'homme.
Notre révolution qui s'inscrit dans une politique de planification tendant à une utilisation rationnelle et efficace de toutes les potentialités économiques et qui engage toutes les forces vives de la nation s'inspire de deux principes fondamentaux qui ont toujours guidé l'action du Néo Destour :
- notre foi dans le peuple en tant que source d'inspiration de toute action et en tant que force créatrice surtout lorsqu'elle est organisée rationnellement et démocratiquement
- notre fidélité à nos réalités et aux conditions objectives de notre situation de pays en voie de développe ment, fidélité qui nous impose une politique de non aligne ment tant sur le plan de la politique internationale que sur le plan idéologique.
C'est ainsi que notre foi dans le peuple, notre volonté de développement, notre souci de coopération constituent notre meilleure arme pour surmonter les difficultés que nous rencontrons sur le chemin de l'édification du Socialisme.
Ainsi, chers camarades, le Néo Destour parti essentiellement de masses, s'est engagé résolument dans la voie du Socialisme, compte tenu des spécificités propres de notre pays tant sur le plan géographique que sociologique, qu'humain,
Cette voie tunisienne vers le Socialisme que nous avons dénommé : le Socialisme destourien permettra d'assurer au peuple, et particulièrement à la classe ouvrière et à la paysannerie, la prospérité et la justice sociale dans la dignité.
(Applaudissements)
En effet, le chemin de la véritable liberté passe inévitablement par le progrès économique.
Chers camarades, plus que jamais nous nous devons de resserrer nos liens d'amitié et de coopération en tant que forces Socialistes d'avant-garde ; toutefois, nous pensons que votre marche vers le Socialisme ne doit pas être coupée des

courants Socialistes qui se font jour et qui se précisent davantage aussi bien dans notre pays que dans les autres pays en voie de développement.
Les liens de ces courants Socialistes avec les mouvements Socialistes des pays développés se doivent d'être renforcés car notre objectif ultime et commun est la dignité de l'homme et sa liberté.
De ce fait, l'élan de solidarité et la communauté de vues qui nous ont animés et guidés auparavant dans la lutte contre le colonialisme doivent être renforcées pour accélérer le rythme de la promotion économique et sociale.
(Applaudissements)
Chers camarades, notre Parti qui, comme vous l'avez constaté, a réussi à faire accéder la Tunisie à l'indépendance et qui a concrétisé cette indépendance engage actuellement toutes les forces vives de la nation dans une lutte acharnée contre le sous développement et pour la prospérité économique, gage de succès de toute lutte pour un épanouissement véritable de la personne humaine.
Nous avançons lentement, mais sûrement dans la voie du progrès et vers un avenir meilleur.
Parallèlement à cette action quotidienne exaltante, nous œuvrons pour le renforcement des liens d'amitié avec tous les pays et les mouvements partisans du progrès, de la paix et du bien être humain.
Convaincu de la nécessité du renforcement de la solidarité internationale et de la sauvegarde de la paix mondiale le Néo Destour a opté pour une politique de non engagement, seule susceptible de favoriser le renforcement de cette solidarité.
Permettez-moi avant de terminer de renouveler les remerciements du Néo Destour au Parti SFIO et à ses dirigeants pour leur aimable invitation et pour l'accueil chaleureux qu'ils ont réservé à la délégation du Néo Destour, et de vous souhaiter plein succès dans les travaux de votre Congrès.
Vive notre marché commun vers le Socialisme.
Vive la lutte pour la liberté, la justice et la dignité humaine.
(Vifs applaudissements)

Le président - Merci à nos amis hollandais et tunisien.
La séance de cet après-midi sera présidée par notre camarade Christian Pineau.
La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
54ème congrès national des 30, 31 mai, 1er et 2 juin 1963, Issy-les-Moulineaux

Séance du samedi 1er juin 1963 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Christian Pineau.
Assisté de : Lurker André (Bas-Rhin), Bordier (Vosges), Pinelli (Corse), Brémond (Basses-Alpes).

Fondation Jean Jaurès

Le président (Christian Pineau)

La séance est reprise ; je donne la parole à René Sicard pour le rapport de la Commission de Réintégration.

René Sicard

Le Congrès a désigné à la Commission de Réintégration les camarades suivants : Bru (Aveyron), Martin (Haut-Rhin) Faure (Loire), Charon (Charente-Maritime), Mussier (Cher), Geneze (Basses-Pyrénées) et moi-même, en tant que secrétaire de la Commission nationale des Conflits.

Première affaire à vous soumettre, l'affaire Pouyet ; Marcel Pouyet a été député de l'Allier, pendant les années 1946, 1947, 1948 ; il a adressé le 21 mai dernier au secrétariat général du Parti, une demande de réintégration.

La Commission rappelle au Congrès qu'à la suite de plusieurs indisciplines, de vote à l'Assemblée nationale, le citoyen Pouyet avait fait l'objet d'un blâme de la part du Comité directeur.

En lui notifiant cette sanction, le Secrétaire général, Guy Mollet, avait, à la date du 21 octobre 1948 informé Pouyet que toute nouvelle indiscipline entraînerait l'application de sanctions supérieures au blâme. Pouyet ne tint aucun compte de cet avertissement, et à l'occasion du vote sur Madagascar, il commit une nouvelle infraction à la discipline, en ne se conformant pas à la décision prise par le groupe parlementaire Socialiste.

En application des dispositions du Congrès de Lyon, au sujet de la discipline, le Comité directeur, dans sa séance du 1er décembre 1948, se prononça pour l'exclusion de Pouyet ; mais soucieux de laisser à ce camarade une dernière chance, il chargea Guy Mollet de l'inviter à signer l'engagement d'honneur de respecter, à l'avenir, la discipline du groupe parlementaire. Pouyet ayant refusé de souscrire cet engagement, le Secrétaire général lui notifia, à la date du 3 décembre 1948, son exclusion du Parti.

Quinze ans après - les temps sont loin ! Et que les choses depuis quinze ans ! - Marcel Pouyet demande sa réintégration dans le Parti.

Le dossier a été rapidement constitué, puisqu'il est du 21 mai, pour être soumis au Congrès ; ce dossier ne contient aucun renseignement particulier au sujet de Pouyet, ni pour, ni contre lui ; mais la fédération de l'Allier consultée sur cette demande, a donné un avis favorable à la réintégration le ce camarade.

La Commission de réintégration unanime estime, après quinze ans, que dans ces conditions le Congrès national peut suivre l'avis de la fédération de l'Allier, et propose au Congrès la réintégration de Marcel Pouyet.

Le président - Camarades, vous avez entendu le rapport de la Commission de Réintégration ; je le mets aux voix, si personne ne demande la parole.

Carte rouge en main voulez-vous voter si vous les partisans de la réintégration de Marcel Pouyet ?

Avis contraires ?
Abstentions ?
Adopté à l'unanimité.

René Sicard - Deuxième affaire de réintégration, elle concerne le camarade Souvestre, du Lot-et-Garonne.
Souvestre a été exclu du Parti par décision de la Commission nationale des Conflits en date du 28 avril 1960, en même temps que le citoyen Nenon et quelques autres camarades de la fédération du Lot-et-Garonne. Souvestre, ancien Conseiller général, ancien maire, avait suivi Nenon, dans une sorte de dissidence ; mais il ne tarda pas à se détacher de celui-ci.
Ayant toujours regretté son erreur et conservé une attitude correcte à l'égard du Parti, il a demandé sa réintégration depuis deux ans ; les camarades Barres et Doueil entendus par la Commission de réintégration, ont confirmé cette attitude.
La fédération du Lot-et-Garonne a émis, à l'unanimité, un vote favorable à cette réintégration.
J'ajoute que Souvestre membre de la résistance, a été blessé dans un combat avec une unité allemande, et est amputé de la jambe droite.
La Commission unanime demande au Congrès de suivre la fédération et d'accepter la réintégration du citoyen Souvestre.

Le président - Si personne ne demande la parole je mets aux voix le rapport de la Commission. Ceux qui sont partisans de l'adopter le manifestent en levant la main ?
Avis contraires ?
Abstentions ?
Le rapport est adopté à l'unanimité.

René Sicard - Troisième demande de réintégration, elle concerne le citoyen Francis Bouillet, Conseiller général de Carpentras Nord, et Jouvin Conseiller municipal de la dite ville.
La Commission de Réintégration rappelle au Congrès que les deux demandes dont il est saisi aujourd'hui ont déjà fait l'objet de deux renvois successifs.
Francis Bouillet, conseiller général de Carpentras, depuis 1925 et Jouvin, conseiller municipal, avaient été exclus du Parti par décision de la Commission fédérale des conflits du Vaucluse, en date du 12 janvier 1960, à la suite d'incidents survenus au cours de la campagne électorale municipale de 1959.
Sur appel de Bouillet et de Jouvin, la Commission nationale convint dans sa séance du 28 avril 1960 de confirmer cette décision. Dès le 20 juin 1960, quelques semaines seulement après la notification de la sentence nationale aux intéressés, ceux-ci formulaient une demande de réintégration ; cette demande fut jugée prématurée par le Congrès national de juillet 1960, qui estima qu'un délai

Confédération Jean Jaurès

était nécessaire pour juger de la fidélité du comportement des deux camarades à l'égard du Parti.
Lors du Congrès national des 18 au 21 mai 1961, la demande de Bouillet et de Jouvin fut de nouveau soumise à l'examen de la Commission de Réintégration ; celle-ci entendit les délégués de la fédération du Vaucluse, et prit connaissance de la motion votée par le Congrès fédéral du 14 mai 1961, qui constatait qu'aucun fait nouveau n'était intervenu en faveur des citoyens Bouillet et Jouvin, depuis 1960 ; c'est dans ces conditions, suivant l'avis de la Commission de réintégration, que le Congrès se prononça pour un nouvel ajournement.
Mais depuis 1961, Bouillet et Jouvin ont, en fait, repris leur place dans le combat Socialiste et le Congrès fédéral du Vaucluse à Avignon, le 29 avril 1961 - ce n'est pas récent - se prononça à l'unanimité, moins deux voix, en faveur de la réintégration des camarades Bouillet et Jouvin.
Bouillet et Jouvin ont participé activement aux campagnes électorales récentes et apporté, au candidat Socialiste, Pierre Augier, lors des élections législatives de novembre 1962, un appui efficace, on peut le dire, qui a assuré son succès. Pierre Augier a, d'ailleurs, écrit et confirmé, - il est dans la salle aujourd'hui - qu'il devait en fait son élection à l'aide de Bouillet.
Bouillet, 55 ans de Parti, Conseiller général de Carpentras Nord, est président d'honneur du Conseil général du Vaucluse.
La Commission de réintégration unanime, propose donc, en conclusion, au Congrès, d'accueillir favorablement les demandes présentées, cette année, par Francis Bouillet et Jouvin, et de prononcer leur réintégration dans le Parti.

Le président - Personne ne demande la parole ?
Je mets le rapport aux voix ; que ceux qui sont partisans de le voter le manifestent en levant la main ?
Avis contraires ?
Abstentions ?
Adopté à l'unanimité.

René Sicard - Le rapport est terminé.

Le président - La discussion générale continue ; la parole est à Mirande, 15 minutes.

Mirande

Lorsque le secrétariat général du Parti diffusa au sein de nos fédérations les textes qui servent de base au Congrès que nous tenons ces jours-ci, la fédération de la Marne se mit courageusement au travail. Il nous semblait, effectivement, qu'en raison de la conjoncture politique des dernières années, il y avait peut-être quelque chose à réétudier à l'intérieur du Parti.

Nous avons procédé à cette étude d'une façon extrêmement consciencieuse ; toutes nos sections ont délibéré des sujets qui ont été soumis à nos réflexions. A l'issue de nos journées de travail, fructueuses, de février 1963, un Conseil fédéral qui se prolongea au cours de deux demi-journées, sortit un texte qui valait ce qu'il valait, intitulé "La gauche française peut et doit s'unir."
Ce texte fut envoyé, ainsi que le précisaient les instructions du Secrétariat général, à la Cité Malesherbes, en vue de la préparation de la Conférence nationale qui se tint à Puteaux fin mars, je crois, cette année ; nous avons eu la surprise désagréable, lorsque furent diffusés les textes préparatoires de la conférence nationale, de ne voir reprise aucune de nos idées dans les textes soumis aux différentes fédérations.
Au cours de cette même Conférence nationale, nous avons eu la surprise désagréable de ne trouver dans un de ces papiers, aucune des idées que nous avions élaborées, aussi consciencieusement que je l'ai dit. Nous ne nous sommes pas tourmentés, nous avons pensé que Cité Malesherbes étaient parvenus les échos d'un certain dicton assez malveillant, assez médisant pour la Champagne, et les Champenois, et qui a exprimé ainsi : 99 moutons et un Champenois font 100 bêtes. C'est peut-être la raison pour laquelle nos idées ne furent pas retenues. Mais nous avons aggravé notre cas, car si bêtes que nous étions, têtus nous étions aussi.
Après la Conférence nationale nous avons repris notre texte, nous l'avons étudié en de nombreuses séances du Bureau fédéral, et nous en avons fait un texte très légèrement nouveau, qui était, à notre sens, amélioré en fonction des informations recueillies pour cette Conférence nationale. Ensuite nous avons envoyé ce texte pour être diffusé en province.
Si dans les textes de base préparatoires à ce Congrès, nous n'avons pas vu davantage que pour les textes de la Conférence nationale, reprises nos idées, par contre, au fur et à mesure qu'étaient publiés les numéros de "Controverse" nous sentions que d'autres fédérations avaient eu les mêmes idées et nous avions l'impression qu'il n'était peut-être pas inutile de mettre l'accent sur cette nécessité d'un regroupement de la Gauche française.
Je voudrais très rapidement vous dire comment nos fédérations en étaient venues à cette conclusion d'une nécessité absolue d'un regroupement de la Gauche française, c'est très simple, au cours des dernières compétitions électorales, la Droite française a triomphé, pourquoi ?
Parce qu'elle a su s'unir ; elle a trouvé le Gaullisme, elle trouvera d'autres raisons.
Si la Gauche a été battue, c'est parce qu'elle était divisée.
Conclusion logique et pratique : si la Gauche est divisée, il faut qu'elle s'unisse.
Mais qu'elle s'unisse sur quoi ?
Sur un programme, une doctrine.
Nous avons pensé à une définition d'une doctrine élémentaire de la Gauche française, un programme qui n'est pas établi, basé sur des points de doctrine,

certains, nets, sur lesquels on soit d'accord, sera sans doute la source de déboires ultérieurs. Nous avons cherché à définir la Gauche française, et à la définir aussi simplement que possible.
Il nous a semblé que deux conditions essentielles devaient être remplies par les citoyens français, pour avoir le droit de se réclamer de la Gauche, ces deux conditions essentielles étaient qu'ils aient le courage de s'affirmer, d'être à la fois collectivistes et démocrates.
Je ne m'étendrai pas longuement 1à-dessus, Albert Gazier a développé ce que nous entendions par collectivisme.
Je veux néanmoins préciser un point qui ne me semble pas avoir été suffisamment développé au long de ces débats : collectivisation de quoi ? De la propriété, du droit de propriété ? Est-ce vraiment essentiel au siècle actuel ?
Depuis l'époque où Karl Marx écrivit et lança les idées que vous connaissez sur la base du droit de propriété, vous savez combien le droit de propriété a évolué et les prédictions de Karl Marx sur la concentration capitaliste, ont été démenties par les faits.
Je n'ai nullement l'intention de critiquer le marxisme ; le marxisme est valable comme méthode de pensée, d'analyse, de synthèse, mais enfin dans une partie des remarques que Karl Marx a pu émettre, il y a un certain nombre de points qui ont été démentis.
La collectivisation n'est pas tellement la collectivisation de la propriété, mais la collectivisation de la gestion des entreprises.
Dans un remarquable article de la revue Socialiste, Gazier expliquait que quand ils avaient cherché à acquérir un certain capital, les ouvriers cherchaient à établir une affaire à eux, dont ils soient maîtres, qu'ils puissent gérer, ils avaient l'impression que dans cette affaire dans laquelle ils travaillaient beaucoup plus que dans la précédente où ils étaient employés, ils avaient l'impression d'être beaucoup plus leurs maîtres ; ce que veulent les ouvriers, aujourd'hui beaucoup plus qu'hier, c'est participer à la gestion de l'affaire dans laquelle ils travaillent.
Tous les travailleurs d'entreprises capitalistes, à laquelle ils appartiennent, sont fiers de l'entreprise dans laquelle ils sont employés.
Si nous avons beaucoup de moutons et de bêtes en Champagne, nous avons également un produit dont nos ouvriers des caves de Champagne sont très fiers. Chez eux, vous ne boirez que du Champagne de la maison dans laquelle ils travaillent, même si cette maison est la maison Tettinger, par exemple, ils en sont très fiers, mais ils ignorent ce qui se passe réellement dans la maison.
J'ai l'occasion, dans ma profession, de leur apprendre ce qui se passe dans leurs maisons, quelle est la progression des exportations, quelle est la progression de tel ou tel élément du coût de revient, cela les intéresse prodigieusement.
La structure du régime économique actuel ne leur permet pas de participer à la gestion des entreprises, c'est pourquoi il semble essentiel que le collectivisme existe, que nous nous déclarions collectivistes et pour le collectivisme de la gestion des entreprises.

Deuxième point de mon diptyque : démocrates.
Il nous semble impensable qu'un homme de gauche, aujourd'hui, ne soit pas démocrate.
Un démocrate, qu'est-ce que c'est ?
Nous en connaissons par cœur la définition, nous avons tous dit dans des réunions électorales qu'être démocrate c'était appliquer la loi de la majorité, dans la mesure où la majorité respecte le droit fondamental de la minorité, cela veut dire également que la majorité respectant la minorité, n'impose pas un parti unique. Nous pensons que quiconque impose un parti unique n'a pas le droit à l'appellation de démocrate.
Je ne parlerai pas longuement sur ce point-là
Donc, collectivistes et démocrates, ce sont les gens qui acceptent ces définitions.
Mais où se trouvent actuellement ces hommes qui acceptent ces principes ?
Ils se trouvent au sein de la SFIO et d'autres Partis, ils se trouvent aussi au sein d'un certain nombre de Syndicats ; et c'est sur ce point que je voudrais m'appesantir un peu.
Les syndicalistes près desquels nous avons fait un certain nombre de travaux d'approche, ne semblent pas répondre à l'expérience que nous avions faite à un moment donné, de venir nous rejoindre ; ils mènent une action parallèle, parfois contraire à celle que nous menons dans le domaine politique.
Je voudrais poser aux syndicalistes la question suivante : quels sont les buts réels que vous poursuivez ?
J'ai appris ce qu'était le syndicalisme à l'origine, j'ai su que le syndicalisme était révolutionnaire, j'ai su que, comme nous, il voulait amener certaines réformes de structure de l'économie capitalisme.
Où en est-il aujourd'hui ?
Est-ce qu'il veut encore ces réformes profondes de la structure économique du régime capitaliste ?
J'ai posé la question à des syndicalistes de mon département ; j'ai dit : "lorsque vous attirez à vous un syndicaliste, lorsque vous lui dites de venir chez vous au lieu d'aller dans telle ou telle centrale, est-ce que vous lui dites "si tu viens chez nous, tu auras 3 francs de plus de l'heure, une semaine de congé payé de plus" ou lui dites-vous : "nous voulons organiser la révolution économique et sociale, réformer les structures de ce pays" ?
Je crois, camarades, que dans bien des centrales syndicales, on a oublié de faire cette éducation du syndicaliste, on a oublié de dire que le syndicalisme était révolutionnaire.
S'ils étaient d'accord sur la forme révolutionnaire du syndicalisme, je pense sincèrement que les syndicalistes n'auraient pas lieu d'être divisés comme ils le sont actuellement.
Mais s'il devait y avoir une division entre eux, il faudrait distinguer le syndicalisme révolutionnaire que nous avons connu, il y a longtemps, et le

Contribution Jean Jaurès

syndicalisme purement revendicatif ; c'est la seule séparation qui peut avoir lieu, et non pas en fonction de la centrale à laquelle ils appartiennent.
Donc, il y a des hommes de gauche qui répondent à une définition donnée tout à l'heure, dans les syndicats, il nous faut aller les chercher là où ils sont, c'est-à-dire à la base. Si nous nous contentons de nous adresser aux responsables fédéraux des syndicats, nous ne serons pas entendus, on nous répondra, comme on l'a fait dans ma fédération, par une fin de non recevoir, car la Charte d'Amiens, parlons-en !
Pourquoi les syndicalistes de 1906 voulaient-ils la séparation de l'action syndicale et de l'action politique ? C'était parce qu'ils espéraient, par l'action syndicale, arriver plus vite que nous, politiques, à la révolution sociale. C'était la tendance syndicaliste qui dominait à l'époque.
J'ai l'impression qu'ils en sont, aujourd'hui, bien loin. Alors, nous leur expliquons que si nous poursuivons le même but : réaliser la révolution économique et sociale, nous travaillons ensemble au lieu de nous déchirer, comme cela arrive trop souvent.
Des hommes de gauche, il y en a dans les syndicats, il faut aller les chercher à la base, là où ils sont.
Il y en a aussi dans les Partis ; ne perdons pas notre temps à aller les chercher là où il n'y en a pas.
Je le dis nettement : si nous affirmons notre l'espoir de trouver des hommes de gauche, sur cette définition, chez les Indépendants, c'est illusoire, même pour des collectivisations très limitées ; nous ne trouvons chez ces gens-là personne qui soit partisan d'une collectivisation quelconque. Peut-être y en a-t-il quelques-uns, c'est exact, mais si j'en crois les hommes de mon département, ils ne sont pas tellement nombreux.
Les plus évolués disent : "A la rigueur, occasionnellement, nous accepterons une certaine collectivisation".
Chez les Radicaux isolés, y en aura-t-il beaucoup ? Je ne le pense pas non plus.
S'il y en a qui accepteraient cette définition, ils sont, pour la plupart, déjà chez nous, ou très proches de nous.
Il y a également ceux du PSU, et il y aussi le plus grave problème, ceux qui peuvent être encore au PC et ceux qui ne sont pas organisés.
Au point de vue du PC je me permettrai d'insister, je pense que pour ce Congrès on n'a pas suffisamment tenu compte de l'évolution réelle qui s'est produite au cours des toutes dernières années, dans le comportement Communiste ; on a parlé d'accord possible entre état-major du Parti, au sommet.
Mais ce n'est pas de cela que je veux parler, je veux parler de l'évolution qui s'est produite dans la masse, à la base du Communisme ; cette évolution est visible, nous la voyons partout, tous les jours elle se traduit sur le plan Français.
Par exemple - et je pourrais en citer d'autres - le Mouvement de l'Union des Etudiants Communistes, qui est un mouvement réel, contre lequel l'état-major

du Parti n'a pas osé réagir avec brutalité, avec lequel il aurait réagi il y a quelques années, en est une preuve.
J'ai entendu, de mes propres oreilles, un secrétaire fédéral du Parti Communiste, faire une apologie, dans une réunion, en faveur de la paix, de la démocratie, de la paix dans la coexistence pacifique et de l'humanisme en général.
Vous me direz qu'il n'était peut-être pas sincère, je vous le concède, il n'était peut-être pas sincère, mais, camarades, vous ne pourrez pas nier que les quelques centaines d'auditeurs qui ont acclamé les déclarations de ce militant Communiste, en faveur de la paix, de la démocratie, de l'humanisme, étaient sincères ; et c'est de leur sincérité qu'il faut tenir compte, même si l'orateur lui-même n'était pas sincère.
Deuxième fait : croyez-vous qu'il y a dix ans seulement, un secrétaire fédéral du Parti Communiste aurait eu le droit de faire impunément, à une tribune publique, l'apologie de la démocratie, de la coexistence pacifique et de l'humanisme ? Mais non ! Il eût été immédiatement sanctionné. Or, il ne l'a pas été. Cela aussi, c'est un changement dont on doit tenir compte.
Je passe rapidement sur l'existence des fonds Communistes auxquels faisait allusion Max Lejeune.
Lorsque s'est établi le Léninisme, le bolchevisme, il s'est arrêté à Varsovie, à Prague, à Budapest ; mais depuis, tout de même, il y a eu Cuba ; imaginez, camarades, ce qu'eut été l'attitude de Staline, mis dans la même position qu'a été mis Khrouchtchev, au sujet de l'affaire de Cuba ; croyez-vous que Staline aurait laissé échapper cette brillante occasion de déclencher un conflit mondial qui lui eût permis d'instaurer le régime Communiste dans le monde entier ?
Non, Cuba est quelque chose de positif, et nous devons en tenir compte ; nous devons tenir compte de cet effort qui se produit dans la masse Communiste et nous serions coupables de ne pas tenir compte de cet effort.
C'est pourquoi nous devons aller chercher les véritables hommes de gauche, même s'ils nous étaient opposés, même s'ils le sont encore.
Quant aux non organisés, nous savons que si nous arrivons à définir très nettement nos buts, même lointains, il y en a un grand nombre qui pourront venir chez nous.
Alors, voilà, camarades, je n'ai pas l'impression que j'aie pu heurter qui que ce soit ; je vous dirai que nous sommes d'accord, mais encore pas tout à fait d'accord, sur les solutions qui nous sont proposées actuellement, pour essayer de rassembler, de regrouper la Gauche française, outre la différence sur laquelle je n'ai peut-être pas suffisamment insisté, selon laquelle nous voudrions que ces contacts soient pris plus à la base qu'au sommet, c'est-à-dire tant chez les militants, chez les électeurs des différents groupements que dans les états-majors.
Il faudrait, camarades, que nous voyions ce qui nous est proposé. On nous propose de rénover notre vieille maison, mais la rénovation qu'on nous propose, je m'excuse de le dire, dussè-je heurter l'auditoire, nous trouvons qu'elle n'est pas

suffisante. Notre vieille maison nous allons l'améliorer, cette porte sur notre droite que nous avons empruntée dans un passé qui n'est pas tellement lointain, nous ne faisons que de la murer, de la condamner ; et nous Socialistes de 1963, nous n'y passerons plus jamais !

Ce modeste œil-de-bœuf, par lequel, de temps en temps, pour le plus grand nombre possible, nous jetions un regard vers l'est, d'ou nous parvenaient des vapeurs nauséabondes, nous allons l'élargir, dans une large paix, mais dans une paix qui serait une paix armée, car il peut venir des vapeurs qui seraient nocives pour nous. On va même plus loin, nous mettrons des fleurs à nos fenêtres, à nos balcons, de l'églantine et du muguet, nous raviverons notre drapeau, la couleur de notre drapeau, et à ce sujet, nos camarades des Bouches-du-Rhône nous fourniront la garance nécessaire pour le faire.

Croyez-vous, camarades, que cela suffira pour que les jeunes, en particulier, et les moins jeunes qui ne demanderaient peut-être qu'à venir chez nous, si nous faisions passer un souffle nouveau dans le Parti, viennent à nous ? Est-ce que ce sera suffisant ? Nous ne le pensons pas, nous préférons que l'on prenne des contacts à la base, partout, à l'atelier, à l'usine, au bureau, dans l'entreprise, auprès des amis, auprès des parents, pour dire quel est le visage réel du Socialisme, pour demander aux gens s'ils sont d'accord avec ces définitions essentielles que nous avons données du Socialisme, et à ce moment-là, camarades, je crois que nous pourrons avoir des contacts fructueux.

Je n'ai pas fait preuve de la moindre indiscipline, quand, dans notre fédération, on a poursuivi quelques conversations timides avec les partenaires que nous avons énumérés, nous avons obtenu de signer un tacite pacte de non agression, car, tout de même, entre gens de gauche qui acceptent la définition que j'ai donnée, combien de temps de militantisme avons-nous passé à nous déchirer ?

Je ne regrette rien, je l'ai fait moi-même.

Il y a un nombre important de Socialistes qui ne seraient pas satisfaits si, tous les matins, ils n'avaient pas dévoré Bolcho ! Mais ils nous le rendent bien ! On a même parlé de rats visqueux et de vipères lubriques.

Plus près de nous, ces camarades soi-disant Socialistes, soi-disant unifiés, tous les jours dévoraient de la SFIO ; que dis-je ? Ils dévoraient exclusivement un morceau de Guy Mollet ! Et à force d'en manger, je me demande comment il en reste encore !

Ce n'est pas une plaisanterie, car ces gens-là nous ont fait énormément de mal, tellement de mal que je crois avoir la certitude que dans ce Congrès ils en font encore.

Voilà, camarades, ce que nous pourrions obtenir de nos messages, nous pourrions ainsi, par les contacts à la base, entre militants, jeter l'aile gauche de la réalisation, peut-être lointaine, de cette grande maison de la Gauche française et unifiée. Ce ne sera pas dans trois mois, dans six mois, mais dans de nombreuses années. Mais à nos jeunes, en particulier, apprenons à se comprendre,

éventuellement à s'aimer beaucoup plus que de se haïr, s'en vouloir les uns les autres.
C'est un travail, camarades, qui serait vraisemblablement fécond ; je voudrais, en terminant, dire quelle sera la position de la fédération et d'un certain nombre de fédérations avec lesquelles nous avons tenu un fructueux Congrès régional.
Nous ne prendrons pas parti systématiquement, nous ne ferons aucune chapelle, nous nous déciderons sur les textes qui nous seront soumis, qui seront soumis au vote du Congrès, en fonction de la plus ou moins grande quantité de nos idées qui se retrouveront dans ces textes. Un point c'est tout.
Mais je voudrais vous dire aussi, camarades, que nous désirions qu'un des nôtres soit représenté au sein de la Commission des résolutions, le camarade que je vous remercie d'avoir acclamé hier, quand il est monté à la tribune au nom de la fédération, j'ai cité le camarade (?) Nous sommes persuadés qu'il saura, au sein de cette Commission, exprimer les idées que je viens d'essayer de traduire devant vous ; je suis certain qu'il trouvera les mots qui seront susceptibles de galvaniser les jeunes qu'il représente ; car ces gens qui se bousculent à notre porte n'attendent qu'un signal qui leur donnerait l'enthousiasme qui serait capable d'entraîner toutes ces énergies, et qui serait capable d'entraîner aussi les énergies des moins jeunes qui en ont peut-être, et même certainement, grand besoin.
(Applaudissements)

Le président - La parole est au dernier orateur inscrit, Peyrassol.*

Peyrassol

Camarades, en abordant cette tribune, je voudrais exprimer ma surprise de n'avoir entendu pratiquement s'élever aucune voix pour parler de notre politique européenne, spécialement pour dénoncer la gigantesque mystification organisée en cette matière par le Pouvoir, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières.
(Applaudissements)
Voulez-vous le plus récent exemple de mystification à l'extérieur ?
Lorsque "qui vous savez" est allé se faire voir aux Grecs, n'est-ce pas au titre de "Grand Européen" qu'il a trouvé le moyen de se faire accueillir et acclamer ?
Mystification à l'intérieur ? La semaine dernière, devant 15 millions de téléspectateurs, M. Peyrefitte, notre actuel ministre de la Propagande, est venu avec un calme stupéfiant, affirmer que si l'Europe politique n'était pas encore faite, la faute en incombait aux cinq méchants partenaires qui s'obstinaient à refuser les constructives propositions du guide que vous savez.
Plus un mensonge est gros, plus il a des chances d'être cru, s'il est assez souvent répété, et pour ce qui est de la répétition publicitaire, ces Messieurs de l'UNR en connaissent, croyez-moi, un sacré bout !

Collection Jean Daures

Mais, je vous le demande, allons-nous continuer longtemps encore à assister à cette farce ? Ne croyez-vous pas qu'il est grand temps de nous consacrer à cette nécessaire tâche de démystification de l'opinion ?
Les faits sont à notre disposition pour nous permettre de prouver que, n'en déplaise à MM. de Gaulle, Peyrefitte, et autres, Debré, ce ne sont pas eux, mais bien les Partis de jadis qu'ils couvrent de leur vinaigre, de leur bile, de leur fiel, qui ont préparé l'Europe de demain.
(Applaudissements)
Ce n'est pas si vieux ! Dès 1951, de Gaulle avec les Communistes et les nationalistes avait fait voter contre le pool charbon acier ; en 1957, il a fait une campagne et fait voter, toujours avec les Communistes et les nationalistes, contre le Traité de Rome qui instituait l'Euratom et le Marché Commun, oui, ce Marché Commun dont M. de Gaulle s'annexe maintenant sans vergogne, l'éclatante réussite, alors que l'Histoire mettra pour toujours au crédit de notre Parti, au crédit de Guy Mollet, alors Président du Conseil, au crédit de Christian Pineau, son ministre des Affaires Etrangères, la négociation, la rédaction et la signature du Traité qui, en 1957, a véritablement créé l'Europe Economique.
(Applaudissements)
Camarades, il est temps de mettre fin à cette mascarade, à cette tromperie ; ni de Gaulle, ni l'UNR, n'ont fait l'Europe, ni ne sont de véritables Européens ; c'est le régime de malheur de la 4ème, qui, là encore, a su préserver les chances d'avenir des générations qui montent.
Il y a d'ailleurs quelque chose de poignant à constater que cet homme, à la destinée hors du commun, qui, dans certains domaines, tel celui de la décolonisation, a su adopter des perspectives et des décisions allant dans le sens de l'histoire et du mouvement général du monde, dès qu'il est question de l'Europe, prend alors l'histoire à contre courant, avec sa conception d'union des Etats, au lieu de l'association démographique des peuples. Il se replie sur des positions de nationalisme.
Il est incompréhensible de voir ainsi confondre indépendance et souveraineté, la souveraineté étant la faculté, pour la puissance publique, d'un Etat, de faire tout ce qui lui plaît, y compris la guerre à d'autres Etats, et l'indépendance étant, elle, la possibilité pour un peuple, de développer librement ses méthodes et ses conceptions de la vie en société.
Pourquoi de Gaulle se refuse-t-il, ainsi, obstinément, à reconnaître avec nous que, seul l'abandon entre les mains d'une autorité européenne, démocratiquement contrôlée, permettrait une souveraineté que chacune de nos nations, prise isolément, est incapable d'exercer, que seul ce débouché sur la supranationalité est capable, à l'époque où nous sommes, les choses étant ce qu'elles sont, d'assurer réellement la véritable indépendance de chacune de nos nations?
Il y a aussi, camarades, un grand danger à voir ainsi jeter la méfiance chez nos partenaires, à une entreprise, dont la confiance mutuelle est le meilleur ciment, en voulant oublier les règles les plus élémentaires de l'indispensable esprit

communautaire et même de la simple courtoisie internationale, en utilisant le procédé fracassant de la conférence de presse, pour annoncer des décisions prises sans aucune consultation des cinq autres gouvernements.
(Applaudissements)
Oui, Gaston Defferre a raison, a hélas ! raison, devrais-je dire, quand il affirme, comme il vient de le faire au titre de Président du Conseil des Communes de l'Europe, que tout le monde a conscience, dans nos six pays, que depuis le début de cette année, l'unité européenne est menacée ; si le courant actuel devait l'emporter et les représailles succéder aux actes unilatéraux, le Marché Commun, et sans doute aussi l'union franco-allemande, l'Alliance Atlantique, finiraient pas s'écrouler, l'Europe se retrouverait dans la misère comme aux pires jours de son histoire et bientôt ruinée et soumise.
C'est pourquoi il importe, disait Gaston Defferre, de reprendre ardemment l'effort d'unification européenne ; il importe, et il est grand temps d'alerter l'opinion publique, une opinion publique, où, camarades, les jeunes ont pris et vont prendre à un rythme accéléré, une place croissante ; ce Congrès, s'il en était besoin, serait là pour le prouver.
Or, un récent sondage d'opinion a classé dans l'ordre suivant les questions qui préoccupent la jeunesse d'aujourd'hui :
En premier, le danger nucléaire,
En second, la conquête des espaces intersidéraux,
En troisième, l'Europe.
Eh bien, camarades, nous n'avons pas un grand effort à faire pour démontrer aux jeunes que pour avoir leur rôle à jouer dans la lutte pour écarter de l'humanité l'effroyable menace de l'hécatombe atomique, aussi bien que pour participer à la conquête du cosmos, il faut faire l'Europe, il faut créer une puissance qui soit l'égale des deux super États qui dominent aujourd'hui le monde.
De même, les jeunes nous comprendront si nous leur disons : "Nous n'avons pas pour l'homme ce mépris écrasant que professe M. le Général de Gaulle, nous croyons, nous autres, Socialistes, qu'il est possible de faire assez confiance à nos semblables pour leur confier, à l'échelle européenne, des postes et des tâches de décision et d'exécution, où ils seront capables de faire passer l'intérêt général de la Communauté dont ils sont devenus les mandataires, les dirigeants, avant l'intérêt particulier de la nation à laquelle les rattachent les liens du patriotisme.
Les jeunes nous comprennent, camarades, quand nous affirmons que faire l'Europe est la seule chance de sauvegarder la paix en mettant chacun de nos pays à l'abri d'un système dé sécurité collective, la seule chance aussi d'assurer la survie de notre vieille civilisation occidentale qui a tout de même le mérite d'avoir pour fondement le respect de la liberté et de la dignité de la personne humaine, sans lesquelles aucun véritable Socialisme n'est possible.
Les jeunes nous comprennent, camarades, quand nous leur disons : "la grandeur de la France n'est pas dans une force militaire atomique qui nous coûte des milliers d'écoles, d'universités, de logements, d'hôpitaux, sans pour autant

assurer ni l'hégémonie de notre pays, ni même sa propre sécurité, elle n'est pas non plus dans un repliement aussi bien que fier, sur un passé si glorieux soit-il."
Ils nous comprennent, les jeunes, soyez-en sûrs, quand nous leur disons : "Continuez à représenter pour le monde les immortels principes de 1789 et de la Déclaration des Droits de l'homme et du Citoyen."
Faire rayonner partout la pensée de nos philosophes, de nos savants, de nos ingénieurs, donner de notre pays l'image de la terre, déjà, et de l'humanisme, enfin préserver les notions mêmes qui font la dignité de l'homme, garder à l'échelle humaine la civilisation qu'un progrès technique galopant menace de transformer en une société de robots où la vie ne vaudra plus la peine d'être vécue.

Guy Mollet

Mes chers camarades, un mot d'abord pour m'excuser d'avance : je risque d'être long.
J'essaierai pourtant de raccourcir mon propos à l'essentiel sur chaque sujet, mais il me faut avouer au départ que j'ai beaucoup de choses à vous dire.
Je voudrais, au départ, que vous vouliez bien tous vous souvenir que notre dernier Congrès national se situe en 1961, que depuis nous avons eu des réunions nombreuses, de Conseils nationaux, plus une conférence d'information, mais que nos positions publiques en tant qu'organisme national remontent à 1961.
Alors, je vais essayer d'évoquer très vite - je ne vais pas les commenter - les problèmes essentiels qui se sont passés en France depuis cette date :
La fin de la guerre d'Algérie, l'OAS, l'appel fait, à ce moment-là, aux Républicains... C'est une époque où notre temps ne nous était pas compté en minutes à la Télévision ni a radio, quand on avait besoin des hommes de France pour se battre contre les artisans de putsch, on était un peu plus libéral qu'aujourd'hui…
Le "succès" en ce domaine ?... Je mêle "succès" entre guillemets... Je suis de ceux qui restent convaincus que si c'était pour trouver ce type de solution à l'affaire algérienne, ce n'était pas vraiment nécessaire de se comporter, à l'égard des partis républicains, comme on l'a fait pendant des années...
(Applaudissements)
L'exploitation immédiate par de Gaulle de ce "succès" ?... On remplace Debré par Pompidou. On annonce un référendum au bout duquel on va demander à la nation mal informée, non pas seulement d'accepter le vote au suffrage universel - ce qui est le sucre qui a enveloppé la pilule -, mais enfin de compte, d'accepter d'entériner, d'officialiser l'interprétation abusive que le Président de la République a donné de la Constitution qu'il a fait lui-même voter avec notre accord... enfin, avec l'accord de la majorité.

Fondation Jean-Jaurès

Ce référendum… les élections, qui ne sont pas autres choses que deux tours supplémentaires du référendum, ou plus exactement le référendum étant le premier tour d'une élection à trois tours !
Les élections ? La candidature a été pratiquée comme elle ne l'avait jamais été en France depuis le Second Empire. Nombreux sont les candidats UNR ou 5ème République qui mettaient modestement leur photographie mais qui avaient eu soin de mettre celle de de Gaulle au recto.
C'est un nouveau "succès" - je le mets encore entre guillemets -, en fait, après une telle campagne, de n'obtenir que 32% des suffrages exprimés. Car, cela, on ne le dit jamais assez. N'obtenir que 32% des suffrages exprimés, c'est un de ces succès dont je dis qu'il vaudrait mieux, pour le gaullisme, qu'il ne se répétât pas trop souvent, car ils finiront par ne plus pouvoir abuser la nation.
Mais enfin, il venait de réussir, il venait de se dégager personnellement de toute responsabilité devant la représentation parlementaire. La France était enfin seule avec son Guide.
Dans le domaine de la politique étrangère, le même phénomène va se produire. Là encore, il veut dégager la France, la dégager de ses obligations atlantiques, essayer de la dégager de ses deux voies européennes. Il donne de la notion européenne l'idée d'une notion européenne qui remonte à la fin du 18ème siècle ; c'est ce qu'il appelle "le progrès" !
14 janvier dernier, il constate son triomphe, parlant seul, agissant seul, au nom de la France, il interrompt de son seul fait une conférence internationale !
Je ne veux pas préjuger ici de ce qui aurait pu en être des résultats, il est impossible de le savoir, c'est d'ailleurs très controversé. Ce que je constate, c'est le procédé : sans aucun contact avec les alliés, les amis, les membres de la Communauté en question, seul, il dit : "C'est terminé". Il se laisse aller tellement loin ce jour-là qu'il est amené à improviser une réponse à la seule des questions qui n'avait pas été admise et pas préparée. Il répond en effet, à une question sur la détention par l'Allemagne de l'arme nucléaire, en disant : "Charbonnier est maître chez soi". C'est disparu des comptes-rendus du lendemain, ce n'était qu'un lapsus, bien sûr, corrigé là encore dès le lendemain. Ce n'était pas ça qu'il avait voulu dire, il avait voulu dire : "De Gaulle est maître en France".
Et tout notre débat - comme celui d'ailleurs des autres formations démocratiques, comme celui des Français où que ce soit, qui se réunissent, discutent entre eux, cherchent commentent -, tout le débat des étrangers - qui essaient de comprendre ce qui se passe en France qui ne correspond plus, qui ne reconnaissent plus la République français dans cette caricature -, tous ces débats sont dominés par cette idée simple : "De Gaulle est maître de la France, il se sent maître de la France".
Cela donne des résultats dangereux. Certains étrangers en tirent comme conclusion que la France est en état de dictature. J'ai du protester, dans des rencontres internationales - et pas seulement des rencontres internationales Socialistes - contre des assimilations fausses, en certains domaines, injurieuses.

Il n'est pas vrai que de Gaulle soit fasciste (?), il n'est pas vrai que le régime de la France actuellement soit fasciste. La preuve est qu'aujourd'hui nous nous réunissons encore librement. La preuve en est même que, selon un engagement qu'il avait pris devant Deixonne (?) et moi, et c'est un des derniers propos qu'il nous a tenus -, le Parti Communiste n'est pas interdit en France.
Mais si nous n'en sommes pas là, il est vrai, et j'y reviendrai, que le comportement de De Gaulle met en cause la solidarité du monde libre, l'unification de l'Europe.
En France, ce n'est pas le fascisme, mais cela peut le devenir. Des camarades ont évoqué le risque devoir demain les tenants du gaullisme de 1963 vouloir survivre à de Gaulle par la force. Ils ont peut-être raison.
Mais déjà, si ce n'est pas le fascisme et la dictature, ce n'est plus la démocratie. C'est un mot, d'ailleurs, que de Gaulle n'aime pas. Il lui arrive souvent de dire : "Vive la République ! Vive la France", il ne dit jamais : "Vive la République française", ce qui est déjà une différence, mais en tous cas il y a une chose qu'il ne dit jamais, c'est "Vive la démocratie française".
Je dis : ce n'est déjà plus la démocratie.
Les menaces contre la liberté d'expression, la multiplication des poursuites pour offense au Chef de l'Etat, se multiplient. La tolérance est grande contre certains crimes, mais la justice est implacable quand il s'agit de lèse-majesté.
Le respect du secret de la correspondance, téléphonique au moins, n'est plus qu'un souvenir des régimes de jadis.
Il est difficile de téléphoner à un homme politique aujourd'hui sans qu'il ne dise : "Attention, je suis sur la table d'écoute". Et s'il n'y avait que les hommes politiques !...
La Radio, ou la Télévision, et même une partie des possesseurs de la Presse, sont maintenant aux ordres.
Le pays est dominé par cette question : cela durera-t-il ? Se rattrapera-t-il ? Que se passera-t-il s'il s'en va, en tout état de cause, quand il s'en ira ? Et les réponses sont différentes :
Il y a ceux qui disent - parce qu'ils en profitent -: "Pourvu que ça dure !". C'est, je crois, la mère de Bonaparte qui tenait ce propos.
Il y a ceux qui voudraient bien être tolérés par le régime actuel, même s'ils ne l'aiment guère et le disent en privé, sans pourtant être condamnés demain parce que la démocratie trouvera une audience nouvelle en France ; et je pense, disant cela, à tant de fonctionnaires, à tant de teneurs de plumes, qui, pourtant, doivent avoir bien conscience que l'heure du choix est proche, si même elle n'est pas déjà passée.
Il y a par contre ceux qui en ont assez et qui le disent, et ceux-là, encore, se subdivisent :
Certains peuvent affirmer : "Nous vous l'avions bien dit !". Et comme je comprends leur sérénité !
D'autres, et c'est mon cas, sont dans une situation en apparence plus difficile.

Collection Jean Jaurès

En 1958, ils ont préféré le gaullisme et ses risques possibles au succès de l'insurrection militaire des fascistes et ses conséquences dramatiques certaines. Je suis de ceux-là A l'heure actuelle je ne le regrette pas encore. Je pourrais plaider que j'ai été trompé' ! Non. Je ne crois pas qu'un homme trompé soit jamais méprisable, il ne commence à l'être que quand il est consentant.
(Applaudissements)
La vérité est différente. Je me suis mépris sur un homme. Mon admiration était grande. Il a, avec une audace, un amour indiscutable de la France, et son orgueil personnel, tenu la barre de 1940 à 1945.
Il s'affirmait décidé à trouver au drame algérien une solution a la fois humaine et française. J'étais convaincu, sincèrement convaincu, que dans la gestion du pays il se rendrait compte - non pas partout personnel, mais par réalisme -, de même qu'il avait été contraint de le faire avec la résistance, que la France sans la République, que la France sans la démocratie, est vouée au drame.
J'ai cru que son amour indiscutable - indiscuté pour moi - de la France, allié à son pragmatisme, son sens du réel, voire son orgueil même, et son souci de laisser dans l'histoire un grand souvenir, l'amèneraient à préparer pour les lendemains d'après lui, pour les jours qui lui succéderaient, les chances de la démocratie française.
Mais, si mon propos lui revient, qu'il se souvienne que je le lui ai souvent tenu : que quiconque porte à la démocratie, en France, des coups graves, sert mal la France qu'il dit aimer, et il laissera derrière lui un pays dangereusement menacé.
Malheureusement, le vieil homme semble l'avoir emporté sur le pragmatique. Il veut vivre, semble-t-il, les rêves de ses 18 ans. Maurras s'est réveillé en lui ; de Gaulle est maître en France et la France s'isole dans le monde. Certains éprouvent à voir ceci une sorte de satisfaction intellectuelle. Pas moi. Moi je ne peux pas cacher combien je le regrette, je le regrette pour le pays, pour la démocratie, et même, permettez-moi de le dire, pour le souvenir que de Gaulle laissera de lui. Mais le regret est une chose et l'action en est une autre.
Et pour agir, pour sortir de cette situation, se posent alors les problèmes de l'action nécessaire, des buts, des programmes, des instruments, c'est-à-dire, en ce qui vous concerne, du Parti et de sa structure, et enfin, celui de la tactique de notre Parti.
J'entends étudier ces problèmes les uns après les autres.
Les objectifs ? Oh ! Il y aurait là un beau thème à discours, dont on dirait, après l'avoir entendu, que je me suis élevé au-dessus des contingences immédiates. Vous m'accuserez de ne pas me laisser aller à ce genre de facilité, parce que j'ai enregistré avec joie que nos objectifs nous sont communs, communs à tous, et je veux simplement dire que je peux aujourd'hui avouer que j'ai passé des jours difficiles en ce qui concerne ces préoccupations.
A certaines heures, en entendant quelques déclarations sur le renouveau, la résurrection, les chocs et électrochocs nécessaires, voire - car le mot fut

employé, et heureusement, retiré - l'éclatement nécessaire du Parti, moi aussi, j'ai eu peur, comme Georges Guille, que nous revivions 1934.
Je vous l'ai dit au Conseil national, je l'ai répété à la conférence d'information, c'est pourquoi je suis à l'aise pour vous dire aujourd'hui ma joie en constatant que ces craintes ont absolument disparu, et j'ajoute, ce qui est plus important, sont devenues nettement injustifiées.
Les plus enthousiastes des rénovateurs ou des modernistes, comme on aime à dire ailleurs, sont venus affirmer ici qu'ils entendaient bien maintenir, durcir même, l'affirmation de notre volonté révolutionnaire ; plusieurs ont même souligné que peut-être n'en avions-nous pas fait assez dans les périodes récentes. Comme je me sens, sur ces thèmes, volontiers d'accord avec eux !
Le problème suivant est celui de notre programme. Je voudrais d'abord corriger une erreur, commise plusieurs fois à cette tribune par des camarades, et plus particulièrement par des jeunes camarades. En lisant les pages rouges consacrées au programme, quelques camarades ont condamné le caractère, à leurs yeux insuffisant, et ont dit : "Il manque ceci" ou "il manque cela". Cela prouve que leur information intérieure a été insuffisante.
Voulez-vous bien noter que nous nous trouverons en fait, demain soir, si ce programme est adopté, avec ou sans modifications, devant un programme unique, bien sûr, formant un tout, mais exprimé de trois manières distinctes :
- Il y aura, d'une part, ce qui est acquis depuis un an : le programme fondamental, la fixation de l'objectif, qui subsiste, le programme de l'action immédiate, ce que nous pensons actuellement réalisable, ce qui est aujourd'hui susceptible d'être discuté, avec d'éventuels partenaires, susceptible de servir de base à un contrat - celui-là -, mais, au-delà, de cela, sur chacun des points figurant dans ce programme, il existe, et dans de nombreux cas, d'ores et déjà accepté par des Congrès, sur le plan économique, sur le plan social, sur le plan scolaire, sur le plan agricole, sur le plan de la construction, des programmes détaillés, reprenant par exemple le problème du présalaire, etc. qu'a évoqué ce matin un camarade, dans son détail, programmes qui sont susceptibles de se transformer dès demain en propositions de lois ou en lois-cadres.
J'en viens au programme lui-même, à son contenu.
Il a été très peu discuté, et par là même, normalement, doit faire l'objet de moins de commentaires, pour la presse qui nous écoute.
Oh ! Ce n'est pas parce qu'il est sans importance qu'il n'a pas été discuté, c'est simplement parce que nous sommes d’accord et qu'entre nous nous parlons surtout des points controversés et que nous ne mettons pas l'accent sur les points admis entre nous.
Qu'il me soit permis de dire, non pas seulement ma conviction personnelle, mais je traduis la conviction du Comité directeur unanime, que c'est probablement le document essentiel qui sortira de ce Congrès. Je ne veux pas, je viens de le dire, entrer dans ces détails, mais simplement en définir la ligne dominante :

C'est un programme orienté vers la jeunesse, et à ce sujet un de nos camarades a bien voulu, ce matin, rappeler que dans cette même salle, il y a plus d'un mois, je m'adressais au Congrès des membres des Foyers Léo Lagrange... Je sais que parler de la jeunesse, c'est un peu devenu une tarte à la crème, de Gaulle lui-même n'y manque guère, et d'ici à ce qu'il fasse rentrer l'expansion démographique dans les grandes réalisations de la 5ème République, il n'y a pas loin… mais, nous, soyons sérieux… Que disais-je à ces jeunes, en résumé ?
Que ce régime économique et social, matérialiste, en fait, n'offre à leurs enfants - car nos jeunes sont terriblement préoccupés du sort de leurs propres enfants - absolument pas l'égalité des chances, et qu'il risque de faire d'eux des robots bien huilés, détenteurs de tous les gadgets, des week-ends, et des congés payés, mais frustrés, plus frustrés que leurs anciens au fond, c'est un Socialisme à la Rouxlay (?) que leur offrent les soi-disant modernistes du capitalisme et de la technocratie.
Pour voir à quel point ils sont frustrés, je me permets une toute petite lecture. J'ai fait faire récemment, par les méthodes de travail modernes, qui ne nous sont pas inconnues, quoi qu'en pensent certains camarades - ce sont les moyens de les pratiquer qui sont inconnus de nous -, j'ai fait faire récemment, et parce que cela m'était possible de le faire gratuitement - sans cela je n'aurais pu le faire - une étude sur un problème dont je vous ai déjà entretenus, qui me tient terriblement à cœur, qui est celui de l'enrichissement actuel du capital.
Pour l'établir, on a fait l'hypothèse que l'évolution des capitalisations boursières des entreprises mesure assez bien cet enrichissement, et l'on explique en quoi après quoi on arrive à la conclusion suivante : (Il y a des graphiques, je vous en fais grâce, ce sera étudié par nos services techniques !)
L'indice global du salaire entre 1950 et 1962 est passé de 100 à 300. Nous parlons ici salaires et pas pouvoir d'achat. L'indice moyen d'enrichissement des entreprises industrielles dans le même temps, calculé comme il vient d'être dit, est passé de 100 à 800, et il y a un exemple, auquel je m'intéressais particulièrement, qui faisait presque l'objet spécial de mon enquête, qui était celui des industries chimiques. Alors là, c'est net : l'indice des salaires est là, comme ailleurs, passé de 100 à 300, alors que pour la même période, 1950-1963, la valorisation boursière est passée de 100 à, 1 400 !
Si on tient ce langage aux jeunes, si on leur montre que tout en vivant mieux que leurs grand-pères, grâce à l'effort des susdits d'ailleurs, ils sont plus volés que les intéressée ne l'étaient ; si on leur montre aussi que l'abrutissement collectif par les procédés modernes fera de leurs gosses des êtres qui ne seront pas dignes du nom d'hommes ou de femmes, soyez tranquilles, quoique l'on prétende à tort, de la jeunesse actuelle, elle est susceptible de le comprendre, à, une condition, c'est qu'en lui ayant fixé ces objectifs, on lui indique les moyens de faire qu'il en soit autrement.

Et c'est pourquoi notre programme, très simplement mais très nettement, rappelle quel est l'objectif : le Socialisme, il montre quelle est la méthode : la démocratisation dans chaque domaine.
Je vous invite à reprendre le texte et vous trouvez que ses titres sont : démocratisation de l'économie, démocratisation de la planification, démocratisation de la répartition du revenu démocratisation dans l'entreprise, démocratisation de l'information, cela nous semblait hier du prochain, et voilà, que c'est aussi reculé dans l'utopie, démocratisation de l'enseignement, démocratisation des loisirs, démocratisation de la justice, du logement, des conditions d'existence pour chacune des catégories humaines, et là-dessus, nous avons dit que nous étions unanimes. Cet accord sur un tel programme implique déjà, à mes yeux, ce qui doit être l'essentiel de ce que je dirai ensuite sur la tactique.
S'il y a un objectif, le Socialisme, et comme méthode la démocratisation, il nous faudra évidemment chercher à regrouper tous ceux qui sont d'accord sur l'objectif, le Socialisme, et chercher ensuite des alliances, des contrats, des cartels, des rassemblements, que sais-je, avec ceux qui acceptent de faire un bout de chemin plus ou moins long avec nous sur la méthode, c'est-à-dire la démocratisation. Mais, je ne veux pas anticiper.
Il est impossible de ne pas ajouter quelques mots sur le programme international du Parti. Il y a là encore unanimité. Elle se résumé à ceci : fidélité permanente à nos positions traditionnelles, la paix doit être inlassablement recherchée dans le désarmement général, simultané et contrôlée dans l'arbitrage et dans la sécurité collective.
Une des meilleurs méthodes pour y parvenir est de lutter partout pour faire disparaître ce chauvinisme, et surtout cette espace de nationalisme étroit qui s'est redéveloppé depuis la dernière guerre dans les nations, et de voir les peuples, sans pour autant renoncer à leur caractère propre, accepter le transfert d'une part de leur souveraineté à des organismes supranationaux.
Voilà les règles, d'où notre accord avec le pacte Atlantique, d'où notre combat pour l'Europe intégrée, d'où tout ce qui vient d'être rappelé, et sur quoi nous sommes d'accord.
Mais là se pose un problème particulier, c'est le traité franco-allemand. J'ai entendu deux fois à cette tribune présenter une version absolument erronée de l'attitude du Parti.
Nous n'avons jamais perdu le contact avec nos amis de l'Internationale. C'est même parce qu'il y avait une de ces rencontres de partis de l'Internationale que le Bureau politique du Parti a collégialement, et j'aime mieux ne pas avoir à évoquer l'attitude individuelle de chacun de nous, fixé la position que j'aurai à y défendre.
Pour ne parler que des représentants des 6, unanimement ils ont estimé qu'en son état le traité franco-allemand était non seulement inutile, mais dangereux. Deux

Etats sur les Six, et deux Etats seulement, sont appelés à la ratification : le SPD et la SFIO.
Nos camarades allemands, comme nous, estimaient qu'ils ne pouvaient pas le voter, mais ajoutèrent qu'il leur était difficile d'apparaître, sous quelque forme que ce soit, comme des adversaires du rapprochement franco-allemand, même s'ils avaient conscience que ce rapprochement n'était pas dû à la période présente ; il leur fallait chercher, donc, à faire accepter un préambule - j'espère que ceux qui sont venus parler de ce problème à la tribune ont lu le préambule en question !
Mais écoutez, ce qui est plus simple, ce que les intéressés disent eux-mêmes ; nos camarades allemands, ici présents, qui forment la délégation du SPD à ce Congrès - et qui entendent ne pas intervenir dans nos débats, c'est un scrupule que je comprends - ont fait, en arrivant en France, une déclaration :
Ils m'ont autorisé, bien sûr, à vous donner connaissance de cette déclaration :
"Déclaration de la délégation du SPD concernant le "Traité franco-allemand :
- Le traité, tel qu'il a été présenté d'abord, était inacceptable pour le SPD parce qu'il créait le danger d'un blocage de la politique européenne sur laquelle les Partis Socialistes des 6 pays de la Communauté se sont engagés.
Notre Parti déclara alors, dès le début de la discussion publique sur le Traité, qu'il souhaitait la réconciliation des peuples français et allemand à condition que la politique entre Bonn et Paris ne détruise pas la politique européenne. Nous avons donc proposé au Parlement un préambule au Traité précisant clairement et nettement que chaque gouvernement allemand à venir devrait s'engager solennellement à continuer : 1°) la politique européenne intégrée, 2°) la politique Atlantique, 3°) la politique de l'alliance ouverte à la Grande-Bretagne, aux Pays Scandinaves et à tous les pays qui voient dans l'Europe, non seulement un axe Paris/Bonn mais une alliance des pays libres et démocratiques.
La première réaction du gouvernement Adenauer et de son Parti fut un refus net. On nous expliqua qu'exiger un préambule, ce serait poser des conditions et paraîtrait par conséquent une vexation pour le peuple français.
Nous avons alors de nouveau confirmé que nous ne voterions pas pour le Traité et nous avons expliqué publiquement les raisons de notre attitude.
Dès lors, il y eut des remous au sein des Partis gouvernementaux ; Adenauer risquait de perdre sa majorité au Parlement car même une partie des libéraux et aussi des démocrates-Chrétiens étaient décidés à voter contre le projet si le gouvernement ne proclamait pas que le Traité ne risquait pas de bloquer les autres engagements internationaux signés par l'Allemagne fédérale.
Mis devant le danger de voir repousser le Traité, le gouvernement accepta notre proposition d'un texte de préambule expliquant, mot par mot, paragraphe par paragraphe l'idée et le sens dans lequel, nous Socialistes, voyions le Traité et, surtout, la réconciliation des peuples allemand et français. Dans ces conditions, après une discussion approfondie au sein du Comité directeur et du groupe parlementaire, le Parti décida de voter pour le Traité. La décision fut prise à

l'unanimité au Comité directeur et à la majorité de 163 voix et 7 abstentions au groupe parlementaire."
(Applaudissements)
Je dois dire que je remercie nos camarades allemands, car cela éclaircit étonnamment notre situation personnelle, à nous Parti SFIO, mais quant à notre décision définitive, celle qui aura à fixer notre attitude au moment du vote, et qui pourra être fonction de acceptation éventuelle de préambules de ce caractère, il est déjà entendu qu'elle sera prise mercredi prochain - je ne crois pas me tromper sur la date - lors d'une réunion commune entre le groupe parlementaire et le Comité directeur, et même à la demande du groupe, le Comité directeur a donné son accord pour que l'on recherche au maximum, sans aliéner notre propre liberté d'appréciation, une attitude commune avec d'autres démocrates européens dans l'assemblée.
Tout le reste, c'est de la littérature, cela prouve simplement que quelques amis prêtent facilement l'oreille à la propagande du pouvoir.
Venons-en aux autres problèmes, aux problèmes de structures. Je ne vais pas m'attarder au détail, nous aurons un Congrès pour prendre des décisions sur ce problème. Il a été entendu, à l'unanimité, que la procédure de révision serait ouverte par ce Congrès même. Les objectifs, à atteindre : créer un outil plus moderne, se donner les moyens matériels et financiers nécessaires, permettre une plus grande démocratie interne, si c'est encore possible, sut tout cela nous sommes d'accord.
Mais j'ajoute qu'est plus important encore le fait de faire passer l'éducation Socialiste avant les préoccupations électorales.
(Applaudissements)
A cette fin, accentuer le militantisme, et c'est pourquoi j'ai proposé, car la proposition est mienne, j'en veux prendre la responsabilité, que soit retenue pour études, dans les travaux que l'on va faire, l'idée de la double structure verticale et horizontale du Parti, celle que connaît la Ligue de l'Enseignement, que connaissait la vieille CGT.
Alors, que ceux qui se veulent des transformateurs soient très rassurés s'ils pensent que je freinerai dans ce sens ; certainement pas ! J'ai plus que d'autres, parce que depuis un certain nombre d'années déjà Secrétaire Général du Parti, souffert de ce qu'un certain nombre d'élus aient créé autour d'eux beaucoup plus une clientèle qu'un noyau de militants !
(Applaudissements)
Parmi les réformes de structures, certains pensent surtout aux organismes de direction : direction collégiale, répartition des tâches,...
J'ai la conviction personnelle - peut-être que je me trompe - qu'il en a toujours été ainsi.
Au gouvernement, la délégation de pouvoir que j'avais faite à chaque camarade était totale, et je n'ai jamais manqué - je l'ai rappelé nier dans une incidente - à la nécessaire solidarité. Je suis sûr qu'avec moi vous manifesterez le désir que

quand l'heure en sera venue nul ne refuse sa place dans une semblable direction collégiale.
Il est aussi, bien sûr, question des hommes. C'est là que se pose mon problème personnel.
Gazier l'a évoqué gentiment - il ne saurait le faire autrement - en disant : "nous ne pouvons pas laisser condamner des hommes - et je le remercie pour le pluriel ! - pour une politique que le Parti a voulue et approuvée."
C'est vrai que ce serait injuste ! Ce serait une triple injustice, une injustice personnelle. Je suis la tête de turc des adversaires, et c'est normal. C'est le sort réservé à tout Secrétaire Général. Vous n'avez pas oublié que les journaux Communistes m'ont un jour accusé d'avoir fait fusiller 27 de mes camarades de captivité ! Vous n'avez pas oublié que cette année - il faudrait tenir un palmarès - l'UNR a découvert que j'étais plus ou moins un pilier de l'OAS.
J'ai trouvé, je veux le dire, dans ces heures là la solidarité nettement exprimée de certains camarades du Parti.
J'ai entendu Léon Boutbien hier reprendre le thème pourtant depuis très longtemps ressassé de la diversité de mes élections successives. Cela, c'est un vieux thème, baladé par le Parti Communiste depuis des années, repris par l'UNR et qu'un militant du Parti MRP a utilisé avec quelque succès à travers la presse française lors de son dernier Congrès.
S'il ne s'agissait que de moi, soyez tranquilles, je m'en tirerais avec une réponse ! Mais ce n'est pas moi qu'ils visent, à travers moi c'est le Parti !
Il me faut rétablir les choses et dire que je souhaite que toutes les élections en France de militants Socialistes aient un caractère aussi net que les miennes. Je les passe en revue très vite. Il y en a trois, parce que les élections d'avant, on ne les a jamais mentionnées ; il est de toute évidence que la pureté et la netteté sont dans ce domaine faciles, il n'y a que trois élections depuis que, très discipliné, le minoritaire que j'étais sur ces problèmes a réussi à convaincre le pouvoir qu'il nous fallait aller au régime majoritaire d'arrondissement.
Il y a une élection à la députation, en 1958, une élection au Conseil municipal l'année d'après, et puis l'élection à la députation l'année dernière.
En 1958 j'ai eu contre moi tous les partis, sans distinction. Je dis, sans distinction : candidat Communiste, candidat MRP, candidat d'extrême Droite, candidat poujadiste.
Il n'y avait pas d'UNR et ils en ont tiré comme conclusion que j'étais vraiment l'élu de l'UNR il n'y a qu'un malheur, c'est que sur tous les murs d'Arras ont été affichés les textes de l'UNR locale invitant à voter pour mon concurrent permanent, le démocrate MRP. J'ai été élu quand même.
Liste municipale : alors cette fois j'ai été élu par les MRP. J'ai eu contre moi une liste Communiste PSU, c'est normal, j'ai eu contre moi une liste dirigée par les UNR, liste sur laquelle il y avait l'UNR les Radicaux, les indépendants, les Poujadistes et les Monarchistes ; cela existait encore dans le Pas-de-Calais, plus une liste MRP. Au deuxième tour, 12 membres de la liste MRP, voyant la

coalition avec la liste UNR, ont désavoué cette attitude ; 13, il ne faut pas que je triche ; 13 sur 31. Ils sont venus sur ma liste. J'ai battu au deuxième tour les listes maintenues des Communistes, de l'UNR et des MRP.
Dernière élection. Arrivé avant moi, le candidat de la 5ème République, pas officiellement UNR mais de la 4ème République, un excellent gaulliste, qui avait oublié de l'être entre 40 et 44 mais qui s'était rattrapé ; un Communiste, un MRP. Le MRP en contradiction avec tous les engagements pris, avait voté UNR, cela va sans dire, il est certain que j'aurais été battu si les Communiste au deuxième tour, n'avait pas voté pour moi.
Mais ce qui serait grave, c'est si, pour être élu, j'avais eu avec les dix Communistes le moindre contact, la moindre négociation, ils l'ont cherché. On a répondu : non, pas de contact, non, il n'y aura pas de compensation ; dans tout le Pas-de-Calais pas d'Histoire de réciprocité, pas de marchandage. Tous sont maintenus, vous ferez ce que vous voudrez.
Je me sens les mains très nettes. J'aimerais que ceux qui répandent des ragots comme cela dans le Parti aient toujours eu des attitudes aussi précises lors de leurs différentes candidatures !
(Applaudissements)
Injustice personnelle, injustice de manière absolue. Je ne suis pas sûr que le Parti ait toujours eu tellement tort que certains veulent le dire, injustice relative. Je disais nier que j'apprécie l'auto-critique, mais je n'aime pas entendre certains battre sur ma poitrine leurs propres coups !
Je reviens à ce qu'a dit Albert Gazier : "nous ne pouvons laisser condamner des hommes pour une politique que la majorité du Parti a voulue", et il a pris l'exemple depuis 1958 où la minorité se déclare solidaire des décisions de la majorité, je l'en remercie et je n'en ai jamais douté. Mais qu'il me permette d'ajouter que l'argument vaut a fortiori pour les cas où les hommes en question se trouvaient dans la minorité, et se faisaient ensuite les champions publics de la thèse adoptée !
Par exemple, j'ai entendu beaucoup condamner la fréquence avec laquelle nous participions dans les gouvernements. J'aimerais, surtout pour les militants du Parti, qu'ils se souviennent de ce qu'était mon attitude personnelle dans ces cas-là.
Je dirai qu'il y a incontestablement beaucoup d'injustice dans tout cela. Mais pourtant, malgré ce sentiment d'injustice, et me refusant à le retenir, je voudrais vous dire franchement, camarades, que je me suis très souvent interrogé, que je m'interroge encore sur ma présence au Secrétariat Général. Je vais prendre un exemple très désobligeant pour moi : il arrive très souvent que l'entourage d'un vieillard ne sait jamais lui dire l'heure du départ, et on ne peut pas compter sur l'intéressé pour qu'il s'en rende compte lui-même. Je ne me sens sûrement pas un vieillard, mais vous savez, vous, les membres du Comité directeur, vous savez que j'ai posé la question individuellement à un certain nombre d'entre vous.

Au fond, il ne faut pas se placer sur le plan sentimental, il faut se placer sur le plan de l'efficacité. Le jour où un nombre suffisant d'amis me dira que je rendrais plus service au Parti en renonçant aux fonctions que j'occupe qu'en y étant maintenu, ils peuvent me faire confiance, je l'accepterais. Je ne ferai jamais à Léon Boutbien le reproche d'avoir parlé de cela hier, ici ; j'ai un reproche à lui faire, puisqu'il est mon ami, c'est d'avoir oublié de me le dire quand il me rencontrait, et d'avoir attendu une réunion publique pour le faire.
(Applaudissements)
Je le dis avec fierté, j'ai un amour assez profond de mon Parti pour ne jamais accepter d'être un obstacle à son possible renouvellement. Que ceux qui me connaissent mal, qui parlent de sentiment, de sensiblerie, qui vous empêcherait vous de m'inviter au départ, se rassurent. La joie que je retirerais en vous rendant ce service compenserait, j'en suis sûr, largement, et même l'emporterait sur la tristesse évidente que j'éprouverais en renonçant à un poste que j'ai rempli plus ou moins bien, mais en tous cas avec passion et avec amour.
Quant aux sentiments qui nous unissent, eh bien je ne pourrais qu'y gagner, puisque vous, vous seriez presque condamnés à avoir pour moi encore plus d'amitié qu'avant, et que moi, eh bien je pourrais montrer le côté moins sévère de ma personne et retrouver le sourire qui, parait-il, me manque trop souvent.
(Applaudissements)
Parlons maintenant tactique, de crois que le terme est essentiellement utilisé en matière militaire, alors procédons comme le font les militaires.
Les buts ? Il faut les fixer. Eh bien ils le sont ! Contre toute force de dictature, contre toute forme d'oppression, pour la libération de l'homme ; je pourrais dire que la libération politique est une condition nécessaire, mais qu'elle reste insuffisante si elle n'est pas accompagnée de la libération économique.
D'autre part aussi je suis convaincu qu'on ne peut payer la libération économique d'un renoncement, fut-il proclamé provisoire et Temporaire, à la liberté politique.
C'est clair, l'objectif est fixé ! Deuxièmement, comme disent les militaires, il faut reconnaitre le terrain. Il faut l'analyser.
Alors là nous sommes divisés, entre nous, nous avons tenté une analyse, nous n'avons pas mis l'accent tous sur les mêmes raisons. Certains, dans un souci d'objectivité, ont à mon avis fait preuve d'un sens de l'autocritique poussée très loin ! Allant presque jusqu'au masochisme. Si nous en sommes là, ont-ils proclamé, c'est que le combat a été malmené. Et alors après tout l'idée est née - elle n'est pas neuve - qui consiste à tuer les généraux. On nous dit que les batailles ont été mal engagées. Bravo ! Nous avons trop souvent fait comprendre aux militants qu'il ne faut pas être pressé. Encore bravo !
J'ai la conviction qu'il arrive souvent à des formations comme la nôtre d'arracher pour les travailleurs plus dans l'opposition qu'ils ne le font au pouvoir.
Ensuite, c'est vrai qu'étant à la fois révolutionnaires et démocrates, patriotes et internationalistes, nous avons été amenés souvent, chaque fois que nous

estimions que la démocratie ou la Patrie était en danger, à prendre des responsabilités, et par là même à laisser oublier un peu que nous étions des révolutionnaires. Encore que chaque fois que nous avons été à des postes de responsabilité, même dans les heures les plus graves, nous avons eu à cœur que les améliorations de caractère social viennent compenser le découragement marqué sur le plan national.
Mais je rappelle qu'aujourd'hui nous sommes tout à la fois ; donc pas seulement patriotes et démocrates, mais aussi internationalistes et révolutionnaires.
Alors ce rappel nous vaut la colère de ceux qui chantaient encore hier nos mérites comme patriotes !
Dernier mot sur ce point. Il nous faut aussi penser qu'il n'y a pas que l'action parlementaire. Je veux prendre un exemple : la dernière grève des mineurs. L'erreur colossale qui a consisté à penser que l'on pouvait imposer par la réquisition le travail qui en France exige le plus de volontariat pour être accompli ; celui des gars qui descendent au fond, cette erreur là a coûté plus au pouvoir, bien plus, que toutes nos interventions de formation politique à l'Assemblée nationale ou au Sénat.
(Applaudissements)
Mais je veux ajoute qu'à cette tentative d'appréciation de nos erreurs personnelles, dans la recherche d'étude, d'analyse du terrain, de la situation que nous vivons, à mes yeux s'ajoutent des difficultés communes à toutes les formations Socialistes du monde, il est bien plus difficile aujourd'hui de convaincre un jeune de 25 ou de 20 ans de prendre part à l'action militante qu'il y a 30 ans. C'est une démonstration que j'ai souvent faite, et que je ne vais pas vous imposer à nouveau. Mais nous sommes dans un certain domaine victimes de nos propres succès.
Il y a incontestablement une partie de ceux qui ont bénéficié des avantages sociaux dus à l'action des Socialistes, dus à l'action des syndicalistes, qui s'est pour une période embourgeoisée, et qui a cessé d'être des militants.
(Applaudissements)
Il y a là un problème certain. On le tranche en disant : alors il faut aller davantage vers le concret.
Je ne dis pas non. Mais dans ce qui est la recherche du concret, l'une de nos victoires est d'avoir obtenu que même nos adversaires sont capables de proposer autant de concret que nous, car la transformation, là pression que nous avons exercées sur l'opinion publique sont telles qu'un maire Socialiste battu à des élections par un conservateur verra celui-ci proposer autant de constructions d'HLM qu'il l'aurait fait. Pourquoi ? Il y a trente ans, c'est une révolution de parler des constructions collectives. Les bourgeois vous disaient : si quelqu'un veut une maison, il n'a qu'à attendre d'avoir 60 ans et de l'avoir méritée par ses économies !
Henri Cellier a lancé cela. Cela a été considéré comme aberrant, mais c'est entré dans les mœurs.

Collection Jean Jaurès

On voit les réactionnaires de l'UNR essayer de se vanter d'être responsables de la quatrième semaine de congé qui leur est imposée ; ils essaient de s'en vanter, alors que les réactionnaires d'il y a trente ans auraient été contre.
Ce n'est pas vrai que le concret suffit ! C'est là qu'il faut reprendre ce que je disais dans mon propos tout à l'heure. Quand on parle à la jeunesse, il faut lui parler idéal, pas seulement concret ; il faut parler concret, bien sûr, mais idéal surtout, et lui montrer ce qu'elle a à faire pour ses propres enfants !
(Applaudissements)
Modification encore : l'adversaire est mieux armé. Et puis il ne respecte pas les règles de la guerre. La radio et la télévision appartiennent à la nation ; ils en ont fait leur chose, et leur chose à eux seuls. Ils ne respectent rien, ils trichent partout.
Chacun se souvient de la séance où on a renversé Pompidou, et où tous les téléspectateurs ont pu voir le soir un Pompidou triomphant, me mettant en cause et disant : mais j'ai une belle caution, celle de Guy Mollet !
Je me suis dressé à mon banc, j'avais le bouquin - je l'ai d'ailleurs encore - et j'ai dit : "monsieur, vous avez triché ; vous n'avez pas lu les phrases d'après, les phrases d'avant ; vous avez coupé le contexte et transformé la citation entièrement."
L'assemblée dans sa majorité m'a applaudi - on m'applaudit toujours dans une assemblée dans un cas comme cela ! - Eh bien ils ont simplement coupé mon apparition, et il a été salué à la fin de son intervention par les applaudissements qui avaient terminé la mienne !
Il y a comme cela des millions de spectateurs qui ont été roulés, et cela se fait quotidiennement. Alors il est bien vrai de dire que les conditions du combat sont beaucoup plus difficiles !
Camarades, mettre l'accent sur le fait de nos propres responsabilités, mettre l'accent sur les conditions dans lesquelles on pourrait faire ceci ou cela, cela n'a guère d'importance, au fond. L'important, c'est de savoir si même en divergeant sur l'analyse, nous sommes d'accord pour mener le même combat. Pour le mener, la première chose à faire c'est de rassembler ses croupes, de les renforcer au maximum, de les regrouper ; je parle de ses propres troupes.
Alors ce sera une des conclusions les plus importantes de ce Congrès. Faire tout ce qui sera possible, dans la limite du respect de la pensée du Parti et de sa doctrine, de sa philosophie, faire tout ce qui sera possible pour amener à nous ceux qui se sentent Socialistes, et qui ne sont pas chez nous, soit qu'ils se soient engagés ailleurs, soit, beaucoup plus nombreux, qu'ils ne soient pas engagés.
Je vous avouerai que moi, je pense beaucoup plus à ceux qui ne sot pas engagés. Que reviennent ceux qui sont engagés ailleurs, bien sûr ; mais cela ne fait pas beaucoup de monde. Que viennent par contre les gens qui se sentent Socialistes dans ce pays, et à qui on va réussir à faire comprendre, je pense, l'urgence du combat, l'urgence de la prise de responsabilité, alors cela peut faire du monde.

Fondation Jean Jaurès

D'où peuvent-ils venir, ceux qui sont engagés ailleurs ? Du PSU ? Oh je veux bien, je ne demande pas mieux. C'est vrai qu'il y a des éléments valables, qui nous ont quitté sur un problème grave, un problème de conjoncture qui aujourd'hui est dépassé.
J'ai répété dix fois que ceux qui reviendraient bénéficieraient d'un vieil avantage : le temps passé dans un parti prolétarien leur sera compté comme du temps passé chez nous, il ne leur sera jamais demandé de l'auto-critique, ce n'est pas la mode chez nous !
Il sera simplement exigé d'eux - pas plus pour eux que pour les autres - que leur adhésion ou leur retour au Parti comporte bien entendu l'engagement de discipline à l'égard de ce qu'aura décidé la majorité du Parti. Rien d'autre.
Il doit être des Socialistes qui aspirent au Socialisme, à l'UNEF ; je suis même convaincu qu'il en est dans le monde catholique. Et, je l'ai dit souvent, quand les jeunes, à la JOC, à la JEC dans la Gauche de la CFTC, dans la CNJA ont milité, ont pris des positions violentes, ont souvent même exagéré dans leur action, allant plus facilement à la collaboration avec les Communistes qu'à la collaboration avec nous, ont fait du gauchisme - je soustrais, sur le plan de l'immédiat, les répercussions dont les camarades locaux souffraient, car cela les mettait dans des situations difficiles - j'avais, au fond de moi, parce que je suis un vieux travailliste impénitent, l'espoir que quand ils auraient fini leurs critiques, ces gens-là viendraient à la pensée Socialiste. J'ai eu des déceptions et lors du dernier référendum j'ai vu que là où on se battait le mieux, par exemple en Bretagne, où l'on arrêtait les trains et où l'on faisait du gauchisme verbal et même actif, virulent, 98% votaient "oui" au Référendum ! C'est embêtant. C'est que quand la consigne est différente de l'aspiration Socialiste, c'est encore la consigne qui l'emporte ! Ça changera peut-être.
Ces gens disent qu'ils sont empêchés de venir vers nous par leur croyance. Je réponds qu'ils ont tort.
Moi qui suis un agnostique, je me demande comment quelqu'un peut prétendre être un chrétien en ne se sentant pas Socialiste ! Je ne le conçois pas ! (Applaudissements)
Alors, ce n'est donc pas là-dessus.
Ça doit être sur des problèmes concrets, précis.
Quoi ? L'école ! Au cours de la dernière campagne électorale, j'ai dit - et je prends la responsabilité de le dire ici - que le jour où on voudra régler ce problème honnêtement, en France, il y aura un moyen, c'est de faire, dans ce domaine, après une préparation sérieuse, le premier référendum honnête que ce pays aura connu, c'est-à-dire après que les divers projets auront été expliqués, commentés à la tribune, à la petite tribune, ce qui deviendra la tribune nationale, à savoir le petit écran des postes de télévision.
Si c'est cela, il y a des solutions. Les Socialistes en ont offertes et ils sont prêts à les reproduire mais j'ai peur que ce ne soit qu'une arme justement utilisée pour

empêcher les Socialistes chrétiens de se rendre compte qu'ils peuvent être Socialistes. A eux de comprendre !
Qu'est-ce que nous leur demandons, nous ?
Nous leur disons - et c'est ce propos qu'on a sans cesse tourné pour le ridiculiser - "Vous avez une conviction, tant mieux pour vous ; si vous êtes sincères, non seulement on vous respecte mais on est prêt, nous-mêmes, même ceux des nôtres qui n'ont pas une foi religieuse, on est prêt à nous battre pour vous assurer la liberté d'expression et de culte. Vous avez le droit d'avoir cette conviction, c'est presque une chance, tant mieux pour vous, la seule chose qu'on vous demande, l'unique chose qu'on vous demande, quand vous appartenez au Parti Socialiste, c'est de ne pas faire de prosélytisme à l'intérieur des sections Socialistes. Là, vous n'avez pas le droit. Si vous voulez faire du prosélytisme, allez le faire dans vos Eglises, c'est la place normale pour le faire mais, dans nos sections, nous avons assez de travail pour essayer de construire le bonheur sur terre pour qu'on ne soit pas empoisonné par les opinions de ceux qui ont des opinions différentes sur la manière de le faire plus tard !
(Applaudissements)
C'est simple, mais c'est un langage dont on ne veut pas qu'il soit entendu.
J'en ai fini avec la recherche de ceux qui défraient venir chez nous.
Je veux passer alors aux alliances.
Des alliances, il y en a de deux sortes : les alliances défensives et les alliances offensives.
Alliances défensives : contre l'ennemi qui nous menace immédiatement. Eh bien, dans ce cas-là, je me répète et j'en répète beaucoup d'autres, on se bat d'abord et on ne demande par l'appartenance de celui qui combat avec vous, et les exemples dans ce domaine sont multiples.
Ah ! Ils n'ont pas fait la petite bouche, les bourgeois français, ceux de ces bourgeois qui n'étaient pas vichystes, lorsque les alliés, défendant la liberté - certains ne défendaient pas que cela - ont eu l'appoint de la Russie.
Bien sûr, on connaît de ces grands directeurs de pensée d'aujourd'hui qui ont commencé par condamner la coalition avec l'URSS et qui n'ont changé d'avis que juste assez tôt pour n'être pas sanctionnés par les lois d'épuration sur la presse, mais le fait est qu'ils n'ont pas fait la petite bouche. Cela ne peut pas dire pour autant que les uns et les autres soient influencés par la propagande Communiste !
J'aurai à en parler tout à l'heure plus longuement.
Des alliances offensives. Alors, là aussi, je récuse l'image militaire car il s'agit de faire avancer les chances du Socialisme.
Pour le faire, nous proposons des méthodes, un programme, que nous sommes prêts d'ailleurs à laisser étudier par des voisins, par des collaborateurs immédiats, des partenaires immédiats, de la même manière que nous sommes prêts à étudier les programmes des autres et puis alors à chacun de prendre ses responsabilités.

Quelles sont les chances d'y parvenir ?
En ce qui concerne le gaullisme, aujourd'hui, et plus encore demain, après l'après-gaullisme, il y a, nous dit-on, et c'est un des grands thèmes aujourd'hui, à craindre une confusion, une dispersion. C'est vrai, mais pour éviter une confusion, est-ce qu'il faut en créer une autre ?
On nous dit, par exemple : il y a trop de partis. C'est vrai, c'est incontestable. Est-ce que, pour autant, il faut créer un seul parti avec tous ceux qui ne sont pas gaullistes ? Mais, d'ailleurs, ceux qui le proposent ne vont pas jusque là. Ils disent : "Attention ! Pas avec les Communistes, bien sûr. Quant à vous, les Socialistes, on vous veut bien, mais à la condition que vous renonciez à votre conception de la laïcité et puis aussi à ce qu'ils appellent le marxisme, et ce qu'ils appellent le marxisme c'est simplement - ça n'a rien à voir avec le marxisme - c'est le caractère collectivisme transformateur de notre programme."
Alors, quelles sont les chances, quelles sont les tendances de groupements possibles telles qu'elles sont proposées par les uns et par les autres ?
Il faut reprendre chacune et dire ce que nous pensons de chacune.
Il y a d'abord l'UNR. C'est Malraux qui l'avait exprimé le premier, Foyer a repris cela, mais évidemment quand c'est Foyer c'est tout de même moins bon... c'est moins éloquent, ça a moins d'allure ; eh bien, il s'agirait de diviser la France en 2 grands groupes : UNR et ses satellites, le Parti Communiste et les siens.
La réponse est simple ! Dans ce piège-là, nous répondons "Non, jamais", pas de question.
Alors, quelle est l'autre solution ?
En janvier 1958, dans un petit livre qui s'appelait : "Bilan et perspective Socialiste", j'étudiais ce problème. Ils viennent de pousser des hurlements, la semaine dernière, un certain nombre d'entre eux, parce que j'ai repris exactement les mêmes thèmes. En janvier 1958, je disais : "Au fond, en France, ce que l'on peut espérer, pour réduire le nombre des Partis, des grandes formations, des mouvements de pensée, ce qu'on peut espérer, c'est de les ramener à 5".
Je ne crois pas qu'on puisse arriver à moins.
2 groupements très distincts l'un de l'autre, mais qui ont ensemble quelque chose de commun, c'est le fait que lorsqu'ils arrivent au pouvoir, ils ne respectent pas la règle démocratique : le Parti Communiste, qui ne respecte pas la règle démocratique, où que ce soit, quand il est au pouvoir, et puis, à l'inverse, à l'autre extrémité, ces 2 ou 3% de Français, qu'on connaît en permanence en France - aujourd'hui, ils sont plus de 2 ou 3%, car il y a pas mal d'intoxication, mais en moyenne ils ont toujours été 2 ou 3% - qui ont toujours besoin de coups de pied dans les fesses, de quelqu'un qui dirige pour eux ; en un mot impropre, car trop général, ils sont parmi ceux qu'on peut appeler les fascistes en France.
Eh bien, ces deux formations, on ne les éliminera pas simplement parce qu'on voudrait les éliminer.
Et puis alors, hors de ceux-là, - je ne dis pas entre ceux-là - il y a les formations de démocrates, c'est-à-dire de démocrates politiques, de gens qui acceptent la

règle du jeu, qui acceptent de dire : "On veut que la majorité fasse la loi et on accepte que cette majorité se voit imposée le respect de la loi des minorités", ceux qui acceptent, en un mot, la règle de la démocratie politique.
Je les classerai en 3 groupes, en 3 grands groupes.
C'était en janvier 1958 ; je disais : les démocrates Socialistes, les démocrates libéraux - le mot libéral étant pris sur le plan économique - et les démocrates conservateurs.
Eh bien, il paraît qu'il y a une tendance, actuellement, très générale, très affirmée, à ce que les Conservateurs et les libéraux fassent fusion ; les conservateurs sont de moins en moins "conservateurs", paraît-il - en tout cas, ceux d'entre eux qui étaient conservateurs sont passés à l'UNR ; alors, on pourrait faire un bloc unique et ne plus parler de 2 groupes conservateurs : démocrates conservateurs et démocrates libéraux, mais d'un seul.
Moi, je n'y vois qu'un intérêt.
Ce serait même pour eux remarquable et, pour nous, excellent.
Et puis, ceux de ceux-là qui se sentent ou qui se croient socialisants, se trouveraient de toute évidence dans l'obligation de choisir.
Je suis parti de cette idée-là, c'est ce que j'ai dit, par exemple, récemment, à mon Congrès de Béthune.
Avant d'en dire un mot, du Congrès de Béthune, parce qu'il me faut le faire, je voudrais dire que lorsqu'il nous arrive d'affirmer, lorsqu'il m'arrive par exemple d'affirmer, comme je vais de nouveau le faire, qu'avec tel ou tel groupe politique, une alliance politique est possible mais qu'une intégration dans une formation commune est impossible, je ne permets pas, je n'admets pas que l'on présente cela comme une injure aux autres.
Je n'aime pas les injurier, je dis que c'est même être tout simplement malhonnête et ce n'est pas mon habitude.
J'ai souvent professé que dans les partis très hostiles au Parti Socialiste, je compte des amis, des gens pour qui j'ai de l'estime, dont je respecte les convictions, à qui je ne ferai jamais l'affront, l'injure de demander qu'ils renoncent à leurs propres convictions pour accepter la mienne et quand je leur tiens ce langage, ils savent bien, eux, que je ne les injurie pas ; je demande simplement la réciprocité.
C'est dans cette optique que j'ai été placé dans le Congrès de Béthune et là il me faut parler tout de même encore d'un incident.
C'est très embêtant, vous savez, quand on est ainsi celui qu'on vise.
Le Congrès de Béthune, comme tous les Congrès, je pense, des fédérations Socialistes, est un Congrès qui se tient entre Socialistes, il n'est pas ouvert à la presse. Il n'y avait donc aucun journaliste au Congrès de Béthune, aucun représentant de l'AFP. Ce qui n'a pas empêché un représentant de l'AFP de citer, entre guillemets, s'il vous plait, les propos qu'il m'a prêtés, et cela, c'est devenu la "vérité" avec un grand "V". "Le Populaire" avait beau, le lendemain, sous la plume d'un journaliste qui était, lui, au Congrès de Béthune, dire ce que j'avais

Fondation Jean Jaurès

dit... Pensez-vous ! Pour ces Messieurs, ça c'était la tentative plus ou moins adroite de rétablir, après coup, à cause de l'effet obtenu ! Ce sont quand même de drôles de mœurs.
C'est quand même quelque chose de très curieux que cette conception très moderne de l'information !
Le plus embêtant, c'est que ça mord !
Hier soir, notre Ami Gaston Defferre, très amicalement, je dois le dire, s'est penché vers moi et, très paternellement, m'a dit : "Il faut savoir éviter ces polémiques contre les partis républicains, il ne faut pas ce genre d'injures entre Républicains".
Avant d'en parler à cette tribune, je suis allé trouver Gaston Defferre pour lui dire qu'il ne devait pas avoir lu "Le Populaire" et Gaston m'a dit : "C'est exact", et je le comprends car dans les voyages entre Paris et Marseille il n'a pas la possibilité de lire tous les jours les journaux nationaux et le nôtre.
Mais ce qui est embêtant, et vous allez voir jusqu'où ça va, c'est qu'hier soir, jetant quelques notes pour préparer mon intervention d'aujourd'hui, j'ai laissé marcher, à côté da ma table de travail, mon poste de radio et j'ai pris Europe à 10 heures, et j'ai eu la surprise agréable de réentendre la voix de Gaston Defferre - car on est branché sur Europe, je l'ai appris comme cela - et dans toute la journée d'hier, ce qu'avait retenu le "radioteur", c'était cette charmante phrase de Gaston Defferre me disant : "Guy Mollet, il ne faut pas procéder comme cela à l'égard des Partis Républicains" !
(Applaudissements)
Il y a comme ça, 4 millions de braves bougres qui ont eu la confirmation des propos de MM. Diligent et consorts !
Ce n'est pas sérieux !
Alors, pourtant cela a permis, n'est-ce pas, des mises au point, ça a permis des propos vengeurs !
Dans certaines tribunes, des mises au point attristées, dans d'autres des commentaires ironiques ou graves ; certains journaux en ont conclu que j'étais crypto-Communiste, un autre, d'ailleurs, a vu en moi un crypto gaulliste, en tout cas un sectaire, un vieillard attardé… (rires)… un de ces anciens qui s'opposent au modernisme, que sais-je encore !
Et vous savez, je suis sans illusion... ce que je vais dire aujourd'hui, pour rétablir la vérité, ça a assez peu de chances de trouver la même audience que le mensonge car le Pouvoir et ceux qui le servent n'ont aucun intérêt à ce que la vérité soit rétablie.
Vous savez, après ce préambule, il me serait facile de me livrer au même petit jeu et de dire que je vais répondre à mon tour aux dirigeants du MRP avec humour... Il serait facile de démontrer que l'opération était bien préparée ! J'ai le numéro du MRP du Pas-de-Calais et la semaine d'avant le Congrès, le numéro du MRP du Pas-de-Calais avait déjà utilisé les mêmes arguments ! La semaine d'avant... il était fort, il savait déjà ce que j'allais dire à Béthune !

Fondation Jean-Jaurès

Il serait facile de démontrer, et c'est contrôlable, je vais vous donner la référence "Eclair du Pas-de-Calais" mai 1963, qu'avant le Congrès on démontrait que certains propos tenus par moi manquaient d'élégance !! De bons amis du Nord doivent être amusés d'avoir entendu ces propos sous la plume de quelqu'un qui a assuré l'échec de notre ami Villain (?) en faisant élire un UNR !
Je pourrais donc m'amuser à pas mal de choses, je pourrais rappeler à l'actuel Président du MRP qui était l'un des représentants aux rencontres que nous avions, Francis Leenhardt, quand nous essayions de nous opposer au référendum, je pourrais rappeler que les engagements pris n'ont pas été respectés par toutes les formations politiques, sans que cela mette en cause l'intéressé, plus correct, les deux qui étaient là furent corrects, ce ne fut pas vrai de leurs représentants locaux.
Je pourrais dire tout cela, je ne vais pas le faire, parce que c'est sans intérêt, parce que c'est le genre de polémique, et là je rejoins Gaston, et il avait raison, qui ne sert à rien, qui ferait du tort. Si on doit demain, sur certains problèmes précis, faire un bout de chemin ensemble, en admettant qu'ils acceptent le type de démocratisation ne serait-ce que celui de l'information, ce n'est pas la peine de s'abîmer les uns les autres.
D'autant plus qu'après tout j'ai la conscience sereine, car j'ai le sentiment que j'ai rendu au MRP un service, un certain service… avant qu'il puisse dauber mon compte, leur Congrès n'était guère intéressant !
(Applaudissements)
Et d'ailleurs, ils m'en ont témoigné très bruyamment leur reconnaissance !
Pour les radicaux, ça a été le même coup, il suffit d'ailleurs de lire la Dépêche AFP pour un lecteur honnête, pour s'apercevoir que le texte a été tronqué, que mon propos a été truqué, puisqu'il parait difficilement compréhensible de dire tout à la fois que cette espèce a disparu et que nous devons essayer d'amener les bons chez nous et d'inviter les mauvais à aller ailleurs ! Elle a disparu ou elle n'a pas disparu !
Non, le fait est que j'avais fait une constatation, c'est embêtant mais c'est vrai - embêtant pour eux - j'avais fait la constatation que l'espèce a disparu dans le Pas-de-Calais, c'est vrai et cela ne peut pas heurter un radical du Pas-de-Calais ! C'est vrai aussi que les bons sont venus chez nous, que les mauvais sont allés ailleurs.
Mais, quant au Parti radical, ce que j'en ai dit, je vais le répéter ici publiquement : c'est vrai que ce parti comporte des gens totalement différents, c'est vrai qu'il y a eu et qu'il y a dans ses rangs des gens qui sont très près de nous ; à mon Congrès du Pas de Calais, parce que c'était entre nous, j'ai même cité un nom, que je prenais comme exemple d'un radical, pourquoi ne pas le citer… je disais que l'un des hommes qui m'avait fait l'honneur d'être parmi mes ministres, René Billières, ancien ministre de l'Education nationale, trouverait facilement sa place chez les Socialistes.
(Applaudissements)

Vous voyez, j'avais même cité un nom, et à ce nom j'en avais opposé d'autres, mais comme c'est plus méchant vous allez me permettre de ne pas vous les dire… la presse est là qui m entendrait !
Mais c'est vrai, c'est bien mon propos : si on arrivait au regroupement des partis politiques, eh bien, c'est vrai qu'ils seraient obligés de se reclasser, c'est vrai qu'il y a des hommes qui viendraient avec nous, dans un rassemblement des Socialistes et des socialisants, et puis c'est vrai qu'il y an a d'autres, je ne les injurie pas en disant cela, qui se sentiraient plus à l'aise chez les libéraux ou chez les modérés.
Cela n'a pas empêché Maurice Faure - mais lui il a peut-être l'excuse de ne pas lire le Populaire - de trouver l'occasion de faire un excellent communiqué à l'AFP.
Mais oui, ne croyez-vous pas que c'est grave ?
Et j'ajoute une chose : il semblerait, d'après ce communiqué de l'AFP, que je n'ai pas parlé de l'UNR dans mon tour d'horizon ! Eh bien oui, parce que çà aurait gêné ces Messieurs ! Mais comment imaginer que je puisse faire un tour d'horizon des formations politiques sans parler de l'UNR, même si elle nous gêne, elle est là ! C'est pourquoi j'ai aussi parlé d'elle et dit, à mon avis, ce qui lui adviendrait dans l'hypothèse d'un regroupement des formations politiques.
A mon avis, dans un regroupement des familles politiques, il y a une petite minorité, en tout cas sûrement chez les électeurs, de gens qui sont socialisants, oui, je dis ma conviction, il y en a, je le dis, je le pense. Il y a une très grosse majorité de bourgeois réactionnaires qui ont trouvé en de Gaulle leur catalyseur, ils iraient à la formation modérée, puis il y a un noyau de fascistes, ils trouveraient leur place aussi.
Dans le cadre que je m'étais tracé, sur le plan théorique, ils ont tous leur place, ils peuvent facilement la prendre.
Alors, je le répète : si les démocrates libéraux et conservateurs peuvent réaliser leur regroupement, bravo, nous ne portons aucune condamnation, aucun jugement négatif, au contraire, nous les encourageons, mais nous avons le droit, et même le devoir, de regrouper les démocrates Socialistes et socialisants.
Ceci ayant été fait des deux côtés, alors nous pouvons très bien voir avec eux quelle est la part d'action commune possible.
Voyons. Par exemple, une immense majorité de ces formations dont je viens de parler ont, sur le problème européen, la même attitude que nous, eh bien, nous n'allons certainement pas refuser d'avoir sur le problème européen une attitude commune avec eux !
Entendons-nous bien, ils ne visent pas le même objectif que nous ; nous voulons une Europe Socialiste, ils veulent une Europe au fond des patrons, une Europe libérale, oui, mais il y a une chose commune, c'est acceptent, comme nous, que cette Europe soit intégrée. Faisons un bout de chemin ensemble, celui de l'intégration.

Et il y a comme cela un certain nombre de problème sur lesquels il est possible de faire de même, celui de la politique internationale, celui de la sauvegarde de la démocratie parlementaire et même pour un certain nombre d'entre eux qui pourraient l'accepter, certaines formes de démocratisation.
Il y a, je le dis, une action commune possible, cela n'a rien à voir l'action commune possible avec l'idée d'un parti commun.
Et j'en viens au problème des relations avec le Parti Communiste.
On a beaucoup dit, beaucoup écrit que cela allait dominer nos travaux. On l'a beaucoup dit, beaucoup écrit, parce qu'on voulait nous y obliger, parce que de tous les côtés, on le souhaitait, parce que c'est la meilleure manière de se comporter comme un larbin du pouvoir, parce qu'il fallait bien qu'il en soit ainsi et que tous ceux qui jouent le jeu du pouvoir l'ont tenté.
Tel qui clamait nos louanges et les miennes en particulier parce que nous avions une attitude nationale qui lui faisait plaisir, essaie aujourd'hui de faire oublier notre position réelle, et lorsque contre une atteinte et une menace grave à la démocratie, nous opposons un combat défensif, il pousse des cris d'effroi. Ah ! Ces bons Socialistes, quand ils sont dans la tranchée contre la menace expansionniste des soi disant démocratie populaire… mais qu'ils soient jetés aux orties si contre la menace d'une monarchie ou du fascisme, ils acceptent sans contre partie l'aide de ceux que la monarchie menace aussi.
N'acceptons pas ce jeu-là. Ce sont les mêmes d'ailleurs, ces polémistes extérieurs au Parti, qui cherchent à exploiter entre nous d'imaginaires querelles, de faux conflits, qui essaient de créer artificiellement des différences là où elles n'existent pas, qui me dénoncent comme un mal élu, comme un crypto-Communiste, et qui ont choisi Gaston Defferre, par exemple, comme un pur et dur en la matière, alors qu'on a été élu tous les deux dans les mêmes conditions, sans la moindre différence !
Qu'est-ce que veut dire tout ce travail, si ce n'est qu'on essaie de nous diviser, si ce n'est qu'on essaie de créer entre nous, artificiellement, des conflits imaginaires ?
Alors, essayons de rétablir la vérité, d'y voir clair nous-mêmes, avec l'espoir que çà arrive aussi aux autres.
Aux dernières élections, oui, après avoir consulté le Secrétariat, j'ai pris une responsabilité, celle de faire battre l'UNR partout où ce serait possible pour empêcher qu'elle ait la majorité absolue de l'assemblée et nous avons eu un succès, elle n'a pas la majorité absolue de l'assemblée, et pour l'avoir elle doit compter sur un groupe d'indépendants de cette catégorie d'indépendants qui sauront bien reprendre leur indépendance le jour où ils sentiront que le vent tourne.
(Applaudissements)
Oui, cela a été fait, mais sans contacts, je pourrais reprendre de long en large l'exemple de ce qui s'est passé dans le Pas de Calais, mais c'est du passé, et j'aime mieux parler du présent, faire l'analyse de la situation actuelle et expliquer

à beaucoup pourquoi sans cesse, inlassablement, nous étudions ce qui se passé dans le Parti Communiste.
Oui, il faut que pour un Socialiste, en permanence, toujours, quand il pense aux ouvriers Communistes français, aux travailleurs qui ont été amenés à voter Communiste, souvent par le truchement de la CGT, conquise dans les lendemains de la libération par des méthodes qui n'avaient rien à voir avec la démocratie, chaque fois il se dise :
"Quel drame que cette division ouvrière empêche d'aller de l'avant en France ! Quel drame que cette division ouvrière fasse en permanence le jeu de la bourgeoisie française !
(Applaudissements)
C'est un drame permanent, mais ce n'est pas d'aujourd'hui, c'est inlassablement que nous avons dit cela, même aux heures, hier comme demain, où nous combattons les menaces à la démocratie que le bolchevisme international continue à faire peser sur nous.
Ce sont deux notions non contradictoires que celle qui consiste à dire : il faudra qu'on démystifie, qu'on amène les travailleurs Communistes à comprendre qu'ils devront rentrer dans le giron des démocrates révolutionnaires, faute de quoi on ne fera jamais la révolution en France ; c'est une permanence cela dans notre conviction et il est normal qu'on se demande où ils en sont et il est normal qu'on marque les points !
Pour le faire, j'ai déjà une fois, devant les élus Socialistes, à Puteaux, tenté une analyse que je vais ce soir résumer, mais il est nécessaire de le faire, et plus particulièrement parce que dans cette salle sont nombreux les jeunes, et les demi jeunes qui n'ont pas connu les conditions de la rupture ouvrière en France, qui ont complètement oublié les conditions de 1921 et à qui cela semble du roman.
Il faut le faire, je vais le faire très vite.
En 1921, la majorité du Parti Socialiste français, de la SFIO, a voté pour l'adhésion à la 3ème internationale, c'est-à-dire pour l'adhésion à l'Internationale Communiste.
Etant majoritaire, et c'est le droit de la majorité, elle a emporté la trésorerie et le journal, et c'est ainsi que le journal l'Humanité, créé par Jaurès, est devenu le journal dans lequel on a tenu les plus violentes thèses anti-jauressistes qui soient depuis !
Pourquoi cette majorité et sur quoi cette majorité l'a emporté ?
1921 - trois ans après la révolution russe.
Ah ! il y a un thème simple, - il y a bien sûr 21 conditions que j'ai là, mais que je ne vais pas relire, - d'une apparence logique : on leur dit, on dit aux travailleurs français de ce moment : ce que la Russie vient de réussir dans un pays sous développé - c'était la situation alors de la Russie - c'est-à-dire prendre le pouvoir par la force, c'est mille fois plus facile encore à faire dans les pays industrialisés d'Europe, et la victoire est pour les années qui viennent, elle est imminente - c'est écrit en toutes lettres, - alors, ne vous embarrassez plus de tentatives de

conquête de pouvoir par la majorité, bâtissez l'instrument qui va prendre le pouvoir, et cet instrument qui va prendre le pouvoir, qui va le prendre par la violence, il ne doit pas être un instrument lourd, c'est un outil de guerre, ce n'est pas un outil politique, il ne s'agit pas qu'il y ait des sections, des fédérations, qui délibèrent, qu'il y ait un appareil démocratiquement élu, il faut un outil tout prêt à l'action, donc centralisme démocratique, les hommes ne viennent pas d'en bas, les consignes viennent d'en haut, et il faut que ce soit respecté par tout le monde.
Et ils ajoutaient même : il est nécessaire qu'à côté de cet appareil politique, vous ayez un appareil clandestin, - moi je n'y étais pas, mais les anciens se souviennent de l'extraordinaire intervention de Léon Blum, elle s'est située surtout sur ce plan, sur ce plan de la lutte contre cette volonté d'avoir un appareil clandestin ; tout çà parait dépassé, mais c'était cela l'idée de base.
Centralisme démocratique, un parti avec un appareil clandestin, un parti contrôlant complètement, totalement les organisations syndicales, mainmise dessus, et un parti prêt à utiliser tous les moyens. Il fallait prendre le pouvoir, tous les moyens étaient bons.
La pensée léniniste était triomphante, les arguments développés dans "Maladie infantile du Communisme", tous les moyens sans exception, y compris la ruse, le mensonge, etc. - je ne vais pas vous imposer la lecture d'un texte que vous connaissez - et parmi ces moyens, le plus efficace, celui de profiter de la guerre internationale, ne pas accepter qu'il puisse y avoir d'apaisement à l'inévitable conflit entre les régimes capitalistes et Socialistes, ne pas accepter qu'il puisse y avoir de désarmement général, qu'il puisse y avoir d'organisation internationale.
C'était la base de départ et c'est lorsque nos camarades, qui étaient démocrates, et qui ne croyaient pas à cette fin apocalyptique, comme Léon Blum et d'autres, ont dit "non", qu'ils ont été minoritaires et qu'ils ont refait la vieille maison, que les sots prennent aujourd'hui pour une maison vieille.
Eh ! oui, ils ont rebâti la vieille maison et l'histoire leur donne raison. Cette conquête, par ces moyens, par l'imitation servile de ce qui s'était passé en Russie, cette conquête ne s'est pas produite, ne pouvait pas se produire.
Et la marche n'a pas été, dans les années qui ont suivi, à des révolutions de caractère Communiste, mais au contraire à l'expansion inverse du fascisme dans l'ensemble de l'Europe.
(Applaudissements)
L'événement a donné raison à Blum et à tous les autres.
Et voilà qu'aujourd'hui les Communistes eux-mêmes, parmi les plus hauts placés, reconnaissent que sur certains points nous avions raison, et je vais dire lesquels :
- Après cette scission de 1921, la situation, l'opposition entre Socialistes et Communistes s'était aggravée, elle s'était aggravée du fait, à notre avis c'était fatal, que cette structure appliquée en Russie a amené le stalinisme à ses excès, à ses abus, au culte de la personnalité, aux crimes monstrueux commis sous son règne. Nous l'avons dénoncé mais, pour beaucoup de jeunes, de demi jeunes

d'aujourd'hui, ils sont nés à la vie politique au moment où l'on dénonçait surtout le stalinisme et ils connaissent cet aspect de l'opposition entre les Communistes et nous mais ils ne connaissent pas les autres que je viens de développer, qui se sont passés avant.
Alors, résumons-nous :
- inconditionnalité à Moscou, parce qu'il avait donné l'exemple ;
- utilisation de n'importe quel moyen ;
- centralisme démocratique ;
- mainmise sur les syndicats, sur les partis ;
- puis, d'un autre côté, la guerre, un moyen comme les autres, tous les moyens étant bons, même ceux qui ne sont pas nôtres. C'était la situation.
Et quand nous disons aujourd'hui, quand, en particulier je dis aujourd'hui qu'il y a une évolution dans le Parti Communiste soviétique sur ces points, pas tous, mais sur certains, il y a un certain nombre de gens qui disent : "c'est un crypto, il est vendu"... jusqu'à ce que je sois payé, il n'y a pas loin !
Ce n'est pas sérieux.
Alors, voyons où est l'évolution ? En quel domaine ?
Il y a d'abord une évolution due, en URSS, à leur propre puissance, à la conscience qu'ils ont de la puissance des autres. Ils n'acceptent plus l'idée que la guerre est un moyen inévitable, l'idée de l'inévitabilité de la guerre, ils y ont renoncé. Au fond, Khrouchtchev - faites bien attention à mon propos, car il contient quelque injustice, ce serait supposer que la situation en 1963 est la même qu'en 1921 - tient aujourd'hui à Mao-Tse-Tung et à Chou-en-Laï le même raisonnement que celui qu'opposait Léon Blum à d'autres, en 1921, exactement le même.
Il va peut-être moins loin, et les raisons pour lesquelles il le fait sont peut-être moins pures. Mais, camarades, vous voudriez que nous nous taisions là-dessus ? Mais vous ne vous rendez pas compte de l'outil formidable que vous avez dans les mains - quand on n'a pas de complexe d'infériorité à l'égard des Communistes - lorsque vous discutez avec le copain Communiste et que vous lui dites : "Mais nous, c'est dès 1921 qu'on a ait ça, on n'a pas attendu 1963 pour le dire".
(Applaudissements)
De la même manière, en ce qui concerne la condamnation du stalinisme - quelles que soient les raisons qui amenaient Khrouchtchev à le faire - quoi, vous n'êtes pas content qu'il l'ait fait ? Qu'il l'ait fait par tactique, qu'il l'ait fait parce que le pays l'attendait, parce que le pays avait assez souffert du stalinisme, et qu'il n'a pas voulu être mêlé à la vague de réprobation infaillible, certaine, à ce moment-là, c'est possible, je n'en sais rien, mais qu'est-ce que cela peut nous faire, ce qui importe, c'est qu'il l'ait fait. Et vous n'êtes pas contents, camarades Socialistes, dans le débat inévitable sur le plan travail, de pouvoir dire à un camarade Communiste - ce n'est pas un lapsus - : "Mais regarde, tu as chanté, tu as chanté que c'était la moitié d'un Dieu, tu as récité des poèmes à cet être suprême qui

avait créé le printemps, qui avait créé les fleurs… (applaudissements)…on t'a raconté tout ça, on te disais que tu étais stupide"…
Je peux en citer de ces textes, je peux en montrer ici, j'en ai plein ma serviette… Il vaut mieux le faire, parce qu'après on ne me croirait pas.
(Applaudissements)
"O Grand Staline ! O Chef des Peuples ! Toi qui a donné la vie à l'Homme ! Toi qui a fécondé la terre ! Toi qui rajeunis les siècles ! Toi qui fais fleurir le printemps ! Toi qui fais vibrer les cordes musicales ! Toi, splendeur de mon printemps ! O toi ! Soleil reflété par des millions de cœurs !"
C'est un texte officiel, c'est de "La Pravda".
J'en ai comme ça des pages entières.
Vous ne voyez pas qu'il est bon de pouvoir dire aujourd'hui aux militants Communistes, au camarade d'atelier militant Communiste : "Quand on te disait que c'était grotesque, ridicule, tu nous traitais comme des mauvais Socialistes. Aujourd'hui ce n'est pas nous qui le disons, c'est le successeur de Staline, son ancien collaborateur direct" ? Vous croyez que l'argument, il faudrait le taire ?
Mais enfin, de quelle étoffe serions-nous faits ? Chaque fois que nous avons raison à leur égard, il faudrait le faire ? Non, il faut le dire, camarades.
Je vais ajouter quelque chose avant de montrer ce qui nous diffère ici, toujours.
Je veux ajouter que dans le Parti Communiste français il y a incontestablement des hommes qui s'interrogent. Et il n'y a pas seulement les clans dont on parle, il n'y a pas seulement les Chinois d'un côté - tout le monde sait à quelle Ambassade sont imprimés leurs papiers, et les dirigeants du Parti Communiste, qui le savent, ne les ont pas encore sanctionnés, ce qui est déjà un changement sensible - il n'y a pas seulement le clan Jean (il est même dans le reste)…, il y a des hommes qui s'interrogent, qui se demandant si leur tactique est toujours bonne, qui se demandent si elle n'a pas déjà valu à l'Allemagne d'après la dernière guerre la situation dans laquelle elle se trouve, qui se demande si en France cette tactique - qui jamais ne leur permettra d'accéder à la prise du pouvoir - ne permet pas au contraire, et sans qu'ils aient l'espoir d'être les successeurs, la suppression totale pour eux de la moindre chance d'influer sur la vie économique et sur la vie sociale. Des hommes peuvent s'interroger, peut-être pas à la tête, pas dans l'appareil, mais dans la masse et vous ne voudriez pas que nos propos les amènent à être troublés, les amènent à s'interroger eux-mêmes ?
Il faut le faire, inlassablement. Et alors, que faut-il leur dire ?
Eh bien ! Que ce que nous avons entendu jusqu'à maintenant comme réponses, ce n'est pas suffisant.
L'inconditionnalité, à Moscou, c'est toujours vrai, ce n'est pas répudié. De temps en temps, on dit : "Non". Mais, ils viennent de nous en donner la plus belle preuve. Que le citoyen Maurice Thorez lui-même soit condamné à proclamer officiellement que c'est Khrouchtchev qui a raison, j'aime mieux vous dire que ça doit lui passer difficilement à travers la gorge !
(Applaudissements)

Moi, je suis d'accord qu'il le dise, et je m'en félicite, mais c'est une preuve supplémentaire qu'il faut bien obéir au comité central de l'IC, c'est-à-dire presque directement au PCUS.
Là, il faut une réponse. Mais, ensuite, sur un autre point :
Quid de l'organisation des Partis en temps normal, du centralisme démocratique, de la mainmise sur les organisations syndicales ?
Il en est une autre qui ne suffit pas - Fuzier l'a dit ce matin - quand par exemple nous disons : " Nous sommes contre le Parti unique", il ne faut pas qu'on nous réponde : "Contre le Parti Unique ? Mais nous aussi, on est contre le Parti Unique, on veut bien qu'il y ait plusieurs partis, on le veut bien". Et moi, je ne demande que ça, mais malheureusement, il y a des textes, il y a des déclarations précises, dans lesquelles il nous est dit qu'on veut bien plusieurs Partis : un au pouvoir, les autres en prison… (rires)… Ce n'est pas une hypothèse agréable !
On nous dit aussi : "Mais, depuis 1945, vous avez des réponses. Depuis qu'il y a des démocraties Populaires, il y a, dans les démocraties Populaires, divers partis". Est-ce qu'on peut nous faire considérer comme des Partis démocratiques les Partis domestiqués qui agissent en Hongrie, en Tchécoslovaquie, ou en Pologne ? Réponse : non.
La réponse est insuffisante ; là encore, il faut qu'ils aillent plus loin, beaucoup plus loin.
Il faut aussi qu'il soit renoncé d'une manière définitive à cette idée qu'on a le droit de tricher, que la fin justifie les moyens. Vous comprenez, les anciens de chez nous, nous avons déjà connu des périodes où la main était comme aujourd'hui tendue, et puis, trois ans après, c'était classe contre classe. Et puis, c'était expliqué en permanence, et Thorez l'a dit combien de fois, que tout ça n'était que tactique… Alors, est-ce une de ces ruses ? Est-ce une de ces tactiques ?
Des choses m'inquiètent. Récemment, un poète russe, Evtouchenko, était à Paris, et était acclamé par des foules parisiennes, parce que c'est, dit-on, un excellent poète. Je ne peux pas là-dessus prononcer de jugement, mais c'est, dit-on, un excellent poète. Et il était acclamé aussi parce qu'il représentait une sorte de modernisme russe. Dans la querelle des Anciens et des Modernes, il aurait été avec les Modernes. Et, entre autres propos, il en avait tenu un remarquable : celui dans lequel il avait dit que la grande erreur de Staline avait été de croire que l'on pouvait arriver à des fins nobles par des moyens qui ne l'étaient pas. C'était quelque chose de remarquable, c'était notre thèse. Il croyait accuser Staline (au fond c'est à Lénine qu'il s'adressait, mais enfin, peu importe), et personne ne lui avait rien dit pour cela. De retour en Russie, il a, je crois, commis une erreur, il a été trop curieux, il est allé demander à ses compatriotes, poètes, écrivains, un peu plus âgés que lui : "Mais que faisiez-vous au temps de Staline ? Vous étiez déjà là ? Pourquoi ne disiez-vous rien ?" C'est une question gênante pour Khrouchtchev lui-même. Alors, il lui est arrivé un accident ! Si

bien que ce n'est pas encore bu, la déstalinisation, la démystification, il y a encore beaucoup à faire - mais il nous faut en prendre acte - pour démystifier.
Il nous faut avoir avec le Parti Communiste un dialogue, et je le dis en clair - seulement, soyez tranquilles, il y a des gens qui, demain, mettront un point après cette phrase - le dialogue dont je parle ne peut être que public, à travers la presse, les journaux, et il n'est pas possible qu'aucune forme de contact ait lieu avec eux avant que nous ayons eu des réponses positives sur les questions que je viens de poser.
(Applaudissements)
Le dialogue doit être clair, net, public.
Et puis, j'ajoute que si un jour les réponses à ce dialogue étaient suffisantes, il nous resterait encore beaucoup à faire, parce qu'il resterait à se mettre d'accord sur la politique. Le fait nouveau serait qu'on pourrait parler ensemble, mais il nous faudrait voir parler de quoi.
Il est un certain nombre de domaines dans lesquels, sur le plan politique, nos positions me semblent encore assez éloignées, ne serait-ce qu'en politique internationale par exemple.
Alors, que nos adversaires cessent de mentir. Nous ne prêterons jamais notre aide à une marche à la démocratie populaire. Mais que, pourtant, ils ne se réjouissent pas sottement, nous ne négligerons pas l'appoint que peuvent représenter les travailleurs Communistes dans les combats que nous aurons encore à mener contre les menaces de fascisme ou de monarchie...
(Applaudissements)
Et, quand cela ferait grincer les dents de quelques-uns ou leur ferait peur, cela ne nous gêne pas, nous les invitons simplement à se demander où sont les vrais responsables de cette situation. Ne serait-ce point tous ceux qui ne comprennent pas que la défense contre le fascisme menaçant est pour nous une préoccupation constante et qui ont cru, eux, qu'ils pourraient profiter de la division maintenue des travailleurs pour atteindre leurs objectifs.
(Applaudissements)
Et j'en viens aux conclusions de ce Congrès.
Qu'en ai-je jusqu'à maintenant entendu aux diverses Radios ou lu dans quelques journaux ?
C’est à cela que je veux répondre pour, au-delà de vous, mes camarades, m'adresser au pays à travers la presse ici présente.
J'ai entendu parler de conservatisme, d'immobilisme, j'ai entendu regretter qu'il ne se passât rien au Congrès d'Issy-les-Moulineaux. Il n'y a pas scission, il n'y a pas bagarres spectaculaires, il n'y a pas d'injures à l'égard des autres formations politiques, il n'y a pas l'occasion d'un "flash" sensationnel, alors, il ne se passe rien !
Je concède que c'est une déception pour une certaine conception du journalisme. Mais c'est aux autres que je m'adresse.

Collection Jean Jaurès

Certains, après avoir monté une belle opération de presse, s'aperçoivent que le pétard fait long feu.
Ceux qui ne nous ont jamais aimé, ne nous aimeront jamais, s'écrient : "Comme nous vous l'avions bien dit, il ne se passera rien".
Ceux, par contre, qui disent nous aimer, mais qui, pour n'avoir jamais milité, savent quelquefois mieux que nous où est notre avenir, écrivent, avec une condescendante tristesse : "Ce n'est pas encore pour aujourd'hui".
Et ils concluent en commun, les uns et les autres : "Ces Socialistes sont vraiment incorrigibles !"
Cela, c'est vrai, et les plus adroits, les plus malins, les plus méchants d'entre eux, perdront leur temps, c'est vrai, les Socialistes sont irrémédiablement Socialistes.
(Applaudissements)
Ils peuvent se dresser entre eux, s'opposer sur la tactique, sur la structure, mais ils ont entre eux quelque chose de commun qui les différencie de toutes les autres familles politiques françaises : c'est qu'ils sont à la fois des démocrates et des Socialistes.
Notre Parti, ce n'est pas un parti comme les autres.
Et maintenant, vous voulez savoir ce que ce Congrès apporte de nouveau ?
Résumons :
1°- le fait que de Gaulle, par sa politique internationale et économique, sociale, et plus encore par la violation constante du texte constitutionnel, a réuni en une même opposition tous les Socialistes, ceux qui avaient cru à la valeur des engagements un jour pris devant eux, et ceux qui n'y croyaient pas.
2°- le fait que les Socialistes sont unanimes à penser que l'évolution des structures économiques condamne avec une certitude scientifique la vieille société capitaliste ; unanimes à penser que les chances de la démocratie Socialiste n'ont jamais été aussi grandes, et que nombreux sont les anciens adversaires qui aujourd'hui s'en rendent compte ; unanimes sur la philosophie, les principes, les objectifs fondamentaux du Socialisme ; unanimes sur un programme d'action immédiate - le document essentiel qui sentira de ce Congrès.
Ils apprécient aussi le fait que les Socialistes sont encore unanimes à vouloir adapter l'instrument qu'est le Parti aux circonstances, aux structures de 1963. Certes, il y a entre nous discussions et divergences sur les moyens d'adapter, sur les communautés d'objectifs.
Le Congrès et les Socialistes apprécient encore le fait que tous les militants sont unanimement décidés à œuvrer de toutes leurs forces pour assurer le regroupement de tous les Socialistes pour se battre contre le régime actuel, et chercher avec tous les démocrates les moyens pour y mettre fin, et préparer les lendemains.
Il y a encore sur les méthodes des divergences, nous eu délibérerons, nous ne parlons même que de cela, parce qu'il nous parait inutile de trop souvent rappeler ce qui nous unit.

Fondation Jean Jaurès

Amis ou adversaires de notre Parti, vous hommes et femmes de la presse, mettre l'accent sur tout ce que vous avez senti ici comme différences, c'est votre devoir le plus sacrée Mais le faire sans dire un mot de ce qu'il y a de foi commune, de volonté commune chez les Socialistes, ce serait alors manquer au devoir le plus impérieux d'un informateur,
(Très vifs applaudissements)
J'en ai terminé, mes camarades, en m'excusant d'avoir été long.
J'en viens maintenant à ma conclusion personnelle sur l'analyse de la situation.
Je me sens, je dois le dire - et je veux l'avoir dit - très proche de Georges Guille. Si je n'avais pas été Secrétaire Général, et si j'avais son talent, j'aurais voulu faire son superbe discours. Et pourtant, je lui ai fait amicalement deux reproches, et je les lui ai dits avant de les rendre publics : d'avoir de m'avoir pris une bonne partie de mon argumentation… (rires)… ensuite, d'avoir conclu comme il l'a fait. Je crains qu'il n'ait retenu que les risques, ceux que comme lui j'avais cru percevoir eu décembre dernier.
Je veux lui dire que ce n'est pas seulement parce que le Secrétaire Général du Parti a le devoir de rechercher l'unité du Parti que j'ai favorisé la synthèse ; non, pas seulement pour cela. De semaine en semaine, il m'est apparu évident que l'ouverture proposée n'était pas, contrairement a nos craintes communes d'alors, une ouverture révisionniste, une ouverture à Droite, mais bien tout simplement une ouverture Socialiste.
Ensuite, il m'est apparu évident combien sont grands la conviction, et plus encore l'espoir qui animent beaucoup de nos camarades, et surtout beaucoup de nos jeunes.
C'est pourquoi je demande, je souhaite, que le Parti tout entier mette tout en œuvre pour que nous soyons demain plus et mieux encore qu'hier le pôle d'attraction de tous ceux qui veulent se battre pour le Socialisme !
(Applaudissements)

Le président - Mes camarades, j'insiste pour que vous ne quittiez pas la salle, nous allons donner la parole à deux de nos camarades de l'internationale, il serait extrêmement discourtois de vous en aller en ce moment.
Camarades, les Partis Socialistes amis ont envoyé au Congrès leurs délégués. Ils sont venus nombreux suivre les travaux, et vous avez vu qu'ils l'ont fait avec une particulière attention. Ceux qui étaient dans l'impossibilité de se faire représenter nous ont envoyé des messages fraternels, et avant de vous présenter les camarades qui sont à cette tribune, je vais donner connaissance au Congrès des messages reçus.
Le président du Parti Socialiste démocratique Japonais, notre camarade Mishi (?) nous a envoyé au nom de son Parti et en son nom personnel le message suivant : "Souhaitant le plein succès de vos travaux, et vous adressant le salut fraternel des Socialistes japonais."
(Applaudissements)

Le président du Parti Socialiste de l'Inde, Achoma Meta (?), qui fut souvent parmi nous, nous adresse le message suivant : "Le Parti Socialiste salue fraternellement le 54ème Congrès du Parti Socialiste Français, et souhaite que ses travaux contribuent à promouvoir la justice sociale, les libertés civiques, et les droits économiques du pays."
(Applaudissements)
Le nouveau Parti Démocratique du Canada, nous adresse, par la voix de son Président Michael Olivier (?), le message suivant : "Meilleurs vœux aux camarades SFIO. Souhaitons Congrès fructueux, favorisant progrès démocratie Socialiste. Suivons délibérations avec intérêt et amitié."
(Applaudissements)
Le Parti Social démocrate Danois : "Malheureusement impossible de vous envoyer des délégués ; nous vous souhaitons plein succès, et adressons salut fraternel."
(Applaudissements)
Nos camarades du Parti Socialiste Ouvrier Luxembourgeois regrettent vivement de ne pouvoir, comme chaque année, nous déléguer leur Secrétaire Général Raymons Ours (?) que nous connaissons tous bien ; ils écrivent : "nous souhaitons un plein succès à vos travaux, autant dans l'intérêt du Socialisme français que du Socialisme européen. Salut fraternel."
(Applaudissements)
Nos camarades nous adressent de New York le message suivant : "nous vous remercions de votre incitation à votre Congrès. Il nous est malheureusement impossible d'envoyer un délégué à Paris cette année. Nous connaissons les grands problèmes auxquels le Socialisme français doit faire face après la tragique expérience de sept années de guerre. Nous vous souhaitons un plein succès, et un parti uni, toujours plus fort, dans la tradition de Jaurès et de Léon Blum."
(Applaudissements)
Nos amis du Parti Socialiste d'Israël, bien que nous ayant délégué leur camarade Marc Jarblum, qui est un vieux familier de nos assises …(applaudissements)… ont tenu nous adresser, sous la signature de Barka (?), leur Secrétaire Général, le message suivant : "Par Jarblum, représentant le MAPAI à votre Congrès, regrettons de ne pouvoir participer personnellement ; envoyons au nom du Parti salutations fraternelles et amicales a Guy Mollet et aux délégués du Congrès. Souhaitons que le Congrès serve à consolider la force du Parti SFIO et son progrès. Fraternellement."
(Applaudissements)
En outre nous avons reçu un message de Harold Wilson, leader du Labour Party britannique : "A l'occasion de votre Congrès national, je vous envoie les meilleurs vœux du Parti Travailliste Britannique. Aux élections qui se sont déroulées depuis votre dernier Congrès, même si les résultats n'ont pas été à la mesure de vos espoirs, vous avez quand même augmenté la représentation de la

Fondation Jean-Jaurès

SFIO à l'assemblée, ce qui est pour nous une source de satisfactions profondes. Il est essentiel pour nous de renforcer l'influence des partis social démocrates dans tous les pays démocratiques d'Europe ; il faut détruire les obstacles qui divisent l'Europe, et tendent a séparer certaines parties de l'Europe, du monde.
"Nous voulons voir naître une Europe plus consciente non seulement de ses propres problèmes, mais aussi de ses obligations envers le monde tout entier, une Europe qui contribue plus amplement à l'expansion, et au maintien de la paix. C'est pour nous autres, Socialistes, un devoir naturel que d'apporter notre contribution dans tous ces domaines. Nous voulons, dans l'avenir, une coopération de plus en plus fructueuse au sein de la famille internationale des sociaux démocrates."
(Applaudissements)
Je vous présente maintenant les camarades. Je ne présenterai pas les camarades Hollandais et du Néo-Destour puisqu'ils se sont exprimés ce matin, et ont bien voulu nous assurer de leur fraternité.
Pour le Parti Social démocrate Allemand, Gunther Marksheffel, Directeur du Bureau de Presse SPD.
(Applaudissements)
Dingels, Secrétaire International du SPD… (applaudissements)… Notre Ami Willem Schen (?), très malade, s'est excusé. Nous lui adressons tous nos vœux de prompt rétablissement.
(Applaudissements)
Pour le Parti Socialiste Autrichien SPO, Joseph Sterk, député, membre de l'Exécutif.
(Applaudissements)
Pour le Parti Socialiste Belge, Albert Housiaux, Directeur du Peuple, et Georges Hebelinck, Directeur du Vorruit, tous deux membres du Bureau.
(Applaudissements)
Pour le Parti Socialiste Espagnol en exil, notre très vieil ami Rodolfo Llopis, Secrétaire général… (applaudissements)… et Parera, Trésorier.
(Applaudissements)
Pour le Parti Socialiste Grec, Someritis, qui est le fils du Président du Parti bien connu de nous tous.
(Applaudissements)
Pour le Labour Party de Grande Bretagne, John Clarck, Secrétaire International.
(Applaudissements)
Pour le Parti Socialiste Israélien, Marc Jarblum déjà cité.
(Applaudissements)
Pour le Parti Socialiste Démocratique Italien, Amadéi, député, membre de l'exécutif, et Soldano, Secrétaire International du PSDI… (applaudissements)… et pour nos camarades Italiens qui vivent en France, Marchetoo et Burgassi, au nom de la fédération du PSDI en France.
(Applaudissements)

Contribution Léon Jouhaux

Pour le Parti Travailliste de Norvège, Giske Anderson.
(Applaudissements)
Pour le Parti Social démocrate Suédois, Kaj Bjork, responsable de la presse Socialiste suédoise.
(Applaudissements)
Pour le Parti Social démocrate Suisse, Jean Riesen, Secrétaire Général du Parti.
(Applaudissements)
Au nom des partis d'Afrique et de Madagascar sont présents, pour le Parti Social démocrate Malgache, Etienne Razafimandimby, député-maire d'Ambalavero et membre du Comité directeur… (applaudissements)… et Seth Andrianaivo, Secrétaire du PSD pour la fédération de Tananarive.
(Applaudissements)
Pour la fédération Socialiste Démocratique des USA, Warrington.
(Applaudissements)
Enfin, représentant l'Internationale Socialiste, notre camarade Albert Carthy, qui m'a précisé hier soir qu'il n'était pas Anglais, mais je n'en ai rien cru car sa manière d'apprécier les Bordeaux était spécifiquement britannique !
(Applaudissements)
Je signale également la présence d'un de nos amis Marocains, qui est Medhi Allouai (?)
(Applaudissements)
Je vais maintenant donner la parole à notre camarade Etienne Razafimandimby, député-maire d'Ambalavero, représentant le Parti Social démocrate Malgache.
(Applaudissements)

Allocution d'Etienne Razafimandimby, maire d'Ambalavero, député de cette province, membre de l'exécutif du Parti social démocrate Malgache
Le Comité directeur de notre Parti, le Parti social-démocrate de Madagascar résident Tziranana, nous a fait l'honneur de nous désigner pour le représenter à votre Congrès.
Je vous apporte à cette occasion le salut fraternel de notre jeune parti, dirigé par le ministre André Resampa, Secrétaire Général, qui a regretté vivement de n'avoir
pu venir personnellement à ce Congrès auquel il attache une grande importance.
La présence de la délégation malgache répondant à votre aimable invitation marque tout l'intérêt que nous portons à ce congrues et à votre Parti, et témoigne de cet esprit de solidarité qui unit tous les partis Socialistes épris de Liberté.
Pour mieux nous présenter à vous, nous vous rappelons que le Conseil national du PSD malgache, a adopté la devise suivante qui exprime les aspirations du Parti sur la politique internationale :
PAIX DANS LE MONDE, FRATERNITE DE TOUS LES PEUPLES, PROGRES.

Fondation Jean-Jaurès

Paix dans le monde : le Parti social démocrate s'élève contre la violence pour résoudre les litiges internationaux notamment contre l'usage de la force atomique et nucléaire à des fins non pacifiques.
Fraternité de tous les peuples : Le Parti social-démocrate considère que la Paix ne se réalisera que dans l'estime et la compréhension mutuelles des peuples : il condamne la ségrégation raciale qui est une négation de l'égalité et de la fraternité des peuples, ségrégation qui sévit encore dans certaines régions de l'Afrique sous tutelle et en Afrique du Sud et dans certains Etats des USA, politique contre laquelle le Président Kennedy s'est élevée courageusement.
Se basant sur la fraternité dans l'Egalité, notre Parti préconise l'application du principe de l'auto-détermination, tant pour la liquidation du colonialisme traditionnel en Afrique pour permettre à d'autres peuples encore sous tutelle de s'administrer librement et démocratiquement. Le PSD réclame avec force l'indépendance de tous les peuples encore colonisés.
Progrès : Le PSD reconnaît que la vie est un progrès continu. Ainsi il doit être donné à tous les hommes une égalité de chances dans la vie par la diffusion de l'instruction et de la formation professionnelle pour que chacun puisse accéder à des emplois selon son intelligence et ses aptitudes.
Il affirme que tous les habitants de la terre ont un droit égal d'accès au patrimoine commun de toute l'humanité qu'il s'agisse des ressources naturelle ou du capital scientifique que les savants ont mis à leur disposition. Nous désirons établir et fortifier des liens de solidarité avec tous les pays auxquels nous unit une communauté d'idéal et de conception de la liberté à condition que cette relation respecte l'originalité et la souveraineté de chaque Etat.
Chers camarades, la délégation malgache vous remercie de l'attention que vous avez bien voulu prêter à son expose. Elle forme des vœux pour la pleine réussite de ce Congrès dont nous ne manquerons pas de tirer des leçons profitables à tous et à nos nations respectives. Pour terminer le Parti social démocrate malgache souhaite vivement que des liens de solidarité encore plus étroits et une entraide encore plus dynamique s'établisse entre tous les partis Socialistes.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je remercie vivement notre camarade Razafimandimby de son intervention, et je pense que vous serez tous d'accord, camarades, pour que le Congrès adresse son salut à tous nos camarades de l'union Africaine et Malgache et à tous les Socialistes d'Afrique, afin que leurs états respectifs puissent être développés dans la liberté, dans la démocratie et dans l'indépendance !
(Applaudissements)
Je m'excuse, une erreur a été commise tout à l'heure quand on m'a remis un document incomplet, ce qui ne m'a pas permis de saluer la présence du représentant de l'union des Partis Socialistes d'Europe Centrale, notre camarade

Serban Volnea. Qu'il accepte nos excuses pour cette omission -, ainsi que notre camarade Gertler, qui représente ici le Bund Juif international.
(Applaudissements)
Et maintenant je passe la parole au représentant de l'Internationale Socialiste, notre camarade Albert Carthy.
(Applaudissements)

Discours prononcé par Albert Carthy, Secrétaire de l'Internationale Socialiste
Le bureau de l'Internationale Socialiste m'a de nouveau accordé le privilège d'apporter ses salutations chaleureuses au Parti Socialiste SFIO, par l'Intermédiaire des délégués qui participent à ce Congrès national du Parti. Je me réjouis de pouvoir remplir cette mission agréable. Le Bureau de l'Internationale apprécie pleinement le dévouement de la SFIO à l'Internationale, et les nombreux services que votre Parti lui a rendus avec loyauté.
Permettez-moi de vous exprimer - a vous, délégués de la SFIO - les chaleureux remerciements de l'Internationale Socialiste pour la solidarité dont votre Parti a fait preuve chaque fois qu'elle a fait face à des problèmes pratiques. Vous souhaiterez savoir ce que votre Parti a fait en votre non. J'aimerais, dans les quelques minutes dont je dispose, traiter de trois domaines importants. Tout d'abord, l'Afrique. Un tas de platitudes sont devenues habituelles lorsqu'on traite de cette question immense. Je ne me propose point de vous les faire subir. Je me bornerai à certains faits. C'est le gouvernement Socialiste dirigée par notre ami Guy Mollet qui a pris les premières mesures décisives pour faire accéder à l'indépendance les territoires français en Afrique. C'est un fait significatif, comme vous le savez, qu'un grand nombre de personnalités, dans la lutte pour l'indépendance de ces pays, durant le régime colonial, adhéraient à la SFIO. Ce que vous ne savez peut-être pas, c'est que Internationale Socialiste envoyé en Afrique une mission composée de deux équipes : L'une a visité les pays d'expression française, l'autre les pays d'expression anglaise. Ces jeunes pays estiment que le Socialisme démocratique peut résoudre leurs problèmes nombreux et pressants, à condition de lui trouver une définition particulière pour l'Afrique. Il y existe un désir ardent de faire des échanges d'informations et d'expériences. Il y existe un désir ardent de faire connaître leurs besoins et leurs problèmes ; et les mesures qui sont prises pour y répondre. D'autre part, on s'y intéresse ardemment aux actions et aux réalisations des Socialistes d'ailleurs. Notre mission a appris, grâce à ces échanges avec les partis Socialistes, que l'expérience des partis Socialistes européens pourrait, selon eux, leur aider à définir leurs propres programmes. Cela présente aux partis de l'Internationale Socialiste des responsabilités énormes, dont nous nous efforcerons de nous acquitter. Je présente au Parti

les remerciements chaleureux de l'Internationale pour la manière dont il nous a aidé à ouvrir cette voie en Afrique d'expression française. Ce ne serait point exagérer que d'affirmer que la portée de nos relations aurait été irréalisable si celles de la SFIO n'y avaient pas existé, et si la SFIO ne les avait pas mises entièrement à la disposition de notre mission.

L'Europe est parvenue à la première phase de son unité. L'Internationale Socialiste a comme but de contribuer à sa consolidation et à son extension. La SFIO a joué son rôle significatif dans votre pays en vue d'entretenir sa raison d'Être, l'objectif et les réalisations de la CEE, de même que les engagements de la CEE à l'extérieur comme à l'intérieur de l'Europe. Votre parti a rejeté la politique et l'action de l'administration actuelle de votre pays sur cette question lesquelles constituent un recul sérieux non seulement pour l'activité des Six et l'espérance d'y voir participer d'autres nations encore, mais aussi pour la solidarité des nations libres. Je rends hommage à l'œuvre d'éclaircissement que la SFIO a apportée à la politique de l'Internationale sur ce plan.

Votre Parti s'est réjoui du rapprochement entre la France et l'Allemagne. A son avis, il s'agit là d'un des résultats du mouvement vers l'unification des nations libres d'Europe, mouvement que votre Parti a défendu avec énergie, st non d'une source de séparation de l'Europe, ni encore d'une alliance à desseins hostiles, notamment contre les "Anglo-Saxons". Au nom de l'Internationale Socialiste, je me félicite tout particulièrement de la déclaration dans laquelle le Comité directeur de la SFIO s'est opposé résolument à l'admission de l'Espagne à la CEE, tant que ce pays subit le joug franquiste ; il a affirmé qu'on accorderait un accueil chaleureux à l'Espagne libre ; car en vertu du Traité de Rome, l'adhésion à la Communauté est accessible à toutes les nations libres. Je me permets de m'écarter un instant du sujet pour payer publiquement un tribut à la préoccupation et aux soins que le Parti continue à apporter aux droits et au bien-être de nombreux républicains espagnols, qui, aujourd'hui encore, hélas, vivent en exil. Le représentant du PSOE parlera au non de son Parti. Au nom de tous les Partis frères, je tiens à exprimer ma reconnaissance à la SFIO pour cette action de solidarité qu'elle continue à accomplir avec tant de conscience.

Un troisième point concerne nos Partis et leur rôle dans le monde moderne. Jusqu'à il y a deux ans, les Socialistes ont été tellement pris dans la lutte sociable et politique, qu'ils n'ont pas pensé à prendre haleine pour voir où en était le monde. Or, depuis deux ans, de nombreux partis - en particulier la SFIO - observent et sont en mesure d'enregistrer l'impact que le Socialisme démocratique a eu sur la société, nationalement et internationalement, au cours de la première moitié de ce siècle. J'aimerais faire me nouvelle digression. J'ai parlé du Socialisme démocratique. Le Socialisme est démocratique - sinon ce n'est pas le Socialisme. Nous sommes réduits à cette

répétition oiseuse parce que les Communistes, qui nous qualifient ennemis N°1, mènent une guerre politique contre nous, dont l'un des facteurs est la propagande ayant comme but d'affecter le terme "Socialisme" avec tout ce qu'il entend - à la cause Communiste. Les Communistes représentent comme "Socialisme" ce qui s'est passé lors du régime de Staline et ce qui se passe aujourd'hui sous le régime d'Ulbricht. En raison de leur machine de propagande énorme, et à force de répétition, ils ont embrouillé les concepts au point que l'emploi du mot "Socialisme" ne correspond pas à ce qu'on entend par ce terme ici et au sein des Partis frères de l'Internationale Socialiste.

Pour en revenir à la question - les institutions volontaires du mouvement ouvrier - les Partis Socialistes, les syndicats libres, les coopératives ont tellement changé le monde dans les pays où elles ont pu questionner librement, et notamment ou elles ont pu coopérer les unes avec les autres, que nos partis risquent d'aboutir à des opinions fausses, voire même dangereuses s'ils s'en tiennent aux analyses faites il y a plus d'un siècle durant la période de développement et dans ces conditions de misère noire. Il incombe également à l'Internationale Socialiste de repenser et de parler le langage moderne, et cela nécessite une attention assidue. Nous l'avons fait, et je voudrais profiter de cette occasion pour enregistrer la reconnaissance de l'Internationale Socialiste envers notre ami Guy Mollet pour le rôle éminent qu'il a joué notamment au début, dans la formulation des grandes lignes de document adopté, l'année dernière, à Oslo, document que nous connaissons sous le nom de Déclaration d'Oslo. Vous terminez vous-mêmes à ce Congrès vos délibérations touchant votre nouveau programme. Comme vous le savez, regarder les problèmes d'aujourd'hui dans l'esprit d'aujourd'hui ce n'est point abandonner les principes fondamentaux que, nous Socialistes, avons en commun. Cela s'impose afin d'évaluer pleinement les tâches et les possibilités d'aujourd'hui.

L'un des développements significatifs du Socialisme moderne c'est que les jeunes l'ont redécouvert. Nous ne sommes pas un mouvement de vieillards, bien que votre Parti, comme ses partis frères, jouit d'un noyau qui a été éprouvé par des souffrances et des sacrifices en son nom. Le Socialisme, en parlant le langage d'aujourd'hui, quoique aiguillonné par les traditions de notre histoire, inspire chez les jeunes le désir ardent de lui rendre service sur le plan pratique, ce qui garantit son avenir. Les jeunes d'aujourd'hui se rallient à notre mouvement, non plus comme leurs pères, sous le système de misère extrême qui régnait avant que soient revenues les grandes transformations dont le Socialisme a été l'inspiration et la force motrice. Ils participent à la lutte pour le Socialisme dans des conditions de prospérité relative, réalisées grâce à notre effort. Or, à leur avis, ces conditions de bien-être matériel relatif ne suffisent pas. Ils réclament une société qui ait un but, a savoir : L'épanouissement de la dignité de l'homme. Ce but peut être atteint

dans un pays dirigé par un parti Socialiste et démocratique. Je salue tout particulièrement les jeunes de votre Parti qui sont résolus à travailler pour que votre pays jouisse encore une fois d'une direction Socialiste.
Nous vivons dans un monde trouble. Si la paix dépendait des Socialistes, la crainte de guerre n'existerait pas. Nous pourrions vivre dans une paix constructive. Mais nous sommes réalistes. Depuis un an, l'Inde - qui s'est attirée beaucoup de sympathie - a été amenée a faire face à la réalité. Bien que le neutralisme soit un "fleuret" - si je puis m'exprimer ainsi - exploité par le Communisme contre les démocraties occidentales, ce neutralisa n'est d'aucune défense contre l'impérialisme Communiste. La question de défense nous préoccupera lors du Congrès de l'Internationale Socialiste, qui aura lieu au mois de septembre à Amsterdam, et elle fait actuellement l'objet d'une étude préliminaire par un groupe de travail. Votre Parti a eu la bonté, au prix de dérangements considérables, d'offrir à ce groupe des facilités de se réunir ici à Paris, quelques jours à peine avant ce Congrès.,
Nous nous consacrons à la paix, à la paix avec la liberté et la justice sociale. Nous travaillerons, pour le désarmement pour une mise à terme des essais nucléaires, pour le désarmement simultané et, sous des contrôles internationaux, des armes de toutes sortes, atomiques somme classiques. Il y a trop de choses à faire dans le monde, et ceux qui, soit par bêtise, soit par avidité, en entravent l'œuvre, mettent notre patience à l'épreuve.
En venant ici, je m'attendais à assister à des délibérations turbulentes, mais stimulantes, à une confrontation des plus ouvertes, mais cependant entre camarades. Je n'ai as été déçu. Du plus loin qu'il m'en souvienne, les prêche Malheur, les Cassandre je-sais-tout, ont prédit la désintégration imminente de la SFIO. Certains d'entre eux, poursuivant cette (?) sont même arrivés à la conclusion qu'elle est déjà morte. L'activité du Parti, que je suis de prêt, le révèle comme un cadavre comme un cadavre extrêmement animé. Vos délibérations au cours de ce Congrès démontrent que la direction de votre Parti réfléchit uns vie du Parti dans le pays - que vous représentez à tous les échelons - pénétrée de vigueur et d'un sens de dévouement dignes des plus nobles traditions du Socialise international. La mode existe dans la politique. Depuis quelque temps, c'est la mode dans certains milieux de dénigrer, de bafouer et, pour ceux-ci, il est inévitable quelquefois de mal représenter la SFIO. Cela est inaverti autant qu'irréfléchi : inaverti parce que cela ne tient compte ni des difficultés objectives auxquelles le Parti, comme la France même, doit faire face, ni de l'énergie ou de la clarté avec lesquelles la Parti utilise ses possibilités politiques, irréfléchi du moins en ce qui concerne ceux qui défendent la cause de la démocratie., parce que la SFIO représente l'unique alternative constructive en face du deuxième parti Communiste en puissant à l'extérieur du rideau de fer (et le premier en matière de vénalité), parti qui menace la lutte permanente pour la pleine réalisation des idéaux que la France a donnés au monde : Liberté, Egalité, Fraternité.

L'un des développements agréables qu'on remarque de l'extérieur - et l'on espère que ce n'est pas une Illusion - c'est d'observer un mouvement vers le ralliement d'amis qui s'étalent séparés du Parti. A titre d'exemple, je voudrais vous signaler un camarade qui a rendu des services inestimables, sur demande du Parti - je répète, sur demande du Parti - à la mission de l'Internationale Socialiste en Afrique. Il y a quelques années, ce même Camarade s'est senti obligé de se séparer du Parti. Ce rapprochement mutuel est évident en soi, et l'on peut s'en réjouir.
Ce Congrès a un ordre du jour très chargé. Je ne veux plus vous retenir. Permettez-moi de vous présenter, au nom de l'Internationale Socialiste, mes meilleurs souhaits pour la réussite de vos délibérations et l'unité sans cesse croissante de votre Parti. Et je tiens à adresser des vœux tout particuliers à votre vaillant groupe de parlementaires.
Vive le Parti Socialiste français, section française de l'Internationale Socialiste, Vive l'Internationale Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Georges Brutelle.

Georges Brutelle

Avant de répondre à nos camarades de l'Internationale, je voudrais vous faire une communication pratique : n'oubliez pas qu'avant de nous séparer, ce soir, il nous faut constituer la Commission des résolutions. Il y aura donc, dans un instant, une courte suspension de séance afin de collecter les feuilles du vote indicatif.
Je vous demanderai de remettre ces feuilles au Bureau à Christian Caillieret, pour ceux qui ne l'auraient pas déjà fait, car je crois que certains ont commencé.
Sur ces feuilles, vous devez indiquer le nombre de vos mandats qui vont au texte "A" et le nombre de ceux qui vont au texte "B".
Maintenant, camarades, je voudrais remercier nos camarades de l'Internationale et les remercier tout particulièrement d'être venus aussi nombreux assister à nos travaux.
Leur présence, aujourd'hui plus que jamais, était nécessaire.
Voyez-vous, camarades, Albert Carthy parlait, tout à l'heure, des Cassandre. Eh bien, depuis des années, les Cassandre nous parlent de la crise du Socialisme en Europe ; depuis des années on comptait les reculs provisoires et partiels que nos camarades pouvaient enregistrer çà et là dans les différents Partis de l'Internationale.
Or, il se trouve que chacun des Partis, ayant analysé la situation dans son pays, a fait un énorme travail pour essayer de trouver ses propres voies de redressement.
Les perspectives qui ont été définies par les uns et par les autres ne sont pas toujours les mêmes et nous ne sommes pas près d'adopter nous mêmes des programmes semblables à ceux qu'ont adopté d'autres Partis de l'Internationale,

Fondation Jean-Jaurès

mais s'il y a des divergences sur les perspectives, des divergences sur les programmes, elles tiennent certainement aux conditions différentes qui existent dans chacun de nos pays et, quelquefois aussi, à des traditions différentes.
Mais, au-delà de ces divergences, il existe entre nous un accord de fond, sur des principes fondamentaux, c'est ce qui permet à notre Internationale d'exister et d'organiser de jour en jour avec plus d'efficacité nos rencontres, nos travaux, nos échanges.
Les Cassandre qui, à travers les crises, avaient cru voir en Europe le déclin du Socialisme, doivent être aujourd'hui bien déçus ! Non seulement, camarades, dans les pays Scandinaves nos Amis Socialistes continuent de représenter une sorte de forteresse inébranlable, non seulement en Belgique, en Hollande, au Luxembourg les Socialistes restent la deuxième grande force nationale mais, récemment, nous avons vu nos camarades autrichiens gagnant, pour la troisième fois, l'élection à la présidence de la République et renforcer leurs positions d'une façon considérable au cours de cette élection.
Nous avons vu nos camarades italiens conquérir des positions essentielles et prépondérantes et jouer un rôle déterminant dans l'ouverture à gauche en Italie, mais encore ce sont nos camarades allemands qui, consultation après consultation, ne cessent de progresser.
Ce sont enfin nos camarades britanniques dont on peut dire que la véritable débâcle des Conservateurs va ouvrir la voie à une accession triomphale au Pouvoir.
Nous n'aurons, camarades, qu'un regret, à l'heure de ce succès, c'est que l'un de ses artisans essentiels, que nous avons tant aimé, notre camarade Gaitskell ne soit pas là pour assister au triomphe, mais nous formulons à son successeur, à notre Ami Wilson, - dont nous aurions aimé qu'il puisse disposer de quelque temps pour prendre aujourd'hui contact avec ce Parti Socialiste de France, vivant et qui, lui aussi, comme les autres, ne fait que chercher la voie du redressement et du succès, - tous nos meilleurs vœux pour ce succès.
Oui, camarade Carthy, les travaux de ce Congrès ont été intéressants mais il n'y a pas eu de troubles ni de disputes, il y a eu recherche fraternelle et loyale entre des camarades décidés à rester unis et à aller ensemble au combat pour trouver la route du triomphe du Socialisme en France.
(Applaudissements)
Il y a, camarades de l'Internationale, deux conclusions qu'il faudra retirer de ces travaux :
- La première, c'est la force et la vigueur de l'attachement dos Socialistes Français unanimes aux principes qui sont la charte du Parti.
Il y a une deuxième leçon que vous devez tirer, c'est que sur le plan de notre programme d'action et sur le plan de la tactique, il nous a été extrêmement facile de nous mettre, sur l'essentiel, d'accord. Il reste ici, entre nous, certes des divergences de méthode ; quoi de plus naturel dans une Organisation Socialiste, dans une Organisation démocratique ! Ce n'est pas cela qui nous arrêtera sur la

route du redressement, du succès et de la victoire qu'à notre tour nous remporterons.
(Applaudissements)
Mais, il y a autre chose, camarades : il y avait à cette Tribune, pour la première fois, un camarade du Néo-Destour, et nous devons être particulièrement fiers de cette présence après les attaques qui, souvent, ont déferlé contre la SFIO à propos de sa politique dans les Territoires d'Outremer et dans les pays anciennement colonisés. C'est la reconnaissance, par des hommes d'un pays indépendant, de ce que nous n'avons ni trahi le Socialisme, ni abandonné la lutte anticoloniale dont nous étions bien persuadés que nous que par notre action permanente, nous avions préparé la voie à ceux qui en tirent aujourd'hui bénéfice et gloire.
Ce que nous souhaitons, camarades, après avoir entendu le camarade du Néo-Destour et le camarade malgache, c'est que tous ces partis qui existent dans les pays sous-développés, qui cherchent leur voie, qui veulent que cette voie soit Socialiste, une voie que sera sans doute différente de la nôtre, qui sera adaptée aux conditions de leur pays, mais une voie qu'ils suivront en même temps que nous, par les mêmes principes et par les mêmes idéaux de libération de la personne humaine que nous-mêmes, c'est que tous ces hommes, dans ces pays sous-développés, puissent trouver, à travers les liens qu'ils commencent à établir avec l'Internationale Socialiste, la possibilité d'échanges fructueux et, bientôt, avec nous, la possibilité de constituer, à l'échelle mondiale, une Internationale Socialiste toujours plus efficace et toujours plus fraternelle.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je vous demande de remplir le plus tôt possible les feuilles qui vous ont été remises. Ce vote indicatif est absolument semblable à celui que nous avons eu dans tous nos Congrès et je ne pense donc pas qu'il puisse soulever de difficultés : Texte "A" ou Texte "B", en fonction des mandats que vous avez reçus ou des votes que vous voulez émettre.

Dans la salle - Et s'il y a des amendements ?

Le président - Les amendements sont à envoyer à la Commission des Résolutions, comme chaque fois.
"Le Populaire" de mardi paraîtra sur 4 pages avec les résolutions votées par le Congrès ; les commandes sont reçues au stand du "Populaire", au fond de la salle.
Je rappelle que, demain matin, auront lieu les élections des Organismes centraux du Parti : Comité directeur, Commission nationale des conflits, Commission nationale féminine. Le scrutin sera ouvert à 10 h 30 et fermé à 11 h 30.

La séance commencera à 10 heures, sous la présidence de Joseph Begarra, avec pour assesseurs : Allaimmat, du Morbihan, Molines, de la Savoie et Hery, des Côtes-du-Nord.
La séance est suspendue.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
54ème congrès national des 30, 31 mai, 1er et 2 juin 1963, Issy-les-Moulineaux

Séance du dimanche 2 juin 1963 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de René Schmitt.
Assisté de : Lecomte (Loir-et-Cher), Merle (Loir-et-Cher), Besombes (Tarn-et-Garonne), Pernot (Cote d'Or).

Le président (René Schmitt)
Camarades, la séance est ouverte.
Je vais procéder à la proclamation des résultats du dépouillement pour l'élection au Comité directeur :
Inscrits : 314
Votants : 312
Ont obtenu :
Augustin Laurent : 312 voix
Emile Muller : 310
André Cluzeau : 306
Kléber Lousteau : 306
Maurice Pic : 306
Victor Provo : 304
René Schmitt : 304
Marcel Champeix : 303
Jean Plamero : 303
Pierre Mauroy : 303
Georges Guille : 301
Honoré Gazagnes : 298
Arthur Notebart : 297
Maurice Rabier : 297
Albert Gazier : 295
Christian Pineau : 295
Jules Moch : 293
Joseph Begarra : 292
Gérard Jaquet : 292
Roger Lagrange : 292

Fondation Jean-Jaurès

Georges Brutelle : 291
Roger Faraud : 291
René Cassagne : 286
Pierre Herbaut : 286
Ernest Cazelles : 285
Guy Mollet : 283
Maurice Cormier : 282
Claude Fuzier : 282
André Bidet : 281
Francis Leenhardt : 279
André Routier-Preuvost : 275
André Chandernagor : 272
Lucien Junillon : 272
Jacques Piette : 272
Roger Fajardie : 271
André Raust : 262
Georges Dardel : 260
Roger Quilliot : 260
Jean Courtois : 257
Pierre Thibault : 256
Emile Loo : 251
Christian Caillieret : 239
Jacques Germain : 235
Jean Fatous : 231
Robert Pontillon : 219
Ces 45 camarades sont proclamés Elus.
Viennent ensuite :
André Le Floch, Darius Lecorre, Jean Bru, René Naegelen, Robert Mirande, Claude Paquita, Léon Boutbien.
Voici maintenant les résultats des élections à la Commission, ou plutôt au Comité National des Femmes :
Sont élues les camarades suivantes, citées par ordre alphabétique :
Jeanne Brunet,
Betty Brunschvig,
Jeanette Brutelle,
Odette Butte,
Margueritte Cassagne,
Germaine Chaumais,
Olga Choquet,
Claude Paquita,
Jacqueline Desointre,
Lucile Ferrandi,
Colette Feyfantier,

Fondation Jean-Jaurès

Paule Floret,
Suzanne Gauthier,
Augustine Hardy,
Marcelle Lavelle,
Marie-Thérèse Le Gonidec,
Emilienne Le Strat,
Georgette Llopis,
Jeanne May,
Juliette Menard,
Jeannette Theuliere.
(Applaudissements)
Voici les résultats des élections à la Commission des Conflits :
Sont proclamés élus :
Robert Collet : 293 voix
Michel Darras : 287
Paul Malroux : 285
Désiré Moulin : 284
Rémy Sicard : 275
André : 273
Paul Mistral : 266
Eugène Jacques : 255
Charles Veque : 253.
Viennent ensuite :
Doutres et Molines.
Voici les résultats des élections à la Commission nationale de contrôle :
Sont élus (par ordre alphabétique pour les 10 premiers, le 11ème étant un nouveau - les 10 premiers étant sortants -) :
Léon Baudou,
Jacques Cazes,
Albert Jurquet,
Gaston Menard,
Ulysse Pellat,
Maurice Primault,
Maurice Richard,
Marcel Richard,
Claudius Volle,
Maurice Weill,
et Georges Ducamp.
Maintenant, camarades, je vais vous donner lecture d'une décision prise par le Comité directeur, concernant la composition du Comité directeur, et je précise que cette décision a été prise à, l'unanimité.
"1°- Afin de faciliter le renouvellement du Comité directeur sans que soient éliminés par un vote du Congrès des militants qui se sont dévoués pendant des

Fondation Jean-Jaurès

années à la cause du Socialisme, il est décidé de créer la fonction de "membre honoraire du Comité directeur" ;
"2°- Peuvent prétendre à ce titre les membres sortants - je dis bien "sortants" - du Comité directeur qui en font la demande au moment d'un renouvellement et ne se représentent pas au suffrage du Congrès. Ils doivent, pour prétendre à ce titre, pouvoir justifier : soit de dix annuités au Comité directeur depuis novembre 1944, au Comité directeur clandestin ou à la CAP d'avant-guerre, titulaires ou suppléants ; soit avoir à la fois sept annuités au Comité directeur, à la CAP ou au Comité directeur clandestin et trente années consécutives d'appartenance au Parti ;
"3°- Le membre honoraire du Comité directeur jouit de tous les droits du membre actif, à l'exception des deux réserves ci-après : il ne participe pas aux votes, il ne peut être élu à un des postes du Bureau. Il peut donc participer à toutes les délibérations du Comité directeur, des réunions communes groupe parlementaire, Comité directeur, des Congrès et Conseils nationaux. Il peut faire l'objet de délégations, de missions ou de charges par décision du Comité directeur ;
"4°- Lors de chaque Congrès, la liste des membres honoraires est solennellement communiquée aux congressistes en même temps que celle des membres actifs qui viennent d'être élus."
Suivent les modalités d'application, je vous les lis, elles sont très brèves.
"A) L'objet de la proposition émanant de la décision tendant à montrer que le camarade devenant membre honoraire du Comité directeur a conservé la confiance du Parti, nul ne saurait profiter de cette mesure s'il n'est membre actif ou membre sortant du Comité directeur.
"Les annuités antérieures resteront acquises à tout camarade battu à une élection au Comité directeur. Mais il lui faudra, pour les faire valoir, avoir préalablement mérité de nouveau la confiance du Parti à l'occasion d'une élection.
"B) Lorsque l'application d'une des règles modificatives de l'élection au Comité directeur, pourcentage des parlementaires ou garantie à une minorité, amène un camarade ayant obtenu le nombre de voix requis à céder sa place à un camarade le suivant dans l'élection, l'un et l'autre bénéficieront de l'annuité. L'un et l'autre seront au renouvellement suivant considérés, quant à l'honorariat, comme sortants.
"C) La qualité de membre honoraire du Comité directeur sera automatiquement retirée à tout camarade ayant fait l'objet d'une sanction prononcée par la Commission des Conflits supérieure à l'avertissement privé."
En conséquence, les camarades Deixonne, Délabre, Malaprida, Metayer, Emilienne Moreau, Weil-Renal et Martet remplissant les conditions requises sont proclamés membres Honoraires du Comité directeur.
(Quelques applaudissements)
L'ordre du jour appelle maintenant la lecture et la discussion des rapports, ainsi que le vote sur ces différents rapports.

Le premier de ces rapports venant en discussion est celui de l'élection à la Présidence de la République ; rapporteur, André Chandernagor.
La parole est à André Chandernagor.

André Chandernagor - Rassurez-vous, camarades, ce n'est pas le débat institutionnel qui recommence, mais je vais vous exposer un texte unanimement accepté par l'ancien Comité directeur. En voici les termes que je n'aurai pas besoin de commenter, ils se suffisent à eux-mêmes - c'est uniquement un texte de tactique :
"Le Parti Socialiste décidera, le moment venu, s'il présente un candidat à la Présidence de la République, mais il affirme d'ores et déjà qu'en aucun cas, il ne se ralliera à la candidature d'un homme dont l'attitude ou le comportement auraient été équivoques ou même hésitants à l'égard du pouvoir et de sa politique."
(Applaudissements)
Camarades, je dois dire qu'un amendement à ce texte a été présenté par la fédération de la Nièvre, que la Commission d'exécution n'a pas cru devoir retenir.
Je demande au camarade qui l'a présenté ou à quelqu'un de la délégation de la Nièvre s'ils veulent le soutenir à cette tribune ou s'ils le retirent.
Personne ne demande à le soutenir publiquement ?

Le président - Camarades, je remercie André Chandernagor.
Vous savez que, dans ce genre de discussion, peuvent seuls prendre la parole les auteurs éventuels d'amendements.
Notre camarade André Chandernagor ayant fait appel aux délégués de la fédération de la Nièvre pour soutenir éventuellement leur amendement, puisque l'un d'eux demande la parole, je lui demande de bien vouloir venir à la tribune pour défendre sa position,
La parole est à Guimard, de la fédération de la Nièvre.

Guimard - Camarades, dans un but d'unanimité, ma fédération se rallie à l'ensemble des autres fédérations et retire donc son amendement.
C'est tout ce que j'avais à dire.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie le camarade de sa brièveté. Je demande si d'autres camarades désirent prendre la parole, auquel cas je les inviterais à être aussi brefs que lui.
Personne ne demande la parole ?
Je mets aux voix ce rapport. Quelqu'un demande-t-il le vote par mandats ?

Fondation Jean-Jaurès

Personne. Que ceux qui sont partisans d'adopter le texte rapporté par André Chandernagor veuillent bien le manifester en levant la main avec le bulletin rouge.
Baissez les mains. Avis contraires ?
Je n'en vois pas. Absentions ?
Il n'y en a pas. Le rapport sur l'élection du Président de la République est adopté à l'unanimité.
Le deuxième rapport concerne le programme. Je donne la parole à Claude Fuzier.

Claude Fuzier

Camarades, le rapport sur le programme est essentiellement consacré à vous indiquer quelles sont les modifications que la Commission des résolutions unanime a apportées au texte de programme que vous avez reçu, les uns et les autres, qui est présenté dans le bulletin intérieur, sur des feuilles ross - je vous indique cela pour que vous puissiez vous y référer et suivre au fur et à mesure les modifications apportées à ce texte.
Dans la partie improductive du programme, il n'y a aucune modification. Vous pouvez donc passer à la page B/2. Dans cette page, je vous signale qu'à la suite d'une erreur matérielle, dans la partie "Démocratisation de l'Economie et du Système bancaire", il faut ajouter, à la fin, un paragraphe n), qui avait été adopté par le Comité directeur unanime, et dont vous avez eu connaissance par un texte ajouté à un autre bulletin intérieur.
Je vous lis ce paragraphe :
"n) par la création d'une juridiction spéciale semblable au Conseil de Prud'hommes ayant compétence pour régler les conflits de caractère économique."
Dans la seconde partie, "Démocratisation de la planification", une petite modification au paragraphe e) ; l'ancien paragraphe disait : "par la création avec le Syndicalisme d'instances économiques démocratiques, etc." Le texte qui vous est proposé parla Commission des Résolutions est le suivant : "par la création avec le Syndicalisme, les mouvements libres de consommateurs, la coopération et la mutualité d'instances économiques démocratiques...", le reste sans changement.
Dans la troisième partie, "Démocratisation de la répartition du revenu national", la Commission des Résolutions unanime vous propose l'adjonction d'un paragraphe supplémentaire qui deviendrait le paragraphe d) ; en voici le texte :
"d) par une réforme profonde des circuits de distribution en liaison avec le Syndicalisme ouvrier et paysan, les organisations de consommateurs, le mouvement coopératif, les groupements de détaillants".
Aucune modification dans la quatrième partie, "Démocratisation dans l'entreprise".

Collection Jean Jaurès

En revanche, dans la cinquième partie, "Démocratisation de l'information", le paragraphe a) a une nouvelle rédaction ; la voici :
"a) par un Statut démocratique de la Radio Télévision Française garantissant son indépendance st l'objectivité d'information, et le respect de son monopole."
Dans la sixième partie, "Démocratisation de l'enseignement", deux adjonctions, ou plus exactement une adjonction et une modification.
L'adjonction vient au paragraphe b), à la fin ; il s'agit tout simplement de mettre entre parenthèses "(voir chapitre 10, paragraphe 2)".
Si vous regardez le chapitre 10, paragraphe 3, vous verrez qu'il concerne les problèmes de la jeunesse et que c'est la que nous allons placer un certain nombre d'indications concernant les milieux étudiants.
Pour que les références soient extrêmement claires, nous avons mis cette indication entre parenthèses pour que l'on sache que les deux paragraphes sont liés, puisque l'un concerne l'enseignement plus spécialement et l'autre, au travers des problèmes de la jeunesse, les problèmes d'Union des étudiants.
Enfin, le paragraphe c) de cette sixième partie, qui est rédigé de la façon suivante : "par un système d'éducation permanente protégeant l'individu contre les conséquences de la mobilité de la main-d'œuvre", devient simplement : "par un effort généralisé d'éducation permanente". Nous avons pensé que la première rédaction était trop restrictive, puisqu'elle n'envisageait le problème de l'éducation permanente que sous son aspect de reclassement de la main-d'œuvre, alors que ce problème présente un intérêt beaucoup plus général.
Dans la septième partie, "Démocratisation des loisirs", aucun changement.
Dans la huitième partie, "Démocratisation de la Justice", aucun changement.
En revanche, la rédaction de la neuvième partie, "Démocratisation du logement", a été profondément modifiée. Le texte nouveau est le suivant :
"par la création de services publics de caractère national ou local du logement, qui élimineraient la spéculation sur la construction et sur les terrains, et la priorité absolue donnée au secteur social du logement qui favoriserait la construction locative publique."
Nous avons tenu à faire entrer dans ce paragraphe la notion de spéculation sur les terrains qui, vous le savez, est telle aujourd'hui que bien des collectivités locales se trouvent freinées dans les constructions nouvelles, soit les constructions d'écoles, de dispensaires ou les Constructions de logements, parce qu'elles ne peuvent plus obtenir des terrains à des conditions qui permettent de respecter à, la fois les budgets de ces collectivités et les normes imposées par exemple dans le domaine de la construction HLM.
Enfin, la dixième partie, "Démocratisation des conditions de vie", comporte deux modifications, l'une qui vient dans le paragraphe pour la jeunesse et l'autre qui vient dans le paragraphe pour la vieillesse. Ne voyez pas la un souci d'équilibre, nous avons pensé réellement qu'il manquait quelque chose à ces deux paragraphes !

En ce qui concerne le paragraphe sur la jeunesse, dans le deuxième alinéa, qui était rédigé de la façon suivante "par la suppression des discriminations de salaires ; par la gravité réelle des enseignements du second degré et supérieur et par le versement d'un salaire aux étudiants", nous avons fait la modification suivante : "...du second degré et supérieur, par le versement d'un salaire aux étudiants et par l'extension de la cogestion".
Un mot d'explication : nous couvrons, par cette formule, à la fois la nécessité de défendre la cogestion des organismes sociaux par les étudiants - et vous savez que cette cogestion est remise en cause, notamment en ce qui concerne l'UNEF - et également la revendication des syndicats d'étudiants, l'UNEF en particulier, sur l'extension de la participation des étudiants à la gestion des universités elles-mêmes, pour en assurer la transformation dans un sens démocratique.
En ce qui concerne le paragraphe concernant la vieillesse, une adjonction vient au dernier alinéa, qui était jusqu'à maintenant, "par une protection efficace et humaine contre la maladie" ; nous avons ajouté unanimement : "...et par l'acheminement progressif vers la gratuité complote des soins médicaux et pharmaceutiques".
Nous pensons que, dans ce domaine, il est possible de lier une telle réforme au problème de la retraite.
En conclusion, camarades, nous avons modifié une des phrases de façon à couvrir certaines des préoccupations que plusieurs de nos camarades avaient eues, en ce qui concerne des catégories spéciales de la nation. Je dois vous rappeler le caractère de ce programme : il ne s'agit pas de tout le programme du Parti dans tous les domaines, il ne s'agit pas d'un catalogue de revendications, il s'agit des mesures immédiates qui nous paraissent réalisables et que nous voulons réaliser dans le cadre d'une expérience Socialiste. Ce sont des mesures qui forment déjà en elles-mêmes des étapes vers la société Socialiste et c'est un programme sur lequel nous pourrons avoir des discussions avec les organisations extérieures au Parti, mais sur le principe duquel, évidemment, nous sommes très attachés ; nous sommes fermement attachés au maintien d'un certain nombre de revendications qui amènent ces transformations de nos structures sociales et économiques.
C'est pourquoi, pour couvrir les préoccupations des camarades qui souhaitaient, au fond, qu'on en revienne à ajouter certaines parties du programme traditionnel du Parti concernant des catégories spéciales, bien déterminées, nous avons mis dans le troisième paragraphe des conclusions, une nouvelle formule. L'ancienne formule était la suivante :
"Il ne reprend pas davantage les programmes particuliers et détaillés du Parti."
Pour que ce soit plus explicite, nous avons mis :
"Il ne reprend pas davantage les programmes particuliers et détaillés que le Parti a déjà adopté dans les domaines économique, social, agricole, de la construction, des anciens combattants, etc."

Voilà, camarades, les modifications que la Commission des Résolutions, à l'unanimité, vous propose.
D'autres propositions avaient pu être faites, mais ce sont celles-là qu'elle a retenues et qu'elle vous demande de retenir. Nous pensons, en effet, que tel qu'il est, ce programme est un instrument précieux pour l'ensemble du Parti et qu'il présente un très grand intérêt, à la fois pour notre lutte dans le pays, et à la fois pour faire mieux comprendre à ceux qui nous entourent ce que nous sommes exactement, que ceux qui nous entourent soient des gens qui nous aiment ou qui nous détestent.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je ne suis saisi d'aucun amendement. Je vais donc mettre aux voix le rapport de Claude Fuzier.
Que ceux qui en sont partisans veuillent bien le manifester en levant la main, avec le bulletin rouge.
Baissez les mains. Avis contraires ?
Il n'y en a pas. Abstentions ?
Il n'y en a pas. Le rapport sur le programme est adopté à l'unanimité.
Je donne maintenant la parole à Gérard Jaquet, d'abord sur le Traité franco-allemand, puis sur le programme de politique internationale.

Gérard Jaquet

Camarades, nous avons fait un texte spécialement, en effet, sur le Traité franco-allemand, alors que nous faisons une motion de politique internationale envisageant tous les problèmes, tout simplement parce que le problème du Traité franco-allemand est un problème de très grande actualité et que, dans quelques jours, le groupe parlementaire et le Comité directeur auront à se prononcer là dessus.
Il était donc bon que le Congrès du Parti fixe sa position à cet égard.
Voici le texte concernant le Traité franco-allemand :
Résolution sur le traité franco-allemand
Dès 1945 quand le Général de Gaulle cherchait dans le morcellement de l'Allemagne et le rattachement de la Sarre à la France une formule propre à fixer pour l'avenir les rapports entre nos deux pays, le PS approuvait, seul à cette époque, la nécessité d'œuvrer pour un rapprochement franco-allemand excluant toute volonté de revanche et fondé sur l'amitié et la confiance.
Cette politique inlassablement poursuivie depuis lors, a inspiré tous nos efforts dans la recherche d'une solution durable au problème allemand, fondée non pas sur un illusoire accord de souveraineté nais dans leur dépassement.
Aussi le rapprochement franco-allemand conçu comme un moyen de bâtir une Communauté internationale plus large devait-il tout naturellement conduire à une première phase de construction européenne.

Fondation Jean-Jaurès

Cette politique devait trouver son expression formelle dans la déclaration commune publiée en juillet dernier par le SPD et la SFIO.
Le rapprochement franco-allemand, déclare ce document dont le 54ème Congrès national tient à approuver solennellement l'orientation ne "peut être envisagé, ni comme un Pacte entre deux nationalismes, ni comme un substitut à l'unité européenne, moins encore se définir comme une alliance limitée à des objectifs militaires".
Considérant que le Traité franco-allemand du 22 janvier 1963,
- loin d'aider à une réconciliation réelle, introduit dans les rapports entre nos deux pays des notions équivoques qui prêtent déjà à interprétation contradictoire ainsi qu'en atteste le préambule particulier voté le 16 mai dernier par le Bundestag ;
- en s'inspirant essentiellement de concepts périmés, dérivés de la volonté de puissance et d'hégémonie, risque d'encourager un renouveau nationaliste de l'un ou l'autre côté du Rhin ;
- loin de contribuer au renforcement de l'unité européenne et à la cohésion des Six, est venu introduire un ferment permanent de division à l'intérieur de la Communauté ;
Le Parti Socialiste affirme que s'il avait été placé dans les mêmes conditions politique et juridique que le SPD et mis ainsi en mesure de donner sa propre interprétation du Traité, il aurait sans doute pu soutenir sa ratification.
Or, ni le droit français, ni la situation politique ne lui permettent de se prononcer que sur le texte de ratification proposé par le gouvernement.
Dans ces conditions, le 54ème Congrès déclare qu'il ne saurait approuver cette orientation qu'il juge néfaste pour l'avenir même de l'amitié franco-allemande.
Il donne mandat au Comité directeur et aux groupes parlementaires d'apprécier en conséquence leur attitude dans le débat de ratification de ce traité.
(Applaudissement)

Le président - Y a-t-il des amendements ?

Léon Boutbien - Si, j'ai un amendement à présenter.

Le président - En attendant je signale que les deux rapporteurs sur les problèmes de tactique sont Georges Brutelle pour le texte A, et Chandernagor pour le texte B.
La parole est à Boutbien pour défendre son amendement.

Léon Boutbien

L'amendement porte essentiellement sur la conclusion. Il vise à demander au groupe parlementaire, tout en partageant une grande partie des objections formulées par notre camarade Jaquet sur ce traité, que néanmoins une ratification massive intervienne au Parlement français.

Fondation Jean Jaurès

Les raisons en sont les suivantes : d'abord, sur l'interprétation même de la construction de l'Europe, il est bien évident qu'il n'y a pas d'Europe unie possible sans qu'il y ait une liquidation du contentieux franco-allemand, et que cette liquidation du contentieux franco-allemand ne peut et ne doit pas s'insérer essentiellement dans les considérations subjectives ou objectives qu'on peut faire au Traité lui-même.

Il est regrettable que lorsque nous étions au pouvoir nous n'avions pas pu accélérer plus rapidement le processus diplomatique, pour que cette liquidation du contentieux napoléonien se fasse. Ou peut en regretter la forme, on peut aussi en regretter certains aspects qui peuvent être troublants pour nos partenaires européens.

Mais dans le cas particulier, il faut savoir dire, comme nous l'avons dit ailleurs dans nos Congrès internationaux de la résistance, en face des mouvements représentatifs se toute la résistance européenne, - et nous avons eu sur ce point l'assentiment unanime de la résistance européenne - que si nous liquidions à titre particulier un contentieux franco-allemand, il ne fallait pas que nos partenaires en prennent un ombrage quelconque, comme une tentative de résurrection du passé ou comme une volonté d'hégémonie de deux puissances contre l'ensemble des autres, quelle que soit leur place dans la vie économique de l'Europe libre. Il est certain que nous avons quelque chose de plus à liquider.

Cette liquidation, c'est Jaurès qui l'avait préparée ; c'est tout le Mouvement Socialiste entre les deux guerres qui l'a préparée, et c'est nous-mêmes, je peux dire aussi moi-même un peu, qui dès 1945, dans un parti très nationaliste à l'époque, avons accepté d'entendre un ancien déporté dire que l'avenir ne se construirait pas sur la haine, mais au contraire sur la réconciliation.

Et aujourd'hui, au moment où va se consacrer la liquidation d'un contentieux qui a fait couler tant de sang, qui a entraîné tant de guerres, qui est certainement placée dans un contexte qui nous déplait du point de vue politique, je souhaite de toutes mes forces, je vous le demande, mes camarades, je le demande au Comité directeur nouvellement élu, je le demande au groupe parlementaire, ne commettez pas l'erreur de transposer dans ce domaine qui est un domaine sacré, d'une liquidation d'un contentieux qui a fait tant de mal à l'humanité, de transposer dans ce domaine des considérations que vous pourrez exprimer ailleurs.

On nous dit : nous n'avons pas la possibilité de le faire. Mais par contre, pourquoi ne pas ponter à la tribune du Parlement, énoncer toutes les raisons qui sont les considérants du texte que Jaquet a lu, dire avec quelle ferveur nous sommes contre toute tentative de reconstruction d'axe entre les puissances, dire notre désaccord à la conception européenne du gouvernement et du pouvoir actuel, dire à quel point nous sommes en désaccord fondamental avec toute orientation qui vise à la désintégration de l'Europe et de la Communauté Atlantique, mais en même temps dire que lorsqu'il s'agit de réconcilier deux peuples, les Socialistes ont été les premiers à agir.

Ils le feront comme leurs camarades Socialistes allemands. Il serait tout de même paradoxal que les Socialistes allemands ayant ratifié ce traité, au nom de l'internationale dont nous nous réclamons nous n'avions pas la même attitude ! (Applaudissements)

Le président - La parole est à Jaquet pour répondre.

Gérard Jaquet

Camarades, il m'est impossible de suivre Léon Boutbien dans sa conclusion. Léon Boutbien a beaucoup insisté sur l'idée de la réconciliation franco-allemande. Je crois que c'est un désir, une volonté que nous partageons tous. Lorsque nous avons, au lendemain de la guerre, commencé l'œuvre de construction de l'Europe, nous étions guidés sans doute par un certain nombre de sentiments, mais je crois que le désir de voir enfin ces deux peuples se réconcilier était probablement le sentiment le plus fort.

Nous avions la conviction que c'est seulement dans la mesure où nous pourrions amener la France et l'Allemagne à travailler ensemble dans une même communauté, dans la mesure où nous pourrions faire en sorte que les intérêts français soient liés aux intérêts allemands, que les intérêts allemands soient liés aux intérêts français, que la France et l'Allemagne travaillent ensemble pour parvenir à une prospérité commune, nous avions la conviction que c'était seulement ainsi que nous pourrions progressivement voir disparaître les vieilles querelles qui ont fait tant de mal à la France, à l'Allemagne et à l'Europe.

La réconciliation franco-allemande, elle a donc été progressivement créée lorsque nous avons construit l'Europe, parce que nous avons commencé à faire la SECA, puis l'Euratom, puis le Marché commun. C'est ainsi que la France et l'Allemagne ont travaillé ensemble depuis plus de dix ans, et se sont progressivement réconciliées. Alors on vient nous dire aujourd'hui que c'est parce qu'il y a eu un traité récent que la réconciliation entre la France et l'Allemagne est devenue une réalité ! Nous avons quand même le droit de sourire, et de ne pas admettre un argument de ce genre !

La réconciliation franco-allemande, elle a été faite par nous, par nos efforts constants, opiniâtres, depuis dix ans.

Ce Traité franco-allemand, que contient-il ? Mais, rien ! La partie positive est pratiquement nulle ! Le Traité franco-allemand, c'est uniquement des rencontres entre ministres, entre chefs d'état pour régler les problèmes d'intérêts communs. Mais croyez-vous que nous avions besoin d'un traité pour cela ? Chaque fois que la France et l'Allemane ont éprouvé le besoin de se réunir, de se rencontrer pour régler les problèmes d'intérêts communs elles ont pu le faire, et je peux vous assurer qu'il y a quelques années, à aucun moment, personne ne pensait qu'il faudrait un jour un traité pour continuer à faire ce que nous avions fait depuis plus de dix ans !

Or, c'est cela le contenu même du traité. En fait, l'histoire du Traité est très simple : le Général de Gaulle voulait, pour des raisons de prestige personnel, imposer à l'Europe une forme d'union politique qu'on a appelé le plan Fouché, qui pour nous était une caricature du pouvoir politique. Les états membres ont d'abord refusé le plan Fouché parce qu'ils ont bien compris que ce n'était pas un traité. Alors le Général de Gaulle s'est retourné vers l'Italie, il a même fait un voyage en Italie pour rencontrer M. Fanfani ; M. Fanfani lui a répondu qu'il n'était pas d'accord.
Seul un homme dans le monde en Europe semblait d'accord avec les propositions du Général de Gaulle, c'était le vieux Chancelier Adenauer. Alors le plan Fouché, on l'a fait à deux ! Le Traité franco-allemand, c'est uniquement cela, ce n'est pas autre chose.
Mais si la partie positive est très mince, par contre la partie négative est considérable, car l'annonce de la signature du Traité franco-allemand a créé une émotion extrêmement profonde au sein de la Communauté Européenne, et plus particulièrement au sein des petits pays de la Communauté Européenne, c'est-à-dire le Benelux, qui se sont demandés si désormais il n'y aurait pas sur tous les problèmes qui intéressent le Marché Commun, qui intéressent la vie de la Communauté, si désormais il n'y aurait pas une entente franco-allemande qui ensuite essaierait de s'imposer aux autres.
Ils se sont demandés si, par conséquent, il n'y aurait pas une entente à deux au sein d'une Europe à Six, au sein d'une Communauté à Six.
Et c'est cela qui a créé un trouble extrêmement profond.
Alors, nos amis de l'USPD pour les raisons que Guy Mollet a exposées hier d'une manière très pertinente, et parce qu'ils ont eu sur le plan parlementaire des garanties, et parce qu'ils étaient dans une situation particulière, que nos amis de l'USPD sans aucun enthousiasme, je vous l'assure, aient voté pour, c'est un fait. Mais je crois très franchement qu'en fonction de tout ce que je viens de vous dire le Parti Socialiste Français est dans l'impossibilité de voter pour, et c'est ce que nous avons tenu à dire.
(Applaudissements)

Le président - L'amendement est-il maintenu ?

Léon Boutbien - Oui.

Le président - Avis du rapporteur ?

Gérard Jaquet - Contre.

Le président - L'avis du rapporteur consiste à repousser l'amendement présenté par Léon Boutbien ; je vais le mettre aux voix, voulez-vous voter par mandat ?

Puisque personne ne demande le vote par mandat, nous allons voter à main levée.
Que ceux qui sont partisans de suivre les conclusions du rapporteur tendant à repousser l'amendement présenté par Léon Boutbien le manifestent en levant la main.
Avis contraires ?
L'amendement est repoussé.
Je mets aux voix maintenant le rapport présenté sur le Traité franco-allemand par Gérard Jaquet. Que ceux qui sont partisans de l'adopter le manifestent en levant la main.
Avis contraires ?
Abstentions ?
Le rapport est adopté.
La parole est à Gérard Jaquet pour la deuxième partie de son rapport, sur le programme de politique internationale.

Motion de politique internationale
Gerard Jaquet - Stagnation des rapports internationaux, absence de nouveaux progrès sur le désarmement, renouveau des nationalismes, crise de la construction européenne, telles sont les caractéristiques majeures de la situation internationale actuelle.
1.- Les rapports Est-Ouest sont marqués depuis 1961 par un certain piétinement. Les espoirs ouverts par l'évolution intérieure de l'URSS, n'ont pas toujours été confirmés par l'événement.
2.- L'absence de progrès sérieux en matière de désarmement tient tout autant à l'immobilisme soviétique qu'à l'absence d'initiative de la diplomatie occidentale.
3.- Les manifestations de la diplomatie gaulliste ont suscité une relance du nationalisme qui contribue à fausser les rapports internationaux, compromet les engagements contractuels existants et risque d'encourager à terme la renaissance de courants chauvins dans la politique européenne.
4.- La substitution par le régime gaulliste de la notion d'union autoritaire à celle de communauté démocratique a provoqué une crise sérieuse ce la construction communautaire continentale.
La méthode employée pour s'opposer à l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché Commun, laquelle eût consacré la ruine des rétentions gaullistes à l'hégémonie européenne a entrainé une situation de crise qui a sérieusement freiné l'expansion du Marché Commun.
5.- La conjonction de ces courants contraires a eu également des répercussions fâcheuses sur la cohésion de l'Alliance Atlantique.
La volonté gaulliste de s'isoler dans la construction d'une défense étroitement nationale, fondée sur une force de frappe autonome, les hésitations de la diplomatie britannique et les problèmes posés par l'adaptation nécessaire de

Contribution Jean-Jaurès

l'OTAN aux impératifs stratégiques modernes, ont amené d'autre part un dangereux relâchement du système défensif occidental.
6.- La promotion du tiers-monde s'est davantage affirmée au cours de l'année écoulée sur le plan Africain en particulier, ainsi que vient de le consacrer l'adoption d'une charte de l'Unité Africaine par la récente conférence d'Addis-Abeba.
Sans avoir encore dépassé les contradictions du stade postcolonial cette charte consacre déjà un premier effort vers l'unité et une commune volonté de "non-alignement ".

Imposer le dialogue à l'union soviétique

Depuis que par l'OTAN, un coup d'arrêt a été porté à l'expansion Communiste en Europe la diplomatie occidentale s'est cantonnée dans l'expectative et n'a fait que réagir aux manifestations de la diplomatie soviétique.
Il lui faut maintenant passer à l'offensive et contraindre l'Union Soviétique au dialogue sur tous les points de conflits existant entre l'Est et l'Ouest.
Une telle politique suppose :
a) la recherche systématique et ouverte des possibilités d'accord sur l'Allemagne, Berlin, la Sécurité Européenne et le Désarmement ;
b) le développement d'une politique active d'échanges économiques et culturels entre l'Est et l'Ouest.

La Défense Occidentale

Le Parti Socialiste réaffirme une fois de plus son attachement au Pacte Atlantique, condition et garantie de notre sécurité, aussi longtemps que subsistera une menace potentielle d'agression et que la paix ne sera solidement établie par un système de désarmement général internationalement contrôlé.
Mais le Pacte Atlantique ne saurait être une construction figée dans ses principes, ses structures et sa stratégie. La nécessité de réformer profondément l'OTAN est manifeste, comme le besoin de parvenir à un certain rééquilibre interne de l'Alliance.
Le Parti Socialiste renouvelle sa conviction qu'il n'est pas de solution véritable au problème de la défense occidentale sans réelle intégration politique et militaire de l'ensemble des forces de l'Alliance. Les solutions multinationales ou multilatérales ne sont, à cet égard, que des palliatifs sans efficacité réelle.

Contre les renaissances nationalistes

L'action pour la construction de la paix, inséparable du combat pour la liberté exige que soient énergiquement combattus tous les ferments internes de tension et de division. L'exaltation nationaliste suscitée et entretenue par le Gaullisme, est actuellement dangereuse pour l'Europe. Il est urgent d'en limiter la contagion par un renforcement de l'action Socialiste internationale.

Europe des Travailleurs. Europe Socialiste

Les premières conséquences de cette excitation nationaliste se sont d'abord manifestées sur le plan européen.

Fondation Jean Jaurès

Le Parti Socialiste renouvelle son adhésion aux propositions minimes de relance européenne établies par le comité d'Action, pour les Etats-Unis d'Europe. Programme qui exclut comme base valable de négociation le projet connu sous le nom de plan Fouchet.
Pour autant, cette Europe que construisent peu à peu les communautés et que nous souhaitons voir se consolider ne répond pas à tous les objectifs de l'idéal Socialiste européen. La construction européenne ne peut, en effet, à notre avis, être limitée à la seule institution d'Un Marché élargi, fondé sur le principe de la libération des échanges. Elle doit, au contraire, s'engager davantage vers la définition de politique commune établie sur la base d'une réelle planification, et d'une plus grande intégration des économies nationales. L'action européenne du Socialisme n'a, en effet, de sens et de justification historique que si elle tend a promouvoir une réforme profonde des structures, préparant la socialisation économique de l'Europe.

Pour un Pacte international de Solidarité.

Le mouvement d'émancipation des peuples coloniaux, voulu et favorisé par les Socialistes, a gagné tous les Continents. Ce mouvement est irréversible et les séquelles du colonialisme, du racisme et de la ségrégation ne pourront, longtemps encore, résister à cette poussée de l'Histoire.
Déjà le tiers-monde pèse d'un poids spécifique dans les destinées mondiales.
Mais cette évolution n'affecte encore que le plan politique ; elle laisse tous ces jeunes Etats soumis aux contraintes de la faim, de la misère et de la dépendance économique.
La construction de la paix passe aujourd'hui par la lutte contre le sous-développement mondial. L'inégalité des ressources et leur injuste répartition constituant une menace au même titre que l'impérialisme soviétique ou la course aux armements atomiques.
C'est un Pacte international de solidarité entre Etats riches et pauvres du monde qu'il faut aujourd'hui négocier.
Un tel Pacte n'a de sens et d'efficacité que ;
a) s'il est fondé sur le principe d'une égalité totale entre les Peuples qui apportent leur aide et les Peuples bénéficiaire :
b) s'il assure une solution juste et durable au problème de la stabilisation du cours des matières premières et permet d'assurer des débouchés aux produits des pays intéressés.
c) s'il permet de développer une politique internationale d'investissements progressifs, publics et privés, et d'aide technique.
d) s'il se préoccupe d'établir par une planification internationale une plus équitable répartition des richesses mondiales.

Conclusion

Par cette déclaration le Parti Socialiste n'entend pas apporter une réponse définitive à tous les problèmes que posent l'évolution du monde moderne et les changements intervenus dans les rapports internationaux.

Il entend seulement fixer des orientations générales et tracer des perspectives à son action internationale.
Fidèle en cela à ses principes fondamentaux, il rappelle que la construction de la paix et la défense de la liberté sont inséparables de la lutte pour la construction du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - Y a-t-il des amendements ? Quelqu'un demande-t-il le vote par mandat ? Je vais mettre aux voix à main levée le rapport présenté par Gérard Jaquet.
Pour ?
Contre y Abstentions ?
Le rapport de Gérard paquet sur le programme de politique extérieure est adopté à l'unanimité.
J'annonce aux membres du Comité directeur que la prochaine réunion du Comité directeur se tiendra mercredi prochain, 15 heures, à la Cité.
La parole est à Brutelle pour le rapport sur la tactique.

Georges Brutelle

Camarades, je rapporte le texte A au nom de la majorité de la Commission des Résolutions. Notre camarade Chandernagor viendra tout à l'heure au nom des camarades qui se sont prononcés pour des amendements présentés sous le titre B.
Je signale en outre qu'un de nos camarades, par souci de clarté vis a vis de lui-même, considérant que le texte ne correspond pas à ce qu'il souhaite, considérant qu'il y a des choses qui pour lui ne présentent pas d'intérêt, n'ont pas de valeur, que le Parti lui-même par un effort de militantisme doit arriver à gagner davantage à l'extérieur, a décidé de se prononcer contre le texte A et le texte B. Je voulais le dire pour que toutes les positions soient rappelées à la tribune.
En ce qui concerne le texte A, un certain nombre de modifications sont intervenues dans la rédaction. Si vous prenez les feuillets verts, texte A, vous n'avez aucune modification jusqu'au paragraphe 28.
Après le paragraphe 28, nous introduisons un paragraphe qui prend le titre de 28 bis. Je vous le lis :
"En ce qui concerne les futures élections générales (cantonales, municipales), conformément à la règle du Parti, la tactique sera définie par un Conseil national, en fonction du mode électoral et de la situation politique.
"En ce qui concerne les élections législatives partielles qui interviendraient d'ici là, la tactique définie au dernier Conseil national reste valable."
Les autres modifications interviennent à partir du titre 32. Vous verrez que c'est uniquement une question de rédaction, nous supprimons l'article 32, et vous le trouvez rédigé d'une façon différente ; je vous en donne lecture :

Fondation Jean-Jaurès

"Certes, une évolution sensible semble se manifester à l'intérieur du monde Communiste occidental, et en particulier au sein de sa jeunesse. La reconnaissance publique par les dirigeants Communistes russes du caractère criminel des actes commis pendant l'ère stalinienne, et des décisions politiques erronées prises à cette occasion, et inlassablement dénoncées par le Parti Socialisée, représente un progrès incontestable pour l'avenir du monde ouvrier international. Mais nous rappelons que cette analyse et le culte de la personnalité sont postérieures à la scission survenue en 1920 au sein du monde ouvrier.

"D'autres divergences demeurent. En particulier les questions du Parti unique, de la structure de l'état Socialiste, des relations avec l'URSS, de l'absence de démocratie interne au Parti, du rôle du syndicalisme, et des "conceptions en matière internationale n'ont pas reçu de réponse satisfaisante pour le Parti Socialiste. Le Parti Socialiste ne doit pas craindre d'exposer publiquement ce qui différencie le bolchévisme de la démocratie Socialiste."

Modifications à l'article 33. Le début de la phrase n'est pas modifié :

"C'est pourquoi, et sans renier en aucune façon les résultats du Front Populaire et du Tripartisme, le Parti Socialiste constate que les conditions nécessaires à un accord politique avec le PC et aux actions communes en découlait, ne sont pas remplies."

Un simple mot de commentaire pour qu'il n'y ait pas de fausse interprétation. Dans le paragraphe 33 ancien, nous disions seulement que les conditions nécessaires à une action gouvernementale commune avec le Parti Communiste". Il est évident que le fait que nous ayons retiré action gouvernementale commune ne signifie en aucune façon que maintenant nous l'envisageons. Mais nous avons voulu que le texte ancien n'ait pas un caractère limitatif ; qu'on ne s'interdise pas seulement l'action gouvernementale, mais qu'il soit clair que dans les conditions actuelles, et après ce que nous avons rappelé à l'article 33, il ne s'agit pas seulement d'accord pour une action gouvernementale, ni de collaboration gouvernementale, mais d'un accord politique avec le Parti Communiste et d'action commune qui découleraient de cet accord politique.

Article 34 : modification. Je le lis dans sa forme nouvelle :

"Mais le fait que nous rejetions les conceptions bolcheviques et que nous appréciions en théorie et en praxique le danger Communiste, ne nous fait pas négliger le danger que la réaction fait peser sur les institutions démocratiques, "nous refusant à lui permettre un triomphe facile, nous n'excluons pas par conséquent une tactique défensive avec le Parti Communiste contre un péril déclaré."

Voilà les modifications intervenues jusqu'à l'article 35 et paragraphes suivants touchant aux structures.

Le 35 est supprimé parce que nous avons estimé qu'il n'apportait rien au texte des articles 32, 33 et 34.

Les paragraphes suivants touchant aux structures, j'y reviendrai tout à l'heure.

En ce qui concerne le texte qui vous est présenté, je ne vais pas maintenant reprendre un débat que nous avons eu depuis plusieurs mois, et que nous avons repris ici longuement ces derniers jours et d'une façon fructueuse.
Il est certain que le Parti s'est livré à une analyse de la situation présente, de la situation politique présente, mais que l'évolution du monde contemporain, l'état d'esprit nouveau qui se manifeste, l'état d'esprit de la jeunesse surtout sont tels qu'il a pensé qu'en tout état de cause il convenait à une organisation sérieuse, puissante, la plus puissante de la Gauche démocratique, de faire tous les efforts qui lui paraîtraient nécessaires pour s'adapter dans les meilleures conditions à la lutte en vue de faire progresser le Socialisme.
Le Parti a constaté que dans le pays des gens étaient acquis, ou se disaient acquis à l'idée Socialiste, mais qu'ils boudaient le Parti. L'effort de rechercher les moyens de conquérir et de convaincre ces gens, le Parti pouvait le faire seul ; il pouvait étudier dans ses sections, étudier dans ses Congrès fédéraux, dans ses assisses nationales les modifications qu'il devait apporter dans son langage, dans sa structure, pour être mieux à même de conquérir ces éléments qui nous boudent encore.
Mais il procède à une innovation. Le Parti Socialiste pour la première fois bien sûr il est maitre de lui-même et de ses décisions ; bien sûr c'est lui-même qui décidera de toute modification qui devra intervenir, mais auparavant il veut faire l'effort d'engager dans le pays un dialogue avec tous ceux qui, se sentant ou se disant Socialistes, ont des hésitations à notre endroit.
Cela, nous l'avons décidé dans l'article 21 qui dit que des conversations peuvent avoir lieu, doivent avoir lieu avec les hommes de gauche qui se trouveraient dans des organisations voisines, et qui pourraient être intéressés par ces réformes de structure du Parti Socialiste, avec l'idée qu'ils y trouveront ensuite leur place.
Il est évident que de telles conversations ne peuvent s'établir, comme nous le disons à l'article 22, qu'avec des personnalités, des hommes qui sont d'accord sur l'essentiel de nos préoccupations, c'est-à-dire qui ressentent comme nous-mêmes la nécessité d'une grande force Socialiste. Nous ne pensons pas, et c'est dit ailleurs, que le renouveau du mouvement Socialiste puisse résulter de l'addition d'un certain nombre d'organisations, car nous pensons bien que l'opinion publique ne se satisferait pas de la seule de fusions de quelques unes d'entre elles, et qu'au delà même des organisations il y a des masses à conquérir.
Tout cela, nous l'avons dit dans le texte ; nous en avons discuté, nous ne voulons pas de regroupement sans âme, nous ne voulons pas de regroupement sans programme.
Nous ne mettons pas en cause les fondements, les principes. Ce que nous voulons, c'est mettre notre système à l'heure, mettre notre maison à jour. Nous ne voulons pas faire à l'aveuglette et nous voulons faire des consultations, les ferons avec la volonté de recueillir au maximum l'avis de ceux qui se posent à notre égard des questions, qui ont des hésitations. Nous espérons qu'au terme de

ces rencontres, nous parviendrons à trouver les solutions qui les mettront à l'aise, mous souhaitons qu'ils acceptent le dialogue avec confiance.
Nous souhaitons que tout le Parti nous aide à faire en sorte que ces conversations soient fructueuses. Mais nous savons bien que ce n'est pas les seules conversations, que ce n'est pas le seul effort qui pourrait intervenir, que ce n'est pas de cela, seul que dépendent la vigueur et la capacité d'action du Parti. N'oublions pas que l'effort d'éducation Socialiste inlassable est indispensable dans le Parti, même tel qu'il est aujourd'hui.
Nous pensons que l'effort d'action militante doit être repris avec plus de vigueur qu'il ne l'a jamais été, et ce que nous pourrons engager comme conversations à l'extérieur ne peut trouver sa force et ne peut trouver sa résonnance que si le Parti lui-même se montre uni et puissant dans l'action.
(Applaudissements)
Pour que cette unité et cette puissance se manifestent, je souhaite que chacun fasse un effort militant, je souhaite qu'après les discussions que nous venons d'avoir, après les polémiques qui se sont instaurées, et au-dessus de certaines divergences sur les méthodes, ce Parti ne manque surtout pas de ce qui a fait sa force, de ce qui fait son lien, de ce qui nous encourage dans l'action : de fraternité et de loyauté entre tous les militants.
Il se peut quelquefois que nous manquions à ces règles ; quand il y a des difficultés entre nous, quand nous ne comprenons pas très bien, c'est peut-être à ce moment-là que nous devrions en avoir le plus. Camarades, dans l'action de demain, fraternels rapports, et le Parti gagnera !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Chandernagor, comme rapporteur du texte B. Je suis saisi dès maintenant d'un amendement de Voile, de la fédération de la Loire. La discussion viendra après le rapport de Chandernagor.

Chandernagor

Camarades, ce Congrès a suscité, dans le Parti et à l'extérieur du Parti, de très grands espoirs. Beaucoup sont venus s'en faire l'écho à cette tribune, et notamment beaucoup de jeunes qui savent que leurs camarades attendent et se disent : "Que vont faire les Socialistes ? Allons-nous entrer dans la maison ?" Je crois qu'il ne faut pas que ces espoirs soient déçus.
Vous savez à quel point les camarades partisans de la motion B tiennent à la large ouverture du Parti, à la discussion intérieure et extérieure, à son renouvellement nécessaire ; tout cela a été dit excellemment au cours de nos débats.
Maintenant que le Parti s'est prononcé, il va falloir agir, agir mais réussir l'expérience tentée, qui n'est pas seulement l'expérience d'une majorité, mais qui va être l'expérience du Parti tout entier.

Fondation Jean Jaurès

Et c'est là qu'il appartient à la minorité de choisir sa propre position. Elle se trouve, et c'est certainement le fait de toute minorité dans le Parti, devant une conciliation nécessaire, celle de l'expression de ses propres positions, de l'expression de sa liberté d'expression au sein du Parti, et celle du devoir de solidarité auquel, parce qu'elle est composée de militants Socialistes comme vous-mêmes, elle est tenue lorsqu'il s'agit de l'action du Parti.
C'est chaque fois un difficile problème de conscience.
Je crois que les débats qui se sont déroulés ce matin en Commission des résolutions ont été longs, parfois, difficiles, et je crois qu'ils ont été utiles. Il y a un argument auquel nous avons été très sensibles, et c'est celui-ci :
Certains camarades majoritaires nous ont dit : "En maintenant votre texte, minoritaire, vous risquez de casser les chances de l'ouverture du Parti auxquelles vous tenez tant, en signifiant, ou bien que la majorité n'est pas d'accord sur cette nécessaire ouverture, ou bien qu'elle n'y croit pas".
Je crois que c'est l'argument qui a emporté notre décision. Pour ne pas faire apparaître cela, qui à notre sens est inexact, dans l'action que nous avons à mener demain, pour apparaître tous solidaires dans cette action que nous souhaitons voir réussir, alors, nous avons décidé de retirer notre texte.
(Applaudissements)
Ceci dit, il est vrai que les débats, au cours de ces trois journées - et cela a été confirmé par les discussions en Commission des résolutions, ce matin - ont fait apparaître des nuances de pensée très importantes entre les signataires de la motion A, majoritaire.
C'est vrai qu'un certain nombre se sentent plus proches des tendances d'esprit de Georges Guille ; d'autres au contraire se sentent plus proches des nôtres.
Je sais bien qu'un texte n'est pas un texte mort, qu'il va se vivifier dans l'action, qu'il y aura lieu à interprétation, et qu'il y aura aussi l'aléa des événements, et que cette expérience va se poursuivre sur un certain nombre de mois. Cela permettra à coup sur de préciser les positions de chacun.
Mais Georges Guille nous disait, il y a deux jours, après avoir exposé avec quelle clarté et avec quel talent, ses positions :
"Ma fédération s'abstiendra dans le vote final et nous nous réservons le droit, le cas échéant, de dire, si nous l'estimions nécessaire : "Attention, vous allez trop loin".
Depuis, je crois, d'après ce que j'ai entendu dire à Georges Brutelle tout à l'heure, que Georges Guille se prononcera contre - en tous cas je le vois qui lève la main, cela lui permettra de fixer sa position -.
En tous cas, en ce qui nous concerne, et pour des raisons inverses de celles de Georges Guille, nous adopterons l'attitude qu'il préconisait pour sa fédération il y a trois jours : nous nous abstiendrons, en définitive, sur le texte unique qui désormais va vous être soumis.
Mais je veux expliquer le sens que nous donnons à cette attitude. Elle ne signifie nullement de notre part, un quelconque retrait sur l'Aventin ; bien au contraire,

nous entendons participer pleinement à la vie du Parti et participer pleinement aux expériences en cours, car je l'ai dit et je le répète, nous souhaitons de tout cœur qu'elles aboutissent.
Nous nous réservons seulement le droit de dire, s'il le fallait : "Vous n'allez pas assez loin", et, solidaires dans l'action, de reprendre le cas échéant notre liberté d'expression à l'intérieur du Parti, au cas où les réformes proposées se révéleraient à l'usage trop timides.
Voilà, camarades, l'attitude que nous avons décidé d'adopter.
Ce faisant nous avons obéi, je l'ai dit, à un devoir : celui de la solidarité que nous estimons indispensable à la vie du Parti, à son action, à son rayonnement à l'extérieur.
En échange, nous vous demandons simplement de comprendre fraternellement notre attitude et nos raisons. Je sais - et Georges Brutelle l'invoquait tout à l'heure - que ce n'est jamais en vain qu'à la fin d'un Congrès comme celui-là on invoque entre camarades Socialistes la nécessaire fraternité qui doit nous unir.
(Applaudissements)

Le président - Je suis saisi de deux amendements, l'un de Volle, de la Loire, et l'autre de Guille, de l'Aude.

Volle

Chers camarades, lors de la conférence préparatoire j'étais intervenu sur deux points, et essentiellement sur un point, celui de la clarification de nos rapports avec le Parti Communiste.
Ces débats m'avaient donné entièrement satisfaction, et tout particulièrement l'explication très fouillée, de notre camarade Claude Fuzier qui avait axé son intervention sur la mise au point de nos rapports avec le Parti Communiste.
Je dois dire, camarades, que les modifications intervenues dans le texte, modifications rapportées par Georges Brutelle, ne me donnent pas la même satisfaction.
Je voudrais indiquer que la nouvelle rédaction de l'article 33 présente une certaine contradiction avec l'article 34. Camarades, soyons très francs. Dans l'article 33, nouvelle rédaction, on substitue aux termes :
"Action gouvernementale commune avec le Parti Communiste",
Les termes :
"Action politique avec le Parti Communiste",
Et, dans l'article 34 on indique "qu'on n'exclut pas par conséquent une tactique défensive avec le Parti Communiste".(?).
Camarades, soyons très francs : une "tactique défensive avec le Parti Communiste" n'est-ce pas une action politique ?
Ou alors, admettez-vous que le Parti Communiste est un pion dont vous pouvez jouer librement, que vous pouvez déplacer librement sur l'échiquier ?

Fondation Jean Jaurès

Il ne faut pas avoir peur des mots. Je préfèrerais qu'on en revienne à l'article 33, qui est très net, qui était très net : ne reniant pas le Front Populaire ni le Tripartisme, nous n'envisageons pas, dans les conditions actuelles, une action gouvernementale commune.
Mais, camarades, lorsqu'il y aura des actions défensives tactiques, avec le Parti Communiste, cela constituera bien, en fait, une action politique. Et si je vous demande de prendre cette position franche et nette c'est pour éviter de mettre les camarades qui auraient localement, départementalement, des actions défensives à faire avec le Parti Communiste, de mettre ces camarades, dis-je, dans une position fausse, et de les présenter comme des francs-tireurs du Parti.
Lors de mon intervention à la conférence préparatoire, j'avais également déposé un amendement à l'article 32. Je ne voudrais pas revenir sur cet amendement, et je retirerais volontiers celui que j'ai préparé, si tout à l'heure Georges Brutelle me donnait satisfaction.
En effet, à l'article 32, je dépose sur le Bureau un amendement que je suis prêt à retirer si j'ai satisfaction dans les explications de Georges. Je voudrais qu'on indique :
"Nous devons continuer à exposer clairement ce qui "nous différencie des Bolcheviques"..., sur cela, je suis entièrement d'accord, mais, camarades, j'aimerais qu'on reprenne ce qui a été dit au cours des débats, en ajoutant : "en ouvrant un large dialogue public".
J'estime que nous devons prendre l'offensive sur le plan tactique en ouvrant ce large débat public.
En me rendant à ce Congrès j'ai eu l'occasion de lire attentivement la réponse de Roger Garaudy au Manifeste de l'Union des Etudiants Communistes.
Camarades, nous trouvons là d'excellents sujets de méditation. Nous trouvons là une excellente occasion d'ouvrir le débat public.
Que dit Roger Garaudy aux étudiants Communistes ?
Il leur reproche d'utiliser une certaine phraséologie bourgeoise, il reproche au Manifeste de l'Union des Etudiants Communiste de manquer à la recherche de la vérité.
Camarades, "la recherche de la vérité", c'est une formule qui me tient assez à cœur, et je crois qu'elle tient à cœur à beaucoup de camarades présents dans cette salle, sinon à l'ensemble des camarades, puisque nous ne sommes pas des dogmatiques, que nous ne prétendons pas détenir la vérité, que nous voulons la rechercher, cette vérité.
Roger Garaudy demande aussi à l'Union des Etudiants Communistes de rejeter comme un concept périmé et dépassé l'humanisme classique.
Je citerai, pour être bref, ces deux seuls points de l'exposé des philosophies de Roger Garaudy, mais ces deux points, ne pensez-vous pas, camarades, que cela nous serait un excellent thème pour l'ouverture d'un dialogue public : ce qui nous différencie actuellement du Parti Communiste, en ajoutant aussi que la finalité de notre action, c'est la reconstitution de l'unité ouvrière, que nous ne la

rejetons pas comme une chose dont nous ne voulons pas, mais que nous voulons en préciser les conditions, et que ces conditions sont de demander aux Communistes d'abandonner leur attitude dogmatique et sectaire, de leur demander avec nous de faire un effort de recherche de la vérité.
J'ai dit que j'étais prêt à retirer ce texte pour ne pas alourdir la discussion si Georges Brutelle, dans ses explications, indiquait que cela allait dans l'esprit des rapporteurs du texte qui nous est soumis.
Voilà, camarades, les quelques remarques que je tenais à formuler pour que vraiment notre Congrès, qui a précisé nettement ses positions à l'égard du Parti Communiste, au moment du vote des résolutions n'embrouille pas une situation qui se présentait d'une façon très claire.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Georges Guille.

Georges Guille

Camarades, à vrai dire, je n'ai pas d'amendement à présenter. Si je suis là c'est parce que Chandernagor m'a mis nommément en cause, et je le remercie de m'avoir fourni l'occasion d'apporter une précision.
J'ai toujours été, et je l'ai montré, je crois, notamment depuis le début de ce Congrès, l'ennemi de toute équivoque.
Au cours de mon intervention de vendredi matin, j'ai exposé les raisons pour lesquelles la fédération de l'Aude était à la fois contre le texte B et contre le texte A, surtout contre le texte B, et aussi contre le texte A, dans la mesure où il s'était laissé influencer par les auteurs du texte B.
Et j'avais dit alors, pensant naïvement peut-être que nous allions nous trouver devant un vote qui allait faire s'affronter les deux textes A et B, j'avais dit que le seul moyen de procédure que nous avions, nous, de marquer notre désapprobation à l'un et à l'autre texte, de voter à la fois contre l'un et contre l'autre, c'était de nous abstenir. C'était à ce moment-là logique.
Mais, ce matin, ou au début de l'après-midi, à la Commission des résolutions, les auteurs du texte B, comme Chandernagor vient excellemment de l'exposer, ont décidé de ne pas affronter la compétition et de s'abstenir.
Dans ces conditions, vous comprenez que pour la clarté de nos débats et de nos décisions, je ne peux pas permettre que l'opinion publique, d'abord, mais surtout l'opinion des militants à l'intérieur du Parti, établissent une confusion quelconque entre la signification du vote de la fédération de l'Aude et du vote de la fédération des Bouches-du-Rhône...
(Applaudissements)
Cette équivoque, je ne la souhaite pas, Gaston Defferre ne la souhaite pas davantage, parce que nous avons en commun ce souci que partagent tous les riverains de la Méditerranée, ce souci majeur de la clarté ; c'est la raison pour laquelle, puisque vous allez avoir à voter sur le texte A, que nous

Fondation Jean-Jaurès

désapprouvons, avec l'abstention des auteurs du texte B, avec lesquels je suis en désaccord, nous voterons contre le seul texte qui vous est proposé.

Le président - La parole est à Georges Brutelle, pour répondre.

Georges Brutelle

Camarades, je vais commencer par les amendements présentés par notre camarade Voile.
Voile propose un amendement à l'article 32, d'abord. Cet amendement est ainsi rédigé :
"Nous devons continuer à exposer fermement ce qui nous différencie du bolchevisme, en ouvrant un large dialogue, public".
Je rappelle qu'à la fin de notre article 32 nous indiquons que nous devons continuer à exposer publiquement et fermement tout ce qui nous différencie du bolchevisme. Dans la mesure où nous exposons nos positions, où le Parti Communiste expose les siennes, il intervient presque fatalement une sorte de dialogue public. Ce dialogue est déjà en cours, je n'en prendrai qu'un exemple : c'est lorsque notre camarade Guy Mollet a eu l'occasion, à partir des 21 conditions, de montrer quelle était notre appréciation de l'acquis dans l'évolution des Communistes, et tout ce qui restait de différentes. Nous nous sommes trouvés, sur certains points, devant les réponses du Parti Communiste, par la voix de ses leaders ; nous avons eu des réponses de Valdeck-Rochet qui ne nous ont pas satisfaits, sur lesquelles nous avons répondu. Ce dialogue fait partie de la polémique politique normale, et dans la situation actuelle, nous ne saurions de toute pas y échapper.
Je demande donc à Volle de retirer son amendement qui, sur l'article 32, n'apporterait rien dans la réalité d'aujourd'hui.
En ce qui concerne l'article 33, je ne peux pas retenir, au nom de la majorité de la Commission, la proposition de Voile, pour une raison toute simple et très claire : c'est que parmi les raisons qui nous ont amenés à rédiger d'une façon qui nous parait plus correcte et plus claire l'article 33, il y a justement le désir que nous avons d'arriver à ce que ce Parti n'entre pas dans la voie de l'anarchie et de la pagaille en permettant une tactique dans un département, une tactique dans un autre.
Or, dans les arguments qui ont été donnés par notre camarade Voile, il y a en particulier celui-ci : c'est qu'il faut faciliter le règlement de certaines situations locales, eh bien, camarades, lorsque vous aurez des cas particuliers, vous devrez vous conformer à la tactique générale du Parti, si vous avez un doute sur ce qu'est cette tactique, et si vous avez un doute sur une question particulière, vous pourrez en référer au Comité directeur, mais ce n'est pas quand on parle de redressement du Parti que nous allons commencer à nous attribuer la liberté d'agir de telle ou telle façon, dans chacune de nos fédérations.
(Applaudissements)

C'est donc sans ambages que je me prononce contre l'article 33.
Je n'ai rien à dire de l'intervention de Georges Guille. Je suis heureux qu'il ait eu l'occasion d'apporter les précisions qu'il a apportées. Tout le monde connait les raisons de son attitude. En ce qui concerne l'intervention de Chandernagor, je dois dire que je me félicite du retrait du texte B, je me félicite de l'abstention des camarades. La plus grande crainte que nous puissions avoir, nous les représentants du texte A, c'est que l'on tente de mettre à profit de soi-disant différence d'état d'esprit, de soi-disant nuances de pensée qui existeraient entre nous, pour amenuiser la portée des décisions que nous avons prises.
Il y avait un risque en cela, parce que, camarades, l'organisation démocratique que nous sommes se donne comme règle d'essayer toujours de faire la synthèse la plus large et qui dit synthèse dit effectivement tentative de se mettre d'accord dans l'action sur certaines formules entre les camarades qui, au point de départ, ont entre eux des divergences, sinon, s'il n'y avait pas ces divergences au départ, nous n'aurions pas besoin de Congrès.
Or, le maintien du texte B aurait eu pour résultat de faire penser à l'extérieur que le texte A n'avait pas une portée suffisante pour emporter largement la décision des camarades, en tous cas qu'il y avait au sein du Parti des camarades tellement mécontents, tellement convaincus qu'on ne pouvait rien faire de ce texte qu'ils maintenaient une position, qu'ils maintenaient un texte B. Ils ont exprimé un certain manque de confiance qui les conduit à une abstention. Mais, ce qui est important pour nous, c'est ce qu'ils ont dit en retirant leur amendement : à savoir que, solidaires dans l'action, nous pourrions compter sur eux pour faire en sorte qu'à l'extérieur du Parti nos efforts soient compris, qu'ils soient appuyés par eux, et qu'en définitive ce soit le Parti qui l'emporte.
(Applaudissements)

Le président - Camarade, l'amendement est-il maintenu ? Je donne la parole à Volle pour deux minutes.

Volle - Je réponds à l'appel à l'unité de Georges Brutelle en retirant mes amendements, parce que j'estime que dans le souci d'ouvrir ce dialogue il faut toute la cohésion du Parti, et je remercie Georges des satisfactions qu'il m'a données par ses explications.
(Applaudissements)

Le président - Je voudrais rappeler que seuls peuvent prendre la parole en fin de Congrès les auteurs d'amendements, ainsi que les camarades personnellement mis en cause ; les uns et les autres ont dix minutes à cet effet et peuvent seuls leur répondre les rapporteurs, pour environ 5 à 10 minutes également. En dehors de ces deux cas, aucun camarade ne peut avoir la parole.

Fondation Jean Jaurès

Nous allons maintenant passer au vote, bien entendu. Je pense qu'il est inutile de vous demander si nous votons par mandats ?... Nous allons donc procéder au vote sur les textes, par appel nominal des fédérations, sur le texte A.
Vous votez "pour", "contre", ou vous vous abstenez.
Le scrutin est ouvert.
... (Il est procédé à l'appel nominal)...

Le président - La parole est à Albert Gazier, pour rapporter sur le projet de résolution.

Albert Gazier

Camarades, le projet de résolution que je suis chargé de rapporter au nom de la Commission des Résolutions est le document qui a été imprimé sur papier bleu dans le dossier qui vous a été remis. Une seule modification y a été apportée, au milieu de la page 2 ; c'est une simple modification de forme, une explication sur la nature de ce texte.
Ce texte est, en réalité, un résumé, ou un condensé reproduisant l'essentiel de ce qui est contenu dans le texte rapporté tout à l'heure par Georges Brutelle.
Deux amendements avaient été proposés, ou plutôt deux séries d'amendements.
Première série d'amendements, par notre camarade Leenhardt et (?), qui les ont retirés à la suite des modifications qui sont intervenues dans le texte rapporté par Brutelle tout à l'heure.
Il reste les amendements de notre camarade Darius Le Corre. Ces amendements ont paru intéressants à la Commission des Résolutions ; néanmoins, ils n'ont pas été soutenus parce qu'ils ne se placent pas dans le cadre d'un texte condensé, résumé, maniable, destiné à une large diffusion. Leur contenu a certainement leur place dans d'autres documents.
Ceci dit, le projet de résolution a été adopté à l'unanimité de la Commission des Résolutions moins 5 abstentions.
En voici le texte :
"Beaucoup d'idées Socialistes autrefois combattues avec violence par la réaction se sont imposées à tous les esprits. Pourtant il est impossible de prétendre que le programme du Parti soit presque entièrement réalisé.
Aussi notre préoccupation doit-elle être de rappeler sans cesse les buts fondamentaux vers lesquels tend notre action et qui nous distinguent de toutes les autres formations.
Nous reprendrons et renforcerons ainsi l'influence qui doit être la notre et une personnalité que notre Participation à des coalitions purement défensives, destinées à défendre la démocratie contre des menaces successives, à estomper aux yeux de l'opinion.
"Le Parti Socialiste considère que, pour mener cette tâche à bien, il lui faut rassembler tous ceux qui poursuivent le même objectif, qu'ils se trouvent inscrits dans d'autres formations ou placés en dehors de tout parti politique.

Collection Jean Jaurès

"Le regroupement des hommes de gauche d'inspiration Socialiste ne résultera pas de l'addition d'un certain nombre d'organisations existantes. Il ne peut être que l'aboutissement d'un important effort de renouveau de notre Parti dans les différents domaines (programme - tactique - structure).
"Dans cette perspective, le Parti estime qu'un dialogue doit s'ouvrir, dans des délais rapprochés, entre ses Organismes nationaux et un certain nombre d'hommes de gauche, appartenant ou non à des organisations ou à des partis de tendance Socialiste et qui s'affirmeront d'accord avec nous sur l'essentiel de nos préoccupations. Ce dialogue nous permettra notamment de rechercher d'une manière plus précise les transformations souhaitées pour que notre Parti puisse regrouper tous ceux qui, en France, se réclament de l'idée Socialiste.
"Les décisions à ce sujet seront prises en toute souveraineté par les assises régulières du Parti.
"En dépit de grandes difficultés, l'unité des Socialistes dans le même Parti est une tâche prioritaire parce que son succès est la condition nécessaire de notre redressement et de celui de la Gauche française.
"La société Socialiste se construira en plusieurs étapes. Le Parti ne peut accepter de prendre des responsabilités en régime capitaliste que si, et seulement si, il obtient des transformations de structure qui le rapprochent de son objectif final.
"C'est dans cet esprit que sera établie une première tranche de réformes inspirées de notre "Programme fondamental" et de notre programme maximum pour l'immédiat.
"Cette première tranche contiendra des réformes destinées à préparer la société Socialiste, mais qui pourront être acceptées par des démocrates de gauche.
"Répondent à cette double préoccupation :
- l'instauration d'une démocratie politique conciliant la continuité de l'action gouvernementale et les exigences du contrôle de l'Exécutif par le Parlement ;
- l'élaboration d'un statut de l'Information destiné à assurer la liberté, l'objectivité et la gratuité ;
- la réforme démocratique de l'enseignement, une politique d'ensemble pour la jeunesse et l'éducation permanente ;
- la planification démocratique, comprenant notamment et conjointement un programme d'investissement et un plan social et une représentation des travailleurs dans les organismes du plan ;
- les réformes de structure nécessaires à l'application du plan, et notamment certaines nationalisations ;
- l'intégration politique et économique de l'Europe ;
- la sécurité collective et la suppression des forces de frappe nationales ;
- le désarmement général et contrôlé…"
Enfin, sous une forme nouvelle :
- un pacte international de solidarité contre le "sous-développement mondial".
"Pour réaliser ce programme et montrer au pays que, pour succéder au Gaullisme, l'un des termes de l'alternative est bien la création d'un gouvernement

de gauche, il est absolument nécessaire d'organiser la coalition des démocrates susceptibles de la former.
"Parallèlement, des contacts devront être établis avec les organisations économiques et sociales en vue d'obtenir leur participation, dans le respect de leur indépendance, à la diffusion et à la défense des parties de ce programme qui auront reçu leur agrément, comme à leur participation active, le moment venu, à son application.
"La coalition de tous les démocrates de gauche constituera une force politique très importante mais qui risque de ne pas réunir à elle seule la majorité nécessaire pour appuyer l'action d'un gouvernement.
"En l'état actuel des forces électorales en France, la Gauche démocratique peut se trouver dans l'incapacité de réaliser son programme sans l'apport des masses Communistes, ce qui fera le jeu de la Droite, que celle-ci se présente sous sa forme classique ou fasciste.
D'autre part, les Socialistes et les démocrates de gauche n'ont pas le droit, sans renier leurs principes, de courir le risque de préparer une "démocratie populaire".
C'est pourquoi, la Gauche démocratique ayant établi son programme et formé sa coalition, le Parti Communiste se trouvera placé devant le choix entre deux attitudes :
- ou bien renouveler les erreurs du passé en se maintenant dans une opposition qui en fait l'amènera à de nouvelles coalitions négatives avec la Droite ;
- ou bien soutenir une formation démocratique de gauche, en tenant compte des progrès que celle-ci permettra de réaliser au profit des travailleurs et de la liberté.
"Cette tactique d'ensemble permet de préparer puis d'ouvrir la succession au régime actuel.
"Elle se heurtera à des obstacles considérables, mais la pire méthode serait, en se laissant dissimuler l'avenir par les obstacles du présent, de se réfugier dans la passivité, alors que d'immenses possibilités restent ouvertes aux démocrates et aux Socialistes".
Tel est le texte que la Commission des Résolutions vous demande d'adopter.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je ne suis, pour l'instant, saisi d'aucun amendement. Ah ! Pardon, le camarade Darius Le Corre me demande la parole pour soutenir un amendement qu'il va bien vouloir préciser ; il l'a déposé, d'ailleurs, il y a quelques instants.

Darius Le Corre

Mes chers camarades, j'avais déposé des amendements au projet de résolution. La justification de mes textes, je l'ai faite dans "Points de vue et controverses"

Fondation Jean-Jaurès

que vous avez reçu et je remercie les délégués qui m'ont dit les avoir défendus dans leurs fédérations.
Je regrette que mon premier amendement, remplaçant le premier paragraphe de la Résolution, n'ait pas été retenu parce qu'il avait pour but de situer le Socialisme par rapport au gaullisme qui a l'audace de prétendre, avec M. de Vilde (?) qu'il est le seul Socialisme ayant su épouser son siècle.
Je regrette que l'on n'ait pas retenu mon second amendement parce qu'il s'agissait de définir, en une seule phrase, dans un texte qui va être largement diffusé par la presse, quels sont les buts concrets que cherche à atteindre le Socialisme. Il s'agissait de dissiper des confusions et de nous définir fondamentalement dans une opinion publique où nos adversaires font tout ce qu'ils peuvent pour estomper notre personnalité.
Je regrette qu'on n'ait pas retenu mon troisième amendement qui définissait le gaullisme sur le plan politique, économique et social et constituait indirectement une réponse, en trois phrases, à la définition du Gaullisme que M. Michel Debré a donné, au dernier Congrès de l'UNR.
Je regrette enfin qu'on n'ait pas retenu mon quatrième amendement où je faisais des propositions pour faire avancer la démocratie en direction du peuple et combler des lacunes dans le domaine des revendications sociales.
Je me rends compte qu'il est inutile, à l'heure actuelle, d'instituer un débat.
Je ne suis pas compris par un certain nombre de camarades aujourd'hui, mais j'espère bien l'être demain. Je retire donc mes amendements.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie Darius Le Corre.
Y a-t-il d'autres auteurs d'amendements ?
Non.
Quelqu'un demande-t-il le vote par mandats ?
Non.
Je mets aux voix le projet de résolution. Que ceux qui en sont partisans veuillent bien le manifester en levant la main avec la carte rouge ?
Baissez les mains. Avis contraires ?
Pas d'avis contraire. Abstentions ? 20.
A l'unanimité, moins 20 abstentions.

Le président - Voici les résultats du vote sur le texte "A" :
Nombre de mandats : 3.150.
Pour l'adoption : 2.198.
Contre : 119.
Abstentions : 668.
Absents : 165.

Fondation Jean Jaurès

Le président - La parole est maintenant à Brutelle pour son rapport sur les structures.

Georges Brutelle

Camarades, dans les textes "A" et "B" qui vous étaient soumis, les structures comportaient une série d'articles, depuis l'article 36 jusqu'au 46 inclus.
Etant donné que la plupart de ces articles étaient destinés à donner une idée aux militants des points sur lesquels pouvaient s'appliquer éventuellement des réformes, nous n'avons pas jugé, unanimement, à la Commission des Résolutions, de reprendre la totalité de ces Articles.
Nous avons repris l'Article 36, nous avons repris l'Article 37 et nous faisons une proposition de nouvel Article 38 qui serait le dernier mais qui comporte en lui-même toutes les explications suffisantes.
Je vous donne lecture de cet Article 38 dans sa forme nouvelle :
"La réforme, dans le domaine des structures du Parti, "nécessite une révision de nos Statuts.
"Le Congrès décide l'ouverture immédiate de la procédure de révision qui devra être conduite à son terme, ce terme étant un Congrès extraordinaire ou un Conseil national extraordinaire ayant pouvoir de Congrès, dans ce cas, dans les meilleurs délais et, au plus tard, d'ici un an.
"Les assises du Parti auront à leur ordre du jour toutes les propositions contenues dans les textes "A" et "B", les amendements qui sont présentés par les fédérations ou qui pourraient l'être par les fédérations au Comité directeur dont le rôle sera de prendre contact avec les auteurs d'amendements et de faire un effort de rapprochement des thèses en présence".
J'ajoute un seul mot au texte : effort de rapprochement en vue de soumettre ces textes à l'examen du Conseil national ou du Congrès extraordinaire."
J'ajoute un mot : c'est que nous avons admis entre nous qu'on multiplierait les procédures susceptibles de permettre la discussion et le maximum d'information des militants, éventuellement peut-être en faisant une conférence d'information qui pourrait avoir lieu pour discussion et information des militants assez longtemps avant le Congrès extraordinaire ou le Conseil national ayant pouvoir de statuer sur les questions de réforme de structures.

Le président - Pas d'amendements ?
La parole est à Guimard, de la fédération de la Nièvre.

Guimard (Nièvre)

Camarades, je voudrais tout d'abord me féliciter de la façon dont est organisée ce Congrès, d'une façon démocratique car l'on peut voir une petite fédération comme la mienne venir s'exprimer librement devant un Congrès national et je souhaiterais que toutes les formations qui se disent démocratiques puissent en faire autant !

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Ceci dit, camarades, la fédération de la Nièvre avait proposé un amendement sur les structures et avait fixé au 31 décembre 1963 au plus tard la convocation d'un Congrès extraordinaire ou d'un Conseil national chargé de se prononcer définitivement. Mais, la proposition faite par notre camarade Brutelle se rapprochant beaucoup de notre proposition, nous nous rallions à sa proposition. (Applaudissements).

Le président - Je remercie le camarade de la Nièvre.
Je demande s'il y a d'autres auteurs d'amendements ?
Il n'y en a pas.
Pas de demande non plus de vote par mandats ?
Non. Je mets donc aux voix le rapport de Brutelle sur les structures.
Que ceux qui en sont partisans veuillent bien le manifester en levant la main ?
Baissez les mains. Avis contraires ?
Il n'y en a pas.
Abstentions ?
17 abstentions.
Camarades, l'ordre du jour est épuisé. Je déclare clos les travaux du 54ème Congrès national. La séance est levée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès